



# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

«Le Conseil de l'Europe et l'Union européenne sont tous les deux nécessaires, sont tous les deux différents et sont tous les deux uniques.»

«Pour que l'Europe réussisse, ils (Conseil de l'Europe et Union européenne) doivent viser un véritable partenariat aussi structuré que possible et organiser durablement leur complémentarité, ce qui exclut, ce qui devrait exclure les rivalités stupides et nocives. Ce partenariat se construira sur un socle européen de valeurs communes. Ces valeurs sont celles de l'Union européenne au même degré qu'elles sont les valeurs du Conseil de l'Europe.»

Voilà un des principaux messages du discours que le Premier Ministre luxembourgeois, M. Jean-Claude Juncker, a tenu devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 11 avril dernier pour présenter son rapport sur les relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne tout en soulignant l'importance d'une discussion annuelle des suites que les gouvernements et les instances parlementaires auront données au rapport.

En dehors de la présence du Premier Ministre, il convient de signaler celle du Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marcel Glesener, ainsi que des membres respectivement effectif et suppléants, à savoir M. Charles Goerens, M. Jean Huss et Mme Anne Brasseur. Ces quatre membres ont assisté à la deuxième partie de la session ordinaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg du 10 au 13 avril 2006, les deux autres membres, M. Norbert Haupt et



(de gauche à droite) Mme Anne Brasseur, M. René van der Linden, M. Jean-Claude Juncker, M. Marcel Glesener, M. Charles Goerens

Mme Lydie Err, s'étant excusés de leur absence.

Les principaux points à l'ordre du jour étaient les suivants:

- allocution de M. René van der Linden, Président de l'Assemblée parlementaire,
- élection de M. Giorgi Bokeria comme Vice-Président de l'Assemblée au titre de la Géorgie,
- rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente,
- intervention de M. Thomas Hammarberg, Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe,
- la place de la langue dans l'enseignement scolaire,
- pauvreté et lutte contre la corruption dans les États membres du Conseil de l'Europe,

- relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne,

- discours de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre du Luxembourg, sur son rapport concernant les relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne,

- discours de M. Calin Popescu-Tariceanu, Premier Ministre de la Roumanie qui assure la présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,

- discours de M. Wolfgang Schäfer, Chancelier fédéral d'Autriche et Président du Conseil de l'Union européenne,

- discours de M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne,

- élection de M. Mark Villiger comme juge à la Cour europé-

enne des Droits de l'Homme au titre du Liechtenstein,

- situation au Proche-Orient,

- réinsertion sociale des détenus,

- droits de l'homme des membres des forces armées,

- communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire présentée par M. Mihai-Razvan Ungureanu, Ministre des Affaires étrangères de la Roumanie, Président du Comité des Ministres,

- discours de M. Vlado Bučkovski, Premier Ministre de l'ex-République yougoslave de Macédoine,

- combattre la résurgence de l'idéologie nazie,

- débat joint sur le suivi du troisième sommet: relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne

a) Mémoire d'accord entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne

b) Le Conseil de l'Europe et l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, avec l'intervention de M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe, et celle de M. Elmar Brok, président de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen,

- réfugiés et personnes déplacées en Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie.

Deux discussions ont eu lieu selon la procédure d'urgence:

- halte à la traite des femmes à la veille de la Coupe du Monde de la FIFA,

- le Bélarus et les suites de l'élection présidentielle du 19 mars 2006.

Pour documenter les prestations de nos délégués aux séances de l'Assemblée, mentionnons

- l'intervention de M. Marcel Glesener en sa qualité de président de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille au cours des débats sur la réinsertion sociale des détenus, la pauvreté et la lutte contre la corruption dans les États membres du Conseil de l'Europe, et

- celle de M. Charles Goerens en tant qu'orateur du groupe «Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe» au sujet du point «combattre la résurgence de l'idéologie nazie», dont l'extrait suivant donne matière à réflexion:

«Qu'on ne vienne pas nous dire qu'il importe avant tout de mettre en place des systèmes de pré-alerte et d'alerte. Au Rwanda, on savait. À Auschwitz, on savait. À Treblinka, on savait. (...) Cela est aussi un questionnement sur la condition humaine. Que font des hommes ordinaires dans une situation extraordinaire? Que chacun se pose la question! Serions-nous des lâches, des gens qui ignorent et qui refoulent tout? Y aurait-il quelques courageux? Serions-nous des héros ou des salauds? - N'est pas Hannah Arendt qui veut?»

Au cours de la susdite deuxième partie de session six recommandations et six résolutions en rapport avec les points à l'ordre du jour ont été adoptées.

## Enjeux & débats

Les cahiers de la Chambre des Députés

### Le nom de l'enfant Der Name des Kindes



## Le nom de l'enfant

À l'occasion de l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> mai 2006, de la nouvelle loi relative au nom des enfants, la Chambre des Députés a publié une brochure destinée à informer le grand public des principales orientations et des grands principes de la réforme. La brochure a été présentée au cours d'une conférence de presse de ses deux auteurs, Mme Lydie Err et M. Laurent Mosar, le mardi 25 avril 2006.

Toute personne intéressée par des renseignements supplémentaires en la matière pourra se procurer le fascicule ou bien auprès de l'état civil de sa commune ou bien en s'adressant directement à la Chambre des Députés. Le texte de la brochure peut également être téléchargé du site Internet de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu) (rubrique: portail documentaire - documentation).



(de gauche à droite) M. Laurent Mosar, Mme Lydie Err, M. Claude Frieseisen





## Grippe aviaire, terrorisme et politique énergétique

Le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux s'est réuni en séance plénière à La Haye les 24 et 25 mars 2006 sous la présidence de M. Frans de Nerée tot Babberich.

La délégation luxembourgeoise, en l'occurrence Mme Lydia Mutsch, MM. Marcel Oberweis, Roger Negri, Félix Braz, Emile Calmes et Jean-Pierre Koepf, comptant parmi elle un nouveau membre effectif en la personne de M. Emile Calmes, en remplacement de M. Xavier Bettel devenu membre suppléant, a pu suivre avec ses collègues belges et néerlandais un exposé exhaustif de M. Vanthemsche, administrateur délégué de l'Agence fédérale belge pour la sécurité de la chaîne alimentaire sur la problématique de la dioxine et de la grippe aviaire dont, pour l'instant, le Benelux reste épargné.

C'est avec le même intérêt que l'Assemblée a écouté les explications du coordinateur du Conseil des ministres de l'Union européenne, M. Gijs de Vries, sur la lutte contre le terrorisme au niveau du Benelux pour débattre ensuite de cette question d'un intérêt primordial, notamment au vu de la sécurité dans les aéroports.

Un autre sujet de grande actualité était celui de la politique énergétique et de la libéralisation des marchés de l'énergie sous toutes ses formes notamment durables. L'Assemblée s'y est penchée sur base des travaux préparatoires des Commissions réunies de l'Environnement du Parlement Benelux et de l'Assemblée balte. Les Premiers Ministres des trois pays du Benelux se sont d'ailleurs récemment concertés à leur tour à ce sujet dans le cadre d'une réunion ministérielle européenne qui traitait du même dossier.

M. Marcel Oberweis a fait rapport sur l'eutrophisation, cause majeure de la pollution des eaux souterraines, et les conséquences géopolitiques de l'aménagement d'un gazoduc au fond de la mer Baltique, reliant l'Allemagne à la Russie, principal fournisseur de gaz de l'Union européenne. L'orateur a insisté sur l'importance d'une sécurité énergétique en diversifiant au maximum les formes d'énergie et en faisant appel de façon accrue aux énergies renouvelables.

Une recommandation des trois principaux groupes politiques de l'Assemblée sur la nécessité de la mise en place par les trois Gou-



(de gauche à droite) M. Pierre Dillenbourg, M. Roger Negri, Mme Lydia Mutsch, M. Félix Braz, M. Marcel Oberweis, M. Jean-Pierre Koepf et M. Emile Calmes

vernements d'une politique énergétique européenne fut adoptée après que la délégation luxembourgeoise avait réussi à l'amender pour qu'elle soit conforme aux engagements des États membres du Benelux pris dans le

cadre du Protocole de Kyoto, et pour que se poursuive la politique énergétique dans un esprit de développement durable.

Le Parlement Benelux a pris connaissance des préparatifs de la

Conférence trilatérale qui se tiendra en mai 2006 à Liège, avec la participation du Conseil nordique et de l'Assemblée balte, sur la problématique de la drogue et s'est penché sur le problème du sida où d'importants efforts complémentaires sont à faire pour enrayer l'inquiétante recrudescence des cas.

L'avenir du Benelux et la révision des Traités l'ayant institué il y a cinquante ans ont été le dernier sujet à l'ordre du jour, alors que l'Assemblée y reviendra de façon approfondie lors des séances plénières de juin prochain. Il n'est en tout cas pas question d'une reconduction tacite de ces traités, ne fût-ce qu'en raison des changements intervenus au niveau de la forme étatique de la Belgique. Au moment où les frontières s'estompent, il faut veiller plus que jamais à ce que les dispositions légales soient adaptées à l'évolution des temps, compte tenu du fait que le Benelux, qui bénéficie d'une grande crédibilité au sein des institutions européennes dont il a été un des moteurs d'approfondissement, reste un important trait d'union dans la coopération avec les autres pays de l'Union européenne.

## NOUVELLES LOIS

### 5386 - Projet de loi

**1. transposant la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail;**

**2. modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;**

**3. modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;**

**4. modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail;**

**5. modifiant la loi du 20 décembre 2002 portant 1. transposition de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services; 2. réglementation du contrôle de l'application du droit du travail**

Le projet de loi sous rubrique vise principalement à transposer la directive 2003/88/CE du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.

Cette directive vient remplacer la directive 93/104/CE du Conseil du 23 novembre 1993 telle que complétée et modifiée par la directive 2000/34/CE du Parlement et du Conseil du 22 juin 2000. Par souci de clarté, il a été jugé opportun de reprendre les dispositions de ces deux directives et de les consolider dans un seul texte.

Il est rappelé dans ce contexte que la directive du 23 novembre 1993 a posé pour la première fois au niveau européen des règles communes en matière d'aménagement du temps de travail.

Si en principe la durée et l'organisation du temps de travail est du ressort de chaque État membre de l'Union européenne, il est paru opportun de prévoir des prescriptions minimales concernant certains aspects du temps de travail applicables dans tous les États membres de l'Union européenne et susceptibles d'améliorer les conditions de travail des travailleurs. En vertu de l'article 31 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, tout travailleur a droit à des conditions de travail qui respectent sa santé et sa sécurité. Une durée de travail excessive, un repos insuffisant ou encore un rythme de travail irrégulier peut avoir des conséquences néfastes sur la santé et la sécurité des travailleurs. L'aménagement du temps de travail apparaît dès lors comme le meilleur garant de la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs qui ne sauraient être subordonnées à des considérations purement économiques.

Si les grandes lignes de la directive de 2003 sont d'ores et déjà intégrées en droit luxembourgeois, il n'en demeure pas moins que cette directive contient des éléments qui nécessitent une adaptation de notre droit du travail, et plus particulièrement de notre législation en matière de temps de travail.

Parmi ces adaptations, il échet de citer en premier lieu l'introduction en droit national de la notion de période nocturne et du travailleur de nuit.

Si plusieurs textes se réfèrent d'ores et déjà au travail de nuit tels que la loi du 21 mars 2001 concernant la protection des jeunes travailleurs ou la loi du 1<sup>er</sup> août 2001

concernant la protection des travailleurs enceintes, accouchées et allaitantes, ces lois ne concernent que certaines catégories de travailleurs et ne constituent dès lors nullement des dispositions de portée générale.

Il est précisé dès l'ingrès que le régime des travailleurs du secteur HORECA, consacré par la loi du 20 décembre 2002, n'est pas remis en question par le biais du présent projet de loi. Il est rappelé qu'en matière de travail de nuit, cette loi garantit au travailleur de ce secteur un supplément de rémunération, et en tant que telle, elle régleme donc le travail de nuit. Le projet de loi sous rubrique vise le statut du travailleur de nuit, notamment au regard de la sécurité et de la protection de la santé au travail.

Le projet de loi sous examen introduit ensuite de nouvelles possibilités de dérogations par rapport à certaines dispositions relatives au temps de travail tant des employés privés que des ouvriers, plus particulièrement en matière de temps de pause, de repos journalier et hebdomadaire, de durée du travail de nuit ou encore de période de référence.

Ces dérogations sont toutefois limitées à des activités et des circonstances limitativement énumérées. Ces dérogations sont également soumises à un accord issu du dialogue social qui peut prendre la forme d'une convention collective ou d'un accord en matière de dialogue social interprofessionnel voire d'un accord d'entreprise. Ce faisant, le projet de loi sous rubrique renforce en même temps le principe du partenariat social.

À noter encore que ces dérogations ne sont admises que si les conventions collectives, les accords en matière de dialogue social ou encore les accords d'entreprise contiennent des dispositions garantissant des périodes équivalentes de repos compensatoire ac-

cordées aux travailleurs concernés.

Le présent projet de loi vient également compléter la loi du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail en prévoyant pour les travailleurs de nuit, à l'instar de ceux qui occupent des postes à risques, une évaluation de leur santé préalablement à leur affectation ainsi qu'une fois affectés. Dans cette dernière hypothèse, l'évaluation doit avoir lieu à des intervalles réguliers. Le projet de loi définit également en droit luxembourgeois, dans le cadre de la loi du 17 juin 1994 précitée, les postes dont le travail comporte des risques particuliers ou des tensions physiques ou mentales importantes. Sont considérées comme tels, les activités qui aggravent la diminution de vigilance du travailleur de nuit, ainsi que celles qui exigent de ces mêmes travailleurs une augmentation de l'activation biologique.

Le projet de loi modifie encore la loi du 17 juin 1994 précitée pour préciser que les travailleurs qui souffrent de problèmes de santé reconnus, liés au fait que ces travailleurs accomplissent un travail de nuit, sont transférés, dans la mesure du possible, à un travail de jour pour lequel ils sont aptes. En l'état actuel de notre droit, le travailleur de nuit peut théoriquement déjà bénéficier d'un transfert de poste, notre droit du travail disposant en effet que l'employeur est tenu, dans certaines conditions, d'affecter le travailleur déclaré inapte pour un poste à un autre poste, pour autant bien évidemment qu'un tel transfert soit possible. L'avantage du texte sous rubrique est de créer expressément dans le chef des travailleurs de nuit souffrant de problèmes de santé liés à leur travail la possibilité d'un transfert vers un poste de jour.

À noter encore que les travailleurs mobiles sont exclus du champ

d'application des dispositions relatives au repos journalier, au temps de pause, au repos hebdomadaire ou encore à la durée du travail de nuit. Le projet de loi définit par ailleurs les travailleurs mobiles. Il s'agit des travailleurs qui font partie du personnel roulant ou navigant qui sont au service d'une entreprise effectuant des services de transport de passagers ou de marchandises par route, air ou voie navigable. S'il est exclu du champ d'application de certaines dispositions, le travailleur mobile se voit toutefois reconnaître formellement le droit à un repos suffisant celui-ci étant également défini dans le cadre du projet de loi sous rubrique.

Enfin le projet de loi règle aussi la problématique de la durée de travail des médecins en formation. Pour ces personnes, la durée de travail hebdomadaire maximale est limitée à 48 heures en moyenne sur une période de référence maximale de 6 mois.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 12.10.2004  
Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

28.09.2005 Présentation du projet de loi  
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État  
17.11.2005 Désignation d'un rapporteur  
Suite des travaux



11.01.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
08.03.2006	Examen du 2 <sup>e</sup> avis complémentaire du Conseil d'État
30.03.2006	Examen du 3 <sup>e</sup> avis complémentaire du Conseil d'État  Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 05.04.2006	

## 5415 - Projet de loi relative aux abus de marché, portant transposition de

- la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché),

- la directive 2003/124/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la définition et la publication des informations privilégiées et la définition des manipulations de marché,

- la directive 2003/125/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la présentation équilibrée des recommandations d'investissement et la mention des conflits d'intérêts,

- la directive 2004/72/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les pratiques de marché admises, la définition de l'information privilégiée pour les instruments dérivés sur produits de base, l'établissement de listes d'initiés, la déclaration des opérations effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes et la notification des transactions suspectes

Le présent projet de loi a pour objet de transposer dans la législation nationale les mesures communautaires en matière de lutte contre les abus de marché. À cet effet, la loi remplace et abroge la loi du 3 mai 1991 sur les opérations d'initiés. Afin d'éviter un vide juridique, les dispositions de la loi de 1991 restent toutefois applicables aux faits antérieurs à l'entrée en vigueur du présent projet de loi, sauf que les dispositions du présent projet de loi sont applicables dans la mesure où elles sont moins sévères.

Le champ d'application du projet de loi est large puisqu'il concerne toute personne physique ou morale ayant accès au marché et tout instrument financier admis à la négociation sur un marché réglementé ou pour lequel une procédure d'admission est en cours.

L'article 1<sup>er</sup>, point 1), enrichit et précise la définition de l'information privilégiée, notion centrale dans le délit d'initié, par rapport à celle qui était posée dans la directive de 1989.

Les articles 8 et 9 prévoient plusieurs interdictions pour toute personne détentrice d'une information privilégiée, dont la transgression apparaît constitutive du délit d'initié, sans que ce dernier soit expressément défini pour autant.

L'article 11 pose un principe général d'interdiction à toute personne de procéder à des manipulations de marché.

Afin de prévenir l'utilisation délicate de toute information privilégiée - dont la simple détention ne constitue pas un motif de sanction -, l'article 14 précise certaines obligations d'information du marché imposées aux émetteurs d'instruments financiers sur le marché réglementé. Ceux-ci doivent ainsi rendre publiques, dès que possible, les informations privilégiées les concernant et les faire figurer sur leur site Internet pendant une période de trois mois. Lorsqu'un émetteur, ou une personne agissant pour son compte, communique une information privilégiée à un tiers dans l'exercice normal de ses fonctions, la publicité de cette information doit advenir simultanément, en cas de communication intentionnelle, ou rapidement en cas de communication non intentionnelle, sauf si la personne qui reçoit l'information est tenue par une obligation de confidentialité (article 16).

Un émetteur dispose toutefois de la possibilité de différer la publication de l'information lorsque deux conditions cumulatives sont réunies: «*afin de ne pas porter atteinte à ses intérêts légitimes, sous réserve que cette omission ne risque pas d'induire le public en erreur et que l'émetteur ait mis en place les dispositions nécessaires pour assurer la confidentialité de ladite information.*» (article 15)

Les émetteurs et les personnes agissant au nom ou pour le compte de ceux-ci sont également astreints à trois grandes obligations d'information de la CSSF.

La section 3 du chapitre III prévoit des dispositions particulières pour les personnes qui produisent ou diffusent au Grand-Duché des recommandations d'investissement. Cette section vise donc la recherche, l'analyse et la presse financière. Conformément au point 5 de l'article 6 de la directive 2003/6/CE, le Luxembourg transpose ainsi l'exigence communautaire de «*disposer d'une réglementation tendant à assurer une réelle transparence sur les conflits d'intérêt potentiels auxquels ces professionnels pourraient être confrontés.*»

Les articles 6 et 7 prévoient que le projet de loi ou les interdictions qu'il comporte ne s'appliquent pas à trois catégories d'opérations financières qui bénéficient dès lors d'une présomption de légitimité.

Aux termes du chapitre IV du projet de loi, la prévention et la sanction des abus de marché relève de la CSSF qui est investie de tous les pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires à l'exercice de ses fonctions, sans préjudice des compétences des autorités judiciaires. La CSSF a une obligation de coopération, d'échange d'informations et de concours avec les autorités compétentes étrangères, chaque fois que cela est nécessaire à l'accomplissement de sa mission respective. La communication d'informations est toutefois soumise à trois conditions. Des exceptions à ce principe de coopération sont également prévues.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 09.12.2004

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

01.12.2005 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.12.2005 Examen de l'avis de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg

Examen des propositions d'amendements

05.01.2006 Examen des propositions d'amendements

Examen de l'avis complémentaire de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg

12.01.2006 Examen et adoption de propositions d'amendements

14.03.2006 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

20.12.2005 Discussion du projet de loi

Vote en séance publique:  
04.04.2006

## 5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

Le présent projet de loi a pour objet de réduire la durée de la procédure d'asile, tant au niveau administratif qu'au niveau judiciaire, et de transposer plusieurs directives européennes respectivement une proposition de directive en droit luxembourgeois:

**1.** la directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil;

**2.** la directive 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres;

**3.** la directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants de pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts;

**4.** la proposition modifiée de directive du Conseil relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres.

Le projet de loi abroge par ailleurs la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création 1. d'une procédure re-

lative à l'examen d'une demande d'asile; 2. d'un régime de protection temporaire.

### Les différents statuts de protection

Le projet de loi distingue quatre types de protection:

**1.** Le statut de réfugié peut être attribué à tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint à raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays.

**2.** La protection subsidiaire peut bénéficier à tout ressortissant d'un pays tiers qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire qu'il courrait un risque réel de subir certaines atteintes graves en cas de retour dans son pays d'origine.

**3.** Le statut de tolérance est un statut spécial accordé aux personnes auxquelles le statut de réfugié a été refusé. Il peut être accordé lorsqu'un refoulement ou un retour au pays d'origine est matériellement impossible.

**4.** La protection temporaire constitue une procédure de caractère exceptionnel assurant, en cas d'afflux massif ou d'afflux massif imminent de personnes déplacées en provenance de pays tiers qui ne peuvent rentrer dans leur pays d'origine, une protection immédiate et temporaire à ces personnes.

### Principales nouveautés

**1.** Le projet de loi introduit la protection subsidiaire et le statut de tolérance.

**2.** L'article 14 prévoit qu'une autorisation d'occupation temporaire peut être délivrée dans certaines conditions lorsque le Ministre n'a pas pris de décision sur la demande de protection internationale neuf mois après la présentation de celle-ci.

**3.** L'article 10 du projet de loi retient que le demandeur peut, sur décision du Ministre, être placé dans une structure fermée pour une durée maximale de trois mois dans les quatre cas suivants:

- la demande de protection internationale a été déposée dans le but de prévenir un éloignement de la personne visée alors qu'elle se trouve en séjour irrégulier au Luxembourg;

- le demandeur refuse de coopérer avec les autorités dans l'établissement de son identité ou de son itinéraire de voyage;

- la demande de protection internationale est traitée dans le cadre d'une procédure accélérée;

- le placement s'avère nécessaire afin de ne pas compromettre le transfert du demandeur vers le pays responsable de l'examen de la demande en vertu d'engagements internationaux.

Le placement dans une telle structure fermée peut d'ailleurs être prolongé sous certaines conditions.

**4.** Le souci de raccourcir les délais de procédure ressort de plusieurs articles.

L'article 11 prévoit l'insertion d'un mécanisme de retrait implicite de la demande lorsque deux conditions cumulatives sont remplies, à savoir que le demandeur n'a pas fourni les éléments à la base de sa demande ou ne s'est pas rendu à l'entretien proposé par l'agent du ministère et qu'il n'a pas prolongé la pièce attestant l'enregistrement de sa demande pendant une durée de deux mois au moins.

L'article 15 vise les cas où un autre État membre est compétent pour l'examen de la demande.

L'article 16 prévoit l'irrecevabilité des demandes présentées par des ressortissants de l'Union européenne respectivement l'irrecevabilité des demandes dans l'hypothèse où il existe un premier pays d'asile ou un pays tiers sûr.

L'article 17 précise les voies de recours contre les décisions d'incompétence et d'irrecevabilité et uniformise les voies de recours en ce sens qu'il n'y aura plus qu'un seul délai de recours d'un mois et que le Tribunal administratif statuera dans le mois de l'introduction de la requête. Les décisions du Tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel.

L'article 19 traite des décisions prises par le ministre dans le cadre de la procédure normale. Le premier paragraphe retient désormais qu'une décision négative du ministre vaut ordre de quitter le territoire, le but étant d'éviter des recours en cascade.

Le second paragraphe prévoit que les recours gracieux n'interrompent plus les délais de recours.

Les paragraphes 3 et 4 maintiennent le double degré de juridiction tout en apportant certains aménagements à la procédure actuelle, le nombre des mémoires étant p. ex. dorénavant limité à un seul par partie, tant devant le Tribunal administratif que devant la Cour administrative.

L'article 20 prévoit une procédure accélérée s'il existe une forte présomption que la personne concernée ne remplit pas les conditions pour bénéficier du statut, et notamment quand la demande de protection internationale a été déposée dans le but de prévenir un éloignement de la personne concernée alors que celle-ci se trouve en séjour irrégulier au Luxembourg ou encore quand le demandeur refuse de coopérer avec les autorités dans l'établissement de son identité ou de son itinéraire de voyage.

La décision du ministre vaut ordre de quitter le territoire et les recours gracieux n'interrompent pas les délais de recours. Un recours en réformation peut être introduit devant le Tribunal administratif. À noter aussi que le double degré de juridiction est supprimé.

L'article 23 prévoit l'irrecevabilité d'une nouvelle demande dans certains cas.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.01.2005  
Rapporteuse: Mme Lydie Err

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

15.03.2005 Désignation d'un rapporteur pour avis

20.04.2005 Entrevue avec M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, au sujet de l'article 14 du projet de loi

11.05.2005 Examen de l'avis du Conseil d'État  
  
Présentation d'un projet de rapport pour avis concernant les articles 14 et 22 du projet de loi

04.07.2005 Examen du document de travail en vue d'un rapport pour avis



	Prise de position du Gouvernement et décision sur les points restés en suspens
19.07.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport pour avis
	Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
	(Président: M. Ben Fayot):
14.02.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
28.02.2005	Examen du texte du projet de loi
11.04.2005	Préparation d'une visite dans un centre de rétention allemand
18.04.2005	Examen des articles
25.04.2005	Examen des articles
10.05.2005	Échange de vues avec le Collectif Réfugiés Luxembourg
	Échange de vues avec Mme Christiane Martin, Commissaire de Gouvernement aux Étrangers, et M. Pierre Jaeger, Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère de la Famille et de l'Intégration
	Continuation de l'examen des articles
23.05.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
30.05.2005	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État et des avis de l'UNHCR, de la Commission consultative des Droits de l'Homme, du Conseil National pour Étrangers et de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand
13.06.2005	Examen de l'avis de l'UNHCR, de la Commission consultative des Droits de l'Homme, du Conseil National pour Étrangers, de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand
20.06.2005	Examen des avis de l'UNHCR et de l'ORK
27.06.2005	Examen des avis de l'UNHCR et de l'ORK
04.07.2005	Échange de vues avec Mme Judith Kumin, Représentante régionale de

	l'UNHCR pour le Benelux et les Institutions européennes
19.07.2005	Présentation et adoption d'amendements
17.10.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
24.10.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Analyse des commentaires complémentaires du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
30.11.2005	Examen et adoption d'un projet de rapport
	Premier vote constitutionnel: 20.12.2005
	Second vote constitutionnel: 05.04.2006

### 5474 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye, le 25 février 2005

Le projet de loi en question souligne que les deux lois uniformes, à savoir la Convention Benelux en matière de marques de produits et Convention Benelux en matière de dessins ou modèles sont fusionnées, tout comme les deux administrations chargées de l'exécution de ces deux conventions, dans l'objectif de rendre la consultation plus claire et plus cohérente. Ainsi, la nouvelle convention Benelux est subdivisée en six titres. Le Titre I regroupe les définitions des termes utilisés et traite des aspects institutionnels. Le Titre II a trait aux dispositions spécifiques relatives aux marques, le Titre III aux dispositions spécifiques relatives aux dessins ou modèles. Le Titre IV regroupe des dispositions communes relatives aux marques et aux dessins ou modèles. Les Titres V et VI contiennent les dispositions transitoires et finales.

	Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.05.2005
	Rapporteur: M. Alex Bodry
	Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: M. Alex Bodry):
09.03.2006	Désignation d'un rapporteur
22.03.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.03.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport
	Vote en séance publique: 05.04.2006

### 5509 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

### 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Le projet de loi sous rubrique vise à adapter le cadre législatif et réglementaire luxembourgeois aux lignes directrices européennes en matière de régimes d'aides, et en particulier celles relatives au sauvetage et à la restructuration des entreprises ayant des difficultés. L'article unique est maintenu dans sa forme initiale, sauf à ajouter un article 2 portant modification de l'intitulé.

	Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 25.10.2005
	Rapporteur: M. Jos Scheuer
	Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: M. Alex Bodry):
09.03.2006	Désignation d'un rapporteur
22.03.2006	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.03.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport
	Vote en séance publique: 05.04.2006

### 5512 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Eischen, le 28 avril 2004

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de l'accord conclu entre le Luxembourg et la Belgique sur les échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques.

Assurant une transmission plus directe et rapide des informations, le présent accord complète l'arsenal des dispositifs internationaux et européens mis en place suite à l'accident nucléaire de Tchernobyl en 1986 qui a mis en évidence des déficiences manifestes en matière de notification.

La Belgique et le Luxembourg s'engagent notamment à mettre en place et à maintenir en service un système approprié d'information mutuelle moyennant un réseau de transmission s'appuyant essentiellement sur les centres d'alerte nationaux et permettant de transmettre 24 heures sur 24 les éventuelles informations relatives à une situation d'urgence pouvant avoir des conséquences radiologiques.

La nécessité d'optimiser l'échange d'informations est d'autant plus importante que le risque de conséquences radiologiques transfrontalières résultant d'une situation d'urgence est plus élevé en raison de la proximité géographique des parties. En effet, la Belgique dispose de plusieurs sites nucléaires, dont en particulier la centrale de Tihange qui comporte trois réacteurs nucléaires et qui est située à environ 80 km à vol d'oiseau de la frontière luxembourgeoise.

	Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.11.2005
--	--

	Rapporteur: M. Marc Angel
	Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
	(Président: M. Ben Fayot):
12.12.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.02.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport
	Vote en séance publique: 15.03.2006

### 5524 - Projet de loi relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du STATEC

Le projet de loi 5524 a pour objet d'abroger l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi modifiée du 9 juillet 1962 portant institution d'un Service central de la statistique et des études économiques (STATEC), qui dispose que «le nombre total des conseillers économiques, des conseillers économiques adjoints, des chargés d'études principaux, des chargés d'études et des stagiaires ayant le titre d'attaché économique ne pourra dépasser onze unités».

Étant donné que les attributions du STATEC n'ont cessé d'évoluer depuis quelques années, ce dernier s'est vu obligé de recruter des employés pour répondre à la complexité croissante des travaux statistiques et mener à bien ses missions. C'est ainsi que le STATEC occupe actuellement, dans la carrière supérieure, vingt-sept employés contre seulement onze fonctionnaires.

Le but du projet de loi consiste donc à abroger le nombre limite inscrit dans la loi en offrant ainsi aux employés concernés la possibilité d'être fonctionnarisés. Il va sans dire que tout employé désirent accéder à la carrière supérieure des fonctionnaires du STATEC devra se soumettre à la procédure de recrutement en vigueur, c'est-à-dire passer avec succès l'examen-concours et l'examen de fin de stage.

La mesure prévue s'inspire de celles entreprises à cet égard pour d'autres administrations de l'État, généralement dans le cadre d'une loi budgétaire. L'effectif des fonctionnaires de la carrière supérieure du STATEC se trouvera désormais réglé par le seul nombre limite prévu dans la loi budgétaire annuelle. Elle permettra la mise en œuvre d'une gestion efficiente des ressources humaines au STATEC et veillera à l'équité entre les agents exerçant des responsabilités similaires.

	Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 21.12.2005
	Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers
	Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications (Président: M. Lucien Thiel):
08.02.2006	Désignation d'un rapporteur

	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.02.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport
	Vote en séance publique: 15.03.2006

### 5531 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 11 octobre 2004

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Tadjikistan, d'autre part.

Après la désintégration de l'Union soviétique, les effets de l'accord concernant le commerce et la coopération commerciale et économique conclu entre l'URSS et la Communauté européenne ont été prolongés aux différents États indépendants en attendant la mise en place d'accords d'un type nouveau. Ces nouveaux accords, à savoir les accords de partenariat et de coopération, sont intermédiaires entre les accords classiques de commerce et de coopération économique et les accords d'association conclus avec les pays d'Europe centrale et orientale.

La guerre civile qui a éclaté au Tadjikistan après la chute de l'Union soviétique a retardé la négociation de l'accord jusqu'en 2001.

L'accord vise à établir un partenariat entre le Tadjikistan et l'Union européenne et régira les relations politiques, économiques et commerciales entre les parties.

Le partenariat a comme objectifs de fournir un cadre approprié au dialogue politique (coopération au niveau de la lutte contre le terrorisme, contre la prolifération des armes de destruction massive et contre les trafics illicites comme le trafic de drogues etc.), de soutenir les efforts tadjiks pour consolider la démocratie et développer l'économie, d'accompagner la transition vers une économie de marché et de promouvoir les échanges et les investissements. L'accord prévoit également des dispositions de coopération en matière de contrôle de l'immigration clandestine et de lutte contre la criminalité organisée.

	Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 16.01.2006
	Rapporteur: M. Marc Angel
	Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):
06.02.2006	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.03.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport
	Vote en séance publique: 05.04.2006



## Ordre du jour

1. Hommage à la mémoire de Monsieur Nic Birtz, député honoraire
2. Communications
3. Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe
4. 5553 - Proposition de loi portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale  
(Déclaration de recevabilité)
5. Ordre du jour
6. Dépôt d'une motion par Monsieur Jean Huss
7. Heure de questions au Gouvernement
  - Question N°86 du 3 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative aux recrutements à l'Administration des Ponts et Chaussées, adressée au Ministre des Travaux publics
  - Question N°87 du 4 avril 2006 de Monsieur Niki Bettendorf relative aux dispositions d'engagement de travailleurs handicapés, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
  - Question N°93 du 4 avril 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à la restructuration de la flotte de la compagnie aérienne luxembourgeoise et réductions des effectifs, adressée au Ministre des Transports
  - Question N°88 du 4 avril 2006 de Monsieur John Castegnaro relative à la future affectation des terrains et dépôts de la WSA entre Bettembourg et Dudelange, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
  - Question N°89 du 3 avril 2006 de Monsieur Félix Braz relative à l'article 7 (2) de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
  - Question N°90 du 3 avril 2006 de Monsieur Lucien Clement relative à la procédure concernant les soumissions relatives à la construction du Musée d'Art moderne, adressée au Ministre des Travaux publics
  - Question N°91 du 4 avril 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à l'aide financière de l'État pour études supérieures, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
  - Question N°92 du 4 avril 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à l'évolution des finances publiques, adressée au Ministre des Finances
  - Question N°94 du 3 avril 2006 de Monsieur Marco Schank relative à l'application de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement au niveau des communes, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
  - Question N°95 du 3 avril 2006 de Monsieur Claude Adam relative à la construction d'un nouveau Centre d'accueil pour réfugiés sur le site de Marienthal dans la commune de Tuntange, adressée à la Ministre de la Famille et de l'Intégration
8. Ordre du jour (suite)
9. Heure de questions au Gouvernement (suite)
  - Question N°96 du 4 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'accès des étudiants luxembourgeois aux universités belges, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
  - Question N°98 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la homologation des diplômes de fin d'études secondaires luxembourgeois par les autorités de la Communauté française de Belgique, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
  - Question N°97 du 3 avril 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la création d'emplois, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
  - Question N°99 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative au plan quadriennal de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
  - Question N°100 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la présentation de l'étude-évaluation

tion de l'OCDE du système luxembourgeois de la recherche et de l'innovation, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur

10. Interpellation de Monsieur Emile Calmes sur la gestion de l'eau  
(Discussion générale)
11. 5415 - Projet de loi relative aux abus de marché, portant transposition de - la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché), - la directive 2003/124/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la définition et la publication des informations privilégiées et la définition des manipulations de marché, - la directive 2003/125/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la présentation équitable des recommandations d'investissement et la mention des conflits d'intérêts, - la directive 2004/72/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les pratiques de marché admises, la définition de l'information privilégiée pour les instruments dérivés sur produits de base, l'établissement de listes d'initiés, la déclaration des opérations effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes et la notification des transactions suspectes  
(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

**M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**Mme Marie-Josée Jacobs,** Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Neen, Här President.

### 1. Hommage à la mémoire de Monsieur Nic Birtz, député honoraire

**M. le Président.** - Dir Damen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Méindeg, den 20. März 2006, huet ee vun eise fréiere Kolleegen, de sozialisteschen Deputéierten Nic Birtz vun Diddeleng, eis am Alter vu 84 Joer fir ëmmer verlooss.

Wéi bei ville Leit aus senger Generatioun sollt seng Jugend a säi spéidert Liewen duerch de Krich gepräegt sinn. Mat vill Courage an ënner permanenter Liewensgefor huet hien aktiv ee Regime vu Grausamkeet a Barbarei bekämpft an der Hoffnung, datt säi Weltbild vu Fridden a sozialer Gerechtegkeet sech spéider duerchsetze géif. Dësen Asaz huet den Nic Birtz vun 1942 bis 1945 als Häftling vun Hinzert an Natzweiler deier bezuelt. Vun 1951 bis 1989 huet sech d'Wierke vum verstuerten LSAP-Politiker op kommunalem an nationalem Niveau erstreckt, eng Carrière, déi hiresgläiche sicht.

A senger Gemeng Diddeleng hunn d'Leit him praktesch 35 Joer hiert Vertraue geschenkt. Dovun huet hien néng Joer als Schäffen an zwielef Joer als Buergermeeschter gewierkt, an enger Zäit, déi sech fir de Süde vum Land als besonnesch schwierig erweisen huet.

Ganzer dräi Legislaturperioden huet den Nic Birtz d'Interesse vum Bierger hei an der Chamber ver-

trueden, bis hien 1989 e Schlussstréch ënner seng politesch Carrière gezunn huet.

Dee joviale Politiker, deem säin Häerz nieft der Politik virun allem fir de Sport geschloen huet, wäerte mer a beschter Erënnerung behalen.

Senger Famill an Trauer drécke mer eist oprichtegt Bäileed aus a mir wëllen opstoen, fir ee Moment am Stëllen dem Verstuerten ze gedenken.

(Minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

### 2. Communications

(Interruption)

Här Huss, no de Kommunikatiounen.

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5554** - Projet de loi portant modification de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel; des articles 5 paragraphe (1) lettre a); 9 paragraphe (1) lettre a) et 12 de la loi du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et de l'article 23 paragraphe (2) points 1. et 2. de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications, le 16.03.2006

2. **5555** - Projet de loi transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation

des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 17.03.2006

3. **5556** - Projet de règlement grand-ducal concernant l'indication de la consommation d'énergie des climatiseurs à usage domestique

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 17.03.2006

4. **5557** - Projet de règlement grand-ducal concernant l'indication de la consommation d'énergie des fours électriques à usage domestique

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 17.03.2006

5. **5558** - Projet de loi portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 20.03.2006

6. **5559** - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 23.03.2006

7. **5560** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1920 autorisant le Gouvernement à édicter un statut réglementant les conditions d'emploi, de travail, de rémunération et de mise à la retraite des employés et ouvriers occupés au service des exploitants des chemins de fer situés sur le territoire du Grand-Duché

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 23.03.2006

8. **5561** - Projet de loi autorisant le Lycée technique du Centre à offrir des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat International (BI)

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.03.2006

9. **5562** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 03.04.2006

3) Le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux s'est réuni en séance plénière à La Haye les 24 et 25 mars 2006 sous la présidence de M. F. de Nerée tot Babberich.

La délégation luxembourgeoise, en l'occurrence Mme Lydia Mutsch, MM. Marcel Oberweis, Roger Negri, Félix Braz, Emile Calmes et Jean-Pierre Koepp comptant parmi elle un nouveau membre effectif en la personne de M. Emile Calmes, en remplacement de M. Xavier Bettel, devenu membre suppléant, a pu suivre avec ses collègues belges et néerlandais un exposé exhaustif de M. Vanthemsche, administrateur délégué de l'Agence fédérale belge pour la sécurité de la chaîne alimentaire sur la problématique de la dioxine et de la grippe aviaire dont, pour l'instant, le Benelux reste épargné. C'est avec un même intérêt que l'Assemblée a écouté les explications du coordinateur du Conseil des ministres de l'Union européenne, M. Gijs de Vries, sur la lutte contre le terrorisme au niveau du Benelux pour débattre ensuite de cette question d'un intérêt primordial, notamment au vu de la sécurité dans les aéroports.



Un autre sujet de grande actualité était celui de la politique énergétique et de la libéralisation des marchés de l'énergie sous toutes ses formes notamment durables. L'Assemblée s'y est penchée sur base des travaux préparatoires des Commissions réunies de l'Environnement du Parlement Benelux et de l'Assemblée balte. Les Premiers Ministres des trois pays du Benelux se sont d'ailleurs récemment concertés à leur tour à ce sujet dans le cadre d'une réunion ministérielle européenne qui traitait du même dossier.

M. Marcel Oberweis a fait rapport sur l'eutrophisation, cause majeure de la pollution des eaux souterraines et les conséquences de l'aménagement d'un gazoduc au fond de la mer Baltique, reliant l'Allemagne et la Russie, principal fournisseur de gaz de l'Union européenne, avec toutes les conséquences géopolitiques qui en résultent. L'orateur a insisté sur l'importance d'une sécurité énergétique en diversifiant au maximum les formes d'énergie et en faisant appel de façon accrue aux énergies renouvelables.

Une recommandation des trois principaux groupes politiques de l'Assemblée sur la nécessité de la mise en place par les trois Gouvernements d'une politique énergétique européenne fut adoptée après que la délégation luxembourgeoise avait réussi à l'amender pour qu'elle soit conforme aux engagements des États membres du Benelux dans le cadre du Protocole de Kyoto et pour que la politique énergétique se poursuive dans un esprit de développement durable.

Le Parlement Benelux a pris connaissance des préparatifs de la Conférence trilatérale qui se tiendra en mai 2006 à Liège, avec la participation du Conseil nordique et de l'Assemblée balte, sur la problématique de la drogue et s'est penché sur le problème du sida où d'importants efforts complémentaires sont à faire pour enrayer l'inquiétante recrudescence des cas.

L'avenir du Benelux et la révision des Traités l'ayant institué il y a cinquante ans ont été le dernier sujet à l'ordre du jour, alors que l'Assemblée y reviendra de façon approfondie lors des séances plénières de juin prochain. Il n'est en tout cas pas question d'une reconduction tacite, ne fût-ce qu'en raison des changements intervenus au niveau de la forme étatique de la Belgique. Au moment où les frontières s'estompent, il faut veiller plus que jamais, afin que les dispositions légales soient adaptées à l'évolution des temps, compte tenu du fait que le Benelux, qui bénéficie d'une grande crédibilité au sein des institutions européennes, dont il a été un des moteurs d'approfondissement, reste un important trait d'union dans la coopération avec les autres pays de l'Union européenne.

4) Par lettre du 22 mars 2006 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir à la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 13 au 16 février 2006:

- position sur la proposition de règlement du Conseil abrogeant le règlement (CEE) n°3181/78 du Conseil et le règlement (CEE) n°1736/79 du Conseil dans le domaine de la politique monétaire,

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord de partenariat entre la Communauté européenne et les Îles Salomon concernant la pêche au large des Îles Salomon,

- résolution sur la confrontation entre l'Iran et la communauté internationale,

- résolution sur la liberté d'expression et le respect des convictions religieuses,

- résolution sur la situation au Belarus à la veille des élections présidentielles du 19 mars,

- résolution sur l'Azerbaïdjan,

- résolution sur Guantanamo.

### 3. Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe

Op Grond vun enger Décisioun am Büro an nom Artikel 30 vum Beamtestatut vun der Chamber gëtt dem Här Lucien Leclère, Premier Conseiller, deen den 1. Mäerz vun dësem Joer de Greffe pensionshalber verlooss huet, den Éieren-titel vu senger Fonction verliehen.

### 4. 5553 - Proposition de loi portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale

#### Déclaration de recevabilité

D'Presidentekonferenz huet virgeschloen d'Proposition de loi 5553 vun der Madame Marie-Josée Frank a vum Här Laurent Mosar iwwert d'Autorité parentale fir recevable ze erklären. Ass d'Chamber domadder averstanen?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

### 5. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 30. Mäerz fir dës Woch folgenden Ordre du jour proposéiert.

Haut de Mëtteg huet d'Chamber

- fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung;

- dann d'Interpellatioun vum Här Emile Calmes iwwert de Waasserhaushalt nom Modell 1

- an duerno de Projet de loi 5415 iwwert d'Abus de marché.

Muer um hallwer dräi stinn op der Dagesuerdnung

- de Projet iwwert d'Aarbechtszäit;

- de Projet de loi 5474, eng Benelux-Konventioun iwwert d'Propriété intellectuelle;

- dann de Projet de loi iwwert déi ekonomesch Diversifizierung;

- duerno hu mer d'Diskussioun an de Second vote constitutionnel vum Projet de loi 5437 iwwert den Asyl

- an als leschte Punkt de Mëtwoch de Projet de loi 5531, e Partnerschaftsofkomme tëscht de Länner vun der Europäescher Unioun an dem Tadjikistan.

En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer

- eng Konsultatiounsdebatt iwwert den Tram;

- duerno d'Chamberskonte vum Joer 2004;

- eng Resoloutioun iwwert d'Konten vun der Cour des Comptes fir den Exercice 2004

- an dann d'Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Den Här Huss huet d'Wuert gefrot fir en Dépôt vun enger Motioun. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

### 6. Dépôt d'une motion par Monsieur Jean Huss

■ **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt hei am Numm vun der grénger Fraktioun eng Motioun déposéieren, déi sech ëm d'Schicksal vun enger Fra dréint, an zwar vun der Madame Ersöz,

déi eng kurdesch Journalistin ass. Déi Leit, déi d'Zeitung liesen, déi d'Medië verfollegen, wëssen, datt grad d'lescht Woch ganz vill iwwert déi Fra hei a Lëtzebuerg an de Medië geschwat ginn ass; et war och e klenger Piquet de protestation hei bei der Gëlle Fra. An et geet dobäi ëm eng Fra, déi hei Asyl ugefrot huet, déi awer zënter Mëtt Februar zu Schraasseg incarcerated ass a géint déi e Mandat d'arrêt vun der Türkei virläit.

Mir sinn als Gréng der Meenung, op der Grondlag vun den Informatiounen, déi mer hunn, datt bei där Saach do e Problem besteet. Engersäits well déi Faiten, déi där Fra virgeworf sinn, absolut contestéiert sinn - notamment schéngen déi Zeien, déi d'Türkei ugefouert huet, hir Ausso widderruff ze hunn. An zum Zweete gëtt et och nach de Problem, datt et grad an deene leschten aacht Deeg an der Türkei zu neien Ausernanerzunge komm ass zwëschen türkesche Sécherheetskäften an der kurdescher Bevölkerung oder Dealer vun der kurdescher Bevölkerung. Et ass net nëmmen zu Demonstratiounen komm, et ass souguer zu Doudesfäll do komm. Et waren och net nëmmen am Kurdegebit esou Demonstratiounen, mä och zu Istanbul selwer. A mir sinn als Gréng duerfir der Meenung, datt et net gutt wier, wann an esou enger Situatioun - aus deenen zwee Grënn, déi ech hei gesot hunn - déi Fra géif ausgelievert ginn.

Déi Situatioun ass am Moment virun der Justiz, mä mir mengen awer als Gréng, datt et net nëmmen eng juristesche Affär ass, mä datt hei och ganz kloer politesch Aspekter eng Roll dobäi spillen, an duerfir froe mer an dëser Motioun vun der Regierung, datt se soll déi Suspensioun vun der Demande d'asile vun der Madame Ersöz réckgänge maachen, well mer der Meenung sinn, datt et net ka sinn, datt déi scho soll kënne geschwënn ausgelievert ginn. A mir sinn insgesamt och géint d'Extraditioun vun där Fra, där Journalistin, an dëser Situatioun, wéi se haut ass. Ech mengen, et muss ee wëssen, datt zum Beispill de Bruder an d'Schwëster vun där Journalistin schonn dout sinn.

■ **M. le Président.** - Här Huss, et soll den Dépôt vun enger Motioun sinn an net den Exposé. D'Diskussioun iwwert déi Motioun, déi féiere mer spéider. Déposéiert d'Motioun an da kucke mer, wéini datt mer se op den Ordre du jour huelen, an da kënnt Dir se exposéieren.

■ **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).** - Här President, wann Dir mech net ënnerbrach hätt, ech war nämlech genau um leschte Saz ukomm vun deem, wat ech wollt soen...

#### (Interruptions)

... an dofir déposéieren ech se elo och.

#### Motion

La Chambre des Députés,

Considérant

- que la ressortissante turque Zubeyde Ersöz, incarcérée depuis mi-février au Centre pénitentiaire de Schrassig en vertu d'un mandat d'arrêt international, est visée par une demande d'extradition du Gouvernement turc;

- que Madame Ersöz est une journaliste d'origine kurde qui a dénoncé de manière répétée des atrocités commises par des militaires turcs;

- qu'elle a déjà fait l'objet de répressions de la part des autorités turques;

- que la soeur et le frère de Madame Ersöz furent tous les deux incarcérés, torturés et sont morts en prison;

- qu'un retour en Turquie risquerait de mettre sa vie en danger;

- que les charges à la base de son mandat d'arrêt international - terrorisme, prises d'otages et meurtres entre octobre 1994 et octobre 1995 - sont contestées;

- que Madame Ersöz bénéficia de l'asile politique en Allemagne et y vivait de 1993 à 1996 avant de se rendre en Irak pour travailler dans un camp de réfugiés sous contrôle de l'ONU;

- que le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration a décidé de suspendre la procédure d'asile en attendant l'avis de la Chambre du Conseil, déclinant ainsi toute compétence en faveur du Ministre de la Justice;

invite le Gouvernement

- à annuler la suspension de la demande d'asile politique de Madame Ersöz et à vérifier dans le cadre de la procédure le bien-fondé des chefs d'accusation turcs;

- à refuser avant tout progrès en cause la demande d'extradition.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

■ **M. le Président.** - Mä dann hutt Dir se jo elo exposéiert, da kënne mer spéiderhin direkt zur Diskussioun kommen.

De Statsminister freet d'Wuert.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, ech hunn, wéi ech et schonn oft bewisen hunn, all Sympathie fir den Här Huss an och all Sympathie fir déi grondleeënd Iwwerleeungen, déi där Motioun zu Grond leien. Ech wëll just soen, als Chef vun der Regierung, dass d'Regierung déi Motioun oflehnt, well et gëtt hei am Land nach esou eppes wéi d'Séparatioun vun de Gewalten.

■ **M. le Président.** - Gutt.

D'Motioun gëtt ausgedeelt an da gesi mer, wéini datt mer déi Motioun hei diskutéieren.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, ech hunn daitlech gemaach, wat d'Positioun vun der Regierung ass. Domat ass déi Positioun elo scho gesot, déi brauch net nach eng Kéier widderholl ze ginn.

■ **M. le Président.** - Jo, mä d'Chamber diskutéiert natierlech iwwert déi Motioun.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech wollt lech just soen, wat eis Interpretatioun vun der Séparatioun vun de Gewalten ass.

■ **M. le Président.** - Jo. Also, ech hunn dat verstanen, Här Statsminister. Et ass just esou, dass ech wéinst dem Règlement muss kucken, wéi mer mat där Motioun do organisatoresch ëmginn.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Il y a le Règlement et il y a la Constitution. Au choix.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, wien ass hei Meeschter am Parlament? Et géif een net soen, dass et de Chamberspräsident ass!

#### (Interruption)

■ **M. le Président.** - Jo, also ech hu meng Haltung duergeluecht. Ech hu gesot, dass d'Chamber iwwert déi Motioun hei debattéiere wäert an driwwer befanne wäert, sou wéi dat an eiselem Règlement virgesinn ass.

Elo komme mer un d'Froestonn un d'Regierung. Ech wëll soen, dass 15 Froen agereecht gi sinn a vu datt et eng Froestonn ass an net zwou Froestonne sinn, kommen déi

Froen haut net alleguerten drun. Mir wäerte bei der Fro N°10 ongeféier um Enn vun där Diskussioun ukomm sinn. Dat fir déi Kollegeen, déi dann eben haut net wäerten drukommen an dann hir Fro an enger nächster Stonn musse stellen.

#### (Interruption)

Här Grethen.

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Ech wollt just froen, no wat fir enger Ranguerdnung déi Froen opgestallt ginn. Well, da kann et jo nëmmen esou sinn, wann dat Är Décisioun ass, dass dat en fonctionn vun der Auerzäit ass, wéi se erage-recht goufen.

■ **M. le Président.** - Mir kucken no deene Regeln, déi mer hei festgehalen hunn, fir d'Ranguerdnung festzeleeën. Éischtens gëtt no deenen eenzelen Gruppe gekuckt, d'CSV kënnt vir, duerno kënnt d'sozialistesche Fraktioun, duerno d'demokratesche Fraktioun, duerno DÉI GRÉNG an duerno den ADR.

■ **Une voix.** - Dat geet awer net aus dësem Listing ervir.

■ **M. le Président.** - Ech hunn awer haut de Moien de Listing kontrolléiert an ech hu gesinn, dass dräi Froen fir d'CSV sinn, zwou fir d'sozialistesche Fraktioun, zwou fir déi liberal Fraktioun, zwou fir déi gréng Fraktioun an eng fir den ADR, no deem Listing, dee mir virgeluecht ginn ass.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, wann Der de Listing kuckt, da kënnt hannert deene Gréngen, no der Question 4, net den ADR, mä da kënnt d'CSV nach eng Kéier.

#### (Interruption)

■ **M. le Président.** - Da kucken ech dee Listing nach eng Kéier no. Op jidde Fall aus deem, dee mir haut de Moie virgeluecht ginn ass, hunn ech gemengt eraus kënne ze liesen, datt der Rei no gefuer ginn ass. Mä mir kucken dat no.

Mir fänken elo...

#### (Interruption)

Gelifft?

■ **Une voix.** - Dir kënnt se mate-nen huelen.

### 7. Heure de questions au Gouvernement

Voilà! Mir fänken elo emol u mat der éischer Fro. Dat ass d'Fro N°86 vum honorabelen Här Marc Spautz «relative au recrutement à l'Administration des Ponts et Chaussées, adressée au Ministre des Travaux publics». Här Spautz, Dir hutt d'Wuert, an de Baute-minister wäert duerno äntwerten.

- **Question N°86 du 3 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative aux recrutements à l'Administration des Ponts et Chaussées, adressée au Ministre des Travaux publics**

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kollegeinnen a Kollegeen, ëmmer méi Leit wëllen als Aarbechter bei Ponts et Chaussées. Dausenden Demandé solle bei där Verwaltung leien, an all Dag kommen der derbäi, well jo all Famill hei zu Lëtzebuerg ass gläich där Meenung, och si misst op d'mannst ee vun hirer Famill bei Ponts et Chaussées als Aarbechter beschäftegt hunn,...

#### (Hilarité)

...wat op Grond vun der Situatioun, déi um Marché de l'emploi ass, jo och verständlech ass. Mä et ka jo awer och net all Lëtzebuerg op eemol bei Ponts et Chaussées als Aarbechter schaffen. An duerfir geet meng Fro un den Här Baute-minister: Wéi vill Demandé leien elo effektiv vir? A wéi ass dat Auswahlverfahren iwwerhaupt, fir bei Ponts



et Chaussées als Aarbechter age-  
stellt ze ginn? Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Den Här  
Minister vun den Travaux publics  
Claude Wiseler huet d'Wuert.

■ **M. Claude Wiseler, Ministre  
des Travaux publics.** - Här Presi-  
dent, d'Äntwert op déi Fro, déi den  
Här Spautz elo just gestallt huet,  
déi hunn ech schonn an der leschter  
Zäit immens oft ginn, well ech si  
selten op engem Dossier esou oft  
sollicitéiert ginn, wéi op deem hei,  
ob dat elo vun de Leit selwer ass,  
déi eng Demande gestallt hunn,  
oder ob dat vu Familljen a Bekann-  
ten ass. Ganz vill Leit wëlle bei de  
Stat schaffe kommen, ganz vill Leit  
wëlle bei Ponts et Chaussées  
schaffe kommen. Well dat esou  
ass, hunn ech drop gehalen, datt  
mer och eng Prozedur hei en place  
setzen, déi transparent ass. Eng  
Prozedur, déi dem Minister och er-  
laabt duerno, wann en Décisiounen  
hëlt, déi Décisiounen esou ze  
huelen, datt se all genaustens mo-  
tivéiert kënnen ginn, an datt se och  
novollzëibar sinn, fir keng Diskus-  
siounen do ze kréien.

E puer Wuert iwwert déi Prozedur:  
Dat éischt, dat ass, datt et selbst-  
verständlech esou ass, datt eng  
Annonce an der Press komm ass,  
déi ganz kloer seet, wéi ee seng  
Demande muss stellen. Déi muss  
op préimpriméierte Formulairë ge-  
stellt ginn, wou also déi Froen di-  
rekt mat beäntwert ginn, déi mer  
brauchen, fir déi Demande ze eva-  
luéieren. Si muss mat deenen nou-  
wendegen Dokumenter erage-  
reecht ginn, a se muss bis zu engem  
Stéchedatum eragereecht  
ginn, wat hei de 6. Mäerz 2006 ass.  
All déi Demanden, déi duerno era-  
kommen, ginn natierlech net méi  
geho. Mir sinn do relativ strikt  
dran.

Dat Zweet ass, datt ech eng Kom-  
missioun agesat hunn, fir déi De-  
manden alleguer ze evaluéieren.  
Déi Kommissioun, déi besteet aus  
véier Leit. Deen Éischten, dat ass  
dee Responsabele au Ministère  
des Travaux publics, dee sech ëm  
Ponts et Chaussées bekëmmert.  
Deen Zweeten, dat ass de Person-  
alresponsabele vum Ministère. An  
den Drëtten an de Véierten, dat  
sinn déi zwee Leit, déi an dem Per-  
sonalbüro vu Ponts et Chaussées  
sech ëm de Rekrutement bekëm-  
meren. Déi zesumme bilden eng  
Kommissioun, déi also all déi De-  
manden, déi erakommen, kucken.

Duerno si Kritären opgesat ginn,  
no wat fir enge Kritären dann eben  
déi Demandë géingen nogekuckt  
ginn:

1. Déi Demande muss selbst-  
verständlech konform sinn.
2. Bei deemjéinegen, deen eng  
Demande stellt, gëtt da gekuckt,  
ob seng professionell Geschicht  
och wa méiglech deem entsprécht,  
wat mer brauchen.
3. E soll keng Surqualificatioun  
hunn.
4. De Fait, datt een als CAT, also  
als Mesure provisoire, eng Kéier  
bei Ponts et Chaussées geschaff  
huet, kann en Avantage sinn.
5. Et muss een Détenteur vun engem  
Führerschäi sinn.

Dat sinn d'Basisdonnéeën. Do-  
ropshin, bei deene Leit, déi deenen  
d'Basisdonnéeë méi oder wéine-  
ger entsprechen, gëtt da gekuckt,  
wat eng Rei Sozialkritären sinn:  
notamment déi Leit, déi am Chômage  
sinn oder risquéieren aus konjunktu-  
rellen Ursachen an de Chômage  
ze kommen, respektiv déi Leit, déi  
an enger prekärer sozialer Situa-  
tioun sinn an déi eng grouss Famil-  
ijelaascht hunn, sollen da prioritär  
behandelt ginn. Dat sinn déi Kritä-  
ren, déi opgesat ginn.

Déi Kommissioun, déi besteet aus  
deene véier Leit, déi ech virdu  
genannt hunn, déi kuckt no deene  
Kritären do alleguer déi Kandidatu-  
ren, mécht an enger éischer Etapp

eng Selektioun op d'Dossieren,  
wäert do 100 bis 200 Leit dann op  
den Dossier selektionéieren - si ka  
se net alleguer empfänken -, wäert  
dann zwëschen 100 an 200 Leit  
komme loossen, fir eng Diskus-  
sioun mat deenen ze féieren, a  
mécht dann dem Minister vun den  
Travaux publics eng Propositioun.  
De Minister vun den Travaux pu-  
blics, dat soen ech lech hei kloer  
an däitlech, akzeptéiert déi Propo-  
sitioun, déi en do gemaach kritt.

Duerno gëtt eng Lëscht de réserve  
gemaach, déi a sech fir déi Enga-  
gementer vu Leit zielt, déi da bis  
zur nächster Publikatioun gemaach  
ginn - eng Reservelëscht also, vun  
där Leit kënnen erofgeholl ginn.  
Dat sinn déi Kritären. Ech mengen,  
déi Kritären sinn novollzëibar a sinn  
däitlech. Ech denken, datt mer och  
esou wäerten derduerchkommen.

Zum Schluss wëll ech soen: Et sinn  
1.008 Demanden erakomm. 1.008  
Demanden! Mir hu bis zum  
Schluss vum Joer maximum 20  
Plazen. Duerfir brauch ech esou  
Kritären, fir datt dat Ganzt novoll-  
zëibar gëtt. Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här  
Minister.

Nach eng Kéier op d'Fro vum Här  
Bausch: D'Fro ginn no zwee Kritä-  
ren hei opgestallt:

1. Hei ass den éischte Kritär: fir  
d'éischt eng Majoritéit, dann eng  
Oppositioun. Mir alternéieren all  
Kéiers. Dee Prinzip hate mer fest-  
gehalen.
2. Et gëtt gekuckt no der Auerzäit,  
wéini datt d'Froen erakomm sinn.  
Deementspreechend gëtt de Libellë  
opgestallt.

D'zweet Fro fir haut de Mëtten, déi  
vum honorabelen Här Niki Bettendor-  
f iwwert d'Astellung vun handi-  
capéierte Matbierger. Här Bettendor-  
f!

**- Question N°87 du 4 avril  
2006 de Monsieur Niki Bet-  
tendorf relative aux disposi-  
tions d'engagement de tra-  
vailleurs handicapés, adres-  
sée au Ministre du Travail et  
de l'Emploi**

■ **M. Niki Bettendorf (DP).** -  
Här President, ier ech meng Fro  
gestallt hunn, hunn ech mer fir  
d'éischt d'Fro gestallt, u wat fir e  
Minister datt ech meng Fro sollt  
stellen. Vu dass d'Administration  
de l'emploi an hiren Aktivitéiten de  
Placement vun den Travailleur-handi-  
capéien huet, ass d'Lous op eise-  
nen Aarbechtsminister gefall.

Op Grond vum Gesetz vun 2003  
musse 5% Leit mat engem uner-  
kannten Handicap vum Total vun  
den Effektiver vun engem Betrib  
agehallt ginn, an dat och beim  
Stat, bei de Gemengen, den Éta-  
blissements publics an der Eise-  
bunn. Elo war ze liesen den 31.  
Mäerz an der Press, dass weder  
de Stat nach d'Gemengen dëst  
Gesetz géife respektéieren.

Duerfir géif ech gäre vum Här Aar-  
bechtsminister wëssen, ob de Stat  
an d'Gemenge sech net un d'Ge-  
setz halen. Ech fäerten, ech ken-  
nen d'Äntwert. Awer wann dat esou  
ass, dass se sech net un d'Gesetz  
halen, géif ech gäre wëssen, wat  
d'Ursach oder d'Ursache sinn.

Wat fir eng Démarchë si gemaach  
gi vis-à-vis vun den Administratiou-  
nen, déi sech net un d'Disposi-  
tioun vum Gesetz halen? Kann  
den Här Minister mer soen, wéi  
d'Gesetz am Privatsecteur respek-  
téiert respektiv befollegt gëtt? Kann  
den Här Minister mer soen, ob eng  
Aktioun virgesinn ass, fir e  
verstärkten Engagement en fa-  
veur vun den Travailluers handi-  
capés? Ech soen lech Merci fir d'Änt-  
wert.

■ **M. le Président.** - Merci, Här  
Bettendorf. Den Här Aarbechtsmi-  
nister François Biltgen huet  
d'Wuert.

■ **M. François Biltgen, Minis-  
tre du Travail et de l'Emploi.** - Här  
President, Dir Dammen, Dir Hären,

éischtens handelt et sech hei ëm  
eng Compétence partagée zwë-  
schent der Familljeministeschen  
an dem Aarbechtsminister, woubäi  
d'Aufgabendeelung esou ass,  
dass d'Familljeministeschen sech ëm  
d'Infrastrukture bekëmmert. Do  
wou et ëm de Marché de l'emploi  
geet, ass den Aarbechtsminister  
zoustänneg.

Mir hunn an de Gesetzer effektiv  
eng Quot vu 5% virgesinn - iwwer-  
all. An d'Fro ass: Gi se respek-  
téiert? Jo oder Neen? Déi Fro ass  
globalement gekuckt: Neen! An da  
musse mer kucken: Wéi brénge  
mer et fäerdeg, déi Quot ze respek-  
téieren? A wann ech soe Quot,  
dann ass et souwuel fir Stat, Ge-  
mengen, an Ähnlech, natierlech  
och Privatbetriber.

Ech wëll duerfir fir d'éischt vun der  
Geleeënheet profitéieren, lech eng  
Partie Zifferen ze ginn: Wat den To-  
tal ubelaangt, hu mer 2.461 Leit zur  
Zäit, déi als Travailluers handi-  
capés, déi eng Plaz hunn. Dovu-  
ner 1.171 am Privatsecteur, 570 beim  
Stat an Établissement-publicen ze-  
summegeho, 122 bei de Geme-  
ngen a 598 an den Atelier-proté-  
géen. Ech wëll nach eng Kéier  
soen, dass datt rezent Gesetz, wat  
mer hei gestëmmt hunn, eben all  
deene Leit, déi schaffen, e Min-  
destloun gëtt, wou den Employeur  
nëmmen en Deel ze bezuelen huet.  
De Stat participéiert do zu 40 bis  
100%.

Ech wëll och soen, dass mer nach  
ëmmer Leit hunn, Handicapéierter,  
déi keng Aarbechtsplaz hunn; an  
ëm déi wëlle mer eis beméien.  
Wann Der déi lescht Note de  
conjoncture gelies hutt, de  
Conjoncture Flash vum Statec, da  
konnt Der liesen, dass de Chô-  
mage an leschte Joer ëm 40% an  
d'Luucht gaangen ass, eleng  
wéinst défavoriséierte Kategorien:  
32% déi Leit, déi deelinvalid sinn, a  
7% déi Leit, déi e Statut de tra-  
vailleur handicapé hunn. Dofir hu  
mer nach eng Partie Leit ënner-  
daach ze bréngen.

Här President, wéi vill Minutten  
hunn ech nach, well Dir ënner-  
bricht mech ëmmer, wann ech i-  
werzéien?

■ **M. le Président.** - Nach zwou.

■ **M. François Biltgen, Minis-  
tre du Travail et de l'Emploi.** - Et ass  
richteg, dass de Stat nach net op  
deene 5% ass. Allerdéngs wëll ech  
drun erënneren, dass am Tripartite-  
Ofkommen 1998 am Kader vum  
PAN-Gesetz decidéiert gouf, dass  
all Joer 50 Handicapéierter beim  
Stat ënnerdaach kommen. Ech  
hunn elo d'Zäit net, lech déi eenzel  
Verwaltungen ze soen, wou et ass,  
mä mir hunn insgesamt 2.000  
Stonne pour travailleurs handi-  
capés an der Woch, déi beim Stat  
sinn, an dat geet all Joer weider.  
De Stat ass also amgaang senger  
Obligatioun entgéintzekommen.

Do, wou mer e manifestë Problem  
hunn, an d'Zifferen hunn et virdu  
bewisen, dat ass bei de Geme-  
ngen, do hu mer der 122. An do  
hunn ech am Dezember nach eng  
Initiativ gestart, als Aarbechtsmi-  
nister, fir ze soen: Lauschttert, wa  
mer iwwer Chômage diskutéieren,  
an de Chômage zu Lëtzebuerg ass  
net e Chômage vun deene Qualifi-  
zéierten - et gëtt och Qualifizier-  
ter, déi am Chômage sinn -, mä  
d'Augmentatioun vum Chômage  
kënn vum deenen Netqualifizier-  
ten, vun deene Schwaachen - déi  
Schwaach verléieren all Kampf an  
der Groussregioun - an dofir musse  
mer selwer deene Schwaachen  
eng Chance ginn.

Déi Handicapéiert sinn déi  
Schwaachst, an dobäi wëllen der  
ganz vill vun hinne schaffen. An do  
wäre et wichteg, dass d'Gemengen  
och géifen hir Verantwortung i-  
werhuelen.

Mir hunn e Startschoss ginn a mir  
wäerten elo am Mee mat siwe Ge-  
mengen en éischten Accord of-  
schléissen, siwe Gemengen, déi  
op meng Informatiounsversamm-  
lung komm si bei der Syvicol. Dat  
ass Betzder, do si mer scho prak-  
tesch fäerdeg, dat ass Biekerech,  
dat ass Mäerzeg, dat ass Schëff-  
leng, dat ass Kielen, dat ass Déif-  
ferdeng an dat ass Monnerech. Fir  
all déi, déi nach eng Roll um kom-  
munale Plang ze spillen hunn an  
déi wëllte mat eis zesummeschaf-  
fen: Mellet lech bei eis!

Ech wëll zwar soen, datt et och Ge-  
menge gëtt, déi schonn an der Ver-  
gaangenheet Handicapéierter  
agehallt hunn. Mä wa mer wëllen  
no vir kommen a wa mer virun  
allem wëllen op déi Fro äntwerten,  
déi den Här Bettendorf gestallt  
huet - „Wat ass mam Privatsec-  
teur?“ -, da kann ech net de Privat-  
secteur zwéngen eppes ze maa-  
chen, wann net den öffentleche  
Secteur Virreider ass.

Ech wëll och nach eng Kéier soen,  
wuerfir ech net direkt wëll Strofen  
aféieren:

**(Coups de cloche de la Prési-  
dence)**

Éischtens, well fir d'éischt den öf-  
fentleche Secteur muss seng Obliga-  
tioun erfëllt hunn, ier dass de pri-  
vate Secteur et mécht.

Zweetens, mir hu ganz vill Leit, och  
an de Gemengen, déi agehallt  
goufen, well se schwaach sinn,  
well se handicapéiert sinn a wou  
bis elo d'Gemenge se net forcéiert  
huet de Statut unzefroen a wou  
d'Leit och net wëllen de Statut  
ufroen. Wa mer elo vun uewen erof  
géifen all Obligatiounen duerch-  
féieren, da géife mer en Drock  
maachen op handicapéiert Leit -  
deen ech richteg fannen, well ech  
fanne mam Statut de handicapé  
hues de ganz vill Virdeeler -....

**(Coups de cloche de la Prési-  
dence)**

■ **M. le Président.** - Här Minis-  
ter.

■ **M. François Biltgen, Minis-  
tre du Travail et de l'Emploi.** - ...mä  
d'Leit wierklech ze quetschen, dat  
ass net gutt. Duerfir wëll ech léiwer,  
wéi dat a menger Politik virgesinn  
ass, proaktiv virgoen an net repres-  
siv.

Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här  
Minister. Da wëll ech d'Chamber  
froen, ob se domat d'accord ass,  
datt mer déi Froen, esou wéi mer  
se elo virleien hunn, an deem Sënn  
duerchernee werfen, dass déi Fro  
vum honorabelen Här Meisch un  
den Här Lux géif virgeholl ginn,  
well den Här Lux nach aner  
Contrainten haut de Mëtteg huet.  
Déi Fro wär de toute façon dru-  
komm.

Sidd Dir domadder d'accord?

**(Assentiment)**

Här Meisch, dann hutt Dir d'Wuert.

**- Question N°93 du 4 avril  
2006 de Monsieur Claude  
Meisch relative à la restruc-  
turation de la flotte de la  
compagnie aérienne luxem-  
bourgeoise et réductions  
des effectifs, adressée au  
Ministre des Transports**

■ **M. Claude Meisch (DP).** -  
Här President, Dir Dammen an Dir  
Hären, wat déi lescht Woche Spe-  
kulatioun war, ass elo traureg  
Gewëssheet, nämlech datt bei en-  
ger Rei vu Betriber, eben och bei  
der nationaler Fluggesellschaft, bei  
der Luxair, Personalofbau an  
d'Haus steet. Méi Konkretes ass  
gëschter um Uschloss vun där Ré-  
unioun vum Comité mixte annon-  
céiert ginn.

An ech wollt hei den Transportmi-  
nister, Stellvertreider fir déi ganz  
Regierung, froen, wéi d'Regierung  
zu deem Restructurationspro-  
gramm steet. Ob deen an all senge  
Facetten den Appui vun der Regie-

rung kritt; wat de Changement vun  
der Flott zum Beispill ubelaangt;  
wat déi Reduktioun vun den Effekti-  
ver ubelaangt; wéi si zum Beispill  
de Changement vun der Flott  
gesäit; wat déi finanziell Engage-  
menter concernéiert, déi noutwen-  
deg sinn, fir dee Changement um  
Niveau vun der Flott kënnen ze rea-  
liséieren; wat d'Reduktioun vun  
den Destinatiounen oder d'Chan-  
gementer vun den Destinatiounen  
ubelaangt.

Mir wëssen, datt dat och eng direkt  
Répercussioun huet op de Wirt-  
schaftsstanduert Lëtzebuerg.  
D'Entreprisen hei am Land brau-  
chen Destinatiounen an eng ganz  
Rei vun anere Wirtschaftszentren.  
Ass déi eng oder déi aner Destina-  
tioun dovunner a Gefor a wéi kënnen  
mer et hikréien, datt mer déi awer  
laangfristeg ofsécheren?

Den Transfert vun den Effektiver, do  
war ze liesen, datt haaptsächlech  
och envisagéiert gëtt hei Personal,  
dat elo bei der Luxair beschäftegt  
ass, an aner Entreprisen ënnerze-  
kréien. Do wollt ech froen, wéi dat  
konkret schonn elo an d'A gefaasst  
gëtt. Geet dat iwwert d'Administra-  
tion de l'emploi? Geet dat iwwer  
Négociatiounen tëschent eenzelne  
Betriber, déi an der Aviatioun dann  
tätig sinn, oder wat ass bis ewell  
do konkret virgesinn?

Ech wollt och nach froen - well ge-  
sot ginn ass, datt en Deel vum Per-  
sonalofbau och iwwer Préretraite  
soll realiséiert ginn -, awéiwäit hei  
d'Luxair sech och engagéiert huet  
en Deel vun där Préretraite matze-  
finanzéieren? E Sujet, dee jo och  
bei deene leschten Négociatiou-  
nen iwwer Préretraiten ëmmer  
erëm Diskussiounen opgeworf  
huet.

Ech soen lech Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här  
Meisch. Den Här Minister Lucien  
Lux.

■ **M. Lucien Lux, Ministre des  
Transports.** - Här President, fir  
d'éischt emol Merci fir d'Verstees-  
demech fir d'Ännerung an Ärem  
Oflaf.

Ech wëll dem honorabele Kolleg  
Claude Meisch soen, dass d'Ver-  
trieeder vum Stat am Verwaltungsrot  
vun der Luxair de Freideg am  
Conseil d'administration hire Jo  
ausgedréckt hunn zu deem Plang,  
deen do virläit. Den Detail vun  
deem Plang wäert jo an der Verwal-  
tungsrotssëtzung vum 8. Mee -  
besonnesch, wat d'Ännerung an der  
Flott an an der Strategie vun der  
Luxair ubelaangt - nach eng Kéier  
zréckkommen. Ech ginn och elo  
schon dovun aus, no deenen in-  
tensiven Diskussiounen, déi mer  
mat der Luxair haten, dass eis Ver-  
trieeder an där Sëtzung och hiren  
Aval kënnen ginn zu deene Propo-  
sitiounen, déi virleien.

Eis louch um Häerz, virun allem  
och niewent der wirtschaftlecher  
Gesundung vun der Sociéitéit, dass  
de Sozialdialog sech innerhalb vun  
der Sociéitéit entscheidend sollt  
verbesseren an dass all déi Änne-  
rungen, déi elo virzehuele sinn,  
tant soit peu ëmmer mat de Ge-  
werkschaften am Haus, awer och  
mat dem Personal insgesamt, sollt  
transparent duerchdiskutéiert  
ginn. An eise Souci war och ëmmer  
deen, angesichts där ugespaante-  
ner Situatioun, déi mer haut schonn  
hunn, dass dee ganze Procédere  
ouni Entloosungen iwwert d'Bühn  
sollt goen.

Zu deenen anere Froen ass ze  
soen, dass de Conseil sech den 8.  
Mee, wéi gesot, méi prezis nach  
mat deene strategesche Froen  
zum Beispill um Niveau vun der  
Ännerung vun der Flott wäert be-  
schäftegen.

Kloer ass do, dass déi dräi Flige-  
ren, déi dräi Boeingen, déi fir Tour  
operatorë fueren, dass déi net  
wäerte betraff si vun deenen Änne-  
rungen, mä dass awer bei den Air-  
lines insgesamt - besonnesch, wat  
d'Embraeren ubelaangt - Änne-  
runge wäerte kommen. Déi kënn-  
te



kommen, fir éischer an d'Richtung vun Turbopropen ze goen, wou mer haaptsächlech dee grouse Coût an déi Entwécklung um Niveau vum Kérosènespräis net esou voll géife kréien, wéi mer dat am Moment kréien. An ech mengen, dat war scho méi laang virgesinn, dass d'ëst Joer och dee Boeing 737-500 géing verkaaft ginn; dat gétt och gemaach ausserhalb vun deenen Diskussiounen iwwert d'Revitaliséierung vun der Sociétéit.

Zu där drëtter Fro ass ze soen, dass am Moment eng Soumissioun publique vun eenzelne Strecken net virgesinn ass. Et muss een och wëssen, dass esou eng Soumission publique, déi sech jo géing spillen am Kader vun enger Obligation de service public, déi een da misst ausschwätzen, natierlech och seng geféierlech Säiten huet, well dat natierlech kënnt bedeuten, dass nei Entrantë kënnen an de Marché erakommen, déi natierlech d'Luxair géingen zousätzlech konkurréieren oder och zousätzlech géinge belaaften. Dat ass natierlech d'Gefor.

Fir eis ass et kloer, dass déi sou genannte strategesch Destinatiounen: Frankfurt, Paräis, London, Berlin, München a Madrid net drënner wäerte falen, mä iwwer aner Destinatiounen muss awer no-geduecht ginn. Woubäi een ëmmer weess, dass am Rahme vun - ech weess net - 15 bis 20 Destinatiounen, der ëmmer drënner sinn, déi méi rentabel si wéi aner oder souguer der drënner sinn, déi net rentabel sinn, déi awer dann, mengen ech, kënnen ofgefiedert ginn duerch d'Rentabilitéit, déi mer op anere Plaze kënnen erreechen.

Zu der véierter Fro ass ze soen, dass et effektiv richteg ass, et ginn intensiv Gespréicher gefouert souwuel mat der Cargolux wéi mat lux-Airport, fir derfir ze suergen, dass d'Effektiver, déi bei der Luxair ze vill wäeren, kënnen iwwerholl gi fir eenzel Servicer och, déi am Moment jo an der Diskussioun sinn. Ech mengen, déi Négociatiounen sinn amgaangen.

Zu der fënnefter Fro schlussendlech ass ze soen, dass jo déi dräi Niveaue vu Méiglechkeete vun der Leit, a Pensioun oder Préretraite kënnen ze goen, am Moment analyséiert ginn. Déi Négociatiounen mat dem Ministère du Travail iwwert dee Punkt do sinn amgaangen. Ech mengen, dat betrëfft natierlech engersäits déi normal Pensioun, anticipéiert Pensioun mat 60 Joer. Ech mengen, dass dat iwwert den normale Wee ka goen. Dat betrëfft natierlech d'Préretraite-Ajustement oder -Solidaritéit mat 57, an da gétt et doriwier eraus eng, ech géing se emol nenne Préretraite Luxair, déi dorun denken, iwwert den Alter vu 57 oder ënnert den Alter vu 57 eraus nach ze goen.

Fir eis an der Regierung ass kloer, dass souwuel bei der Préretraite-Solidaritéit wéi -Ajustement eng Participatioun vun der Gesellschaft un de Fraisé vun där Préretraite muss geschéllt ginn. Wéi déi aus-geet, mengen ech, mussen d'Diskussiounen mam Aarbechtsminister dann erginn. A wat d'Préretraite Luxair ubelaangt, déi nach ënnert de Seuil vu 57 géif goen, ass d'Regierung der Meenung, dass déi integral vun der Luxair och da muss finanzéiert ginn.

Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Lux. Nächst Fro ass déi vum honorabelen Här John Castegnaro iwwert d'zukünfteg Notzung vun den Terrainë vun der WSA. Här Castegnaro!

**- Question N°88 du 4 avril 2006 de Monsieur John Castegnaro relative à la future affectation des terrains et dépôts de la WSA entre Bettembourg et Dudelange, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur**

**M. John Castegnaro (LSAP).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, de 17. März vun dësem Joer huet déi amerikanesch Regierung d'Schléissung vum US-Army-Militärlager Diddeleng-Beetebuerg bekannt gemaach. Domat verléiere spéitstens ab 30. September vun dësem Joer 215 Leit hir Aarbechtsplaz, ouni ze schwätze vu ronn 40 Leit, déi nach an enger DAC-Struktur niewebäi zënter Joren eng aner Aarbechtsplaz provisoresch hunn.

Déi 215, dat sinn héich qualifizéiert, dat si flexibel, et si mobil an et sinn och héich motivéiert Salaréien, déi hoffentlech eng Alternativ ugebuede kréien an deem Sënn, dass hiert Beschäftigungsverhältnis ouni Ennerbriechung ka weidergefuert ginn.

Ech wëll erënnern, dass mer hei vu Leit schwätzen, déi zu engem gudden Deel schonn d'Affer vun anere Betriebsschléissunge ware respektiv de Wiessel an der Zäit vun der ARBED op d'WSA, aus bekannte Grënn, gemaach hunn.

Mä mir schwätzen och a virun allem - net virun allem, mä och - vu 34 ha éischtklasseg situéiertem Areal, vun 20 héich modernen Halen, vun engem Schloss un d'Eisebunnsnetz an un d'Autobunn a vun optimalen Industriestrukturen an Infrastrukturen an enger bestehender Industriezon.

An d'Fro ass déi: Wat sinn d'Pläng vum Wirtschaftsminister, mä wat sinn och d'Pläng vun der Regierung, dat heescht och vun anere Ministären? An ech denken un d'Armée, un d'Police, un d'Douane, déi ënner Ëmstänn duerch Transferten op Beetebuerg Beschäftigung kënnen schafen an deem Zesammenhang, well jo de Moment Pläng lafe vun Neibau am militäresche Beräich, wou an enger Spuerperiod et sech kënnt ubidden, bestehend Infrastrukture souwuel fir de private Secteur wéi och fir den öffentleche Secteur kënnen ze benotzen.

Ech soen nach eng Kéier, an ech ënnersträchen dat: Et geet ëm wäertvoll Gebitt, an et geet virun allem och drëm, an dat wëll ech besonnesch ervirsträchen, et geet net drëm ze bradéieren an aus deenen Halen an aus deem Areal en Dreckstipp vun der Natioun ze maachen, well elo op eng Kéier jiddferree mengt, do kënnen ënnerdaach ze kommen.

Ech wëllt och drun erënnern, dass nieft deenen 215 vun der WSA an deem Raum 300 Aarbechtsplazen...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

... à la suite vun der Fermeture vum LDD, der Schmelz zu Diddeleng, solle geschaf ginn. Här Minister, mir hunn net méi vill Zäit, an d'Mënschen, déi op der WSA schaffen de Moment nach, déi waarden drop, dass se eng Äntwert kréien an dass se virun allem eng Aarbechtsplaz behalen an domat eng sécher Zukunft.

Merci.

**M. le Président.** - Den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet d'Wuert.

**M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, de John Castegnaro huet hei e bëssen, wéi ech dat kënnt maachen, e Problem ausgedréckt, dee sech am Moment um Territoire vun der WSA stellt, an och drop higewisen, dass do am Fong eng ganz Regioun, Diddeleng-Beetebuerg, an deene leschte Joren, kann ee soen, uerg gebeidelt ginn ass.

Ech gesinn och an deem Zesammenhang um véier Auer, zesumme mam Aarbechtsminister François Biltgen, déi zwee verantwortlech Schäfferéit, an ech gesi mat hinnen zesummen emol, wat fir eng Méiglechkeete sech bidden a kuerz- a

mëttelfristegen Terminer, fir deene Leit, déi do Aarbechtsplazen elo verluer hunn, erëm nei Hoffnung ze ginn.

Ech sinn och frou - ech kann et net verstoppen -, dass op eemol ganz vill Iddien opkomm sinn. Ganz vill Iddien! Souwuel vu Betriber wéi och vun deenen onméiglechste Plazen. Ech hunn esou e bëssen d'Impressioun, dass jiddferree am Land, deen am Moment eppes iergendwou net duerchkritt huet, geduecht huet: Dat do ass déi ideal Plaz. Ech si frou fir déi vill Begeeschterung, déi do opkomm ass, mä ech géing awer drëm bidden, dass mer vläicht hei e puer Saache beuerchten.

Éischtens, dass mer geuerdnet virginn, dat heescht, dass mer net elo stéckesweis, loosse mer soen, d'Wënsch erfëlle vun deem engen oder aneren, sief et souguer e Ministeschkolleg, ouni dass mer gekuckt hunn: Wat ass op deem Site machbar? Wat ass eng Prioritéit fir dës Regierung, déi op deem Site do méiglech ass? Duerfir wäert ech am Optrag vun der Regierung eng kuerz Studie maachen, wat, wéi d'Opdeelung vun de Fläche kéint sinn, opgrond vun deene Propositionen, déi ech am Moment um Dësch hunn.

Ech verstoppen lech allerdéngs net, dass ech als Wirtschaftsminister eng kloer Virstellung hunn: Dass et éischtens eppes muss sinn, wat Aarbechtsplaze schafft, well deen Eck do, deen huet dat noutwendeg; zweetens, dass mer kucken, dat do ass esou zimlech dee leschten Areal, deen ech gesinn, mat Ausnahm vläicht vum Tracé Éilereng, grouss, zesummenhängend, wou een eng national Industriezon kann etabléieren. Et ass dee leschte groussen, zesummenhängenden Terrain, deen ech gesinn, deen esou e gudden Uschloss un d'Eisebunn huet, an duerfir drängt et sech op, eppes ze maachen, wat menger Meenung no Sënn ergëtt an der Zesummenaarbecht mat engem gudden Uschloss un d'Autobunnsnetz, mä haaptsächlech mat engem gudden Uschloss un d'Eisebunn.

Dir wësst, dass mer amgaange sinn ze kucken, nei Secteuren ze dévélépéieren, an ech verstoppen net, dass ech op alle Fall wäert proposéieren, an deem Eck aus menger Siicht e Logistikaktivitéitszenter ze maachen. Dat géing sech opdrängen. Do sinn d'Infrastrukturen, déi mer brauchen. Mir hu keng aner Plaz, wou et sech esou kënnt maachen.

Ech hu mat Verantwortleche vun der Eisebunn och scho geschwat, déi am Ausland esou Saache sech ugekuckt hunn, an déi si ganz kloer: Ënner 50 ha soll een am Fong geholl net ufänken, Logistikaktivitéiten op enger Plaz ze maachen; dat heescht, wann, da muss een eng grouss Fläch zur Dispositioun hunn, soss kritt ee keen zesummenhängenden Ensembl, well Logistik ass eppes, wat vill Plaz hëlt.

Duerfir géif ech mengen, dass et eppes misst sinn, wat zesummenhängend misst sinn, wat mat der Eisebunn gegebenefalls zesumme kënnt gemaach ginn, a mäi Wonsch ass sonner Zweifel, iwwer all Wënsch vu menge Kolleegen, fir déi ech Verständnis hunn, eraus, fir do d'Logistikaktivitéite vu Lëtzebuerg, déi mer wëllen dévélépéieren, kënnen unzesiedelen, an dat konkret ëmzesetzen.

Et si garantéiert vill aner Méiglechkeeten, mä ech gesinn, wa mer Logistik wëlle maachen, nëmmen eng Plaz, an dat ass déi do. Ech gesinn nach eng zweet ronderëm de Flughafen, mä do ass am Moment d'Ubannung net garantéiert an nëmmen iwwert d'Strooss méiglech, an net iwwert d'Schinn méig-

lech, sou dass ech mengen, dass dat do dee leschte gudden Areal dofir wier. Ech hoffen, dass mer eppes Konkretes an och Zesummenhängendes do fäerdeg bréngen. Méi kann ech fir de Moment net soen, vu dass ech beoptraagt si vun der Regierung, do Propositionen an déi Richtung ze maachen.

Ech soen lech Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Minister Krecké. Den Aarbechtsminister freet d'Wuert.

**M. John Castegnaro (LSAP).** - Et ass un deen, wou et sech rücht.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Jo. Mir wëssen, wat de Wirtschaftsminister am Numm vun der Regierung gesot huet, an ech soen, dass mer selbstverständlech elo kucken; mir hunn Zäit bis Enn September. Virun allem ass et dem Aarbechtsminister säi Souci ze kucken, och mat alle Proposen, déi mer maachen, dat Beschtméiglecht ze maache fir déi Leit, déi concernéiert sinn, fir dass se eventuell kënnen um Site bleiwen.

D'Gewerkschaften hu bei eis ugefrot. Mir wäerten d'Gewerkschaften och esou séier wéi méiglech empfänken. Vu dass awer an deem Sënn den Ausseminister federführend ass an elo dës Woch Missiounen huet fir d'Regierung, wäerte mer mat him en neien Datum maachen, wou mer niewent de Gemengen, déi mer de Mëtteg gesinn, och d'Gewerkschaften esou séier wéi méiglech gesinn.

**M. le Président.** - Merci, Här Minister.

Da komme mer un déi nächst Fro, dat ass déi vum honorabelen Här Braz relative à l'article 7 (2) de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain, adresséiert un den Här Innenminister a Minister zoustänneg fir den Aménagement du Territoire. Här Braz.

**- Question N°89 du 3 avril 2006 de Monsieur Félix Braz relative à l'article 7 (2) de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire**

**M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dat neit Gesetz iwwert den Aménagement communal ass jo elo schonn eng kuerz Zäit an der Applikatioun an et stelle sech natierlech och eng Partie Froen iwwert d'Applikatioun vun deem Gesetz. Mir hu gelies, dat och gesot gétt, dat d'Gerichter wäerten en Deel vun de Froen musen tranchéieren. Dat wäert wuel net ausbleiwen, mä et wär natierlech net schlecht, wa méiglechst vill Froen kéinten duerch eng Interpretatioun vum zoustännegem Ministère gekläert ginn, fir dass een net misst d'Gerichter ze vill befaasse mat deem Gesetz, fir Kloecheit ze kréien an den Applikatiounsdetailer.

Eng vun de Froen, déi sech eiser Meenung no stellen, wou mer och scho vu méi wéi enger Säit gesot kritt hunn, dat sech do Schwieregkeeten oder zumindest Froen opdinn, dat ass déi vun der Interpretatioun vum Artikel 7, Paragraph 2, Alinea 3, dee beseet, dat, wann ee fir eng Gemeng e Plan d'aménagement général mécht - an d'Gemenge musse jo elo alleguer op deen dote Wee nees goen -, een da während där Zäit, wou een dat Mandat huet, keng aner Optrag kann unhuelen.

An d'Fro, déi sech gestallt gétt, ass: Wéi wäit geet déi Interdiction? Ass dat eng Interdiction très générale, déi strikt a ferme ass, wou et kloer ass, do kann een näischt Zweetes unhuelen oder mécht de Ministère do eng Nuance tëschent Hochbau an deelweis Tiefbau?

Déi Fro ass doduerch och gestallt, well d'Opstellung vun engem neie PAG relativ laang dauere kann. Do ass also eng Firma ënner Ëmstänn laang un eng Gemeng gebonnen. Dat heescht dann am Kloertext, dass se während d'arselwechter Zäit och fir déi Gemeng net méi schaffe kann. A vu dass de Lëtzebuerger Marché net onendlech grouss ass mat qualifizéierten a spezialiséierten Büroen, ass dat do ënner Ëmstänn e Problem, dee sech stellt.

Duerfir d'Fro un de Minister: Wéi interpretéiert Dir deen Alinea? A sollt en d'application stricte an Ären Ae sinn, wéi eng Léisunge kann een envisagéieren, fir verstänneg Léisungen ze fannen, déi à la fois d'Indépendance an net d'Interférence garantéieren a vläicht trotzdeem net de Marché elo esou enk aschnüren, wéi dat am Moment kéint de Fall sinn?

**M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

**M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, et ass richteg, Här Braz, wéi Der sot, dass d'ëst Gesetz Froen opwërf, mä et ass wéi all neit Gesetz, besonnesch, wann et wéi dat heite Gesetz eng nei Philosophie wëllt kommunément uwenden - e Paradigmewissel, wéi mer oft soen -, dann ass et normal, dass sech Froen stellen.

Wat deen heite Punkt ugeet, mengen ech, wäeren d'Froen awer séier beäntwert, well dese Verbuet, deen Der uschwätzt am Artikel 7 vun deem Gesetz vum 19. Juli 2004, applizéiert sech, wéi et och am Gesetz steet, op déi Persoun, déi eben designéiert ginn ass vum Schäfferot fir de Bebauungsplang ze maachen. Also ass et kloer, dass et déi Persoun ass.

An där Lëscht vun deene Leit, déi Bebauungspläng kënnen maachen, gétt et Leit, déi en nom personnel op der Lëscht sinn, an et gétt Leit, déi a Gruppen op der Lëscht sinn, an enger Sociétéit. Wann et en nom personnel ass, dann ass et jo ganz kloer, dass et déi Persoun ass. Wann et enger Sociétéit ass, dann ass et och kloer, dass et déi ganz Sociétéit ass, dass et also och do eng Interpretation stricte ass, wéi Der gesot hutt, wéi een dat maache muss.

An deen Délai geet och deen Dag un, wou d'Ënnerschrëft gemaach gétt vun dësem Kontrakt mat der Gemeng, an deen dauert esou laang bis eben deen Dag, wou d'Approbation définitive ass, wou dese PAG définitiv am Gemengerot ugeholl ginn ass.

Dir hutt Recht, dat kënnen zwee, dräi, véier Joer sinn. Dat ass eng laang Zäit. Mä et ass nun emol esou. Et war, mengen ech, dem Législateur säi Wonsch - an doru kann ech mech och erënnern, well ech déi Zäit selwer an där Chamberskommissioun war -, dass d'Neutralitéit an d'Onofhängegkeet vun där Persoun, déi hei schafft, musse gi sinn. Déi Persoun deelt jo herno nei Arealer op, an do kënnen immens Plus-waalen erauskommen, doduerch dass aner Affektatiounen kommen, an do ass et ganz kloer, dass ee muss den Intérêt particulier schützen.

Duerfir steet jo och am Gesetz: toute personne privée; pour l'élaboration d'un projet d'aménagement particulier; pour tout projet de construction. Dat heescht, et ass eng Persoun privée. Dat heescht also, déi Persoun kann awer mat engem öffentlechen Träger, ob dat eng Gemeng ass, ob dat de Stat ass oder iergendeng Persoun morale publique, do kann déi Persoun also nach Optrag kréien, well do ass jo den Intérêt général garantéiert.

Duerfir, mengen ech, dass dat heite ganz kloer an daitlech ass an och propper ass an dass mer do-



run net brauche fréckelen ze goen, ëmsou méi déi eenzel Gesellschaft souguer d'Méiglechkeet kréien, wa se sech gutt uleeën, fir eng nei Gesellschaft ze maachen, wou aner Leit dra sinn, mat engem aneren Numm; dann ass et souwisou gehopst wéi gesprongen. Ob dat elo nachahmenswäert ass, dat ass eng aner Geschicht, mä ech wëll just soen, et gëtt vill Méiglechkeeten hei, an ech mengen, hei huet de Législateur eng gutt Aarbecht gemaach.

Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorablen Här Clement iwwert d'Soumissioun beim Bau vum Musée d'Art moderne. D'Fro ass adresséiert un de Bauteminister. Här Clement.

**- Question N°90 du 3 avril 2006 de Monsieur Lucien Clement relative à la procédure concernant les soumissions relatives à la construction du Musée d'Art moderne, adressée au Ministre des Travaux publics**

**M. Lucien Clement (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, opgrond vun eisem Règlement wëll ech e puer Froen un de Bauteminister, den Här Claude Wiseler, stellen; Froen iwwert de Bau vum Pei-Musée oder méi prezis iwwert d'Prozedur vun de Soumissionen, déi de Pei-Musée betreffen oder betraff hunn.

De 7. März 2006 huet d'Cour administrative zwee Arrêté gesprochen, an dat am Kader vu verschiddene Litigen, déi do um Ordre du jour waren. Duerfir dës Froen un den Här Wiseler:

1. Ass d'Prozedur, déi d'Litigé betrëfft, elo endgültig a schlussendlech ofgeschloss oder sidd Der der Meinung, datt do nach eppes nokënn oder nokomme kann?

2. Wat waren d'Influenze vun dësem Gerichtsverfahren a puncto Zäitreckstänn beim Bau vum Musée?

3. Wat sinn déi finanziell Konsequenzen oder Belaschtungen fir de Stat oder besser gesot fir de Steierzueler vun dësem Gerichtsprozeduren?

4. Wat fir eng juristesche Konsequenzen oder Konklusiounen kann een oder wäert Dir aus dësem Litigen zéien?

Ech soen lech Merci am Virus.

**M. le Président.** - Merci, Här Clement. Den Här Claude Wiseler, Bauteminister, huet d'Wuert.

**M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Merci, Här President. Den Här Clement huet hei en Dossier ugeschwat, dee vun de Pei-Steng, dee virun enger Rei Jore ganz vill Wirbel opgeworf huet a wou mer nach alleguer eis kënnen un déi Biller erënneren, déi souwuel an den Zeitunge wéi an der audiovisueller Press erschénge sinn. En Dossier, wou den Affekt vum Stat mer elo gesot huet, de 7. März, datt hie frou wär, datt hien endlech kënn déi 25 Classeuren aus sengem Büro an d'Archive stellen an datt hie frou wär, datt dat elo als Prozedur fäerdeg ass.

Wat ass erauskomm? Dat ass d'Fro. An de Fait, dass ee sech déi Fro elo stellt, dat ass a sech e Beweis dofir, datt de Stat déi Prozedur gewonnen huet, well wann et net esou wär, da wësst jiddereen vun lech, wat erauskomm wär. De Fait, datt net jiddereen et weess, dat ass de Beweis, datt et hei fir de Stat positiv ausgaangen ass.

Ech wëll e kuerzen Historique maachen, well et awer net oninteressant ass. 1999 ass déi éischt Soumissioun fir d'Steng erausgaang; den Här Goebbels huet déi sengerzäit nach ënnerschriwwen. Déi Soumissioun ass annulléiert ginn aus deem Grond, well d'Resultat net satisfaisant war. Et ass e Recours vun enger Firma gemaach gi virum Tribunal administratif. De Stat

huet dee Recours gewonnen. Et ass virun der Cour administrative e Recours administratif gemaach ginn. De Stat huet dee Recours gewonnen.

Et ass eng zweet Soumissioun gemaach ginn, wou de Cahier des charges 2000 erausgaangen ass. Do ass och eng Adjudicatioun un déiselwecht Firma gemaach ginn, déi virdru geklot hat. En éischten Echantillon ass gefrot ginn an deem ass als net akzeptabel emfonnt ginn. En zweeten Echantillon mat sou genannte portugisesche Steng ass offréiert ginn, deem ass och als net akzeptabel emfonnt ginn. Do ropshin huet d'Administratioun eng Résiliatioun an eng Exclusion vum Marché den 2. Juni 2002 gersprach.

Dat ass och virun den Tribunal gaangen. Den Tribunal huet sech op där enger Säit net zoustänneg fir d'Réviliatioun erkläert, huet awer bei der Exclusion den Dossier weiderginn un d'Cour constitutionnelle. D'Cour constitutionnelle huet decidéiert, net datt déi Exclusion vun dem Fait aus falsch war, mä dass se net kompatibel wär an dass d'Exclusionen en général net kompatibel wäeren mat der Constitution, well eng Exclusion eng Peine ass an eng Peine muss an engem Gesetz stoen. Or, dat stoung am Gesetz, wat aus de 70er Jore staamt, net dran. Et ass also eng Anticonstitutionnalitéit vun engem Text aus de 70er Jore festgestallt ginn, wat d'Form a wat d'Kompetenz ugeet.

Do ass eng drëtt Soumissioun gemaach ginn. Déi drëtt Soumissioun huet dee ganze Marché an zwee gedeelt. Dat éischt, dat war d'Livraisoun vun de Steng. Dat Zweet, dat war d'Pose vun de Steng. Do ass fir d'éischt emol vun darselwechter Firma eng Requête gemaach ginn iwwert de Cahier des charges. Den 1. Juli 2003 ass deem adaptéierte Cahier des charges als konform vum Gericht erkläert ginn. De Stat huet also och dee Prozess gewonnen.

Duerno sinn zwou Requête géint déi zwee Marché vum darselwechter Firma gemaach ginn, plus nach eng zousätzlech Requête vun enger anerer Firma, fir d'Livraisoun, gemaach ginn.

Wat deen éischten Deel ugeet iwwert d'Pose, wou dee Bëllegste geholl gi war a wou e Formfeeler vun darselwechter Firma, wéi déi ganzen Zäit geschwat, beanstand ginn ass, huet de Stat an enger éischer Instanz de Prozess op engem Punkt verluer. Am Appel huet en och dee Prozess gewonnen. Dat ass eent vun den Uerteeler vum 7. März.

Wat déi zwou aner Affären ugeet, huet de Stat se an der éischer Instanz gewonnen, huet se an der zweeter Instanz gewonnen. Dat ass elo e weineg laang gewiescht, mä ech wëll awer eng kéier déi ganz Démarche do opzielen, ganz einfach well et wichteg ass ze wëssen, wéi vill a wat do alles geschitt ass.

De Bilan ass: De Stat huet fënnf Prozeduren gewonnen. Dat, wat e verluer huet, dat ass ee Punkt, dee vun der Constitutionnalitéit vun engem prezise Punkt, vun der Exclusion, schwätzt, net um Dossier selwer, mä d'Constitutionnalitéit vun engem Gesetz, dat aus de 70er Jore staamt.

An Zwëschenzäit war de Chantier während dräi an engem hallwe Joer deelweis gestoppt oder ass au ralenti gedréint. Wann e Chantier deelweis gestoppt ass, da kascht dat, an da kascht dat deier. Dat huet sécher an dësem Fall iwwer fënnf Milliounen Euro zousätzlech kascht - kleng gerecht. Mir kënnen dat haut nach net definitiv soen, well de Chantier momentan nach net ofgeschloss ass, well mer net all Demanden dobannen hunn, well nach keng Dekonte gemaach gi sinn. Fënnf Milliounen Euro ass also e Minimum.

Konklusioun: Dräi an en halleft Joer Retard, iwwer fënnf Milliounen Euro zousätzlech kascht en, fënnf Prozesser, déi de Stat gewonnen huet. Dat ass déi Konklusioun, déi ech aus dëser Affär zéien, an ech mengen, jiddereen vun lech kann och seng eege Konklusiounen drausser zéien. Dat do ass de Bilan an den Zuelen.

**(Coups de cloche de la Présidence)**

Ech schwätzen net vum Bilan vun a sech all där Energie, déi dragefloss ass, haaptsächlech vun deene jonken Architekten op de Bâtiments publics, déi während Joren hir Aarbecht, hire Savoir-faire a Fro gestallt krut hunn.

De juristesche Bilan sinn ech gefrot ginn. Als juristesche Bilan zéien ech doraus, datt mer sécherlech am Text vun de Soumission-publiques dee Problem vun der Exclusion, op deen d'Cour constitutionnelle eis higewisen huet, datt mer dee mussen anescht an den Text draschreiw...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

... an datt mer och nach zousätzlech Konklusiounen mussen zéien. Ech hunn d'Chambre-professionnelle, ech hunn den Ordre des architectes gefrot, si solle mer Propositionen ginn, fir deen Text vun de Marché-publicen ëmzesetzen.

**M. le Président.** - Här Minister, Dir musst awer elo zum Schluss kommen.

**M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Momentan dréint de Chantier voll op Touren. Ech denken, datt mer 2006, Mëtt 2006, fäerdeg ginn. Ech wëll och haut just ee leschte Saz soen, fir an d'Zukunft ze kucken. Ech war dat Gebai d'leschte Samschdeg kucken. Dat ass e wonnerschéint Gebai, an ech freeë mech op d'Ouverture dovunner.

Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Minister.

Dann hu mer als nächst Fro d'Fro vum honorablen Här Jaerling iwwert déi staatlech Finanzhëllef fir Héichschulstudien. Här Jaerling!

**- Question N°91 du 4 avril 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à l'aide financière de l'État pour études supérieures, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche**

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Här President, duerch dee skandaléise Contrat première embauche, deen déi franséisch Regierung a Frankräich wëllt aféieren, gëtt et eng Rei Onrouen. D'Salariats- an d'Studentenorganisatiounen hunn zu Manifestatiounen opgeruff, déi viles a Frankräich blockéieren. Sou sinn och doduerch eng Rei Unien zougemaach ginn, wat fir déi Lëtzebuurger, déi do studéieren, eng Rei grouss Problemer mat sech bréngt. Si kënnen hiert Semester net fäerdeg maachen a riskéieren, e Joer ze verléieren.

Dat bréngt och finanziell Problemer mat sech, wa se e Joer méi laang musse studéieren. Des Weidere maachen déi Studente sech och Suergen am Bezuch op hir Studiehëllef, vun deene se fäerten, dass se net méi fléissen, wann hir Studien ënnerbrach ginn.

Vill vun deene Studenten, deenen hir Eltere sech hir Studië vum Mond ofgespuert hunn, sinn onbedéngt op déi Statshëllef awer ugewisen. Well déi Lëtzebuurger Studenten net schold sinn un där Ausnahmesituatioun a Frankräich, si meng Froen déi hei:

Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir de Lëtzebuurger Studen-

ten an där Situatioun ze hëllef? Wéi gesäit et aus mat de staatleche Subsidien, wann duerch déi ongewollte Situatioun do e Semester respektiv e Studiejoer verluer geet? Huet d'Regierung Kontakt mat deene Lëtzebuurger Studenten an deem Zesammenhang respektiv mat deene Studentenorganisatiounen, déi si betreffen?

**M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. D'Madame Statssekretärin, zoustänneg fir Héichschoulen a Recherche, huet d'Wuert.

**Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Jaerling huet déi Protester ugeschwat, déi de Moment a Frankräich amgaange sinn bei den Universitiéiten an Héichschoulen, am Kontext vum Contrat première embauche, wou Universitiéiten a Fakultéite blockéiert sinn. Dozou kann a muss ech soen, datt am Moment nach net kloer ass, ob dat Semester, wat amgaangen ass, wäert verlängert ginn oder ob et herno net wäert zielen. Dat hänkt natierlech net vun de Lëtzebuurger Autoritéiten of, well Lëtzebuerg ass net zoustänneg an huet natierlech keen Afloss op déi franséisch Universitiéiten, a scho guer net wat déi hei Saach ubelaangt.

Ech kann lech awer berouegen: Fir d'Aides financières pour études supérieures wäert et keng Problemer ginn a keng Auswierkunge vun deene Protester a vun deene Blocage vun den Unien, well éischens de System vun eisen Aides financières esou agericht ass, datt en op déi do Froen - an op aner Froen - kann eng Äntwert ginn, an zweetens well individuell, falls néideg, ech och eng Entscheidung géif kënnen huelen, fir deenen Emstänn hei Rechnung ze droen.

Zu där éischer Bemierkung: Eise System ass esou agericht, datt souwisou, nom Gesetz, ee Joer méi laang wéi déi normal Studiedauer d'Aides financières ausbezelt an zougestane kënnen ginn. Also ginn déi Studenten net pénaliséiert um Niveau vun de Bähëllef, falls se missten e Semester drunhänke wéinst den aktuelle Manifestatiounen.

Den zweeten Deel vun der Äntwert, deen ech ka ginn, ass, datt och an eise Gesetz virgesinn ass, falls se an deem Fall hei ee Joer oder ee Semester missten drunhänken a si wäere souwisou schon iwwert dat zousätzlech Joer, wat am normale Regime méiglech ass, eraus, da kënnen se eng schrëftlech Ufro maachen, an an Ausnahmefäll kënnen mir, wa si beweisen, datt et eng „Situation grave et exceptionnelle“ war, hinnen eng Ausnahm zougestoen, fir trotzdeem och nach méi wéi ee Joer laang de Regime ze verlängeren, sou datt se weiderhin d'Bähëllef kréien.

Ech wëll en drëttes Volet nach hannendrun hänken, dat ass dee vun de Primes d'encouragement. Do gëtt all Dossier eenzel gekuckt, a mir wäerte scho versichen, datt kee Student wéinst der aktueller Situatioun wäert bestrooft, pénaliséiert ginn.

Also um Niveau vun den Aides financières fir Héichschulstudie wäerten déi Manifestatiounen hei keng Auswierkunge hunn a kee pénaliséiert ginn.

Merci.

**M. le Président.** - Merci, Madame Modert.

Nächst Fro ass déi vum honorablen Här Bodry iwwert d'Entwécklung vun den öffentleche Finanzen, adresséiert un de Finanzminister. Här Bodry!

**- Question N°92 du 4 avril 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à l'évolution des finances publiques, adressée au Ministre des Finances**

**M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt eng Fro stellen un de Finanz- a Premierminister, den Här Juncker. Ech mengen, mir haten hei am Dezember eng grouss Diskussioun ronderëm de Statsbudget 2006 an Debatten, déi markéiert ware vun der Noutwendegkeet vum Respekt vun de Stabilitéitskritäre vun der Europäescher Unioun.

An hei war, mengen ech, e relativ breede Konsens an där Fro, dass Handlungsbedarf besteet, dass muss reagiert ginn, an dass déi Finanz- a Budgetpolitik muss eng aner ginn déi nächst Joren, wann ee wëllt déi Stabilitéitskritäre respektéieren a wann ee wëllt d'öffentlech Finanzen nohalteg ofsécheren. Dës Noutwendegkeet ze handele gëtt regelméissig natierlech a Fro gestallt - ech mengen, et ass jiddferengem säi gutt Recht, fir dat ze maachen.

Als Lescht géif ech hei zitieren aus enger Publikatioun vun der CGFP, déi dee ganz evokativen Titel gedroen huet: „Die jüngsten Zahlen beweisen: Den Austeritätsmaßnahmen fehlt jede Rechtfertigung.“ Et ginn all méiglech Rumeuren an d'Welt gesat iwwert d'rezent Entwécklung, déi an eng ganz aner Richtung géif goe wéi dat, wat virun e puer Méint nach wouer gewiescht wär.

Ech fannen, dass de Moment komm wär - och am Virfeld vun deenen Tripartite-Diskussiounen, deenen öffentlechen Diskussiounen ronderëm d'öffentlech Finanzen, d'Kompetitivitéit an aner wichteg Zukunftsfroen vu Lëtzebuerg -, dass een do géif Sachlechkeet erëm eng kéier an déi Diskussioun erbringen a vun der Regierungssäit déi neisten Zuele gewuer géif ginn, souwuel, wat de provisoiresche Kont vun 2005 vum Statsbudget ugeet, mä virun allem awer och, wat d'Einnahmen ugeet vun deenen éischten dräi Méint vum éischen Trimester vun 2006, wat déi Hauptstatseinnahmen, d'Statssteieren, betrëfft.

Duerfir meng Fro: Wéi sinn déi Zuelen? Wat fir eng Konklusiounen zitt d'Regierung doraus? Kann een aus deem éischten Zuelematerial vun deenen éische Méint vun dësem Joer Konklusiounen draus zéien, déi dat infirmieren oder confirmieren, wat soss ëmmer behaupt ginn ass? Ech wär frou, wa mer do kënn als Chamber haut Informatiounen kréien.

Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Bodry. Den Här Jean-Claude Juncker, Stats- a Finanzminister, huet d'Wuert.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, wéi ech gëscht matgedeelt hunn, ech géif kënnen an dëser Froestonn deel huelen - dat kann ech dacks net, wat ech bedauern -, hunn ech net eng Sekonn dru gezweifelt, dass mer Froe géifen iwwert d'Statsfinanze gestallt ginn. Ech sinn allerdeings iwwerrascht driwwer, dass déi Fro mer net vun engem vun de Chefe vun der Opposition gestallt gëtt, mä vun engem vun de Parteipresidente vun der Majoritéit. Dat gëtt mer ze denken. Dat soll och de Chefe vun der Opposition ze denke ginn. Dat soll och deem, deen d'Fro stellt, ze denke ginn.

**(Hilarité)**

Déi Fro ass awer gutt gestallt, well d'Aktualitéit, esou wéi se sech entwéckelt huet déi lescht Deeg, invitéiert regelrecht zu engem parlamentareschen Opgrëff vun deem, wat Gespréich an der Publizistik an och am Rescht vun Land ass; obschonn een déi zwee Niveauen net soll matenee verwieselen.



Ech géif dem Här Bodry op seng duebel Fro gären eng villfach Äntwert ginn, well a senger kartesischer Approche, déi hien éiert, do deelt hie jo an a Joren: Hie kuckt op d'Joer 2006 an hie freet u sech eng bewäertend Bilanzéierung vum Joer 2005 an eng perspektivesch Appréciation vum deem, wat 2006 kann op eis zoukommen.

Ech wëll soen, Här Bodry, wat d'Joer 2005 ubelaangt hu mer, wat de gesamtstaatlechen Defizit betrëfft, dat heescht dee vum Stat - dee Budget also fir den d'Regierung an d'Deputierten zoustänneg sinn -, dee vun de Gemengen an dee vun de Regimer vun der Sécurité sociale - am Graffen, eis Rentestysteme -, mat engem gesamtstaatlechen Defizit vun 2,3% vum Bruttoinlandsprodukt gerechent; dat heescht mat engem Defizit vun ronn 625 Milliounen Euro.

De facto, an déi Zuelen deele mer mar oder iwwermer der Europäescher Kommissioun mat, erreche mer e gesamtstaatlechen Defizit (Statsbudget, Gemengen a Sécurité sociale) am Joer 2005 vu 552 Milliounen Euro, dat heescht vun 1,9% vum Bruttoinlandsprodukt. Eist integraalt Statswieses huet also am Joer 2005 en Defizit produzéiert vu 552 Milliounen Euro, dat heescht vun 22,3 Milliarde Lëtzebuerger Frang, alles wat Stat ass: Gemengen, Stat a Sécurité sociale.

Dat ass also besser wéi dat, wat mer fir d'Joer 2005 erwaart haten, mä dat ass wiesentlech méi schlecht wéi dat, wat mer am Joer 2004 haten. Do war de gesamtstaatlechen Defizit - de Statsbudget, d'Gemengebudgeten an d'Budgete vun der Sécurité sociale - ee vun 1,1%. Dat heescht an anere Wieder: Mir hunn iwwer néng Milliarde Lëtzebuerger Frang méi Defizit vum Joer 2004 op d'Joer 2005 ze verzechnen, wann een d'gesamt Statsfinanzen (Gemengen, Stat a Sécurité sociale) zesummen hält.

Wéi setzt den Defizit aus dem Joer 2005 sech zesummen? Ech hunn lech gesot, e bedréit 1,9%; alles: Stat, Gemengen, d'Sécurité sociale. Géif ech nëmmen de Stat kucken, bedréit den Defizit 3,3% statt engem Defizit, dee mer ugeholl hate vu 4,2% par rapport zum Bruttoinlandsprodukt. Dat ass een Defizit fir dee rege Statsbudget, fir den d'Regierung an d'Chamber zoustänneg sinn, vu ronn 952 Milliounen, dat heescht vun 38 Milliarde Lëtzebuerger Frang.

Wa mer emol alles vergiessen, wat Sécurité sociale a wat Gemengen ass, hu mir heibannen en Defizit am Joer 2005 vu ronn 38,5 Milliarde Lëtzebuerger Frang produzéiert, dat heescht ronn 10,5 Milliarde Lëtzebuerger Frang méi wéi am Joer 2004 an deem den Defizit, wat de rege Stat ubelaangt - ouni Gemengen an ouni Sécurité sociale -, 2,6% vum Bruttoinlandsprodukt bedroen huet.

Deen terribelen Defizit reng vum Stat, ouni Gemengen an ouni Sécurité sociale, gétt staark nuancéiert duerch den aussergewéinlech staarken Iwwerschoss, den de Budget vun de Regimer vun der Sécurité sociale, vun de Renteregimer, huet. Dee bedréit nämlech am Joer 2005 1,7% vum Bruttoinlandsprodukt. Dee Budget vun der Renteregimer wier selbstverständlech total am Keller, wann de Stat net géif ronn 900 Milliounen Euro am Joer 2006 fir d'Pensions- an d'Renteregimer zur Verfügung stellen.

Ech resuméieren: Mir hunn ee Gesamtstatsdefizit - Stat, Gemengen a Sécurité sociale - vun 1,9% vum PIB. Dat ass manner wéi geduecht, mä dat ass wiesentlech méi wéi am Joer 2004. Mir hunn e rege Statsdefizit, fir den mir heibannen zoustänneg sinn, vun 3,3%, oder vun 952 Milliounen Euro, oder vun 38 Milliarde Frang.

Wat sinn d'Explikatiounen derfir, dass dee Gesamtstatsdefizit vum

Joer 2005 manner héich ass wéi den, dee mer geduecht hunn, mä trotzdem méi héich ass wéi den, dee mer am Joer 2004 haten?

Éischtens si mer obligéiert duerch d'Europäesch Unioun, duerch den Eurostat, den zoustänneg ass fir d'Gesamtregelwierk vun de Computatiounen vun de Statseinahmen a vun de Statsdépendenzen, an duerch den Eurogroup - den ech jo sagement do presidieren -, fir eise PIB frësch ze rechnen, andeem mer an eise PIB d'Berechnungsmassen integréieren, déi sech erginn aus der Prise en compte vun den Zwëschefinanzdéngschtleeschungen, d'Services financiers intermédiaires, déi bis elo net an eise PIB zréckbehalde ginn.

Wann een déi an eise PIB arechent, gëtt dat e méi héije PIB an der Gréisstenuerdnung vun 0,2%. Ech wëll domat soen, wa mer elo en Defizit vun 1,9% am Joer 2005 hunn, statt 2,3%, a wann déi nei Berechnung opgrond vun enger Demande vun der Europäescher Unioun net gemaach gi wier, wier dat en Defizit vun 2,1%, well d'Integratioun vun de Services financiers intermédiaires an de PIB 0,2% ausmécht.

Zweetens, firwat ass den Defizit manner héich 2005 am Ofschloss wéi am Ufank? Ganz einfach, well mer an der Halschent vum Joer, an deem mer gesinn hunn, wat op eis zou géif kommen, zu enger Politik vun enger méi prononcierter Rigueur budgétaire iwwergaange sinn. Woubäi ee Rigueur budgétaire net dierf verwiessle mat Austérité budgétaire, e Wuert, wat an der innenpolitescher Debatt gebraucht gëtt vu Leit, déi iwwerhaapt net wësse wat Austérité budgétaire ass. Duerfir muss ee schonn a Frankräich, an Däitschland oder an d'Belsch goen, fir dass een emol kann a vollem Empfang genéissen, wat Budgetauswärtigkeit ass. Mir sinn hei an engem System vu budgetärer Rigueur.

Deen zweete Grond, den explizéiert, firwat dass den Defizit manner héich ass wéi am Ufank vum Joer 2005 geduecht, huet domat ze dinn, dass eng Rei vun Investisements net an deem Rhythmus konnten duerchgefouert ginn, wéi se eigentlech am Ufank vum Joer, dat heescht en fait an deem Joer virdu geplangt waren.

Dat ass notament wouer fir d'Aarbechten um Flughafen, wou duerch en déidlechen Aarbechtsaccident e Ralentissement, dat heescht e Stop, vum Chantier komm ass a wou duerch Wiederbedingunge wiesentlech méi lues geschaff ginn ass. Eleng um Flughafen hu mer 68 Milliounen Euro manner am Joer 2005 ausginn, wéi mer am Ufank vum Joer 2005 geduecht haten.

Dat ass e Beispill, wat iwwerengs weist, dass eppes, wat mer manner ausginn hunn am Joer 2005, am Joer 2006 selbstverständlech muss...

#### (Coups de cloche de la Présidence)

... ausgi ginn,...

**M. le Président.** - Här Minister.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances.** - ...well et do net zu enger Rupture... Pardon?

**M. le Président.** - Dir musst esou lues...

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances.** - Jo! Här President, ech si mat allem d'accord, wann ee mech freet: Wéi steet et ëm d'Statsfinanzen an et stellt ee prezis Froen:...

**M. le Président.** - Jo.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances.** - ...Wat ass am Joer 2005

geschitt? Wat kënnt am Joer 2006 op mech d'uer? Da maacht, ech weess net wat, mä stellt mer keng Fro a verlaangt vu mir ech soll a fënnf Minutten drop äntworten. Dat geet net! Soss ginn ech lech graff Zuelen.

An ech soen lech nach eng Kéier: 2,3% Defizit hätte mer sollen am Joer 2005 maachen. Mir maachen nëmmen 1,9% Defizit. Mir hunn 0,2% méi Steieren erakritt. An eenzelne Steierkategorie mécht dat ee Plus vun 0,6% aus. An anere Steierkategorie mécht dat 0,3% aus.

Ech kommen op d'Joer 2006. D'direkt Steieren an deenen éischten zwee Méint - dat sinn déi eenzeg Zuelen, déi mer zur Verfügung hunn - klamme vun 396 op 603 Milliounen Euro. Dat ass notament imputable enger staarker Steigerung vun der Kollektivitéitssteuer vu 46 op 182 Milliounen Euro. Maacht lech doriwwer keng Illusiounen; do sinn 200 Milliounen Euro eleng vun engem Betrib dobäi, den - wat mer d'lescht Joer scho wossten - méi séier seng gesamt Steierschuld par rapport zum Stat beglach huet wéi bis elo.

D'Accisen, Tubak, falen am Joer 2005, bleiwen awer konstant am Joer 2006; d'TVA - well Der mech zu enger séierer Äntwert obligéiert, Här President - fale vun 342 Milliounen déi éischt zwee Méint am Joer 2004 op 255 Milliounen am Joer 2006, no engem Stand vun 272 Milliounen am Joer 2005.

D'Taxe d'abonnement klëmmt, mä dat huet näischt mat eiser Dichtegkeet ze dinn, mä eenzeg an eleng mat der Explosioun vun de Boursé gedriwwenen Aktivitéite weltwäit, esou dass insgesamt d'Steieren am Joer 2006 sech an deenen éischten zwee Méint op 1.236 Milliounen belafen, géint 1.017 Milliounen am Joer 2005. An deenen éischten zwee Méint vun deem Joer hu mer 16% vun der Gesamtsteierwaardung vum Joer 2006 kritt, während mer 14% an deenen éischten zwee Méint am Joer 2005 par rapport zu der Gesamtsteierwaardung haten. Wann Der den extraordinäre Versement vun 200 Milliounen vun engem Betrib eliminiéiert, den, ouni d'Steiergeheimnis ze verroden, am Satellitbereich tätég ass - an där hu mer jo vill hei am Land -, da gesitt Der, dass déi Steuer do relativ konstant bleift.

In fine wëll ech lech soen, Här President, dass mer par rapport zum Joer 2000, also virun der Steierreform, nach deeselwechte Pourcentage vu Steieren a vun Abgaben aus dem PIB erauszéien, wéi dat de Verglach tëscht 2005 an 2000 weist, mä dass awer den Undeel vun den Dépendenzen um Bruttoinlandsprodukt, also um nationale Räichtum, vum Joer 2000 vun 38% op 46,1% an d'Luucht geet, dat heescht d'Abschöpfung - Steieren a sozial Cotisatiounen - bleift par rapport zum nationale Räichtum déiselwecht; d'Dépensé klammen ëm 8,1%, wat erkläert, wéi esou dass mer vun engem Iwwerschoss vu 6,1% PIB-Punkten am Joer 2000 op en Defizit vun 1,9% am Joer 2005 kommen.

D'Statsreserve fale vun 3,4 Milliarden Enn 2001 op 1,4 Milliarden Enn 2005, wat fir d'Joer 2006 noutwendeg mécht, dass een Ekonomie bei der normaler Exekutioun vum Statsbudget am gréisste Mooss färdég bréngt an dass een am Beräich vum Recouvrement vun de Steieren esou vill Efforté wéi méiglech mécht.

Dir hutt verstanen, Här President, dass Der mer d'Méiglechkeet net gitt, op déi an der Öffentlechkeet erhuewe Virwërf ze äntworten, déi doranner bestinn, dass d'Regierung eigentlech géif d'Land beléien, andeem se d'Situatioun méi

schwarz a méi negativ géif maachen, wéi se ass. Dat géif eng eege Fro comportéieren, firwat dass de Finanzminister, den zënter 1989 fir d'Statsfinanzen zoustänneg ass, eigentlech de Bilan vu sengem mehrjährege Wierke wëllt méi negativ duerstellen, wéi et eigentlech ass. Ech sinn zu ville Perversitéite fäeg, mä zum integrale Masochismus sinn ech awer net bereet.

Mir hunn an deene leschte fënnf Joer mat de Kollegee vun der liberaler Fraktioun a mam Accord vun alle Partner an der Tripartite, nodeem mer vum Joer 2000 op d'Joer 2001 en dramateschen Abroch vum Wuesstum haten, eng Politik gemaach, déi bekannt ass ënnert dem Fachbegrëff vun dem Spilleloosse vun de Stabilisateurs automatiques; dat heescht, dass een net sollt an eng sech ofzeechnend Kris esou budgetär eraspieren, dass aus enger virtueller Kris eng effektiv Kris géif ginn.

Elo si mer an engem Stadium ukomm, wou déi Rechnung iergendwou net méi opgeet, well eis Dépensé wesentlech méi séier klamme wéi den additive Cumulétsch Croissance économique an Inflation. Dofir mussen d'Budgete vun deenen nächste Joren erëm Schrëtt fannen a Mooss huelen un der Expansion économique, dem Wirtschaftswuesstum an un der Inflation. Et ass genau dat, wat mer eise Partner an der Tripartite wëlle bäibréngen. Et ass genau dat, wat munch Partner an der Tripartite oflehnen.

Dat hei ass déi eenzeg Regierung an Europa, déi seet, den Zoustand vun eise Statsfinanzen ass méi schlecht, wéi déi mengen, déi eis nokucken, an déi solle coactiv un der Behiewung vun deem Zoustand sech bedeelegen.

Ech komme gär erëm, Här President, wann Der eng Kéier méi Zäit hutt fir déi Fro.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Dir Damen an Dir Hären, d'Ausféierung vum Här Statsminister bewege mech zu zwou Remarques: Éischtens wëll ech à l'adresse vun de Membere - den Damen an den Hären - vun der Regierung soen, dat, wann ech hei d'Reglement hei large interpretéiert hunn, dat net ass, well de Statsminister geschwat huet, mä et ass, well mer alleguerten, net nëmmen d'Regierung, mä och d'Deputierten gréissten Intérêt drun hunn, fir ze wëssen, wéi d'Situatioun actuuellement vun de Statsfinanzen ass.

Et ass allerdéngs esou, dass eist Règlement virgesäit, dat d'Regierung - an d'Verfassung gesäit dat och vir - zu all Moment kann hei an d'Chamber kommen an Deklaratiounen maachen. Wann also de Besoin besteet, fir weider iwwert d'Evolution an d'Situatioun vun de Statsfinanzen ze diskutéieren, dann ass d'Chamber selbstverständlech zu all Moment bereet, fir hei d'Deklaratiounen vun der Regierung ze lauscheren.

Voilà, dat dozou. Mir kéimen dann zur nächster Fro.

(**Interruption**)

Den Här Bausch freet d'Wuert.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Ech wollt just soen: Den Här Premierminister huet sech erstaunt gewisen, dat d'Opposition keng Fro gestallt huet zu deem Sujet. Ech hu keng gestallt, well ech ebe weess, dass ech weder an zwou Minutten...

**Une voix.** - Voilà!

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - ... esou en Exkurs maache kann iwwert dat doten, fir eng Rei Saachen ze soen, an och e Minister net a véier Minutten dorüber äntwerte kann. Ech wollt dat just hei soen.

**M. le Président.** - Fir d'éischt den Här Gibéryen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, ech wollt och soen, dat mir an der Finanzkommissioun gefrot hunn, fir dat d'Regierung eis soll dee Bilan do maachen, a gëschter Mëtteg war och d'Sitzung vun der Kommissioun vum Contrôle budgétaire, déi huet dat och gemaach. Do ass eis gëschter souguer gesot ginn, d'Regierung géif, Här Grethen, de 15. Mee an déi zwou Kommissiounen kommen, fir dat doten alles am Detail ze erklären. Dat ass schonn, also och vun de Fraktiounspresidende vun der Opposition, gefrot ginn, mä an der Kommissioun.

**M. le Président.** - Den Här Stats- a Finanzminister huet d'Wuert.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances.** - Ech wëll éischtens menger Satisfaktioun doriwwer Ausdrock ginn, dass d'Opposition och gemierkt huet, dass sech hei eng Fro stellt.

Dat Zweet ass, dass et selbstverständlech esou ass, dass een esou eng bombastesch, breet, ökumenesch gefaaste Fro wéi déi, déi de Kolleg Bodry gestallt huet, dément net kann am Kader vun dëser Prozedur évacuieren an dass d'Regierung bereet ass, déi Explikatiounen op deene Plazen, notament deenen zwou Kommissiounen, ze ginn, déi sech dofir préteieren.

Drëttens hunn ech d'Fro vum Här Bodry gutt verstanen.

**M. le Président.** - Gutt, dann hu mer jo jiddfree fir den anere Versteesdemech.

(**Hilarité**)

Da komme mer zu där nächster Fro. Dat ass déi vum honorablen Här Schank iwwert den Zougank zu Informatiounen am Beräich vun der Émwelt un kommunale Plang. Den Här Schank huet d'Wuert.

**- Question N°94 du 3 avril 2006 de Monsieur Marco Schank relative à l'application de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement au niveau des communes, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire**

**M. Marco Schank (CSV).** - Här President, ech wollt eng Fro stellen am Kontext vun der Applikatioun vum Gesetz vum 25. November 2005, wat mer hei gestëmmt hunn iwwert den Accès à l'information en matière d'environnement, an zwar wollt ech froen, wat fir eng Répercussione si vun deem Gesetz op d'Gemengen, well jo am Text och Organes publics op regionalem a lokalem Niveau virgesi sinn, also d'Gemengen. An ech mengen, dass et wichteg ass, dass d'Gemengen avertéiert sinn, wat do op si kann duerkommen; zum Beispill doriwwer, wéi eng Informatiounen viséiert sinn, wéi eng Délaien a wéi den Accès insgesamt geschitt.

**(M. Jos Scheuer prend la Présidence)**

An ech wollt déi Fro och stellen am Zusammenhang, par analogie zu deem Gesetz, wat 1992 gestëmmt gouf mat deemselwechte Sujet, wat deemools op nationalem Niveau Sënn gemaach huet a woubäi mer nach viru Kuerzem wéi gesot hei an der Chamber eng Direktiv ëmgesat hunn.

Meng Fro: Wat sinn d'Répercussioune op d'Gemengen?

Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Schank. Den Här Innenminister huet d'Wuert.



**M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg, wéi den Här Schank elo gesot huet, dass am Gesetz vun 1992 och eng Strategie ginn ass, fir am Fong geholl d'Gemengen an d'Bild ze setzen, an des kéier wëlle mer genau d'selwecht maachen. Mer wëllen de Gemengen eng Ligne de conduite ginn, wéi se solle prezis an uniforme d'Gesetz ëmsetzen. Dat ass deemools och geschitt an et ass ganz kloer, dass den Ëmweltminister muss hei ausschaffen, wéi dat Ganzt soll ausgesinn. D'Gesetz gétt jo e Recht deem eenzele Bierger op Informatioun am Beräich vun der Ëmwelt, an déi öffentlech Autoritéite sinn do forcéiert, praktesch alles erauszeginn, wat am Fong geholl zur Transparenz an zur Informatioun bäidréit.

Déi praktesch Modalitéite ginn esou wäit, dass am Fong geholl d'Diffusioun muss systematesch gemaach ginn an och esou breet wéi méiglech. Am Gesetz sinn Délaië virgesinn; déi Délaië si relativ grouss, contrairement zu den Délaiën an der Kommodo-Gesetzgebung. An dat ass dat, wat e bësse problematesch ass. Et muss ee kucken, wéi een dat kann ofstëmmen. Mat dësem Gesetz huet ee vill Zäit a gutt Zäit, fir d'Bierger ze informéieren an hinnen dat Material ze kopéieren respektiv zur Verfügung ze stellen. An der Kommodo-Gesetzgebung ass dat méi enk. Mer müssen also do kucken, wéi mer dat praktesch ëmsetzen.

Ech versprechen lech awer haut, dass dat Gesetz hei dat Gesetz vum 10. August 1992 ersetzt, dass mer dat och wäerte mat enger Circulaire begleeden, déi de Gemengen da genau de Wee weist, wéi se sollen am Fong geholl inhaltlech virgoen, fir dass d'Bierger dat Recht, wat se hu fir informéiert ze ginn, dass dat systematesch a gutt ëmgesat gétt. Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Halsdorf. Déi nächst d'Fro vum Här Claude Adam befaasst sech mam Bau vun enger neier Opfaangstruktur fir d'Flüchtlingen am Mariendall. Här Adam.

**- Question N°95 du 3 avril 2006 de Monsieur Claude Adam relative à la construction d'un nouveau Centre d'accueil pour réfugiés sur le site de Marienthal dans la commune de Tuntange, adressée à la Ministre de la Famille et de l'Intégration**

**M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wëll eng Fro stellen eben iwert dat neit Flüchtlingsheem am Mariendall. Et ass mer bewusst, dee Site dee war ni esou ganz onëmstridden, mä esouwäit wéi ech informéiert sinn, sinn awer elo sämtlech Genehmigungen do. Et sollen do Modulë gebaut ginn, an do geet och Rieds dervun, dass dat net muss onendlech do stoe bleiwen. Ech wëll och net verheemlechen, dass mir als Gréng am Fong geholl och eng aner Virstellung hu vun enger glécklecher Politik an déi do Richtung. Mir stellen eis éischter méi kleng Unitéite vir. Zum Beispill war d'aussepolitisch Kommissioun jo och zu Zürich, wou se de Schwäizer Modell kenne geléiert huet.

Trotzdem hat ech Geleeënheet d'lescht d'Woch op den Terrain ze goen a mer d'Situatioun unzekucken. Déi aktuell Situatioun am Mariendall ass wierklech keng flott. Déi hygiënesch Zoustänn an iwerhaapt och d'Liewensconditioun si ganz schwierig an deem Heim. Duerfir wollt ech froen: Vu datt d'Genehmigungen do sinn, wéi geet et virun? Wéini gétt dann deen neie Bau opgeriicht?

An eng zweet Fro, déi ech awer och wëllt do uschléissen, dat betrëfft op deemselwechte Site den Encadrement. Dee Moment, wou

ech do war bei där Visite, do wa keng Géranche do. Ech mengen, dass dat awer absolut wichteg ass, dass ee soziopedagogeschen Encadrement och fir déi Leit do ass. Dat géng deene Leit bestëmmt hëllef, an d'Situatioun och méi erdréiglech maachen. Ech soe Merci.

**M. le Président.** - D'Madame Familljeministesche huet d'Wuert.

**Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Här Adam konfirméieren, dass mer frou sinn endlech op deem Site do derduerch ze sinn, an dass mer kënnen dat Gebai dann awer an absehbarer Zäit mat där ganzer aktiver Mathëlef vum Bauteminister do realiséieren. D'Soumissioun sinn eraus, sou dass mer hoffen, fir d'Enn vun dësem Joer kënnen unzefänken ze bauen. Dat gétt eng Struktur fir 100 Leit.

Ech wëll och vun dëser Plaz ausdrécklech der Gemeng Tënten e ganz grouss Merci an e ganz grouss Respekt soen.

Et ass ëmmer schéin heihinner soen ze kommen: Mir hätte gäre kleng Strukturen. Mir hätte gäre hei, a mir hätte gäre do! Ech waarden op jiddferen, dee mer Propositione mécht, jiddferen, deen heibannen ass, fir ze soen: Kommt dohinner, hei ass Plaz. Do kënnen zéng Leit kommen, do kënnen der 15 kommen, do kënnen der 20 kommen. Soulaang wéi ech dat net kréien, sinn ech forcéiert ze kucken, dass ech mat anere Leit, déi duerfir bereet sinn, wéi hei d'Gemeng Tënten, deen dote Wee ze maachen.

Ech wees och, dass aner Saache méi ideal wieren, mä mir kënnen et selbstverständlech awer maachen nom Schwäizer Modell! Awer et ass jo vläicht interessant, fir eng Partie Leit, ze wëssen, wéi dass dat funktionéiert. Am Schwäizer Modell funktionéiert dat esou, dass, wa bis d'Demande enregistriert ass, dann eng Quot da festgehalten ass, wou déi eenzel Leit dohinner op d'Gemeng gefouert ginn. Do freet de Stat net: Hutt Dir dann eng Plaz, fir déi ze logéieren oder net?

Ech wëll just all deene Gemengemammen a -pappe soen, dass se sech also an der Zukunft sollen drop ariichten, dass da moies de Weenchen aus der Stad kënn, an dann zéng Leit dohinner kommen. An da musst Der da kucken, wéi Der dann eens gitt dermat. Wann dat da besser geet, wéi dat, wat mer elo probéiert hunn iwwer Joren op fräiwëlleger Basis ze maachen, wann dat dann esou ass, dann huelen ech dat dankend zur Kenntnis. Ech wäert dann dorobber net méi brauchen zréckzekommen. Mir brauchen also an der Zukunft net méi ze bauen, Här Bauteminister: Dat alles kréie mer vun de Gemengen ofgeholl.

Vu datt ech ëmmer weess, dass dat Eent gutt hei klängt, an et awer op där anerer Säit net geschitt. Ech hunn elo kuerz nach esou e Bréif kritt, an deem fir d'éischt ass gesot ginn: Mir hëllef lech eppes siche bei eis an de Gemengen. Duerno kréie mer e Bréif, wou drasteit: Mä féiert eng Quot an, an da gitt Der jiddfer Gemeng der.

Ech hu bis elo op jidde Fall, Här Buergermeeschter, awer nach net gesot kritt, wou mer da kënne Leit ënnerdaach huelen, weder zu Esch nach zu Schëffleng. Ech waarden also dorobber mat Spannung a mat ganz grousser Satisfaktioun. Ech sinn och gäre bereet, wann dat bis esou wäit ass, fir lech dat och hei soen ze kommen. Well ech gehéieren net zu deenen, déi, wann eppes Guddes geschitt, dat dann net géinge soen.

Ech wëll awer och soen, dass zënter dëser Woch och op de Site selwer Leit kommen, déi de Gardienage maachen. Ech wëll och soen, dass mer virgesinn hunn, dass och en Accompagnement do virgesinn

ass mat Leit, déi do agestallt ginn, dee Moment, wann dat neit Haus da funktionéiert; dass dat also virgesinn ass. Mä wéi gesot, selbstverständlech hätt ech vill léiwer, an et géif de Stat vill méi bëlleg ginn, wa mer op den anere Wee géinge goen, dass mer kënnen all Gemeng 1% ginn. Da kann ech a menger eegener Gemeng der 3% ewechhuelen, an der Gemeng Bäerdref kann ech der 14% ewechhuelen.

## 8. Ordre du jour (suite)

**M. le Président.** - Merci. Kolleginnen a Kollegen, ech proposéieren, fir nach eng Fro ze huelen an dann opzehalen, well ech hunn nogekuckt, wéi laang d'Interpellatioun dauert. Déi dauert sou mat den ageschriwwene Riedner knapp méi wéi zwou Stonnen. Wann Der elo kuckt, da si mer ganz bestëmmt iwwer siwen Auer haut den Owend mat der Interpellatioun beschäftigt. Et bleiwen nach fënef Froen ze stellen.

**Une voix.** - Dir musst dat méi kuerz halen.

**Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President.

**M. le Président.** - Mme Brasseur?

**Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, elo grad huet de Chamberspräsident ons matgedeelt, dass d'Froe géinge geholl ginn, esou wéi se eragaange si mat der Auerzäit. Ech hunn nogekuckt: Meng Froe sinn zäitgläich geschéckt gi mat där vum Här Bettendorf. Dem Här Bettendorf seng Fro ass als zweet drukomm, a meng dräi Froen, déi stinn als lescht haut um Ordre du jour. Ech wollt wierklech am Greffe kucke loossen, dass dat soll nach eng kéier anescht nogekuckt ginn an Zukunft, fir dass dat do awer net passéiert. Net dass Froen op der Streck bleiwen, ëmsou méi, wann iwwerzu gétt, souwuel vun den Deputéierte wéi vun de Ministeren. Merci, Här President.

**M. le Président.** - Jo. Dat gi mer weider. Den Här Gibéryen, an dann den Här Minister.

**M. Gaston Gibéryen (ADR).** - Här President, ech géif zwar mengen, amplatz dass mer elo nach zéng Minutten driwwer schwätzen, ob mer virufueren oder net, sollte mer virufueren. Da wiere mer an enger Véirelstonn fäerdeg mat deene Froen.

**M. le Président.** - Den Här Minister wollt datselwecht soen.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Här President, ech wollt just soen als Parlamentsminister, ech hunn ëmmer bei menge Kollegen insistéiert, dass, wa Froestonn wär, se sollen hei sinn, et sief dann, si hätten eppes am Ausland. Ech hale mech och nach haut an déi Regel. Wéi Der d'Léicht eraginn hutt als Chamber, konnt Der jo feststellen, dass et net mat enger Stonn géif duergoen. Ech soen, et ass e bëssen elo penibel. Elo sinn nach fënef Froen, déi d'Madame Modert a mech betreffen. Wann d'Madame Modert nach eng kritt, si kann nach eng mathuelen, déi hannendrun ass, da sinn der zwou fort. Da bleiwen der nach dräi fir mech.

Ech hu kee Problem, dass se opstoe bleiwen. Ech soe just: Ech hunn elo eppes ofgesot, wat ech mam Här Krecké hat iwert d'WSA, wou mer de Mëtteg gefrot gi si mat den zoustännege Gemengen, wou ech gesot hunn, den Här Krecké misst dat eleng maachen, well ech hei géif bleiwen. Mir hunn och, d'Madame Modert an ech,

Beamte gefrot, während der Mëttesstonn ze schaffen, fir eis eng Partie Informatiounen ze ginn. Ech wär frou, wann nach eng kéier géif d'Conférence des Présidents déi Froestonn iwwerdenken. Well entweder all Froe ginn uegoll an da gi se och all gestallt a beäntwert, oder et ginn eben op Grond vum Reglement nëmmen esou vill Froen uegoll, wéi normalerweis kënnen an enger Stonn gestallt ginn.

**M. le Président.** - Am Unfank ass jo gesot ginn,...

**M. Gaston Gibéryen (ADR).** - Am Moment sinn et véier Minutten.

**M. le Président.** - Här Gibéryen, am Unfank ass jo gesot ginn, dass d'Chamber sech mat der Fro befaasst, an dann och eng Regelung fënn, fir dass dat, wat haut virkomm ass, net méi virkënn. Dann aktéiere mer, dass mer zu Enn féieren an engem ganz zolitten Tempo.

## 9. Heure de questions au Gouvernement (suite)

Déi nächst Fro riicht den Här Spautz un d'Madame Staatssekretärin vun der Kultur, vun der Héichschoul a vun der Recherche, iwert den Zougang vu Lëtzeburger Studenten op belsch Universiteiten. Här Spautz!

**- Question N°96 du 4 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'accès des étudiants luxembourgeois aux universités belges, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche**

**- Question N°98 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la homologation des diplômes de fin d'études secondaires luxembourgeois par les autorités de la Communauté française de Belgique, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

**M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, d'lescht Woch ass nom Briefing vum Regierungsrat vum Ausseminister Jean Asselborn gesot ginn, dass an Zukunft net méi all Lëtzeburger, deen déi néideg Virqualifikatioun huet, dat heescht e Bac, kann an d'Belsch studéieren goen. Meng Froen un d'Madame Staatssekretärin si folgend: Wat fir eng direkt Konsequenz huet dat fir déi Lëtzeburger, déi de Moment an der Belsch studéieren, respektiv fir déi Leit, déi wëllen an d'Belsch studéieren goen? A wann en Detail besteet: Wat fir eng Studienzweiger si genau vun dëser Décisioun vun der belscher Regierung bertraff? Merci.

**M. le Président.** - Madame Staatssekretärin!

**Mme Anne Brasseur (DP).** - Ech hunn eng Fro am selwechten Zesammenhang, och den Zougang vun de Lëtzeburger a Belgien, wat d'Héichschulstudien ubelaangt.

**M. le Président.** - Gutt. Ech mengen, stellt se gläichzäiteg, da kann d'Madame da kombinéiert drop äntwerten.

**Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, ech géng da meng Fro un déi vum Här Spautz unhänken. Effektiv wësse mer, dass elo eng Restriktioun vun de belschen Autoritéite geplangt ass, wat den Zougang zu der Uni ubelaangt fir net belsch Studenten. Et ass och gesot ginn an der Press, dass dann den Zougang geregelt gétt duerch den Datum, mat deem

d'Demande erageet, a mat deem d'Homologatioun déposéiert gétt. Duerfir wollt ech wëssen: Wat kënnen mer maachen, fir d'Homologatioun wierklech ze accélérieren, fir dass d'Lëtzeburger Studenten net pénéaliséiert ginn? Ech soen lech Merci.

**M. le Président.** - Merci, Madame Brasseur. Madame Statssekretärin, wann ech gelift.

**Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, well d'Zäit lech fortleeft, wäert ech et just ganz kuerz maachen an net weider an den Detail goen. Ech wëll awer soen, dass ech frou sinn iwwert déi Froen do, well se mer d'Geleeënheet ginn, fir e puer Saachen anescht d'uerstellen, wéi se deelweis d'lescht Woch vehiculéiert oder verstane gi waren.

Déi Fro hei geet den Zougang zu den Universitéite vun der Communauté française an der Belsch un. Si geet nëmme verschidde Studienzweigen un. Ech wëll hei riichtstellen, dass net sämtlech Studienzweige viséiert sinn, mä erlabe mer virzeliesen, wat am Avant-projet de décret virgesinn ass, nämlich: Médecine vétérinaire, Kinésithérapie, Ergothérapie, Logopédie, Podologie, Éducateur spécialisé an Accoucheuse-bachelier. Dat heescht, et ass den Zougang zum éischte Joer vun deenen dote Studienzweigen an der Communauté française, an net a sämtlechen Universitéite vun der ganzer Belsch an och net zu sämtleche Studienzweigen a Fächer.

De Moment gesäit den Avant-projet de décret vir, dass et nëmme fir 30% vu sämtlechen net belsche Résidenten en Zougang géif ginn zu deene genannte Fächer. Dat ass eréischt en Avant-projet.

Firwat ass dat esou komm? Hauptsächlich well a verschiddene vun deene Formatiounen bis zu iwwer 80% franséisch Studente sinn. Am Frankräich ass nämlech den Zougang vill méi schwéier zu deene Fächer, well se entweder en Numerus clausus, eng ganz streng Selektioun oder en Examen-concours hunn. Dofir hu franséisch Studenten dann zu engem Deel déi franséischsproocheg Universitéiten an der Belsch iwwerlaf.

Bäi der 30%-Quot ass de Moment net virgesinn, dass e Concours oder en Entréesexamen géif ofgehale ginn, mä dass ee sech den 1. September muss an d'Rei stellen, an et am Fong geholl géif esou goen, dass deen Éischten, deen do ass, och deen Éischten ass, deen ageschriwwen ass.

Mir sinn zënter enger Zäit amgaangen no deene Froen ze kucken a mat den zoustännege Autoritéiten ze diskutéieren. A well e gewëssent Netvirkommen doranner awer ze gesi war, hunn ech virun zwou Woche gesot, mir géifen nach eng kéier där zoustänneger Héichschulministesch vun der Communauté française e Bréif schreiwe fir ze insistéieren an dass mer gäre e Rendez-vous hätten, wann et misst sinn, andeems mer den Accord-cadre de coopération zwëschen Lëtzebuerg an der Communauté française invoquéieren.

Eng ähnlech Fro, wa se och eppes aneschters gelagert war, hu mer an Eisträicher geléist kritt, wou d'Lëtzeburger deeselwechten Zougang op d'Universitéite behale wéi d'Eisträicher zu deene bei hinne betraffene Fächer, esou dass mer do e gudden Accord kritt hunn a mir bleiwen och mat de belschen Autoritéite weider a Pour-parleren.

Wat d'Equivalenzen ubelaangt: Dorranner läit et net. Et ass virgesinn am Avant-projet de décret, dass e Student muss dee Moment, wou e sech wëllt aschreiwen, beweisen, dass en eng Demande d'équivalence gemaach huet an d'Kopie vun deenen néidege Lëtzeburger



Diplomer bäileeë muss. Dee Beweis - do stellt sech wéi gesot de Problem net - kréie se direkt. Se brauchen nëmmen eng Kopie vun der Demande ze maachen. Respektiv hu mer och mat de Lycéee gekuckt, dass se kënnen eng Attestation provisoire vun hirem Diplom kréien, falls dat néideg wär. D'Equivalenze sinn also net de Problem, dorunner scheidert et net, dass se sech géifen aschreiwé kënnen op den 1. September. Si hunn dann alles, wat se brauchen, oder kréie vun eis dee Moment all Piécen, déi se brauchen, fir datt hiren Dossier komplett ass.

Bref, mir hu Rendez-vousë gefrot. Et ass een an deenen nächste puer Deeg mat der Ministesch vun der Communauté française, an et ass och een Ausgangs vum Mount, en éischte mat der Héichschoulministesch vun der Wallonie.

A bref, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu bei eis am Haus scho virum leschte Freideg aktiv no deesen Dossierë gekuckt, an - wéi gesot - ech wëll als Rappel nach eng kéier ënnersträichen: Hei sinn net sämtlech Studienzweige vun enger Universitéit betraff an net sämtlech Fakultéite betraff, an dat ass eng Informatioun, déi et ganz wichteg ass eriwwerzebréngen.

Merci.

**M. le Président.** - Merci, Madame Stattssekretärin. Dann d'Fro Nummer 97 vum Här Gibéryen iwwert d'Schafung vun Aarbechtsplazen.

**- Question N°97 du 3 avril 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la création d'emplois, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi**

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Virgëschter Mëtteg hat RTL Radio Lëtzebuerg eng Emissioun iwwer fiktiv Aarbechtsplazen, déi hei zu Lëtzebuerg bestinn, an den Här Aarbechtsminister François Biltgen war do am Interview. Ech weess, datt hien net direkt zoustänneg ass an am Fong keen direkt zoustänneg an der Regierung ass, fir sech mat deem Domän do ze befaassen, mä vu datt hien der Press do geäntwert huet, hunn ech meng Fro dann un hie gestallt, als en Uspriechpartner an der Regierung.

Et ass do Rieds gaangen, datt mer tëschent 20.000 an 23.000 där fiktiver Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg hätten, dat wieren ongeféier 10% vu sämtleche Beschäftegten am Privatsektor. Et muss een dat dann ëmmer a Relatioun setzen, well mer an deene leschte Joren, an och mir heibannen, ëmmer gesot hunn, datt mer esou vill Netto-aarbechtsplaze géife schafen, an op där anerer Säit awer net genuch vun eise Leit, déi bei der ADEM gemellt sinn, op déi Plaze krite, déi netto hei am Land geschaf si ginn. Duerfir ass dat net eng onwesentlech Fro, wéi déi fiktiv Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg bewäert kënnen ginn.

Duerfir meng Froen, ob den Här Minister eis kéint déi Zuele confirméieren, datt dat sollen 20.000 bis 23.000 fiktiv Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg sinn.

Zweetens, ob d'Regierung als Ganzt oder eenzel Ministeren déi Praxis do méi no suivéieren.

Drittens, ob dat positiv oder negativ Konsequenzen op eis Sozialversécherungen huet oder ob et positiv oder negativ Konsequenzen eventuell op eise Statsbudget huet, sief et op der Recettësäit, wat d'Steieren ubelaangt, oder op der Dépensësäit; Verpflichtungen, déi de Stat vis-à-vis vun esou Leit huet. Ob et och eng positiv oder negativ Entwécklung kann op ons Ekonomie hunn an ob net misst eventuell op deem engen oder anere Punkt léigiféiert ginn, fir eventuellen Abusë kënnen entgéintzewierken.

**M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Den Här Aarbechtsminister ass gefuerdert; fir véier Minuten huet hien d'Wuert.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et deet mer e bësse Leed, dass den ADR de Moien net vertruede war an der Réunioun vun der Commission du Travail et de l'Emploi, wou mer just déi dote Fro behandelt hunn. Ech kann also nach eng kéier den Owend hei - de Mëtteg besser gesot, den Owend si mer nach net grad -, mä de Mëtteg dat soen, wat ech och schonn de Moie gesot hunn.

Viraus eng kuerz Bemierkung. Den Här Gibéryen huet et zwar schonn ugekënnegt, mä et läit mer awer um Häerz, well ech zurzäit gesinn, dass elo jiddfereë sech am Land esou aschéisst, fir ze soen: Chômage, dat ass den Aarbechtsminister, den Aarbechtsminister muss dat alles léisen. Wouméglech kritt den Aarbechtsminister nach manner Kompetenz wéi virdrun, mä hien ass de Bouc émissaire.

Wann Der wierklech där Meenung wäert, wat menger Ansicht no falsch ass, dass den Aarbechtsminister alles soll léisen, da muss den Aarbechtsminister méi Kompetenz kréien an net manner. Ech sinn awer der Meenung, dass dat idiotesch ass, well am Ausland hu mer oft gesinn, dass do, wou de Wirtschaftsminister och Aarbechtsminister war, wéineg d'Aarbecht gekuckt ginn ass a vill d'Wirtschaft. Duerfir sinn ech éischter der Meenung, dass all déi Departementer, déi concernéiert sinn, sollen zesummeschaffen, wat mer och versichen an dëser Regierung ze maachen.

Den Aarbechtsminister huet iwwerhaapt keng Vue a keen Zougang zu den Donnéeën, wat d'Beschäftegung ubelaangt. Den Aarbechtsminister huet Zougang zu den Donnéeën, wat de Chômage ubelaangt, hien huet leider keen Zougang zu den Donnéeën, wat den Emploi ubelaangt, wat schued ass, well nëmme wann ee weess, wat um Aarbechtsmaart geschitt, kann een eppes maachen.

Mir hunn eng Partie Indicationen iwwert d'Création d'emplois. Ech wëll och nach eng kéier hei soen, wat fir mech wichteg ze soen ass, dat ass, ech begéinen ëmmer Leit, déi soen: So lauschter, d'lescht Joer goufen 8.000 nei Aarbechtsplaze geschaf an du hues iwwer 1.000 nei Demandeurs d'emploi dobäikritt, dat ka jo net sinn. De Problem ass, dass vun deenen 8.000 Aarbechtsplazen, déi geschaf goufen, nach laang net all - woubäi ech awer den Detail net kennen - Aarbechtsplaz dem Aarbechtsamt zur Verfügung stoung, fir Leit dohinner ze schécken. An do muss een e bësselche la part des choses maachen.

Mir hunn nach ëmmer eng gewësse Kompetitivitéit zu Lëtzebuerg, notament duerch eis niddreg Lounniewekäschten, wat mat sech bréngt, dass, esoulaang et am Ausland, virun allem an Däitschland, schlecht geet, eng Partie Betriber sech délocaliséieren - ausflaggen heescht dat an Däitschland - vun Däitschland op Lëtzebuerg. Déi komme mat all hire Leit op Lëtzebuerg aus zwee Grënn:

Éischtens d'Lounniewekäschte si méi bëlleg, also gétt et fir de Patron méi bëlleg. Trotz héijen Nettolounniewekäschte gétt et fir de Patron méi bëlleg zu Lëtzebuerg ze schaffen.

Zweetens investéiere mer zu Lëtzebuerg als Stat, also gétt et hei Marchéen ze kréien, déi een an Däitschland net méi kritt.

Dat sinn also Aarbechtsplazen, déi effektiv reell zu Lëtzebuerg geschaf sinn, just dass déi Aarbechtsplazen net brauchen an net müssen an net kënnen beim Aarbechtsamt gemellt ginn, well se jo scho besat sinn.

Da gétt et de Problem vun de fiktiven Aarbechtsplazen, wou de Statec - awer ouni détailléiert Chifferen - dovunner ausgeet, datt dat 9% vum Emploi wären. Ech wär da frou, wann dat dann eng kéier géif mam Statec diskutéiert ginn. De Statec huet awer - wat de Statec och bedauert, an de Wirtschaftsminister an ech zesumme bedauern et och - net déi néideg Ënnerlagen dofir. Ech hunn awer regelméisseg Beispiller, wou fiktiv Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg geschaf ginn.

Déi eng fiktiv Aarbechtsplazen, géint déi kann een näischt maachen, zum Beispill hu mer, wat d'Transports fluviaux ubelaangt, 3.000 Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg, dat betrëfft d'Rheinschëffer. Dat ass, well eng kéier e Sécurité-sociale-s-Minister - awer gudder Glawes, soen ech awer och - en Accord gemaach huet, iwwert de mir Member si vun der Rheinschëffahrt. Vu dass mer niddreg Lounniewekäschten hunn, kommen elo d'Rheinschëffer bei eis. Eleng d'lescht Joer goufen do 500 Aarbechtsplazen net kréiert zu Lëtzebuerg, mä transferéiert op Lëtzebuerg.

An da gétt et déi reell fiktiv Aarbechtsplazen. Do gétt et déi berühmten Affär Eclipse Airline - wou ech um Geriicht leien, wou ech bis elo zweemol verluer hunn; ech sinn elo a Cassatioun -, wou e Betrib sech zu Lëtzebuerg niddergelooss huet mat Fligereen a Piloten, déi ni Lëtzebuerg gesinn hunn. Deen huet hei Faillite gemaach, a mir müssen iwwert de Fonds pour l'Emploi dofir opkommen; dat heescht de Steierzueler muss hei de Superprivilegé ausbezuelen. Ech hunn dat refuséiert, ech si virun d'Gerichter gaang; mir sinn elo zweemol condemnéiert ginn. Wéi déi Cassatioun ausgeet, weess ech net.

Do soen ech, do ass d'Gesetz dat eent, mä d'Gesetz si relativ streng. Do wär de Wunsch - an dat ass e Wunsch, deen ech awer hei äusseren an d'Sozialpartner -, dass an der Sécurité sociale méi opgepasst gétt! Woufir kommen ech net un d'Donnéeën? Mä well se der Sécurité sociale gehéieren. Wien ass d'Sécurité sociale? Ma dat sinn d'Patronat an d'Gewerkschaften.

Also hunn ech ëmmer gären, wann ee seet: Du muss mer méi soen, wann d'Sozialpartner drop setzen! Weder de Sécurité-sociale-s-Minister nach de Wirtschaftsminister ka mir déi Donnéeë ginn, dat sinn d'Sozialpartner selwer, an do wär ech frou, wann do wierklech géif an der Exekutioun vum Gesetz méi opgepasst ginn.

Ech soen lech Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Aarbechtsminister.

Dann hu mer nach zwou Froen vum der Madame Brasseur. Déi éischt Fro,...

**Une voix.** - Dat ass d'Fro 99.

**M. le Président.** - ...d'Fro 99, bezitt sech op de Véierjoresplang vun der Universitéit Lëtzebuerg. Madame Brasseur!

**- Question N°99 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative au plan quadriennal de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

**Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der virleschter Kommissioun iwwert den Enseignement supérieur hate mer eng Entrevue mam Här Minister iwwert d'Héichschoul, an do huet de Minister ons e puer Indicationen ginn, mä hien huet awer och gesot, et wier e Plan

quadriennal amgaang ausgeschafft ze ginn, dee géng de 17. Mäerz, wa mä Gedichtnes mech net am Stéch léisst, presentéiert ginn, an duerno kéim de Minister gären an d'Chamber oder an d'Kommissioun, fir ons dat duerzeleeën.

Or, mir sinn elo uganks Abrëll a mir hunn dee Plan quadriennal nach ëmmer net. Ech hunn zwar héieren, e wier de Moie virgestallt gi vum Conseil de gouvernance, mä dofir: Wéini gétt e public? Wéini kréie mir en? A wéini ass de Minister gewëllt, der Chamber oder der Kommissioun doriwwer Opschluss ze ginn?

**M. le Président.** - Den Här Minister vun der Kultur, der Héichschoul an der Recherche huet d'Wuert.

**M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Här President, ech muss effektiv dem Gedichtnes vun der honorabeler Madame Brasseur e bësselchen Oprüfschung ginn. Net nëmmen, wat d'Datumen ubelaangt - dat ass net uerg -, mä virun allem, wat d'Gesetz ubelaangt vun 2003 iwwert d'Uni.

An deem Gesetz steet, ech zitieren lech: «Le développement de l'Université fait l'objet d'un contrat d'établissement pluriannuel négocié entre l'État et l'Université. Le contrat est conclu pour une durée de quatre ans. Il est établi à partir d'un plan pluriannuel de développement proposé par l'Université et portant sur sa politique générale, ses choix stratégiques, ses objectifs et ses activités dans les domaines de l'enseignement, de la recherche, de la mobilité des étudiants, de la documentation et de l'administration. Il couvre les éléments du plan pluriannuel de développement, détermine les moyens et les effectifs nécessaires pour la mise en œuvre des activités de l'Université et définit les engagements financiers de l'État.

La contribution financière de l'État est accordée dans la limite des crédits budgétaires disponibles.»

Wat seet deen Artikel, also Artikel 44, Paragraph 1? Dee seet Folgendes:

Éischtens, d'Uni, an dat ass de Conseil de gouvernance, deen etabléiert e Plan pluriannuel de développement. Opgrond vun deem Plan pluriannuel de développement entstinn Négociatiounen mat der Regierung, fir e Plan de financement quadriennal ze etabléieren. D'Uni doktert elo scho relativ laang drun, wat ech net als negativ betruechten, well ech léiwier hunn, si mécht dat seriö an et dauert e bësse méi laang, wéi dass et iwwert de Knéi gebrach gétt. De Conseil de gouvernance war den 13. Mäerz prinzipiell mat engem Pabeier d'accord, deen elo nach amgaang ass, fäerdeg gestallt ze ginn. Deen ass nach net definitiv vum Conseil de gouvernance approuvéiert.

Et ass richtig, dass de Recteur vun der Uni, deen awer net d'Kompetenz huet, de Plan de développement unzehuelen, de Moien déi grouss Linnen dovunner virgestallt huet, mä dat, wat hien de Moie virgestallt huet, engagéiert à ce stade juristesch weder de Conseil de gouvernance nach virun allem d'Regierung.

Wann de Conseil de gouvernance - wat e bis elo nach net gemaach huet - der Regierung, dat heescht dem Héichschoulministère, der Madame Modert a mir, de Plan de développement zousent, da gi mir domadder an d'Regierung, a selbstverständlech, wéi ech dat - do erënnert Dir lech richtig drun - der zoustänneger Kommissioun virgestallt hunn, diskutéiere mer dat och an der Kommissioun a gegebenenfalls, wéi mer hei eens waren, och hei am Plenum, well ech wierklech frou wier, wa mer géifen an Zukunft méi iwwert d'Inhalter diskutéiere wéi nëmmen iwwer Siten - an dat maache mer.

À ce stade si mer net saiséiert an eise Ministère mat dem Plan de développement. Soubal mer de Plan de développement offiziell zougestallt kréie vum Conseil de gouvernance, wäerte mer souwuel d'Regierung informéieren, selbstverständlech, mä awer och - d'Regierung muss mer, d'Chamber brauche mer net, mä hu mer versprach - Debatten an der Chamber hunn, souwuel um Kommissiounsniveau wéi och - wann dat gewënscht ass vun der Chamber, mir sträuben eis net, au contraire - hei am Plenum.

**M. le Président.** - Merci, Här Minister.

Dann déi lescht Fro. Et ass d'Fro N°100 vun der Madame Brasseur, nach eng kéier, iwwert d'Etüd vun der OCDE iwwert d'Recherche an d'Innovatioun zu Lëtzebuerg.

**- Question N°100 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la présentation de l'étude-évaluation de l'OCDE du système luxembourgeois de la recherche et de l'innovation, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur**

**Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer hat ech eng Interpellatioun ugefrot iwwert d'Universitéit zu Lëtzebuerg an d'Recherche. An duerno ass mer gesot ginn, dass d'Regierung bei engem Programm matmécht vun der OCDE, déi eng Etüd mécht a verschiddene Länner iwwert de Stand vun der Recherche an der Innovatioun. An ech war dorobberhin d'accord, d'Interpellatioun zrëckzesetzen, bis mer dann d'Resultat vun där Etüd hunn.

Deemools ass gesot ginn, déi Etüd, déi kéim Enn Mäerz. Ech mengen net, dass do meng Mémoire mech am Stéch léisst, wéi ech och bei där Fro virdrun dat net mengen, mä Enn Mäerz ass och elo hei eriwwer.

Dofir wollt ech froen: Fir wéini ass elo virgesinn, dass mer déi Etüd kréien? Et ass manifestement e Retard do. Op wat ass dee Retard zrëckzeféieren? Well et ass wichteg, dass mer och déi Donnéeën hunn, genee wéi de Plan quadriennal, fir dass mer wierklech eng uerdentlech Héichschoulpolitik hei zu Lëtzebuerg kënnen maachen am Intérêt vun deene Concernéierten, mä haaptsächlech am Intérêt vu Lëtzebuerg.

Merci.

**M. le Président.** - Merci, Madame Brasseur. Dann huet nach eng kéier d'Wuert den Här Minister vun der Kultur, der Héichschoul an der Recherche.

**M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Här President, fir emol gemeinsam d'Mémoire vun der Madame Brasseur opzefrëschen, soen ech, wat déi Fro vu virdrun ubelaangt, hunn ech virdu gesot: Den 13. Mäerz, net wéi gesot de 17. Mäerz, sollt de Conseil de gouvernance zesummekommen, fir e Plan ofzeseenen, deen ech géif kréien. Deen hunn ech bis elo nach net kritt. Dat heescht, mir kënnen heiriwwer diskutéieren, wie falsch läit, mä dat, wat ech lech annonciéiert hunn, ass net deen Datum, wou ech eppes hätt, mä et ass deen Datum, wou de Conseil de gouvernance virhat, eis eppes ze ginn.

Hei ass et da vläicht e bësse méi komplex, well ech anscheinend gesot hätt an der Kommissioun - an da ginn ech dann dovunner aus, dass d'Madame Brasseur eng besser Mémoire huet wéi ech -, dass den OCDE-Bericht am Mäerz disponibel wär.

Et ass esou, dass mer als Regierung mat der OCDE e Plang ofgemaach haten, dee seet: Am Juni 2005 definéiere mer de Projet; am



Juli kommen déi éischt preparativ Kommissiounen zesummen; Juni bis August - an och dat gouf agehalen - gëtt en „background report“ gemaach, deen ass jo schonn der Press zougespillt ginn; am September gëtt den „background report“ dem OCDE-s-Sekretariat zougestellt. Am Oktober ginn d'Interviewe gefouert mat deene sëllegen Interessierten an Acteuren hei zu Lëtzebuerg, dat bis an den November.

Bis de Januar soll e Rapport intermédiaire kommen. Och deen ass eis zougestellt ginn. Opgrond vum deem Rapport intermédiaire sinn am Februar nei Consultatiounen ofgehale ginn, an effektiv - an do kënn vläicht d'Messverständnis zwëschen eis zwee - ass am März 2006 den éischte Projet vum Rapport final verfaasst ginn.

Dee Projet gëtt elo iwwerschaaft, a gemäss deem, wat mer mat der Regierung ofgemaach hunn, gëtt deen definitive Projet weider gemaach. D'OCDE muss dat maachen; et sinn net mir, déi dat mussen. Also, mir hunn den éischte Projet gesinn, mä et ass net un eis, mä d'OCDE muss an hire Gremien dee Projet, deen effektiv am März geschriwwen gouf, bis Enn Mee ofgeseent hunn. Mir hunn och wëlles bis spéitstens den 31. Mee - ech mengen, ech hunn do en Datum vergesinn den 30. oder 31. Mee - dem Public dee virstellen, an da kënne mer och an der Chamber driwwer diskutieren.

Woubäi et fir mech ganz kloer ass, dass et un der Chamber läit, ob mer d'Héichschuldebatt virdrun oder zesumme féieren. Also, ech bestätegen dat, wat ech och an der Kommissioun gesot hunn, Madame Brasseur: Mir sinn do als Regierung op, fir entweder nëmmen eng Héichschuldebatt ze maachen an dann eng Recherchedebatt oder fir eng gréisser Debatt iwwert déi zwou Saachen ze maachen. Ech hätt déi zwou Saache gradesou bären zesummen, sinn awer och bereet, fir se separat ze maachen, wohlwissend dass mer elo wierklech - elo hoffend ech net ze vill hei ze versprechen - am Abréll kënnen iwwert de Plan quadriennal diskutieren an am Juni dann iwwert d'Recherche. Mä mir stinn als Regierung zur Verfügung vum der Chamber. Dat, wat Dir decidéiert an der Chamber, sou wéi Dir gär d'Debatten hätt, sou féiere mer se mat lech.

Mir sinn op alle Fall der Meinung, dass et wichteg wär - hei geet et wierklech ëm d'Zukunft vum Land -, fir hei eng sériö Debatt ze féieren, wou jiddereen Zäit huet en détail ze diskutieren. Mir maachen dat, wat d'Chamber gären hätt.

**M. le Président.** - Merci, Här Minister.

Domadder ass den éischte Punkt vum der Froestonn oder -stonnen - kann ee bal soen - ofgeschloss.

Mir kommen zum zweete Punkt vum Ordre du jour, nämlech d'Interpellatioun vum Här Emile Calmes iwwert d'Gestion de l'eau. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deementspreechend opgedeelt. Ageschriwwen si bis elo den Här Schank, den Här Schneider, den Här Kox an den Här Gibéryen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

## 10. Interpellation de Monsieur Emile Calmes sur la gestion de l'eau

**M. Emile Calmes (DP), interpellateur.** - Här President, Merci fir d'Wuert.

Wéi ech mech hei préparéiert hunn op déi Interpellatioun, ass mer dach awer bewosst ginn, dass de Sujet relativ vaste ass. Fir iwwer all déi Detailler ze schwätzen, bleift mer also soss nëmscht iwwreg, wéi mech dach relativ generell ze halen, well d'Waasser, dat sinn net nëmmen d'Quellen, dat ass net nëmmen d'Drénkwaasser, d'Ve-

deelung vum Waasser, et ass och net nëmmen den Assainissement, et ass wierklech e larget Thema. Et ass och net esou, dass et nëmme Lëtzebuerg betrëfft; ech mengen och, dass et e planetären, ee globalen, weltwäite Problem ass.

D'Tatsaach, dass viru kuerzem - dat heescht viregt Woch - zu Mexiko ee Weltforum iwwert d'Waasser stattfonnt huet, ënnersträicht dëst. Op deem Forum sinn och eng Partie Problemer opgeworf ginn, déi weltwäite Charakter hunn, nämlech d'Tatsaach, dass eppes méi wéi eng Milliard Leit am Fong geholl keen éierbaart Drénkwaasser hunn, dass bal dräi Milliarde vu Leit keng Basissanitärinstallatiounen hunn, dass een Drëttel vun der Populatioun iwwerhaapt net genuch Waasser huet, dass d'Halschent vun de Flëss op der ganzer Welt ganz béiss polluëiert si respektiv amgaange sinn auszedrechnen an dass ee vun de Haaptobjektiver an den nächsten zéng Joer vun der Coopération au développement dat ass, fir d'Zuel vun deene Leit, déi keen Accès zum Waasser hunn, ze halbieren.

Wéi gesot, dass ass een Objektiv vum de Millennium Goals, deen d'Communautéit fir 2015 festgehelt huet. Ech mengen, et ass och en Objet vun der Lëtzebuerg Entwécklungshëllef, an ech mengen dach, dass mer eiser Missioun op deem Niveau nokommen.

Global denken? Vläicht. Mä lokal handeln! Lokal bedeit fir eis awer och am Kader vun der Europäescher Union. An net méi spéit wéi zanter de 70<sup>er</sup> Joren ass d'Europäesch Unioun amgaang iwwer eng Partie vun Direktiven ze versichen dem Problem nozekommen. Net zulescht hu mer eng gréisser Direktiv do leien - eng Kaderdirektiv - iwwert d'Waasser, déi a sech d'Problemer alleguer beieneen wëllt léisen, déi mer a sech hätte bis 2003 sollen ëmsetzen, wou dru geschaff gëtt, déi awer bis elo nach net ëmgesat ginn ass. Vläicht mam Hannergedanke säitens der Europäescher Unioun, fir och ze versichen d'Waasser um europäeschen Niveau ze liberalisieren, wat mer awer net schéngt esou einfach ze sinn, wéi dat beim Elektresche respektiv bei den Telekommunikatiounen de Fall ass, well d'Waasser ganz einfach ëmmer nëmme ka biergof lafen an een doduerch dat schlecht europawäit ka regelen.

Dat alles gesot, soll dat eis awer net dovun ofhalen eis Problemer hei am Land selwer ze léisen. Dir wësst, dass et hei am Land relativ vill Waasser gëtt. Zweek Drëttel vun der Surface vun der Äerd - a firwat heescht se eigentlech Äerd? - ass vu Waasser bedeckt, an dat Waasser, wat do ass, ass zu 97% Mier. Et bleiwen also nach 3% Séisswaasser - wéi een dat esou seet - an dovu sinn dann nach 2% an Äis gebonnen. Wéi laang nach? Dat weess een net, wa mer sou weiderfuere mam Klima ëmzegoen, wéi dat bis elo de Fall ass. Bleift also nach 0,6% vu Grondwaasser, wat mer kënne gebrauchen, an 0,01%, wat mer a Flëss, Baachen a Séien erëmfannen. An et ass a sech och do, wou mir eist Waasser hei zu Lëtzebuerg mussen siche goen.

Mir huelen nämlech zweek Drëttel vun all eise Drénkwaasser aus dem Grondwaasser eraus a mir huelen een Drëttel vun dem Waasser aus engem Séi eraus, an dat virun allem aus dem Stauséi. Dat Grondwaasser huele mer aus dem Buedem eraus iwwer 40 Buerungen an 270 Quellen. Dat gëtt dann och gréisstendeels vu Gemenge gemaach respektiv de Stauséi gëtt a sech zesumme mam Stat géréiert. Fir de Rescht kann awer jiddereen bueren, dee wëllt an eng Genuegung huet.

Wann ech den Avis vum Conseil économique et social zu der Waasserproblematik liesen, da gëtt do drop higewisen, dass anscheinend an deem Land hei zweek- bis dräimol méi Buerungen do sinn, wéi der a sech erlaabt wieren. Do misst

een a sech dem Minister emol eng Fro stellen, wou dat iwwerhaapt hierkënn, firwat dat esou ass.

Ech kéint do e bëssen aus Erfahrung schwätzen, wëll ech als Buergermeeschter domat konfrontéiert war. An obscho mer negativ Avise ginn hunn an d'Buerungen net erlaabt gi waren, ass awer gebuer ginn. Mä d'Buerung - obscho mer intervenéiert hunn - ass ni zougemaach ginn. Wann dat iwwerall sou ass wéi bei eis, da verstinn ech, dass zweek- bis dräimol méi Buerungen do si wéi där, déi a sech erlaabt sinn.

Nun, bei der Faassung vum dem Waasser geet et awer virun allem drëm, dass d'Grondwaasser, wat mer hunn, respektiv dat, wat am Stauséi ass, ze schützen. Ech mengen, um Niveau vum Stauséi hu mer en Afloss drop, allerdéngs nëmmen op een Drëttel vum Territoire oder vum Einzugsgebitt, dat ass dat, wat op Lëtzebuerg Säit läit, op déi zweek Drëttel, déi an der Belsch leien, hu mer recht wéineg Afloss. A sech huet Lëtzebuerg och do gehandelt, an deem Sënn, dass mer en Naturpark do gegrenzt hunn, deem seng Aufgab et jo dann och ass, d'Waasser a sech hei ze schützen.

Op där anerer Säit war et och esou, dass bis elo keng Kläranlagen do waren. Dee Problem schéngt jo och elo an noer Zukunft geléist ze ginn, andeem dass zu Heischent oder am Heischtergronn virun allem eng Kläranlag gebaut gëtt. Op där anerer Säit ass also Grondwaasser do, awer op där falscher Plaz. Fir deen een op där falscher, fir deen aneren op där richteger, dat ass ëmmer esou, wa mer eppes maachen; ech mengen, dass ass och schonn hei zum Virschäi komm. Voilà.

Mä dëst gesot, geet et awer och drëm, fir d'Grondwaasser ze schützen. Hei mengen ech, hu mer een Haaptproblem, an dat ass dee vun den Nitraten, déi mer am Grondwaasser erëmfanne respektiv vun ëmmer méi héije Pestizid- an Herbizidwäerter. Mir wëssen, wou dee Problem hierkënn, an zwar aus der Landwirtschaft kënnt en haapt-sächlech hier. A mir hunn e Sak voll Reglementer a sech, fir deem Problem hei nozekommen; trotzdem brénge mer et net esou richteg fäerdeg de Problem ze léisen.

Et ass ëmmer drop gepocht ginn, fir dat Ganzt op fräiwëlleger Basis ze maachen, mä iergendwou huet d'Fräiwëllegkeet jo awer och hir Grenzen erreicht. Statistesesch gesi kritt een dann ëmmer erëm gesot, dass de Problem vun den Nitraten sech a Grenzen hält. Mä dat léisst sech alles relativ einfach explizéieren: Wann alleguer déi Quellen nach op wieren, déi an der Zwëschenzäit zougemaach gi sinn, well se ze vill héich Nitrater hunn, da wier d'Statistik net déi, déi se haut ass. A menger Gemeng zum Beispill hu mer d'Quell, déi mer zanter 50 Joer haten, fir eis mat Waasser ze beliwweren, ebe missen zoumaache just doduerch, well ze vill Nitraten dra waren, an déi fällt aus der Statistik eraus.

Ech mengen, dass mer schonn e seriöse Problem hunn um Niveau vum de Quellen, awer och um Niveau vum Grondwaasser. An net méi spéit wéi haut konnte mer jo an enger Dageszeitung liesen, dass mer och um Niveau vum Grondwaasser e Mankest hunn, dass de Waasserspiegel net méi deen ass, deen e war. An deem Sënn muss ee wëssen, dass dat Waasser sech jo periodesch erneiert an dass dat Waasser sech an Zukunft net méi mat esou klorem a propperem Waasser wäert erneieren, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. An dofir, mengen ech, muss mer awer de Problem vun den Nitraten an de Grëff kréien.

Ech hat sengerzäit um Niveau vum SEBES eng Proposition de loi gemaach, fir zum Beispill drop hinzeweisen, dass de Stat net méi soll dem SEBES d'Waasser fir nëmscht zur Verfügung stellen, mä him dach ganz einfach soll e puer aler Frang froen an domat éierbare Schutz vum Einzugsgebitt maachen. Dat huet weder an der leschter Regierung nach an dëser Regierung en Nidderschlag fonnt. Mä ech géif awer gäre wëlle vum Minister héieren, wéi dat e gedenkt deem Problem hei nozekommen, nodeem dann alleguer déi Reglementer, déi mer an der Vergaangenheet haten, mengen ech, awer net esou richteg gegräff hunn. Dass a sech fir dat, wat de Captage ass.

Nun, wa mer d'Waasser aus dem Buedem oder aus dem Stauséi erausgeholl hunn, da muss dat verdeelt ginn. Dat, wat aus dem Grondwaasser erausgeholl gëtt, gëtt dann iwwer e puer Syndikater, vun deenen haapt-sächlech d'DEA an den SES sinn, oder aner Gemengen, dann un de Konsument virugeleet, an awer och oft zesumme mat deem Waasser, wat aus dem Stauséi erausgeholl gëtt, nämlech d'SEBES-Waasser.

Et gëtt haut vun deenen 116 Gemengen 59 Gemengen, déi exklusiv - dat heescht d'Halschent vun de Gemengen -, déi nëmme Waasser vun engem Syndikat kréien, déi also engem Syndikat total ausgelievert sinn. Dann hu mer nach 34 Gemengen, déi e Mëschsystem hunn. Dat heescht, déi am Prinzip hirt eegent Waasser hunn, a sech dann ofsécheren, andeem dass se an engem Syndikat sinn, an do hu mer och 23 Gemengen, déi integral autonom sinn.

Et muss ee soen, dass duerch d'Bank d'Waasserverdeelung awer relativ gutt fonctionnéiert. Relativ rar ass et och, dass Problemer do entstinn. Et muss een och soen, dass de Stat hei ausser senger Participatioun am SEBES eng iwwergeuerdent Roll spillt, andeem dass en dat Ganzt versicht iwwer Gesetzer a Reglementer ze regelen. Et freet ee sech iwwerhaapt, ob en am SEBES muss esou staark vertrauede sinn, wéi en dat ass, a selwer d'absolut Majoritéit do muss hunn.

Do kéint ee sech eng aner Form vun Zesummenaarbecht virstellen; zum Beispill de Stat als Observateur, a firwat net d'Gemengen als Établissements publics kéinte fonctionnéieren. Nun huet de Stat awer nun eemol d'Responsabilitéit do, an och déi, duerfir ze suergen, dass dat Waasser, wat da vun do aus fortgeet, propper ass. Wéi gesot, an de meeschte Fäll klappt dat. An der Vergaangenheet huet et awer an zweek Fäll net geklappt. Dat hat zimlech Oprou hei am Land gemaach; et ass gutt Ausgang, wéi dat meeschtens och ausgeet.

Ëmmerhin hu mer awer deemools verlaangt hei, dass solle Konkusiounen doraus gezu ginn, dass en Audit soll gemaach ginn, ee Léieren draus soll zéien. Ech mengen, dass ass eng vun deenen nächste Froen. Do si mer an der Zwëschenzäit drop preparéiert, sollt also nach emol eng Kéier esou een Accident do virkommen, fir dat da besser ze léisen, wéi dat déi leschte Kéier geschitt war.

Een zweete Problem ass deen: Wann d'Halschent vun de Gemenge Syndikater ausgelievert sinn, dann ass dat eng Garantie selbstverständlech fir déi Gemengen, mä et stellt selbstverständlech op där anerer Säit awer och ee Risiko duer. Nu wësse mer awer, dass an der Vergaangenheet säitens vum Stat, d'Gemengen net forcéiert gi sinn, well mer jo autonom sinn, mä awer trotzdem invitéiert gi sinn, sech Syndikater unzeschleissen. Dat war op d'mannst besser gesi wéi dat anert.

Och hei eng Fro un de Minister: Gëtt déi Politik virgefouert, oder gëtt och an Zukunft dru geduecht, d'Gemengen awer vläicht méi op zweek Been ze stellen, wéi dat an

der Vergaangenheet de Fall war, soudatt d'SEBES sech op d'mannst op Noutliwwerungen da kéint zréckzeziehen.

En anere Problem mam Drénkwaasser ass dee sécher vum Präis. Ech kommen herno, wann ech iwert den Assainissement schwätzen, dorop zréck. Mä ech mengen, de Problem vum Präis ass beim Drénkwaasser net esou grave wéi beim Ofwaasser. Liest een d'Gemengerotsberichter, da fënnt een eraus, dass elo no de Wahlen dat dach awer relativ schnell virugeet, fir méi no zum Prix vérité ze kommen. Ech mengen, dass mer dann och do méi no beim Prix de revient leien, wéi dat beim Assainissement de Fall ass. Dat huet ganz einfach do dermat ze dinn, dass mer scho méi laang eis mam Drénkwaasser auserneen setzen, wéi dat a sech mat dem Ofwaasser de Fall ass.

Genuch zum Drénkwaasser, ech géif dann elo op d'Schmutzwaasser kommen, oder op den Assainissement vun deem Waasser. All dat Waasser, wat consommeiert gëtt, lant da schlussendlech awer iergendwéi iwwer ee Kanalrouer, iwwer ee Kollektor an enger Kläranlag. Mir brauchen d'äers Waasser vill. Ech wëll just drun erënnern, dass am Prinzip jiddereen vun eis all Dag 170 Liter brauch. Dovu brauch een awer nëmmen 3 bis 7 Liter fir ze drénken, fir ze iessen oder fir d'lesse virzubereeden. 55 Liter brauche mer all Dag fir eisen Dreck iwwert d'Toilettenspülung lasszeginn. Mir brauchen 28 Liter all Dag an der Wäschmaschinn, an der Spüllmaschinn, ouni do derbäi ze rechnen, wat mer brauche fir den Auto ze wäschen, an all déi aner Saachen.

Ech wëll just domat soen, dass mer dat ganz Wéinegst brauchen, fir ze consommeieren. Dat weist drop hin, dass mer net nëmmen ee Schutzproblem beim Waasser hunn, mä dass mer och verschwenderesch mat deem Waasser ëmgingen. An ech mengen, den Assainissement vun deem, wat hannen derbäi erauskënn, wäert eng vun deene gréissten Erausforderunge sinn, déi an den nächste Joren op eis duerkommen. Op den éischte Bléck, wann een dat esou liest, schéngt dat awer alles an der Rei ze sinn. Mir hunn an deem Land hei 180.000 Umschlüss an déi 4.600 km Kanalisatiounen, déi mer hunn, déi dann an 284 Kläranlagen landen, vun deenen der 177 mechanischer sinn, wat déi méi kleng sinn, an 107 biologescher sinn.

99% vun de Leit sinn also un eng Kanalisatioun ugeschloss, an esouguer 94% sinn un eng Kläranlag ugeschloss. Dat entsprécht am Fong geholl 900.000 Einwohnereinheiten, déi mer kënne klären. Et misst een a sech de Minister froen, wéi vill Einwohnereinheiten mer haut missten hunn. Wa mer der 900.000 hunn, a mer kucken d'Qualitéit vun de Flëss, da schéngt dat jo net duerzegoen. Wat sinn d'Einwohnereinheiten hei am Land, op déi eis Kläranlage missten ausgeriicht sinn?

Wéi gesot, all déi Zifferen do si gutt, wann ee se op den éischte Bléck kuckt. Kuckt een awer dann de Rapport vum Ministère no, da fënnt een eraus, dass dat awer alles net esou gutt ass. A geet een da kucken, wat d'Qualitéit vun deene verschiddene Flëss ass, déi sinn do opgeléicht vu gréng iwwer blo, giel, orange bis zu rout hin, da fënnt een awer eraus, dass nach ganz, ganz vill vun den nationale Baachen a Flëss am rout-orange-giele Beräich leien. Dat weist drop hin, dass et net gutt ëm déi Baache bestellt ass. Ech zielen nëmmen den nationale Floss dann do eraus, d'Uelzecht, dee gréisstendeels am rout-orange-giele Beräich läit. Dat eleng weist drop hin, dass d'Situatioun awer net esou gutt ass.

Mä en aneren Indikator, dee mer ëmmer erëm kënne liesen, ass dee vun de Fësch. Ech mengen, all Mënsch weess, dass an Zwëschenzäit een Drëttel vun allen autoch-



toné Fëschzorten hei am Land aus-gestuerwe sinn. Mä déi rezent Ana-lysen hunn awer och gesinn, datt déi Fësch, déi an eise Gewässer hei liewen, ganz oft Tracé vun Dioxinen a Schwéiermetallen hunn, à tel point, datt et ufänkt inquiétant ze ginn, an och an deem Sënn, datt d'Santé zum Beispill réit, datt d'Fësch aus der Musel net méi solle consomméiert ginn, an datt een och net méi wéi ee Mol de Mount soll Fësch aus deenen anere Baachen iessen.

Ech mengen, dat gesäit awer trotz-deem net gutt aus. Oder gétt dat méi schlëmm gemaach wéi et ass? Oder entsprécht dat nu wierklech der Wourecht? Wann dat esou ass, dann ass dat kee gutt Zeechen do-fir, datt dat Waasser an der Rei ass. A geschwë feiere mer och 20 Joer Badeverbot op der ënneschter Sauer. Wéi gesot, 1989 ass dat fir d'éischt an d'Liewe geruff ginn. Ech hunn déi leschte Kéier gesot, de Communiqué läit scho fäerdeg am Tirang, fir elo fir de Summer publizéiert ze ginn. Hei steet eis anscheinend nach vill méi an d'Haus, well d'Europäesch Kommissioun an Zukunft nach méi streng wäert moossen, an dann dat do wuel net méi déi eenzeg Plaz am Land wäert sinn, wou dann net méi gebuet däerf ginn.

Firwat ass dat eigentlech esou? Mä et huet einfach do dermat ze dinn, datt mer nach net iwwerall Kläran-lagen hunn, oder wann déi Kläran-lagen do sinn, datt déi Charge hy-draulique ze héich ass, déi do era-kënnt. Dat wëllt soen, datt ze vill Waasser mat erakënn an do-duerch net gutt ka gekläert ginn. Ech wëll just drop hiweisen, datt déi wéinegst Gemengen en Trenn-system hei am Land hunn. Well dat och relativ deier gétt, gétt da ver-sicht, haut mat Reewaasserrück-haltebecken de Problem ze léisen, wat awer och e ganze Koup Geld kascht. Oder d'Equipementer sinn net adaptéiert, oder et ass einfach déi dréit oder déi véiert Phas net do, sou datt dat Waasser, wat do erageet, net gekläert gétt, wéi dat a sech misst gemaach ginn.

Et gétt och e ganze Koup Géigen-den, wou iwwerhaapt keng Kläran-lag ass. Ech erënneren ëmmer un d'Musel. Ech muss dat dann hei maachen. Wann ech net hei wier, an de Gust Graas wier hei, da géif deen dat selbstverständlech maachen!

Voilà! Fir déi Situatioun awer do ze verbessere vun der Qualitéit vum Waasser, gétt et keng dausenderlei Léisungen. Et gétt just eng: Dat ass méi Kläranlage bauen an déi, déi do sinn, ausbauen. Dat ass och Deel vum Regierungsprogramm gewiescht, wéi d'Regierung déi leschte Kéier ugefaang huet. Duerfir fänke mer elo emol un nach een Audit iwwert den Assainissement ze maachen, gradesou wéi en na-tionalen Assainissementsplang hei ze maachen. Selbstverständlech ënnerstézt d'Gemeng dann och op der Musel, op der Sauer an op der Uelzecht de Bau vu Kläran-lagen.

Wéi gesot, mat Auditen a mat Pläng wäerte mer d'Waasserquali-téit wuel net verbessere, wann net Tacheles gemaach gétt a wierklech Kläranlage gebaut ginn an der Praxis. Ech muss soen, d'Prévi-siounen hei, wann ech déi am Rap-port noliesen, déi si gutt. Mir hunn eng Partie Aarbechten amgang. Mir sinn amgang zum Beispill op der Atert zum Ofschloss ze kommen, wat e ganz deiere Projet war.

D'Regierung huet virgesi fir 2005 an 2006, mat décken Hummeren hei unzefänken, Gesetzer, déi d'ail-leurs hei an der Chamber scho ge-stëmmt gi sinn, nämlech d'Kläran-lag zu Beggen an d'Rei ze setze fir 50 Milliounen, dat si vill Suen - Euro gutt verstanen. Da gétt deen ën-nerierdesche Kanal vu Bouneweg op Beggen erfogeluecht, dat kascht och 50 Milliounen. Et soll op der Musel ugefaange gi mat 23 Mil-liounen.

Ech mengen, dat sinn alles Projeten, déi ganz, ganz vill an d'Geld schloen, mä iwwer zéng Joer ge-kuckt, kommen nach e puer aner déck Hummeren dobäi, nämlech den Ausbau an den Émbau vun der Kläranlag zu Biereng an dann och deen op der Bleesbréck, déi onbedéngt mussen ausgebaut ginn. Op zéng Joer gekuckt steet hei, datt dat géif 500 Milliounen Euro kaschten. A long terme doriw-er eraus gekuckt, weess een, datt dat eng Milliard Euro kascht. Dat ass eng Staang Geld!

A wéi mer deem a sech nokom-men, dat weess ech net, an ech mengen, do muss ee sech och Suerge maachen, an och nach no de Suerge wäert dat e Rätsel fir ee bleiwen, wann ee kuckt, wéi vill Geld mer iwwert de Fong an den Assainissement stiechen.

Mir ginn zu deemem Zäitpunkt all Joer 15 Milliounen Euro an dee Fong eran. Et sinn der 90 dodran. Wann een déi 50 emol ewechre-chen, déi dëst Joer solle ge-braucht ginn, da bleiwen nach 50 Milliounen. D'Besoiné fir déi nächst Jore leie bei 180 Milliounen. A wann een dann all Joer géif 15 Mil-lioune bäiginn, da géifen ëmmerhin nach 100 Milliounen u Gelder feelen, fir dee Programm, deen nach net alles begräift, iwwerhaapt iw-vert d'Bühn ze kréien. Mir missten also bei der Dotatioun op d'mannst vu 15 op 35 Milliounen d'Joer erop-goan, fir dee Programm do kënnen ze bewältegen. Den Här Minister kann eis jo vläicht e bëssen Op-schloss ginn, wéi datt hie gedenkt un déi Problematik hei erunzegen.

Wéi dat do alles bezuelen, zumools mer wëssen, datt mer iwwert déi nei Kaderdirektiv net méi kënnen egal wéi subventionéieren? Déi Ka-derdirektiv seet net, datt net däerf subventionéiert ginn, mä si seet awer, datt net méi esou däerf sub-ventionéiert ginn, mat 90%, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Mä virun allem weist se drop hin, datt de Präis muss gerechent ginn, esou wäit wéi méiglech, am Respekt mat de soziale Kritären. Et muss esou wäit wéi méiglech res-pektéiert ginn, wat et kascht. De Prix véridique gétt dat genannt.

D'Regierung, mengen ech, huet och an hirem Programm stoen, datt si eng Etüd doriwwer mécht, fir ze kucken, wat de Prix véridique, de Prix véridique ass. Dat huet se net fräi-wëlleg gemaach. D'Direktiv huet hir dat virgeschriwwen, datt se dat bis Enn 2004 maache muss. Ech weess net, ob dat scho gemaach ass, den Här Minister kann eis do-riwwer oplären.

Mä virun allem seet d'Direktiv, datt mer bis 2010 de Prix véridique appli-zéiere mussen; dat heescht, mir müssen eng Récupération totale des coûts sur les usages maachen an dat beinhaltet d'Investitiounen, d'Fonctionnementskäschten, d'Amortissementskäschten, d'Émwelkäschten an alles, wat zur Klärung hei gehéiert.

Wéi gesot, an der Vergaangenheet hu mer eis och scho ganz vill Ge-danke gemaach, wéi datt mer dee Präis do solle festleeën. Muss de Präis harmoniséiert ginn? Harmoni-séiert wëllt net soen, datt dee gläiche Präis an all Gemeng dee-selwechte muss sinn. Applizéiere mer do dernieft nach de Principe pollueur-payeur, den Utilisateur-payeur? Versiche mer deene ver-schiddene Gebrauchskategorié Rechnung ze droen: de Stéit, der Industrie oder der Landwirtschaft zum Beispill? Brénge mer endlech dat fäerdeg, wat mer an der Ver-gaangenheet net gemaach hunn, vläicht gestaffelt Präisser ze maachen? Eppes, wat eis an der Ver-gaangenheet u sech vun Intérieur emol iwwerhaapt ni esou richtig erlaabt ginn ass, wann ech dat richtig verstinn - an et sätze jo Kol-leegen heibannen, déi dat an hire Gemenge probéiert hunn.

De Conseil économique et social seet a sengem Avis, dass hie mengt, dass de Pollueur-payeur an de gelungene System vun Tarifica-

tioun näischt brénge géifen. Et ver-steet een, datt se, fir sech eens ze maachen, a sech e gudd Kom-promëss hei agaange sinn; ech hunn allerdéngs eng Etüd hei leien iwwert den Afloss vum Präis op d'Consommatioun.

Dänemark huet Métt den 80er Jo-ren ugefaangen d'Taxen op den Ofwässer ze héijen. Deemools ha-ten déi eng Consommatioun och wéi bei eis hei vun 200 Liter den Dag. Doduerch datt se de Präis praktesch verdräifacht hunn, ass d'Consommatioun op 130 Liter den Dag erfokomm. De Conseil économique et social, mengen ech, huet an deem Fall do net Recht. Ech menge schonn, datt eng Hausse vum Präis et mat sech bréngt, datt d'Leit manner wäerte consomméieren.

Nun hu mer d'Geld dann nach, da musse mer d'Aarbecht nach ge-maach kréien. A wann ech kucken, wat an deene leschte Joren um Niveau vun der Verwaltung oder wat d'Verwaltung u sech fäerdeg bruecht huet, fir ëmzesetzen, esou entsprécht dat guer net deem, wat mer eis virgeholl haten, well déi kouw maximal esou op 25 Milliounen Euro. Dat ass bestëmmt kee schlechte Wëlle säitens der Verwaltung oder säitens de Syndi-käter, déi dat maache sollen, mä dat huet ganz einfach domat ze dinn, datt op där enger Säit net ge-nuch Leit do sinn an datt mer op där anerer Säit, mengen ech, am Ofwaasserberäich ganz schlecht organiséiert sinn.

Mir hunn do effektiv keng national Entitéit, déi mer jo awer zum Deel beim Drénkwaasser hunn, an eng vun de Propositione vum Conseil économique et social ass déi, och eng national Entitéit ze maachen.

Ech ka mech erënneren, datt sen-gerzäit, wéi de SIDERO an de SIDEN, déi zwoe regional Syndika-ten am Norden an am Zentrum vum Land, gegrënnt gi sinn, ech deem-ools proposéiert hat oder drop hi-gewisen hat an enger Question parlementaire, datt mer hei am-gaange sinn d'Päerd vun hannen opzesuedelen. Deemools hat ech proposéiert, eng national Entitéit hei am Land ze organiséieren a vun där aus da regional Syndikaten oder regional Verbänn ze maachen, wéi och ëmmer een dat nennt. Deemools huet dat ganz schnell misse goe mat deem SIDEN an deem SIDERO. Firwat entziit sech menger Kenntnis.

Ech mengen, eng national Entitéit mécht och Sënn, well een eng na-tional Politik domat besser ëmsetze kann. Et kann ee méi harmoniséiert virgoen, mä virun allem brauch een e ganze Koup Aufgaben net x-mol ze maachen. Ech denken zum Bei-spill un d'Problematik vun engem Laboratoire. Et ass elo esou, datt vun deenen zwoe Syndikater, déi bestinn, jiddere seng Analyse mécht. Ech gesinn net an, firwat datt mer keen éierbaren nationale Laboratoire hunn, deen déi Ana-lysen do mécht. Ech mengen, dat ass jo och ee vun de Problemer, déi mer um Niveau vum Drénk-waasser hunn, datt mer mat den Analysen a sech net duerkommen.

En anere Problem zum Beispill, deen elo jiddere gehalen ass sel-ber ze léisen, ass dee vum Klär-schlamm. De Klärschlamm ass egal wou ëmmer deeselwechte Problem, an ech gesinn, datt en nationale Syndikat sech awer, men-gen ech, do besser kéint organi-séieren, wéi dat jiddere sonner maache kann.

Wat fir eng Form datt dee Syndikat elo hu muss, dat ass am Fong ge-holl egal. Dat kann e Syndikat sinn, wou de Stat mat dran ass oder wou de Stat Observateur ass. Ech kéint mer allerdéngs och virstellen, datt dee Syndikat vläicht éischer en Établissement public ass, fir där

Entitéit do och méi Flexibilitéit ze ginn, fir awer besser mat de Projéit virunzuekommen, wéi dat bis ewell de Fall war. Ech gesinn nämlech net, datt et d'Missioun vum Waas-serwirtschaftsamt ass - an da kom-men ech op d'Waasserwirtschaftsamt ze schwätzen -, fir Projeten ëmzesetzen. Ech menge schonn, datt dat an der Hand vun de Syndi-kate respektiv vun enger nationaler Entitéit bleiwe soll.

Ech ginn elo net hin an zielen d'Aufgabe vun dem Waasserwirt-schaftsamt op, mä dat huet esou vill Aufgaben, datt et am Fong ge-holl - esou wéi et haut organiséiert ass - net geduecht ass, fir praktesch um Terrain ze schaffen. Ech mengen, et muss scho kucken, datt dat, wat do gemaach gétt, mat deem iwwereneestëmmt, wat déi national Ofwaasserpolitik ass. An ech fannen a sech och an deene Missiounen dat net erëm, datt et dat maache muss, wat et haut al-lerdéngs zu engem groussen Deel mécht.

Wéi gesot, et géif ze wäit féieren, fir all seng Missiounen hei opzezielen, mä ech gi jo dovun aus, datt den Här Minister no zwoe Joer Fon-cionnement vun deem Betrib hei e Bilan wäert zéien, ob dat draus ginn ass a sech, wat mir sengerzäit an der viregter Regierung wollten, wou mer kritiséiert gi sinn, datt mer a sech hei fënnel Administratiou-nen zesummeleeën, déi dann her-no keng Homogenitéit duerstellen; déi et mengem Gefill no och nach net huet.

Mä ech kann lech just soen, mir hu vun 1989 un hei an der Chamber drun diskutéiert, fir e Waasserwirt-schaftsamt ze kréien. Dat do war de Kompromëss, fir e Waasserwirt-schaftsamt ze kréien. Ech hoffen elo just, datt mer net nach 15 Joer brauchen, fir déi Verwaltung do ze homogeniséieren. De Minister wäert gehale sinn déi Direktiv ëm-zesetzen, an ech denken, datt no all deene Gesetzer, op deenen déi Verwaltung jo bis elo nach muss schaffen, se dann awer hirer Aar-becht besser nokënn.

Ech mengen och, datt mer déi Ver-waltung do mussen opwäerten. Wann ech zum Beispill bedenken, datt d'Waasserwirtschaftsamt iw-erhaapt net an der SEBES ver-trueden ass. Den Intérieur ass dra vertrueden duerch de Finanze-ment, wou een nach ka soen, hei maacht Der de Bock e bëssen zum Gäertner. Dat besteet scho relativ laang, mä bon, ech mengen, dat ass Är Responsabilitéit. D'Travaux publics sinn dran, d'Santé ass dran, d'Finanze sinn dran, mä d'Waasserwirtschaftsamt ass net dran!

Ech sinn der Meenung, datt d'Waasserwirtschaftsamt an d'SEBES gehéiert. Ech sinn och der Meenung, datt d'Waasserwirt-schaftsamt an de Conseil supérieur de la Nature gehéiert, an de Fonds pour la Gestion de l'eau an an den Haut-commissariat à la Protection nationale. Ech mengen, dat ass vläicht nëmme representativ, mä ech mengen, dat géif de Stelle-wäert awer vun där Verwaltung ganz sécher opwäerten.

Et bleift dann nach déi grouss Fro, déi mer ëmmer erëm hei diskutéiert hunn, nämlech déi: Wou gehéiert dat Waasserwirtschaftsamt hin? Mir hunn hei driwwer gestriden: an d'Émwelt oder an den Intérieur? Déi leschte Kéier hu mir als Demo-kratesch Partei eis weech klappe gelooss, fir datt et eben an den In-térieur kënn, fir datt et iwwerhaapt eppes sollt ginn, well, wa mer net domat d'accord gewiescht wieren, da wier d'CSV net domat d'accord gewiescht. Si war eréischt domat d'accord, wéi si dat Waasserwirt-schaftsamt an hir Hänn kritt huet. Mä wann ech haut emol zrëck-kucken iwwert d'Kompetenz vum Waasser an ech kucken déi Joren, déi et am Environnement war, du war et net besser wéi et haut ass, sou datt, mengen ech, dat am Fong geholl keng grouss Roll spilt.

Am Fong, well den éische But a sech vun enger Waasserwirt-schaftspolitik awer ëmmer de Schutz vum Waasser misst sinn, duerfir gehéiert et, vu mir perséin-lech aus gesinn emol ganz sécher, an den Environnement. Et war d'ailleurs, den Här Bodry huet eis ëmmer drop higewisen - hien ass haut net heibannen, ech kéint dat elo liesen, mä dat mécht ee jo net, datt een dat noliese geet, well et kéint jo och een engem säint no-liese goen,...

#### (Hilarité)

... mä den Här Bodry huet ëmmer erëm gesot, datt an enger nächster Regierung, an dat ass déi hei elo, misst deen ee Feeler, dee ge-maach gi wier beim Waasserwirt-schaftsamt, nämlech datt et net an den Environnement komm ass, on-bedéngt dës Kéier réckgängig ge-maach ginn, an et misst zrëck an den Environnement kommen. Et ass net gemaach ginn.

Ech mengen, et ass och elo vill méi einfach. Et kann elo net een deem aneren de Schwaarze Péiter zou-schousteren. Déi Schwaarz hunn de Péiter selwer an hire Reien, an de Bilan wäert da mat hinnen eleng muss gemaach ginn. D'Kompe-tenz läit bei der CSV an der Hand, an d'Qualitéit vum Waasser wäert an d'Zukunft dann op si gemooss ginn.

Den Här Minister wäert elo heihin-ner kommen an herno soen: Ah, dat do ass alles an der Rei, alles richtig, wat Der sot, mä elo wäert Der gesinn, an d'Zukunft geet et bes-ser, well mir hunn eng Direktiv do leien, déi déi Problemer alleguer léist. Effektiv ass et esou, datt déi Direktiv - déi Der gehale sidd ëm-zesetzen, oder déi Der a sech hatt scho sollen ëmsetzen, mä duerfir kënn Dir jo net, Dir waart du jo nach net do - a sech alles begräift, de ganze Kader ëmfaasst, wat een am Waasser muss hunn.

Dat geet vun der Quantitéit vum Waasser un. D'ailleurs d'Quantitéit ass jo zënter haut dann och e Pro-blem. Den nächste Summer wäerte mer net genuch Waasser hunn. Och doriwwer kënn Der eis jo dann Opschloss ginn. Mä och d'Transparence des coûts, de Prin-cipe pollueur-payeur, d'Gestioun no Bassins hydrographiques, all dat sprécht dës Direktiv un.

Mir schwätzen ëmmer erëm iwwert d'Waasser, datt muss ee soen, mir maachen ëmmer erëm nei Geset-zer, mir sanéieren dann och erëm Gesetzer a Reglementer, awer et huet een d'Gefill, wéi wann et mat der Qualitéit vum Waasser net géif biergop goen. Ech weise just drop hin, datt all déi Gesetzer, déi mer haut hunn - an et sinn der derbäi nach aus dem leschte Jorhonnert -, a sech genuch Moyenë géife ginn, fir déi Problematik vun der Qualitéit a vun der Quantitéit am Waasser ze léisen. Mir brauchen a sech iwwer-haapt keen neit Gesetz, fir eis Pro-blemer ze léisen, wann et net d'Fi-nanze vläicht sinn.

Duerfir hoffen ech dann, datt mer elo net op d'Émsetzung vun deem neie Gesetz, datt mer gehale sinn hei ëmzesetzen, waarden, fir dann awer Neel mat Käpp ze maachen. An deem Sënn freeën ech mech op dat, wat de Minister eis herno hei wäert soen, an ech soen lech Mer-ci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Calmes. Als nächste Riedner ass den Här Schank ageschriwwen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

■ **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Kolleginnen a Kol-leegen, fir d'éischt wollt ech soen, datt mer déi lescht 14 Deeg im-mens gutt Wieder haten.

■ **Une voix.** - Ah jo?

#### (Hilarité)



**M. Marco Schank** (CSV). - Wann een héiert, wéi d'Leit sech bekloen, wann et dann op eemol reent, oder wéi um Radio sech beklot gëtt, dann, muss ech soen, iergert een dat ganz dacks. Mä Grousspapp huet ëmmer gesot, dat ass Gold, wat vum Himmel fält, wann et reent, an effektiv ass et esou, an dat wäert an der Zukunft och nach ëmmer méi stëmmen.

A villen Deeler vun der Welt, dat wësst Der, reent et entweder iwerhaapt net oder net genuch oder heiansdo ze vill. Dat mécht dann och Misär. Bei eis zu Lëtzebuerg ass den Notze vu Waasser, Drénkwaasser, eng Selbstverständlechkeet. Mir dréien de Krunn op an da kënn es esou vill wéi mer es brauchen, an doduerch, dass mer esou einfach u Waasser kommen, gi mer ganz dacks och liichtfankeg mat där Ressource, där wäertvoller Ressource do ëm. D'Konsequenz dovunner ass, dass och Dag fir Dag immens vill Waasser verbëtz gëtt.

Den Interpellant huet et gesot, de Kollege Emile Calmes: Méi wéi eng Milliard Mënschen op eiser Welt hu kee sécheren Accès zu Drénkwaasser, a laut der UNO stierwen all Joer ongeféier véier Milliounen Mënschen un de Suitë vu verschmottzem Drénkwaasser. Dat sinn all Dag 10.000 Mënschen, an dovunner 4.000 Kanner. An et ass och ausgerechent ginn, dass duerch knaschtegt Drénkwaasser wesentlech méi Leit stierwe wéi duerch d'Kricher all zesummegeholl hei op der Welt.

Wann een dann dovun ausgeet, dass mer am Joer 2050 néng Milliarde Mënschen op deem Planéit hunn, da kann ee sech virstellen, dass d'Konkurrenz ëm déi Ressource Waasser ëmmer méi grouss nach wäert ginn. Momentan si scho weltwäit 80 Länner vun enger Waasserknappheet befallt, an d'Zuel vun de concernéierte Mënsche wäert bis 2030 op net manner wéi 5,4 Milliarde klammen. Et gëtt also genuch Grënn, fir dass an Zukunft nach méi Konflikter - et gëtt der elo schon, ech wäert herno e Beispill soen - an och Kricher ëm d'Waasser gefouert ginn.

Schonn haut kämpfen d'Bauern an d'Nomaden an der Sahelzon fir dat weinegt Waasser, wat et do nach gëtt. Et reent net genuch, d'Bëscher gi futti, an d'Aarmut klëmmt stänneg. Zënter Jore streiden néng Länner mat Ägypten ëm d'Nilwaasser. An ech erënneren un e Sproch vum ägyptesche President 1995, dee gesot huet: „Mir wäerten an Zukunft keng Kricher féieren, et sief dann ëm Waasser.“ An dat Konfliktpotenzial, wat doranner stécht, dass gëtt vun Dag zu Dag méi grouss.

Et kann also gutt sinn, Här President, dass an Zukunft, wa Kricher gefouert ginn, se net méi ëm de Pétrol wéi am Irak gefouert ginn, mä ëm d'Waasser. Folglech muss en Émdenke geschéien, fir ze retten, wat ze retten ass.

Am Joer 2000, fir op den europäeschen Niveau zréckzecommen, ass eng Kaderdirektiv ausgeschafft ginn, d'Direktiv 2060 - si ass scho vum Interpellant e puermol ernimmt ginn. Ech wollt just vläicht dräi oder véier Grënn erwähnen, firwat déi Direktiv och an Europa wichteg ginn ass.

20% vum Uewerflächewaasser an der EU si staark mat Schuedstoffer belaaucht, staark belaaucht. 60% vun den europäesche Stied iwwerlaaschte selwer hir Grondwaasserreserven. 50% vun de Fiichtgebieder si wéinst dëser Iwwerlaaschtung a Gefor, an d'Fläch vu kënstlech bewässertem Land vergrëssert sech am südlechen Europa vun Dag zu Dag. An duerch dës enorm Belaauchtungen, deenen eis Waasserreserven ausgesat sinn, ass et natierlech néideg, déi Problemer unzepakten, wirksam Moyenen ze fannen, fir dass zukünftige Generatiounen och dës Ressource erhale bleift.

D'Kaderdirektiv Waasser huet wëll, d'Protektioun op sämtlech Gewässer auszudehnen a kloer Ziler ze garantéieren, dass bis 2015 - et ass scho gesot ginn - all europäesch Waasserleef, an domat och déi Lëtzebuurger, an e gudden Zoustand kommen, an dass europawäit eng nohaltegt Waassernotzung duergesat gëtt. Un där Direktiv hunn honnerte vun Experte matgeschafft, vun der Industrie bis zur Landwirtschaft iwwert den Ëmweltschutz bis hin zu den nationalen, lokalen Administratiounen. An ouni dass elo alles opzezielen, kann een awer soen, dass dës Direktiv en ambitiösen an en innovativen Usaz an der Gestioum vu Waasser zu Lëtzebuerg duerstellt.

Et war virgesinn, dass wësst Der och, déi Direktiv bis Dezember 2003 ëmzesetzen, wat leider nach net geschitt ass. Ech hat viru kuerzem d'Fro gestallt un eisen Innenminister, dee gesot huet, dass de Moment nach, mengen ech, d'Form diskutéiert gëtt, fir eng juristesche Kohärenz an dat Ganzt ze kréien. Dann dass déi zoustänneg Ministere mam Projet befaasst sinn, an duerno wäert hien dann an der Regierungsrot goen. Sou dass ech dovun ausginn - mä de Minister kann eis dat herno soen -, dass awer virun der Sommervakanz da viraussichtlech dee Projet déposiert gëtt, fir dass mer virukommen an och an der Chamber eis Aarbecht maachen.

Wat elo wesentlech nei ass, insgesamt, am Kader vun dëser Direktiv, ass d'Aféierung vun ekonomeschen Instrumenter an der Gestioum vum Waasser. Dass ass wesentlech, fir eben eng nohaltegt an ëmweltgerecht Notzung ze realisieren, ënnert dem Motto, dass d'Waasser ebe keng handelsüblech Wuer ass - ech soen herno nach eppes zur Liberaliséierung -, mä een eemolege Patrimoine, dee mer nëmmen eng Kéier hunn, dee protégéiert an erhale muss ginn. Sou heescht et och an der Direktiv.

Bis 2010 schreift d'Direktiv e käschtedeckende Präis fir Waasserdréngschtleeschunge vir, bei deem all Utilisateur, ob dat elo d'Landwirtschaft ass oder d'Privatstéit oder d'Industrie, entsprechend dem Prinzip pollueur-payeur een ugemessene Beitrag muss leeschten, also d'entsprechend Käschten zréckgefrot muss ginn. Dass ass déi grouss Fro, iwwert déi och nach ze schwätze bleift, an doduerch soll natierlech och, an dat ass wichteg, den Ureiz geschaf ginn, dass d'Ressource Waasser ebe manner verbëtz gëtt, mä jo méi effizient an Zukunft genotzt gëtt.

Trotzdem - och dass huet den Interpellant erwähnt - e gewësse Spillraum bleift um Niveau vun der Direktiv, also fir esou ekologesche Objektivt ze errechen, wäert et och an Zukunft méiglech sinn, verschidde Mesures préventives ou correctives, sou heescht dat, ze finanzéieren, wëll soe subventionéieren.

Här President, d'Drénkwaasser ass bei eis zu Lëtzebuerg spottbëlleg. De bëllegste Waasserpräis, heescht et, ass an enger Lëtzebuurger Gemeng bei engem hallwen Euro, deen deierste läit bei zwee Euro. Wann ech dat kucken a wann ech dat mat Mineralwaasser vergläichen, da bezuelen ech en hallwen Euro bis een Euro fir 1.000 Liter, a wann ech an de Supermarché ginn, kréien ech fir deeselwechte Präis ee Liter Waasser; dass heescht, d'Waasser ass eigentlech zegmol méi deier.

Dorausser kéint ee jo schléissen, dass de Konsument dobause bereet wier, well e jo och vill Mineralwaasser awer keeft, wesentlech méi fir Drénkwaasser an Zukunft ze bezuelen. An ech weess net, ob de Qualitéitsënnerscheed esou grouss ass wéi dat dacks dobause gemaach gëtt wéi dass e wier. Op jidde Fall ass d'Waasser aus dem Krunn wesentlech besser wéi säi Ruff - ech wollt herno och nach eppes dozou soen.

Ech wëll awer och soen, dass d'Waasser géréieren, Waasser notzen, Waasser spueren, Waasser propper halen net nëmmen d'Responsabilitéit vun de Politiker ass. Ee Saz dozou: Och d'Leit dobause an de Stéit hunn eng Responsabilitéit; och déi responsabel Leit an de Betriber hunn eng Responsabilitéit. De Waasserschutz fängt doheem un, mat waasserspuerenden Elektrogeräter, Reewaasser notzen, op d'Waasser a Verbindung mat geféierleche Substanzen oppassen. Dir wësst, dass ee Liter Uelech eng Millioun Liter Waasser verseucht, an och dat - mengen ech - ass e ganz wesentleche Punkt.

Zum zukünftige Waasserpräis sief gesot, dass et keen eenheetleche Waasserpräis wäert ginn, mä e sou genannte Prix harmonisé, deen am Fong all Gemeng no darselwechter Formule an Zukunft rechner soll, a vun 2010 u soll dass dann och an de Gemengen obligatoresch ginn.

De Moment ass en Aarbechtsgruppe amgang - dee vun der ALUSEAU -, d'Produktionskäschte fir Drénk- an Ofwaasser ze rechnen. Gutt, bei de Präisser gëtt geschwat, dass de Präis fir Drénk- an Ofwaasser sech tëschent dräi a véier Euro kéint apendelen, mä no wahrscheinlech bei véier Euro. Ech mengen, dass, wann et esou wäit ass, an een och higeet an d'Protektioun vum Waasser un d'Produktioun vum Waasser - wouzou ech nach eppes wëll soen herno - uknäpft, dee Präis och nach kéint méi deier ginn.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, ech wollt ee weidere wichtige Punkt an deem Thema uschwätzen, dass ass dee vum Waasserschutz, vun preventive Waasserschutz, deen a mengen Aen e ganz wesentleche Bestandteil vum zukünftige Waassermanagement zu Lëtzebuerg muss sinn.

Eng Fro, déi ech an deem Kontext stellen, ass zum Beispill déi vum Ausweise vun entsprechenden Zonen, also Waasserschutzzonen. De Moment si jo eigentlech keng ausgewisen, entsprechend dem Gesetz vun 1993, wann een emol dovunner ofgesäit, dass et ronderëm de Stauséi schon zënter de 60er Joren esou eng Zon gëtt. Ech hu mer awer soe gelooss, dass d'Auteurë vun deem neie Gesetz Iddiën entwéckelt hunn, fir konkrete Waasserschutz och hei virzugesinn.

An der Kaderdirektiv selwer geet vun engem Registre des zones protégées Rieds, wou allerdéngs net nëmmen de Quellschutz viséiert ass, mä och d'Badegewässer, d'Naturschutzgebieder. Jiddefalls géif de Problem vun de Waasserschutzzonen am Kader wéi gesot vun der Ëmsetzung vun der Direktiv geléist ginn.

Sënnvoll wier a mengen Aen, wann ech dat dierf soen, eng Kopplung vun der Produktioun vum Waasser un de Waasserschutz, dass deen, deen Drénkwaasser produziéiert, och forcéiert ass, preventive Waasserschutz ze realisieren an ze finanzéieren. Eng Partie Gemengen a Gemengesyndikater hei zu Lëtzebuerg maachen dat jo elo schon.

Ech hu viru kuerzem op dëser Plaz och op Widderspréich an deem Kontext higewisen: Verschidde Gemengen dierfen dat maachen - ech weess, dass Gemenge wéi Biessen, Miersch dat gemaach hunn; den SES mécht et, mécht et och ganz effikass, déi investéiere relativ vill Suen doranner, fir Aidë fir d'Bauere respektiv Landwirtschaftsberodung ze finanzéieren -, anerer froen, fir et ze maachen, déi dierfen et net. Ech denken u Réiden, déi et net méi sollen oder dierfe maachen; ech denken un den Naturpark Uewersauer. Den

Innenminister huet versprach an deem Kontext och Neel mat Käpp ze maachen, dass een dat doten aus der Welt schaaft. Entweder mécht jiddereen dat oder keen dierf et maachen, mä do muss et eng eenheetlech Linn ginn.

Dann nach ee Wuert zu de Landwirtschaftlechen Aiden am Kader vum Agri-Environnement, déi also och konkrete Waasserschutz beeden. Och do gëtt gesot, dass déi Aiden net attraktiv genuch sinn. Et ass weinegt Flexibilitéit um Niveau vun deene Programmer, well déi Programmer vu Joer zu Joer lafen, an d'Bauere sech net gären op Zäitram vu fënnf Joer festleeën, also och do bräicht ee méi Flexibilitéit an Zukunft.

An da wëll ech hei e ganz dätteleche Plädoyer halen, Plädoyer hale fir Kooperatiounsmodeller zwëschent deenen, déi Waasser produziéieren, an deenen, déi Landwirtschaft maachen.

Wann ee sech virun den Internet setzt, da fënnst een an Zäit vun zéng Minutten x Beispiller am Ausland, wéi dat fonctionnéiert. Ech huele just ee Beispill: Am Waassergesetz vun Niedersachsen si ganz dättelech eng Partie Instrumenter verankert, zum Beispill fräiwëlleg Kontrakter mat de Bauere maachen, wou entsprechend Leeschtunge bezuelt ginn; eng gratis Zousatzberodung vun de Bauere mat allem, wat mat Grondwaasserschutz ze dinn huet, oder och Ausgleichfinanzéierung fir dat, wat de Bauer méi mécht, wéi dat, wat en normal géif maachen, an dat brauche mir och zu Lëtzebuerg.

Finanzéiert ginn esou Moosname mat enger sou genannter Wasserentnahmegebühr, déi an deem hei Fall vun Niedersachsen fënnf Cent um m<sup>3</sup> ausmécht, wat awer och ka méi oder manner sinn.

Nach ee Saz just zu engem och flotte Beispill. Ech fannen do d'Stad München, déi zënter Jore vill méi wäit geet, an déi huet an hirem Einzugsgebiet vun all hire Quelle biologesch Landwirtschaft fest etabliert, mat och relativ ville Suen.

#### (Interruption)

Jo, jo, ganz genau.

Erlaabt mer an deem Kontext och e puer Wuert zum SEBES ze soen. Et ass scho gesot ginn: Vu fënnf Liter, déi hei zu Lëtzebuerg konsuméiert ginn - fënnf Liter Drénkwaasser -, kommen der zwee aus dem Stau vun Esch-Sauer. Ech mengen, fir d'éischt soll een immens frou sinn, dass et de SEBES gëtt, well, wann et en net géif ginn, dann hätte mer schon an der Vergaangheet ganz dacks vill Misär gehat. Zum Beispill 2003, wou mer e ganz waarme Summer hatten, an an Zukunft wäerte mer en och nach nach méi staark brauchen, wann ee jo - et ass scho gesot gi vum Interpellant - haut en Artikel an enger Dageszeitung konnt lesen, dass - an et gëtt jo schon zënter Méint a Joren och virausgesot respektiv gemooss - de Grondwaasserspiegel insgesamt erfoguet. Eis Grondwaasserreserven huele ferm of, a mir sinn doduerch an Zukunft méi staark op Uewerflächewaasser gewisen.

Elementar a wëschenswäert wier et deemno, wann dat gréisste Waasserwierk zu Lëtzebuerg, de SEBES, de preventive Waasserschutz géif a seng Statuten ophuelen, an no auslänneschem Virbild Projekte mat der Landwirtschaft géif hëlfelefen realisieren a finanzéieren.

Här President, am Anzuchsgebiet vun SEBES, wann ech dat nach dierf soen, stécht den Naturpark Uewersauer all Joer 150.000 Euro an de Waasserschutz, dovunner droen dann d'Halschent - 75.000 Euro - déi siwe kleng Gemengen do. Ech mengen, dass et awer logesch wier - dass och schon ugeklong virdu - dass all Gemenge respektiv Konsumenten uechtert d'Land, déi vum SEBES-Waasser profitéieren, sech un der Finan-

zierung an un effikasse Projekte fir de Schutz vum Waasser am Einzugsgebiet vum Stauséi géife beedelegen. Konkret misst dat heeschen, de SEBES finanzéiert Projekte, wéi zum Beispill de Naturpark, déi mat senger Servicer iwwert de Landschaftsberoder och da koordinéiert ginn.

Nach ee Wuert zur Öffentlechkeetsaarbecht am SEBES, wou a mengen Aen och nach Munches kéint geschéien. Ech mengen do emol net, dass am Kontext vun enger Noufallsituatioun, wéi mer se virun engem Jor oder méi laang schon hatten. Ech mengen, dass de SEBES all Grond hätt, fir méi offensiv dee gudden a wichtige Produkt, deen en hierstellt, méi offensiv soll an d'Fenster stellen, dass dat mengen ech éischters fir den Image vum SEBES ganz, ganz gutt wier, an anerersäits och där Ressource, déi do a wäertvoll Drénkwaasser ëmgewandelt gëtt, dass där et och géif zegutt kommen.

An et ass och net verbueden, Waasser aus dem Krunn ze drénken. Genau dowéinst gëtt nämlech Réihwaasser mat vill Opwand an Drénkwaasser ëmgewandelt. Ech mengen, et kann een och vun enger gewässer Schizophrenie schwätzen, wann d'Leit de Kaffi mat Waasser aus dem Krunn maachen, an d'Waasser, wat se esou drénken, aus der Fläsch drénken.

Zum SEBES wollt ech nach soen, kuerz zur Fro vun der Katastrophplanung bei engem Eeschtfall: De Minister huet viru kuerzem gesot, dass dee Plang fir de Katastrophfall steet. An ech weess och vum Direkter vum Waasserwirtschaftsamt, dass net nëmmen d'Buergermeeschteren an Zukunft iwwert deen direkte Wee - SMSen - informéiert kënnen a wäerte ginn, mä och alleguerten déi sou genannten „Direkt-Clienten“, wéi zum Beispill Entrepreneuren, wéi d'Syndikater an esou weider.

Déi Fro, déi deemools an der Intérieurskommissioun debattéiert gouf, ob een d'ganz Land, d'ganz Bevölkerung kënn iwwer SMS informéieren oder avertéieren, ass an der Tëschenzäit ganz dättelech mat Nee beäntwert ginn, well dat aus technesche Grënn net geet, well soss d'Netzer zesummebréchen, an och aus juristesche Grënn net geet - wéinst dem Datschutz.

Ech wollt och nach ganz kuerz de Problem vun de Foragen uschwätzen. Dass huet den Interpellant an de Gemengen domadder konfrontéiert sinn, well Pétzer gebuer gi mat an och ouni Autorisatioun; dass weess ee jo net ëmmer als Buergermeeschter oder als Buergermeeschtesch. Ech mengen, dass d'Waasserwirtschaftsamt an Zukunft gutt berode wier, fir déi Anlage systematesch ofzehuelen, well jo d'Gefor enorm grouss ass, dass polluéiert Waasser aus Pétzer sech op eemol an öffentlechen Netzer erëmfënn. Vun dohier, mengen ech, misst een dorunner denken.

À propos Waasserwirtschaftsamt: D'Direktioun zitt ee positive Bilan vun den Aktivitéite knapps zwee Joer no der Kreatioun. An der Tëschenzäit identifiziéiere sech net manner wéi 115 Leit mat där Verwaltung, mat hire véier Divisiounen - ech ziele se och net all op -, dräi regionale Servicer op net manner wéi aacht Siten uechtert d'Land. Ech mengen, dass d'Zesummelung dee richtege Schrack war. Dass Eenzege, wat dem Direkter nach e bësse Misär mécht, dass ass, dass en eng Partie zousätzlech Leit gefrot huet, mä en huet kee krit. Ech wollt och do d'Fro un de Minister viruginn, wéi dat an Zukunft da virugeet, wa Leit an deem liebenswichtege Service do feelen.

Iwwregens ass et fir mech am Endeffekt net esou enorm wichteg, fir net ze soen iwwerhaapt net wichteg, ob d'Waasserwirtschaftsamt am Intérieurs- oder am Ëmweltministerium ugesiedelt ass. Et dierf een



net vergiessen - dat ass fir mech een Atout -, datt den Innenminister och zoustänneg ass fir Landesplanung, wat eben och eng wichteg Kompetenz ass. Ech sinn där Meinung, datt eng nohalteg Waasserwirtschaft eben och esou Ministère-iwwergräifend Efforte brauch.

Da kënn et och nach - wann ech dat daerf soen - drop un, dat ass méi wesentlech, datt d'Philosophie vun där Verwaltung eng ekologesch ass. Dat heescht, datt déi Leit, déi do Responsabilitéit hunn, ekologesche denken a sech dem Émweltgedanke verflucht spieren. Ech mengen, dat ass méi wesentlech, wéi wann een do ee spezifische Ministère sech muss erausuchen. Wat ech perséinlech eng ganz gutt Approche fannen - dat wollt ech och deene Verantwortleche vum Waasserwirtschaftsamt soen -, dat ass, datt se probéieren ganz biergerno ze operéieren.

An dann, Här President, méi zum Schluss wollt ech nach op ee ganz wesentleche Punkt agoen, deen an der Diskussioun wichteg ass: Eppes, wat eigentlech net daerf geschéien an Zukunft, dat ass d'Fro vun der Liberaliséierung vum Waasser. D'Waasser als eng liebenswichtige Ressource muss an öffentlecher Hand bleiwen - ech mengen, do si mer eis alleguerten eens - an daerf op kee Fall zum Spillball vu privatwirtschaftlechen Interesse ginn.

An ech mengen, datt mir als Lëtzebuerg, als EU-Memberland, gutt berode wieren, fir vis-à-vis vun der Kommissioun vu Brüssel daitlech ze maachen, an zwar ouni Équivoque, datt d'Waasserpolitik sech fir eng Liberaliséierung ënner kengen Émstänn eegent, an datt een d'Kritäre vun europäesche Bannemaart net op d'Waasser kann iwwerdroen.

Och den Avis vum Conseil économique et social ass schonn erwähnt ginn, well dat am Fong elo zäitgläich virgestallt gëtt. Och de Conseil économique et social seet jo, oder mécht daitlech, datt Waasserpolitik a Waasserproduktioun ënner, wéi si soen, staatlecher Kontroll bleiwe muss. Ech géif soen, Aufgaben am Zesammenhang mat der Waasserversuergung an -entsuergung, sinn als öffentlech an universell Déngschtleeschungen ze gesinn, a komme vun dohier eben net fir Liberaliséierung a Fro.

De Wirtschafts- a Sozialrot fuerdert och daitlech eng Stärkung - ech hunn et scho gesot - vum Stat. Ech mengen, datt mer eis alleguerten eens sinn, datt, wann een eng effizient Waasserwirtschaft wëllt, dee ganze Kreeslaf vun der Quell bis bei d'Entsuergung ënnert der Responsabilitéit vun öffentlechen Instanzen - Stat a Gemengen - muss stoen. Oder anescht gesot, dat onersetzlech Liewensmittel Waasser muss enger demokratischer Kontroll ënnerleien.

Ech erënneren och un déi Diskussioun, déi mer am Kader vun dem Débat iwwert d'Kompetenze Stat-Gemengen hei op dëser Plaz virun dräi Joer haten. Do hu mir schonn op eppes higewisen, wat mir perséinlech an och menger Fraktioun wichteg ass, datt ass de Subsidiaritätsprinzip, deen eng wichteg Roll spillt, ebe well d'Waasser virun allem och eng lokal Ressource ass, an d'Servicer ënnert der Responsabilitéit vun nationalen a kommunalen Autoritéite stinn.

Datselwecht ënnersträicht de Conseil économique et social a sengem Avis, wann e seet, datt een deenen europäeschen Autoritéite just soll déi Kompetenze ginn, fir déi si eng Plus-value kënnent bréngen par rapport zu nationalen a lokale Stellen. Dat weist de Stellewäert um Niveau vun den eenzelne Länner am Kontext Subsidiarität.

Zum Schluss wollt ech daitlech maachen, datt et bei deem neie Gesetz net nëmme dem d'Émsetzung vun enger Direktiv geet, mä datt mer am Fong ee fonkelneit Waassergesetz erwaarden a kréie

sollen, mat alle Schikanen, wou eben all déi wesentlech Elementer, och déi vum preventive Waasserschutz, dra verankert sinn. Fir mech ass d'Émsetzung vun dëser Direktiv also e ganz ambitiösen an och een innovativen Usatz fir d'Gestioun vum Waasser an Zukunft zu Lëtzebuerg.

Ech wollt awer dann als lescht Satz soen, datt et wichteg ass, datt een déi liewensnoutwendeg Ressource do eben net de Gesetzer vum Maart ënnerwerft. Ech wollt ee ganz bekannt Beispill soen, net vun dësem Kontinent, mä aus Latäinamerika: Do gouf et zu Cochabamba a Bolivien d'Guerra del Agua virun enger gewëssener Zäit. Do hat eng US-amerikanesch Entreprise eng Konzessioun kritt iwwer 30 Joer, fir d'Waasserversuergung an där Stad Cochabamba ze organiséieren. D'Resultat, wat war dat? Et waren natierlech Präiserhéijungen, et war awer och parallell Qualitéitsverloscht, well d'Waasserserréier sinn net ënnerhale ginn. De Contraire ass geschitt, et ass nâischt méi gefléckt ginn, an Entloosunge sinn nach derbäikomm.

Am Abrëll 2000 koum et dunn zum Streik vun de Leit. D'Resultat ware 40 Doudeger a Strooseschluechten. Dat waren d'Affer vun där Mobiliséierung. Kuerz drop ass d'Waasserversuergung zréck an öffentlech Hänn bruecht ginn. Haut, muss ee soen, huet dee klenge Andestat en eegene Waasserministère, fir ze weisen, wéi wichteg datt déi Politik ass.

Zum Schluss wollt ech och nach soen - den Här Calmes hat domadder ugefaang: Um 4. Weltwaasserforum a Mexiko ass och erëm gefuerdert ginn, wéi déi zwou Kéiere virdrun zu Den Haag an och zu Kyoto, datt den Zougang zum Waasser als Mänscherecht a weltwäit als en Allgemeingut misst agestuuft ginn. Et ass och dës Kéier schif gaangen.

Ech wollt duerfir zum Schluss soen: Här President, Waasserressourcë verdéngen eise Respekt an eegne sech iwwerhaupt net - ech widderhuele mech do - als Spillball fir Privatwirtschaftsinteressen. Et lichter an, datt den Zougang zu propperem Drénkwaasser misst en elementaart Mänscherecht sinn. Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Schank. Den nächste Riedner ass den Här Romain Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Romain Schneider (LSAP).** - Här President, ier mer mat Waasser ufänken, huele mer dann eng Schlupp Waasser.

■ **Plusieurs voix.** - Et ass dâers deieren.

■ **M. Romain Schneider (LSAP).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, d'Interpellatioun vum honorabelen Här Emile Calmes ass menger Meinung no den Ufank vun enger Rei vun Debatten, déi mer wäerte féieren am Hibleck op dat net Waassergesetz. Dobäi sinn d'Diskussioun villsäitig, an d'Léisungen an d'Virschléi an der EU-Kader-Direktiv, déi jo eigentlech schonn hätt missen am Dezember 2003 ëmgesat ginn, kloer definéiert.

Här President, haut wësse mer, datt de Problem vun der Waasserversuergung ee weltwäiten ass, awer och op europäeschem Niveau sech grouss Énnerscheeder duerstellen. Gëtt et a Länner wéi Éisträich, Holland a Schweden grouss Reserven, an esou Länner wéi Däitschland, Frankräich, England, Irland, Dänemark, Finnland a Lëtzebuerg ausräichend Reserven, sou besteet eng relativ grouss Pénurie vu Waasser fir de Moment a Spuenien, Italien, Griichenland a Portugal an enger mander grouss Beräich an der Belsch. Dir gesitt also, datt d'Drénkwaasser ënnerschiddlech an Europa ver-

deelt ass, an d'Tendenz vun enger Waasserknappheet och hei zu Lëtzebuerg besteet.

An deene leschte Méint huet de SEBES Quantitéite vu Waasser geliwert, déi bei vergläichbare Méint iwwerduerchschnëttlech héich louchen. Dëst ass bedéngt duerch, wéi schonn ugeschwat, de Grondwaasserspiegel, dee relativ niddreg ass, an eis Quellen, déi ëmmerhin 60% vun der Waasserversuergung duerstellen a relativ niddreg sinn. Et heescht also elo schonn de Message erauszeginn, mam Waasser spuersam ëmzagoen, an och bei engem Summer vun nëmme 20 bis 22 Grad muss mer eis op Spuermoosnamen astellen.

Mä erlaabt mer eng Rei vun Aspekter ze analyséieren an ze kommentéieren. An der Préambule vun der Directive-cadre vum 13. Oktober 2000 steet: «L'eau n'est pas un bien marchand comme les autres, mais un patrimoine qu'il faut protéger, défendre et traiter comme tel.» An dat weist eigentlech och op de But hi vun dëser Direktiv, dee But, deen ech mer erlaabt hunn op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen.

De But vun der Direktiv heescht also d'Schaffung vun enger Gemeinschaftsrumm fir de Schutz vun dem Bann- an Oberflächewaasser, dem Iwwergangs- a Küstegewässer, esou wéi dem Grondwaasser, fir Verschmutzung ze verhënnern oder ze begrenzen, fir nohalteg Notzung ze förderen, fir d'Émwelt ze schützen, den Zoustand vun dem Waasserökosystem ze verbessern an d'Auswirkungen, wéi Iwwerschwemmungen an Dréchen, ze verhënnern.

D'Direktiv schwätzt also, wéi schonn ugeschwat, net vun enger Liberaliséierung respektiv Privatiséierung vum Waasser; dat wäert weiderhin eng Décisioun vun de Gemenge bleiwen, a verschidde Gemenge si schonn amgang sech eegen Iwwerleungen an dësem Beräich ze maachen.

Dobäi soll een, an ech mengen, dat ass awer kloerzestellen, d'Waasser net mam Elektresch a mam Gas vergläichen. D'Waasser ass net nëmme wichteg fir d'Industrie an eise Confort, mä et ass ganz einfach iwwerliewensnoutwendeg. Et gëtt hei wichteg Émwelt- a Gesondheitsaspekter. Eng Stroumpann kann zwar vill onangenehm Konsequenzen hunn, virun allem, wa se méi laang unhält, mä eng Verschmutzung vum Drénkwaasser kann dogéint ënner Émstänn liewensbedrohlech sinn. Dobäi ass d'Waasser eng Ressource, déi mer net esou lichter aus dem Ausland importéieren kënnen, wa mer hei am Land e seriöse Problem hätten. D'Waasser ass an der Regel aus der Region. Natierlech kann een Drénkwaasser a Fläschen an de Supermärkte kafe goen, mä net an deene Quantitéiten, déi mer all Dag virun allem fir eis Hygiène brauchen.

Dat gëllt och fir Länner, wou liberaliséiert a privatiséiert gouf. Dofir ass bei der Fro no der Liberalisatioun vum Waasser och kloer ze bedenken: Konkurrenz am Waassersecteur ass nëmme limitéiert méiglech. D'Interesse vun der Privatwirtschaft dorunner ass mander grouss weinst héije Standardkritären am Beräich vun der Émwelt a virun allem am Beräich vun der Gesondheet. Dofir plädéieren ech och kloer, wéi och meng Virriedner schonn, géint eng Privatiséierung vun dem Waasser hei zu Lëtzebuerg.

Bei der Waasserversuergung hei zu Lëtzebuerg läit säit dem Dekret vu 1789 d'Responsabilitéit eleng bei de Gemengen; dat ass och gutt esou an dat soll menger Meinung no och esou bleiwen. 23 Gemenge maachen d'Versuergung iwwer eege Quellen, 34 Gemengen iwwer

eng mixte Versuergung, an 59 Gemengen approvisionnéiere sech exklusiv bei Gemengesyndikater. 60% vun dëser Drénkwaasserversuergung kommen also aus de Quellen a 40%, wéi schonn ugeschwat, vum Stau. An datt eis Waasserversuergung gutt gemaach ass, beweisen d'Statistiken, déi beleeden, datt 86% vun de Leit hei zu Lëtzebuerg zefridde si mat der Qualitéit vun hirem Waasser, an nëmme 6% Problemer domat hunn.

D'Gemengen hunn a wäerten och an Zukunft vill an d'Waasserinfrastrukturen investéieren, sief et selwer oder sief et iwwert de Bias vun de Syndikater, an deene si engagéiert sinn. Duerch de Käschtendeckungsprinzip, dee jo och an der Directive-cadre virgesinn ass, probéieren d'Gemengen dës Dépenses un de Consommateur weiterzeginn. Awer och an dësem Beräich gesäit d'Direktiv e gewësse Spillraum vir. Esou kënn beispillsweis sozial Kritäre mat berücksichtegt ginn, an et muss een och net de Waasserpräis käschtendeckend gestalten, wann een op déi aner Manéier verhënnert, datt Waasser verhonzt gëtt.

An hei kéint een zum Beispill d'Iddi verschaffen, datt een eng gewësse Quantitéit vun x Liter Waasser pro Dag géing festleeën, déi liewensnoutwendeg sinn, dat zu engem relativ niddrege Präis, also x Liter géing festhalen op engem normalen Taux, an alles, wat géing driwwer goen, op engem méi héijen Taux un de Consommateur géif verrechnen.

Wat awer op alle Fall komme muss, dat ass fir mech, wéi schonn ugeklungen, dee sou genannte Prix harmonisé, wou et also drëm geet, datt an de Gemengen déiselwecht Recheparameter berücksichtegt ginn, fir op de Präis vum Waasser ze kommen. Et wäert also och an Zukunft keen Eenheitspräis am ganze Land ginn, dofir sinn eng Rei vun Ausgangsbasiskritären ze ënnerschiddlech, mä ech mengen d'Aféierung vum Prix harmonisé gëtt eng gewësse Linn vir fir d'Berechnung vun eise Waasserpräis.

Et läit och op der Hand, an et ass schonn ugeklungen, datt de Waasserpräis hei zu Lëtzebuerg vill ze bëleg ass a mer eis ganz kloer kënnen astellen an deenen nächste Joren op zwee Euro de Meter Kibb, wann net méi! Dat sinn ëmmerhin nach nëmme zwee Euro fir 1.000 Liter proppert Drénkwaasser, dat mer kréie kënnen.

Wat an Zukunft ebensou wichteg wäert si wéi d'Quantitéit, wäert virun allem och d'Qualitéit vun eise Waasser sinn. D'EU-Direktiv ass jo virun allem eng Direktiv, déi iwwert d'Qualitéit vun eise Waasser a vun eise Drénkwaasser schwätzt. An hei schéngt et mer weiderhin eng wichteg Aufgab vun dem Waasserwirtschaftsamt ze sinn, dës Kompetenz ze iwwerhuelen an ze verbesseren. E Waasserwirtschaftsamt, dat jo no senger Grënnung am Joer 2003 dräi Erfahrungsjoren hannert sech huet. Et kann ee berouegend behaupten, datt dës Verwaltung hiren Challenge réusséiert huet. Eng Verwaltung, déi zesummegeat gouf aus fënnf Verwaltungen oder Departementer, huet a kuerzer Zäit kloer Richtlinnen an hirem Aktivitéitsfeld kreéiert. Mat Sécherheet si Verbesserungen nach ëmmer méiglech, sief et nëmme d'Reduktioun vun deenen ablécklech eefle Sites, op deenen d'Waasserwirtschaftsamt de Moment agéiert.

Och d'Implantatioun vum Waasserwirtschaftsamt an den Innenministère krut e gewësse Sënn duerch d'Ausweitung vun Innenministère an de Beräich Landesplanung. Sécher wäert och an Zukunft d'Verwaltung eng Rei Schwéierpunker an Émweltfroen hunn an d'Affectatioun un den Émweltministère weider en Thema bleiwen, wann ech awer och eischer d'Aufgabe vum Waasserwirtschaftsamt horizontal duerch eng ganz Rei vu Beräicher vun eiser Politik gesinn. Ech géif

och d'Waasserwirtschaftsamt aktiv abannen an d'Kompetenzregelung zwësche Stat a Gemengen. Den Direkter a seng Equipe hunn d'Wäitsicht an d'Kompetenz, dës Défien zesumme mam Minister unzegoen.

Här President, ech hu scho gesot, datt d'Qualitéit wichteg ass, an hei gesinn ech bei den Analyse vum Drénkwaasser - an et gouf och schonn hei vun engem vu menge Virriedner, ech mengen dem Här Calmes, ugeschwat -, datt en Zesummeschaffe virun allem bei dem Huele vun de Prouwe ganz wichtig ass an datt mer hei och virun allem mussen kucken, Suen ze spueren an effikass Prouwen ze huelen. Synergie müssen op dësem Gebitt erstallt ginn.

40% also vun eiser Waasserversuergung kommen aus der SEBES, spréich dem Stau, an déi aner 60 kommen aus den eegene Quellen; Quellen, deenen hir Standarden ëmmer méi héich goufen an déi och strikt mussen agehale ginn. Et stelle sech awer Froe bei der Exploitatioun vun dësem Quellewaasser, an eng vun de vitale Froen ass déi: Wiem gehéiert d'Waasser? Ass et deem säint, op deem sengem Terrain et erauskënnert, oder deem säint, wou et exploitéiert gëtt?

Den Artikel 3 vun der Direktiv gehäit hei Froen op. Et stellt sech d'Fro, awéiwäit international Offkommisse muss verännert ginn, fir dëser Direktiv gerecht ze ginn. Hunn eis Nopeschlänner dës Direktiv schonn ëmgesat? Mä méi wichteg fannen ech nach, datt och de Contrôle vun der Quellenerfassung muss klappen. D'Gemengen an d'Syndikater kréien déck Oplage gemaach, zu Recht, si hale se an a kréien eng Genehmegung fir d'Bohrung. Wa se keng Genehmegung kréien, da gëtt d'Bohrung och net gemaach. Wéi gesäit et awer mat Privaten, mat Industrien oder mat der Landwirtschaft aus? Wie kontrolléiert a sanctionnéiert an der Praxis dës Mësstänn?

Här President, Dir Damen an Dir Hären, niewent der Verdeelung vum Drénkwaasser ass eng propper Entsuergung vum Waasser wichteg fir eis Émwelt. D'Direktiv schreift hei vir, dass all Land e Programm mat Moosnamen opstellt, déi et ergräife wëllt, fir d'Waasserqualitéit ze verbesseren. Eis Baachen a Flëss kënnen nëmme propper Gewässer ginn, wann och weider an héichwäerteg Kläranlagen investéiert gëtt. Milliounen goufe säitens dem Stat an de Gemengen an Ofwaasserinfrastrukturen, spréich Kanalisatioun oder Kläranlagen, investéiert. Dëse Wee muss och virugefouert ginn.

Dëst ass eng Intentioun an déi ass och festgehalten am Regierungsprogramm 2004/2009, wou ee liest, an hei schwätze mer virun allem vun enger Protection optimale des masses d'eau. Laut Direktiv geet de Schutz net duer. Et muss e regelrechte Programm fir d'Verbesserung gemaach ginn, mat klaren Zilvirgaben. De Qualitéitsniveau, deen d'Direktiv virgesäit, muss am Prinzip banne 15 Joer, dat heescht also bis 2018, erreecht ginn. An dee sou genannte Plan national d'assainissement des eaux muss erstallt ginn.

D'Kompetenze vun de Gemengen an dësem Domän solle restrukturéiert ginn duerch d'Schafe vu sou genannte schonn ugeschwate Syndicats mixtes, Stat a Gemengen, op regionaler Basis an eventuell national kontrolléiert. Dëst ass menger Meinung no de richtege Schrott fir eng besser koordinéiert a präiswäertig Aufgaberegulung an dësem Beräich. D'Kläranlagen also an enger grousser nationaler Struktur, an dat lokal Netz weider a Gemengenhand. Dës Kompetenzenopdeeling muss och, wéi scho gesot, an der Commission de la réorganisation territoriale beschwat ginn.

Nach e puer Froen, nach e puer Bemierkunge vu menger Säit aus. Wou sti mer eigentlech? Mir kruten



hei d'Äntwerten, datt et geschwënn esou wäit wier, datt mer eist neit Waassergesetz kréien. Also d'Fro, déi den Innenminister mat Sécherheet wäert beäntweren: Wou sti mer mam neie Waassergesetz? Wa mer bis dat neit Gesetz hunn, wéi grouss sinn dann d'Efforten, déi jiddferee muss maachen, fir datt och an der Realitéit wierklech dës Effeten ëmgesat ginn? An et geet hei och net nëmmen ëm d'Drénkwaasser, mä ëm eis Gewässer am Allgemengen.

Wéi staark polluëiert sinn dës Gewässer am Moment? Hu mer do iwwerhaapt systematesch Donnéeën driwwer? An da wësse mer och, datt am Unhang vun der EU-Direktiv zwielef Polluanten opgeléist ginn, déi besonnesch mussen berücksichtegt ginn. Wësse mer, ob dës Polluanten och an eise Gewässer erëmzefanne sinn oder net? A wat fir eng Moosname mussen mer dergéint huelen, wann dat de Fall ass?

Zum Schluss wësse mer awer och, datt net all Incident kann ausbleiwen, an am Januar 2005, mengen ech, hu mer een esou en Incident, oder en hallwen Incident erlieft, an ech mengen, deemools war jiddfereen iwwerrascht an net virbereet op dës Situatioun.

An der Tëschenzäit gouf, menger Informatioun no, e Katastropheleng hei ausgeschafft, dee bei esou engem Incident och soll gräifen. Et ass awer wichteg, déi betreffend Partner - an hei schwätzen ech virun allem vun de Gemengen, déi nämlech responsabel si fir eng propper Waasserversuergung - bestens ze informéieren. Et kann och net sinn, datt niewent engem nationale Plang een net koordinéierte Plang an deenen einzelne Gemengen derniewent nach funktionéiert, an dofir ass et wichteg, datt dësen nationale Katastropheleng och mat de Gemengen oder hirem Verrieder, dem Syvicol, ofgeschwat gëtt, esou datt, wann een Incident geschitt, och wierklech jiddfereen optimal preparéiert ass, fir d'Informatioun u säi Bierger virunzeginn.

Zum Schluss wëll ech bemerken, datt all déi Informatiounen, déi Stellungnahmen, déi Colloquen, a virun allem och den Avis vum Conseil économique et social dozou bäigedroen hunn, datt mer eng gutt Debatt iwwert d'Waasser kënnen lancéieren, an ech sinn iwwerzeegt, datt mer och en nohaltéig an e gutt neit Waassergesetz hei zu Lëtzebuerg kënnen kréien.

Ech soe Merci.

**Plusieurs voix** - Très bien!

**M. le Président** - Merci, Hâr Schneider. Elo ass ageschriwwen den Hâr Kox. Hâr Kox, wann ech gelift!

**M. Henri Kox (DÉI GRÉNG)** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, bon, als véierte Riedner iwwert d'Waasser ze schwätzen haut mécht d'Saach e bësse méi schwéier, well scho ganz vill Aspekter ugeschwat goufen, an ech och eng ganz Rei vu Widerhuelunge wäert maachen. Mä ech mengen, insbesondere d'Waasser gëtt immens wichteg, sou dass mer an der nächster Zukunft nach méi oft doriwwer wäerten diskutéieren.

Fir d'éischt wëll ech awer dem Hâr Calmes trotzdeem Merci soe fir déi Initiativ, fir d'Regierung iwwert d'Waasserpollitik ze interpelléieren. Ech mengen, aus grénger Siicht ass et wichteg, well mir gesinn net esou richtig, wou et no zwee Joer Regierung esou richtig an der Waasserpollitik higeet.

D'Waasser an d'Energie - den Hâr Schank huet virduwronn eng Kéier kuerz doriwwer geschwat - sinn a sech ganz grouss Erausforderunge fir d'21. Jorhonnert. Tëschent der Energie an dem Waasserkonsum gëtt et eng ganz Rei vu Parallelen opzeweisen. Ouni d'Waasser, ouni Energie, mengen

ech, leeft net allze vill hei op der Welt. Souwuel d'Waasser wéi och d'Energie ginn awer ouni déi néideg Suergfalt konsuméiert. Dobäi sinn d'Erkenntnisser, déi mir méttlerweil iwwert d'Ëmweltauswierkunge vun dësem iwwerdrüwene Konsum hunn, méi wéi erschreckend.

De Klimawandel an d'Waasser-Verknappung an d'Verschmutzung sinn déi logesch Konsequenze mat fatale Folgen, an dat besonnesch fir d'Populatiounen aus den Drëttweltlänner. Ech brauch déi Zuelen hei net méi ze rappeléieren. Mä et kënnt derbäi, dass éischters eng steigend Weltpopulatioun ze vermieren ass; d'Urbanisatioun, d'Industrialisatioun a besonnesch déi intensiv Landwirtschaft droe weider dozou bäi, dass d'Situatioun sech an der nächster Zukunft net onbedéngt wäert verbesseren.

Bon, Lëtzebuerg ass och do befrä: «...le déficit de précipitations ces trois dernières années se fait sentir dans nos réserves d'eau. (...) De plus, les eaux souterraines sont polluées par divers produits nocifs et la capacité d'auto-épuration des eaux souterraines est saturée en maints endroits, ce qui complique l'emploi de ces ressources pour l'approvisionnement en eau potable.» Dat ass den offizielle Communiqué vum Ministère de l'Intérieur zur Journée mondiale de l'Eau vum leschten 22. Mäerz. Dorausser kann ech jiddefalls nëmmen e Constat d'échec erausliesen. Souwuel dës Regierung wéi och d'Virgängerregierung schéngen also nach net immens erfollegräich gewiescht ze sinn, soss hätt wuel eppes anescht iwwert déi Lëtzebuerg Waasserpollitik do gestanen.

Ech mengen, d'Aussoen, déi een och de Moien an enger Lëtzebuerg Zeitung gelies huet, weisen drop hin, dass mer effektiv e grouse Problem an eise Waasserreserven hunn. Och net nëmmen, dass d'Waasserreserven ofhuelen, mä et sinn och eng ganz Rei vu Quellen an deene leschte Joren zougemaach ginn, besonnesch aus Qualitätskritären oder well se net méi dem neiste Standard entsprach hunn. Et bleift also nach villes, vläicht nach alles ze maachen.

Dobäi hate mer a sech schonn en Instrument oder hunn e ganz gutt Instrument: d'Gesetz vun 1993 iwwert de Schutz an d'Gestioun vum Waasser. Dat ass e ganz gutt Gesetz, e Gesetz, wat scho ganz vill Méiglechkeeten opgelooss huet, fir d'Waasserwirtschaft oder de Waasserkreeslaf ze schützen. E ganze Katalog vu preventiv Moosname waren an deem Gesetz virgesinn.

Esou gesäit zum Beispill den Artikel 5 vir, dass en Inventaire iwwert d'Waasserqualität sollt gemaach ginn, eng Monografie no de physikaleschen, chemeschen, biologeschen a bakteriologesche Kritären iwwert d'Qualitéit vun all de Gewässer sollt erstallt ginn. Bis haut awer Fehlanzeige.

Och den Artikel 6 vun deemselwechte Gesetz gesäit vir zum Beispill, dass e Waasserwirtschaftsplan erstallt sollt ginn, an deem d'Ausweisung vun Drénkwaasserschutzzone geregelt sollt ginn.

Des Weidere gesäit den Artikel 15 vir, dass d'Gemengen obligéiert sinn, Kläranlagen ze bauen. Och do ass nach e grouse Retard opzehuelen.

Ech mengen, et ass nach säitdeem vill Waasser d'Musel erfogelaf, ob-schonn op Lëtzebuerg Säit méttlerweil awer eng Dynamik do ze verzechnen ass. Zumindest mir vun der Uewermusel schéngen dëst Zil jo 2008 kënnen ze errechen, sou dass mer dann endlech och do mat enger propperer Kläranlag kënnen déngen.

Mä do stellt sech eng aner Fro, wat net esou einfach ass, wat haut och schonn ugeschwat gouf, datt sinn déi Syndikaten, déi sech do stellen. Et gëtt ëmmer vun engem na-

tionale Syndikat geschwat. Hei stellt sech awer d'Fro: Inwiefern ass dat Syndikat och adaptéiert, wann een eng grenziwwerschreidend Kooperatioun huet, sou wéi dat de Fall ass bei der Kläranlag vun der Uewermusel, wou op där anerer Säit zu Besch d'Kläranlag gebaut gëtt?

Op der Ënnermusel schéngt sech jo och Bewegung ze maachen, mä do ass schonn den éischten Interessekonflikt, deen do erëm entsteet, well gläichzäiteg de Wirtschaftsminister op d'ärselwechter Plaz, zu Gréiwemaacher, d'Capacitéit vun den Tanklager wëllt erweideren. Ech mengen awer, d'Prioritéit misst een awer hei fir d'éischt emol der Kläranlag ginn. Vläch kann de Minister méi spéit kuerz drop zrëckkommen.

Den Titre IV vun dësem Gesetz regelt d'Quelleschutzzonen. Hei ginn d'Kompetenzen, fir d'Quelleschutzzonen auszuweisen, vun de Gemengen op de Stat iwwerdroen. Dëst, well anscheinend d'Gemengen net déi néideg Suergfalt an der Vergaangenheet un den Dag geluecht hunn, fir esou Schutzzonen auszuweisen. Duerch déi staatlech Interventioun, sou déi deemoleg Ausso, géif endlech eng nei Dynamik an dësen Dossier bewierkt ginn.

Zwielef Joer no dësem Gesetz ass ausser vläch der Schutzzon ëm de Stauséi keng weider Drénkwaasserschutzzone entstanden. Net nëmmen, datt de Stat net aktiv ginn ass, neen, zousätzlech waren de Gemengen d'Hänn gebonnen, well si kee Recht méi an dësem Zusammenhang haten.

Schlëmmer nach: An deene leschte Jore goufen eng ganz Rei vu Quelle weinst baulechen a sanitäre Mängel zougemaach. Entweder waren d'Gemengen net bereet oder beziehungsweise goufen net motivéiert, sou ze investéieren, fir sech dem fachleche Standard unzepassen. Nozeliesen, wéi scho gesot, haut an der Lëtzebuerg Dageszeitung.

Ech sinn also net ganz iwwerzeegt dovunner, dass déi staatlech Interventioun do den néidege Suivi oder déi néideg Dynamik erabruucht huet, well mer effektiv dat jo schonn zwielef Joer hunn.

D'Resultat vun der Lëtzebuerg Waasserpollitik ass deemno trotzdeem e bëssen ernüchternd. Zéng wann net 20 Joer sinn effektiv verschlof ginn, fir endlech Neel mat Käpp do ze maachen.

D'Ursaache vun esou enger verfeelter Waasserpollitik sinn natierlech villfälteg an och villschichteg, an trotzdeem ëmmer nach hausgemaach. Hei steet net nëmmen eng Regierung um Pranger, mä et stinn déi fréier Regierungen an der Verantwortung.

Et kann ee sech natierlech d'Fro stellen, ob an der Vergaangenheet iwwerhaapt de politesche Wëllen do war, fir eng seriö Waasserpollitik ze bedriewen. Wéi ass et mat den Ziler? Wa keng kloer Ziler formuléiert goufen, ass et natierlech schwéier ze wëssen, a wéi eng Richtung d'Waasserpollitik schlussendlech soll goen.

Waren déi néideg Moyene bereet gestallt, fir d'Instrumenter an d'Programmer och kënnen ëmzesetzen? Ware genuch Sue respektiv och dat néidegt Personal bereitgestallt ginn, dëst alles ëmzesetzen? Waren och d'Strukturen do, fir dës Programmer ëmzesetzen?

An och ëmmer erëm déi grouss an oft widderspreechlech Intéréten, déi een an der Praxis gesäit, a besonnesch tëschent der Landwirtschaft an dem Naturschutz.

Och d'Waasser hei zu Lëtzebuerg huet nach ëmmer net de richtege Präis. Et ass scho gesot ginn, de

Pollueur-Payeur-Prinzip gëtt kaum ugewant.

A schlussendlech gouf keen Débat public - an deen ass ganz wichteg hei an dëser Debatt - lancéiert, fir d'Wichtigkeet vun engem proppen a sécherem Waasserkreeslaf ze diskutéieren.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, a wou sti mir haut? Ass d'Situatioun dann elo besser ginn? Wann een d'Entwécklung vun de leschte Méint kuckt, däerf een trotzdeem e bëssen dorunner zweifelen.

D'Strukturen, fir eng seriö Waasserpollitik ze bedriewen, si jiddefalls mol theoretisch do. Mä huet d'Waasserpollitik och haut déi néideg Moyenen? Virun allem, huet se e kloer Optrag vum Minister mat kloer definéierten Ziler?

Wéi ass et mat den Ofsproochen tëschent de verschiddene Ministère a Verwaltungen? Wéi steet et zum Beispill mat de Renaturierungsprojeten, wann een elo d'Diskussiounen dodriwwer nokuckt?

Nach schlëmmer gesäit et do aus, well de Krich tëschent de Beamte méttlerweil op der Place publique ausgedroe gëtt. Eng sachlech Ausernanersetzung ass bal net méi méiglech.

Wat soen d'Ministern zu där Problematik? Gouf et Gespréicher tëschent deenen zoustännege Ministern - an hei sinn et der gläich dräi: Boden, Lux an Halsdorf?

Fir déi Gréng bestätegt et sech awer, dass d'Wirtschaftsamt no eisen Iddien dach éischter besser am Ëmweltministère hätt missen ugesiedelt ginn.

Wéi esou oft, zumindest, wat déi ëmweltpolitesch Dossierer ubelaangt, schéngt d'Rettung erëm vu Bréissel ze kommen. Et ass scho gesot ginn, d'Waasserrahmenrichtdirektiv wäert op jidde Fall déi néideg Bewegung an dësen Dossier erabrénge.

Eleng d'Debatt iwwert de richtege Waasserpräis suert fir déi néideg Intéréten. De Seminar iwwert de Waasserpräis vu virun zwou Wochen an der Abtei Neumünster huet gewisen, datt d'Interesse an d'Opklärungsbedürfnis ganz grouss ass. Déi Gréng wënsche sech, dass déi Veranstaltung keng eemoleg Aktioun war, mä den Ufank vun enger ganzer Serie vun Opklärungsversammlungen.

Sou Seminare si wuel wichteg, besonnesch fir déi politesch Verantwortlech an de Gemengen, ginn awer net duer, wann net parallell Sensibiliséierungsaktiounen a Campagnë fir de Grand public duerchgefouert ginn.

D'Responsabilitéit huet all einzelne Bierger, fir mam Waasser verantwortungsvoll ëmzuegoen.

Och wann de Waasserpräis net den Hauptpunkt vun der Direktiv ass, sou kann deen awer grad zu Lëtzebuerg zu engem Mentalitéitswandel bäidroen. Bis elo gëllt beim Waasser wéi bei ville Produkter: Wat näischt kascht, dat ass och näischt a wat kee Wäert huet, dofir interesséiert och kee sech. Dat muss, dat wäert an dat soll sech an der Zukunft änneren.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng waarden also gespaant op d'Aussoe vum Innenminister haut, waarden awer och nach méi gespaant op de Projet de loi iwwert d'Ëmsetzung vun der Waasserrahmenrichtlinn.

A waarden och gespaant op eng méi zilorientéiert Zesummenarbeit mat der Landwirtschaft. Hei bleift och nach munches ze ënnerehuelen, sief dat bei de Pestiziden an och nach bei den Nitrater. D'Landwirtschaft ass awer net eleng schold un där Entwécklung.

Mir mussen als Gesellschaft bereet sinn, d'Landwirtschaft op de Wee do ze begleeden. Dëst geet net zum Nulltarif, dëst geet just, wann déi néideg Mëttele bereitgestallt ginn.

Sou hunn ech mat vill Interessi héieren, datt Dir, Hâr Minister, bereet sidd, Waasserschutzzonen duerch ökologesche Landbau ze ënnerstëtzen. D'Beispill vun de Münchener Waasserwierker - et ass scho virduwron Hâr Schank ugeschwat ginn -, dat jo d'lescht Joer op engem Seminar virgestallt gouf bei der SEBES, beweist, dass duerch eng proaktiv Politik eng ganz Rei vu konkreten Erfollegern um Terrain kënnen realiséiert ginn. Nämlech duerch méi eng differenzéiert an zilorientéiert Ënnerstëtzung vun deene landwirtschaftleche Fläche ronderëm d'Quellen an d'Gewässer loosse sech vill Win-Win-Situatiounen errechen, souwuel fir de Bauer wéi och déi eenzel Waasserwierker.

Mir kucken also gespaant op déi Defiziter, dass déi an der Zukunft kënnen behewe ginn. Mir kucken, ob et geléngt, d'Waasser endlech zum Thema hei a Lëtzebuerg ze kréien, zu engem regelrechte Sujet, sou dass d'ganz Gesellschaft dozou sensibiliséiert gëtt, hei endlech Faarf ze bekennen.

Mir kucke schlussendlech, ob et geléngt den néidege Paradigmenwessel hei zu Lëtzebuerg am Ëmgang mat dem Waasser erbäuféieren. Ech soen lech Merci.

**Une voix** - Très bien.

**M. le Président** - Merci, Hâr Kox. Als nächsten ass den Hâr Gibéryen ageschriwwen.

**M. Gast Gibéryen (ADR)** - Merci, Hâr President.

Dir Dammen an Dir Hären, vill Leit si sech sécherlech net bewosst, datt d'Waasser dat wichtegst Liewensmëttel ass, wat et gëtt. D'Waasser bedeit op där enger Säit Liewen an op där anerer Säit fir vill Leit den Doud.

Et hu schonn eng Rei vu menge Virriedner hei de Mëtteg Beispiller virgeluecht, déi mer an eisen Dokumenter hunn, an och mam Risiko, datt ech verschiddener duebel oder dräifach vläch soen, mengen ech, ass et dach wichteg, datt een ëmmer erëm op en Neits Verschiddenes ënnersträicht, wéi zum Beispill, datt am Moment eng Milliard Menschen op der Welt, oder all Sechsten, keen direkten Zougang zu Waasser huet.

Weltwäit rangéiert d'Waasser als Doudesursaach viru Krankheete wéi Aids oder Malaria. All Dag stierwen 10.000 Menschen, dorënner 4.000 Kanner, weinst Waasserkonsum, an all Dag ginn 90.000 Leit duerch d'Welt duerch de Waasserkonsum krank.

Mä och fir d'Liewensmëttelen hierzestellen, ass d'Waasser enorm wichteg. An ech war erstaunt folgend Chifferen ze liesen: Wann zum Beispill 16.000 Liter Waasser gebraucht gi fir e Kilo Rëndfleesch hierzestellen, 4.500 Liter fir e Kilo Râis, 1.500 Liter fir e Kilo Fruucht, da sinn et ëmmerhin nach 30 Liter Waasser, fir ee Liter Béier hierzestellen.

Wann dat doten och weltwäit grouss Problemer sinn, sou huet Lëtzebuerg dach nach ëmmer eng gutt Situatioun, wat d'Waasserversuergung ubelaangt, wat awer keng Garantie fir d'Zukunft ass.

Lëtzebuerg bezitt säi Waasser zu engem Drëttel aus Iwwerflächewaasser, dem Stauséi, an zu zwee Drëttel aus Quelle vun Grundwaasser. 23 Gemenge kréien hiert Waasser exklusiv aus Quellen, 34 Gemengen hunn e Mëschsystem duerch Quellen a sinn u Waassersyndikater uegebonden an 59 Gemenge kréien exklusiv Waasser iwwer interkommunal Syndikater.

Wa Lëtzebuerg och direkt kee Problem huet, wat souwuel d'Qualitéit wéi d'Quantitéit ubelaangt, sou mer zum Beispill awer haut an der Press kënnen liesen, datt vum Waasserpollitik d'grouss hige-wise gëtt, datt op Grund vun deem weinege Reen, deen an deenen dräi leschte Joer gefall ass, de Spi-



gel vum Grondwaasser sech gesenkt huet, sou datt et an deem Summer kéint eng Waasserknappheet ginn. D'Waasserknappheet ass erëm relativ, well déi, déi Quellen hunn, a sech aus dem Grondwaasser approximéieren, hunn éischter Problemer, wann de Grondwaasserspiegel sech senkt, wéi déi, déi zum Beispill Waasser aus dem Stauséi kréien. An dach, mengen ech, ass et e generelle Problem, wou jidderee muss mat upaken, egal vu wou datt en d'Waasser hierkritt.

Och ass dacks d'Waasserknappheet e Problem, wat vu Gemeng zu Gemeng verschidden ass. Ganz dacks héiert een, datt Gemenge verbidden am Summer Waasser ze benotzen, net onbedéngt dann, wann eng Waasserknappheet do ass, mä ganz dacks och ass dat op lokal Infrastrukturen zréckzeféieren, déi e gewëssenen Alter hunn an dann net méi d'Méiglechkeet hunn, fir déi grouss Nofro, déi a Spéizestonnen de Summer kënt, zefridde stellend ze beliwieren.

Mir wäerten d'Waasserrahmenrichtlinn a kuerzer Zäit hei am Parlament kënnen diskutéieren an ëmsetzen. Ech wëll och duerfir nëmmen am Fong méi eng prinzipiell Fro stellen. Am Fong, ass et net traureg, datt d'EU eis oder och anere Staten iwwerhaupt muss virschreien, datt mer mat eisem Waasser musse spuersam ëmgoen, datt mer musse Schutzzone maachen, datt d'Qualitéit an d'Quantitéit mussen Normen entsprechen?

Misst et net eng Selbstverständlechkeet sinn, datt déi eenzel Länner vu sech aus déi Moosnamen ergräifen? A misst déi dote Fro net souguer am Kader vun der Subsidiariteit dohin decidéiert ginn, datt d'EU am Fong nëischt an där dote Fro ze soen huet, an datt déi eenzel Länner besser outiliéiert wieren a verflucht am Fong wieren, well et bis op déi ënnescht Instanz, nämlech d'Gemengen, zréckgeet, fir déi Problematik do zur Zefriddenheet ze léisen?

Fir datt d'Subsidiariteit op deem Niveau spillt, kann een zwar an dëser Problematik net alles generell op d'Länner oder op d'Gemengen oder Regionen ofwälzen. Mä zum Beispill, wat d'lwuerflächewaasser ass, wat d'Flëss ubelaangt, ass et sécherlech eng europäesch Fro, well d'Flëss grenziwwerschreidend sinn, an et net ka sinn, datt ee Land deem anere Land iwwert de Wee vum Floss eng mannerwäerteg Qualitéit géif zouféieren. Op deem Niveau ass et sécherlech eng europäesch Responsabilitéit. Mä op där anerer Säit misst et awer sécherlech, wat d'Waasser ubelaangt, eng Normalitéit sinn, wat souwuel d'Qualitéit ewéi Quantitéit ubelaangt, datt dat op nationalem Plang misst gemaach ginn.

Ech wëll an deem Zesammenhang soen, a mech menge Virriedner uschlëssen, datt mir och géint eng Liberaliséierung, eng Privatiséierung vun der Waasserbetrieung, -liwwerung, -qualitéit, an alles sinn, well d'Waasser e wichtegt Liewensmëttel ass, an datt mer hei musse Kritäre festleeën, déi an öffentlecher Hand musse bleiwen, an datt dat net däréi privatwirtschaftlech geregelt ginn.

Här President, ee Wuert zum Waasserwirtschaftsamt, wat mer virun e puer Joer hei an der Chamber gestëmmt hunn. Ech hunn haut de Moien emol déi Debatten nogelies, bei deenen am Fong d'Haaptdiskussioun heibanne war, ob dat Waasserwirtschaftsamt misst an den Ennvironnement oder an den Intérieur kommen. Deemools waren et déi dräi Oppositionsparteien - d'LSAP, déi Gréng an den ADR -, déi am Fong fir den Ennvironnement plädéiert hunn. D'Regierungsparteien hu fir den Intérieur plädéiert, an de Kolleg Calmes huet de Mëtteg gesot, si hätte sech deemools misse breetklappe loosse, mä perséinlech wier hien och fir den Ennvironnement.

Haut, mengen ech, kënne mer awer soen, no deenen zwee Joer, déi dat Waasserwirtschaftsamt fonctionnéiert, datt een am Fong nëmme positiv Kritiken iwwert dat Waasserwirtschaftsamt vun deene Leit kritt, déi domadder ze dinn hunn. Dat ass jo am Fong e Wirtschaftsamt, vun deem een net geduecht hätt, dass, nodeem ee verschidde Verwaltungen - mir hunn der nach ëmmer fénnef Stéck - esou géif zesummeschloen, dat Amt sech kuerzfristeg awer kéint esou opbauen an esou gutt fonctionnel ginn. Op jidde Fall déi Echoen, déi ech kritt hunn aus eisem Eck, déi si praktesch alleguer nëmme positiver Natur, firwat een deene Leit och ka félicitéieren.

#### (Interruption)

De Kolleg Calmes seet: Et huet näischt mam Ministère ze dinn. Mä et ass awer e Beweis, datt esou e Waasserwirtschaftsamt och ënner engem Intérieur kann eng gutt Aarbecht maachen.

Op där anerer Säit muss ech zwar soen, Här President, datt ech haut awer gären och bereet wier, fir ze soen, op Grond vun neien Erkenntnisser, datt et net muss onbedéngt falsch gewiescht sinn, datt d'Waasserwirtschaftsamt bei den Intérieur komm ass. Well et ass schliesslech zoustänneg - virun allem do, wou mat de Gemengen zesummege-schafft gëtt - bis hin fir d'Erfaassen, d'Verdeelung vum Waasser, mä awer och wat de Contrôle, wat d'Qualitéit betrëfft, awer och bis hin zur Ofwaasserverschmutzung, Kläranlagen an dat alles, wat jo awer direkt mat de Gemengen, an duerfir mam Intérieur, ze dinn huet.

An op där anerer Säit, Här President, weess ech och net, ob mer net ee Ministère wéi den Ennvironnement ze vill staark gemaach hätten, wa mer deem esou eng grouss Verwaltung bäiginn hätten. Well ech muss éierlech soen, datt ech och déi lescht Zäit Bedenken hu vis-à-vis vu verschiddenen Décisionen, déi am Ennvironnement geholl si ginn. An ech mengen, et wier net onbedéngt gutt gewiescht, well ze vill Pouvoir an ee Ministère komm wier.

Den Ennvironnement huet eng Rei vu Pouvoiré souwéiso op Grond vum Gesetz, a wann hei e Waasserwirtschaftsamt ënnert der Tutelle vun engem anere Ministère fonctionnéiert, deen och doudsécher no ekologesche Kritäre fonctionnéiert, awer vläicht net engem Ministère ënnersteet, dee menger Meenung no, wéi gesot, dach awer relativ, vu menger Säit aus, diskutéierbar Décisionen an der leschter Zäit geholl huet, dann ass dat net sou schlecht. Duerfir géif ech mengen, datt et net onbedéngt gutt wier, wann ze vill Pouvoir an ee Ministère an där dote Richtung géif kommen.

Een anere Problem, dee mer musse diskutéieren, dat ass, datt mer scho gutt berode sinn och bei der Waasserversuergung op zwee Féiss ze stoen. Mir wëssen, wéi mer de Stauséi erneiert hunn, hate mer eng Solution de rechange opgebaut, déi du fonctionnéiert huet, a wou mer am Fong konnten d'Waasserquantitéit an och -qualitéit garantéieren während deene ganze Bauaarbechten oder Erneierungsaarbechte vum Stauséi. Déi ass nach do, fir de Fall, dass se eben eng kéier gebraucht gëtt.

D'Fro, déi mer eis musse stellen, datt sinn déi Gemengen, déi exklusiv op hir Quelle limitéiert sinn. Et gëtt eng Rei vu Gemengen, déi hunn de Mëschsystem. Déi hu wuel hir Quellen, mä déi hunn awer eng Garantie, doduerch datt se och u Waassersyndikater ugeschloss sinn. Wann eng kéier eppes mat hire Quelle virkënt, da kënne se ëmmer zréckgräifen op d'Waassersyndikat.

Mä déi Gemengen, deenen hir Waasserversuergung exklusiv op Quelle berout, an déi vläicht och nëmmen eng Quell hunn, oder Quellen, déi relativ no beienee

sinn, an do géife mer eng kéier Problemer da kréien, da wier et fir déi Gemenge sécherlech - an et sinn 23 Gemengen am Land, déi exklusiv hiert Waasser vun hire Quelle kréien -, eng staark Ofhängegkeet. Déi Gemengen, mengen ech, wiere gutt beroden och ze kucken eng Léisung ze kréien, fir un e Syndikat ugeschloss ze ginn, fir an alle Situatiounen kënnen awer Waasser an enger gudder Qualitéit ze offéieren.

E Punkt, deen ëmmer hei diskutéiert gëtt, ass de Waasserpräis. Och de Waasserpräis, géif ech mengen, am Kader vun der Subsidiariteit, ka weder op europäischem nach op nationalem Niveau virgeschriwwen ginn. Et muss enger Gemeng fräigestallt bleiwen, dee Waasserpräis ze froen, dee si politesch fir richtig fënn. Et ass selbstverständlech ze recommandéieren, datt dat e Präis soll sinn, dee käschendeckend ass. Mä wann eng Gemeng aus Gott weess wat fir enge politeschen Ursache géif mengen, si misst dat drënner verkafen, misst et menger Meenung no och ëmmer méiglech bleiwen; obschonn ech et perséinlech géif politesch als falsch gesinn.

Mir mussen och oppassen, wa mer déi ganz Diskussioun hei féieren, datt mer de Leit och soen, firwat dat Waasser méi deier gëtt. Well d'Leit kréie lues a lues d'Impressioun, wéi wann déi ganz Diskussioun am Fong géif drëm goen, datt mer méi Suen an d'Keess kréien. Well d'Leit kréien, wa se doheem de Krunn opréien, duerfir net méi Waasser, an och kee bessert Waasser. Se kréie just méi deiert Waasser. Et kann also net eng Diskussioun sinn, datt d'Leit op eemol dobaussen d'Impressioun kréien: Ma dat do ass elo e gudder Moyen, fir méi Geld eranzekréien, awer mir kréien duerfir net méi gebueden.

Mä et muss een et schonn a méi e generelle Kontext setzen, an de Leit soen, datt d'Waasser net nëmmen dat ass, wat vir aus dem Krunn erauskënt, mä datt dat trotzdeem ganz viles bedeit. Dat geet bis bei d'Sanéierung vun eise Baachen a Flëss, vun den Ofwässer a Schutzgebieder. Alles dat fält do mat eran, an datt et eng Investitioun an eng generell Waasserproblematik ass an net onbedéngt e Problem ass fir d'Waasser méi deier ze maachen. Firwat kann een net och vun uewen erof generell soen: „Dat ass e Waasserpräis?“ Ma well et einfach och vu Gemeng zu Gemeng aner Viraussetzung gëtt. Et gëtt éischters Gemengen, déi hunn hir eege Quellen. Et gëtt Gemengen, déi hu Mëschsystemer an et gëtt Gemengen, déi kréien hiert Waasser vun de Syndikater. An doduerch komme jo scho vu virera verschidde Präisser eraus, well déi eng Syndikater verkafen hiert Waasser méi deier wéi déi aner. Anerer hu Quellen a kréien d'Waasser duerfir méi bëlleg.

Et gëtt Stadgemengen; et gëtt Landgemengen. Eng Stadgemeng huet sécherlech hir Infrastrukturen, wou eng dicht Besiedelung vun der Populatioun ass a kann hir Infrastrukture sécherlech méi liicht a méi séier amortiséieren wéi eng Landgemeng, déi vläicht e puer honnert Meter vun Infrastrukture muss leeschten, fir een Haus unzeschlëssen. Déi kann dat sécherlech net esou amortiséieren.

Dann ass et awer och esou, déi eng Gemengen hunn an der Vergaangenheet an hir Waassernetz-Infrastrukturen a Waasserbehälter massiv investéiert, hu gutt Infrastrukturen, hu keng Fuiten. Et gëtt awer och Gemengen, wéi mer wëssen, wou 50, 80 Joer näischt méi an d'Waassernetz investéiert ginn ass an doduerch vill Fuité sinn. An et ass eis gesot ginn, datt et souguer Gemenge gëtt, wou ee kann

dovun ausgoen, datt bis zu 50% vum Waasser duerch Fuiten erëm am Buedem versickeren. Datt do de Gesteungspräis vum Waasser méi deier ass wéi an enger Gemeng, déi eng optimal Waasserinfrastruktur huet, schéngt mer och ginn.

Duerfir, wéi gesot, gëtt et eng ganz Rei vu Moosnamen, wat net déiselwecht Berechnungsbase sinn an net déiselwecht Ausgangsbase sinn. Duerfir kann een domat averstane sinn, datt een iwwer eng eenheetlech Berechnungsbase diskutéiert, awer net iwwer en eenheetleche Waasserpräis.

Nach ofschléissend, Här President, ee Wuert iwwert d'Kläranlagen. Ech mengen, do ass eiser Meenung no dee gréisste finanziellen Opwand fir déi nächst Jore gemaach. Et muss en Audit gemaach ginn. Et sinn de Mëtteg d'Chifferen hei genannt ginn, wat alles nach muss an d'Kläranlagen investéiert ginn.

Ech mengen, et ass ganz kloer, datt d'Gemengen elo lues a lues hingginn a se féieren Ofwaassertaxen an. D'Gemenge versichen och do zum Deel hir Part vun der Investitioun, déi 10%, ze récupéieren oder d'Frais d'entretien et de gestion, déi se mat enger Kläranlag, sief et enger kommunaler oder enger syndikaler, hunn, iwwert de Wee vun den Taxen eranzehuelen, mä et schwätzt keen iwwert déi 90%, déi de Stat am Fong dran investéiert.

**M. le Président.** - Här Gibéryen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - De Stat investéiert am Fong 90% dran...

**M. le Président.** - Här Gibéryen,...

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, ech si fäerdeg, Här President. De Stat investéiert 90% dran, wou kee Remboursement ass, an d'Gemengen 10%, déi se iwwert d'Taxë kënnen erakréien. An och do, mengen ech, sollt een eng kéier driwwer diskutéieren, ob een net och misst déi Waassertaxen zum Deel eventuell mat der staatlecher Participatioun kënn verbannen.

Ech soen lech Merci.

**Une voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Merci och, Här Gibéryen. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Innenminister.

**M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten haut de Mëtteg hei eng flott, interessant, konstruktiv, awer trotzdeem eng kritesch, géif ech soen - wéi ee vun de Riedner gesot huet -, eng nohalteg Debatt iwwert dat, wat de Bilan ass vun der Waasserpolitik hei am Land. Ech géif soen, et sinn elo bal zwee Joer hier, den 28. Mee 2004 ass den Datum, op deem d'Waasserwirtschaftsverwaltung geschafte gouf, also virun 22 Méint. A wann een haut e Bilan mécht, da muss ee feststellen, dass eng gutt Aarbecht gemaach ginn ass. Ech wëll och hei gären an e puer Wiederer eng kéier retracéieren, wat an deenen 22 Méint geschitt ass.

Wann een esou eng Interpellatioun ugeet, da stellt ee sech d'Fro: Firwat ass iwwerhaupt esou eng Waasserwirtschaftsverwaltung gegrënnt ginn? Et läit op der Hand, dass een doduerch d'Kompetenze kann an deem ganze Beräich, an deem komplexe Beräich vum Waasser, dass een déi dann do ka bündelen; et kritt een d'Leit all ënner een Daach. Dat erméiglecht, wat mer haut an der Politik gäre maachen, eng koordinéiert, eng integrativ Approche, well mer nëmme méi eng Persoun, een USPriechpartner op der staatlecher Säit am Waasserberäich hunn. Mir

kréien also eng kohärent Approche. Et muss een an der Waasserwirtschaftsverwaltung en technesch Emsetzungsorgan gesinn, fir eben déi Waasserrahmenrichtlinie, déi mer deemnächst hei an der Chamber déposéieren wäerten, a spéider och d'Kadergesetz ze géieren.

D'Fro ass opgeworf ginn - an ech kommen net derlaanscht drop ze äntwerten -: Firwat kënt eng Waasserwirtschaftsverwaltung an den Intérieur a firwat net an d'Ëmweltverwaltung? D'DP huet sech jo weech klappe gelooss, hat den Interpellant gesot, an den Här Body hat gemengt, no sengen Aussoen, dat wier e Feeler gewiescht.

Ech mengen net, dass et ee Feeler war, well éischters kann een Ëmweltschutz an all Ministère maachen, egal wou dat ass. Zweetens, mengen ech, bréngt den Innenminister oder den Innenministère Synergien, déi och hei ugeklonge sinn, mat sech, Synergien an der Landesplanung, well deeselwechte Minister déi Kompetenz huet. Och d'Gemengen, an dat ass och hei gesot ginn, hunn an der Planung an an der Entwécklung vun der Drénkwaasserversuergung an der Ofwaasserversuergung eppes ze soen. A last but not least huet den Intérieur och déi sou genannten Administration des services de secours, also d'Hëllefsgeschter, ënnert senger Responsabilitéit, am Fall vu Problemer beim Drénkwaasser respektiv bei Héichwaasserproblemer. Do huet een also alles gebündelt, esou dass ech mengen, dass dee Wee oder déi Décisioun net schlecht war.

Fir wat ass elo d'Waasserwirtschaftsverwaltung zoustänneg? Et kann ee wierklech net onbedéngt alles opzielen, mä et kéint een dat esou resüméieren, dass ee seet: Si ass zoustänneg fir alles dat, wat mat Waasser ze dinn huet, ausser vläicht fir d'Schéffahrt op der Musel, d'Schleisen oder den Hafen oder och d'Waasserkraaftnotzung, d'Stroumproduktioun; do ass eng aner Kompetenz do.

Mä si ass responsabel, éischters fir d'Waasserquantitéit, also Héichwaasserschutz an naturno Renaturéierungen, preventiven Héichwaasserschutz géif ech souguer soen, datt ass méi richtig, an och de Waasserkreeslaf mat allen Aspekter dovunner, dann ass se zweetens responsabel fir d'Waasserqualität, also - et ass haut ugesprach ginn - fir d'Kläranlagen, d'Koordinatioun dovun, d'Kanalanleger an de Gemengen, d'Zoustänn vun de Flëss a vun de Baachen an och fir d'Grondwaasser, e wichtegen Aspekt, op deem ech herno nach kuerz wäert agoen. Si ass zoustänneg fir de Schutz, d'Protektioun an am Fong geholl d'Ausweise vu Schutzzone; d'Koordinatioun am Beräich Drénkwaasserversuergung oder Grondwaasserschutzzone. All dat fält ënnert d'Zoustännegkeet vun der Waasserwirtschaftsverwaltung.

A last but not least - an do muss ech déi Ausso zréckweisen, déi viru gesot ginn ass - fir e performanten nationale Laboratoire, well ech fannen, dass en eng gutt Aarbecht mécht an nieft den Drénkwaasser- an Ofwaasseranalysen, déi gemaach ginn, ginn och aner Ministère, aner Verwaltungen am Ëmweltberäich - wéi géif ech soen? - mat bedéngt. Ech fannen, et gëtt eng gutt Aarbecht gemaach am Laboratoire an ech kann net d'accord si mat deenen Aussoen, déi soen, eise Waasserlaboratoire wär net performant. Ech fannen, dee mécht eng gutt Aarbecht.

An d'Bilanz, déi haut vu verschidene Leit gemaach ginn ass, kann een esou soen, ass fir d'éischt, dass 115 Leit aus fénnef Ursprungsverwaltungen - der Ëmweltverwaltung, der ASTA, de Ponts et Chaussées, der Forstverwaltung an dem Service de l'Énergie de l'État - zesummebruecht gi sinn, an ech erlaube mer op där hei



ter Plaz deene Leit Merci ze soen, déi et fäerdeg bruecht hunn eng homogen, eng performant Equipe zesummenzusetzen.

An enger éischter Phas war dat déi Equipe ronderëm de Paul Hansen, fréieren Direkter vun der Waasserwirtschaftsverwaltung, deen och eng Biergerpolitik gemaach huet, gradesou wéi säin Nofolger, den André Weidenhaupt, déi et, mengen ech, fäerdeg bruecht hunn, dass déi Leit un engem Strang zéien an dass mer eng gutt Aarbecht maachen.

Haut ass jo och op där Plaz hei aus ville Männer ugeklongen, dass eng gutt Aarbecht gemaach gëtt an och d'Relatioun Direktioun vun der Gestion de l'Eau a Ministère, Waasserwirtschaftsverwaltung a Minister, dat ganz Zesummespill, dat ass ganz gutt, an ech kann och soen, dass mat deenen anere Ministèren, dass mer och do am Fong geholl eng gutt Relatioun hunn an dass mer an deenen nächste Joren eng effikass, eng effizient Waasserpolitik hei zu Lëtzebuerg maache kënnen.

De Stellwäert vum Waasser ass en anere ginn, dees si mer eis alleguer bewosst. Duerfir wäert och an Zukunft d'Wichtigkeet vun der Waasserwirtschaftsverwaltung eng aner ginn. Mir wäerte Leit musse kréien, dat geet net anescht, well et aner Prioritéiten an eiser Gesellschaft gëtt. D'Aufgabestellung ass eng anescht wéi an deene leschte Joren, esou dass ee muss dovun ausgehen, dass d'Waasserwirtschaftsverwaltung, wat eng open, eng Biergerpolitik Verwaltung ass - dat ass emol op d'mannst dat Zil, dat se sech gesat huet -, déi no moderne Managementskriterie gefouert gëtt, dass dës Verwaltung muss am Fong geholl déi Leit kréien, fir kënnen op allen Niveauen, an där si vill ugeklongen, hire Mann oder hir Fra ze stoen.

Wat hu mer Opweises? Mir hunn en Drénkwaasserreglement, dee virgesäit, dass d'Gemenge misste bis Oktober - d'lescht Joer war et - 2005 nottament en Audit maache vun hire Réseauen. Et sinn och en Deel Gemengen, déi dat gemaach hunn, an déi kréien och elo - dat kann ech hei schonn annonciéieren - de 25. Abrëll dee sou genannte „Drépsi“ iwwerrecht, dat ass e Label, dee weist, dass déi Gemengen hir Hausaufgab gutt gemaach hunn. Dat soll also de 25. Abrëll stattfannen.

#### (Interruption)

An et si verschidde Gemengen, déi am Fong geholl do derbäi sinn - gediert, Här Braz -, an dat ass och eng gutt Saach.

Gradesou eng gutt Saach ass et - an duerfir sinn ech nach eng kéier net d'accord mat deenen Aussoen iwwert de Laboratoire -, dass eise Laboratoire akkreditéiert ginn ass, an e Laboratoire, deen akkreditéiert ass, entsprécht verschiddene Qualitätskriterien, sou dass een do muss soen, dass eng gutt Aarbecht gemaach ginn ass.

Och déi Suen, déi investéiert gi sinn am Ofwaasserberäich, déi loosse sech weisen. Am Joer 2005 si 35 Milliounen Euro investéiert ginn, am Joer 2004 waren et der 25. Dat heescht, an deene leschten zwee Joer, wou mer elo eng Waasserwirtschaftsverwaltung hunn, si 60 Milliounen Euro investéiert ginn. Wann ech déi lescht 15 Joer zrëckkucken, sinn 300 Milliounen investéiert ginn. Dat sinn also 20%, déi ënnert där neier Struktur hei, ënnert deem neie Gesetz investéiert gi sinn, wat also beweist, dass effikass geschaff gëtt, an dass d'Gemengen eng Hand mat upaken, well et sinn ëmmer nach d'Gemengen, déi Kläranlage bauen, net de Stat.

Et huet virdrun iergendee vun der Riedner gesot, de Stat géif d'Kläranlage bauen. D'Gemenge bauen d'Kläranlagen, d'Gemengen decidéieren, wat gemaach gëtt a wat net gemaach gëtt. An ech muss soen, dat Spillchen, dat fonction-

néiert ganz gutt, sou dass ech sécher sinn, dass och an deenen nächste Jore wäerte massiv Kläranlage gebaut ginn, wourop ech herno nach wäert kuerz agoen.

Am Héichwaasserberäich, muss ech soen, sinn an deene leschte fénnef Joer och iwwer 14 Milliounen investéiert ginn, an eleng an deene leschten zwee Joer nees eng kéier 7,6 Milliounen - ech hunn déi Chifferen do nogekuckt -, wat nees eng kéier beweist, dass, vun do un dass mer déi Verwaltung hunn, effizient a gutt geschaff gëtt.

Do muss en naturnoen Héichwasserschutz gemaach ginn. An do muss ech dem Här Kox soen, dass am Beräich vun der Renaturierungen schonn eng Décisioun geholl ginn ass, déi fir e Comité ze grënnen, wou Vertrieber vun Ëmweltministère, vun dem Landwirtschaftsministère a vun der Waasserwirtschaftsverwaltung zesummeschaffen,...

#### (Coups de cloche de la Présidence)

...déi an Zukunft dann d'Renaturierung begleeten. Doduerch kréie mer méi Kohärenz, doduerch kréie mer méi Effikasitéit, an do kënnen mer eng zilorientéiert Politik maachen, och mat der Landwirtschaft. Ech géif souguer soen, mir hunn en neien Dialog mat den Acteuren aus der Landwirtschaft. Also, dat ass eng flott an eng gutt Noriicht, an ech fannen, dat ass eng richtig Aart a Weis fir effizient ze schaffen.

Déiselwecht Démarche hu mer wëlles och am Klärschlamm ze maachen. Dat hat och ee vun der Riedner virdu gesot: Och am Klärschlamm solle mer eng ähnlech Démarche maachen, mat enger multidisziplinärer Equipe, déi dann déi ganz Prozesser begleet.

Gutt. Wat muss elo nach geschéien? Bon, an Zukunft ass et kloer, muss mer déi Siten, déi mer de Moment an der Verwaltung hunn - et sinn eelef Siten - konsolidéieren. Mir ginn dovun aus, dass d'Waasserwirtschaftsverwaltung op d'Fichen op Belval kennt, an dass nach eng zweet Antenn, géif ech soen, op Dikrech kennt, a mer vläicht soss am Land och nach muss kucken, mä dat Ganzt muss méi regroupéiert ginn.

Mir wäerten och an Zukunft eng nei Approche kréien am Waasserpräis, dat ass jo och virdrun hei ugeklongen. A mir iwwerleeën eis och d'Iddi, déi ech bis elo nach net gesot hunn, vun enger Redevance pour prise d'eau an och vun enger Taxe de pollution. Dat sinn nei Elementer, déi amgaange sinn iwwerleucht ze ginn, amgaange sinn entwéckelt ze ginn, an doduerch ass et och ze verstoen, firwat dass am Fong geholl d'Gesetz vun der Waasserrahmenrichtlinn nach net déposéiert ass.

Déi Iddi ass komm, a mir wollten déi nach e bësse konfiguréieren, ier mer domat bei d'Leit kommen, an och dat Ganzt diskutéieren, mä déi Prinzipien vun der Redevance pour prise d'eau, also eng Waasserentnahmetax oder eng Redevance, an och eng Taxe de pollution, wann een Ofwaasser gëtt, déi Iddi wëlle mer duerchdiskutéieren, an doriwwer eraus muss mer, wat och ugeklongen ass, eng harmoniséiert Rechemethod auschaffen, fir eben dem Käschtendeckungsprinzip aus der Waasserrahmenrichtlinn gerecht ze ginn a fir 2010 de reelle Waasserpräis da kënnen ze rechnen.

Mir wäerten och missen iwwert d'Gesetz den Héichwasserschutz, d'Drénkwaasserbereitstellung an d'Ofwaasserbehandlung anescht ugoen. Mir versichen, dat Ganzt ze vernetze mat Landesplanung a mat Naturschutz, sou dass ech iwwerzeegt sinn, dass mer déi Ziler, déi an der Waasserrahmenrichtlinn sinn, wäerten erfüllen.

Wat soll elo definitiv an der Waasserrahmenrichtlinn ëmgesat ginn? Véier Punkte wollt ech uschwätzen:

Fir d'éischt brauche mer e gudden ekologeschen Zoustand vun de Baachen an de Flëss an e gudden chemeschen a quantitativen Zoustand vum Grondwaasser, dat bis 2015 - et ass jo schonn oft gesot ginn. Dat ass de Volet Ëmweltschutz an dëser Direktiv.

Den zweete Prinzip ass dee vun der Bewirtschaftungspläng an der Moossnahmepläng, inklusiv och déi Schutzzonen, déi mer mussen ausweisen, wou mer d'ailleurs, dat wëll ech och hei soen, prett sinn, techesch dat ze maachen. A wann 1993 dat net gemaach ginn ass, ass et net gemaach ginn, well gemengt ginn ass, Här Kox, mir kéinten éischter vläicht déi Direktiv ëmsetzen, mä mir si prett a mir hu bis elo eis Hausaufgaben am Kader vun der Waasserrahmenrichtlinn, wat déi eenzel Délaie betrëfft, gemaach. Also, 2009 mussen dës Schutzzonen, e puer Anzuchsgebidd, ausgewise sinn, dat ass déi landesplaneresch Approche. Also, dat ass eng zweet Dimensioun, fir d'éischt Ëmweltschutz, da landesplaneresch.

Eng drëtt Dimensioun ass déi vun Käschtendeckungsprinzip, deen och hei ugeklongen ass. Dat ass déi ekonomesch Approche an deem Ganzen, déi wirtschaftlech.

An déi véiert, dat ass - an dat ass fir mech wierklech déi wichtigst - d'Informatioun an d'Abanne vum Public, dat ass déi sozial Komponent. A wa mer dat net fäerdeg bréngen, dee Mentalitéitswandel, Här Kox, deen der ugeschwat hutt, wa mer deen net kréien, dann ass de Krich verluer.

Do muss mer also soen, ganz kloer ass, dass dee Colloque, oder wéi een dat wëllt nennen, déi Réunioun, déi mer haten iwwert de Waasserpräis, sécherlech net eng Eintagsfliege ass. Mir wäerte systematesch bei d'Leit goen, bei d'Société civile, systematesch op der Place publique all déi Aspekter diskutéieren. Mir mussen d'Leit abbannen an déi ganz Iwwerleungen, soss si se wierklech net prett, fir déi ganz aner Philosophie, déi mer elo hunn, duerchzezéien.

Mir mussen dat maachen, an et ass och noutwendeg, ëmsou méi mer Schnëttstellen hunn an deem Ganzen mat dem Aménagement du Territoire. Et ass also eppes ganz Komplex, an do geet et net anescht, wéi dass mer am Fong geholl mussen zesummen un engem Strang zéien, all zesummen an den Anzuchsgebidd, ob dat elo d'Meuse ass op där enger Säit an op där anerer Säit dann eben de Rhain. Do muss mer kucken, och iwwert d'Grenzen eraus, un engem Strang ze zéien.

Wat sinn déi nächst Schrëtt? Gutt, fir de Stat éischtens emol muss mer - dat ass och ugeklongen - eng Restrukturierung kréie vun der Subventionsregimer am Waasserfong. Zweetens wëlle mer déi Redevance pour prise d'eau an déi Taxe de pollution aféieren, ech hunn dat gesot. De Käschtendeckungsprinzip ass fir de Stat eng Ambitioun, an déi lescht ass och déi, zousätzlech finanziell Ressourcen ze schafen, an och méi Leit an d'Waasserwirtschaftsverwaltung.

Dir gesitt also, dat ass eng deier Geschicht. Ech hunn et scho gesot, et muss een do ausrechnen, dass ee praktesch eng Milliard Euro brauch, fir dës ganze Beräich ofzedecken. Ob dat an deem System wéi elo duergéet, weess ech net. Wann een den Avis liest vum Conseil économique et social, da liest een do, mir sollten iwwerleeën, ob mer net „public private partnerships“ kéinte maachen oder soss nei Formele fannen. Fir mech ass et kloer: Déi Diskussioun muss gefouert ginn.

Fir mech ass et awer gradesou kloer, dass d'Waasser weider muss an der Hand bleiwe vun der Öffentlechkeet, loosse mer et emol esou soen. Et geet net ëm Privatisierung, et ass net méiglech; do wëll ech mech deem och uschlëssen, wat vill Riedner hei gesot hunn a wat och am Avis vum Conseil économique et social steet.

Fir d'Gemengen natierlech ergëtt sech éischtens: d'Taxereglement muss se änneren. Et si scho Gemengen, déi amgaange sinn, hir Präisser ze héijen. Si sollen dat net ze séier maachen, si sollen dat an Etappe maachen. Mir wëllen och do eventuell eng Circulaire un d'Gemenge schreiwen, fir hinnen ze soen, wéi eng Strategie se do solle maachen. Drénkwaasser an Ofwaasser gi méi deier, an et dierf net sinn, dass dat ugesi gëtt, wéi den Här Gibéryen gesot huet, dass dat einfach de l'art pour l'art ass, mä, wat awer sécher ass, Här Gibéryen: Duerch dat Ganzt kréie mer méi eng Traçabilitéit a méi eng sécher Qualitéit vum Drénkwaasser.

Dat heescht, haut sinn awer nach vill Froen, déi sech stellen, och ob dat Waasser, wat aus dem Krunn erauskënnt, da wierklech deene Kritären entsprécht, wéi et soll sinn. Am Prinzip ass et esou, mä mir hu keng objektiv Kritären de Moment, fir dee Monitoring honnertprozenteg op allen Niveauen ze maachen. Dat hei kréie mer, an doduerch - dat muss eis dat wäert sinn - kréie mer eng Traçabilitéit, an da kënnen mer herno soen, dass d'Waasser wierklech gutt ass.

Dann ass en drëtte Punkt och ganz wichtig, nämlech dass mer an der Gemengen dës ganz Problematik mat de PAGen, mat de sou genannte Bebauungspläng, koppele. Do muss mer och kucken, wou déi eenzel Réseauen hikommen. Dat ass ganz wichtig.

Fir eis Leit natierlech, eis Bierger an eis Biergerinnen, do ass et esou, dass déi natierlech och hir Responsabilitéit kréien; si mussen agebonne ginn an déi ganz Diskussiounen. De Waasserpräis gëtt méi héich. Mir kréie sécherlech eng Waasserqualitéit, déi garantiert ass, an ech mengen, dass se besser gëtt souguer am Sënn eben, dass ee ka Garantien erabréngen, déi bis haut net onbedéngt do sinn, a mer kréien och méi propper Baachen a méi propper Flëss.

Ech gleewen awer drun, dass ech bis 2015, wat ech schonn eng kéier gesot hunn, kann an d'Sauer schwamme goen, an dass dann do deen Zoustand vun deene Gewässer besser ass.

**Une voix.** - Dir musst net kriddelech sinn.

**M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Erlaabt mer, dass ech nach kuerz op e puer Punkten aginn, déi och ugeschwat gi sinn. Éischtens den Tëscheffall an der Drénkwaasservertuergung oder deen hallwen Incident, wéi gesot ginn ass. Et ass richtig, e Plang steet. Ech hunn en hei derbäi, ech hunn en iergendwou hei an deene ganze Papepassé leien. Mir hunn also e Plang, e ganze Plang, wéi mer wëlle virgoen an Zukunft. Dee Plang - hei ass en, fir lech deen nach eng kéier ze weisen -, leet also eng ganz kloer Hierarchisierung fest, vun allem, wat do muss geschéien, wann esou eppes nach eng kéier virkënnt.

D'Cellule de crise, déi steet also, dat kann ech ganz kloer soen, wann den Eeschtfall eng kéier kënnt. Dee muss mer elo nach fir d'éischt testen, an da maache mer och nach eng Circulaire an dësem Fall. Mir testen den Eeschtfall an da maache mer eng Circulaire, an da mengen ech, da wiere mer gewappnet, wann esou Situatiounen kommen. Bei där leschter war et jo

esou, dass et am Fong geholl keng war, mä et war awer gutt, dass ee mat esou enger Situatioun eng kéier konfrontéiert ginn ass.

Dann, mir erneiere jo am Gesetz de Waasserregime, dat heescht den Entretien vun de Baachen a vun de Flëss. Mir wëllen also méi en naturnoen Waasserbau, mir wëllen also d'Fëschduerchgängegeet verbesseren, mat natierlechen Uferen, mat Fëschbrécken an esou weider, a mir wëllen natierlech en naturnoen Héichwasserschutz.

An elo sinn ech um Punkt: Do ass déi grouss Diskussioun, iwwert déi och schonn den Här Clement mech eng kéier interpelléiert huet, ob an Zukunft de Stat méi wéi déi 50% wëllt ginn, wat en elo ginn huet bei de Mesuren, déi gemaach gi sinn am Beräich vun der Sauer. Do muss ech soen, 50% fir esou Mesuren, 80% fir Etuden, do gëtt et keen neie Moment, an ech stelle mer d'Fro, wéi mer dat wëlle maache mat där Enveloppe budgétaire, déi ech lech elo gesot hunn, déi mer brauchen. Dat ass eng Diskussioun, déi muss gefouert ginn.

An de leschten zwee Joer sinn dräi Milliounen investéiert ginn an esou Moossnamen. An de leschte fénnef Joer waren et 4,7 Milliounen. Hei gesitt Der also nees eng kéier, vun do un dass d'Verwaltung do ass, gëtt méi effikass investéiert. Da brauche mer natierlech eng koordinéiert Previsioun, besonnesch op der Musel mat der Navigatioun. An do kréie mer jo dat Instrument, dat TIMIS heescht, wat eis do Méiglechkeete gëtt, fir an Zukunft effizient ze schaffen.

D'Qualitéit vun eise Baachen a Flëss a Grondwaasser, déi wëll ech och kuerz uschwätzen, well déi kréie mer jo nëmme iwwert d'Kläranlagen. Dat ass haut hei ugeklongen an do sinn der vill amgaangen: Beetebuerg, Hesper, Beggen, Miersch, Blesbréck, Musel-Perl an och Musel-Merterter Hafen.

An do wëll ech Folgendes soen: Déi Problemer mat Musel-Perl, mat der auslännescher Kläranlag a mat de Lëtzebuerg Gemengen - déi den Här Kox ugeschwat huet -, mengen ech, ass kee Problem, och wa mer e Syndikat fir déi Géigend maachen. Ech stelle mer zwar och vir, dass mer regional Syndikater kréien an dass mer eng national Struktur musse kréien, fir d'Gestioun ze maache vun den Ofwässen. Dat steet am Avis vum CES an et ass och vu verschidde Leit hei ugeklongen. Ech mengen, déi Diskussioun sollt ee féieren an dat wier dee richtige Wee.

D'Kläranlag Merterter Hafen, do muss ech kloer an d'äitlech soen: Et ass kee Problem fir op där enger Säit Tanklageren dohinne ze maachen an op där anerer Säit eng Kläranlag ze bauen. Deen Areal ass grouss genuch. Déi zwou Saache si méiglech, wann d'Politik dat esou wëllt. Do kann eng Kläranlag kommen an do kann och dernieft en Tanklager kommen, et ass also net esou, dass dat eent dat anert ausschléisst, do ass also eng Komplementaritéit.

Mir mussen an Zukunft Schutzzonen ausweisen - ech hunn dat gesot -, Gestionspläng opstellen, also Bewirtschaftungspläng a Moosnameprogrammer maachen, da kréie mer dee gudden ekologeschen Zoustand, dee mer gären alleguerten hätten.

Dir gesidd also, et ass munches geschitt, an op déi Froen, déi ugeschwat si ginn, wëll ech och kuerz agoen, well déi mer och nach d'Méiglechkeet ginn, verschidde Saache kloerzestellen.

Et ass ugeschwat ginn, dass mer tatsächlech dës Summer vläicht Problemer kréie mam Waasser. Mir hu jo och do schonn e Rout-Plang, en Orange-Plang oder wéi een e wëllt nennen. Do proposéieren ech deemnächst de Kolleegen an der Regierung respektiv hei wollt ech



dat och soen, dass een do vläicht kéint esou eng Aart Observatoire des ressources en eau kéint schaffen. Dësen Observatoire kéint sech da bei Dréchenheet a bei anere Problemer - wa Problemer si mat de Ressourcen - mat deene Problematike beschäftegen, dee wär multidisziplinär besat mat deenen eenzelne Ministèren a Verwaltungen an do kéint een dann a mengen Aen eng gutt Aarbecht maachen an dësem Beräich an et kéint een dann do och preventiv virgoen.

A wann ech dat Wuert preventiv soen, da kommen ech och bei dem Marco Schank säi Lieblingsthema, an zwar de preventive Waasserschutz, wou ech och der Meenung sinn, dass een do muss an Zukunft eng eenheetlech Linn kréien. Wou ech der Meenung sinn, dass e SEBES notament soll preventive Waasserschutz maachen a wou ech och dann déi Meenung deelen, déi gesot ginn ass, ob net soll och d'Waasserwirtschaftsverwaltung vertraude sinn am SEBES. Dat soll ee sech iwwerleeën, mä et ass ganz wichteg, dass déi Waasserliwweranten eng gutt Öffentlecheitsaarbecht maachen, dat ass och ee Stéck vun deem, wat eis d'Méiglechkeet gëtt, an Zukunft d'Waasser als eppes Positives dohinner ze stellen.

An Zukunft muss d'Kooperatioun gemaach ginn zwësche Landwirtschaft a Waasserliwwerant. Dat schéngt mer ganz kloer ze sinn, well nëmmen e positiv Zesummespille vun deenen zwee Acteuren erméiglecht eis op där enger Säit dem Waasser dee Stelwäert ze ginn, deen et huet, an op där anerer Säit och d'Landwirtschaft net an e schlecht Liicht ze bréngen an der Landwirtschaft och d'Méiglechkeet ze ginn, weider gutt ze produzéieren.

Da wollt ech nach zwee Wieder soen iwwert den Débat public. Den Débat public, deen ech virdu kuerz ugeschwat hunn, dee fir mech am Fong geholl den A an O ass an deenen nächste Méint, fir positiv aus dëser Diskussioun erauszekommen.

Dësen Débat public muss op där enger Säit zwëschen de Ministère stattfannen, do musse mer eis ofschwätzen. An da musse mer op där enger Säit bei d'Société civile goen an och an d'Chamber goen an duerch d'Land pilgeren, fir eis Strategie duerzeleeën.

Sou kréie mer dann am Fong geholl dat, wat mer gären alleguerten hätten: eng performant Waasserpolitik an eisem Land. Einwohnergleichwerte vun 900.000, déi stinn do, an ech kann lech soen, wann d'Kläranlage vun der Musel stinn, da kommen der 150.000 dobäi. A wa mer eng Dénitrificatioun an och eng Entschwefelung maachen, da kréie mer nach besser Chifferen. Sou dass ech mengen, dass ee kéint an deenen nächste Joren hei zu Lëtzebuerg iwwerzeegt sinn, dass eis d'Waasser hei zu Lëtzebuerg net ausgeet.

Ech soen lech villmools Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Hâr Minister. Domadder ass déi Interpellatioun ofgeschloss. Mir hu keng Motioun an och keng Resoloutioun virleien.

Ech proposéieren lech fir folgendermoosse virzegoen. Déi Motioun, déi den Hâr Huss deponéiert huet, setze mer fir muer op den Ordre du jour a mir géifen elo nach dee klunge Projet de loi fäerdeg maachen, deen um Orde du jour steet. Et ass de Projet 5415 iwwert d'Abus de marché. D'Riedezäit ass do nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech ageschriwwen den Hâr Negri, den Hâr Meisch, den Hâr Braz an den Hâr Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Hâr Lucien Thiel. Hâr Thiel, wann ech gelift.

**11. 5415 - Projet de loi relative aux abus de marché, portant transposition de - la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché), - la directive 2003/124/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la définition et la publication des informations privilégiées et la définition des manipulations de marché, - la directive 2003/125/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la présentation équitable des recommandations d'investissement et la mention des conflits d'intérêts, - la directive 2004/72/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les pratiques de marché admises, la définition de l'information privilégiée pour les instruments dérivés sur produits de base, l'établissement de listes d'initiés, la déclaration des opérations effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes et la notification des transactions suspectes**

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

■ **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Merci, hei ass hien, Hâr President, mat sengem klunge Projet, wéi Dir dat nennt. Ech wäert lech missen enttäuschen: Et ass guer kee klunge Projet, et ass e ganz wichtige Projet, mä ech weess, dat...

■ **M. le Président.** - Ech hat vun der Zäit geschwat, Hâr Rapporteur.

■ **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Ech weess, dat dëst Haus ëmmer e bësse generft ass, wann ech erëm eng Kéier mat enger Direktiv oder mat e puer Direktive kommen aus dem Finanzsecteur.

**(Interruptions)**

Mä ech kann lech awer soen, et gëtt der, déi sinn nach méi generft. Well Dir braucht nëmmen eng Kéier lech domat ofzeginn an dann ass et fir lech gelaf, währenddem op deen et sech applizéiert, nämlech d'Operateuren aus dem Finanzsecteur permanent domat geploot sinn, wann déi Direktiven emol eng Kéier emgesat sinn.

■ **Une voix.** - Dat do ass eng Diffamatioun.

■ **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Et ass keng Diffamatioun, wann ech soen, Dir wiert generft, well ech kréien ëmmer hei gesot, e

kuerze Projet muss et sinn, et muss ganz kuerz sinn, et muss ganz séier goen.

■ **Une autre voix.** - Hâr President, mir verléieren ze vill Zäit mat esou Saachen.

■ **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Voilà.

■ **M. le Président.** - Loosst lech net ophalen, Hâr Rapporteur.

■ **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Jo. Merci, Hâr President.

Et gëtt sech allgemeng, awer besonnesch am Finanzberäich iwwert déi Hällewull vu Gesetzter a Reglementer beklot, déi d'Operateuren an ëmmer méi enke Corset pressen an hir intern Organisatioun ëmmer méi komplizéiert maachen. Dat à tel point, dat bal méi Energie a méi Sue fir Kontrollmechanismen a fir déi sou genannte Compliance dropginn, wéi fir d'Entwécklung vun neie Produkter an d'Erschließung vun neie Mäert.

Ob awer elo iwwerdriwwen oder net, do wou et mat der Moral happert, do brauch ee Gesetzter. Dat géllt och a besonnesch fir d'Finanzmäert, déi leider net ouni ëmmer méi contraignant Regelen auskommen. Och wann déi Regelen dann um Enn dach nëmmen hannerter der Realitéit hierlafen, well sech d'Marchéen an d'Techniken - an domat leider och d'Abusen - méi séier entwéckele wéi déi séierste Gesetzgebung.

E gutt Beispill dofir, wéi komplex déi Maarttechnike gi sinn a wéi sophistiquéiert dofir d'Iwwerwachungsmechanisme si mussen, wann ee wëllt dofir suergen, dat d'Kierch am Duerf bleift, sinn déi sou genannten Insider-Geschäfte. De Législateur probéiert scho säit Enn der 80er Joren, fir déi Insider-Geschichten an de Grëff ze kréien. Mä d'Resultat schéngt net esou iwwerzeugend ze sinn, well soss bräichte mer wuel elo net en neien Ulaf ze huelen, fir dee gesetzelechen Zonk méi enk ze maachen an domat déi Insider-Tricke besser an de Grëff ze kréien.

Dat ass net esou einfach. Et ass nämlech net evident, dat een, dee méi weess wéi déi aner, net vun deem Wesse profitéieren däerf. Et heescht jo ëmmer: Wëssen ass Muecht. Mä dat ass net onbedéngt am Finanzberäich wouer, well deen, deen do aus sengem Wesse Profit schloe wëllt, dee steet schon heiansdo mat engem Fouss am Prisong.

Wéi wëllt Dir d'Grenz zéien tëschent deem, wat een am Finanzberäich oder méi genee bei de Boursengeschäfte mat sengem Wëssen ufänken a wéini een et net gebrauchen däerf. A wann déi Grenz emol gezunn ass, da muss jo och nach dofir gesuergt ginn, dat se respektéiert gëtt an déi ëmmer méi komplizéiert Regelen dann och agehale ginn.

Virun e puer Deeg huet zu London d'Financial Services Authority (FSA) - dat ass den Englänner hir CSSF -, fir Opsinns gesuergt, wéi si huet missen agestoen, dat si déi Insider-Saach net esou richtig am Grëff huet. Si huet nämlech erausfonnt, dat bei all deene Fusiounen an Acquisitiounen, déi tëscht 2002 an 2004 op der Londoner Bourse iwwert d'Bühn gaange sinn, an 29% vun de Fäll gelonge Kursentwécklung festgestallt goufen, déi méi oder wéiniger däitlech op Insider-Trading hindeiten.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg - ech géif bal gär soe Gott sei Dank - eng méi spezialiséiert Bourse, wou de Manipulationsrisque, op Grund vun der Natur vun de quotéierten Titren, manner grouss ass. An trotzdeem hate mir och schonn déi eng oder aner Insider-Affär, déi eis

Geriichter beschäftegt huet oder nach ëmmer beschäftegt.

An dat beweist, dat déi Législatioun, där mer haut eise Seege gi sollen, net vu Muttwëll ass. Ofgesinn dovunner, dat grad eng international Finanzplaz wéi eis sech et schëlleg ass, fir propper an transparent Verhältnissen ze suergen.

Elo ass et net esou, dat mir nach guer näischt op dësem Gebitt Opweises hätten. Mir hu säit 1991 e Gesetz iwwert d'Insider-Geschäfte, dat op eng Direktiv vun 1989 zrëckgeet, a mir hate scho virdrun eng Dispositioun, déi et der Bourse erlaabt huet, disziplinaresch géint Insider-Sënner virzegoen. Mä déi 89er Direktiv huet sech an der Praxis als net ganz effikass erweisen, besonnesch net um communautaire Plang, wou weiderhi jiddferree plus ou moins maache konnt a gemaach huet, wat hie wollt.

A well sech an der Tëschenzäit souwuel d'Finanzprodukter wéi d'Technike verfeinert an d'Mäert sech ëmmer méi enk matenee verknäppt hunn, a well och eng Rëtsch Skandal, besonnesch an Amerika, d'Boursé gerëselt hunn, kum d'Asiicht, dat een hei d'Schrauf e Krack weider misst zoudréien. Wat dann och am Laf vun 2003/2004 geschitt ass.

Et ass ugaang mat enger sou genannter Kaderdirektiv iwwert d'Insider-Operatiounen an d'Maartmanipulatiounen, déi sech staark um Behuelkodex vun der Londoner City inspiréiert hat. Si verbitt de Finanzprofilen opgrond vu privilegiéierten Informatiounen Bourseschäfte ze maachen a forcéiert d'Emetteuren, also déi, déi d'Titren erausginn, dem Maart e Maximum un Informatiounen ze liwweren, ebe fir dat et net ze dacks zu privilegiéierten Informatiounen kënn.

Well et esou kriddelech an esou delikat ass, goufen där Kaderdirektiv gläich dräi weider Direktive plus e Reglement nogeschoss.

Déi éischt Direktiv definéiert d'Notiounen vu „privilegiéierter Informatioun“ a vu „Maartmanipulatioun“ a regelt d'Publikatioun vun den Insider-Informatiounen.

Déi zweet Direktiv befaasst sech mat de Recommendatiounen, déi Verméigensberoder, Finanzanalysten oder och Journalisten a puncto Geldulagen un d'Adress vun hire Klienten oder vun hire Lieser maachen.

Déi drëtt bezitt sech op déi Maartpraktiken, déi erlaabt sinn, befaasst sech mat deenen neie Produkter, wéi zum Beispill den Derivaten, a prezisiéiert, wéi a wéini d'Kontrollautoritéit am Verdachtsfall an d'Bild ze setzen ass - e bëssen no deem bekannte Muster vun der Geldwäsch an der Terrorismusbekämpfung.

Schliesslech hu mer dann och nach e Reglement, dat jo d'office vun de Memberlänner ze applizéieren ass. An dësem Fall setzt et sech méi speziell mat engem ganz spezifesche Fall, nämlech mat dem Fall auserneen, wou eng Entreprise hir eegen Aktien opkeeft.

All déi EU-Texter sinn an dësem Gesetz elo gebëndelt, wat dann och logescherweis säi Virgänger, dat Virgängergesetz aus dem Joer 1991, ofschaaft an ofléist. Dat neit Gesetz deelt sech op véier grouss Kapitelen op:

éischstens, d'Definitioun vun der privilegiéierter Informatioun an där hir Roll beim Insider-Delikt;

zweetens, d'Definitioun vun der Maartmanipulatioun;

drëttens, den Ëmgank mat der privilegiéierter Informatioun,

a véiertens schliesslech d'Iwwerwachungsinstanz, déi fir d'Anhale vun deene Regelen ze suergen huet.

Als „privilegiéiert Informatioun“ géllt vun elo un e „preziest Wëssen iwwer Wäertpabeieren, dat net public ass an dat, wann et da public wier, kënn de Cours vun deene Wäert-

pabeiere beaflossen“. Ausschlaggebend ass deemno engersäits de „prezise Charakter“ vun der Informatioun an anerersäits där hir „Auswirkung op de Boursecours“.

Dat bedeit an der Praxis, dat et verbueden ass, dat Wëssen ze benotzen, fir op der Bourse ze kafen oder ze verkafen, dat Wëssen zum selwechten Zweck weiderzeginn oder et fir Recommendatiounen u potenziell Keefer oder Verkeefer ze benotzen. Hält ee sech net dodrun, dann ass dat e kloer Fall vun Insider-Delikt. Wéi gesot, eng quokeleg Saach, déi sou einfach och net ëmmer nozeweisen ass, wéi dat éinescht zitéiert Beispill vu London beleet.

Dann d'Definitioun vun der Maartmanipulatioun. Heimat sinn all Aktivitéite gemengt, déi falsch oder irreféierend wierken an déi dann dozou féiere kënnen, dat de Cours vun engem bestëmmten Titre op en Niveau gedriwwen gëtt, deen dem wirkleche Wäert vun deem Titre net méi entsprécht. Och hei beewege mer eis op engem glëtschen Terrain, well et sech net esou ouni weideres feststelle léisst, ob en Aktiekaf oder -verkauf a bedréiescher Absicht geschitt oder net. Dofir léisst d'Gesetz och eng Handier fir sou genannt „gängeg Praktiken op bestëmmte Mäert“ op, probéiert dann awer erëm, iwwert déi Praktiken esou enk wéi méiglech ze schwätzen a se esou enk wéi méiglech ze halen.

Och déi, déi d'Wäertpabeieren erausginn, dat heescht déi Entrepreneuren, déi op der Bourse cotéiert sinn, si gehalen, hiren Deal dozou bäizedroen, dat et net zu Insider-Händel kënn. Si kënnen zum Beispill dozou bäidroen, dat et méiglechst wéineg „privilegiéiert Informatioun“ gëtt, an zwar doduerch, dat se esou vill wéi méiglech Informatiounen iwwer sech ënnert d'Leit bréngen.

Doriwwer eraus si se awer och gehalen, bei der Kontrollinstanz eng Lëscht mat all deenen aus a ronderëm hire Betrib ze hannerleeën, déi als Insider ze betruuechte sinn. Genausou wéi se darselwechter Instanz, also der Kontrollinstanz - wat, wéi Der elo gläich gesitt, d'CSSF ass -, all Bourseschäfte mam eegenen Titre melle mussen, déi hir Manager maachen, a wéi se och gehale sinn, direkt all Verdacht op en Insider-Delikt oder eng Maartmanipulatioun dëser selwechter Kontrollinstanz ze mellen.

Schliesslech hält d'Gesetz da fest, wéi eng Instanz dat alles soll iwwerwaachen. Et ass elo keng Iwwerraschung, dat dobäi de Choix op d'CSSF gefall ass, déi jo bei eis net nëmmen dofir ze suergen huet, dat d'Banke sech un hir sëllege Regelen halen, mä déi och fir d'Iwwerwaachung vun der Bourse zoustänneg ass.

■ **M. le Président.** - Entschëllegt, d'Anlag gëtt gestéiert duerch en Handy!

**(Interruption)**

■ **Une voix.** - Jo.

■ **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Merci.

**(Interruptions)**

Well awer d'CSSF eent vun deenen Organer ass, déi eigentlech um Modell vum Self-control baséieren, wéi mir e vum Barreau a vum Collège médical oder och neierdénge vum Presserot hier kennen, kënn et ëmmer erëm zu Mësstëmmegkeeten, wann et ëm d'Kompetenz an de Pouvoir vun der CSSF geet. D'Verfassungspuriste kënnen do schonns en Hoer an der Zopp fanen, wann e sou genannte Régulateur eegemächtig Regelen opstellen däerf, déi jiddfere bannen an déi am Fall vun engem Verstouss souguer zu Sanktiounen duerch dëselwecht Instanz, net gerichtet-lech Instanz, féieren.

Mir hu scho méi dacks erlieft, dat de Statsrot seng Problemer mat gewëssen Aufgaben a Befugnisse



hat, déi de Léiglateur der CSSF iwwerdroen huet. Dat war och dës Kéier erëm de Fall. Wouropshin d'Budgets- a Finanzkommissioun de Gesetzesprojet huet misse llicht iwwerschaffen, fir deen een oder aner Amendement dann unzëbréngen.

Mä et war net nëmmen de Statsrot, dee sech géint de Kompetenzcumul vun der CSSF gewiert huet. Dës Kéier krut hie Sekurs vun den Affekoten. Déi waren nämlech net domadder d'accord, datt si sollte vun der CSSF geschoulmeeschtert ginn, wa si fir e Client schaffen, deen der CSSF ënnerstallt ass. Obwuel d'Direktiv virgesäit, datt et nëmmen eng Zoustännegkeet fir Insider-Delikter soll ginn, hält d'Gesetz fest, datt nëmmen de Barreau, also hir Disziplinarinstanz, an net och nach d'CSSF zum Beispill, en temporäert Berufsverbuet fir en Affekot aussprieche kann, wann dee sech enges Insider-Delikts schëlleg gemaach huet.

An eng ähnlech Kerb haten och déi am Presserot vereente Journalisten an Editeuren doropshi gehaen, déi - ebenfals well se vun der Insider-Léiglatioun betraffe Professionne sinn - d'Geleeënheet benotze wollten, fir hire Statut auszebauen an e méi no un dee vun den Dokteren an Affekoten erunzeféieren. D'Kommissioun war allerdéngs der Meinung, dat Gesetz hei géif sech net grad fir esou eng Operatioun eegnen; dat misst ee schon iwwert déi spezifesche Presselégislatioun regelen, wat deene Betreffenen dann och agelicht huet.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, alles an allem stécht e gehéirege Pak Aarbecht an deem Projet, deem dofir sonner Zweifel de Verdéngscht zoukënn, datt hie probéiert, Uerdnung an e kriddelechen an delikaten Dossier ze bréngen. An dee mat där ëmmer méi grousser Komplexitéit vun de Finanzoperatioune ganz bestëmmt net méi einfach an der Zukunft wäert ginn, och wann e fir Einzelner e klengen Dossier ass.

Och wa sech dat, wat een Insider-Trading a Maartmanipulatioun nennt, stréppweis a Grenzberäicher beweegt, wéi mer elo grad gesinn hunn, wat där zoustänneger Kontrollinstanz d'Liewe bestëmmt net méi llicht maache wäert, kritt si heimat dach en einsteilen ugemessent Instrument an de Grapp, fir d'Finanzoperatioune méiglechst propper ze halen. Grad fir e klengt Land mat enger grousser Finanzplaz, déi alt emol Problemer mat hirem Ruff hat an och nach heiansdo huet, ass dat scho vun enger gewësser Bedeitung.

Wann dann och mat deem Gesetz d'Rétsch vun eisen nach net ëmgesaten EU-Direktive gläich ëm véier Eenheete gekierzt gëtt, gëtt et wuel där Grënn méi wéi genuch, fir deem Projet zoustëmme. Dofir kann ech och den Accord vu menger Fraktioun hei abrëngen, an ech soen lech Merci, datt Dir zu esou spéider Stonn nach esou vill Gedold hat. Merci, Här President.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur, fir dee wichtege Rapport. Den éischte Riedner ass den Här Roger Negri.

**Discussion générale**

■ **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Kolleg Lucien Thiel, Merci soe fir säin excellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass scho bal alles gesot iwwert dat neit Gesetz. Ech ginn dofir net méi weider op déi technesch Detailler vum Projet an. Erlaabt mer dofir e puer méi generell Reflexiounen unzestellen iwwert d'Finalitéit vun deem Gesetz an iwwert de generale Kader, an deen et sech aschreift.

Op deenen internationale Finanzmäert, zu deenen natierlech och eis Lëtzebuurger Finanzplaz zielt, ginn all Dag onvirstellbar grouss Zommen am Handel mat Aktien, Obligatiounen, Derivater, Devisen, Matière-première, Edelmetaller an esou weider ëmgesat. Rieds geet vun an déi 1.000 Milliarden Dollar, dat ass eng Zuel mat zwielef Nullen. Ech betounen et nach eng Kéier, dat ass den Émsaz vun engem Dag. Contrairement zu fréiere Jorzéngte sinn déi Transaktiounen haut awer net méi zu engem Groussdeel u real wirtschaftlech Echäng gebonnen, mä zu 80 bis zu 90% - d'Zuelen, déi genannt ginn, sinn net ëmmer déiselwech handelt et sech hei ëm reng Spekulationsgeschäfte.

Dobäi muss een och nach wëssen, dass zum Beispill am Handel mat deene sou genannten Derivater Pabeiere kauft a verkaaft ginn, wou dee respektive Keefer a Verkeefer op eng Hausse oder eng Baisse vun de Präisser spekuléieren. Si schléissen eng Wett op d'Zukunft of, op de Moment also, wou si hir Transaktioun realiséieren müssen. Wann een de Fonctionnement an d'Logik vun där Zort Geschäfte bis verstanen huet a wann een déi enorm Zomme gesäit, déi an deem Spill ze gewannen oder awer och ze verléiere sinn, da gëtt et engem ganz séier bewosst, firwat et esou interessant ka si fir bestëmmt Akteure mat deels méi, deels manner legale Methoden an d'Geschéien op de Finanzmäert anzegräifen.

Kloer ass och, dass d'Gewënner an d'Perdanté vu virera feststinn. Vu Kursmanipulatiounen an Insider-Geschäfte profitéieren par définition déi, déi Zougang zu Informatiounen hunn, déi de Grand public net huet, déi also bei der Quell sëtzen an déi och déi néideg finanziell Moyenen hunn, fir eppes mat deenen Informatiounen unzefänken.

Dat sinn an der Regel net déi kleng Spuerer, déi Leit also, déi e puer dausend Euro an en Investmentfong abezuelen, fir dass se hire Kanner méi spéit eng Kéier eng Ausbildung oder en Unisdiplom finanzéieren kënnen. Et sinn och net déi Leit, déi e puer Aktien oder Obligatiounen an hirem Dépôt leien hunn, fir am Alter hir Pensioun e bëssen opzebesseren. Si alleguer gi fir gewéinlech eréischt owes op

der Televisioun oder moies an der Zeitung gewuer, dass d'Firma X vun der Firma Y opkaaft gouf an dass de Benefiss vun der Firma Z manner oder méi héich ausgefall ass, wéi geschat gi war.

Neen, et sinn déi grouss Fësch, déi d'Moyenen, d'Informatiounen an den Afloss hunn, fir d'Mäert ze manipuléieren an Insider-Geschäfte ze maachen. Den honorabele Rapporteur huet an der Introduktioun vu sengem schrëftleche Rapport un engem konkrete Fall illustréiert, mat wat fir Methoden an Tricken do geschafft gëtt.

Här President, grad an enger Zäit, wou de Stat d'Leit notament mat steierlechen Avantagen incitéiert, fir sech privat ofzesécheren, wou bal jiddferree vun eis en Deel vu sengem Akommes an en Investment- oder Pensiounsfong iwwerweist a wou in extremis d'Salarié sech um Kapital vun hirem eegene Betrieb bedeelegen, fir hir Aarbechtsplaz ze retten, ass et ëmsou méi wichtege, dass de Léiglateur streng a méiglechst dissuasiv Normë festleet, fir Maartmanipulatiounen oder Insider-Delikter vu vireran ze ënnerbannen, oder wéinstens op e Minimum ze reduzéieren, an dass sech de Stat och d'Instrumenter gëtt, fir esou Delikter opdecken an ze sanktionéieren.

Ech wëll awer nach eng Kéier betounen, dass et hei net nëmmen ëm eng Gesetzgebung mat Konsequenze fir Lëtzebuerg geet. Lëtzebuerg ass eng international Finanzplaz, eng vun deene gréissten op der Welt. Mir hunn eis mat den Investmentfongen op e Segment vu Marché spezialiséiert, deen och deene klenge Spuerer d'Dier opmécht zu der Welt vun den Aktien, Obligatiounen an Devisen. Mir schaffen drun, fir Lëtzebuerg als privilegiéierte Standuert fir Pensiounsfongen ze etabléieren. An dese Fonge gi Gelder aus ganz Europa, fir net ze soen aus der ganzer Welt, géréiert. Deemno hu mir als Léiglateur net nëmmen eng Verantwortung fir Lëtzebuerg, mä och eng europäesch an eng global Verantwortung; esou wéi och d'Finanzmäert eng global Industrie sinn an et all Dag ëmmer méi ginn.

Natierlech bedeit all neit Gesetz och zousätzlechen Opwand - fir d'Akteuren op eiser Finanzplaz en Opwand, deen och mat zousätzleche Käschte verbonne si kann. Mir müssen eis awer bewosst sinn, dass eis Finanzplaz sech Skandal net leeschte kann, wéi se op anere Plaze méi dacks virkommen, well do grouss Boursé mat dausende cotéierten Entreprises a Milliardenmätsätz all Dag existéieren. Mir mussen wëssen, dass eis Finanzplaz besonnesch an der internationaler Press nach ëmmer gären als onseriö duergestallt gëtt an dass de Schued duerfir och ëmsou méi grouss wier, wa sech e Skandal vun enger bestëmmer Envergure hei bei eis produzéiere géif.

Här President, mam Gesetzesprojet, dee mir haut de Mëtten hei stëmme wäerten, gi mir op de Wee vu méi Transparenz a vun enger besserer Protektioun vun den Aktionären. All Gesetz ass awer nëm-

men esou gutt, wéi et um Terrain applizéiert gëtt. Eng rezent Etüd vun der britescher Financial Services Authority (FSA) huet gewisen, dass bei all drëtter Iwwernahm a bei all fënnefter Gewënnwarnung vun enger Firma aus dem Footsie-350-Index an de Joren 2001 bis 2004 Insider-Handel a Kursmanipulatiounen am Spill waren. An och nodeems d'Gesetzgebung am Joer 2001 verschäerft gouf, huet sech näischt un deser Situatioun verännert. Den Taux vun de manipulierten Transaktiounen am Virfeld vun Iwwernahmen ass souguer nach an d'Luucht gaangen.

Mam Vote vun haut ass deemno de Kader gesat, awer d'Problemer an der Praxis sinn nach laang net geléist. Et bleift nach vill ze maachen an déi concernéiert Autoritéite sinn hei gefuerdert.

Heimat ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun zu deem Projet de loi an ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Negri. D'Wuert huet den Här Grethen.

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deem exzellente Rapport vum honorabelen Här Lucien Thiel, deen en long et en large de Projet hei exposéiert huet, an no deene Complémenten, déi mä Virriedner ginn huet, kann ech just nach soen, dass ech dat net nach compléetere kéint, an ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

**(Hilarité)**

■ **M. le Président.** - Merci villmools, Här Grethen. Här Braz, wann ech gelift, schléisst Dir tech un?

■ **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Ech hunn och just d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu deem Projet ze bréngen.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Da kritt den Här Henckes d'Wuert.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech wëll mech där grousser Satisfaktioun, déi all Fraktiounen hei un de Rapporteur ausgeriicht hunn, uschléissen an och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deem Gesetzesprojet bréngen.

**(Brouhaha général)**

■ **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Dann huet d'Regierung d'Wuert.

■ **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, vu déi grouss Zoustëmmung zu deem wichtege Projet de loi, dee véier Direktiven transposéiert, géng ech mech drop limitéieren, fir der Chamber a besonnesch hirem Rapporteur, dem honorabelen Här Thiel, villmools Merci ze soe fir déi effektiv - an do sinn ech mam Här

Grethen d'accord - détailléiert, mä och verständlech Erklärung zu engem komplizéierte Projet, déi den Här Thiel hei gemaach huet.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5415. Den Text steet am Document parlementaire 5415<sup>10</sup>

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Resultat ass dat heiten: 60 Jo-Stëmme.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par Mme Sylvie Andrigh-Duval), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Marc Spautz), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Martine Stein-Mergen) et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Fernand Diederich), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Roland Schneider (par M. Roland Schreiner), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);*

*MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.*

■ **Une voix.** - Super!

**(Hilarité)**

■ **M. le Président.** - Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass esou decidéiert.

Domat ass d'Sëtzung fir haut ofgeschloss.

**(Fin de la séance publique à 19.22 heures)**



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op  
www.chd.lu



## Ordre du jour

1. Communications
2. Composition des commissions parlementaires
3. 5386 - Projet de loi
  - 1) transposant la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail;
  - 2) modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;
  - 3) modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;
  - 4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail;
  - 5) modifiant la loi du 20 décembre 2002 portant
    - transposition de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services;
    - réglementation du contrôle de l'application du droit du travail

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

4. Motion de M. Jean Huss relative à la demande d'asile politique de la ressortissante turque Zubeyde Ersöz  
(Discussion générale - Vote)
5. 5474 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye, le 25 février 2005  
(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
6. 5509 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet
  1. le développement et la diversification économiques
  2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie
 (Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
7. 5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection - Second vote constitutionnel  
(Discussion générale - Amendements - Second vote constitutionnel - Motions)
8. 5531 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 11 octobre 2004  
(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Jeannot Krecké et Lucien Lux, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

**M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - D'Regierung huet keng Kommunikatioun ze maachen.

**M. le Président.** - Dann huellemer Akt dovunner, datt d'Regierung eis näischt matzedeele huet.

## 1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, a déposé le même jour le projet de loi N°5564 portant approbation de la Convention, signée à Senningen, le 20 janvier 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la Convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et d'autre part à la Convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest, signées le 6 mai 2004 à Esch-Belval et à Metz.

**Une voix.** - E gudde Projet.

## 2. Composition des commissions parlementaires

**M. le Président.** - Wat d'Komposition vum der Commission du Contrôle de l'Exécution budgétaire et des Comptes ubelaangt freet d'LSAP-Fraktioun, datt den Här Alex Bodry duerch den Här Roger Negri ersat gëtt.

Ass d'Chamber domadder averstannen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5386 iwwert d'Aarbechtszäit. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Castegnaro, den Här Bettendorf, den Här Jaerling an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Ali Kaes.

## 3. 5386 - Projet de loi

**1) transposant la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail;**

**2) modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;**

**3) modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;**

**4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail;**

**5) modifiant la loi du 20 décembre 2002 portant**

**- transposition de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le**

**cadre d'une prestation de services;**

**- réglementation du contrôle de l'application du droit du travail**

**Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi**

**M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet iwwert d'Aarbechtszäitgestaltung, deen haut an der Chamber zur Ofstëmmung kënn, gouf den 12. Oktober 2004 vum Aarbechtsminister an der Chamber deponéiert.

Nodeems e vun deene verschiddene Berufschamberen, dem Centre hospitalier vu Lëtzebuerg, der Entente des Hôpitaux an dem Statsrot natierlech aviséiert gouf an d'Regierung nach en Amendement abruecht huet, huet sech d'Aarbechtskommissioun ganz intensiv mam Projet de loi befaasst. Eis Kommissioun huet eng Rei vun Amendementer abruecht, mam Zil, engersäits de kritesche Bemierkung vum Statsrot an anersäits vun de Berufschambere Rechnung ze droen, an der Chamber e sozial verträglechen Text virzeleeën, dëst am Interesse vun alle Schaffenden hei zu Lëtzebuerg.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleege, erlaabt mer kuerz d'Entwécklung vun deemem Projet de loi, bei deem et haaptsächlech ëm d'Emsetzung vun der Direktiv vum Conseil vum 4. November 2003 geet, duerzeleeën.

Dës Direktiv bezitt sech op verschiddenen Aspekter vun der Aarbechtszäitgestaltung. Dës Direktiv ersetzt d'Direktiv vum 23. November 1993, déi iwwregens duerch eng Direktiv vum 22. Juni 2000 komplettéiert a modifizéiert gouf. Wéi Der selwer mierkt gëtt et hei en Duerchernee vu verschiddenen Direktiven, esou datt de Conseil et fir néideg fonnt huet d'Dispositiounen vun deenen zwou éischten Direktiven an engem eenzegen Text ze festegen, eben der Direktiv vum 2003. Dës Initiativ dréit sécherlech zu méi Kloerheet an Iwwersiichtlechkeet bäi.

Ech wëll op dëser Plaz an Erënnung ruffen, datt d'Direktiv vum 23. November 1993 fir déi éischte Kéier op europäeschem Niveau gemeinsam Regele festgeluecht huet, wat d'Aarbechtszäitgestaltung ugeet. Wann am Prinzip d'Aarbechtsdauer an d'Organisation vun der Aarbechtszäit de Kompetenz vun deenen eenzelnen EU-Memberstaaten ënnerleien, esou ass d'Iddi opkomm, datt et am Interesse vun de Salarieë wier Mindestnormen um europäesche Plang festzeleeën, mam Zil d'Aarbechtskonditiounen ze verbesseren.

Minimal Regeln um Niveau vun der Aarbechtszäitgestaltung, un déi sech all europäescht Land hale soll, erweise sech als dat bescht Mëttel fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vun den Aarbechter ze schützen. Iwwermoesseg laang Aarbechtszäiten oder ongenügend Roupause kënnen d'Gesondheet oder d'Sécherheet vun den Aarbechter gefärdhen. Esou gesäit d'Direktiv zum Beispill eng Begrenzung vun der Aarbechtsdauer pro Dag a pro Woch vir respektiv féiert se eng deeglech Mindestroupaus an.

D'Direktiv vun 1993 ass net telle quelle transposéiert ginn, wat awer net heescht, datt eist Aarbechtsrecht net konform wier mat der Zilsetzung vun dëser Direktiv. Am Géigendeel, eis Bestëmmungen entsprechen ganz kloer de Prinzipie vun der Direktiv, si ginn deelweis souguer vill méi wäit wéi d'Direktiv dat virgesäit, esou datt bei eis d'Aarbechter oder déi Schaffend besonnesch gutt ofgeséichert sinn.

Och wann eis Gesetzgebung an hirer Substanz konform ass mat der Direktiv vun 1993, bleift et, datt se net méi mat de Bestëmmunge vun der Direktiv vum 22. Juni 2000 iwwerenee stëmmt. Ech erënnere drun, datt d'Direktiv vum Joer 2000 déi éischt Direktiv vun '93, d'Directive de base wéi se genannt gëtt, komplettéiert huet. Ursprénglech ware bestëmmte Secteuren an Aktivitéite vun de Bestëmmunge vun der Direktiv vun 1993 ausgeschloss. D'Direktiv vun 2000 huet den Uwendungsberäich vun de Minimalregelen erweidert op eben dës ursprénglech ausgeschlossene Secteuren an Aktivitéiten.

Déi Europäesch Kommissioun, Dir Dammen an Dir Hären, huet iwwregens e Recours géint Lëtzebuerg an d'Weeër geleet, well mir nach net d'Direktiv vun 2000 ëmgesat hunn. Mat der Transpositioun vun der Direktiv vun 2003, déi jo d'Dispositiounen vun deenen zwou Direktiven, vun 1993 a vun 2000, zréckhält, misst am Prinzip dëse Recours hifälleg ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann déi grouss Linne vun der Direktiv vun 2003 schonn an der Lëtzebuurger Gesetzgebung ze fanne sinn, esou gëtt et awer verschidden Elementer, déi nach mussen ugepasst ginn, nottamment am Beräich vun der Aarbechtszäit.

Eng vun deenen Upassungen ass d'Afféierung an eist Aarbechtsrecht vun den Notiounen: Période nocturne an Travailleur de nuit, déi ganz genau definéiert ginn. Mir hunn haut schon deen een oder deen aneren Text, dee sech op d'Nuetsaarbecht bezitt, wéi zum Beispill d'Gesetz vum 21. Mäerz 2001, iwwert de Schutz vun de jonken Aarbechter, oder d'Gesetz vum 1. August 2001, dat d'Aarbecht vu Schwangeren an enere Frae reglementéiert. Or, dës Bestëmmungen applizéiere sech nëmmen op verschidde Kategorië vu Schaffenden. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg keng allgemeng gültig Regelung vun der Nuetsaarbecht. Dat wäert sech definitiv mam virleiden Text änneren.

No deemem Text versteet een ënner Période nocturne den Zäitraum tëschent 22 Auer nuets a sechs Auer moies. D'Notioun vum Nuetsaarbechter gëtt och, wéi gesot, ganz genau definéiert. Nuetsaarbechter ass deen, dee mindestens dräi Stonne vu senger deeglecher Aarbechtszäit während der Période nocturne erledegt respektiv deen, deen am Kader vun engem Kollektivvertrag oder soss engem Vertrag, dee vun de Sozialpartner ausgehandelt gouf, mindestens 25% vu senger Joresaarbechtszäit während der Nuetsperiod erfüllt.

Den initialen Text huet kee Minimum festgeluecht, wat d'Joresaarbechtszäit ugeet, dee während der Nuetsperiod erledegt gi misst, fir kënnen vun Nuetsaarbecht ze schwätzen. Dëse Punkt sollt iwwer Kollektivvertrag geregelt ginn. De Statsrot, mä och d'Kommissioun waren der Meinung et misst een dëse Punkt am Text selwer festhalen. D'Regierung hat iwwregens proposéiert de minimale Grenzwäert bei engem Drëttel vun der Aarbechtszäit festzeleeën. D'Kommissioun huet sech am Hibleck op d'Sécherheet an d'Gesondheet vun den Nuetsaarbechter fir méi e kleng Grenzwäert, an zwar e Véierel, ausgeschwat.

Léif Kolleege, léif Kolleege, ech maachen lech och direkt opmierksam op d'Tatsaach, datt déi nei Dispositiounen iwwert d'Nuetsaarbecht allerdéngs keen Afloss op den Horeca-Secteur wäerten hunn. Dëse Secteur gëtt weiderhi vum Text vum 20. Dezember 2002 reglementéiert, deen nottamment d'Nuetsaarbecht an dem Horeca-Secteur regelt iwwert de Wee vum Ausbezuere vun engem Supplément.



D'legal Unerkennung vun der Nuetsaarbecht stéisst bei der Chambre des Employés privés op en zimlech groussen Accord. Fir dës Berufschamber ass dës Unerkennung e wierkleche Schratt no vir.

De virleiende Gesetzesprojet féiert och nei Ausnahméméiglechkeeten, wat d'Applikatioun vu bestëmmte Regelungen iwwert d'Aarbechtszäit ueget, an. Dës Derogatioune gëlle souwuel fir d'Beamte wéi och fir d'Aarbechter a betrefte virun allem d'Dispositiounen iwwert d'Dauer vun de Pausen, den deeglechen an de wöchentleche Rouzäiten, d'Dauer vun der Nuetsaarbecht an och vun de Referenzperioden.

Dës Derogatioune sinn awer limitéiert op verschidden Aktivitéiten a si just ënner verschiddenen, kloer opgelöschten Ëmstänn méiglech. Derbäi kënnt, datt dës Ausnahmen dem sozialen Dialog ënnerstinn. Si sinn nëmme méiglech, wa se iwwer e Kollektivvertrag, en Accord interprofessionnel oder iwwer en Accord d'entreprise mat de Gewerkschaften ausgehandelt gi sinn. An derbäi kënnt och nach, datt se just zougelooss sinn oder zougelooss ginn, wann de Kollektivvertrag oder den Accord interprofessionnel ausgläichend Roupause virgesäit.

D'Tatsaach, datt en Accord d'entreprise, deen ënner de Bestëmmung vum Gesetz vum 1. August 1988 ausgehandelt gëtt, Derogatioune ka virgesinn, ass a sech e ganz wichtege Punkt. Esou kënnen och Betriber, déi net duerch e Kollektivvertrag gedeckt sinn, Derogatioune um Niveau vun der Aarbechtsdauer négociéieren ouni mussen iwwert déi méi komplizéiert Prozedur vun engem Accord interprofessionnel ze fueren.

De Statsrot huet gemengt, et misst een och dës Derogatioune méiglechkeeten opmaachen, fir Eeneegungen am Kader vun enger sektorieller Kaderkonventioun, esou wéi se am Gesetz vum 30. Juni 2004 virgesinn ass, ze erméiglechen. D'Kommissioun huet dorobberhin den Text amendéiert.

Et geet ganz kloer aus deem wat ech elo grad hei exposéiert hunn ervir, datt de virleienden Text dozou bäidréit, de Prinzip vum soziale Partenariat ze stäerken. D'Derogatioune méiglechkeet iwwert de Wee vu Kollektivvertrag an aner ähnlech Instrumenter gëtt virun allem vun der Chambre des Métiers begréisst. Fir d'Chambre des Employés privés erlaabt esou eng Léiung de spezifesche Besoin vum eiser Wirtschaft Rechnung ze droen a reit sech an der Traditioun vum sozialen Dialog an.

Duerch de virleienden Text gëtt och d'Gesetz vum 17. Juni 1994 iwwert de Service de Santé au travail ergänzt.

Den Text gesäit vir, datt d'Nuetsaarbechter op hire Gesondheitszoustand ënnersicht ginn, éier se an enger Nuetsaarbecht beschäftegt ginn, esou wéi d'Gesetzgebung dat jo scho fir d'Aarbechter virgesäit, déi op engem sou genannte Poste à risque affektéiert solle ginn. Dës medezinesch Check-ups sollen och duerno, nodeems den Aarbechter agestallt ginn ass, stattfannen, an dat a regelméissegem Ofstänn. Dëst dréit sécherlech zur Gesondheet an zur Sécherheet vun Aarbechter bäi.

Am virleiende Gesetzesprojet ginn och déi Posten definéiert, déi e besonnesche Risiko duerstellen oder bedeitend kierperlech a mental Ustengungen erfuere. Dat sinn zum Beispill all d'Aktivitéiten, wou d'Opmierksamkeet vum Nuetsaarbechter ofhélt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut wäerten ofstëmmen, hält zudeem fest, datt Aarbechter, déi u gesondheetleche Problemer leiden, an dat zwar weinst hirer Nuetsaarbecht, op eng Dageschicht versat ginn, esou wäit dëst natierlech méiglech ass. Huet den

Nuetsaarbechter theoretesch schonns elo, nom aktuelle Recht, d'Méiglechkeet, eng Versetzung unzefroen, esou gesäit de virleienden Text dës Méiglechkeet expressis verbis fir d'Nuetsaarbechter vir.

D'Mobilaarbechter si vum Uwendungsberäich vu verschiddene Bestëmmungen, wéi zum Beispill déi iwwert déi deeglech Roupaus oder déi iwwert d'Dauer vun der Nuetsaarbecht, ausgeschloss. De Projet de loi definéiert iwwergens d'Kategorie vun de Mobilaarbechter ganz prezis. Dat sinn ënner anerem d'Aarbechter, déi fir Transportgesellschaften schaffen. Dës Kategorie vun Aarbechter kritt awer d'Recht op eng Mindestroupau am Kader vum virleienden Text formell unerkannt.

D'Mindestroupau vun de Mobilaarbechter gëtt iwwergens och definéiert. Als Beispill kann een ervirhiewen, datt den Aarbechter, dee méi wéi aacht Stonnen den Dag schafft, eng minimal Roupau vun néng Stonne pro Dag zegutt huet, respektiv 36 Stonnen d'Woch. Dëst natierlech ouni Ennerbriechungen. D'Roupause mussen och eng gewësse Kontinuitéit opweisen. D'Modalitéite vun dëser Roupau kënnen iwwer Kollektivvertrag preziséiert ginn oder iwwer e Règlement grand-ducal.

Zu gudder Lescht regelt de virleienden Text och d'Problematik vun der Aarbechtsdauer vun den Dokter, déi an der Ausbildung sinn, déi initial aus dem Uwendungsberäich vun der Direktiv vun 1993 ausgeschloss waren. Et ass d'Direktiv vun 2000, déi d'Dispositiounen iwwert d'Aarbechtszäitdauer och op d'Dokteren an der Ausbildung ausgedehnt huet. D'Direktiv vun 2000 huet awer lwwergangsbestëmmung virgesinn. Si huet eng Période transitoire vun néng Joer zrëckbehalen, fir den EU-Länner d'Méiglechkeet ze ginn, d'Mise en oeuvre vun där Direktiv ze échelonéieren.

Den initiale Projet huet och eng graduéiert Transpositioun virgesinn. De Statsrot huet sech awer a sengen Avisé géint dës Méiglechkeet ausgeschwat. Si wier sécher net am Interesse vun der Gesondheet an dem Schutz vun de betroffene jonken Doktere respektiv och vun de Patienten. D'Aarbechtskommissioun ass op déiselwech Schlussfolgerung komm. Den amendéierten Text gesäit duerfir keng lwwergangsbestëmmung méi vir.

Fir d'Doktere gëllt deeselwechte Plaffong a puncto Aarbechtszäitdauer. Si dierfe maximal 48 Stonne pro Woch schaffen, mat enger maximaler Referenzperiod vu sechs Méint. Ech hiewen nach ervir, datt dëst souwiesou der aktueller Praxis zu engem gudden Deel entsprécht. An deene meeschte Spideeler schaffe schonn haut d'Dokteren, déi an der Ausbildung sinn, net méi wéi 48 Stonne pro Woch.

No dësem kuerzen lwwerbléck iwwert dat, wat déi Haaptpunkte vum Text ueget, wéilt ech kuerz nach e puer Wieder iwwert den Amendement vun der Regierung verléieren.

De virleienden Text ass vun der Regierung op engem Punkt amendéiert ginn. Si huet den éischte Satz vum Alinea 1 vum Artikel 11 vum Gesetz vum 17. Juni 1994 iwwert de Service de Santé au travail emgéännert. Nom aktuellen Artikel 11 muss een, fir kënnen als Aarbechtsdokter ze schaffen, entweder an der Aarbechtsmedezin spezialiséiert sinn oder als Dokter eng Formatioun vun zwee Joer an der Aarbechtsmedezin nowiese kënnen.

Den Artikel 27 vum selwechte Gesetz, deen iwwergens Enn 2004 ausgelaf ass, huet virgesinn, datt d'Titulair vum engem einfachen Dokterdiplom, dat heescht déi, déi also nach net hir Formatioun als Generalist oder Spezialist hannert sech haten, konnten als Aarbechtsmedeziner schaffen ënner der Bedéngung, datt se eng Ausbildung

an der Aarbechtsmedezin nowiese konnten.

De Moment, wou d'Gesetz vun 1994 gestëmmt gouf, ware mer a sech zimlech optimistes. Mir hate geduecht, datt mer an zéng Joer genuch Dokteren hätten a virun allem genuch Aarbechtsmedeziner. Or, net nëmme hu mer net genuch Aarbechtsdokteren, mä mir hunn och e Mangel u Generalisten. Et bleift eis näischt aneschtens iwwreg wéi déi lwwergangsléiung definitiv unzehuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, de virleienden Text ass och vu ville Berufschamberen aviséiert ginn. Ech wéll och hei de Berufschamberen e ganz grouse Merci soe fir hire konstruktive Bäitrag. Ech profitéieren awer och vun der Geleeënheet fir dem Statsrot, deen och méi Avisé zu deem Gesetzesprojet hei ofginn huet, Merci ze soe fir seng instruktiv Avisé.

De virleienden Text ass bei de Berufschamberen a sech op e gréisseren Accord gestouss, och wann déi eng oder déi aner Berufschamber méi oder manner kritesch par rapport zum Text war. Bedéngt duerch d'Abréng vum enger Rei vun Amendementen duerch d'Aarbechtskommissioun sinn d'Kritik souwuel vun de Berufschamberen wéi och déi vum Statsrot lues a lues zrëckgaangen.

Wéi Der eall gesitt, huet hei kee sech et einfach gemaach, an esou ass e Projet entstanen, deen am soziale Beräich den heitegen Ufuhrerung gerecht gëtt a wichtege Mesuren am Beräich vun Aarbechtszäit, Gesondheet a Sécherheet op der Aarbechtsplaz festleet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer zum Schluss eng kleng Parenthèse ze maachen: D'Direktiv vun 2003, déi mir haut wäerten duerch d'Ofstëmmung vum virleiende Gesetz transposéieren, huet an deene leschte Wochen a Méint fir ganz vill Onrou gesuert. Virun allem déi geplangte Revisioun vun dëser Direktiv. D'Europäesch Kommissioun huet am September 2004 virgeschloen, ënner anerem den individuellen Opt-out bäizebehalen. Et ass virun allem dëse Punkt, deen ëmstridde war an dat och nach ëmmer ass.

D'Europaparlament huet genau virun engem Joer suggeréiert, d'Revisioun vun där Direktiv nach eng Kéier nozucken. Et huet virun allem fir d'Suppressioun vum Opt-out individuel plädéiert. D'Tatsaach, datt d'Europaparlament sech esou fir dësen Dossier setzt wéi et dat hei gemaach huet, ass zimlech seelen a beweist, datt mer eis op engem ganz sensibelen Terrain bewegen.

D'Aarbechtszäitgestaltung dierf einfach net nëmme ekonomesche Considératiounen ënnerleien. D'Flexibilitéit vun der Aarbechtszäit dierf op kee Fall op Käschte vun der Sécherheet op der Aarbechtsplaz geschéien. D'Direktiv vun 2003 ass eng gutt Direktiv. Si stellt e gudd Kompromëss tëschent de Fuerderunge vun enger moderner Wirtschaft, déi méi Flexibilitéit brauch, an dem Schutz vun den Aarbechter oder de Schaffenden duer. Ech erënneren lech drun, datt no dem Artikel 31 vun der Charte sociale des droits fondamentaux d'„Union européenne“ d'Aarbechtskonditiounen, dem Aarbechter seng Gesondheet a seng Sécherheet respektéiere soll.

Den Dossier läit elo um Pult vun der éisträichescher Présidence. Et kann ee just hoffen, datt e Kompromëss fonnt wäert ginn, deen dësem Grondsatz entsprécht. Dobäi leien a sech scho gutt Kompromësser vir, wéi zum Beispill deen vum eiser Aarbechtsminister, dem Hér François Bilgen, dee leschten Dezember bei Geleeënheet vum Conseil vun den Aarbechtsministere deen virgedroen huet.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a bréngen och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

■ **Plusieurs voix** - Très bien.

■ **M. le Président** - Merci, Hér Rapporteur. Éischtens ageschriwene Riedner ass den honorablen Hér Castegnaro. Hér Castegnaro!

(*Interruption*)

Et ass net schlëmm. Huel lech Zäit.

(*Interruptions et hilarité*)

Pardon!

(*Interruptions*)

Dann, Hér Castegnaro, kënnt Der lech nach ee Moment konzentréieren, déi Zäit wou...

(*Interruption et hilarité*)

...den Hér Bettendorf eis an deenen 20 Minutten, fir déi en ageschriwwen ass, eppes ze soen huet.

**Discussion générale**

■ **M. Niki Bettendorf (DP)** - Hér President, elo hat Der bal e klengen lertum hei ervirbruecht. En lertum, dee mech och arrangéiert hätt, fir nom Hér Castegnaro ze schwätzen.

(*Hilarité*)

Mä nujee, esou kann hien no mir schwätzen a mir ginn eis zum Schluss, mengen ech, awer eens.

Här President, och ech muss dem Rapporteur Ali Kaes Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mündleche Bericht, säi Rapport. An an deem Merci kann a soll een, mengen ech, och de Sekretär vun eiser Kommissioun, de Martin Bisenius, mat aschléissen, deen eng exzellent an eng gutt Aarbecht geleescht huet.

Wéi schonns gesot gouf, handelt et sech hei ëm d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv vum 4. November 2003, déi eng aner Direktiv vun 1993 praktesch ersetzt. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg weder déi Direktiv vun 1993 emgesat, an déi vu sät 2003, do si mer hannendran, souguer schonns an der Procédure d'infraction mat engem Arrêt vum 27. Oktober 2005. Mir sinn einfach ze lues bei der Ëmsetzung. Mëttlerweile si mer op der leschter Plaz am EU-Ranking, an dat Ganzt bréngt mech fir d'éischt dozou, fir iwwert déi europäesch Direktiven ze schwätzen.

Mir krute vum Secrétaire général hei aus der Chamber de 15. März en Tableau mat den Direktiven, em déi mer eis nach musse bekëmmen an eisen eenzelne Chamberskommissiounen, bei de Berufschamberen, bei der Regierung, beim Conseil d'État a schlussendlech dann erëm, wann d'Gesetz déposéiert ass, hei an der Chamber. Ech hunn 166 Dossiere gezielt, dat ass fir e puer Joer Aarbecht. A wa mer eis Method, fir europäesch Direktiven a Lëtzebuerg Recht emzesetzen, net änneren, da kréie mir dës Pak Aarbecht net geleescht an dann, souguer wa mer eng Direktiv emgesat hunn, hu mer nach ëmmer keng gutt Aarbecht gemaach, an ech explizéiere mech.

Wa bis eng Direktiv steet, hu mer nëmme zwou Méiglechkeeten: Éischtens, dës Direktiv eent zu eent emzesetzen; zweetens, nach méi wäit ze goen an eiser Gesetzgebung wéi d'Direktiv.

Eent zu eent emsetzen heescht awer schonns, eis Gesetzgebung unzepassen, well ganz oft mussen iwwer eng Direktiv e puer Lëtzebuergeser Gesetzer emgéännert ginn. Nach méi wäit goe wéi d'Direktiv kann eng gutt Saach sinn, kann awer och eise Land grouss Nodeeler bréngen, zum Beispill a puncto Kompetitivitéit vis-à-vis vun den aneren europäesche Länner, a

wa mer da Schwierigkeete kréien, da kräische mer, dann hu mer e Problem.

Ech hu gesot, mir mussen eis Aarbechtsweis änneren, an domat mengen ech, mir mussen net, mir brauchen net esou vill iwwer bestehend Direktiven an der Chamber ze diskutéieren, allze vill Zäit ze verléieren; mir mussen am Virfeld vun der Direktiv, éier et zu der Direktiv kënnt, d'Problematik aus den Ae vun eise Land beliichten an de Lëtzebuergeser Vertrieeder an Europa mat op de Wee ginn, wéi fir ons déi Direktiv ausgesi muss, fir dass mer se duerno, wa se steet, och kënnen telle quelle akzeptéieren an eis Gesetzgebung emsetzen.

Ech weess, dat ass fir dës Chamber eng grouss Ännerung a bedéngt e risegen Engagement u Ressources humaines, un Zäit an u Geld, mä et ass nëmme iwwert dee Wee, wéi mir déi europäesch Gesetzgebung fir eis positiv kënnen matbestëmmen. Eis Aarbechtsweis stëmmt net méi. Mir setzen eng Direktiv ëm, mä d'Direktiv selwer hânt emol net als Annex un eise Document parlementaire drun.

Ech hu virdrun dem Rapporteur félicitéiert fir säin exzellente Rapport, de schrëftlechen an de mündlechen, an ech wéll och net, dass hei soll elo en Zweifel un där Ausso kommen. Neen, de Rapport ass wéi och déi aner Rapporten - op deem Wee ëmmer datselwecht. Mir hunn, wa mer Direktiven emsetzen, ni d'Direktiv am Rapport derbäi. Ech mengen, dat misste mer kënnen an Zukunft emänneren. Dat wier eng besser Aart a Weis fir Direktiven emzesetzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer eis Aarbechtsweis am Parlament net änneren, da lafe mer ëmmer hannert dem Won, bleiwe frustriert, well mer net déi gutt Aarbecht maachen, déi mer gäre géife maachen.

Här President, ech hu gesot, eng Direktiv eent zu eent emsetzen, ass schonns net einfach, a méi wäit ze goe wéi d'Direktiv, dat ka fir eise Land an d'A goen, zum Beispill a puncto Kompetitivitéit an domat Attractivitéit vun eise Land. De Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet eis dat an enger vun de leschte Chamberskommissiounen ganz plastesch propper duergeluecht. Hien huet souguer ganz resignéiert geschéngt an en huet gesot, hien hätt keng Argumenter méi, fir Lëtzebuerg dobaussen an der Welt ze verkafen. D'Attractivitéit vu Lëtzebuerg géif erofgoen. Mir hu riseg Problemer fir nach auslännesch Betriber op Lëtzebuerg ze kréien, huet eis de Wirtschaftsminister gesot.

Dat bréngt mech dozou e Beispill ze ginn, wat ech eng Kéier op enger Réunioun zu Bréissel ginn hunn a puncto Sozialgesetzgebung hei am Land, wou eis Sozialgesetzgebung mat deenen anere Sozialgesetzgebunge vu 15 europäesche Länner verglach ginn ass. Ech hunn déi europäesch Länner op eng Leeder gestallt, méi héich oder méi niddreg, jee nodeems ob se eng gutt oder manner gutt Sozialgesetzgebung an hirem Land hunn. An ech hunn eise Land op déi héchste Spross ganz uewen op d'Leeder gestallt an ech war a sinn och haut nach houfreg, dass mir esou eng gutt Sozialgesetzgebung hunn. Mir sti ganz uewen, an ech hat gemengt, mir missten do stoe bleiwen an drop waarden, dass aner europäesch Länner Spross fir Spross géifen an d'Luucht kommen.

Wat politesch schwéier, wann net bal onméiglech dobaussen ze verkafen ass, net eleng fir politesch Parteien, mä och fir d'Gewerkschaften, dat ass wann ee muss dobausse soen oder misst soen, et misst een e puer Träppchen erofgoen. Dat ass ganz schwéier, kann awer a Krisepérioden dat eenzegt Mëttel si fir d'Krisis ze meeschten, an duerno kann een erëm en Ulaf huelen, fir erëm un d'Spëtzt ze kommen.



Wat absolut wichteg ass bei esou enger Leeder, wéi ech se duergestallt hunn, ass dat, dass d'Leeder virun allem muss en solidd Fundament hunn, fir dass se och stoe bleift. Wat a mengen Ae bestëmmt net geet, ass: Wann een awer ganz uewen op der Leeder steet an et wëllt een nach ëmmer méi, nach méi héich klammen, da kann a wäert et ganz séier de Bierg of goen, da kann een déif eroffalen an et kann ee sech dobäi méi wéi eng bluddeg Nues huelen. Dat wollt ech hei als Beispill ginn.

Wa mer europäesch Direktiven ëmsetzen, muss mer genauestens oppassen, dass mer net ze héich, net ze wäit ginn, well soss zerräisst de Sak a mir hunn duerno nëmmen nach eis Ae fir ze kräischen. Wa mir, wéi an de meeschte Fäll, versichen, déi europäesch Direktive weider ze verschäerfen, se net eent zu eent, mä zum Beispill zwee zu eent ëmzesetzen, da geet dat oft zum Nodeel vun eise Betriber an Entrepreneuren.

Ech ginn lech d'Beispill vun engem Metzleschbetrib hei am Land. Den Henri Grethen ass net hei.

**Une voix.** - Da lauschtert en och net.

**M. Lucien Clement (CSV).** - Ech sinn hei a lauschteren.

**(Hilarité)**

**M. Niki Bettendorf (DP).** - Gutt, Här Clement, ech schwätzen also, Här Clement, ënnert Ärer Kontroll. Wann e Metzleschbetrib hei am Land all déi Bestëmmungen anhält, déi e muss anhalen, dann huet dee véier Mol méi héich Käschte wéi deeselwechte Metzleschbetrib an der Belsch. Ass dat esou, Här Clement?

**M. Lucien Clement (CSV).** - An de Restauranten ass et genau d'selwecht.

**M. Niki Bettendorf (DP).** - Här President, no dëse méi allgemenge Bemierkunge wëll ech och nach e puer Wuert zu dëser speziellescher Direktiv soen. Mir hunn eis beim Vote zum Rapport an der Kommissioun enthalen a mir wäerten dat och als Demokratesch Partei beim Vote zu dësem Projet de loi maachen, ebe just well mer eis net un d'Ëmsetzung eent zu eent halen. Mäi Virriedner, de Rapporteur, ass schonns ganz an den Detail vum Projet de loi agaangen. Ech ka mech ganz kuerz faassen.

Ee vun de Punkten, dee muss ervirgestrach ginn, ass d'Introduktioun an d'Lëtzebuurger Recht vun der Notioun Période de nuit an Travailleur de nuit. Do hunn ech zum Beispill e Problem mat der Ausso am Rapport, wann do steet: «Il est précisé dès l'ingrés que le régime des travailleurs du secteur Horeca, consacré par la loi du 20 décembre 2002, n'est pas remis en question...» Et gëtt weider gesot: «Il est rappelé qu'en matière de travail de nuit, cette loi garantit au travailleur de ce secteur un supplément de rémunération, et en tant que telle, elle régleme donc le travail de nuit.»

Mä d'Fro, déi sech stellt, a wann ech d'Gesetz richteg liesen, da kann et, a ganz oft, och am Horeca-Beräich richteg Travailleur de nuit ginn. Zum Beispill, am Gesetz steet, fir Travailleur de nuit ze sinn, muss folgend Konditiounen erfëllt sinn: Nuetsaarbecht ass d'Period vun 22 Auer bis sechs Auer moies. An da steet an eisem Artikel 4 (2): «Est considéré comme travailleur de nuit au sens de la présente loi: - d'une part, tout travailleur qui accomplit durant la période nocturne au moins trois heures de son travail journalistique normales.» Ech huelen e Garçon an engem Restaurant, deem all owes a sengem Restaurant schafft bis nuets eng Auer. Hie fält also ënnert dës Bestëmmungen.

Dräi Stonnen normal an der Nuetsperiod, och kann a wäert hien ënnert déi zweet Bestëmmung falen, wou steet: «...pour autant que cette partie soit supérieure à un quart de ses heures de travail annuelles prestées». Mir si jo an der Kommissioun op «un quart» weidergaangen, virdu ware mer op engem Drëttel. Un quart, dräi Stonne vun acht ass fir mech méi wéi e Véirel, also och do fält hien drënner vun zéng bis eng; dann ass hie fir mech en Nuetsaarbechter laut dësem Text.

Ech mengen also et wär net richteg ze soen, d'Horeca wier hei ausgeschloss. Iwwregens, an dësem Beräich gëtt et Beruffer, déi méi wéi dräi Stonnen nuets schaffen, mä souguer heiansdo d'ganz Nuecht. Dir wësst jo nach, dass mer d'Feier-, d'Fräinuechten an d'Schlëssstonnen och hei iwwer Gesetz viru kuerzem geregelt hunn.

Wann ech hei, Här Minister, net Recht hunn, da loosse ech mech gäre beléieren. Souguer a mengem Alter ass een nach lernfäeg.

**(Interruption)**

Ech wär frou, wa just an deem do Punkt den Här Minister mer géif direkt eng Äntwert ginn, well ech hunn d'Gefill, dass do eppes net klappert.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Dach, et muss ee just déi zwee Gesetzer beienee leeën. Hei ass en...

**(Interruption)**

Här President, pardon, muss ech opstoen?

**(Interruption)**

Selbstverständlech stinn ech op.

Här President, dat heite Gesetz regelt allgemeng d'Definitioun vum Travailleur de nuit, deen e besonnesche Schutz kritt, wat d'Sécurité an d'Santé ubelaangt. Fir den Travailleur de nuit ze definéieren muss een och eng Période nocturne definéieren, soss kënnt een net op en Travailleur de nuit. Dat Gesetz ass fir jidderee gültig, selbstverständlech ass dat fir jidderee gültig, och am Horeca-Beräich. D'Horeca-Gesetz ass awer net a Fro gestallt, wat en extra Supplément pour travail de nuit virgesäit, wann een no eng Auer schafft. Also déi zwou Saache ginn zesummen.

Ech mengen dat, wat Äre Rapporteur soe wollt, dat ass, dass dat heite Gesetz net dat anert aushiewelt, well dat eng Loi spéciale ass, déi derogéiert, déi also méi wäit geet wéi dat heiten. Mä dat heiten, wat d'Definitioun vum Travailleur de nuit ubelaangt, ass selbstverständlech gültig.

**M. Niki Bettendorf (DP).** - Also och, wat d'Sécherheet am Aarbechtsberäich ubelaangt,...

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Jo, jo.

**M. Niki Bettendorf (DP).** - ...mengen ech, dass dann en Discjockey, deen déi ganz Nuecht schafft a muss déi Disquen do ronderëm dréinen, dass deen och exposéiert ass an deen da wahrencheinlech dann awer och muss do drënner falen.

**(Interruption et hilarité)**

Okay.

An dann hunn ech nach Problemer mam Artikel I a mam Artikel II, wat do opgezielt ass. Do steet dran, et kann derogéiert ginn, zum Beispill zum Prinzip vun der Referenzperiod vu véier Woche respektiv engem Mount an dat iwwer Kollektivvertrag, iwwert den Dialogue social interprofessionnel ou par accord d'entreprise am Kontext vun enger Convention-cadre.

Do steet zum Beispill dobäi, ënnert d): «en cas de surcroît prévisible d'activité, notamment» an da gi se opgezielt: d'Agriculture, den Tourismus, d'Post, d'Eisebunn an esou

weider. Ech froe mech just an der Agriculture, de Bauer, deen huet kee Kollektivvertrag, keen Accord d'entreprise an esou weider, do muss geschafft ginn, wann d'Aarbecht do ass a wann d'Wieder et erlaabt. Dat nëmmen als Beispill, firwat dat ech mat verschiddenen Derogatiounen meng Schwierigkeiten hunn.

Här President, eis Presidentekonferenz huet an hirer grousser Sagesse dem Projet hei d'Importenz zwee ginn, also eng ganz laang Riedezäit. Dat géif da fir d'CSV, mat de Motiounen, 98 Minuten ausmaachen, an an där Zäit kënnt ee ganz villes soen. Ech hu vläicht gemengt, dass eis Presidentekonferenz domadder gemengt huet, mir géife bei dëser Geleeënheet och iwwert d'Situatioun um Lëtzebuurger Aarbechtsmaart schwätzen an dofir wëll ech dat natierlech net verfeelen.

**(Interruption)**

Ech muss lech soen, Här President, mir als Demokratesch Partei, mir si ganz, ganz déif beréiert, wat sech am Abléck op eisem Aarbechtsmaart deet. Mir sinn niewent Beréiertheet...

**(Interruption)**

...och nach ganz an déif beonrouegt. All Dag...

**M. le Président.** - Här Gleesener, wëllt Dir eng Fro stellen?

**M. Marcel Gleesener (CSV).** - Jo, Här President. Ech hunn eng Fro un Iech. Um Ordre du jour steet, mir géifen iwwert dee Projet de loi hei schwätzen an net iwwert de Lëtzebuurger Aarbechtsmaart.

**Plusieurs voix.** - Jo.

**M. Marcel Gleesener (CSV).** - Also, iwwer wat schwätze mer dann elo?

**Une voix.** - Ma iwwert d'Aarbecht.

**M. Marcel Gleesener (CSV).** - Iwwert de Projet de loi?

**La même voix.** - Jo.

**M. Marcel Gleesener (CSV).** - Jo, mä den Här Bettendorf schwätzt awer net méi iwwert de Projet de loi.

**M. le Président.** - Jo, also ech menge mir sollten elo emol dem Här Bettendorf d'Chance gi fir seng Iddien hei ze dévoppéieren.

**M. Niki Bettendorf (DP).** - Ech hat mech fir 20 Minuten...

**M. Henri Grethen (DP).** - ...dréit dozou bäi, dass Leit, déi nach Leit beschäftegen, nach méi beonrouegt ginn.

**(Interruption)**

Duerfir wëllt den Här Bettendorf driwwer schwätzen.

**M. Marcel Gleesener (CSV).** - Jo, mä et ass just de Contraire, Här Grethen.

**M. Henri Grethen (DP).** - Här Gleesener, Dir hutt guer kee Versteedsmech fir déi Leit, déi Leit beschäftegen. Dir hutt lech nach ni Gedanken doriwwer gemaach.

**M. Marcel Gleesener (CSV).** - Ma Dir hutt de Projet net gelies.

**(Interruptions)**

**M. le Président.** - Also, loosse mer, Här Grethen, Här Gleesener, deem Intermezzo do, deen näischt bréngt, loosse mer deem en Enn maachen an dem Här Bettendorf d'Geleeënheet ginn, seng Iddien iwwert de Lëtzebuurger Aarbechtsmaart ze soen.

**M. Niki Bettendorf (DP).** - Merci, Här President. Ech hu laut eisem Reglement 40 Minutte Riedezäit a wann ech se ausnotze wëll, dann notzen ech se aus.

**Plusieurs voix.** - Jo.

**M. Niki Bettendorf (DP).** - Gleeft mer dat, ech loosse mer hei net de Mond verbidden.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. Niki Bettendorf (DP).** - All Dag hu mer hei am Land nei Hiobsbotschaften: d'TDK, Villeroy et Boch, WSA, Luxair, d'Faillite Mevalux mat 67 Salariaien, an nach stinn anerer am Raum a kommen no. Dat ass keen onglécklechen Zoufall méi an et geet net méi duer fir ze ënnersichen, ze studéieren an een deem aneren d'Schold zouzeweisen. Et geet em méi. Et geet em déi schaffend Leit am Land an do bleiwen Dag fir Dag neier op der Strooss a mir hu keng Äntwerten op hir berechtigt Froen.

Här President, mir mussen eis all emol eens sinn, dass mer d'Aarbecht förderen an net d'Aarbecht verhenneren. Mir mussen eis ADEM fit maachen an nei strukturéieren, vun enger renger Aarbechtsmaartverméttlungsanstalt zu enger Weiderbildungsanstalt. Mir als Demokratesch Partei stinn net fir en Ofbau vu soziale Rechter, dofir si mir net ze kréien, awer Changeementer a Flexibilitéit mussen kennen diskutéiert ginn, an dat en faveur vum Salariai, deen Aarbecht brauch. Eist Aarbechtsrecht muss d'Aarbecht förderen, amplaz se ze verhenneren.

Bei der ADEM ass villes ze maachen an de Minister huet en Audit an Optrag ginn, wou d'Aarbecht elo am Juni soll ufänken. De Beoptraagten hat eng Entrevue mat eis an der Commission du Travail. No annerhallwer Minutt krut hie schonns den Dicks geriicht an huet gesot kritt: Wat schwätzt Dir do? Dofir hu mir lech net geruff. Maacht Ären Audit an d'Politik am Land hei, déi maache mir. Ech betounen „mir“, fir datt et net hei zu engem Malentendu ka kommen.

Här President, d'ADEM huet eis e formidabelen an detailliéierten Rapport iwwer hir Aarbecht gemaach. Ech huelen hei nëmmen d'Kärstéck eraus. Ee Placeur huet oder hätt pro Schaffdag 43 Kontakter mat Leit op der Sich vun Aarbecht. 43 Kontakter pro Dag. Dat ass onméiglech. An awer steet ze liesen am Rapport Säite 62: «Le maintien du contact régulier avec les demandeurs d'emploi, permettant ainsi un suivi permanent et individuel, est d'une importance extrême dans l'accomplissement de cette tâche.» Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, richteg a wichteg, kann awer net stattfannen. 43 Kontakter pro Dag. Ech défiéieren heibanne jiddereen, dat emol nëmmen een Dag ze probéieren. Beim zéngte Client weess ee schonns net méi, wat beim zweeten a beim drëtte besprach ginn ass.

Den Aarbechtsminister huet gemengt, hie wier net rose méi Leit ze kréien, mä do géif et jo awer och nach den Numerus clausus ginn an et géif u Plaz feelen. Zum Beispill zu Esch, do geet et mat der Plaz vir an hannen net méi duer. Et geet net méi op.

Här President, ech wollt dem Här Aarbechtsminister soen, dass hien eis voll Ënnerstëtzung fénn, wann hie Plaz a Leit brauch. Hie muss sech awer emol mam Gedanke mindestens kennen ofginn, dass och privat Aarbechtsverméttlung ka vu groussem Notze sinn. Mir kennen déi negativ Astellung vu verschiddene Gewerkschaften, mä wann déi al Medikamenter näischt méi notzen, da muss een och emol op nei Medezinen zréckgräifen. Et gëtt Leit, déi gleewen un d'Homéopathie, anerer gleewen nëmmen un d'Schoulmedezin, dat Eenzege, wat zielt, ass, dass gehollef gëtt. A wann d'ADEM Hëllef vu bausse ka

kréien, déi se brauch, da kommt a mir ginn dem Arbeitsamt déi Hëllef, déi et esou néideg huet.

Mir als Demokratesch Partei si bereet eng Hand mat unzepakem, mussen awer och mindestens vun der Regierung déiselwecht Renseignementer kréie wéi déi, déi de Sozialpartner an der Tripartite zougestallt ginn. Dat ass eng Fuerderung. Da si mer bereet un der Léiung vum Problem ganz aktiv matzeschaffen. Ech muss lech drun erënneren, dass d'Demokratesch Partei mat der LSAP an der Regierung war, wou et dem Land nach méi schlecht gaangen ass a wou déi richteg Décisiounen geholl gi si fir eist Land a fir seng schaffend Leit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et scho gesot, dass mir als DP eis bei dem Vote zu dësem Projet de loi...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

...wäerten enthalen, mä dat ass bestëmmt zweetrangeg zu deem, wat mir zur Situatioun um Aarbechtsmaart ze soen hunn.

Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Här Bettendorf. Dann ass et elo um honorabelen Här Castegnaro.

**M. John Castegnaro (LSAP).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll da versichen zum Thema ze schwätzen, eleng aus Respekt viru mengem Kolleeg, dem honorabele Marcel Gleesener.

**(Interruptions)**

Ech kommen awer net derlaanscht déi eng oder déi aner Remarque ze maachen. Fir d'éischt awer en décke Merci dem Rapporteur, mengem Frënd an honorabelen Deputéierten Ali Kaes, fir dee schrëftleche Bericht, mä besonnesch...

**(Interruption)**

Fir de Moment jiddedalls.

**(Hilarité)**

...fir déi mëndlech Erklärungen, wou hien et fäerdeg bruecht huet trotz der Komplexitéit eng Rei vun techneschen Informatiounen hei virunzeginn, nieft deene méi allgemenge Froen, déi sech an deem Projet de loi do erëmfannen. Ech wëllt awer och, genee wéi hien, drop hiweisen, dass déi Kommissioun gutt Aarbecht gelescht huet, dass eise Sekretär exzellent Aarbecht leescht a gelescht huet, awer och d'Ministère aschléissen, déi an där Matière hei zur Sait stoungen a matgehollé hunn déi Fläissaarbecht an enger wierklech komplexer Matière kënnen esou ofzewëckelen, wéi mer dat gemaach hunn.

Eigentlech hat ech geduecht, am Ufank vum honorabelen Niki Bettendorf sengen Ausféierungen, kënnen ze soen, dass ech wäitgehend mat him eens sinn. Dat ass awer net esou. Ech wëll net op eng Rei vu Saachen agoen - obwohl dat sech géing rentéieren -, mä zwou, dräi Saachen awer hei riichtbéien, well se mer wichteg schéngen.

Den Här Bettendorf huet vun enger Sitzung vun der Commission du Travail et de l'Emploi geschwat, wou en OECD-Expert present war. Dee Mann, deen hat e bëssen d'Rolle vertosch, well säin Optrag deen ass, fir d'ADEM ze moderniséieren an ze reforméieren an duerfir éischt Iddien an Iwwerleunge vun eis ze kréie respektiv selwer op den Dësch ze leeën. Mä dee gudde Mann, deen Expert, huet direkt ugefaange fir eigentlech eis Aarbechtsgesetzgebung a Fro ze stellen, an dat ënnert dem Beifall vum Niki Bettendorf - dat muss ee soen - a Fro ze stellen,...

**(Interruption)**



...andem hie gemengt huet an engem Land, wou et de Mindestlohn gëtt, wou et Index gëtt, wou d'Steierpolitik ass, wéi se ass, a wou d'Chômageentschiedegung ze héich wier, do géng ee kaum Vollbeschäftegung realiséieren. An deem, deem him den Dicks gesat huet als Éischtens, war ech dann, obwuel ech ni op der Eisebunn war, mä dat léiert ee mat der Zäit. Duerno hunn ech dem honorabelen Här Bettendorf den Dicks och misse stellen, well ech net d'accord war mat deem Beifall, deem hie geklatscht huet zu engem Expert, deem nieft dem Dill louch.

#### (Interruption)

Ech hunn lech net ënnerbrach, Här Bettendorf.

**M. le Président** - Här Castegnaro, erlaabt Der eng Zwëscherfrou vum Här Bettendorf?

**M. John Castegnaro (LSAP)** - Well ech ee gudder Mënsch sinn!

#### (Hilarité)

**M. Niki Bettendorf (DP)** - Ech wollt den Här Castegnaro just froen, ob ech dem Expert Beifall ginn hunn oder ob ech gesot hunn, aus Héiflechkeet misst een och engem Friemen, deem an d'Kommissioun kënnt,...

**Une voix** - Voilà!

**M. Niki Bettendorf (DP)** - ...méi wéi annerhallef Minutt ginn, fir emol ze schwätzen. Ech hunn dat nämlech affrontéiert fonnt,...

**Une voix** - Très bien.

**M. Niki Bettendorf (DP)** - ...wa mir vum Minister een dohinner geschéckt kréien, fir mat eis ze diskutéieren, dass en no annerhalwer Minutt schonn d'Wuert verbuede krit! Dat hunn ech ugeprangert, a soss guer näischt! Dir schwätzt vun Index. Dir schwätzt vun hei. Dir verdréint eis d'Saachen am Mond!

#### (Hilarité)

Ech hu just lech attackéiert, well Dir op der Plaz dee Mann blaméiert hutt. E war nach net dobannen. Annerhalwer Minutt huet et gedauert! Annerhalwer Minutt! Dat ass en Affront an et ass eng negativ Position fir eist Land!

**M. le Président** - Also...

**M. John Castegnaro (LSAP)** - Här Bettendorf, wann ee sech an den Äifer ariet, da wëllt dat net bedeiten, dass ee méi Recht huet oder d'Wourecht seet.

#### (Interruption)

Et ass net esou gewiescht! De Conseiller huet vill méi laang geschwat wéi annerhalwer Minutt an hien huet sech...

#### (Interruption)

Här Calmes, wann ech gelift!

Hien huet sech drugehalen an duerfir war et noutwendeg,...

**M. le Président** - Also, ech géif bidden hei op déi Gëftpëlle vun all Sait ze verzichten!

**M. John Castegnaro (LSAP)** - ...fir hien un déi Missioun ze erënneren, déi hie vum Aarbechtsminister krit huet. An ech bleiwen derbäi, dass Dir eigentlech déiselwecht Sprooch geschwat hutt, wéi déi, déi hie geschwat huet, an dass duerfir och dat, wat Der „Dicks“ nennt, och par rapport zu lech gemaach ginn ass, well mer gesot hunn, dass dat net d'Thema wier. Ech war am Enn jo och net eleng der Meinung, well praktesch all aner Mitglieder vun där Kommissioun datselwecht gesot hu wéi dat, wat ech gesot hunn.

Dann hutt Der hei en Horrorzenario opgefouert an eng Ernährungsgestümmung, déi een esou net kann am Raum stoe loosson. Et kann een net, wéi Dir et elo gemaach

hutt, soen: Mir wëllen de soziale Besetzstand net attackéieren, mä mir wëllen awer gläichzäiteg en upassen a veränneren. Da muss ee soe wat ee wëllt! Et muss ee Ross und Reiter nennen! Et kann een net sibyllinesch engersäits soen: Mir mengen, mir missten oder mir sollten eis Législatioun upasse fir attraktiv ze bleiwen. An da soen: Mir wëllen awer näischt veränneren. Mir wëllen net un de Besetzstand goen. Et soll een, wann ech gelift, eng kloer Sprooch schwätzen, fir dass jiddfere sech an deenen Aussoe kann erëmfannen. Vlächicht kënnt dee Moment, wou dann d'DP eis seet, wat si genee mengt a wat si genee wëllt.

Da wëll ech dréttens drop hiweisen, dass déi méi global Ausso fir ze soen: Mir maachen eng Eentzu-eent-Ëmsetzung a mir brauchen eis net ze wonneren, wa Lëtzebuerg net méi attraktiv ass vis-à-vis vun auslänneschen Investisseuren. Do hätt Dir och vlächicht kënnen derbäi soen, dass an där Kommissiounssitzung déiselwecht Leit och d'Aussoe vum Wirtschaftsminister net esou am Raum stoe gelooss hunn, wéi hien et duergestallt huet. Dat hutt Der vergiess, mä dat entschëllegen ech. Et kann ee jo net alles verhalen.

Ech wëll awer Folgendes soen: Eng Politik maachen, déi nach just der Kompetitivitéit Rechnung dréit - fir et emol kuerz ze faassen -, déi hätt, hätte mer et da gemaach, absolut näischt dru geännert, dass eng TDK zoumécht, hätt näischt dru geännert, dass eng Villeroy et Boch Lëtzebuerg reduzéiert zu Gonschte vum Saarland; an de Minister huet eis dat iwwerengs erkläert, well et do nach ëmmer regional Hëllef gëtt, statt dass et bei eis déi net méi gëtt.

D'WSA-Militärlager, et gëtt kaum e Betrib hei zu Lëtzebuerg, wou esou vill Mobilitéit, Flexibilität a gudder Wëlle vun de Gewerkschaften an der Belegschaft war, fir alle Wënsch vun der amerikanescher Arméi nozekommen. Bei der Luxair ass et net vill besser. Och do gëtt ëmmer erëm bewisen, dass Flexibilität besteet.

Wat wëll ech domat soen? Ech wëll nëmme soen, dass Flexibilität, Mobilität, manner stur a starr Legislatiounen guer keng Garantie méi sinn, ob e Betrib kënnt, ob e Betrib bleift oder ob en of- oder ausbaut. An dat solle mer wëssen! Duerfir kann een net bradéiere mat deem, wat de Besetzstand ass, mä et muss ee scho mat Virsiicht virgoen. Et muss ee schonn déi néideg Flexibilität hunn. An ech betounen - an ech weess, wat ech soen -, dass de Lëtzebuurger Gewerkschaft mat Sécherheet net ka virgeworf ginn, si wieren nëmme stur! Mä iwwer eis Kollektivvertragspolitik virun allem sinn all Regelungen am Interesse vum Betrib a vun den Aarbechtsplaz méiglech gewiescht a wäerten och méiglech bleiwen. Esouwäit...

#### (Interruption)

Jo, Här Glesener. Et kann een net alles einfach am Raum stoe loosson. Dir krit nach vill Geleeënheet fir mam honorabelen Här Bettendorf ofzerechnen, wann Der mengt, dass dat dann och nach misst gemaach ginn. Ech wollt just déi puer Äntwerte ginn, well se mer um Häerz leien an och noutwendeg geschéngt hunn.

Zréck zur Direktiv an hirer gesetzlecher Ëmsetzung: Do wëilt ech besonnesch ervirsträchen, dass mer doduerch zu Lëtzebuerg eng besser an eng méi breet legal Basis schafen. Et muss een och ervirsträchen, dass dës Ëmsetzung deem an där Direktiv enthalene sozialen Zündstoff ausmäerze konnt - also ausschléisse konnt -, wat eng wesentlech Feststellung ass. Ech wëll och d'Beispill vun Opt-out nennen, de Versuch also méi wéi d'48-Stonnewoch zur Regel ze maachen, wat net zréckbehalte ginn ass; jiddefalls net fir Lëtzebuerg.

Lëtzebuerg ass also mat dëser Direktiv net méi liberal ginn. Am Géigendeel, mir schafen deem noutwendeg gesetzleche Rahmen, ouni d'Tarifautonomie vun de Sozialpartner anzeengen, am Géigendeel, d'Kollektivvertrag als Regulator. De Verhandlungsspillraum fir déi national representativ Gewerkschaften an d'Patronat ass méi grouss ginn, an dat am Sënn vun enger wuelverstanener Subsidiarität. En ass méi grouss ginn an e gëtt méi bedeitend.

D'Aarbechtszäit - an dat wësse mer alleguer - ass zënter ëmmer e Konfliktthema gewiescht a wäert och e Konfliktthema bleiwen, an net nëmme zu Lëtzebuerg, obwuel mir zu Lëtzebuerg erëm eng Kéier am Kader vun eise Kollektivvertrag grouss Fortschréter a Saachen Aarbechtszäit konnte maachen an och Ausnahme fonnt hunn - an dat ass jo éineschters ugeschwat ginn - fir den Horeca-Secteur, d'Viticulture an d'Agriculture. Mä insgesamt gesinn, hu mer eng fortschrittlech Aarbechtszäitorganisatioun a -regelung zu Lëtzebuerg. Ech bleiwen derbäi, dass d'Kollektivvertrag dat beschte Mëttel sinn, fir e Menu à la carte quasi ze entwéckele bei der Festsetzung vun den Aarbechtszäiten.

Nach eng Kéier: Dëst Gesetz, wat mer haut stëmmen, schafft dee längst iwwerfällige méi breede gesetzleche Rahmen a festegt nach eng Kéier d'Mindestkonditiounen an d'Garantien, fir ze verhënneren, dass mer eng ultraliberal Léisung oder Dereguléierung fannen.

An ech erënneren ëmmer erëm un deem Opt-out do, well dat eppes ganz Dramatesches ass, wat sech an eenzelne Länner, besonnesch a Groussbritannien, entwéckelt huet. Wou et net méi d'48-Stonnewoch, mä bis zu 78 a méi Stonnen d'Woch sinn, déi op enger sou genannter fräiwëlleger Basis gelescht ginn. Fräiwëlleg an deem Sënn, dass deem, dee keng Aarbecht huet an Aarbecht sicht, deem Drock do nogëtt, oder en em nogëtt, fir net ze riskéieren seng Aarbechtsplaz ze verléieren. Eng Fräiwëllegkeet, déi also e batteren Nogeschaach huet, well se dat beinhalt, wat ech virdu gesot hunn.

D'Aarbechtszäitgesetz, wat mer am Endeffekt haut stëmmen, soll jo d'Sécherheet an d'Fräizäit vum schaffende Mënsch regelen. Déi Aarbechtszäitgesetzgebung muss jo och Rechnung droen deem Liewen haut an de Betriber, dem Tempo, dem Drock, der Kompetitivitéit engersäits an anerersäits, wat ausgeléist gëtt, nämlech dem Drock op d'Gesondheet. Mir mussen déi, déi schaffen, schützen, well wa mer se net schützen, da gi se krank, gi se invalid. Dat bedeit jo dann an der Folleg erëm sozial Folgekäschen, dat bedeit Defiziter an de Sozialversécherungen an et bedeit méi Ausgaben an de Rentekessen. Et ass also net e gudden Tosch, wann ee méi schafft, mä am Contraire: Méi schaffe bedeit och méi Belaaschtung.

D'Aarbechtszäitdiskussioun, déi mer am Kader vun deem Gesetz a vun där Direktiv hei féieren, ass een Deel. Ech wëll nëmme den erënneren, dass et jo och eng aner Diskussioun gëtt, déi um Dësch läit, nämlech déi iwwert d'Verlängerung vun der Liewensarbeitszäit, déi direkt heimat elo näischt ze dinn huet. Mä ech wëll et duerfir soen, well déi Richtung, an déi oft gefuer gëtt, jo bedeit 48 Stonnen a méi schaffen engersäits an dann och nach d'Liewensarbeitszäit op iwwer 60, 65 op 68 Joer setzen. Dat ergëtt kee Sënn. Am Contraire, dat beinhalt gesondheetlech Risiken, déi net vertrieubar sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ëmsetzung vun där genannter Direktiv ass éischtens och eng Kodifizierung vu villen Direktiven, déi den Ali Kaes hei opgezechent huet: 1993, 2000, 2003.

Zweetens muss een awer drop hiweisen, dass schonn eng nei Direktiv an der AUSAARBECHTUNG ass. Do gëtt et de Basistext vum Projet vun 22. September 2004. Do schwätzen déi eng vun Nobesetzung an anerer gesinn an där neier Direktiv, déi op eis duerkënn, eigentlech och en erneitene Versuch fir den Opt-out awer erëm zum Droen ze kréien; dat haaptsächlech op där sou genannter fräiwëlleger Basis. Do kënnt dann dee Widerstand, dee genannt ginn ass, och vum Europäesche Parlament respektiv vun de Gewerkschaften an Europa. Do gëtt da gesot a virgeschloen déi ganz Regel op eng Zäitdauer vun dräi Joer ze beschränken an da géng se entfalen.

Et gëtt ënner anerem gesot, et kënnt een deem Opt-out do och iwwer Kollektivvertrag regelen, da wär e kontrolléiert an e géng och korrekt bezuelt ginn, mä, besonnesch op individueller Basis, op Basis och vu Joresvertrag, déi awer verlängert oder erneiert kënnen ginn, mat oder ouni Rechter - dat bleift jiddferengem iwwerlooss, fir sech seng Gedanken ze maachen -, da soll och virgesi ginn, dass den Arbeitnehmer dat refuséiere kann. Awer da steet net méi do, wat em da geschitt, wann en e Refus mécht, wa säi Patron em seet: Ech hätt awer gär, dass de am Interesse vum Betrib a vun der viller Aarbecht 78 Stonne schafft. An hie seet: An der Direktiv steet, dass ech et refuséiere kann. Da kënnt Der lech alleguer virstelle vu wou hie seng Pai dann duerno krit. Mat Sécherheet net méi aus deem Betrib. Do leien Theorie a Praxis da ganz wäit auserneen.

An deem Projet de directive, deem ech hei nennen, do sinn also weiderhin Upassung virgesinn, déi net all de Moment iwwerschaubar sinn, déi also offe sinn an déi awer drop hiweisen, dass mer eng zousätzlech Liberaliséierungswell a Flexibiliséierungswell kënnen erlieden, oder awer dass déi, déi antriede fir méi Schutz a Saache Gesondheet a Sécuritéit fir déi Schaffend oder méi Conciliatioun vu Famill a Beruff, géinge Recht behalen. Mä et muss een ëmmer wëssen: Déi ganz Diskussioun ginn ëmmer am Kontext vun der Lissabon-Strategie gefouert an am Endeffekt ass d'Lissabon-Strategie ëmmer verbonne mat méi Kompetitivitéit, am Verrang stinn also wirtschaftlech Interessen a manner sozialer.

Interessant bleift awer ervirzestrichen - an dat ass eemol méi eng Tatsaach, déi een awer voller Hoffnung mécht -, nämlech d'Roll vum Europäesche Parlament bei der Gestaltung vun dësen Direktiven: déi vun där mer schwätzen, déi virdrun an déi, déi an AUSAARBECHTUNG ass. Wou een nëmme ka soen, dass dat Parlament eng wäertvoll, eegestänneg, gutt Aarbecht gelescht huet a leeschte wäert, an entscheidende Froe Veto ageluecht huet a sech och durchsetze konnt op Käsche vun der Kommissioun. Mä dass ee weess, dass d'Kommissioun ëmmer erëm versicht am Endeffekt dat lescht Wuert ze hunn an dass d'Ausrichtung vun der Politik vun der Kommissioun awer ëmmer eng vu méi Liberaliséierung ass.

Mä, wéi gesot, d'Europäescht Parlament huet et fäerdeg bruecht, munches ofzebremmen. An ech begreissen och, dass an deene villen Diskussiounen an eiser Commission du Travail et de l'Emploi mer grondsätzlech déiselwecht Haltung ageholl hu wéi breet Deeler vum Europäesche Parlament, wat dann och derzou gefouert huet - an den honorabelen Här Kaes huet dat jo gesot -, dass déi ablehnend Hal-

tung, besonnesch vun de Salariatskummeren an hiren éischten Avisen, sech lues a lues gewandelt huet zu enger Zoustëmmung op Grond vun Amendementer, déi mer gemaach hunn an déi jo och hei elo zréckbehalte gi sinn. Dat soll een als eng Zoustëmmung wäerten, well dat ass et jo och.

Ech soen einfach, fir et gesot ze hunn, den Europäesche Gewerkschaftsbond a seng Gewerkschaften europawäit, mä och op nationalem Plang, stelle fest, dass esou Politike wéi déi, déi mer hei entwéckelen, mä och déi, déi iwwert d'Europäescht Parlament entwéckelt gi sinn, eigentlech dem europäesche Sozialmodell an de fundamentale Grondrechter vun de schaffende Leit méi Chance ginn a sech domat an d'Position gesat gëtt, sech géint neoliberal Iddie kënnen erfollegräich durchzusetzen.

An et sollt een drop hiweisen, Kolleeginnen a Kolleegen, dass duerchaus de Versuch scho sollt stattfanne fir iwwert déi Direktiv eben déi Limite vun den 48 Stonnen definitiv ze sprengen an no uewen opzemaachen. Et sollt een et an den Zesammenhang bréngen mat der Bolkestein-Direktiv, mat der sou genannter Déngschtleeschungsdirektiv, déi jo an eng ähnlech Richtung erageet. Bides zesummen an e puer aner Saachen, dat wier definitiv d'Zerstéierung vun deem, wat mer den europäesche Sozialmodell nennen, wat mer de soziale Fridden nennen a wat mer zefridde Leit an de Betriber nennen; déi mer brauchen, fir a Betriber gutt Aarbecht kënnen ze leeschten.

Mir si jo frou - vlächicht net jiddereen heibannen -, dass déi sou genannte Bolkestein-Direktiv konnt bis elo ofgebremst ginn. Ech hunn haut an der Press gesinn, dass d'Kommissioun bereet ass dem Parlament seng Iwwerleeungen ze akzeptéieren. Dat kann een also als e weidere Fortschritt, net als e séchere Wee, mä an déi richteg Richtung bezechnen, an dat ass eng Tatsaach, déi een optimistesches stëmmt, well se déi total Dereguléierung vum Aarbechtsmaart verhënnert.

#### (Interruption)

Mir bleiwen hei an der Flicht...

#### (Interruption)

Ma well ech him elo aus sengem Häerz schwätzen, méi ass et net!

#### (Hilarité)

Mir stinn hei an der Flicht, d'Parlament souwuel wéi d'Regierung, dofir ze suergen, dass déi Gesetzer, déi eis sinn, erhale bleiwen an dass mer duerfir och verhënneren, dass dat, wat eis Kollektivvertrag sinn, dass déi ënnerlaf ginn an dass déi Flexibilität, déi mer doduerch hunn, géng bei der Däiwel goen. Dat wier mat Sécherheet weder am Interesse vun de Betriber nach vum Aarbechtsmaart.

Erlaabt mer e puer Schlussfolgerungen:

Éischtens mat deem Gesetz vun haut, an ech widderhuele mech, schafe mer eng méi korrekt legal Basis a Saachen Aarbechtszäit.

Zweetens d'Statut vun den Nuetsaarbechter a vun der Nuetsaarbecht gëtt geregelt, wat ganz wichteg ass.

Dréttens gëtt de Subsidiaritätsprinzip verstärkt andeem de Sozialpartner hire Gestaltungsspillraum, wat d'Aarbechtszäit ubelaangt, mä och wat d'Aarbechtszäitorganisatioun ubelaangt, a wien denkt nach un d'POTen innerhalb vum PAN-Gesetz, déi jo deemools eng legal Basis krit hunn, dass mer et also fäerdeg bréngen wäerten iwwert de Gestaltungsspillraum a mat den néidegen Ausnahmeregelungen, déi virgesi sinn, eng gutt Aarbechtszäitpolitik, eng optimal an eng praxisno Aarbechtszäitpolitik kënnen durchzuführen.



Véiertens beweist et sech awer ëmmer méi, och an där Diskussioun hei, dass et Zäit gëtt, dass mer deen eenheetlechen Arbeitnehmerstatut am Privatsecteur endlech realiséieren. Eleng aus Prinzip schonn, well et kee Grond méi fir déi künstlech Differenze gëtt, mä awer och fir eng méi propper legislativ Aarbecht kënnen ze maachen, well eis Gesetzer déi duebel Déckt hunn, eleng duerch déi zwee Statuten; nieft deenen Ënnerscheeder, déi leider bestinn. An ech bleiwen derbäi: Et ass eng iwwerliefte Trennung. Déi gëtt elo mat dësem Gesetz leider nach eng Kéier fortgeschriwwen, mä mir brauchen e modernen eenheetleche Statut, och wa mer wëllen den Erausforderunge vun der Lisbon-Strategie an allen Ufuerderungen, déi se un eis stellt, gerecht ginn.

Ech soen nach eng Kéier: Et gëtt an engem Betrib, wou een eenzege Statut ass och nëmmen eng Solidaritéit, an dat ass déi bescht Viraussetzung, fir sech kënnen mat deene gudder wéi mat deene schwéiere Momenter an enger Entrepris gutt an optimal auserseen ze setzen.

An deene Konklusiounen wëllt ech och nach eng Kéier, Här Aarbechtsminister, drun erënneren - an ech weess, dass Der et ugemellt hutt -, dass d'Verabschiedung vum Code du Travail iwwerfällg ass. Och dat spillt hei mat eran, wéinst der Transparenz, wéinst dem Duerchbléck, fir dass jidderee mat méi Einfachheet seng Rechter a seng Flichte kann erëmfannen.

#### (Interruption)

Schlussendlech wëllt ech dann drop hiweisen, dass mer eigentlech geduecht haten, parallel mat der Ëmsetzung vun dëser Direktiv 2003/88 och d'Direktiv 2002/15 iwwert d'Aarbechtszäitorganisatioun fir Transportbeschäftegte kënnen ze verabschieden. Déi Transposition war eigentlech den 23.3.2005 iwwerfällg, an, wéi gesot, sollt no eise Virstellungen haut verabschied ginn.

Dës Direktiv ass vu grousser Bedeutung fir déi Beschäftegte aus dem Transportsecteur - et ass hei gesot ginn - am nationalen, mä besonnesch am internationale Stroosentransport, woubäi ech awer drun erënnere wëll, dass dat jo net stattfënn, dass déi Chauffeuren, déi a Betriber schaffen, wou Kollektivvertrag bestinn, déi also net direkt Transportbetriber sinn, mä och aner Aktivitéiten hunn, wéi am Bau, dass déi Kollektivvertrag domat net ugepaakt ginn, obwuel et och déi Gedanke bei Patronatskreesser gouf, mä dass mer déi Direktiv do mussen ëmsetze fir derzou bäize droen, dass och de Schutz an d'Aarbechtsbedingung vum de Leit an deem schwéiere Beräich kënnen optimal gestalt ginn.

An ech wëllt elo schonn drop hiweisen, dass besonnesch do, mä och an all deenen anere Beräicher, en ëmfangräiche Kontrollsystem beste muss. Besonnesch am Transportberäich geet et mat der ITM net duer, do muss d'Police an d'Douane mat ageschalt ginn, wann een dat wëllt esou duerchféieren, dass jiddereen zu sengem kënn.

Dat, wat haut berouegt, ass, dass deen entspreche Projekt de loi zënter enger Rei vun Deeg um legislativen Instanzewe ass, dass also déi Diskussiounen ëm dee Projekt de loi ofgeschloss sinn an dass een och kaum nach kann eesäiteg Verännerungen dru virhuelen, well ee soss en delikaten Equilibre kënn a Fro stellen.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, esou wäit eng Rei Iwwerleeungen zu där Debätt vun haut. Am Numm vu menger Partei ginn ech d'Zoustëmmung zu deem Projekt de loi a verbannen déi Zoustëmmung nach eng Kéier mat engem décke Merci un all déi, déi an irdengender Form un der Ëmset-

zung vun där Direktiv do deelgeholl hunn.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Castegnaro. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter.

#### (Interruptions et hilarité)

■ **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg deet sech ëmmer schwéier mat der Ëmsetzung vun den Direktiven - et ass schonn haut gesot ginn -, an dëse Projet de loi weist et nach eng Kéier. D'Aarbechtszäitdirektiv ass e Musterbeispill fir ervirzehiewe wéi vill dëst Parlament an dës Regierung sech heiansdo schwéier dinn op eng kloer an transparent Manéier EU-Politik mat nationaler Politik ze verbannen. Duerfir erlaabt mer, Här President, net vum Thema ofzekommen,...

■ **M. le Président.** - Gären.

■ **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - ...mä lech, éier ech ganz konkret op dësen dach awer zimlech technesche Projet de loi aginn, fir fënnf Minutten iwwert d'Origine vun dësem Projet de loi ze schwätzen...

■ **Une voix.** - Mengt Der den Här Glesener wär d'accord?

#### (Hilarité)

■ **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Ech menge schonn. Jo.

...an iwwert de Fong an d'Form vun der EU-Politik, wéi se hei an dësem Haus praktizéiert ginn, anzegoen. Wann ech zrëckdenken un déi engagéiert Rieden, déi gehale gi sinn, iwwert d'Wichtigkeet vun der EU-Verfassung, déi mir als Gréng ëmmer ënnerstrach hunn, dann ass zu där Zäit - et ass emol nach kee Joer hier - ganz konkret ervirkomm, dass et kloer ënnerstrach ginn ass, dass déi Schwächt déi wier, dass mir et bis elo net gutt fäerdeg bruecht hunn, dem Bierger an der Biergerin, déi Politik, déi soisdisant zu Bréissel gemaach gëtt, méi no ze bréngen, méi kloer ze maachen, a virun allem dëst Parlament méi fréi a méi regelméisseg mat anzebannen. An ech erkläre mech unhand vun dësem Beispill, dat mir haut sollen ofstëmmen.

Dëse Projet de loi soll eng Direktiv vum November 2003 ëmsetzen, déi selwer schonn eng Direktiv vun 2000 modifizéiert huet, déi schonns déi éischt EU-Direktiv iwwert d'Aarbechtszäit vun 1993 modifizéiert hat. Or, huet Lëtzebuerg bis elo keng vun dësen Direktiven an nationaalt Gesetz ëmgesat. Elo natierlech si mer extrem presséiert fir dëst ëmzesetzen. D'Deadline war den 2. August 2004.

Zumools wou eng net ëmstridden - an et ass schonn haut ervirgeklongen - Modifikatioun vun dëser Direktiv schonns fir vill lenger gesuergt huet, à tel point dass keng EU-Présidence esou richtig méi wëllt sech definitiv domadder ausenaner setzen. Dës Modifikatioun si jo bekanntlech net méi zu 15, mä zu 25 ze verhandelen, wat sécherlech d'Verhandlungen net vereinfacht, zumools wann ee weess wéi notament verschidden nei EU-Länner - mä net nëmmen déi - sech schwéier di mat Aarbechtsrecht, mat Gesondheet a mat Sécherheet op der Aarbechtsplaz.

Zweetens huet dëse Projet de loi natierlech, doduerch dass e sech ebe schwéier lasskoppelé léisst vun der europäescher Diskussioun iwwert déi nei Aarbechtszäitdirektiv, e speziellen Nogeschaach. A sécherlech huet d'Aarbechtskommissioun, wéi se un dësem Projet de loi haut geschaff huet, ëmmer parallel d'Diskussiounen ëm d'Modifikatioun vun der Direktiv 2003/88 verfollegt. Mä am Contraire zu aneren EU-Parlamen-

ter ass an dësem Haus hei séier weineg iwwert d'Haltung vun der Regierung an de Verhandlungen vun dëse Modifikatiounen informéiert an diskutéiert ginn.

■ **Une voix.** - Dat ass falsch.

■ **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Den Aarbechtsminister...

■ **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Bei all Geleeënheet schwätzen ech iwwert dat, wat an de...

■ **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Loosst mech just weiderschwätzen. Ech kommen elo derzou, Här Minister. Ech erkläre mech.

■ **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Ma, da maacht dat.

■ **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Gitt net direkt rosen. Waart bis ech ausgeschwat hunn.

■ **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Majo.

#### (Interruption)

■ **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Den Aarbechtsminister huet wuel im Nachhinein - dat ass richtig - déi zoustänneg Chamberskommissioun au courant gehalen iwwert d'Resultater vun de Verhandlungen an den Diskussiounen, déi am Conseil gefouert gi sinn, mä eng öffentlech Diskussioun huet bis dato net an der Chamber stattfonnt. An do erënnere ech un de softe Versuch vun der grénger Fraktioun, déi eng Kéier an enger Heure de questions den 31. Mee 2005 am Virfeld, dat heescht kuerz virun enger Réunioun vum Conseil EPSCO, wollt vum Aarbechtsminister wëssen:

notamment wéi d'Haltung respektiv de politesche Message vun der Lëtzebuurger Regierung a Saachen Opt-out ass;

zweetens, wéi eng Notioun vu Sécherheet a Gesondheet op der Aarbechtsplaz d'Regierung huet par rapport zu der Aarbechtsreferenzperiod, déi vun der Kommissioun skizzéiert ginn ass;

an drëttens, wéi eng Appréciatioun d'Regierung huet iwwert den Temps de garde inactif an hir Haltung zu de Jurisprudenzen um Europäesche Gerichtshaff an deem Kontext. An et war schwéier méiglech dee Moment eng kloer Äntwert am Virfeld hei an der Chamber ze kréien, geschweige dann eng kloer Haltung vun der Regierung gewuer ze ginn.

Als alternativ Méiglechkeet, Här Minister, Här President, wéi mir Gréng eis dat kéinte virstellen, wéi mir eis kéinten d'Abanne vun der Chamber an d'EU-Politik virstellen, wëllt ech notament eng Resolution vun der Assemblée nationale ernimme vum 20. Juli 2005, dat heescht nodeems d'Kommissioun, no der éischer Lecture am Parlament an der Adoptioun plus ou moins vun de Propositionen aus dem Cercas-Rapport, reagiert hat. Dës Resolution an der Assemblée nationale ass gestëmmt ginn an huet kloer d'Positioun vum franséische Parlament duergestallt zu de politesche Geschehnissen zu Bréissel.

Hei zu Lëtzebuerg an der Chamber si mer leider nach meilwäit dovun ewech. An dëst ass äusserst bedauerlech, net nëmme fir dëst Haus a fir eis parlamentaresch Aarbecht, mä virun allem fir d'Kommunikatioun an d'Informatioun un de Bierger an un d'Biergerin, déi hei am Land interesséiert kéinte sinn un der europäescher Politik, déi e groussen Impakt huet op déi natio-

nal Politik. An ech erënnere lech, dass déi offiziell politesch Debatten hei an dësem Haus stattfannen.

Et ass elo allerdéngs roueg gi ronderëm déi Modifikatiounen vun där Aarbechtszäitdirektiv. Duerfir freet och de Moment keen no. Mä och hei ass d'Kaz nach net aus dem Sak. Hei géif et Sénn maachen am Virfeld, a grad op dësem fir Lëtzebuerg wichtege politeschen Dossier, dass d'Regierung eng kloer an transparent Positioun zu de Modifikatiounen vun der Aarbechtszäitdirektiv an der Chamber géng ervirbréngen.

#### (M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

An ech soe bewosst „d'Regierung“, net nëmmen den Aarbechtsminister, well mir Gréng sinn der Iwwerzeugung, dass d'Aarbechtszäitregelungen an déi domadder verbonne Komponenten, wéi zum Beispill d'Sécherheet, d'Gesondheet op der Aarbecht, mä och d'Veereinbarung vu Famill a Beruff an d'Erreche vun de Lissabonner Objektiv net méi kënnen eleng gekuckt ginn, mä sech musse vernetze mat der Wirtschaft a mat der gesellschaftlecher Organisatioun vun engem Stat en général.

Et ass wichtig, Här President, dass d'Chamber mat agebonne gëtt, an am Virfeld...

#### (Interruption)

Jo?

■ **M. le Président.** - Erlaabt Der eng Fro vum Här Fayot?

■ **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Jo.

■ **M. le Président.** - Här Fayot.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).** - Dir kënn dee Saz fäerdeg soen.

■ **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Mäi Saz ass fäerdeg, Här Fayot.

#### (Hilarité)

■ **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech hunn eigentlech vill Sympathié fir dat, wat d'Madame Loschetter elo gesot huet. Ech hunn och ganz opmierksam nogelauschert. Si weess jo och sécher, dass mer probéieren hei an der Chamber dat, wat se gesot huet, dat heescht, d'Propositionen de directives ganz am Ufank, wa se aus der Kommissioun erauskommen, an den eenzelne Kommissiounen beroden ze loossen. Dat ass jo eppes, wat mer virun zwee, dräi Méint ugefaangen hunn.

Ech sinn och d'accord mat der Madame Loschetter, dass d'Regierung eng Verantwortung doranner huet. Ech wëll awer soen, dass d'Chamber och eng Verantwortung huet. Dat heescht, dass d'Chamber och méi oft muss d'Initiativ huele fir d'Regierung dozou unzehalen. An dat heescht also och, dass an all Kommissioun d'Leit, déi dorunner interesséiert sinn, sech mussen asetzen, dass mer déi Texter, déi kommen an déi se jo elo zougedroe kréien iwwer ons Commission des Affaires étrangères et européennes an iwwert déi Cellule européenne, déi mer an der Chamber hunn, dass mer déi wierklech seriö behandelen.

Also, ech menge schonn, dat wär e Complément zu deem, wat d'Madame Loschetter gesot huet. Mä ech wëll virun allem op d'Responsabilitéit vun deenen eenzelnen Deputéierte vun de Kommissiounen a vun der ganzer Chamber och hiweisen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Villmools Merci, Här Fayot. Genau dat maachen ech elo an där nächster hallwer Minutt,...

#### (Hilarité)

...nämlech: Et ass wichtig, Här President, wat den Här Fayot gesot huet, dass d'Chamber mat agebonne gëtt an am Virfeld och hir politesch Richtung zu den EU-Dossieren ënnersträiche kann.

An duerfir, Här President, gi mir als Gréng eng Motioun hei of, wou mir haut, wou mer iwwert d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2003/88 ofstëmmen, schonn eis hei an der Chamber solle kloer positionéieren zu de Modifikatiounen vun där selwechter Direktiv. Mir proposéieren der Regierung, sech am Conseil un d'Versioun, déi den 11. Mee 2005 an der éischer Lecture am EU-Parlament gestëmmt ginn ass, ze halen; déi iwwregens och vun deene sechs Lëtzebuurger EU-Deputéierte gestëmmt ginn ass.

Dat heescht, dass Lëtzebuerg sech konsequent asetzt: fir en definitiiv Ofschafe vum Opt-out bannent 36 Méint; fir den Temps de garde inactif prinzipiell als Aarbechtszäit unzekerennen, a sech net iwwert d'Uerteeler vum Europäesche Gerichtshaff ewechzesetzen; fir de Prinzip vun enger maximaler Referenzperiod vun 48 Stonne pro Woch als Standard, Ausnahme si bis zu 12 Méint méiglech, wann dat mat de Sozialpartner ausgehandelt ass.

Dat sinn nëmmen e puer där Elementer. An eng ganz wichtig Moosnam fir d'Gesondheet an d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz - wat jo eigentlech den Origine ass vun där Direktiv -, dat ass, dass nämlech den Temps de repos compensatoire nom Temps de travail muss geholl ginn.

Voilà, domadder hätte mer am Fong geholl en Deel vun eiser Flicht erfëllt. Wann ech gelift.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Loschetter.

#### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que la stratégie de Lisbonne a pour but la construction d'une Europe dynamique et compétitive en améliorant l'emploi sur le plan quantitatif et qualitatif et en assurant une plus grande cohésion sociale;*

- *considérant que la conciliation entre travail et vie familiale est également un élément essentiel pour atteindre les objectifs que l'Union s'est fixée dans la stratégie de Lisbonne, notamment pour augmenter le taux d'emploi des femmes à plus de 60% d'ici 2010;*

- *considérant que l'article 31 de la Charte des droits fondamentaux prévoit que tout travailleur a droit «à des conditions de travail qui respectent sa santé, sa sécurité et sa dignité» et «à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journalier et hebdomadaire ainsi qu'à une période annuelle de congés payés»;*

- *soulignant que la construction européenne doit s'accompagner d'une consolidation du modèle social européen, laquelle repose notamment sur une harmonisation par le haut des conditions de travail dans les États membres de l'Union européenne et ainsi des règles touchant à la santé et à la sécurité au travail;*

- *vu la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail;*

- *se félicitant de la version adoptée en première lecture en date du 11 mai 2005 par une large majorité de parlementaires européens et qui stipule la suppression de toute possibilité d'«opt-out» endéans les 36 mois suivant l'adoption de la directive;*

- *estimant que le texte qui sera adopté à l'issue de la procédure de codécision doit conserver les éléments essentiels de la position du Parlement européen;*







awer duerno e puer Méint fräi. Dat ass also eng Regelung, déi sech op ee Sektor bezitt, a wann déi Leit, souwuel d'Salariat wéi d'Patronat an deem Sektor, en Accord fannen, fir esou zesummen ze fonctionnéieren, ech mengen, da kann een dorunner näischt aussetzen.

Mir hunn hei am Land och Beräicher - ech huelen de Bausecteur -, wou villen Entrepreneuren hir Leit eng Stonn den Dag méi laang schaffen. Et ass en Accord, deen um Niveau vun der Entreprise geschaf gëtt, fir datt déi Leit ebe méi Congé kréien, fir datt se kënnen, wéi eis portugisesch Matbierger zum Beispill, méi laang heem a Portugal fueren. Wann dat en Accord ass, deen an deem Sektor getraff gëtt, an et interesséiert de Betrib an et arrangéiert d'Leit, ech mengen, da soll d'Politik sech och eraushalen an déi Méiglechkeete beloossen. Duerfir si mer och frou, datt duerch dëst Gesetz d'Gesetz iwwert den Horeca-Sektor net méi ofgeännert gëtt.

Mir hunn d'Diskussioun an de Spideeler vun den 48 Stonnen, wou mer wëssen, datt d'Leit zum Beispill nuets och zéng Stonne schaffen. Déi schaffen duerfir awer an der Regel an der Woch nëmme véier Deeg. Wa mer géife soen, se däreften nëmme aacht Stonne schaffen, da missten déi Leit fénnef Nuechte schaffen, si misste sech eng Kéier weider déplacéieren. Och dat, mengen ech, ass am Intérêt souwuel vun den Entrepreneuren wéi vun de Leit, datt een esou Arrangementer mécht. Wann op deem Niveau kënnen Arrangementer stattfannen, da soll een déi akzeptéieren, an d'Politik soll sech esou mann wéi méiglech doranner mëschen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kolléeg Bettendorf an d'Madame Loschetter hunn hei mat Recht d'Prozedur ugeschnidden, déi mer eis hei am Parlament ginn, wat d'Ëmsetze vun den europäeschen Direktiven an insgesamt der europäescher Politik ubelaangt. De Kolléeg Fayot huet mat Recht och eng Bemierkung dozou gemaach, an ech menge mir sinn eis queesch duerch d'Bänken eens, datt mer do en neien Terrain musse goen an datt mer musse méi aktiv ginn.

Mä mir wësse jo awer och, datt et an der Vergaangenheet net onbedéngt d'Schuld vun der Regierung war, wa mir hei ons Aarbecht net gemaach hunn, well d'Regierung ass och komm, wa mer se geruff hunn. Et sinn och Ministere vu sech aus komm, mä et muss een awer och op där anerer Säit soen, datt de Suivi oder d'Aktivitéit, déi mir un d'Dageslicht bruecht hunn, net ëmmer déi allergréisste waren. Et sinn och Dossierer, déi relativ komplex sinn, déi schwéier sinn, déi vill Zäit anhuelen a vläicht politesch net esou interessant si wéi aner Themen.

An do, mengen ech, musse mer alleguer iwwer eise Schiet sprangen an eng Schépp bäileeën, wéi een esou schéin op Lëtzebuergesch seet, a mer mussen eise Wee fannen. Ech mengen et si vun där zoustänneger Kommissioun ganz interessant Propose gemaach ginn. Et ass elo un ons alleguer fir ze kucken, ob mer déi Proposen, déi gutt gemengt sinn, och an der Realitéit ëmgesat kréien.

Sécherlech wäerte mer mussen déi eng oder déi aner Korrektur an där Prozedur do virhuelen. Mir wäerten och musse vläicht méi no Prioritéit schaffen. Mir musse sécherlech och Leit ronderëm eis kréien, déi eis an eiser Aarbecht begleeden, wat méi spezialiséiert Leit sinn, mä mir wëssen, datt et en Thema ass, wat vun Dag zu Dag méi wichteg gëtt.

A wa mer gären en Afloss op Direktiven an aner Traitée kréien, da si mir un alleréischter Stell gefuerdert, fir mat der Regierung zesummen e Wee auszeschaffen, wéi mer vun Ufank u kënnen hei eis Meinung dozou abréngen an och eisen Afloss geltend maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech elo zum Schluss kommen an ech lech soen, datt mir d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz wäerte bréngen, well ech awer och hei eppes ervirsträchen, wat mer positiv opgefällt ass, wéi ech d'Texter duerchgelies hunn, an zwar datt d'Chambre professionnelle och zu den Amendementer Avisen ofginn huet.

Och do misste mer eis vläicht hei an der Chamber emol eng Kéier Gedanken driwwer maachen, well et an der Regel esou ass, datt d'Chambres professionnelles - déi patronales an déi salariales - Avisen zu Gesetzer ofginn a mir dono ganz dacks déi Gesetzer fundamental amendéieren a keng Avisé méi froen. An dësem Dossier hunn ech gesinn, datt d'Chambres professionnelles...

#### (Interruption)

An dësem Dossier, duerfir well ech dat extra ervirsträchen, Här Glesener -...

■ **M. Marcel Glesener (CSV).** - Wonnerbar.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...Dir hutt déi Auszeechnung vum Poopst, gesinn ech, net fir näischt kritt -, duerfir well ech hei...

#### (Hilarité et interruption)

Duerfir well ech soen, Här President, datt dat heiten eng gutt Formule ass, datt, wann ee fundamental Amendementer an engem Projet de loi mécht, een dann och soll d'Chambres professionnelles zu den Amendementer froen, wann d'Zäit et erlaabt - well dat ass ganz dacks ee vun de Kritären, déi et net erlaben, mä wann d'Zäit et erlaabt -, wat net eng Flicht ass, mä awer vläicht den Anstand et verlaangt. Duerfir fannen ech et begreissenswäert, wéi d'Kommissioun dat gemaach huet. Ech wollt dat hei ervirsträchen.

Här President, an duerfir, wéi gesot, nach eng Kéier Merci un alleguer déi, déi un dësem Projet geschafft hunn, an ech ginn d'Zoustëmmung vun eiser Kommissioun, pardon, vun eiser Fraktioun.

#### (Interruption)

■ **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Här Aarbechtsminister, wann ech gelift. Dir hutt just de Finger gewisen an dunn hunn ech gemengt, dass Dir dat elo kënnt direkt soen.

■ **M. François Biltgen, Ministere du Travail et de l'Emploi.** - Jo.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och jidderengem hei Merci, dee kollaboréiert huet, woubäi ech meng Mataarbechter aus dem Ministère net vergiesse wëllt, déi sech hei ganz vill gemaach hunn, an engem techesch ganz komplexen, awer politesch wichtige Text, regelméisseg Notizen ze maachen iwwert déi sëllegen Avisen, déi komm sinn, fir der Kommissioun an hirem Rapporteur, deem ech ausdrécklech Merci soe fir dee klere schrëftlechen awer och hei mëndleche Bericht, d'Aarbecht ze erliichteren. Dat war vill Aarbecht bei eis am Haus an duerfir hinnen och e besonnesche Merci.

Ech kommen direkt op dat zréck, wat den Här Gibéryen elo gesot huet, nämlech hat ech schon decidéiert, wéi ech nach Parlamentsminister war, dass mer, wann d'Regierung Amendementé mécht, dass da selbstverständlech d'Regierung de Chambres professionnelles se pour information zoustellt, net pour avis, mä pour information. Wann dann d'Chambres professionnelles wëllen en Avis maachen, da maache se een.

Hei ass nach eng aner Saach dobäikomm, well ech d'Kommissioun inständeg gebieden hunn, dass si dat dës Kéier och maache soll, well de Statsrot gesot huet, ee Punkt, wou mer gäre méi der So-

zialpartnerschaft Rechnung droen, do solle mer se awer och froen, an dat hu mer dofir iwwert d'Chambres professionnelles gemaach. Mä de Prinzip, dee mir als Regierung hunn a wou ech net weess, awer ech hat gemengt d'Chambre géif deen och suivéieren, dat ass, dass all Kéier, wann Amendementé komme se pour information op d'Chambres professionnelles ginn. Wa se net wëllen äntwerten, da brauche se net, a wa se wëllen äntwerten a se mengen elo brennt do eppes un, da maache se dat.

Ech wëll och soen, dass mer zum Beispill an deem heite Projet de loi nach dem Avis vun der Chambre des Employés privés, fir elo nëmme deen ze huelen, op engem Punkt Rechnung gedroen hunn, wou mer gesot hunn: Ma do hu se Recht, kommt mir huelen dat nach in extremis mat eran.

Voilà, dat iwwert d'Kollaboratioun, déi hei wierklech ganz gutt war.

D'Direktiv huet véier wichteg Punkten:

Deen éischten ass deen, dass mer Derogatiounen zu verschiddene Punkten vum allgemengen Aarbechtsrecht maachen, wat de Repos an d'Referenzperioden ubelaangt. An déi Derogatiounen kënnen nëmme iwwert de Sozialdialog geschéien. An ech mengen, dass dat de richtege Wee ass.

Zweetens definéiere mer den Travailleur de nuit, fir deem méi Protektioun an der Sécurité an an der Santé ze ginn. Also, mir schwätzen net iwwert den Travail de nuit, mä iwwert den Travailleur de nuit.

Drëttens maache mer hei spezifesch Dispositionen fir d'Travailleur mobiles. D'Travailleur mobiles, dat sinn déi, wéi d'Wuert et seet, déi mobil sinn. All déi Leit ware bis elo total ausgeschloss vun Aarbechtszäiten an eise Aarbechtsrecht. Ech wëll drun erënneren, dass d'70er Gesetz souwuel den Transport wéi och d'Horeca total fräi gelooss huet.

Mir hu virun zwee oder dräi Joer mëttlerweil en Horeca-Gesetz gestëmmt, wou mer d'Veierzeestonnewoch agefouert hunn, mat villen Derogatiounen, fir dass dee Secteur och nach kann uerdentlech schaffen.

An hei beim Transportsecteur hu mer elo d'Travailleur mobiles dran, déi natierlech méi Derogatiounen brauche wéi aner. A fir déi, déi ënnert d'Direktiv 2002/15 falen, do hu mer jo e spezifesch Text virgesinn, déi sinn elo nach ganz ausgeschloss. Déi, déi ënnert d'Direktiv 2002/15 falen, kommen duerno erëm, ech ginn elo net weider drop an, well dat ass och techesch an dat ginn nach ganz haart Diskussiounen. Mä nach eng Kéier, mir sinn amgang iwwerall gewëss Mindestnormen ze setzen.

Wat een net ka maachen, dat ass dat, wat den Här Jaerling hei gefuerdert huet, fir ze soen: Et ass iwwerall gläich. Et muss een och no Secteuren kucken oder mir soen: Deen dote Secteur, dee wëlle mer net méi am Land. Do sinn ech als Aarbechtsminister dergéint. Et kann een net ee Secteur wéi deen anere regelen.

De véierte Punkt ass dee vun de Médecins en formation, do ginn ech weider net méi drop an.

Ech si frou, dass déi meescht Riedner hei den Accord vun hirem Fraktioun fir deen Text ginn hunn, well ech mengen, dass en op wesentlech Punkten opgebaut ass, nämlech: Mindestsockel, Sozialdialog, wou et nëmme geet, an dat ass wierklech dee Prinzip, wéi ech en dauernd hei priedegen als Aarbechtsminister a wéi d'Regierung e verfollegt.

Ech hu gehéiert d'DP wéilt dësen Text net stëmmen. Ech hunn hire Fraktiounschef esou verstanen, well een hei géif den Employeuren et méi schwéier maachen Aarbecht ze kreieren. An ech hunn net verstanen, wou déi Punkte leie solle. Den Här Bettendorf huet zwee Punkten hei erausgezunn.

Deen een ass dee vun den Travailleur de nuit par rapport zum Horeca-Gesetz, wou ech jo elo d'Äntwert ginn hunn, dass nämlech deen Travailleur de nuit sech och op d'Horeca-Gesetz applizéiert, mä d'Horeca-Gesetz, dat vill méi Derogatiounen huet fir d'Patronat, notament déi kleng Betriber. Am Horeca-Gesetz si vill méi grous Referenzperioden; déi ginn net hei a Fro gestallt. Ech weess, dass verschidden aner dat ebe kritiséiert hunn, dass se net a Fro gestallt ginn. Mä déi ginn net a Fro gestallt.

Duerfir verstinn ech net, wat mir hei verschlechtere sollen, wa mer dat vun der Säit vum Patronat aus gesinn, well Verschlechterung, dat hinkt jo ëmmer dovun of aus wat fir enger Vue een dat gesäit. Mä wann een dat vun der Säit vum Patronat aus gesäit, verschlechtere mer hei näischt par rapport zu virun, wat d'Horeca ubelaangt. Esou datt ech net mengen, dass dat eng Ursach wär fir d'DP, dat Gesetz hei net ze stëmmen.

Deen zweete Punkt, hunn ech gehéiert, dat ass, well mer d'Agriculture och an d'Derogatiounen geschriwwen hunn. Wa mer d'Agriculture net an d'Derogatiounen geschriwwen hätten, da kéint näischt geschéien an der Agriculture fir déi Referenzperioden auszeweiden.

Och am aktuelle Gesetz huet d'Agriculture nëmme eng gesetzlech Referenzperiod vun 28 Deeg oder engem Mount, dat heescht och do ass guer keng Verschlechterung, wann een dat esou wëllt nennen, par rapport zum aktuelle Gesetz. Et gëtt iwwerhaapt keng Ännerung par rapport zum aktuelle Gesetz, wat d'Referenzperioden am Secteur agricole ubelaangt.

Och do gëtt et also keng Ursach fir ze soen, elo géifen d'Patronen et hei méi schwéier gemaach kréien, fir Beschäftegung ze schaffen. Duerfir wär ech frou, wann d'DP och hei kënnt hir Zoustëmmung ginn.

#### (Interruptions)

Eent-zu-eent-Ëmsetzung vun Direktiven, dat ass ein weites Feld. Eent-zu-eent-Ëmsetzung, all Direktiv léisst ëmmer eng gewësse Latitude op. Mir hunn als Regierung gesot: Prinzipiell maache mir eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung. Mä wat ass eent zu eent? Dat ass ganz schwéier. An all Direktiv stinn nämlech, notament wat d'Sécurité an d'Santé ubelaangt, Mindeststandarden, an dann ass eng Latitude do fir dorun ze schaffen. A villen Direktive gëtt et iwwerengens d'Non-Régressioun-s-Klausel, wou gesot ginn ass: Wa mer hei Mindeststandarde setzen, da geet et net drëm, fir dass Der elo, wou Der fortschrëttlech sidd an Ärem Gesetz, d'Direktiv benotzt fir déi Saachen erëm ofzeschaffen. Duerfir, eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung, dat seet sech méi einfach, wéi dass et sech a Wierklechkeet mécht.

Dat bréngt mech zu den Direktiven, an notament zu der Aarbechtszäitdirektiv, déi mer elo amgang sinn ze diskutéieren. Do huet d'Kommissioun e Virschlag gemaach, fir zwou Saachen ze änneren: engersäits ze soen, dass den Temps de garde net zur Aarbechtszäit gehéiert; an zweetens fir den Opt-out, deen an der aler Direktiv vun 1993 dran ass, méi anzeegen; net ofzeschaffen, wéi d'Europaparlament nach ëmmer gefuerdert huet, mä e méi anzeegen. Dat geet elo hin an hier.

Mir hunn och versicht ënnert der Lëtzeburger Präsidence do e Kompromëss ze fannen, mä et muss ee wëssen, dass de Bord vun deene Leit, déi e generellen Opt-out wëllen an aus dem Opt-out

d'Regel maachen, an net méi d'Exception, dass déi Länner ëmmer méi staark ginn.

A wann ech elo hei zu der Motioun vun der grénger Fraktioun kommen, da muss ech soen, dass a priori - ech weess net, ob ech se richtig verstanen hunn - se mer kënnt sympathesch sinn - ech kommen nach eng Kéier am Detail drop zréck.

Mä, dat ass net méi dran. Wuerfir ass dat doten net méi dran? Well op deenen zwee Hauptpunkte vum Europaparlament, souwuel beim Temps de garde wéi och beim Opt-out, d'Kommissioun d'Amendementen vum Parlament refuséiert huet. Wat heescht dat, wann d'Kommissioun d'Amendementen vum Parlament refuséiert? Dat heescht, dass de Conseil déi Amendementen nëmme kann unhuelen, wann en eng Unanimitéit huet. Soss gëtt mat Majoritéit qualiféie ofgestëmmt. Dat ass dat, wat mer elo amgaange sinn ze maachen. Elo kënnen mer déi nëmme méi mat Unanimitéit unhuelen. Dat heescht, déi doten hu keng Chance méi ze kommen.

Wéi ass meng Positioun par rapport zu deenen zwee Punkten? Ech soen lech, dass Lëtzebuerg wéi déi 24 aner Länner d'Proposition Temps de garde vun der Kommissioun approvouéiert an net dat approvouéiert, wat d'Europaparlament proposéiert. Dat heescht, wann Der ënner Ärer Motioun hei verstitt, dass mer och do eis sollen inspiréiere beim Europaparlament, da muss ech soen, dass d'Regierung net do wëll huet sech beim Europaparlament ze inspiréieren.

Wat d'Ofschafe vum Opt-out ubelaangt: Selbstverständlech ass dat déi Positioun, déi ech nach ëmmer verteidegt hunn. An ech hunn déi ganz Europaparlamentsdiskussioun jo mat deene Leit zesumme geschafft während der Präsidence, fir ze kucken, wéi si eis erëm kéinten de Ball zouspillen, dass mir hinnen an der zweeter Lecture de Ball zouspillen. De Problem ass elo just deen: Wann Dir sot, ech dierf keng aner Positioun am EPSCO-Conseil anhuele wéi just déi doten, strikt, an Der mer net d'Méiglechkeet gitt fir uerdentlech Kompromësser ze fannen, dann ass d'Gefor mëttlerweil ganz grous, dass déi puer Länner, déi nach op där Positioun bleiwen, ënnert den Dësch gestëmmt ginn, an dass mer dat kréien, wat mer net wëllen.

Duerfir, ech hunn näischt dergéint, wann d'Chamber engem Recommendation mat op de Wee gëtt. Ech hunn eng Kéier selwer eng gefordert gehat iwwert d'Liberaliséierung vun der Post, fir de Réck gestäipt ze kréien, fir net nozeginn. Also, ech hunn näischt géint de Prinzip. Ech soe just: Dir musst enger Regierung d'Méiglechkeet loossen ze verhandelen. Et huet een eng Ausgangspositioun, an da muss ee kucken dat Beschtméiglech doraus ze maachen.

Duerfir soen ech, telle quelle, wéi se elo hei virläit, kann ech déi Motioun net akzeptéieren. Ech kéint se akzeptéieren, wann Der géift am Dispositif schreiwen «à oeuvrer en vue de suivre, pour autant que possible, dans leur démarche future la position adoptée par le Parlement européen en matière de suppression de toute possibilité d'opt-out», well dat och effektiv déi Positioun ass, déi ech ëmmer hunn. Ech soen, ech si bereit.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et ass vu menge Kompromësser geschwat ginn, fir ze soen d'accord fir ze kucke mat Opt-out, mä de Prinzip muss d'Ofschafe vum Opt-out sinn. Den Opt-out muss ëmmer eng Exception bleiwen. Souguer wa mer et stoe loossen, wa mer net esou wäit komme wéi mer et gären hätten, muss et eng Exception bleiwen an dierf ni d'Regel ginn. Also, wann Der dat géift esou unhuelen, wéi ech lech et hei virschloen, dann hätt ech kee Problem.



Voilà! Op aner Punkte ginn ech elo net an, well mer d'Zäit feelt; notament ass de Statut unique en alen Dada vu mir. Ech hunn dauernd iwwert d'Salamitaktik versicht deen ze maachen. Ech wier och frou, wa mer eng Kéier kéinte méi déck Scheiwe vun der Salami ofschneiden, wéi déi, déi mer an der Vergaangenheet ofgeschnidden hunn.

Wat de Code du Travail ugeet, Här Castegnaro, do waarden ech mat Ongedold op den Avis vum Statsrot. Dat ass en déck Buch. Si hate scho gemengt, si wiere bal fäerdeg, mä ech huelen un, dass e geschwé kéint.

Wat den Aarbechtsmaart ubelaangt, hätt ech elo schrecklech vill ze soen. Wéi Der mech kennt, géif ech och elo vill soen. Se hu gefrot eng extra Debatt hei ze maachen, woumat ech jo selbstverständlech d'accord sinn, dass mer - am Mee wahrscheinlech, mer mussen kucken - op alle Fall eng öffentlech Debatt iwwert den Aarbechtsmaart maachen, wou da jiddferree vun eis ka vill méi soen, wéi elo déi Debatt hei hiergëtt.

An deem Sënn géif ech lech wierklech bieden dést Gesetz ze stëmmen. Merci.

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Här President.

**M. le Président.** - Merci, Här Minister. Fir d'éischt huet d'Madame Loschetter d'Wuert gefrot.

**Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Mir géifen eis un déi Proposition vun der Regierung ralliéieren, well et fir eis wichteg ass, dass emol eng Kéier hei eng kloer Position par rapport zu deem schwierigen Dossier „Opt-out“ awer definéiert gëtt. Si schwächt u sech d'Position, déi mir gäre gehat hätten, just of.

Ech wëll awer dozou trotzdeem nach eng Remarque maachen. Et wär och anescht méiglech gewiescht, well ech mengen, dass, wann ee vun engem Land an e Conseil geet, an eng Verhandlung geet an et muss een iwwer eppes verhandelen, wou mir eigentlech hei an deem Land kee Problem domadder hätten, nämlech esou kuerzfristeg wéi méiglech d'Suppression vun deem Opt-out, da mengen ech, wann een an eng Verhandlung erageet, soll een am Fong geholl eng kloer a streng Position och weisen. Et soll een net scho mat enger verwässerter Méiglechkeet vu Verhandlungsoptionen ufänken. Duerfir war et och de Fransouse ënner anerem méiglech eng Resolution esou ze stëmmen, déi seet: Hei voilà, dat ass déi Richtlinn an déi wëlle mir an enger Resolution esou approuvéieren.

Ech wëll och d'Remarque maachen, dass et eigentlech eng Motion ass vun der Chamber un d'Regierung. Mir invitéieren d'Regierung dat ze maachen. Eigentlech fannen ech et schued, dass dann déi aner Säit d'Regierung schon direkt deen «invite» erëm eng Kéier esou verwässert. Mä ëmmerhi fannen ech et wichteg, dass och emol d'Öffentlechkeet eng esou kloer wéi méiglech Position huet vu sengem Aarbechtsminister hei am Land a vun der Regierung.

**M. le Président.** - Här Minister, entschëllegt. Vlächcht fir d'éischt nach den Här Jaerling, an da kënt Der déi zwou Froe matenee beäntwerten. Här Jaerling!

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Bon, den Här Minister huet gesot, dass wann een déi Derogation am Horeca-Secteur net gemaach hätt, dass dann dee Secteur a Gefor gerode wär, esou wéi hien dat och fir aner Secteure gesot huet.

Här Minister, dat sinn Hypotheesen. Den Här Minister soll mer emol ee Secteur nennen, deen duerch d'Aarbechtsrecht a Gefor geroden ass. Tatsaach ass awer am Ho-

reca-Secteur, dass duerch déi Referenzperioden an duerch déi Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit a verschiddene Beräicher d'Leit 25% manner an der Pai hunn. Dat sinn Tatsaachen, dat si keng Hypotheesen.

An dann zweetens, och wann ëmmer lamentéiert gëtt iwwert de Mindestloun oder iwwert den Index: Da ginn all Betriber hei am Land Faillite. Et ass bis elo nach keen un Index oder um Mindestloun Faillite gaangen. Dat Eenzegt, wou ee Faillite geet, dat ass, wann d'Betriber eng schlecht Gestiou hunn oder wann de Benefiss vun de Betriber do ënnen op der Côte d'Azur schwëmmt. Da ginn d'Betriber Faillite, awer net duerch den Index, an net duerch de Mindestloun, an net duerch eist Aarbechtsrecht.

Déi Derogationen do si menger Usicht no falsch. Et ass kee Beweis do, dass duerch déi Derogationen elo géif e Secteur besser funktionnéieren. E funktionnéiert vlächcht e bësse besser fir d'Employeuren, mä garantéiert net fir de Salariat!

**M. le Président.** - Also, Här Jaerling, ech hat verstanen, dass d'Debatt ofgeschloss wier an dass Der wëllt dem Minister eng Fro stellen.

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Jo.

**M. le Président.** - Dir hutt Commentairé gemaach. Mä gutt, da kann de Minister och d'Commentairen nach eng Kéier beäntwerten. Da schlësse mer awer of. Här Minister.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Ech wëll soen, dass mer fréier, wou mer keng Aarbechtszäitregelung haten, am Horeca-Secteur eng Onmass vu Kontrakter haten; déi waren 48 Stonne mam Mindestloun. Dat heescht, do louche mer mam Stonnenhoraire ënner dem Mindestloun, an do sinn lwwerstonne preséiert ginn, déi net kontrolléiert gi sinn an net hu brauche kontrolléiert ze ginn. Elo hu mer eng kloer Regelung, d'Véierzegstonnewoch, mat natierlech - besonnesch weinst deene klunge Betriber, mir mussen och un déi am Land denken - grouse Referenzperioden. A mer hunn d'Méiglechkeet, wat d'Gewerbeinspektioun regelméissig mécht, och do kontrolléieren ze goen.

Dann zur Motiou soen ech nach eng Kéier, wann d'Madame Loschetter mengt, elo hätt se endlech eng kloer Position kritt: Déi Position war nach ëmmer kloer! Do muss ee mer emol nolauschten! Zënterdeem ech - an dat sinn elo schonn dräi Joer, wou dat dote leeft - dauernd an Europa an heeheim doriwwe schwätzen, ass eis Position géint den Opt-out, well dat stellt wierklech d'Aarbechtsrecht op d'Kopp.

Da komme mer op de Code Napoléon zrëck. Ech widderhuelen net all meng Rieden, déi ech op ville Plaze scho gehalten hunn. Ech soe just, ech hunn dat och esou verstan, dass een natierlech, wa mer bis an enger Verhandlung sinn, wou e Knackpunkt ass, da muss ee kënnen Devanten huelen. Ech sinn den 8. Dezember vu mengem franséischen Homologue gefrot ginn, ob ech kéint de Lead huele fir hei am Numm vun deenen zéng Länner ze négociéieren - méttlerweil sinn et der nach just zéng -, déi Schwierigkeete mat där anerer Position hunn, an ob ech kéint do fir dee Groupe mat der Présidence verhandelen. Et ass mer leider net gelongen en ordentleche Komproméss ze fannen. Ech hoffen, dass d'éisträichesch Présidence méi glécklech ass. Mä et muss ee wëssen, dass déi englesch Présidence einfach net wollt verhandelen, well déi gär mordicus hir Position, de generellen Opt-out, duerchbréngt. Mat deene Präzisiounen sinn ech dann och frou, dass déi gréng Fraktioun bereet

ass, déi Motiou esou ofzeänneren, an dann hunn ech och eppes fir mat an Europa ze huelen.

**M. le Président.** - Jo, dat ass elo just d'Fro. Ass deen Text, deen de Minister proposéiert huet, an der Rei?

**(Assentiment)**

Gutt.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert den...

**(Interruptions)**

Pardon, den Här Fayot.

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech wollt just eng Fro stellen, ob d'Commission du Travail et de l'Emploi schonn iwwert déi Proposition de modification vun där Direktiv, déi mer haut ofstëmmen, an der Kommissioun geschwat huet?

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Selbstverständlech.

**(Interruption)**

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Ech schwätzen hei mat de Leit vun der Kommissioun.

**M. Henri Grethen (DP).** - Ma eng Kommissioun, déi vum Här Glesener presidéiert gëtt, dat ass net anescht méiglech, oder?

**Plusieurs voix.** - Jo.

**(Brouhaha général)**

**M. le Président.** - Also, ech denken, Här Fayot, dass den zoustännege Minister an der Kommissioun dobäi war, wéi d'Kommissioun driwwe diskutéiert huet.

**(Interruptions)**

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Ech weess et net.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Also, ech sinn nach all Kéiers, nach all Kéiers, ech weess net wéi oft ech - ech ginn lech d'Procès-verbaux...

**Une voix.** - Neen, et geet net dorëms.

**(Interruptions diverses)**

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Ah.

**(Coups de cloche de la Présidence)**

**M. le Président.** - Also, loosse mer elo net...

**(Interruptions diverses)**

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President.

**M. le Président.** - Här Fayot, elo nach eng Kéier kloer an d'itlech Är Fro.

**(Interruptions)**

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Ech froen d'Membere vun der Kommissioun respektiv hire President, ob dee Sujet, deen hei an der Motiou ugeschwat gëtt an iwwert dee mer elo sollen hei als Plénière eng Décisioun huelen, an der Kommissioun beschwat ginn ass; mat oder oui Minister, dat sief dann elo mol dohinner gestallt, am beschte mat Minister.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - De Minister huet en ugeschwat an der Kommissioun.

**M. le Président.** - Den Här Glesener wëllt eppes dozou soen.

**(Interruptions)**

Här Glesener.

**M. Marcel Glesener (CSV).** - Jo, Här President, selbstverständlech sinn déi Froe schonn an der Kommissioun diskutéiert a behandelt ginn, och zesumme mam Minister. Mä mir hunn awer dee Projet de loi net kenne konkret diskutéieren, well nach kee virläit, mä déi Problematik ass schonn des Öfteren diskutéiert ginn.

**(Interruption)**

**M. le Président.** - Eng kloer an eng...

**(Interruption)**

Neen, ma ech mengen den Här Glesener huet jo elo eng Äntwert ginn, déi...

**(Interruptions et hilarité)**

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech froen, ob déi Proposition de directive modifiant la directive 2003/88/CE - dat ass déi Direktiv, déi mer elo transposéieren an do ass eng Proposition de modification hannendrun, déi amgaangen ass an der Codécioun téschent Parlament a Conseil diskutéiert ze ginn, an zu där Proposition de directive hätt gären d'Madame Loschetter, dass des Plénière soll eng Position huelen -, ob d'Commission du Travail et de l'Emploi iwwert déi Proposition de modification vun der Direktiv schonn diskutéiert hätt. Dat ass meng Fro. Ni plus ni moins.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Här President, entschëllegt...

**M. le Président.** - Gutt, da war dat, mengen ech, virdru falsch verstane ginn.

**(Interruptions)**

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Dann huele mer déi Motiou zrëck an ech bréngen lech hei d'Extrait vum Procès-verbal vun der Kommissioun, wou dat drasteet. An ech war op d'mannst zweemol do - op d'mannst zweemol - an ech war schonn an der viregter Kommissioun do, wou ech iwwert déi dote Proposition de modification geschwat hunn, well dat ass ee vun den Haaptsubjeten. An ech hunn e puermol während eiser Présidence an der Kommissioun dovunner geschwat. D'Chamberskommissioun huet keng Décisioun geholl, mä et kann een net soen, de Minister wär net dohinner gaangen an hätt dat doten op den Dësch geluecht. Dat wëll ech hei gäre soen.

**(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)**

**M. le Président.** - Esou, Dir Dammen an Dir Hären,...

**(Brouhaha général)**

Här Fayot, ech mengen,...

**(Interruption)**

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Entschëllegt, ech wollt dem Här Minister soen, dass ech hien net attackéiert hunn.

**(Hilarité)**

Ech hunn och net a Fro gestallt, dass den Här Minister oft an déi Kommissioun kënt an iwwert déi europäesch Saache schwätzt.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Notamment déi heiten.

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Ech wollt just ganz einfach wëssen, ob deen Thema, deen hei drasteet, an där Kommissioun schonn diskutéiert ginn ass. C'est tout.

**(Interruptions diverses)**

**M. le Président.** - Also, ech muss soen, Här Fayot, Dir hutt elo eng Fro dräimol gestallt...

**(Brouhaha général)**

**(Coups de cloche de la Présidence)**

**M. Marcel Glesener (CSV).** - Also, méi wéi dräimol kann ech net jo soen.

**M. le Président.** - Den Här Fayot huet eng Fro dräimol gestallt an et ass dräimol mat jo drop geäntwert ginn.

**M. Marcel Glesener (CSV).** - Méi kann ech jo awer net maachen.

**M. le Président.** - Ech mengen, domadder kënne mer déi Debatt ofschléissen.

**(Interruptions diverses)**

Domat ass d'Debatt ofgeschloss a mir kommen elo zum Vote.

**(Interruptions)**

**M. Xavier Bettel (DP).** - Den Här Glesener huet awer Froe gestallt kritt.

**M. le Président.** - Ma den Här Glesener huet dorop geäntwert.

**M. Marcel Glesener (CSV).** - Ech hunn dräimol mat jo geäntwert, mä wann Dir net héiert.

**(Brouhaha général et hilarité)**

**M. le Président.** - De Vote fänkt un.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, bei 11 Abstentiuonen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullan, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Thiel, Lucien Weller et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).*

*Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;*

*M. Aly Jaerling.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert.

**Motion 1 modifiée**

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiou, déi d'Madame Loschetter erabruecht huet, an deem Sënn emgeännert, esou wéi de Minister et proposéiert huet am Dispositif: «à oeuvrer (...), pour autant que possible (...)» an déi Richtung, déi d'Madame Loschetter ugeschschnidden hat.

**(Interruptions)**

**Motion 1 modifiée**

*La Chambre des Députés,*

*- considérant que la stratégie de Lisbonne a pour but la construction d'une Europe dynamique et compétitive en améliorant l'emploi sur*



le plan quantitatif et qualitatif et en assurant une plus grande cohésion sociale;

- considérant que la conciliation entre travail et vie familiale est également un élément essentiel pour atteindre les objectifs que l'Union s'est fixée dans la stratégie de Lisbonne, notamment pour augmenter le taux d'emploi des femmes à plus de 60% d'ici 2010;

- considérant que l'article 31 de la Charte des droits fondamentaux prévoit que tout travailleur a droit «à des conditions de travail qui respectent sa santé, sa sécurité et sa dignité» et «à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journalier et hebdomadaire ainsi qu'à une période annuelle de congés payés»;

- soulignant que la construction européenne doit s'accompagner d'une consolidation du modèle social européen, laquelle repose notamment sur une harmonisation par le haut des conditions de travail dans les États membres de l'Union européenne et ainsi des règles touchant à la santé et à la sécurité au travail;

- vu la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail;

- se félicitant de la version adoptée en première lecture en date du 11 mai 2005 par une large majorité de parlementaires européens et qui stipule la suppression de toute possibilité d'«opt-out» endéans les 36 mois suivant l'adoption de la directive;

- estimant que le texte qui sera adopté à l'issue de la procédure de codécision doit conserver les éléments essentiels de la position du Parlement européen;

invite le Gouvernement

- à oeuvrer en vue de suivre, pour autant que possible, dans ses démarches futures la position adoptée par le Parlement européen le 11 mai 2005 en matière de suppression de toute possibilité d'«opt-out».

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

Kënnen mer par main levée ofstëmmen?

■ **Plusieurs voix.** - Jo.

■ **M. le Président.** - Wien ass derfir?

(**Interruption**)

De Vote électronique ass gefrot. Da maache mer dat. De Vote fänkt un.

**Vote**

D'Motioun ass ugeholl mat 50 Jo-Stëmmen, bei 10 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour an do géif ech d'Chamber froen, ob se d'accord wär, dass mer elo géife kuerz hei déi Motioun, déi den Här Huss gëschter erabruucht hat, intercaléieren.

(**Interruptions**)

Mir hate gesot, mir géifen déi haut huelen, d'Fro ass just, wéini dat mer se huelen. An ech proposéieren, fir dat elo ze maachen.

(**Assentiment**)

Gutt, wann d'Chamber domat d'accord ass, dann huet den Auteur vun der Motioun nach eng Kéier d'Wuert, obschonn hie jo gëschter d'Motioun schonn exposéiert hat. Ech denken, dass hien haut kuerz ka sinn.

(**Brouhaha général**)

Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

#### 4. Motion de M. Jean Huss relative à la demande d'asile politique de la ressortissante turque Zubeyde Ersöz

■ **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG), auteur.** - Jo, Merci, Här President. Ech wëll dat da versichen och ganz kuerz ze maachen. Ech hat jo gëschter hei scho bei der Presentatioun iwwert d'Schicksal vun der Madame Ersöz higewisen, déi eng kurdesch Journalistin ass, déi hei Asyl gefrot huet, wou déi Demande d'asile awer elo suspendéiert ginn ass, well e Mandat d'arrêt international iwwer Interpol virläit, an zwar vu Säite vun der türkescher Regierung, déi gären d'Madame Ersöz ausgeliwert hätt. Dorobberhin hu mer déi Motioun hei gemaach.

Déi Madame ass, wann een den Informatioun ka gleewen, eng Fra, déi d'Attrocitéite vun der türkescher Arméi an deene leschten zéng, 15 Joer an der Türkei, besonnesch a Kurdistan, ëmmer erëm dénoncéiert huet, och d'Folter an den türkesche Prisongen, esou wéi dat och vun Amnesty International a vun aneren internationalen Organisatiounen ëmmer erëm duergeluecht ginn ass. Si selwer an hir Famill ware scho Géigestand vun der Repressioun, well hire Brudder an hir Schwëster waren an türkesche Prisongen a sinn doranner gestuerwen. A mir menge ganz einfach, dat eng Ausliwwerung vun der Madame Ersöz an d'Türkei géif riskéieren hiert Liewen a Gefor ze setzen.

Firwat menge mer dat? Mä ganz einfach aus zwee Grënn: Éischters well d'Türkei, déi wëllt an d'EU kommen, nach ëmmer - obscho si et versprach hat - relativ wäit ewech ass vun deem, wat mir als demokratesche Rechtsstat emfanen. Dat heescht, den Här Erdoğan huet zwar e Versprache gemaach, mä si sinn nach guer net wäit domadder.

Ech wëll just drun erënneren - dat ass ee klengt Beispill -, dass den 8. März, den internationale Fraendag, friddlech Fraen, déi op der Strooss demonstréiert hunn, niddergeknéppelt gi si vun den türkesche Sécherheetskraäften. Dat ass nëmmen een Element an dat zweet Element ass d'lescht Woch gewiescht, wou et schwéier Onroue gi sinn a Kurdistan, wéi et zu enger Partie vun Demonstratiounen komm ass an et esouguer eng Partie Doudeger goufen; Kanner vun dräi, fënnf, sechs a siwe Joer sinn do souguer gestuerwen.

Dat heescht, et ass also ee Land, wat a mengen Aen e Risikogebitt ass, an et kann an eisen Aen duerfir net sinn, dat déi Fra géif ausgeliwert ginn.

Et ass awer elo esou, dat déi Procédure vun der Demande d'asile ënnerbrach ginn ass, dat heescht suspendéiert ginn ass an datt och d'Chambre du Conseil soll em en Avis gefrot ginn an dann de Justizminister tranchéiere soll.

(**Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence**)

Mir mengen - an dat ass och eis Fuerderung, déi mer un d'Regierung hunn -, dat déi Suspensioun vun der Demande d'asile vun der Madame Ersöz erëm eng Kéier soll annulléiert ginn. Mir mengen zum Zweeten, dat d'Regierung an de Justizminister op jidde Fall sollen déi Demande d'extradition carrément refuséieren. Dat sinn eis Fuerderungen.

Ech hunn déi hei e wéineg begrënnt, ech wëll just nach een Zousaz soen, Här President, wann Dir erlaabt. Gëschter, wéi ech dat hei presentéiert hunn, sinn ech um Schluss vu menger Interventioun op eng relativ komesch oder solle mer soe cocasse Aart a Weis vun Här Statsminister ënnerbrach ginn, dee gesot huet, dat do, wat ech géif virbréngen an där Motioun, géif géint d'Séparation des pouvoirs verstoussen. Ech wëll awer dozou soen, dat ech mengen, dat do awer e komesch Verständnis vun der Séparation des pouvoirs bei him selwer virläit, wann hien engersäits emol net eng Diskussioun iwwert dee Problem hei am Parlament opkomme léisst, mä direkt seet als Statsminister: Mir lehnen dat do of.

Zum Zweeten, grad aus sengem Mond, wou een awer och muss wëssen, dass nach virun net ganz laanger Zäit am Kontext vun der Séparation des pouvoirs hie selwer awer och, an der sou genannter Bommeleeëraffär - an dat weess jiddferen -, dat net onbedéngt à la lettre suivéiert huet.

(**Interruption**)

An zum Drëtten wëll ech soen, dat dat hei eng Situatioun ass, wou de Justizminister gefuerdert ass, an de Justizminister ass an eisen Aen awer Member vun enger Regierung. Dat heescht, et ass also net nëmmen an dëser Situatioun esou, dat vun engem Stat, deen e Rechtsstat ass, un en anere Stat, deen e Rechtsstat ass, eng Ausliwwerungsprozedur wéi bei normaler Kriminalitéit hei virläit. Hei hu mer et ze di mat der Türkei, déi nach ganz wäit vun engem Rechtsstat ewech ass, an do spillen net nëmme reng juristesche Argumenter eng Roll, do spillen och politesch Argumenter eng Roll. Ech mengen duerfir, dat dat, wat mer hei froen, ganz richtegegerweis am Kontext vun der Séparation des pouvoirs läit, an datt do de Statsminister komplett falsch louch mat deem, wat hie gëschter hei gesot huet.

Mir mengen, dat och hei d'Regierung gefuerdert ass, de Justizminister an d'Regierung gefuerdert sinn, fir Stellung ze ergräifen, a mir mengen, dat duerfir ze erwaarde wier, dat, op jidde Fall an dëser Situatioun, et net dierft zu enger Ausliwwerung vun där Fra do kommen, bis all d'Fakten do gekläert wieren.

Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Huss. Den Här Bettel huet d'Wuert gefrot.

(**Discussion générale**)

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, ech mengen, wat d'Motioun vun Här Huss ubelaangt, esou kéint een, wann een d'Ursaache kuckt, vill Sympathie fir déi Motioun

hunn, mä als Jurist muss ee leider soen, dass hei d'Kompetenze bei der Chambre du Conseil vum Tribunal d'arrondissement sinn, an d'Kompetenzen en cas de contestation vun deem Uerteel bei der Chambre du Conseil vun der Cour d'appel leien.

Wann eng Demande kënnt, dann huet een d'Méiglechkeet, wann een agesat gëtt bei enger Mesure de placement oder enger anerer Mesure, fir kënnen dergéint juristesche ze contestéieren, souguer bei enger Demande d'extradition. Mir hu jo selwer déi europäesch Extraditionskonditiounen an dat Gesetz, déi Konventioun mat ënnerschriwwen an hunn eis drun ze halen. An do an där Konventioun selwer si schonn d'Rekursméiglechkeete virgesi virun der Chambre du Conseil vum Tribunal oder en cas de contestation, wann ee mam Uerteel net averstanen ass, virun der Cour d'appel.

Ech géif et hei net opportun fannen, dass mir als Législateur der Regierung soen, si soll dem Judiciaire soen, wéi et goe soll. Dat wier e Mélange vun de Pouvoiren, dee fir mech net gesond ass an engem demokratesche Stat, wou...

(**Interruption**)

Hei steet dran: «- à annuler la suspension de la demande d'asile (...); - à refuser avant tout progrès en cause la demande d'extradition.» Et ass un der Chambre du Conseil ze decidéieren. Hei geet et em keen Avis vun enger Chambre du Conseil, et ass eng Décisioun vun enger Chambre du Conseil, dat ass e groussen Ënnerscheid. Et ass net um Minister ze decidéieren, well wann d'Chambre du Conseil seet, dass se net soll extradéiert ginn, huet de Minister sech drun ze halen, a wa se seet, si soll extradéiert ginn, huet de Minister sech och drun ze halen. Et ass keen Avis, et ass eng Décisioun, an et soll een net hei als Législateur der Regierung soen, wéi de Judiciaire soll seng Décisiounen treffen.

Dowéinst kënnen mer leider dës Motioun hei net stëmmen.

(**Interruptions diverses**)

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Sou, den Här...

(**Interruption**)

Wie kënt elo vir?

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Hien, an dann ech.

■ **M. le Président.** - Den Här Henckes fir d'éischt.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, déi Motioun, déi schéngt am Fong berechtigt ze sinn, well mir wëssen allegueren, dat d'Türkei keen demokratesche Rechtsstat ass an datt se mat ganz staarke Mëttele géint d'Kurdeminoritéit virgeet. Et ass esou, wann dës Chamber d'Regierung opfuert, fir d'Demande d'extradition zréckzestoussen, an d'Regierung hëlt d'Demande d'extradition zréck, da gëtt déi Instance judiciaire hifälleg.

Mä op där anerer Säit muss ee sech elo d'Fro stellen, ob d'Regierung d'Moyenen huet a sech och d'Zäit geholl huet, fir deen Dossier do ze studéieren. Et ass also entweder un der Regierung, fir déi Aarbecht do ze maachen, fir ze kucken ob nâischt virläit. Wa se dat net gemaach huet, wat schéngt de Fall ze sinn, dann ass et un de Geriichtsinstanze fir ze kucken, fir op dee Wee do ze goen.

Esou datt mir der Meenung sinn, datt mer hei also am Prinzip mat der Saach sollen d'accord sinn, mä mir sollen awer och sécher sinn, datt den Dossier seriö studéiert gëtt. Dat gëtt am Ablack duerch d'Gerichter gemaach, esou datt mir ons wäerte bei dëser Motioun enthalen.

■ **M. le Président.** - Den Här Jaerling.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Här President, fir mech spillen hei aner Wäerter wéi d'Gerichtsbarkeet hei zu Lëtzebuerg. Hei geet et em reng Mënscherechter, em elementar Mënscherechter, wou elo jiddferen heibannen d'Situatioun kennt, wou jiddferen weess, an dat ass bewisen, dass schonn d'Famill vun där Fra dohannen ëmbruecht ginn ass, fir se kleng ze halen, dass Beweiser do sinn, dass déi Fra zu deem Zäitpunkt wou dat do, wou hir déi Terroruschléi virgeworf gi sinn, an Däitschland war, an dass et scho richtig ass, dass ee seet, bon, et kann een net d'Gerichtsbarkeeten ausser Kraaft setzen, mä hei geet et em elementar Mënscherechter, a mir wëssen alleguer, an ech wëll awer op kee Fall matschëlleg dru sinn, wann déi Fra hei ausgewise gëtt, dass se dann dohannen ëmbruecht gëtt.

Also ech wëll op kee Fall matschëlleg sinn, an ech sinn der Meenung, dass et sech hei em en Ausnahmезoustand handelt an dass et hei em e Mënsch geet, deem säi Liewe muss gerett ginn an em nâischt anescht, an dat ass fir mech en Ausnahmезoustand, an do missten och Ausnahmeregele kënnen applizéiert ginn.

■ **M. le Président.** - Sou, den Här Bausch.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech wollt just soen, dat awer hei den Här Bettel zwou Saache matenee verwiesselt. Et ass richtig wann hie seet, dat een d'Suspensioun vun der Demande d'asile ka contestéiere bei de Gerichter. Et ass och richtig, dat, fir eng Extradition, also fir eng Ausweisung ze maachen, fir d'éischt den Avis conforme vun der Cour d'appel virleie muss. Mä Fait ass awer, dat de Minister hei eng Suspensioun gemaach huet vun der Demande d'asile vun där Fra, a Fait ass och, fir datt et iwwerhaapt zu enger Ausliwwerung kënnt, selbstverständlech da mat Avis conforme vun der Cour d'appel, dat vun der Regierung ausgeet, dat heescht vum politesche Pouvoir ausgeet.

An hei ass et esou, dat iwwert déi Suspensioun de Justizminister selwer awer kann decidéieren, onofhängeg vu Recoursen, déi gemaach gi sinn, fir selwer ze fannen, dat déi Demande d'asile do soll weiderlafen, wann hie fënn, dat genuch Elementer virleien, fir datt hei eng normal Asylprozedur soll oflafen.

Duerfir, et gëtt schonn hei e juristesche Volet, an eis Motioun gräift och guer net an de juristesche Volet an, an et gëtt e politesche Volet. An déi Motioun hei, déi betrëfft just de politesche Volet a soss nâischt, an duerfir menge mer, dat dat duerchweegs am Aklang ass mat der Séparation des pouvoirs, an duerfir menge mer, dat et hei och opportuun ass, datt d'Regierung erkläert, wat fir eng politesch Motioun se dozou gefouert hunn, fir engersäits op de Wee ze goen, fir d'Demande d'asile ze suspendéieren, an eventuell hannendrun eng Ausweisung virzegesinn. Dat ass dat wat hei zur Diskussioun steet, an nâischt anescht.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Ganz sécher ass d'Motioun net géint d'Dispositionen vum Gesetz iwwert d'Extraditiounen. Mä elo stëmme mer driwwer of. Ass de Vote électronique verlaangt?

■ **Plusieurs voix.** - Jo.

(**Interruptions diverses**)

■ **M. le Président.** - D'Regierung huet gëschter kloer an dâitlech Positioun geholl, dat se gesot huet, si géif déi Motioun hei net akzeptéieren.



**M. Xavier Bettel (DP).** - Just ganz kuerz an enger Sekonn, Här President, just awer fir dem Här Bausch ze äntwerten. Wann hien draschreift: «à refuser avant tout progrès en cause la demande d'extradition», ass dat géint eng Décisioun, déi vun der Justiz kënn. Den éischte Paragraph, do kënn mer driwwer diskutéieren, Här Bausch, mä deen zweeten, deen heescht jo haargenau, egal wat d'Justiz elo vun Délai gesat huet fir en Uerteel ze fannen, gétt hei net zréckgehal.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Da sinn ech der Meenung, dat kënn mer effektiv net, well wann d'Demande, also d'Procédure d'asile leeft - während där Zäit gétt souwisou keen ausgewisen -, da kann een deen zweeten Turet strächen, wann dat den Här Bettel arrangéiert, da kann hie se da jo unhuelen.

**M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Da steet datselwecht dran.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Da steet dat nämelech dran. Da sträche mer deen zweeten Turet. Mir si bereet, deen erauszestrichen. Kee Problem.

**Une voix.** - D'accord.

**M. le Président.** - Also déi lescht...

*(Interruption et hilarité)*

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Weé gesot, Här Grethen, dat ass awer dann total am Aklang zu senger Interpretatioun vun der Motioun.

**M. le Président.** - Sou, mir sinn elo a Presenz vun enger Motioun, wou den zweeten Turet vum Dispositif gestrach ass.

*(Interruptions)*

**Motion modifiée**

*La Chambre des Députés, considérant*

- que la ressortissante turque Zubeyde Ersöz, incarcérée depuis mi-février au Centre pénitentiaire de Schrassig en vertu d'un mandat d'arrêt international, est visée par une demande d'extradition du Gouvernement turc;

- que Madame Ersöz est une journaliste d'origine kurde qui a dénoncé de manière répétée des atrocités commises par des militaires turcs;

- qu'elle a déjà fait l'objet de répressions de la part des autorités turques;

- que la soeur et le frère de Madame Ersöz furent tous les deux incarcérés, torturés et sont morts en prison;

- qu'un retour en Turquie risquerait de mettre sa vie en danger;

- que les charges à la base de son mandat d'arrêt international - terrorisme, prises d'otages et meurtres entre octobre 1994 et octobre 1995 - sont contestées;

- que Madame Ersöz bénéficia de l'asile politique en Allemagne et y vivait de 1993 à 1996 avant de se rendre en Irak pour travailler dans un camp de réfugiés sous contrôle de l'ONU;

- que le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration a décidé de suspendre la procédure d'asile en attendant l'avis de la Chambre du Conseil, déclinant ainsi toute compétence en faveur du Ministre de la Justice;

invite le Gouvernement

- à annuler la suspension de la demande d'asile politique de Madame Ersöz et à vérifier dans le cadre de la procédure le bienfondé des chefs d'accusation turcs.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

**M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, wann déi gréng Fraktioun deen zweete Paragraph ewechhëlt, da géif mer net dergéint stëmme, mä mir géifen eis dann enthalen.

**M. le Président.** - Sou, elo fänkt de Vote un.

**Vote**

D'Motioun ass ofgelehnt mat 36 Nee-Stëmme, bei 8 Jo-Stëmme an a bei 14 Abstentioune.

*Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*M. Aly Jaerling.*

*Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marcel Oberweis), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnar, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner.*

*Se sont abstenus: Mme Vera Spautz;*

*MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepf.*

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5474 iwwer eng Benelux-Konventioun iwwer d'Propriété intellectuelle. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ageschriwwen ass bis elo eenzeg an eleng d'Madame Flesch. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorablen Här Alex Bodry. Här Bodry!

## 5. 5474 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye, le 25 février 2005

**Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports**

**M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, bei dësem Gesetzesprojet 5474 geet et drëm, eng nei Benelux-Konventioun iwwer d'Propriété intellectuelle guttzeheeschen. D'Benelux-Konventioun, déi d'Marken, d'Dessinen oder d'Modeller regelt, ass de 25. Februar 2005 ënnerzeechent gi vun den zoustänneger Regierungen a si soll, wann alles riicht klappt, an deenen dräi Länner Mëtt dës Joers - Mëtt 2006 also - a Kraaft trieden.

Ech mengen, et ass jidderengem bewosst heibannen, dass den Numm Benelux a besonnesch déi wirtschaftlech Unioun an Zollunioun, déi Benelux duergestallt huet zënter hirem Ursprung, merklech un Attraktivitéit an och un Daseinsberechtigung verluer huet duerch d'Schafung vun der EWG a vun der Europäescher Unioun. Wann et ee Rechtsdomän gétt, wou d'Benelux haut weiderhi méi

duerstellt wéi Pabeier, wou se e prakteschen Notzen huet, wou se e reelle wirtschaftlechen, administrativen an och e juristeschen Impakt huet, dann ass ee vun deene seele Beräicher dee vun der Propriété intellectuelle. Et ass nämlech esou, dass mer, besonnesch hei zu Lëtzebuerg, eigentlech eis Protektioun vun de Marken, vun den Dessinen a vun de Modeller praktesch net national maachen, mä dass mer dat direkt op den Niveau vun de Benelux-Staten eropféieren.

Déi nei Konventioun hei ass eigentlech eng Fortschreiwung vun deem Rechtssystem vun der Propriété intellectuelle, wéi mer en zënter de 60er an de 70er Joren am Benelux-Beräich kann hunn. Déi Konventioun ass also opgebaut op deenen Erfarunge vun deene leschte Jorzénge an deem dote Beräich a si ersetzt am Fong a si verbessert eng ganz Rëtsch vu besteendenden Texter, an zwar haaptsächlech déi besteend Konventiounen; et sinn der zwou, déi eng iwwer Marques de produits vun 1962 an déi zweet Konventioun iwwer Dessins ou modèles aus dem Joer 1966. Annexéiert zu deene Konventiounen waren dann och zwee Gesetzer: eng Loi uniforme Benelux iwwer Marques de produits an eng Loi uniforme Benelux iwwer Dessins ou modèles. All déi doten Texter ginn ersat duerch déi nei Konventioun.

Bis haut géllt et och esou, dass déi Législatiounen, déi d'Propriété intellectuelle am Kader vun der Benelux regelen, am Fong duerch verschidden Organer exekutéiert ginn, déi, géif ech soen, strukturell ebe vunenee getrennt sinn. Dat ass de Büro Benelux vun de Marken an de Büro Benelux vun Dessins ou Modèles, déi alle béid hire Sëtz zu Den Haag hunn an haut eng ronn 100 Leit beschäftegen.

Dëst soll elo anescht ginn, well eent vun den Haaptziler ass, fir déi Organer, déi reng juristesch zwou verschidde Strukturen hunn, och zwee verschidde Budgeten hunn, ze ersetzen duerch een neit administratiivt Organ mat engem internationale Statut.

Zil ass et derniewent eng Vereinfachung vun de Prozeduren ze erreechen, déi relativ komplex sinn, well een ebe mat verschiddenen Texter bis elo ze dinn hat, fir eng méi rationell Organisatioun vun deem ganze System ze kréien um Niveau Benelux mat der Schafung vun der Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle. Déi soll och an Zukunft iwwer e klere Statut, en internationale Statut verfügen, wat haut net de Fall ass, well haut déi zwee besteend Büroen ënnert der Protektioun vun der hollännescher Regierung eigentlech stinn an eigentlech keen internationale Statut hunn, deen hinnen och déi néideg Onofhängegkeet garantéiert.

Dobäi - ech hu gesot, et ass eng Fortschreiwung vun där Konventioun - ass och hei Suerg gedroe ginn, fir d'Missiounen nei ze definéieren an e puer zousätzlech Missiounen an de Kader vun där neier Konventioun mat eranzehuelen, déi also och an Zukunft méi Wäert leet op de Kontakt mat de Betriber, déi also éischter a Richtung Service ausgeriicht ass, Déngschtleeschung fir d'Betriber, also manner vläicht sech selwer gesäit als eng reng Administratioun, eng Bürokratie am classesche Sënn; also de Wonsch do ass, fir do déi Missioun e bësse méi breet ze maachen. Wat awer an eisen Aen zumindest net dozou féiert, dass hei eng reell Gefor besteet, dass déi nei Organisatioun Benelux iwwer d'Propriété intellectuelle géif op Plate-banden trëppele vu Mandatairen oder Cabinets conseil en marques et en dessins ou modèles, also kommerziell Aktivitéite géif kënnen duerchféieren.

Eisen Informatiounen no ass et och esou, dass e Code de conduite interne besteet, deen deen dote Risiko ausschléisst, esou dass also déi Ängschten, déi vun eenzelnen, och professionellen, Kreesser geäussert gi sinn am Virfeld vun der Ratifikatioun vun deem heiten Text, an eisen Aen net berechtigt sinn, well eng ganz Rëtsch vun Dispositions internes geholl si ginn, fir dee Risiko do zumindest op e Minimum ze reduzéieren.

Esou dass also och déi Suerg, déi de Statsrot matgedroen huet, dass et kënn zu Konflikter kommen tëschent deem internationale Statut, deen déi Organisatioun elo kritt, an enger Activité commerciale, net ginn ass, well an eisen Aen, esou wéi d'Texter sinn a wéi et och intern geregelt ass, och vun där neier Organisatioun keng Activité commerciale ausgeübt wäert ginn. Dat zur éischter Suerg, déi de Conseil d'État geäussert huet.

Eng zweet Suerg, déi sech am Avis vum Conseil d'État zu där heite Konventioun erëmispigelt, ass déi Fro vun den Ofännerunge vun de Regelen. An deem heiten Text vun der Konventioun sinn Dispositiounen dran, déi eng spéider Modifikatioun vun eenzelne Regelen, déi elo festgehale sinn, vereinfache sollen, an deem Sënn, dass et géif duergoen, wann esou eng Décisioun um Niveau vun den Exekutive géif falen, dann eng Publikatioun an de Journaux officiels vun deenen dräi Länner ze maachen, fir déi Modifikatioun ze maachen.

Do deelt d'Kommissioun eigentlech déi Aschränkung an déi restriktiv Interpretatioun, déi de Conseil d'État a sengem Avis duergeluecht huet, aus deeneselwechten Argumenter, wéi dat eben och am Avis vum Statsrot nozeliesen ass. Zwar mécht den Artikel 37 vun eiser Verfassung d'Méiglechkeet op, dass de Législateur kann eng Vereinfachung vun den Ofännerunge méiglech maachen, mä nach muss dann awer déi Délimitatioun vun deem Pouvoir, deen de Législateur weidergëtt, eigentlech esou kloer sinn, dass do keng Mëssbräich méiglech sinn.

Dat ass an deem heite Fall an eisen Aen an an den Ae vum Conseil d'État net gewährleescht, esou dass et och de Prinzip bleiwe muss, dass, wann et um Fong zu enger Modifikatioun vun der Konventioun kënn, zu enger Modifikatioun vun de Regele kënn, déi d'Propriété intellectuelle am Beräich Benelux uginn, dass dann nach wie vor och muss déi Modifikatioun duerch d'Lëtzebuurger Parlament guttgeheescht ginn.

Et sief et wär e rengen Toilettage rédactionnel, wéi de Conseil d'État et nennt, et géif also sech ëm eng reng technesch Upassung vum Text handeln an aner international Normen, déi mer dann an der Regel och schon duerch aner Prozedure guttgeheescht hunn, sief et Normen vum Beispill um Niveau vun der Europäescher Unioun. Dee Moment hätt jo da schon d'Parlament säin Accord ginn an da wier et net onbedéngt néideg, déi ganz Legislatur fir déiselwecht Texter erëm eng Kéier frëschzemaachen um Niveau vun der Convention Benelux.

Also eng kleng Dier, géif ech soen, geet hei op, fir Modifikatiounen vun technescher redaktioneller Natur ze maachen. Mä soubal et sech ëm eng gréisser Modifikatioun um Fong handelt, muss eiser Meenung no och an Zukunft déi legislativ Prozedur hei vu Lëtzebuerg respektéiert bliwen.

Déi drëtt Suerg, déi de Conseil d'État hat an déi mer och deelen an där och haut Rechnung gedroe gétt bei dem Ofstëmmungsmodus iwwer déi heite Konventioun, dat ass déi, dass mer et hei och deelweis mat enger Dévolution de compétences ze dinn hunn, deen am Fong d'Chamber mécht un de Verwaltungsrat vun där Organisation Benelux, déi eng Rei vun Décisiounen huele kann. Dat ass méig-

lech, well den Artikel 49bis a Kombinatioun mam Artikel 37 vun der Verfassung déi dote Méiglechkeet opmécht, mä weinst där Dévolution de compétences muss awer hei d'Ofstëmmung geschéien, net no de gängige Regele wéi bei engem normale Gesetz, mä mir mussen hei no de Regele vum Artikel 114 Alinea 2 vun eiser Verfassung déi Décisioun huelen, an deem ass och scho Rechnung gedroe gi bei der Organisatioun vun deenen heiten Aarbechten haut am Parlament.

Mir sinn och der Meenung - ech hunn dat virdru mam President geschwat, op jidde Fall a sengen Notzen hat de President scho stoen -, dass misst nom Artikel 114 (2) verfuere ginn. Dat hat mech berouegt. Et ass wouer, dass mir et net haten. Duerfir sinn ech mam President schwätze gaangen, well ech do meng Apaisementer net direkt hat. Et ass also wichteg, dass mer dat respektéieren, wa mer herno hei ofstëmme.

Da war d'Fro opgeworf gi vum Conseil d'État, ob een net misst formell opziele prezis all déi Texter, déi mat deem heite Gesetz elo ofgeschafft ginn. Do war d'Meenung vum Ministère, dass dat net onbedéngt néideg wär, soss hätte se dat jo och selwer an den eegenen Text drageschriwwen, well et am Text vun der Konventioun praktesch och drasteet. Mir waren awer der Meenung als Kommissioun, well et eng Fro ass vu Rechtssécherheet, kann et sécherlech net schueden, wa mer och prezis nach eng Kéier an engem Artikel 2 vum Gesetz selwer soen, wat fir eng legislativ Dispositiounen hei ausdrécklech mat der Ratifikatioun vun där Konventioun Benelux hei mat ofgeschafft sinn. Esou wäit zum Text.

Nach e puer Zuelen, déi ech nach wëllt noliwweren, déi net am schrëftleche Rapport dra sinn, fir d'Bedeutung einfach nëmme kloer ze maache vun deem Dépôt respektiv vu Recherchen, déi ee maache léisst um Niveau Benelux, wat d'Propriété intellectuelle ugeet. Wann een d'Zuele kuckt, da gesäit een, dass an engem Joer och, eleng wat d'Marken ugeet, eng 25.000 Recherché lafen, fir nozekucken, ob also eng Mark oder e Modell deponéiert ginn ass um Niveau Benelux.

Och d'Zuel vun den Dépôte leien an der Moyenne esou bei 20.000 pro Joer, déi also duerchgefouert ginn; woubäi natierlech déi iwwer Lëtzebuerg lafen, nëmme e klengen Deel ausmaachen. Esou ronn 2% am Duerchschnëtt sinn am Fong Dépôte, déi iwwer Lëtzebuerg lafen. Dat sinn der bei enger Gesamtzuel vun iwwer 20.000 am Joer esou am Schnëtt 400 bis 600 gewiescht pro Joer; Dépôte also, déi vu Lëtzebuerg lafen.

Et bleift, Här President, Dir Damen an Dir Hären, dass dat heite fir eis, mengen ech, en Domän ass, dee vu wirtschaftlecher Bedeutung ass, deen eis als klengt Land och eis Aarbecht eigentlech vereinfacht, well et e spezialiséiert Organ ass op engem iwwergeuerdneten Niveau, wat déi praktesch Aarbecht mécht, wat also och vun där Hisiicht hier eppes Positives ass. An deem Sënn géif ech also net nëmme hei den Accord vun der Kommissioun wëlle virbréngen, mä och den Accord vu menger Fraktioun. An ech hoffen also och, dass deen Text esou ugeholl gétt. Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Bodry. D'Madame Flesch huet d'Wuert. Madame Flesch.

**Discussion générale**

**Mme Colette Flesch (DP).** - Här President, léif Kollege, ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport, a ganz besonnesch fir säi schrëftleche Rapport, wou en de Projet an den allgemenge Kontext gestallt huet vun dem Regime vun der Propriété intellectuelle souwuel um nationale Plang wéi vum Benelux. An och, an dat huet en



nëmmen a sengem mëndleche Rapport gemaach, drop higewisen huet, a wat fir enge Konditiounen mer mussen dee Vote duerno huelen.

Dat stoung net am schrëffleche Rapport vun der Kommissioun. Dat stoung och net an der Convocatioun an deem Ordre du jour, dee mer kritt hu vun onser Sëtzung vun haut, esou dass ech mech froen, Här President, ob Der net vläicht, ier mer zum Vote kommen, de Quorum musst vérifiéieren en fonctioun vum Artikel 28 vun onsem Règlement, fir sécher ze sinn, dass mer do kee Problem hunn. Well ech si mam Rapporteur d'accord an deem Mooss, wou de Conseil d'État de Problem opgeworf huet: Mer mussen duerfir suergen, dass onse Vote incontestable an och incontesté ass, an dass mer also musse verfuereen no de Konditiounen vum Artikel 114 Alinea 2 vun onser Konstitutioun.

Här President, ons Fraktioun aprouvéiert den Objektiv vun der Konventioun. Et geet drëm de Régime juridique ze vereinfachen, an och d'Organisatioun vun den Aarbechten ze vereinfachen, an d'Prozedure méi flexibel, méi soupel ze maachen, an da weider a schlusslech déi zwou Administratiounen, déi de Moment déi zwou Konventiounen applizéieren, ze fusionéieren. Mir wäerten also en faveur vun deem Projet stëmmen.

Et bleiwen awer vläicht déi eng oder déi aner Fro, déi ech leider net konnt an der Kommissioun stellen, well ech net konnt do sinn. Duerfir erlauen ech mer elo, Här President, déi Froen ze stellen.

De Conseil d'État ënnersträicht a sengem Avis vum 27. September 2005, dass en net wéisst, ob d'Chambres professionnelles gefrot gi wäeren, ob en Avis do ugefrot gi wär. D'Fro ass: Si se gefrot ginn? A wa Jo: Wat war hir Reaktioun? A wann Avisé komm sinn: Woufir mer se net kritt? A wann net: Woufir net? Well et ass mer gëschter an der Chamber vum Sekretariat gesot ginn, mir wéisste gradesou wéineg an deem Domän wéi de Conseil d'État.

Esou wéi de Rapporteur et gesot huet, sinn déi zwou Konventiounen, déi bis elo bestanen hunn, duerch zwou Büros exécutéiert, vun deene jiddfere säi Budget a seng Particularitéiten huet, während an der Praxis déi zwou Gesetzer, déi zwou Lois uniformes duerch eng eenzeg a selwecht Administratioun exécutéiert ginn. Ech géing de Minister wëlle froen: Wat sinn d'Personaleffektivitéit vun deene Büros a vun där Administratioun? Wat ass hire Statut? A wéi fonctionnéiere se?

An eng zweet Fro: Soll an Zukunft eng Reduktioun vun deem Personal stattfannen?

Den Text vum Exposé des motifs - an dat ass meng dréit Fro - an den Text vun der Konventioun definéieren de Statut, d'Kompetenzen, d'Missioun vun der Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle, vum Comité des Ministres, vum Conseil d'Administration a vum Directeur général; awer souzese net vum Office Benelux de la Propriété intellectuelle. Meng Fro also, Här Minister: Wat ass genee d'Missioun vum Office? Wat sinn d'Effektiver vun deem Office, oder wat solle se sinn? Ech hale fest, dass am Artikel 1 (10) vun der Konventioun steet, dass den Directeur général an déi zwou Directeurs généraux adjoints, missten ...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

**M. le Président.** - Entschëllegt, Madame Flesch. Ech wollt just soen, et ass fir d'Kollegen alleguerten, dass bei deem Projet mer de Basismodell arrétéiert hatten.

**Mme Colette Flesch (DP).** - Jo. Ech sinn och direkt fäerdeg.

Déi dräi Leit solle Ressortissant vun den États membres sinn. Ass do e Lëtzebuerger derbäi? Soll an Zukunft e Lëtzebuerger derbäi sinn?

Dat, Här President, waren déi Froen, déi ech an deem Zesammenhang wollt stellen, an ech wollt nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer effektiv musse stëmme gemäss den Dispositiounen vum Artikel 114 Alinea 2.

**M. le Président.** - Merci, Madame Flesch. Här Grethen.

**M. Henri Grethen (DP).** - Ech muss mech entschëllege bei der Madame Flesch. Ech hat hir gesot, si hätt fënnf Minute Riedezäit op Basis vun den Informatiounen, déi ech hei geschéckt kritt hu vum Greffe. Do steet nämlech: Modèle de base, richteg, fënnf Minute fir... Ah! Zwou Minute virdrun.

**Plusieurs voix.** - Aaahhh!

**M. Henri Grethen (DP).** - Entschëllegt mech.

**M. le Président.** - Et ass guer näischt.

**M. Henri Grethen (DP).** - Ech hat der Madame Flesch gesot, si hätt fënnf Minuten. Här President, ech wëll elo notéiere loosse, dass ech net méi d'accord sinn, dass de Modèle de base nach geholl gétt.

**M. le Président.** - Här Grethen, ech hu gemengt ganz tolerant ze sinn an der Madame Flesch 100% méi Riedezäit zouzegestoen, esou wéi gëschter och verschidde Regierungsmemberen hei vill Zäit an Usproch geholl hunn.

**(Hilarité)**

Duerfir wollt ech gradesou tolerant mat der Madame Flesch si wéi mat deenen aneren.

Sou, freet nach soss een d'Wuert zu deem Projet?

**(Négation)**

Wann dat net de Fall ass, da géif ech der Regierung d'Wuert ginn. Den Här Minister Krecké.

**M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, Merci. Ech hunn och kee Problem, dass d'Madame Flesch iwwer hir Zäit gaangen ass. Si huet eng ganz Rei Froen gestallt, déi absolut berechtigt sinn. An ech hätt zwar léiwer gehat, si hätt se an der Kommissioun effektiv gestallt, well et relativ technesch Froen sinn. Neen, neen, et ass kee Virwurf! Ech soe just.

Här Grethen, Dir kuckt mech. Dir wësst ganz genau, dass dat do relativ technesch Froen sinn. Ech muss éierlech soen, dass ech hu missen op mäi Beamten elo lauschten, fir déi technesch Froen do ze beäntweren. Dat war just do, wou ech mal à l'aise wäen. Duerfir konnt ech och net heibleiwen. Ech hunn ee Moment misse e puer Saachen nofroen, déi méi einfach an der Kommissioun gewiescht wieren. Mä dat ass awer fir mech kee Problem, Madame Flesch.

Ech maache kee groussen Exkurs iwwert d'Bedeutung vun der Propriété intellectuelle. Mä et ass doudsicher, wa mer an eng Wëssensgesellschaft wëlle goen, wa mer an eng Wëssensökonomie wëlle goen, wa mer wëllen higoen, dass mer am Beräich vun der Lisabon-Strategie probéiere Saachen unzelackelen, déi héichwärtig Entwécklungen viraussetzen, da musse mer och higoen, déi verschidde Rechter an dat, wat do entwéckelt gétt, och esou ze schützen.

Mir hu jo elo e Beispill gehat, wou notament eng vun eisen Industrië sech beklot huet, dass eng ganz Rei Saachen net respektéiert gi sinn an deem dote Beräich. Duerfir, d'Wichtigkeet dovunner, mengen ech, brauch net extra ënnerstrach ze ginn.

Ech ka mech erënneren zwar, dass déi Zäit, wéi ech och hei an der Chamber war, et éischer e schwéieren Exercice fir eis ëmmer war, well et eng Matière ass, déi zimlech onverdaulech ass, dees sinn ech mer absolut bewosst, mä si ass vun absoluter Wichtigkeet, besonnesch fir e Land wéi eist. Mir mussen kucken, dass mer an deem dote Beräich glaubwürdig sinn.

Dir hutt gefrot, firwat dass d'Chambre de Commerce net gefrot ginn ass. Notament ass se net gefrot ginn aus deem ganz einfache Grond, well dat hei just eng institutionell Fro war an näischt, wat en rapport mat den Entreprises war, näischt, wat d'Entreprises direkt géing beaflossen. Dat Eenzege, wat scho gesot ginn ass, ass, se sollen e bësse méi noréckelen an hirer Aktivitéit un d'Entreprises, mä u sech an hiren Démarchen, an all deem, wat d'Entreprises als solches bekëmmert, huet näischt geännert.

Dir hutt och gefrot: Wat geschitt mat deem Office? Déi zwee ginn einfach zesummegeat. Dir hutt och gefrot no deene Leit: Déi ginn och einfach zesummegeat.

An ech muss lech soen, ech si ganz frou, dass den Alex Body eng Rei Detailler ginn huet, déi awer weisen, dass mer hei eppes fäerdeg bréngen, nämlech aus zwou Konventiounen maache mer eng, fir dass et och méi einfach ass, dass ee quasi en Texte coordonné huet iwwert déi zwee grouss Beräicher, déi bis elo getrennt waren.

A wa mer endlech op administrativem Plang och international sou wäit sinn, da fusionéieren d'Administratiounen - well hei geet et ëm eng Fusioun. An Är Fro war jo notament och, ob do e Lëtzebuerger vertraueden ass. Deen ass vertraueden, hien ass souguer heibanne vertraueden; hie sëtzt do uewen. Duerfir mengen ech, kënn ech déi Fro positiv beäntweren. An ech géing einfach drop hiweisen, dass et, mengen ech, hei institutionell eng Vereinfachung ass an dass mer dat solle begrëssen. Ech hoffen, dass ech domat der Madame Flesch hir Froe beäntwert hunn.

Erlaabt mer nach eng Kéier, Här President, der Kommissioun an hei hirem President a Rapporteur awer wierklech Merci ze soen, well si hunn déi Aarbecht do exzellent gemaach an zwar och ganz schnell, well mir hu gewëssen Obligatiounen. Ech weess, ech hu se erëm eng Kéier gehetzt an ech entschëllege mech och dofir, mä mir sinn awer elo mat Zäite fäerdeg, wa mer dat do haut géinge stëmmen. An ech soen der Chamber am Viraus Merci, wa se dat do géing stëmmen. Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung. Den Text steet am Document parlementaire 5474<sup>2</sup>. Bei deem Projet ass, wéi et virdrun hei richtegerweis vum Här Body an der Madame Flesch gesot ginn ass, eng qualifizéiert Majoritéit vun 2/3 vun de Stëmmen erfuert. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Ofstëmmung fänkt un.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi ass ugehall mat 53 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Gaubert, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Lucien*

*Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepf.*

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi iwwert déi ekonomesch Diversifizéierung. D'Riedezäit ass nom Basismodell...

**(Interruption)**

Jo, also ech hu géint näischt eppes, mä mir diskutéieren normalerweise an der Conférence des Présidents d'Problématique. Ech wëll drop hiweisen, dass ech grad just bei deem Projet drop higewisen hat, well ech weess, wéi en dem Minister um Häerz läit, dass mer eis sollte méi Riedezäit ginn an dass d'Conférence des Présidents awer trotz mengen Awänn dese Modell zréckbehalen huet.

**M. Henri Grethen (DP).** - Et ass elo eng Fraktioun net méi mam Modell d'accord.

**M. le Président.** - Et ass eng Fraktioun, déi elo freet, fir hei en anere Modell ze kréien. Ech froen déi aner Fraktiounen, ob se d'accord sinn, fir de Modell ze changéieren?

**(Assentiment)**

Dann huele mer de Modell 1 an deementspriedend geet d'Riedezäit natierlech ganz gewaltig an d'Luucht an déi nächst Projekte wäerten dann ongeféier an enger Stonn drukommen. Ech wëll just soen, dass elo de Rapporteur d'Wuert huet, den honorabelen Här Scheuer. Här Scheuer, d'Tribün ass fir lech.

## 6. 5509 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

### 1. le développement et la diversification économiques

### 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

#### Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

**M. Jos Scheuer (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Ech wäert mech da beméien, fir am Modèle de base ze bleiwen.

**Une voix.** - Très bien!

**M. Jos Scheuer (LSAP), rapporteur.** - Dat misst och duergoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir nom Krich d'Rekonstruktioun vum Lëtzebuerger Land ze begleeden a virun allem fir den noutwendige wirtschaftlechen Opschwung ze förderen, huet de Stat Gesetzer geschaf; dat éischt 1947.

De Stat huet sech en Instrumentaire ginn, fir anzegräifen oder respektiv fir...

**(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)**

**M. le Président.** - Ech géif lech bieden, bei deem wichtige Projet dem Rapporteur all Opmierksamkeet zoukommen ze loosse.

**M. Jos Scheuer (LSAP), rapporteur.** - ...den Opschwung ze begleeden.

D'Entwécklung an d'Diversifizéierung vun der Lëtzebuerger Ekonomie waren a sinn Objete vun enger ganzer Rei vu Lois-cadres; déi éischt Loi-cadre ass 1962 gestëmmt ginn, déi lescht am Joer 2000. Am Ganzen, mengen ech, gétt et siwe Lois-cadres, déi dem Stat et erméigleche respektiv erméigleche hunn, fir d'Wirtschaft positiv ze beaflossen.

Niewent dese classesche Gesetzer, déi duerch d'Wirtschaftsministeren abruucht gi sinn, sinn awer och aner Secteuren iwwer speziellesch Gesetzer an hirer Roll - an hirer munchmol ganz wichtiger Roll - am wirtschaftleche Liewe vum Grand-Duché "forméiert" ginn; zum Beispill den Agrarsecteur, den Handelssecteur, d'Handwierk, de ganzen Tourismussektor. Bref, de Mëtzelstand huet am Laf vun der Zäit eng eege Gesetzgebung kritt, an an deem Kontext soll een awer och hiweisen op déi ganz wichtige Schafung vum SNCI den 2. August 1977.

Do derniewent ass op der Basis vum Traité de Rome zënter 1957, wou en a Kraaft getrueden ass, eng europäesch Légsliatioun entwéckelt ginn, fir d'Harmoniséierung vun den nationale Gesetzer an de Länner, déi an der Europäescher Union sinn, virunzudriewen an domadder Konkurrenzdistorsiounen am Marché intérieur an Europa ze verhënneren oder erfotzesetzen.

Eis Lois-cadres sinn also ugepasst ginn un europäesch Direktiven. An deem Kontext wëll ech just nëmmen ee Gesetz zitieren: D'Loi-cadre vun 1993, wou de Régime général d'aides ersat gétt duerch e Regime vu regionalen Hëllef. 1997 an 2000 sinn och wichtige Upassung gemaach ginn, déi lescht respektiv déi virlescht, niewent där, déi mer haut virhuelen, dass nom Joer 2000 bis zum Joer 2006 nach 32% vun der Populatioun vu Lëtzebuerg kënnen vun deenen Aidë profitéieren. Dat heescht, de Kritär Populatioun ass mat erakomm oder huet de Kritär Aide régionale ersat.

De Statsrot huet zum Projet 5509 e gudden - e relativ groussen - Avis gemaach. Hie weist an deem Avis op d'Noutwendegkeet hin, fir déi verschidde Lëtzebuerger Gesetzer - an ech schwätze vun enger Panoplie vu Gesetzer, déi d'Ekonomie regéieren -, an engem Text ze kompiléieren. Ech mengen, eng Kompilatioun ass eppes aneschtens wéi eng Zesummeffaassung. Et ass fir de Statsrot eng Fro vun Transparenz, déi een an déi verschidde Sparte vun der Ekonomie soll erbréngen.

De virleiende Projet de loi geet zréck op eng Kommunikatioun vun der Europäescher Kommissioun an zwar d'Kommunikatioun N°244/02, déi den 1. Oktober 2004 da publizéiert ginn ass. An deem Text vun där Kommunikatioun steet, dass vum 31. Mee 2005 un d'Kommissioun muss informéiert ginn, wann e Stat engem Betrib, deen a Schwierregkeeten ass, dee riskéiert am Kloertext Faillite ze goen, wëll Bähëllef ginn. D'Kommissioun mësch sech also ganz explizit an décidéiert an dees Form vun Aiden.

Dës Bähëllef musse vun der Kommissioun vum August d'lescht Joer an autoriséiert ginn. Net autoriséiert brauchen awer ze ginn déi Aiden, déi net méi wéi 100.000 Euro während enger Period vun dräi Joer bedroen.

D'Ënnerstëtzung fir d'Betrib a Schwierregkeete fällt also domadder aus de Kadergesetzer eraus.



Dat féiert dozou, datt duerch deen heite Projet d'Gesetz vum 27. Juli 1993 ëmgeännert gëtt an deem Sënn, datt de Begrëff, ech soe mol den Terme „Restrukturatioun“ am Kontext «Aide à la restructuration» oder «Opérations de restructuration» an allen Artikelen an an alle Paragraphen vum den Artikelen gestrichelt gëtt; dat geschitt dann am éischten Artikel vum deemem Gesetz 5509.

E Wuert zum Avis vum Statsrot, dee wierklech ausféierlech ass. Hien huet dräi wesentlech Remarqué gemaach. Déi éischt dovunner hunn ech schonn erwähnt, nämlech e proposéiert eng Kompilatioun vum de bestehende Gesetzestexten an engem eenzegem Text oder am Textkompendium.

Zweetens, de Statsrot proposéiert, fir den Titel vum 93er Gesetz ze änneren an d'Referenz oder d'Zil vum deemem 93er Gesetz, fir e wirtschaftlechen Equilibre tëschent de Regiounen hierzestellen, am Titel ze strächen. Dat Gesetz vum 2000 huet nämlech deen Objet gestrichelt, an am Fong proposéiert de Statsrot post festum eng Toilette de texte.

Drëtt Propos vum Statsrot: E schléit vir, fir e kohärenten Text hierzestellen, fir dese Projet méi kohärent, formal méi kohärent ze gestalten. E proposéiert fir, soe mer emol esou, zesummenhängend Sätz ze schreiwe respektiv ze iwwerhuelen aus dem 93er Gesetz, déi dann ze modifizéieren, an e proposéiert, fir net nëmme sech ze beschränken op d'Sträichung vum deemem Begrëff Restrukturatioun, an dat duerch een eenzegem Artikel.

Dat wär sécher méi kohärent gewiescht, an et war eng sympathesch Propos, an d'Kommissioun hätt sech och där Propos ugeschloss, wa mer net e Lapsus festgestallt hätten, e Lapsus, deem dem Statsrot geschitt ass, an duerch dee Lapsus hu mer dann déi Propos net festgehal.

Den Artikel 5 vum deemem Gesetzestext, deen de Statsrot nämlech proposéiert, modifizéiert nämlech den Artikel 4 vum 93er Gesetz, an deem Artikel 4, dee bezitt sech op de Régime d'aide aux PME. Duerch e Règlement grand-ducal vum 16. März 2005 ass d'Definitioun vum de Mikroentreprisen a vun de klengen a mëttleren Entreprises changéiert. Den Text vum Conseil d'État huet där neier Definitioun net Rechnung gedroen an huet déi al Definitioun iwwerholl.

Hätte mer also deen Text vum Statsrot iwwerholl, hätte mer misse en Amendement maachen. Or, den Text huet vum Statsrot keng inhaltlech Differenz bedeit zum Regierungstext an de Statsrot huet dowéinst och keng Opposition formelle gemaach, sou datt mer beim Regierungstext bliwwe sinn.

Ee Wuert dann nach zum Avis vum der Chambre de Commerce, deen d'Virgou vum der Europäescher Kommissioun net a Fro stellt an deen awer trotzdem zréckbehält, datt staatlech Bähëllef fir Betriber a Schwierregkeeten trotzdeem nach ëmmer aus sozialen, aus regionalen Ursachen méiglech sinn, oder awer fir Monopole ze verhënnern am Commerce. Dat steet esou dran, déi Méiglechkeete sinn nach ëmmer do. An da weist d'Chambre de Commerce natierlech och op de Wäert vum de mëttelstänneg Betriber an der Ekonomie vu Lëtzebuerg hin.

An zum Schluss huet d'Kommissioun da gefrot, fir aus dem Wirtschaftsministère eng Opléschung ze kréie vun den Aiden, déi am Laf vum der Zäit iwwert d'Loi-cadre, aus der Loi-cadre eras sech fir d'Ekonomie erginn hunn. Do stellt sech wierklech d'Fro och, ob een net all Rapport d'activité kënn net no kucken, ob se deementspreechend opgelécht sinn. Dat hu mer an där kuerzer Zäit, déi eis bliwwe ass, net gemaach. Vlächent kënnen mer an enger spéiderer Kéier awer déi Dokumentatioun zesummegefaasst zur Verfügung gestallt kréien.

Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren a bréngen dann den Accord vu menger Fraktioun och. Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Éischte Riedner ass deen honorablen Här Spautz. Här Spautz!

**Discussion générale**

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat Gesetz, wat mer ofänneren - an den Här Scheuer huet drop higewisen -, ass d'Gesetz vum 1993, wou d'Basis awer zréckgeet op d'Joer 1962. Vill - oder net vill, mä en Deel vum deene Leit heibanne war deemools emol nach net gebuer, wéi dat Gesetz 1962 a Kraaft gesat ginn ass, an et ass och duerno regelméisseg un déi europäesch Bestëmmungen ugepasst ginn. Ech félicitéieren och dem Här Scheuer fir säi mëndlechen a schrëftlechen Bericht, deen och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun féinnt.

Ech wëll awer och op verschidde Punkten nach hiweisen. Ëmmer erëm ass geschwat ginn: Wat huet dat Gesetz eis bruecht? E Betrib wéi Cerabati, Usine de Wecker, déi et haut leider net méi gëtt, konnte vun deenen Hëlfeleer deemools profitéieren an hir Aktivitéit méi laang oprechterhale wéi dat soss méiglech gewiescht wier. Et muss een awer och oppassen, dass am Term vun den europäesche Strukturen Lëtzebuerg net fréier oder spéider méi schlecht ewechkënn.

Ech erënnere drun, dass, wa mer vun enger Regioun schwätzen, déi direkt hei niewendru läit - dem Saarland -, en Deel vum Saarland nach ëmmer Hëllef ka kréien, an dass et dofir och wichteg wier, dass, wann um europäeschen Niveau - an ech sinn och dovun iwwerzeegt, dass de Minister dat mécht - iwwert déi Kadere geschwat gëtt, do och muss opgepasst ginn, dass Lëtzebuerg, als da staark Regioun, net ze vill Nodeeler kritt fir déi Betriber, déi sech hei am Land wëllen uesiedelen, am Verglach zum Saarland - fir elo nëmme d'Saarland als Beispill ze huelen.

Well et däerf een och net vergiesse, hei zu Lëtzebuerg hu mer jo och nach ëmmer regional Ënnerscheeder, och wann déi regional Ënnerscheeder net esou grousst si wéi an engem Nopeschland wéi Däitschland. Mä an den Industriebroochen am Süden ass eppes geschitt, obwuel den deemolegen Innenminister belächelt ginn ass, wéi en am Ufank vum Projet vun den Industriebroochen geschwat huet. Mä dass et och elo wichteg ass, dass eppes geschitt an den Industriebroochen vum Norden, ech mengen, dat bleift net aus. Wolz an deen Eck däerf och net vergiesse ginn, an dat Ganzt däerf ee jo och net vergiesse, an och net aus dem Kader eraushuele vun där Debatt, wou mer jo an deenen nächste Méint wäerten higoen, am Kader vum IVL, dass et wichteg ass, dass d'Aarbechtsplazen do entstinn an do sinn, wou d'Leit wunnen.

Dofir ass et ebe wichteg, dass bei där regionaler Opdeelung, wann déi och op europäeschem Niveau kënn, Lëtzebuerg awer och op seng ënnerschiddlech Regiounen opmierksam mécht. Och wa mer e klengt Land sinn an deem grousse Europa, sou hu mer dach ëmmer nach regional Ënnerscheeder, an dat Ganzt däerf an deem ganze Konzept och net vergiesse ginn.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Spautz. Den honorablen Här Henri Grethen.

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hä-

ren, fir d'éischt wollt ech lech, Här President, an de Kolleeg Merci soe fir Äert Versteedemach. Ech muss lech zu menger Schan agestoen, dass ech bis haut der Meinung war, dass de Modèle de base fir meng Fraktioun eng Riedezäit vu fënnf Minutte géif comportéieren, well, vu dass et der awer nëmme zwou sinn, ännere mer entweder eist Reglement oder ech soen elo schonn, dass ech ni méi an enger Conférence des Présidents d'accord sinn, dass de Modèle de base Wendung féinnt.

Well an zwou Minutte kann ech wierklech net dat soen, wat ech alles um Häerz hunn. An no der Interventioun vum Här Spautz, déi jo eng Opfuerderung un de Wirtschaftsminister ass, fir zu Bréissel bei der Kommissioun den Hochstand ze drécken - an ech wënschen dem Här Wirtschaftsminister vill Freed bei deem Exercice, hie bréngt den Hochstand fäerdeg, do zweifelen ech net drun, ech hätt dat net fäerdeg bruecht,...

**(Hilarité)**

... wëll ech awer soen, dass dat net just esou einfach ass, wéi dat elo duergestallt ginn ass, an ech wollt d'Chamber - an duerfir, Här President, brauch ech méi wéi zwou Minuten - op d'Konsequenze vun deemem Text opmierksam maachen.

Déi Konsequenze wäerte sech fir d'éischt artikuléieren am Transportsecteur, a méi prezis bei där schéiner Gesellschaft, déi soll gegrenzt ginn, CFL-Cargo, wou jo den Här Transportminister hei an der Chamber refuséiert huet, der Chamber de Businessplang vun där neier Entreprise ze weisen, well e gesot huet, do wieren esou confidentiel Donnéeën dran, dass dat net gutt wier, wann en dat géif public maachen.

Ech kann lech elo scho soen, Här President, dass en dat wäert wuel misse maachen, an zwar vis-à-vis vun der Kommissioun, an ech wëll all deenen, déi sech mat deemem Text beschäftegen, soen, dass Lëtzebuerg zënter Joren, wat d'Aide publique ugeet, e ganz schlechte Score um europäesche Niveau mécht, ganz besonnesch wéinst deene Subventiounen, déi aus dem Statsbudget an den Transportsecteur fléissen. An d'Kommissioun wäert also ganz opmierksam kucken, wat mir an deem Secteur an deenen nächste Méint wäerte maachen.

An, Här President, deen Text hei, dee mer hei stëmmen, dee baséiert jo op de Lignes directrices communautaires concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté, en Text 2004/C244/02, publizéiert am Journal officiel den 1. Oktober 2004. A wann Der deen Text liest, da stellt Der fest, dass viles vun deem, wat do gesot gëtt oder wat an deene Lignes directrices steet, wäert op d'CFL-Cargo zoutreffen.

A wann Der dann nach en aneren europäeschen Text, deen och publizéiert ass, wann ee sech deen zu Gemitt féiert - an dat ass d'Décioun vum der Kommissioun vum 2. März 2005, Aides d'État Nummer N386/2004, Aide à la restructuration à fret SNCF -, wann een dat liest - et ass en interessant Dokument, et kënn een an engem Mëttel gutt doduerch -, da stellt ee fest, dass een an deemem Projet, dee mir wëlle bei der CFL-Cargo maachen, viles erëmféinnt. Ech stëmmen dat Gesetz mat menger Fraktioun hei, mä ech wëll déi Auteuren, d'Päpp vun deemem Projet CFL-Cargo dorop usprieche. Duerfir hat ech och gefrot, Här President, dass mer sollte mam Transportminister an der Kommissioun dat eng Kéier duerkonféieren, wat leider net méiglech war - an ech hat och mäi Wonsch net rappelléiert.

Mä wann een do déi Note kuckt vun der Kommissioun oder déi Décisioun vun der Kommissioun an et kuckt een nëmme e puer Punkten, et kuckt een zum Beispill de Punkt 73, dee geet iwwert d'Non-réurrence vun öffentlechen Hëlfeleer, da muss ee sech froen: An deem Mooss, wou dës Chamber 1997 eng Kéier d'Lëtzebuenger Eisenbunngesellschaft total entschëlt hat - a gleeft mer, dat war eng gutt Saach fir d'Eisenbunn, ech sinn als Transportminister fënnf Joer laang dowéinst am Conseil de Gouvernement op de Grill gesat ginn, well all Kéiers, wann et ëm d'Statsschold gaangen ass, dann huet de Statsminister zu mir gesot: Sot Dir näischt, well wann de Lëtzebuenger Stat Statsschold huet, dann ass et, well mer d'Schold vun der Eisenbunn iwwerholl hunn, da war ech schonn zerwéiert,....

**(Interruption et hilarité)**

...ech wëll einfach nëmme drop opmierksam maachen, wéi liicht d'Kommissioun kéint op de Gedanken kommen, dass mer schonn eng Kéier 1997 d'Eisenbunn entschëlt haten, an nom Prinzip vun der Non-réurrence haut keng Hëllef méi méiglech wieren - och net fir déi nei Gesellschaft.

Ech wollt einfach dorobber opmierksam maachen an och drop opmierksam maachen op d'Punkten 9 bis 17, wat d'Notioun ugeet vun der Entreprise en difficulté a ganz besonnesch op de Punkt 11 dovunner, Här President, fir ze weisen, dass deesen Text, deen d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun féinnt, awer an der Zukunft deem engen oder deem anere Regierungsmember nach wäert Problemer maachen.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Grethen. Wat Är Zäit ubelaangt huet, hutt Dir lech esou a Grenze gehalen, wéi verschidden aner Ministeren et dës Woch hei am Parlament net fäerdeg bruecht hunn. Esou, dann ass keng...

**(Interruption)**

Den Här Kox nach.

■ **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Jo, ganz kuerz nëmme. Ech wëll fir d'éischt den Accord vu menger Fraktioun bréngen. Ech wëll dann awer dem Här Rapporteur Merci soe fir deen exzellente Bericht, an ech hat virdru vergiesse dem Rapporteur Bodyr vun deemem viregte Gesetz och Merci ze soen,...

**(Brouhaha général)**

...wëll awer déi exzellente Opklärung, déi mer elo nach nodréiglech kritt hunn, déi mer an der Kommissioun a sech net esou haten - do hätte mer nach kënnen méi ausféierlech doriwwer diskutéieren -, dofir och Merci soen.

■ **M. le Président.** - Ech denken, dass an dem Merci vum Här Kox och d'Merci vum deenen anere Fraktiounen abegraff sinn,...

**(Hilarité)**

...deementspreechend huet elo den Här Wirtschaftsminister d'Wuert. Här Krecké.

■ **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - An och a menge Wierder sinn all déi Félicitatiounen a Mercien abegraff. Ech soen dem Här Scheuer a virun allem der ganzer Kommissioun, déi déi Aarbecht hei wierklech gutt virbereet huet, villmools Merci.

Den Henri Grethen hat op dee Problem do higedeit an der Kommissioun, dat muss ech fairnesshalber soen. Ech fille mech net total an der Lag, dat muss ech och zouginn, op déi eenzel Awänn, déi hien ervirbruecht huet, ze äntwerthen, well ech de Projet och net deementspreechend kennen, fir ze gesinn, ob do Punkte sinn, déi effektiv réccurent kënn betruecht ginn.

Do, wou hie Recht huet a wou och den Här Spautz drop higewisen huet, dat ass, dass Lëtzebuerg et ëmmer méi schwéier kritt, regional Hëlfeleer zu Bréissel ze verdeeden. Mir kréien de Chômagetaux bei eis virgehale, an dann, wann dee fir eis schrecklech héich ass, well en duebel esou grousst ass wéi viru véier Joer, dann ass dat awer nach ëmmer am Concert vun alle Regiounen ronderëm a vun de Länner ronderëm leider net de Fall. Duerfir kréie mir et ganz schwéier.

Mir sinn am Moment mat ganz schwierigen Négociatiounen mat hinnen amgaangen. Ech wëll nach eng Kéier bei lech zréck an d'Kommissioun komme mat engem Projet, wou mer erëm eng Kéier misse, loosse mer soen, d'Regiounen, déi mer cibléiere fir déi regional Hëlfeleer, frësch definéieren. Den Henri Grethen kennt deen Exercice, ëmmer héchst agréabel, well e kengem eppes méi gëtt, mä héchstens wäert soen, wou näischt méi méiglech ass. An do gëtt et eng Rei Zeenarien, déi ech amgaange sinn ze kucken.

Mir sinn amgaangen e Va-et-vient mat der Madame Kroes hire Servicer ze maachen, mä, wéi mäi Virgänger dat treffend ausgedréckt huet, dat ass keng liicht Affär. A si hu Lëtzebuerg iergendwéi am Colimateur wéinst där ganzer Saach. Mir sinn amgaangen ze kucken, wéi elo dee beschten Zeenario fir eis kënn erauskommen. Ech kommen och gären eng Kéier an d'Kommissioun laanscht, fir doriwwer ze schwätzen, well et do eng Rei politesch Optiounen gëtt, an da misse mer kucken, wéi mer do erauskommen.

Dat gesot, Här President, wäert wahrscheinlech, an dat hunn ech schonn e puermol ënnerstrach, fir Lëtzebuerg net eleng d'regional Hëllef vu muer ausschlaggebend dofir ginn, ob mir hei nach Betriber uesiedelen oder net. Ech soen dat, well et net méi an deem Mooss, wou e Betrib eng Décisioun hëlt, wäert an d'Gewicht falen. Et ass ze weineg, wat mer nach kënnen bidden an där dote Saach. Mir misse, menger Meinung no, ganz aner Elementer vun der Kompetitivitéit hei zu Lëtzebuerg frësch ënnersträchen. Dat do ass eppes, wou mer net méi ganz vill ze bidden hunn, wou mer och mat anere Regiounen, notament hei an Europa, souguer bei Nopeschlänner, a Schwierregkeete sinn, esou dass mer aner Saache dévelloppéieren misse.

Mä wat de Problem vun haut betrëfft, nämlech dat Wuert Restrukturatioun erauszehuelen, wat elo an Zukunft also total ënnert d'Appréciatioun vun der Kommissioun fält, well all Kéiers, de cas en cas, d'Kommissioun elo eng Décisioun do wäert huelen, do kënnen mer souwisou net anesch maache wéi dat ëmsetzen. Dat maache mer hei mat deemem Gesetz.

Ech soen nach eng Kéier der Kommissioun Merci an der Chamber Mercien am Virus, wa se dat hei géing stëmmen.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi ass ugehall mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marcel Oberweis), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*



MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepp.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. Hei geet et ëm d'Diskussion an den zweete Vote constitutionnel. De Statsrot huet den 23. Dezember d'Dispens vum Second vote constitutionnel refuséiert, deementspreechend ass d'Chamber opgeruff haut eng zweete Kéier iwwert dese Projet de loi ofzestëmmen.

Et si bis elo ageschriwwen: den Här Mosar, den Här Bettel, den Här Braz, den Här Henckes an den Här Jaerling. D'Wuert huet fir d'éischt den honorabelen Här Ben Fayot, deen d'Madame Rapportrice, d'Madame Lydie Err, remplacéiert, déi haut wéinst aneren Obligatiounen net kann hei sinn. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

### 7. 5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection - Second vote constitutionnel

**M. Ben Fayot (LSAP)**, en remplacement de Mme Lydie Err (LSAP), rapporteuse.- Här President, ech wollt d'Madame Err entschëllegen, déi net aner Obligatiounen huet, mä déi einfach krank ass an net ka bei ons sinn. Dat kënnt vir am Liewen a selbstverständlech musse mer dat zur Kenntnis huelen.

#### (Interruption)

Merci villmoos.

Ech wëll och soen, dass ech hei net d'Berichterstatterin, d'Madame Err, wëll ersetzen. Ech wëll drop hiweisen, dass hire Rapport, dee se am Dezember gemaach huet, wierklech komplett war a virun allem, well jo och an deene leschte Wochen eng Petitioun circuléiert ass, wëll ech drop hiweisen, dass am Fong geholl d'Äntwerten op déi Reprochen, déi och an där Petitioun stinn, an deem ganz extensiven an exzellente Rapport vun der Madame Err bei der éischter Lecture infirméiert gi sinn.

Dee Bericht huet iwwregens och nach eng aner Qualitéit. E weist wéi eng wichteg Roll d'Madame Err bei der Gestatioun vun deem Projet hat. Si huet fir dës Gesetz vill an nach eppes méi gemaach. Si huet während deem ganze Joer 2005 vill Leit gesinn, mat hinne geschwat, Leit aus der Zivilgesellschaft. Si huet an der Kommissioun drop gehalen, dass all déi Avisen, déi mer während dem Joer 2005, an dat waren der ganz vill, kritt hunn, akribesch ënnersicht goufen. Si huet sech eigentlech och schonn ëm d'Exekutioun vum Gesetz gesuergt a si war ëmmer dofir, fir e Gesetz ze maachen, dat esou mënschlech wéi méiglech wär,

awer och op där anerer Säit en effikas Gesetz fir déi Asylpolitik, déi mer zu Lëtzebuerg maache sollen.

Ech wëll hir op jidde Fall, als President vun där Kommissioun, hei nach eng Kéier Merci soe fir déi Aarbecht, déi se gemaach huet an déi se och nach ëmmer amgaangen ass ze maachen.

Ech wëll awer och als President vun der zoustänneger Kommissioun d'Aarbecht vu menge Kollegen an der Kommissioun hei ervirsträichen. Sécher ware mer eis vun de Fraktiounen hier net an alle Punkten eens, dat wär jo och an esou engem komplizéierten a wichtige Sujet net méiglech gewiescht, mä ech mengen awer, dass mer eng gutt Zesummenaarbecht haten an dass mer probéiert hunn, een op deen aneren zuzegoen, an ze probéieren, dee Kompromëss erauszefannen, deen dee beschtméigleche wär, souwuel vun der Problematik vum Asyl wéi och vun der Problematik vun der Effikasitéit vun deem Gesetz.

#### (M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Mir wëssen, Här President, dass an dëser Matière, wou et ëm Mënsche geet, ëm hiert Schicksal an oft ëm hiert Liewen, jiddereen heibannen an dëser Chamber och säi Gewëssen huet. An zwëschen all de Sensibilitäte musse mer e Kompromëss fannen, deen d'Mënschlechkeet an d'Uerdnungspolitik esou wäit wéi méiglech zesummebréngt. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer dat mat dësem Projet fäerdeg bruecht hunn.

Mä, Här President, mir wëssen och, dass an esou enger Matière d'Welt vun haut op muer anescht ka ginn. Ech erënneren drun: An den 90er Joren ass de Westbalkan - also zwou bis dräi Avionsstonden ewech vu Lëtzebuerg - an eng fierchterlech Kris gestierzt. Dat huet zu Lëtzebuerg an an Europa kee virusgesinn. D'Mënsche sinn do zu honnerttausende geflücht, iwwerall an Europa an natierlech och op Lëtzebuerg.

Mir wëssen och haut, dass um Bord vum Mëttemier vill jonk Leit aus Afrika no Europa drécken, dass Europa hir eenzeg Hoffnung ass. Iwwerall do och nach an der Welt, wou Aarmut an Honger, Sträit a Krich, Duercherneen an Haass ass, gëtt et Leit, déi Recht op Asyl hunn; woubäi ech natierlech ënnersträichen, dass mer hei en Asylgesetz maachen, a keen Immigrationsgesetz.

D'Regierung huet jo och annoncéiert, dass se drop schafft, fir dat Gesetz vun 1972 eng Kéier op de Métier ze huelen. Ech huelen un, dass se och scho mat de Préparativen amgaangen ass. Mä dat muss een op jidde Fall ganz kloer hei soen: Dës Asylgesetz kann net d'Froe vun de weltwäite Migratiounen souwuel an Europa wéi soss anzewouch léisen. Et ass also e Gesetz, wat d'Recht op Asyl no der Genfer Konventioun vun 1950 soll assuréieren an d'Konditiounen dovunner moderniséieren.

Ech mengen, dass dës Gesetz wuel net onverännert déi nächst zéng Joer wäert iwwerdauern, sou wéi dat Gesetz vun 1996 bis haut 2006 gedauert huet. Ech mengen schonn, besonnesch déi europäesch Gesetzgebung, déi ass an engem permanente Wandel - mir transposéiere jo heimat eng Partie Direktiven. An d'Länner vun der Europäescher Union sinn interesséiert, a besonnesch och Lëtzebuerg ass drun interesséiert, dass mer déi Asylproblematik an der europäescher Perspektiv probéieren ze léisen. Natierlech dierf dat keng minimalistesch Perspektiv sinn. Dat muss eng Perspektiv sinn, déi Instrumenter schafft, déi souwuel d'Asylrecht assuréiert wéi och d'Effikasitéit vun der Manéier, wéi dat praktikéiert gëtt.

Ech mengen also, dës Gesetz - dat kënne mer elo scho soen - wäert musse evaluéiert ginn. Ech wollt duerfir och eng Motioun vir-

leeën, fir d'Regierung opzefuerderen, dass se an zwee Joer evaluéiert, wéi dat Gesetz sech bewährt huet, wéi déi verschidden Dispositiounen vun deem Gesetz sech ausgewierkt hunn, fir dann eventuell och op Grond vun deenen europäeschen Evolutiounen d'Lektouneen doraus ze zéien, an eventuell bei deem Gesetz eng Partie Ännerungen ze maachen, wann dat da sollt méiglech sinn.

#### Motion 1

La Chambre des Députés:

- *considérant que le projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection a comme objectif «d'une part, de pouvoir accorder plus rapidement une protection aux personnes qui en ont véritablement besoin, et d'autre part, de faire sortir plus rapidement de la procédure d'asile ceux dont les demandes sont, de façon évidente, abusives ou contraires aux instruments de protection internationale»;*

- *considérant les engagements européens pris au cours des dernières années par notre pays en matière d'asile;*

- *considérant la nécessité d'abroger la loi du 3 avril 1996 et de la remplacer par une nouvelle législation, mieux adaptée à la situation présente;*

- *considérant le large débat au sein de la Chambre comme de la société civile durant toute l'année 2005 sur le projet soumis par le Gouvernement après de nombreuses consultations avec les associations intéressées et l'intérêt grandissant de la société pour ce débat;*

- *considérant que le projet de loi relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection introduit des procédures nouvelles;*

- *considérant que le délai de neuf mois prévu par le projet de loi avant que le demandeur d'asile puisse obtenir une autorisation d'occupation temporaire ainsi que certaines modalités du dit accès au travail et à la formation, méritent une attention particulière;*

- *considérant que le fonctionnement d'un centre de rétention devra clairement se distinguer de celui d'une prison;*

invite le Gouvernement:

- *à se donner les moyens pour mettre en œuvre de la façon la plus efficace et la plus humaine la nouvelle loi, et*

- *à procéder à une évaluation de la loi au bout de deux années suivant sa mise en vigueur, tenant compte des évolutions européennes en matière d'harmonisation des politiques d'asile et d'immigration tout comme des enseignements tirés de la mise en œuvre de la loi.*

(s.) Ben Fayot, Marc Angel, Alex Bodry, Laurent Mosar, Jean-Pierre Klein.

Här President, ech wollt awer och der Regierung, a besonnesch den Härren Asselborn a Schmit an hire Fonctionnairen an hirem Ministère, fir hir Aarbecht am Zesummenhang mat dësem Gesetz Merci soen. Si hunn am Virfeld schonn eier d'Gesetz déposéiert ginn ass - wëll ech drun erënneren - vill nogelauschart, an d'Interventiounen vun der Zivilgesellschaft ganz eesch geholl. Si waren och bereet, mat der Kommissioun zesummen d'Gesetz ze verbesseren, Amendementer also mat op de Wee ze ginn, wat natierlech d'Prozedur an d'Längt gezunn huet zu engem Zäitpunkt, wou et offensichtlech war, dass mer eng méi schnell a méi effikass Prozedur bräichten.

D'Regierung huet sech zugläich och an deenen zwee éischte Jore

vun hirer Existenz nei Leit an nei Mëttele ginn, fir d'Dossiere vun den Demandeurs d'asile méi schnell ze behandelen, an esou ze verhënnere, dass Leit jorelaang an der Prozedur bleiwe musse, mat all deene mënschleche Problemer, déi dat mat sech bréngt an déi mer kennen.

Här President, zwëschen dem éischte Vote an dem zweeten ass um reng legislative Plang näischt geschitt, esou dass et net néideg war en zweete Rapport ze maachen. Ech well just awer ënnersträichen, dass mer den Délai téschent dem éischten an dem zweeten Vote an der zoustänneger Kommissioun vun der Aussen- an Immigrationspolitik, grad wéi an der Erziehungs- an Aarbechtkommissioun genotzt hunn, fir zwee Reglementer ze ënnersichen, déi d'Regierung erloos huet: Dat een betrëfft den Accueil vun den Asylsichenden, dat ass e Reglement vum Familljeministère, deen duerfir zoustänneg ass. An dat aner betrëfft den Accès zur Formation am Zesummenhang mam Artikel 14, fir dat den Educatiounsministère zesumme mam Aarbechtkommissioun zoustänneg ass.

Här President, eng Delegatioun vun der Kommissioun huet och eng Rees op Zürich gemaacht, fir do e Centre de rétention ze besichen, an eng Initiativ vun der Stad Zürich, fir Asylanten eng Beschäftegung ze offréieren; dat och op eng Initiativ vun der ASTI, déi sech doranner staark engagéiert huet. Eng weider Rees op Genève ass geplangt. Mir wëllen och als Deputéiert aus den Experienzen an de Feeler vun onsen Nopeschlänner léieren, fir hei zu Lëtzebuerg souwuel beim Centre de rétention wéi och bei dem Zougang zum Aarbechtkommissioun oder zu Travaux de proximité nei Weeër ze goen. D'Kommissioun beméit sech drëm, well se weess, dass déi zwee Punkten do kruzial fir den Erfolleg vum Gesetz sinn.

Här President, de Centre de rétention zum Beispill ass e ganz contestéierte Punkt. Mir musse wëssen, dass dee Centre de rétention kee Prisong soll sinn. E soll derzou déngen, Leit, déi elo am Prisong sinn, do erauszehuelen. D'Gesetz gesäit vir, dass Asylanten, déi déboutéiert ginn, kuerz eier se an hir Heemecht zrëckgefouert ginn - wann dat da méiglech ass - do ënnerbruecht ginn. Och sollen do Leit ënnerbruecht ginn, déi hir Identitéit verheemlechen, fir domat eng Asylprozedur onméiglech ze maachen. Datselwecht gëllt fir Leit, déi illegal an d'Land kommen.

Egal wat d'Grënn sinn, fir d'Leit do zrëckzehalen, soll dee Centre anstänneg an human Bedingunge mat engem anstännegen Encadrement während enger Zäit bidden. A fir erauszefannen, wat déi Konditiounen sinn, geet d'Kommissioun déi Visitë maachen, geet se Centre-de-rétentionë vergläichen, fir dann eben och hir Meenung der Regierung dozou ze soen.

En anere Punkt, deen och ganz vill contestéiert war, ass och d'Beschäftegung an d'Beruffsausbildung vun den Asylsichenden. Dës ass eng Neuerung am Gesetz. Si gëtt wuel kritiséiert, well se munche net wäit genuch geet. Mä et ass an Duerchbroch par rapport zu där heiteger, zu där vergaangener Situatioun.

Mir haten och, fir dat ofzeschléisen, leschte Méindeg op Wonsch vun onse Kollege vun der grénger Fraktioun eng Diskussioun iwwert d'Problematik vun de Pays d'origine sûrs. Dat sinn déi Länner, aus deenen am Prinzip keen Demandeur d'asile ka kommen, well se supposéiert sinn d'Mënscherechter grad ewéi déi demokratesch Rechter ze respektéieren. Dat si Länner, aus deenen no onsen Normen also keng politesch Verfollegt kënne kommen.

D'Lëtzebuurger Regierung wëllt keng esou eng Lëscht eleng op-

stellen - dat hate mer och an der Diskussioun an der Kommissioun -, grad esou wéineg wéi déi aner Länner vun der Europäescher Unioun. Duerfir gëtt probéiert, sou huet de Minister Schmit ons dat an der Kommissioun erkläert, eng europäesch Lëscht opzestellen. Dës misst eigentlech eng weltwäit Lëscht vu Länner sinn, déi deenen Normen entspreche, déi déi europäesch Länner verlaangen. A jiddferree versteet, dass dat eng schwiereg Aufgab ass. Anscheinend hunn och d'Justizministeren viru kuerzem decidéiert d'Virbereedung vun där Lëscht unzegoen. Et wär natierlech interessant, dass mer géife regelméisseg an courant gesat ginn iwwert de Progrès vun där Aarbecht.

Dat waren e puer Elementer, Här President, déi ech nach wollt zu deem Projet de loi hei soen. Als Vertrieeder vun der Madame Berichterstatterin Lydie Err, als Spriecher vu menger Fraktioun wëll ech soen, dass mer dese Projet wäerte stëmmen. Mir fannen, dass et e Projet ass, deen d'Asylrecht konsolidéiert, deen nei Statuter aféiert: Protection temporaire, Protection subsidiaire, Statut de tolérance, deen och eng Perspektiv an e Recht op Aarbecht gëtt, deen elo d'Prozeduren accélériert, an do duerch erlaabt, eng Partie Problemer aus der Welt ze schaffen. Ech mengen, dat sinn alles Avantagé vun dësem Projet, an duerfir wäert meng Fraktioun dese Projet och stëmmen. Ech soen lech Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Als éischte Riedner ass den Här Mosar ageschriwwen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

**M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, de Projet de loi, dee mer haut fir d'zweete sollen ofstëmmen, huet eng ganz laang Virgeschicht, op déi beim éischte Vote déi allermeeschte Riedner in extenso agange sinn, sou datt ech lech haut deen Exercice kann erspueen a mech a sech just wëll mat deenen Oppositionen formelles beschäftegen, déi zum Refus vun der Dispens vum zweete Vote constitutionnel vum Statsrot gefouert hunn.

Ech wëll awer och am Numm vun eiser Fraktioun nach eng Kéier der Madame Err Merci soe fir déi Aarbecht, déi si no der Adoptioun vum Rapport gemaach huet an där ganzer Diskussioun iwwert d'Asylrecht, an och vun dëser Plaz aus an eise Numm hir eng gutt Besserung wënschen.

De Statsrot huet am Wesentleche Problemer mat zwee Punkten an deem Projet de loi. Fir d'alleréisch mam Ofschafe vum duebelen Degré de juridiction an da mat der Ausdehnung op zwielef Méint vun der Dauer vun der Rétioun.

Zum duebelen Degré de juridiction wëll ech dat nach eng Kéier kuerz an Erënnerung ruffen, wat ech scho beim éischte Vote gemaach hunn, nämlech datt mer viru fënnef Joer, wéi déi zoustänneger Kommissioun sech géint déi deemools geplangten Ofschafung vum duebelen Degré de juridiction gewiert hat, awer im Nachhinein huet misse constatéieren, datt duerch deen duebelen Degré de juridiction et zu Situatiounen komm ass, wou Demandeurs d'asile heiansdo bis véier, fënnef Joer an enger Prozedur sinn. A mir hunn och dofir an der zoustänneger Kommissioun gemengt, et wär net gutt, wann ee géif bei deem Bäibehale vun deem duebelen Degré de juridiction bleiwen an et gëtt och dofir dräi ganz gutt Argumenter, déi ech hei nach eng Kéier wëll widderhuelen.

Dat éischt wesentlech Argument - an dat ass virdrun och schonn ugeklonge beim Kolleg Ben Fayot - ass natierlech d'Verkürzung vun den Délaien. Mir wëssen allegueren, datt eng Procédure d'appel



awer mol liicht ka bis zu engem Joer daueren. An ech sinn och net mat deenen averstanen, déi mengen, et kéint een hei eng Aart Procédure accélérée aféieren. Ech mengen, et kann een net hei fir ee Gebitt eng speziell Prozedur aféieren; dat wär net gutt. A mir verwiieren eis och géint d'Afféierung vun iergendwéi engem «Appel-raibais». Duerfir si mer och do carrément dergéint.

Et gëtt awer och nach en zweet wesentlecht Argument, an dat ass nämlech, dat an deenen allermeeschten europäesche Länner et am Asylrecht keen duebelen Degré de juridiction méi gëtt. An ech verweisen do nach eng Kéier op d'Beispill vu Frankräich, wat jo oft als d'Wéi vun de Mënscherechter considéiert gëtt. A Frankräich gëtt et en matière d'asile keen duebelen Degré de juridiction méi, wat dann och dozou gefouert huet, dat do déi allermeeschten Demandé schonn an engem Délai, dee kaum iwwer sechs Méint erausgeet, kënne bewältigt ginn. An dat ass jo eigentlech e Punkt, deen eis alleguerten um Mo läit.

En drëtt Argument, an dat ass vläicht dat allerwichtigst, wat ganz oft vergiess gëtt, ass, dat jo eigentlech déi Ofschaffung vun duebelen Degré de juridiction just bei deenen Demandé spillt, déi manifestement irrecevabel sinn. An ech wëll awer emol nach eng Kéier vläicht widerhuelen, a wat fir enge Fäll dat dat sech ofspillt. Do geet et fir d'alleréischte em déi Demandeurs d'asile, déi an engem aneren EU-Land schonn hir Demande ofgewise kritt hunn, dann awer och géllt et fir all déi, déi einfach refuséieren, mat den Autoritéiten zesummenzeschaffen. Et handelt sech also hei oft em Leit, déi einfach versichen iwwer e Wee vun der Asylprozedur kënne méiglechst laang an eisem Land ze bleiwen. An hei schéngt et eis, dat et trotzdeem an enger gewëssener Logik wär vun enger effizienter Asylpolitik, dat déi Demandé vun deene Leit wesentlech méi schnell kënne duerch d'Prozedur goen.

Ech wëll dann och nach eng Kéier drop insistéieren, dat, wat de Fong vun den Demanden ubetrëfft, et a sech jo nach en duebelen Degré de juridiction gëtt, och wann hei am Projet de loi eng Rei vun Aménagementen fonnt gi sinn.

Mir mengen also, dat et wierklech hei am Interesse vun den Demandeurs d'asile ass, dat hir Demandé méiglechst schnell kënne ofgewéckelt ginn, dat een op esou en duebelen Degré de juridiction verzicht, a mir fannen duerfir och nach wie vor, an och wann de Statsrot hei eis d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel refuséiert huet, dat mer do nach ëmmer richteg leie mat där Ofschaffung vun duebelen Degré de juridiction.

Wat elo deen zweete Volet ubetrëfft, wou de Statsrot Problemer huet, dee vun der Dauer vun der Réentionion op zwielef Méint, wëll ech och nach eng Kéier widerhuelen, dat a sech dat jo just an engem eenzege Fall spillt, nämlech deem, wann den Demandeur d'asile bewosst falsch Informatiounen gëtt oder iwwerhaupt refuséiert matzeschaffen.

An do menge mir awer ganz kloer, och als Fraktioun, dat et net akzeptabel ass, dat Leit, déi zum Beispill einfach refuséieren eng Identitéit noweisen, dann awer weider kéinte vun enger Prozedur profitéieren, déi jo forcément dann net kann esou schnell virgoen, well se do net matschaffen an dat déi Leit dann nach kéinten dovu profitéieren, fir eventuell dann eben no sechs Méint aus deem Centre de rétention fräigelooos ze ginn. Dat schéngt eis net ganz logesch ze sinn an duerfir bleiwe mir och der Meenung, dat déi Dauer vun där Réentionion vun zwielef Méint an deenen doten an nëmmen an deene Fäll weider berechtigt ass.

Här President, ech wëll nach eng Kéier betounen - an ech leien do op darselwechter Linn wéi mäi Kolleeg Ben Fayot -, dat de Centre de rétention kee Prisong soll sinn an dat mer och mussen an deem Centre de rétention virgesinn, dat déi Flüchtlingen, déi do ënnerbruecht ginn, deen néidege sozialen Encadrement musse kréien.

A mir wäeren och ganz frou, vum zoustännege Minister vläicht herno e puer Erklärungen ze kréien, wéi wäit dat mer mat deem Dossier vun deem Centre de rétention sinn, well mir och e bësselchen d'Angscht hunn, dass, wann dat Gesetz elo haut hei definitiv gestëmmt gëtt an a Kraaft trëtt, mir kee Centre de rétention hunn, wou mer dann eventuell déi Leit kënne ënnerbréngen, sou dat dat erëm dozou féiert, dat de Prisong weider wäert iwwerbelaascht ginn.

Ech wëll och soen, dat meng Fraktioun an ech ganz vill Verständnis hu fir déi Leit, déi déi Petitioun ënnerschriwwen hunn an dat mir och déi Suergen, déi déi Leit alleguerten versicht hunn ze vermëttelen, zu engem groussen Deel kënne deelen. Mir mengen allerdéngs och, dat dat heite Gesetz eng Rei vun Äntwerten op déi berechtigt Suerge vun deene Leit gëtt an duerfir si mer och méi wéi jee dovu iwwerzeegt, dat dat Gesetz hei an déi richteg Richtung geet.

Mir bleiwen also der Iwwerzeugung, dat den aktuelle Projet e gutt Gesetz ass, well en éischtens den Délai vun der Prozedur wesentlech verkierzt, well en zweetens eng legal Grondlag gëtt fir e Centre de rétention an domadder déi onakzeptabel Situatioun beendegt, dat am Moment all Demandeurs d'asile, déi iergendwéi géint e Gesetz verstoussen, an de Prisong gespaart ginn, wou se eigentlech net higeheieren an drëttsens awer och den Accès op den Aarbechtsmaart no néng Méint opmécht, och wa mir eis alleguerten bewosst sinn, dat bei där aktueller ugespaanter Situatioun am Aarbechtsmaart dat sécherlech fir déi allermannste Leit zu enger regelrechter Aarbecht wäert féieren.

Här President, schlussendlech wëlle mir och nach eng Kéier soen, dat mer déi Motioun, déi virdrun de Ben Fayot hei deponéiert huet, natierlech voll ënnerstëtzen. Mir sinn och der Meenung, dat et wichtig ass, dat een no zwee Joer e Bilan, eng Evaluatioun mécht iwert d'Exécutioun vun deem Gesetz. Duerfir wäerte mir och déi Motioun matdroen a matstëmmen.

Schlussendlech wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dat meng Fraktioun voll zu deemem Projet steet, well se dovun iwwerzeegt ass, dat et en équilibréierten an en zolitte Projet ass, dee sécherlech zu enger Verbesserung vun der Situatioun vun deene betraffene Leit wäert féieren. Ech soen lech Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

**M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech den 20. Dezember gesot hunn, dass ech vum Text net begeeschtert wär, da sinn ech haut op deem Dag nach ëmmer darselwechter Meenung. D'Meenung vun eiser Fraktioun huet sech net geännert. Firwat? Well déi Punkten, vun deenen deemools schonn de Statsrot gesot huet, dass et net an engem Rechtsstat kéint akzeptabel sinn déi Punkten duerchzeloossen, haut nach ëmmer déiselwecht Punkte sinn, déi dës Regierung an dës Majoritéit onbedéngt wëllen duerchboxen.

Eis Partei - an ech mengen, dat huet eis och den Här Mosar, wéi mer déi éischte Kéier driwwer diskutéiert haten, rappeléiert - ass dofir, fir dass an dëser Matière Accélérationen kommen. Mä Accélérationen dierfen net kommen op Käschte vun demokratesche

Rechtsprinzipien, juristesche Prinzipien, wéi déi vum Double degré de juridiction oder vun der Contestatioun vun enger Décisioun vun enger Regierung.

Erlaabt mer, Här President, dass ech ufänke mat der Procédure accélérée. Dat neit Gesetz gesäit vir am Punkt 5: «La décision du ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée n'est susceptible d'aucun recours.» Dat heescht, hei kann d'Exekutiv decidéieren, dass ee kee Recours judiciaire huet. Dat gëtt et a kengem anere Land.

Wann ech da gesot kréien: Ma dach, dat muss et iergendwou ginn! Hei ass e Knätschgummi, wou e Minister kann decidéieren, ob Argumenter, si lui semble, wann hie mengt, e mengt op jidde Fall, et kéint net stëmmen, dass et duergeet, dass ee kee Recours ka maachen. Dat ass a Contradictioun mat eise Grondprinzipien. Ech zitieren lech hei den Artikel vum Paragraph 2 vum Gesetz vum 7. November 1996: «Le recours au tribunal administratif prévu au présent article est admis même contre les décisions qualifiées par les lois ou règlements de définitives ou en dernier ressort.» Dat steet am Text. An hei gëtt gesot, hei gëtt emol kee Recours gemaach.

Ech zitieren lech den Avis vum Barreau, Här President: «Si l'accélération des procédures d'asile est dans l'intérêt de tous, tant des demandeurs d'asile qui seront fixés sur leur sort dans un délai rapproché que du droit d'asile lui-même qui retrouvera une efficacité qui faisait souvent défaut par le passé, elle ne doit cependant pas se faire au détriment des droits de la défense les plus élémentaires.»

Ech erfannen näischt hei, Här President. Op jidde Fall ass hei eng Méiglechkeet, dass d'Regierung kann unilatéralement eppes decidéieren, wou een emol kee Recours dergéint kéint maachen.

Duerfir proposéieren ech nees eng Kéier en Amendement, Här President, fir dass deem Artikel 5 gestrach gëtt. Deen ass och ënnerschriwwen nees vun Här Braz. Et sinn zwou Ënnerschrëften drop. Ech sinn iwwerzeegt, dass verschidde Juristen heibannen - wann ech esou ronderëm kucken: den Här Klein, den Här Mosar, den Här Santer, den Här Meyers, d'Madame Doerner, den Här Henckes...

**(Interruption)**

...an hannert mer eise President - op jidde Fall genuch Know-how a Versteesdemech hunn a vläicht dann déi dräi Ënnerschrëften nach wäerte bäifügen. Soss wäert ech awer nach Kollegee vun eiser Fraktioun, déi dat ënnerstëtzt hunn, froen.

**(Interruption)**

**Amendement 1**

*Supprimer le point (5) à l'article 20: «la décision du ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée n'est susceptible d'aucun recours.»*

(s.) Xavier Bettel, Anne Brasseur, Félix Braz, Henri Grethen, Jean Huss.

Här President, dann den Här Mosar, dee behaupt hei, a Frankräich kéint ee keen double Recours maachen! Här Mosar, ech weess net, wien lech dat gesot huet! Ech zitieren lech: «La Commission des recours des réfugiés CRR» genannt, dat heescht esou, et ass kee Code de la route, Här Mosar,...

**(Hilarité)**

...«La Commission des recours des réfugiés (CRR) est la juridiction administrative compétente en

France, pour examiner les recours formés contre les décisions prises par l'Office de protection des réfugiés et apatrides (OFPPA) portant sur les demandes d'asile.» Hei gëtt et selwer de CRR, deen den Appel géint d'Décisioun vum Office de protection... Dat ass dann, Här President, fir dem Här Mosar ze soen, dass dat den OFPPA dann ass. Deen een ass den OFPPA, an de CRR, dee mécht...

**(Interruption)**

De CRR, dat ass d'Commission des recours des réfugiés, Här President.

**(Interruption)**

Jo, mä et ass awer eng Rekursméiglechkeet, Här President! Den Här Mosar seet mir hei, et géif a Frankräich keng duebel, keen Degré d'appel an der Juridiction ginn.

**(Interruption)**

Ech erlabe mer hei just ze zitieren, wéi et am franséischen Text drasteet. Da kann een net hei einfach behaupten, dat wier net wouer!

**(Interruption et coups de cloche de la Présidence)**

**M. le Président.** - Här Bettel, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Santer?

**M. Xavier Bettel (DP).** - Selbstverständlech, Här President.

**M. Patrick Santer (CSV).** - Jo, Här Bettel, dee CRR, wie sëtzt dann do dran? Sinn dat da Riichten? Oder sinn dat Fonctionnairen?

**Une voix.** - Nëmme Fonctionnairen.

**M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech kréien hei d'Fro vum Här...

**M. Laurent Mosar (CSV).** - Dat seet den Här Bettel net hei.

**M. Xavier Bettel (DP).** - Ma ech kann lech et soen: Do sëtze Fonctionnairen dran...

**Une voix.** - Aaahhh!

**(Interruptions)**

**M. Xavier Bettel (DP).** - ...an et ass e Magistrat dran, an déi huelen zesummen eng Décisioun, mä do huet een d'Méiglechkeet awer, e Recours ze maachen. Hei geet et em de Prinzip, Här President! Ech mengen, déi verstinn et net op där Säit,...

**(Hilarité)**

...dass een hei - oder si wëllen et éischer net verstoen, Här President - eng Rekursméiglechkeet huet! Mir ass et egal, wien do sëtzt, Här President,...

**(Brouhaha général et hilarité)**

...mä Haaptsaach, Haaptsaach, Haaptsaach,...

**Une voix.** - Haaptsaach!

**(Hilarité)**

**M. Xavier Bettel (DP).** - ...et kann een eng Décisioun contestéieren! Dës riets Säit hei, Här President,...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

...ass op jidde Fall dergéint, dass ee ka géint eng Décisioun e Recours maachen. Hei ass et e Prinzip, fir de Recours kënne ze maachen, an hei si se jo net averstanen.

Ech zitieren nach eng Kéier, Här President, den Avis vum Barreau: «Le souci de rapidité ne peut toutefois légitimer la suppression des garanties de l'État de droit de manière aussi fondamentale» wéi dee vum Double degré de juridiction. Mir sinn averstanen, Här President. Hei am Land gëtt et Matièreen, wou et keen Double degré de juridiction gëtt. Dat ass fir d'Affären op der Justice de paix ënner engem

gewëssene Montant, wou gesot gëtt, dat ass «de faible importance». Dat steet souguer um Site vum Ministère de la Justice.

Ass dat hei «de faible importance», Här President? Ech fannen - a meng Fraktioun an déi Gréng och, déi dës Amendementen ënnerschriwwen hunn - net. Fir eis ass et eng wichteg Matière, an hei soll een nach ëmmer d'Méiglechkeet hunn, kënne en Appel ze maachen. Duerfir iwwerrechen ech lech och hei, Här President, déi ganz Amendementen, déi déi Article betreffen, wou den Double degré de juridiction suppriméiert ginn ass.

**Amendement 2**

*Remplacer à l'article 17 «les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel.»*

*Principalement par «contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai d'un mois à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.»*

(s.) Xavier Bettel, Anne Brasseur, Félix Braz, Henri Grethen, Jean Huss.

**Amendement 3**

*Remplacer à l'article 17 «les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel.»*

*Sinon subsidiairement par «contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai de cinq jours à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.»*

(s.) Xavier Bettel, Anne Brasseur, Félix Braz, Henri Grethen, Jean Huss.

**Amendement 4**

*Remplacer à l'article 20 (4) «les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel.»*

*Principalement par «contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai d'un mois à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.»*

(s.) Xavier Bettel, Anne Brasseur, Félix Braz, Henri Grethen, Jean Huss.

**Amendement 5**

*Remplacer à l'article 20 (4) «les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel.»*

*Sinon subsidiairement par «contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai de cinq jours à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire*



de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.»

(s.) Xavier Bettel, Anne Brasseur, Félix Braz, Henri Grethen, Jean Huss.

#### Amendement 6

Remplacer à l'article 23 (3) «les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel.»

Principalement par «contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai d'un mois à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.»

(s.) Xavier Bettel, Anne Brasseur, Félix Braz, Henri Grethen, Jean Huss.

#### Amendement 7

Remplacer à l'article 23 (3) «les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel.»

Sinon subsidiairement par «contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai de cinq jours à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.»

(s.) Xavier Bettel, Anne Brasseur, Félix Braz, Henri Grethen, Aly Jaerling.

A finalement, Här President, iwwert de Centre de rétention. Mir hunn et dës le départ gesot, dass de Centre de rétention néideg wär. Ech erënnere mech awer nach viru kuerzer Zäit, wou den Här Frieden hei op dëser Tribün souz, Här President, a gesot huet: Am Prisong ass kee Problem. An elo!

Ech si frou, dass d'Madame Colas, wat jo eng ganz kompetent Madame ass, elo déi „task force“ presidiéiert, fir déi Problemer am Prisong kënnen ze léisen. Wa keng Problemer do sinn, froen ech mech zwar nach ëmmer, firwat eng „task force“ fondéieren, wa jo keng do sinn? En huet heiansdo méi laang gebraucht, mä op jidde Fall gesäit hien et selwer an, dass d'Problemer musse geléist ginn. An ech si frou, dass hautdësdags mat där „task force“ d'Problemer am Prisong solle geléist ginn.

Et huet elo näischt direkt mam Sujet ze dinn, mä firwat mam Prisong? Well hautdësdags, ob een et wëllt oder net, an do wou et gebrannt huet, dat de Block war, wou d'Refugié sëtzen. E Refugié huet näischt verbrach, ausser vläicht Pabeieren net ze hunn oder déi eng oder déi aner Donnéeën net kënnen ze hunn. Ass dat normal, dass een dann an de Prisong agespaart gëtt? Neen, do soll een e Centre de rétention hunn.

D'DP huet ni gesot, dass de Centre de rétention sollt net gebaut ginn. D'DP seet, dass e Centre de rétention sollt gebaut ginn.

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Mir sinn derfir fir de Centre de rétention, an déi passen och do dran, mä net an de Prisong. A mir si frou, wann dee Centre de rétention gebaut gëtt.

De Problem ass awer, wann ech da gesot kréien, de Centre de rétention - dat war en Argument, dat ech vun der CSV gesot kritt hunn -, dat ass geduecht och fir déi Dealere am Park, déi d'Chambre du

Conseil ze séier lafe léisst. Da mécht et mer Ansgsch, Här President. Well da soen ech mer, wann d'Exekutiv dierf een asetzen, well se mengt, dass de Judiciaire ze large wär, mä da si mer nees an d'ärselwechter Hypothees wéi vir-drun. A wou hei awer op de Bänken eng Unanimitéit war, wou gesot ginn ass, d'Exekutiv an de Législaire hu sech net an de Judiciaire anzeméschen, do gëtt awer an deem heiten Text de Contraire gesot!

Hei dierf d'Exekutiv decidéieren: Mir setzen een an, an da kann ee selbstverständlech e Recours administratif maachen. Mä d'Chambre du Conseil vum Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg a vun Dikrech an d'Chambre du Conseil vun der Cour d'appel sinn déi, déi kompetent si fir Leit, déi eng Strofdot maachen, a soss keen. Et ass Gott sei Dank och geännert ginn, an déi Konditioun vum Trouble à l'ordre public, wat jo och e Knätschgummartikel war, ass geännert ginn.

Här President, zur Konklusioun. Den Här Fayot huet mer Freed gemaach, dass e gesot huet, den Text ass net perfekt, mir kéinte jo an zwee Joer nees eng Kéier e Bilan maachen. Ech erënnere mech, dass mer virun e bësse manner wéi zwee Joer den Text iwwert d'Partenariatsgesetz hei haten, wou mer gesot hunn, da kucke mer, wéi d'Repercussione sinn an da kucke mer et ze verbesseren. Ech waarden haut nach drop!

Ech hoffe just net, que ça tombera aux oubliettes. Appel un eis Regierung: Wa mir hei soen, mir wiere frou, wa mer an zwee Joer nach eng Kéier kéinte mat der Regierung iwwert den Text diskutéieren, da solle se et och maachen! Et geet net duer, hei eppes ze soen, an dann herno keng Suiten ze hunn.

Här President, zur Konklusioun. Wéi gesot, den Text huet eng gewësse Wichtigkeet, a mir sinn och averstanen, dass verschidden Accélératione kënnen kommen. Mä wann ech da gesot kréien, dass eng Prozedur véier oder fënnf Joer dauert weinst engem Double degré de juridiction, da muss ech awer laachen. Well dat ass d'Prozedur eier et op d'Gericht kënt, déi laang dauert, an net déi um Gericht.

A mat deenen Amendementer, déi mer deposéiert hunn, géif den Appel bannent engem Mount toiséiert sinn, bannent engem Mount! Dat gëtt et och an der Chambre du Conseil vun der Cour d'appel bei den Demandes en liberté provisoire, wou ee bannent zéng Deeg muss eng Décisioun hunn. Dat heescht, et kann een en Délai setzen, wou en Uerteel muss gesprach ginn. Dat geet.

Mä dës Regierung wëllt einfach net hei Dialogbereitschaft weisen, si wëllt och net d'Grondrechter a Prinzipien vun enger Justiz a vun engem Droit de recours respektéieren, an duerfir kann d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei deen heiten Text, esou wéi den 20. Dezember, net stëmmen a wäert sech beim Text enthalten. Ech soen lech Merci.

#### Plusieurs voix.- Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Här Bettel. Nächste Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

**M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den zweete Vote, dee mer haut müssen huelen iwwert dat Gesetz, dee kënt, wéi Der wësst, dohier, dass de Statsrot eis keng Dispens dovunner ginn huet. Dat heescht also, dass all déi Argumenter, déi virdu vum Här Mosar virgedroe gi sinn, nach laang net all Mënsch iwwerzeegt hunn. Si hunn de Statsrot net iwwerzeegt, si hunn de Barreau net iwwerzeegt, d'Affekoten, déi sech gemellt hunn,...

#### Une voix.- A mech och net!

**M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - ...si hunn heibanne ganz vill Leit net iwwerzeegt, si hunn d'Caritas net iwwerzeegt, si hunn d'ASTI net iwwerzeegt - et kéint een déi Lëscht laang weiderféiere vu Leit, déi dem Här Mosar seng Argumenter net iwwerzeegt hunn.

Et huet kee Wäert haut weider drop anzegoen. Mir widderhuelen alles dat, wat mer beim éischte Vote gesot hunn, haut net nach eng Kéier. D'Gesetz huet Qualitéiten, d'Gesetz huet e puer gravéierend Schwächen. Den Här Bettel huet duerch déi gemeinsam Amendementer, déi hie mat mir gemaach huet, dat och virdu heit am Detail nach eng Kéier widderholl. Ech wëll dat haut net maachen.

Wat mer awer wëlle maachen, dat ass, dass mer probéieren no vir ze kucken. Et läit eng Motioun vun der sozialistescher Fraktioun vir, déi mir och kënnen matdroen, déi seet, mir kucken an zwee Joer, wat d'Entwécklung waren a wéi mer d'Gesetz kënnen emännern. Ech halen dat fir eng gutt Initiativ, well d'Gesetz eiser Meenung no net esou gutt ass, dass een dësem Gesetz misst eng méi laang Haltwäertszäit ginn. Ech mengen och, dass d'LSAP, wa se seet, dass se bereet ass, an zwee Joer schonn e kritesche Bilan ze maachen, iergendwou och spiert, dass d'Gesetz wahrscheinlech net esou formidabel ass, dass et géing laang kënnen virgoen. Mä mir ënnerstëtzen déi dote Motioun, well mer dee Bilan fir noutwendeg halen.

Mir wëllen awer och no vir kucken op zwee Punkten, déi mat der Ëmsetzung vum Gesetz ze dinn hunn.

Dat Éischt ass, mir hunn - dorop ass och scho virdu reagiert ginn - eng Visite kënnen maachen zu Zürich, wou mer zwou Saachen eis ukucke waren: Mir waren eis engersäits e Centre de rétention ukucken, eng Struktur, déi mer hei zu Lëtzebuerg jo brauchen - doriwwer gëtt et jo e Konsens an der Chamber.

Allerdéngs muss ech soen, dass dee Centre de rétention, deen d'Kommissioun zu Zürich kucke war, alles anescht wéi iwwerzeegend war. De Centre de rétention vun Zürich ass eigentlech eppes wéi en Héichsicherheitsprisong. Dat ass bestëmmt net déi Infrastruktur, déi mir brauchen. Mir brauchen zu Lëtzebuerg eng Infrastruktur, déi ganz aner Modeller vu Kontroll muss kënnen zouloosen.

Zürich ass an där Bezéiung éischer en ofschréckend Beispill, an dofir si mer och frou, dass mer mat der Immigrationskommissioun wäerten d'Geleeënheet kréien, fir op Genève ze fueren, hire Centre de rétention eis unzekucken, och aus engem Grond eraus, wou mir gespaant sinn, wat d'Erklärung wäerte sinn op der Plaz.

Mir hunn nämlech festgestallt, op Grond vun enger Etüd, déi an der Schwäiz gemaach ginn ass, wou déi eenzel Kantone ënnerenaner vum federale Justizministère verglach gi sinn a se gekuckt hunn: Wéi bréngen déi eenzel Kantone et fäerdeg, Leit, déi müssen expulsiéiert sinn, wéi kréie se déi an deene leschten Deeg a Woche vun hirem Openthalt an der Schwäiz suivéiert?

Dobäi ass erauskomm, dass de Kanton Zürich, dee Kanton, dee mer scho besichtege waren, deen ass, dee mat der meeschter Réntioun fuere muss.

Ëmgedréint, op där anerer Säit vun där Skala ass Genf. Zu Genève brénge se et fäerdeg, eigentlech genausou vill Leit, déi en fin de droits sinn, aus dem Land ze ex-

pulséieren, mat vill, vill manner Openthalt an der Réntioun, mat vill manner Passage am Centre de rétention.

An et ass jo ëmmer dat, wat als Argument ugefouert gëtt. Et gëtt ëmmer gesot, wann déi Leit bis en fin de droits sinn, wa mer se dann net relativ laang an zolidd kontrolléiere respektiv aspären, dann ass d'Gefor immens grouss, dass se alleguerten an der Natur géinge verschwannen.

Genève ass à l'évidence e Beispill, wat weist, dass et net onbedéngt esou muss sinn. Déi bréngen et fäerdeg, eng Quot ze hu vun Expulsioun, déi absolut vergläichbar ass mat där vun Zürich, mat vill vill manner Réntioun, also mat engem Passage am Centre de rétention, dee vill méi kuerz ass. Déi hunn also eng aner Approche, an doriwwer wëlle mer eis gären op der Plaz informéieren, wéi déi net nëmmen hire Centre gebaut hunn, mä wéi se insgesamt déi lescht Deeg a Woche virun der Expulsioun d'Leit begleeden, well se zu ähnleche Resultater kommen, mat manner coercitive Moyenen.

Dat ass op jidde Fall en Déplacement wäert, an do ass jo dës Kéier den delegierte Minister och selwer mat dobäi. Dat fanne mer jo och gutt, dass mer eis dat kënnen zesammen ukucken, well do sinn eiser Meenung no e puer Saachen, déi mer kënnen ofkucken, fir et hei zu Lëtzebuerg éischer dann nom Genfer Modell ze maache wéi nom Zürecher Modell.

Mir waren awer och op Zürich nach eppes anescht kucken, an zwar ware mer op Zürich eis ukucken, wéi se mat de Leit, déi nach an der Prozedur dra sinn, déi nach net en fin de droits sinn, wéi se probéieren mat deene Leit op der Plaz ëmzegoen. An Zürich huet do fir d'Schwäiz, dat ass déi gréisste Schwäizer Stad, et ass also net iergendesou e klenge marginale Projet, et ass schonn déi gréisste Stad vun der Schwäiz, a si probéieren do déi Leit während hirer Prozedur och ze beschäftegen. Si hunn eng Partie esou Projeten am Beräich vun den Travaux d'utilité publique, den Travaux d'utilité générale - awer net nëmmen. Et sinn och Saachen dobäi, déi e Formationsdeel beinhalten, Leit, déi an der Restauratioun zum Deel beschäftegt ginn, an do sinn eiser Meenung no och fir Lëtzebuerg nach eng Partie Saachen ze léieren.

Mir hunn och bei der éischer Lecture vum Projet de loi doriwwer scho geschwat, an et war och do keng Géigemeenung am Sall, déi gemengt huet, et misst een dat fir Lëtzebuerg onméiglech maachen. Am Géigendeel, et ass gemengt ginn - an dat war och d'Appréciation vun deene Leit, déi op Zürich déi Visite maache gaange sinn, d'Madame Err kann haut, wéi gesot, leider net hei sinn, mä déi Leit, déi op der Plaz sech dat ukucke waren, déi hunn dat och fonnt -, dass déi Modeller wierklech interessant wäeren.

Mir hunn duerfir eng Motioun preparéiert, wou mer op déi relativ flott Resultater hiweisen, déi se domadder zu Zürich hunn, gläichzäiteg awer och rappelléieren, dass mer zu Lëtzebuerg eigentlech vum legale Standpunkt hier net direkt en adequate Kader elo schonn hätten, deen et géing méiglech maachen, Leit ze beschäftegen zu Rémunérationskonditiounen, déi natierlech net déi si vum normalen Aarbechtmarché. Dofir hu mer eng Motioun preparéiert, fir d'Regierung opzefuerderen, déi doten Zort Projeten, nenne mer se elo emol vum Zürecher Modell, och hei zu Lëtzebuerg méiglech ze maachen, a mir fuerderen duerfir d'Regierung op, fir deen dote Modell ze ënnerstëtzen.

Dat bedéngt och eventuell, dass een e Kader géing schafen, zumindest en administrative Kader, eng Pratique administrative géing schafen, déi et ebe méiglech mécht, och a vereenzelte Gemen-

gen am Land kënnen mat Projet-pilote-Charakter déi doten Experienze ze widderhuelen. Anerer, déi de Courage haten dat do ze probéieren, si gutt domat gefueh.

Si hunn och Akzeptanz geschafen. Net nëmmen, dass deene Leit selwer eng Beschäftegung gi gëtt, déi och ganz, ganz liicht nëmmen rémunériert gëtt, mä si schafen och Akzeptanz fir Leit, déi an der Procédure d'asile sinn, wann déi Leit, déi Leit bei sech ophuelen, gesinn, dass och e Retour do ass fir dee Solidaritéits-effort, dee geleescht gëtt, dass och dofir iergendwou e klenge Retour vun där anerer Säit kann entgéintkommen.

Dofir wäere mer frou, wann d'Regierung bereet wär, op deen dote Wee matzegoen.

#### Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi 5437 relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection;

- considérant l'expérience de la ville de Zurich en Suisse qui organise l'accès de demandeurs de protection internationale à des activités rémunérées;

- considérant qu'une délégation de la Chambre des Députés a pu se rendre sur place pour analyser les projets zurichois;

- considérant que le projet de loi 5437 relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection ne prévoit pas explicitement ces formes d'activités rémunérées;

- considérant que le droit du travail luxembourgeois ne prévoit pas explicitement ces formes d'activités rémunérées;

- considérant toutefois que l'exemple de la ville de Zurich présente des aspects dignes d'intérêt;

invite le Gouvernement

- à promouvoir la réalisation de projets-pilotes organisant l'accès de demandeurs de protection internationale à des activités rémunérées.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Xavier Bettel, Paul Helming, Viviane Loschetter.

Déi zweet Motioun betrëfft elo d'Règlements grand-ducaux, déi mer gemaach hunn. Et war vun der Regierung versprach ginn, dass se géinge virleien. Et war scho virum éischte Vote probéiert ginn; dat huet net geklappt. Et ass awer probéiert ginn, dat huet geklappt, dass zumindest d'Projets de règlements grand-ducaux géinge virleien, ier den zweete Vote géing geholl ginn. Och doriwwer hu mer an der Kommissioun scho geschwat. Do ass munches dozou ze soen. Och déi sinn, wann ech eng Aschtzung wëll maachen, besser wéi déi, déi mer haten, ouni awer dofir perfekt ze ginn.

Notamment ass do ee Punkt, deen eis ganz staark stéiert an deen ass an deem Projet de règlement grand-ducal, dee sech mat der Formatioun beschäftegt, also d'Applikatioun vum Artikel 14 (9) vum Projet de loi iwwert d'Procédure d'asile, deen notamment seet, dass, wann eng Demande definitiv rejetéiert ass, dann de plein droit ipso facto de Contrat d'apprentissage och hifälleg gëtt. Dat fanne mir falsch. Mir hunn déi Leit net mat där leschter Décisioun iwwert d'Grenz gesat, do vergeet oft nach eng relativ laang Zäit, aus enger Rei vu Grënn, bis déi Leit kënnen expulsiéiert ginn.

Dofir fanne mir déi Formulatioun, déi elo am Projet de règlement grand-ducal drasteet, ze haart. Déi Formulatioun entsprécht net der Realitéit. Wa mer schonn op de Wee ginn, fir Formatiounen unzebidden, Contrats d'apprentissage unzebidden, da well mer dat jo fir eng positiv Saach halen, déi am Intérêt ass vun de Leit, wéi hei sinn, an och, firwat net, schlussendlech och an eisem Intérêt ka sinn, wä-



rend dem Passage vun deene Leit hei zu Lëtzebuerg. An eng Formulatioun am Règlement grand-ducal ze iwwerhuelen, déi einfach seet, mat der leschter Décisioun vun engem Geriicht ass deeselwechten Dag, deen Dag drop moies um aacht Auer de Contrat d'apprentissage eriwwer, dat leeft laanscht d'Realitéit.

D'Realitéit ass déi, datt déi Leit sech zum Deel nach zwee Joer, vläicht souguer dräi Joer zu Lëtzebuerg ophale kënnen. Dofir wär et onbedéngt wünschenswäert, wann am Projet de règlement grand-ducal op deem dote Punkt eng Nuancéierung géng drakommen, déi et och erlaabt, iwwert d'Schlussdécisioun eraus, en fonction vun der reeller Openhaltisdauer, déi herno nach zu Lëtzebuerg stattfënnt, de Leit et ze erméiglechen déi Formatioun, déi se ugefaangen hunn, zumindest fäerdeg ze maachen. Do wäerte mer soss op eng ganz Partie Fäll falen, déi absurd sinn, wou mer Leit ënner Ëmstänn zwee Méint virun dem Fäerdegstelle vun hirem Contrat d'apprentissage expulséieren.

Mir wëssen, dass den Text eng Pratique administrative net vollstänneg kann dirigéieren, dat wësse mer. Mir wëllen och net d'Ënnerstellung maachen, dass d'Administratioun mat schlechtem Wëllen deesen Text géng applizéieren. Déi Ënnerstellung wëlle mer net maachen, mä wa mer et souwisou esou verstinn allegueren, da solle mer och am Text eng Ouverture maachen, déi dat do zumindest zouléisst, well dann hutt Der weinstens eng Base légale fir dat dann ze maachen, wat Der jo der Ausso no bereet sidd ze maachen.

Dofir hu mir och an deem dote Sënn eng Motioun preparéiert, wou mer d'Regierung opfuere, den Artikel 5 vum Projet de règlement grand-ducal an deem Sënn ze änneren, dass e weinstens eng Appréciatioun méiglech léisst an dass et net esou ass, wéi et elo am Projet de règlement steet, wou et kloer wär, wann ee wëllt op enger legaler Basis bleiwen, dass ee misst deeselwechten Dag soen: Dat ass d'Décisioun vum Geriicht, domat ass d'Contrat d'apprentissage eriwwer. Dat mécht kee Sënn. Dat leeft laanscht d'Realitéit a mir wäere frou, wann déi Motioun och kéint ugeholl ginn.

### Motion 3

*La Chambre des Députés,*

*- considérant l'article 14 (9) du projet de loi 5437 relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection et le projet de règlement grand-ducal concernant la formation pour les demandeurs de protection internationale afférent;*

*- considérant que l'article 5 du projet de règlement grand-ducal prévoit que le contrat d'apprentissage du demandeur prend fin de plein droit lorsque la demande de protection internationale a été définitivement rejetée;*

*- considérant qu'en conséquence le contrat d'apprentissage ne pourra pas être étendu sur la période où la mesure d'éloignement n'a pas encore été exécutée;*

*- considérant que cette disposition est directement contraire aux buts poursuivis par les contrats d'apprentissage;*

*invite le Gouvernement*

*- à modifier l'article 5 du projet de règlement grand-ducal en ce sens que le contrat d'apprentissage pourra au moins être étendu sur la période où la mesure d'éloignement n'a pas encore été exécutée après le rejet définitif de la demande de protection internationale.*

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Xavier Bettel, Paul Helminger, Viviane Loschetter.

Mat dese Remarquen, Här President, brénge mer natierlech als gréng Fraktioun nach eng Kéier eis Désapprobatioun zu deem Text,

deem, wéi gesot, op e puer wesentleche prinzipielle Froen eiser Meenung no einfach falsch läit. Mir wäerten domadder och nach eng Kéier, wéi scho virun dräi Méint, bei deem Text mat Nee stëmmen.

**■ Une voix.** - Très bien.

**■ M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes.

**■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll zuéisch der Madame Rapporteuse vun deem Projet och eng gutt Besserung wënschen an dem Här Fayot Merci soe fir déi Explikatiounen, déi hien hei ginn huet, nottamment, wat déi zwee Règlements grand-ducaux ugeet. Ech mengen, et war wichteg, datt mer hei en zweete Vote huelen.

An ech wollt direkt soen, datt mir als ADR mat deenen zwee Texter, sou wéi se formuléiert gi sinn, kënnen d'accord sinn. Et ass kloer, datt natierlech déi Indemnité d'apprentissage, déi bezuelt gëtt, datt do vläicht nach misst am Règlement prezisiéiert ginn, wéi laang déi ausbezuelt gëtt - déi muss jo un d'Leit ausbezuelt ginn -, ob déi kompenséiert gëtt mat den Avoirs, déi en zegutt huet, mat de Bongen oder sou. Do misst vläicht nach eng kleng Präzisioun mat drakommen.

**(M. Jos Scheuer prend la Présidence)**

Dat gesot, Här President, Dir Damen an Dir Hären, et ass kloer, datt mer eng Noutwendegkeet haten, fir déi Asylprozedur ze reforméieren. Duerfir hat ech och eng Proposition de loi eraginn. An déi Noutwendegkeet, fir ze reforméieren, huet sech aus der Evolusioun vun den Zuele vun den Demandeurs d'asile bemierkbar gemaach: Am Joer 2000 hate mer 621 Demandes d'asile; am Joer 2003 ass et erop gaangen op 1.540; 2004 waren et 1.577. Do huet ee scho gesinn, datt, well an allen aneren europäesche Länner d'Asylprozedur verkierzt gi sinn, do ganz vill Demandeurs d'asile, déi a Wierklechkeet Immigrante waren, dunn op Lëtzebuerg komm sinn, well se wossten, datt hei d'Prozeduren an der Moyenne véier, fënnef a souguer bis siwe Joer konnten daueren.

De Fait, datt een d'Prozedur verkierzt, ass jo net eppes, wat an Défavor ass vun dem Demandeur d'asile. Et ass a senger Faveur, an duerfir huet zum Beispill den UNHCR, den Haut Commissariat aux réfugiés, d'ailleurs ganz oft hei bei deser Chamber intervenéiert, ...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

... fir datt ee soll d'Prozedur verkierzen.

An datt deem „Asylum Shopping“, dat Negatiivt, wat op eng Kéier sech erginn hat, wou mer justement déi Leit ugezunn hunn, déi keng richteg Asylante waren, déi net politesch verfollegt woren, datt dat Gesetz, wat mer elo amgaange sinn an zweeter Lecture ze stëmmen, datt dat schonn e positiven Effet kritt huet. Dat gesäit een dorunner, datt, wann am Joer 2004 d'Demandeurs d'asile nach bei 1.577 woren, elo fir 2005 d'Zuel op 799 schonn zrëckgaangen ass; dat heescht ëm bal d'Halschent, well déi Leit wëssen, datt se elo déi Délaien, déi se sech konnten eraushalen net méi gi sinn an datt dat net méi funktionnéiert.

Eleng aus engem Land, wou mer dat kënnen illustréieren, dat ass den Nigeria, do gesäit een, datt vun engem Joer zum aneren d'Demande vun 330 op 45 erfogaange sinn. Et wor also noutwendeg, fir eppes ze maachen. Duerfir hat ech jo och eng Proposition de loi gemaach, déi sech zu engem gudden Deel op de franséschen Text baséiert huet, wou gesot ginn ass,

datt déi Phase administrative ganz kuerz ass, dat ass aacht Deeg Maximum, just Zäit, fir ze kucken, ob net een Demandeur d'asile eng Demande an engem anere Land gemaach huet an ob e mat den Autoritéite kollaboréiert.

Da koom déi Décisioun administrative. A géint déi war eng Recoursméiglechkeet virgesinn, awer eng administrativ Prozedur, wou da gekuckt ginn ass, fir déi Demande d'asile ze analyséieren. Dat ass en fait bei ons an der administrativer Prozedur elo scho mat beinhalten.

Da gëtt et am Frankräich awer nuren eng eenzeg Appelméiglechkeet: Dat ass viru Geriichter. Dat ass nuren ee Recours. Also, virun den Tribunaux administratifs gëtt et just nëmmen ee Recours. Duerfir wonneren ech mech, wann elo op eng Kéier déi Iddi do, wou ech vu Säite vun der DP schwéier Kritik kritt hunn, wéi ech domadder komm si viru e puer Méint, datt déi elo als ideal dohinner gesat gëtt. Ech sinn awer frou ze gesinn, datt déi Proposition awer nach op der Säit vun der DP Zoustëmmung kritt.

**■ M. Henri Grethen (DP).** - Här Henckes, genéisst de Moment, well soss passéiert dat net oft.

**■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Voilà! Gesitt Der, ech sinn ëmmer frou, wann een nodréiglech Luef kritt.

**(Interruptions diverses et hilarité)**

**■ Une voix.** - Dir hat nach gutt Recht, Här Henckes.

**(Interruption et coups de cloche de la Présidence)**

**■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Dann ass et esou, datt ee muss d'Prozedur verkierzen. Dat ass eng ganz grous Evidenz. D'Méiglechkeet, déi hei elo virgesinn ass, déi differenzéiert sech par rapport zu menger Proposition de loi doranner, datt ech nach d'Délais d'appel allegueren, d'Cour d'appel iwwerall eliminéiert hat, mä datt ech awer d'Zuel vun de Mémoires zrëckbehalen hat, déi initialement virgesi war.

D'Regierung geet elo hin, si huet proposéiert fir de Recours bei der Cour administrative a verschiddene Fäll ze erméiglechen. Mä si huet awer d'Zuel vun de Mémoires verkierzt, sou datt ënnert dem Schlusstréch, wann een d'Bilanz zitt, eng Differenz vu knapp dräi Wochen tëschent menger Proposition de loi an där vun der Regierung stécht. Duerfir si mer och mat deem Projet de loi d'accord op deem Gebitt, wou et heescht d'Prozeduren ze verkierzen, wat absolut am Intérêt vun de Leit ass.

Deen zweeten Deel, dee muss eliminéiert ginn, dat sinn déi, déi manifestement en Abus maache vun den Demandes de droit d'asile, déi an zwee, dräi oder méi Länner eng Demande maachen. Et ass dach kloer, datt een net kann a verschiddene Länner Demandé maachen. Déi Demandé mussen irrecevabel erkläert ginn, an déi kënnen géint kee Geriicht méi kloer, sauf an deem Land, wou se als éischt seng Demande gemaach huet. Do gëtt dann déi Demande nach instruéiert.

Et ass och wichteg, datt mer reagieren op déi Invasioun vun de falschen Demandeurs d'asile, well dat am Intérêt ass vun deenen Demandeurs d'asile, déi wierklech politesch verfollegt sinn. Mir hate virduer déi Debatt iwwert déi tierkesch Persoun, déi Kurdin, déi an hirem Land héchstwahrscheinlech verfollegt gëtt, déi schwéier Sanktiounen riskéiert. Duerfir ass et wichteg, datt een deene Leit d'Méiglechkeet gëtt, fir sech hei ze verteidigen, fir sech hei ze schützen.

Dat ass och dat, wat d'est Gesetz elo virgesäit, mä op jiddfer Fall muss een d'bedenken, datt wann een d'Dieren wäit op opléist, och fir déi Leit, déi Abus vun der Demande d'asile maachen, dann huet dat e Käschtel, deen enorm ass, wou ech leider ëmmer versicht hunn, fir erauszefannen iwwert de Budget, wat et géng kaschten. Mä vu datt dee Käschtel total verdeelt ass iwwer eng etlech Ministèren, ass dat mer bis elo net méiglech gewiescht. Mä et schätzt een awer, datt et bis zu 50 Milliounen Euro d'Joer kéinte sinn. Duerfir ass et och wichteg, datt een déi Suen, déi een als Stat wëllt zur Verfügung stelle fir d'Demandeurs d'asile, datt een déi fir déi zur Verfügung stellt, déi et wierklech néideg hunn. Dat wëlle mer och vun deser Säit aus begréissen.

Dann ass et och kloer, datt mer gesinn hunn, datt mer e gudden Deel vun deenen Demandeurs d'asile aus verschiddene Länner herno an de Condamnatiounen um Pénal weinst Trafic de drogues an aner Delikter ermfonnt hunn. An do gesäit een dann och, wou d'Problematik stécht. Dat heescht, wa mer falsch Demandeurs d'asile hunn, déi hei d'Prozedur abuséieren, déi herno an onse Prisonge landen, da kréie mer en zweete Problem: éischters, eng Iwwerbevölkerung an onse Prisongen; an zweetens, datt déi Leit, wa se condamnéiert sinn, ganz oft net ausgewise kënnen ginn. Do hu mer also d'Noutwendegkeet fir se, wa se hir Strof ofgesat hunn, dann aus dem Prisong erauszehuelen an an de Centre de rétention ze setzen, ier se kënnen an hiert Heemechtsland zrëckgefouert ginn. Dat ass op jiddfer Fall eppes, wat néideg ass, wat och verständlech ass, a wou et absolut richteg ass, datt mer e Centre de rétention virgesinn.

Dat Eenzegt, wat ech vun der Regierung wëll wëssen, dat ass: Wou kënnst dee Centre de rétention hin? A wéini soll e kommen? Dat ass eng Fro, déi natierlech berechtigt ass, wann een e Projet de loi, e Gesetz soll stëmmen, wou déi Problematik hei ukléngt, wou e Centre de rétention virgesinn ass. Mä ech weess awer net, datt de Bautemister elo schonn e Projet de loi déposéiert hätt, fir dat dote virzegesinn. Et ass also wichteg, datt, wann ee wëllt deem Gesetz seng voll Bedeutung ginn, een deem Ablack och weess, wéini dee Centre de rétention wäert gebaut ginn a wouhin e kënnst.

En anere Punkt, dee wichteg ass, dat sinn d'Accords de réadmission. Mir hu gesinn, datt déi viregt Regierung eng etlech Accords de réadmission schonn erabruecht hat. Ech hunn héieren, datt des Regierung och en Accord de réadmission amgaange wier ze négociéieren mat dem Nigeria, nottamment mat verschiddene anere Länner. Och do wier ech relativ interesséiert, fir gewuer ze ginn, wéi wäit mer an deene Prozeduren do sinn.

Ofschléissend, Här President, wëll ech soen, datt ee muss wëssen, wat ee wëllt. Entweder wëllt een d'Prozedur verkierzen oder net. Entweder wëllt een den Abus an Enn setzen oder net. Mir mengen, datt d'est Gesetz e gutt Gesetz wier an dofir wäerte mer och onsen éischte Vote bekräftegen, andeem mer och des Kéier d'Gesetz wäerte stëmmen.

Wat d'Motioun ugeet vun de Majoritéitsparteien, si mer bien entendu och bereet, déi mat ze droen, well et wichteg ass, datt mer eventuell eng Revisioun vun der Asylprozedur duerchhuelen, deen Ablack, wou déi Direktiven, déi an Négociatioun sinn, hei an ons Gesetzgebung missten afléissen.

**■ M. le Président.** - Här Henckes, erlaabt Dir eng Fro vum Här Braz?

**■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Jo.

**■ M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Ech hunn dem Här Henckes natierlech opmierksam nogelauschert an ech deele jo seng Aschätzung op deem Punkt praktesch ni, mä wann hie seet, et muss ee wëssen, wat ee wëll, do wollt ech hien da just froen, wéi e sech dann erkläert - ech huele jo un, dass Dir da selwer zu där Maxim stitt -, firwat dass en an der Kommissioun bei deem Text mat Nee gestëmmt huet an herno am Plenum mat jo? Sou vill zum Thema: Et muss ee wëssen, wat ee wëllt.

**■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech mengen, de Grond dofir ass, datt mir verlaangt haten, datt mer déi Règlement-grand-ducalë sollten zur Verfügung gestellt kréie virun dem Vote. Dat war net de Fall.

**(Interruptions et hilarité)**

**■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Dat war d'Explication de vote, déi mer ginn haten.

**(Interruptions)**

**■ M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling huet nach d'Wuert gefrot. Här Jaerling.

**■ M. Aly Jaerling (ADR).** - Merci, Här President.

Wann den Här Henckes elo grad deen éischte Vote confirméiert huet, dann huet hien en awer nëmme vu véier Leit confirméiert, well ech beim éischte Vote scho kloer gesot hat, dass ech dat Gesetz do net géif stëmmen an dass hei per Procuratioun fir mech gestëmmt ginn ass, ouni dass ech domat d'accord war.

**■ Plusieurs voix.** - Oooohhhhh!

**■ M. Aly Jaerling (ADR).** - Dat emol zum éischte Vote.

An ech deelen awer komplett dem Här Bettel...

**■ Une voix.** - Dat do ass eng Provokatioun!

**(Interruptions et brouhaha général)**

**■ M. le Président.** - Loosst den Här Jaerling schwätzen, wann ech gelift.

**■ M. Aly Jaerling (ADR).** - ...seng Meenung iwwert d'Violatioun vun de Rechtsprinzipien. Ech mengen, dat ass een elementare Punkt, wou ee kloer ka soen, dass een domadder net kann d'accord sinn.

Eppes, wat awer hei ni zur Diskussioun stoung a wat och ni oder scho laang net an d'Diskussioun geworf gëtt, dat ass den Accord vun Dublin. Ech maache mer e bësse Gedanken doriwwer. Mir hunn en Accord vun Dublin, duerch dee mer theoretesch könnte soen, hei am Land bräichte mer iwwerhaupt net eng Demande d'asile unzehuele vu Leit, déi net iwwert de Findel hei an d'Land komm sinn; datt ass mol kloer, do gëtt et en Accord.

A mir bréngen et einfach net fäerdeg, iwwert deem Accord ze kucken emol Problemer ze léisen. Well jiddereen, deen hei eng Demande d'asile mécht, muss jo seng Identitéit, säin Numm uginn, an do gesinn ech net, woufir mer do esou vill Problemer hunn, dass all déi Leit an déi Prozeduren do erakommen. Dat ass déi eng Saach.

Déi aner Saach ass: Mir hunn och mat deem Gesetz hei de Problem net geléist vun de Réckféierungen, well och wa mer Leit déboutéiere vun enger Demande d'asile, dann hu mer se och nach laang net dohinner zrëck, wou se sollen hikommen. Dat heescht, si bleiwen hei, well mer hir Identitéit praktesch net kennen, well se falsch Nimm uginn an dann hu mer de Problem net geléist.

Mä, wat mech awer elo hei nach eng Kéier bestätegt, fir Neen ze soen - an nach méi bestätegt, fir



Neen ze soen -, dat ass dat, wat mer de leschte Méindeg hei gewuer gi sinn, nämlech d'Ausféierungsbestimmungen zu deem Gesetz. Dat sinn déi Reglementer, wou dann am Beräich vun der Education - wat den Här Braz scho gesot huet - engersäits do einfach déi Leit ofgeschobe ginn, an dann anerersäits, wou mer dann hei bestätegt kritt hunn, dass do och nach d'Léierjongen, wa se eng Léier ufänken - deux poids deux mesures -, déi eng kréien eng Léierentschiedegung an déi aner kréie keng.

An dat ka jo net sinn. Mir kënnen awer net higoen, wa Leit an enger Prozedur sinn, dass mer da soen, déi, déi hei wunnen, dat si Léierjongen, déi kréien eng Entschiedegung, an déi aner, well se an enger Procédure d'asile sinn, déi kréie keng Léierentschiedegung.

Här Schmit, Dir braucht net de Kapp ze rëselen, dat hutt Dir hei bestätegt. Ech hunn lech d'Fro gestallt. Also, Dir kënt mer dat jo herno dann erklären, well ech si jo net där ganz Schlauer een, gell?

#### (Hilarité)

Mä op jidde Fall, ech soen lech just dat, wat Dir hei gesot hutt. An dofir soen ech och, wéinst all deenen Ursaachen, déi ech elo hei opgezelt hunn, kann ech dat Gesetz do beim beschte Wëllen net stëmmen.

**M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Nicolas Schmit.

**M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Merci, Här Président.

Mir sinn ons all eens, et geet hei ëm e wichtegt Gesetz. Et geet ëm e Gesetz, wat iwwer Mënschen handelt an iwwer Mënschen handelt, déi an onser Gesellschaft doudsécher net zu deene Privilegierte gehéieren. Iwwer Mënschen handelt, déi, fir eng grouss Zuel vun hinnen, schwéier Epreuve matgemaach hunn. An duerfir muss ech och soen - an ech sinn och völeg mam Här Mosar d'accord -, datt déi Resolutioun, déi lech, dem Parlament, ënnerbreit gouf, och eng gewësse Sympathie vu mir huet, well dat weist, datt et an onser Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg e Gefill vu Solidaritéit mat deene Leit gëtt, déi effektiv viles an hirem Liewen hu missen duerchmaachen.

Solidaritéit mat deenen, déi viles hu missen duerchmaachen, Solidaritéit mat deenen, déi fundamentaalt Recht op Asyl verdéngt hunn. A mir kënnen net iwwer Asyl diskutieren ouni d'Aen opzemaachen an ze kucken, datt d'Situatioun e bësse méi komplizéiert ass, wéi dat heiansdo duergestallt gëtt.

Mir hunn e Gesetz gemaach, wat fir d'éischt d'Rechter vum Demandeur d'asile konsolidéiert an, ech soen, éischer verbessert. Dat ass dat, wat hei an deem Gesetz drasteet, an net nëmme ënner aneem - fir net op alles erëm zrëckzkommen - d'Recht op Aarbecht. Jo, dat ass e Recht. All Lëtzebuurger huet net en absolut Recht op Aarbecht, mä zumindest e Recht, fir dierfe schaffen ze goen, wat bis elo fir déi Kategorie vu Leit net gollt huet.

Recht op eng Formatioun, Här Jaerling. Et ass ganz sécher, datt all d'Demandeurs d'asile ënnert deene Konditiounen, déi virgesi sinn, an eng Formatioun professionnelle kënnen opgeholl ginn ënnert deene Konditiounen wéi all aner Lëtzebuurger oder Résident hei zu Lëtzebuerg.

Nun ass et esou, datt och net all Résident hei zu Lëtzebuerg automatesch eng Plaz fënn, fir an esou eng Formatioun ze kommen. Mä ech mengen, déi Reglementer, déi Dir jo a Fro gestallt hutt, déi weise ganz kloer, datt mer d'Rechter vun den Demandeurs d'asile op deene Pläng op jidde Fall verbessert hunn.

Ech kënn mech och d'accord erklären, fir an d'Richtung vun engem Zürcher Modell ze goen, well et schwiereg wäert sinn, fir all deene Leit, déi an d'Situatioun kommen, eng Aarbechtsplaz oder eng Formatioun ze ginn, a fir ze probéieren, déi Leit op eng digne Aart a Weis ze beschäftegen, an hinnen och d'Méiglechkeet ze ginn, fir iwwert déi Indemnitéit, déi se souwisou kréien - an dat ass d'Antwort op dem Här Jaerling seng Fro, deen elo net nolauschtert -, eng gewësse Verbesserung ze schafen.

Mir konnt awer op deenen zwee wesentleche Punkten net mam Conseil d'État d'accord sinn. An ech sinn e bësse verwonnert iwwert déi ganz Développementer iwwert den zweeten Degré de recours, sou wéi wann emol éischters all déi Länner, déi déi zweet Recoursméiglechkeet net hunn, keng Rechtsstate méi wieren.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ouni elo wëllen hei an e Cours de droit administratif comparé ze verfallen, wëll ech awer hei rappelléieren, datt et an Holland eng Procédure accélérée gëtt - agefouert vun der liberaler Ministesch, menger gudder Frëndin d'Madame Verdonk -, déi 48 Stonnen dauert - net zwee Méint, wéi dat hei zu Lëtzebuerg de Fall ass - an déi een Degré de recours nëmme kennt.

#### (Interruption)

Neen. Déi een Degré de recours nëmme kennt...

#### (Interruptions et hilarité)

... an de surcroît, déi virgesäit, datt den Demandeur, deen an där Procédure accélérée ass, bannen enger Woch d'Land muss verloossen.

#### Une voix.

Schrecklech.

**M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Dat ass also eng Situatioun, déi et an engem anere Rechtsstat hei an Europa gëtt. Mä ech halen net domat op.

Déi viert däitsch Regierung huet fir eng Procédure accélérée - ech schwätzen ëmmer vun de Procédures accélérées - e System agefouert, wou ee bannen enger Woch muss e Recours maache virun engem Bundesverwaltungsgericht, een Degré, an deen ass net suspensiv. Deen ass net suspensiv, dat heescht, theoretisch kéint ee während där Woch schonn ausgeweise sinn, wann een de Recours géint déi Procédure accélérée ënnern huet.

#### (Interruption)

Dat war eng gréng-rout Regierung, ech muss dat hei och zouginn. Dat ass also och fir ons Frënn.

**M. Henri Grethen (DP).** - Den Här Minister seet grujelech Saachen.

**M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Ech wëll och nach ee Wuert iwwert d'franséisch Situatioun soen, fir et ee fir allemol kloer ze maachen. Effektiv schéngt mer do eng Konfusioun ze sinn. Well et gëtt en Office français de protection des réfugiés et des apatrides,...

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

...an déi huelen d'Décioun. Dat ass déi Administratioun, esou wéi de Ministère bei ons, déi d'Décioun hält.

#### Une voix.

Très juste!

**M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - An da gëtt et e Recours, an dee Recours fënnst statt bei der Commission des recours des réfugiés. An domat ass et dann och eriwuer. Dat ass ee Recours, een!

An et huet een en theoretisch Recht op Cassatioun,...

#### (Interruption)

...an d'Cassatioun ze goen, voilà, beim Conseil d'État. An ech kann lech soen, datt fir d'lescht Joer, fir 2004, vun 51.707 Demandeurs d'asile, déi e Recours bei der Kommissioun gemaach hunn, der 25 waren, déi bis bei de Conseil d'État gaange sinn. Well nämlech déi Prozedur beim Conseil d'État, déi kascht a Frankräich enorm deier, an d'Fransouse kennen net d'Assistance judiciaire, wéi mir dat hei praktizéieren, och fir d'Procédure accélérée.

#### (Interruption)

Elo froen ech lech, Här Grethen, ech froen lech elo...

#### (Interruption et hilarité)

Ech froen lech, Här Grethen, wann dat d'Fro ass: Sidd Dir d'accord, datt mer d'Procédure accélérée ofschafen,...

#### (Coups de cloche de la Présidence)

...och fir déi, déi zu engem Drëttel onse Prisong bevölkeren an net pour des raisons...

#### Une voix.

Très bien!

**M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - ...an net fir des raisons, an ech wëll net den Amalgam maachen, mä dat sinn awer och Realitéiten, déi een net einfach kann esou verschweigen. Ech mengen, Dir hutt Recht, mir hunn...

#### (Interruption et coups de cloche de la Présidence)

**M. le Président.** - Jo, dat kenne mer. Den Här Bettel huet dat jo hei exposéiert...

**M. Henri Grethen (DP).** - Här President, den Här Minister agreséiert eis verbal! Eleng duerch säin Organ!

#### Plusieurs voix.

Ooohhh!!!

**M. Xavier Bettel (DP).** - Très bien!

#### (Brouhaha général)

**M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Ech hätt gär eng Antwort vun lech, an ech hu keng seriö Antwort kritt.

**M. le Président.** - Lauschtert elo no! Loosst den Här Minister elo schwätzen!

**M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Ech hätt gär eng Antwort vun lech, an ech hu keng seriö Antwort kritt.

**M. Henri Grethen (DP).** - Ma dach!

**M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Ech mengen, et kann een net d'Situatiounen invoquéieren, déi a ganz Europa aner sinn. Grad wann een héiert...

**M. Henri Grethen (DP).** - Wann all Mënsch Dommheete mécht, muss mir se net matmaachen!

**M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Et muss ee soen, iwwerall muss den Droit commun deen nämlechte si fir den Droit d'asile. Ech kann lech zéng Beispiller nennen, ech hunn der elo hei schonn zwee opgezelt: An all deene Länner gëtt et spezifesche Juridictionen fir d'Demandeurs d'asile an net déi normal administrativ Juridictionen, wéi dat bei ons de Fall ass. Dat ass och de Fall zum Beispill an der Belsch.

D'Belsch huet eng spezifesche Juridiction fir d'Demandeurs d'asile.

#### (Interruption)

Mä loosse mer elo de Cours de droit administratif comparé ophalen.

**M. Xavier Bettel (DP).** - Do kann ee Recours maachen, Här Minister.

**M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - ...deen net suspensiv ass, dat heescht, Dir kënt schonn ausgeweise sinn, wann Äre Recours gesprach gëtt. Dat ass natierlech eng ganz agréabel Situatioun.

**M. Henri Grethen (DP).** - Ech fannen et immens, dass déi Sozialistesche Partei elo op eemol esou eng Astellung huet!

**M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Ech soe just dat heiten: Mir hunn dat do gemaach...

#### (Interruption)

...fir déi richteg Demandeur-d'asilen ze protégéieren a fir déi Solidaritéit, déi mer hei am lëtzebuergesche Land brauche fir déi Politike d'asile, déi deene richtegen Demandeurs d'asile soll zegutt kommen, fir datt déi Solidaritéit mat deene Leit soll reservéiert bleiwen.

**M. Xavier Bettel (DP).** - Mir hu jo näischt dergéint!

**M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - An all aner Theorien, déi net praktesch, déi vun de Realitéiten...

**Une voix.** - Ech fannen, dass d'DP extrem nervös ass a si huet keng Positioun. Si enthält sech.

**M. Xavier Bettel (DP).** - Den Här Minister seet Saachen, déi net wouer sinn!

#### Plusieurs voix.

Ooohhh!!!

#### (Brouhaha général)

**Une voix.** - Oh, Här Bettel! Schummt lech!

**M. le Président.** - Här Minister, elo krut Der hei nach... Loosst den Här Minister elo fäerdeg maachen!

**M. Henri Grethen (DP).** - Hie provozéiert permanent!

**M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Här Bettel, wësst Der, am amerikanesche Parlament nennt een dat „filibustering“, he. An Dir sidd elo op esou Praxisen. An et wenn et ëmmer de Filibustering un, wann een à court d'arguments ass.

#### (Interruption)

Wann een à court d'arguments ass, dann ënnerbrécht een, Här Grethen. Ech kennen dat och.

**M. Henri Grethen (DP).** - Bei eise Modell ass de Filibustering net ubruecht.

**M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Wat ass dann Äre Modell, Här Grethen?

**M. Xavier Bettel (DP).** - Ass dann de Conseil d'État och dat, wat Der mengt? Ass dat keng seriö Institutioun, wa se déi ganz Remarquen do maachen? Ass de Barreau keng seriö Institutioun, Här Minister? Sinn dat alles Leit, déi näischt verstanen hunn?

#### (Coups de cloche de la Présidence)

**M. le Président.** - Also, ech hätt gären, Här Bettel, dass mer eisen Toun heibanne mässegen an a korrekte Wieder...

#### (Interruption)

Jo, jo, jo! Dat op alle Säiten!

**M. Henri Grethen (DP).** - Maacht de Mikro aus, well ech ginn daf!

#### (Hilarité)

Wann dat do esou weidergeet, maachen ech nach hei en Hörsturz!

**M. le Président.** - Sou, elo komme mer zrëck an, Här Minister, Dir fuert elo mat Ären Ausféierunge weider a mir lauschteren allegueren no.

**M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Neen, ech hat gehofft, datt ee miisst iwwer e Gesetz, wat e seriöe Background huet, wat e seriöe Sujet ass, datt ee miisst iwwer esou e Gesetz seriö diskutéieren. An datt ee mat seriöen Argumenter diskutéiert an datt ee mat seriöe Comparaisounen diskutéiert an net mat Provokatiounen an deelweis vläicht net Onwourechtchen, mä zumindest Argumenter, déi net besonnesch fundéiert a recherchéiert sinn. Mä domat halen ech op.

Ech wëll nach e Wuert soen iwwert de Centre de rétention, deen och e contestéierten Aspect ass. Éischters, well den Här Mosar mech dat gefrot huet, hu mer ugefaang, dee Centre de rétention ze plangen am Sënn net eng administrativ. Mir hunn ons zesummegeesat mat den ONGen, fir ze kucken, wéi mer esou e Centre de rétention kënnen organiséieren, fir datt en ebe préciéiert net e Prisong ass, fir datt d'Rechter vun den Asylanten an esou engem Centre de rétention absolut préservéiert sinn, datt se d'Méiglechkeeten hunn, Visiten ze kréie vun hirer Famill eventuell, vun hire Frënn, hire Bekannten, vun ONGen, vun dem HCR.

Mir sinn also amgaang e Konzept opzebauen, an ech wäert och, wann Der dat wëllt, der Chamber periodesch doriwwer Rechenschaft ofleeën, fir lech ze informéieren, wéi d'Aarbechten ëm dee Centre de rétention do weiderginn.

Ech mengen, mir stëmmen hoffentlech haut dat Gesetz iwwert d'Asylrecht. An ech muss soen, d'Rechter vun den Asylante ginn duerch dat Gesetz verbessert. D'Rechter vun deenen, déi an enger normaler Prozedur bleiwen! Wat ëmmer hei gesot gëtt iwwert den double Recours, dee schafe mer jo net of! Wou huet een an deem Gesetz gelies, datt mer den double Recours géifen ofschafen? Mir schafen e just of an enger preziser Kategorie, fir déi, déi an eng Procédure accélérée kommen.

A mir ginn dem Tribunal en plus en Droit de réformation, a wann den Tribunal jugéiert, datt déi Décioun, déi geholl ginn ass, fir een an eng Procédure accélérée ze setzen, net justifiéiert ass, dann huet en absolut d'Méiglechkeet, déi Décioun net nëmme ze annulléieren, mä se och nach ze reforméieren an domat eigentlech där Persoun d'Recht op de Statut vum Asylant ze ginn.

Ech mengen, d'Philosophie bleift déi heiten: absolut human, absolut offen - Lëtzebuerg ass e Land, wat offen ass fir déi Leit, déi an der Welt verfollegt ginn -, awer grad sou streng si mat deenen, déi wëllen d'Prozedur vum Asyl ëmgoen, andeem se hir Identitéit net präisginn, andeem se alles ënnern huelen, fir datt net kann erausfonnt ginn, vu wou se kommen a wat wirklech d'Ursaache vun hirer Presenz hei zu Lëtzebuerg sinn. Streng awer human, dat bleift och muer ons Devise.

An ech soen, wat déi zweet Motion ubelaangt, déi vun der Grénger Partei iwwert den Zürcher Modell, datt ech déi kann unhuelen, well et eng wichteg Kontributioun ka sinn, fir déi Leit iergendwéi an der Gesellschaft ze integrieren.

Ech si mer och bewusst, datt dat hei e Gesetz ass, wou een eng Evaluatioun néideg huet, datt mer



musse kucken, wéi mer dat Gesetz do kënnen applizéieren, compte tenu och vun deenen Evolutiounen, déi an Europa geschéien. Mir triede jo a fir en europäeschen Asylsystem, an duerfir schéngt mer déi Evaluatioun vun no zwoe Joer, déi och virgesinn ass an där Motioun, déi richteg Approche ze sinn an och de gudde Wee fir eng human Asylpolitik, déi deenen Asyl gëtt, déi absolut d'Recht dorop hunn.

Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Hâr Minister. Domadder ass d'Debatt ofgeschloss a mir kommen elo zu de Voten. Mir stëmme fir d'éischt of iwwert d'Amendement, déi abruucht gi sinn.

#### Amendement 1

Den éischten Amendement ass vum honorablen Hâr Bettel abruucht ginn. Wien d'accord ass mat deem Amendement, stëmmt Jo, wien dergéint ass, stëmmt Neen. De Vote fänkt un.

#### Vote

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 42 Nee-Stëmmen, bei 18 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui:* MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

*Ont voté non:* Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marcel Oberweis), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

#### (Interruption)

Et geet awer duer.

#### (Hilarité)

#### Amendement 2

Sou, mir kommen dann zum Amendement 2, och déposéiert vum honorablen Hâr Bettel. De Vote fänkt un.

#### Vote

Den Amendement ass ofgelehnt mat 41 Nee-Stëmmen, bei 19 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui:* Mme Martine Stein-Mergen;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

*Ont voté non:* Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

#### Amendement 3

Da komme mer zum Amendement 3, ebenfalls déposéiert vum Hâr Bettel.

#### Vote

Den Amendement ass ofgelehnt mat 42 Nee-Stëmmen, bei 18 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui:* MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

*Ont voté non:* Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marcel Oberweis), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

#### Amendement 4

Den Amendement 4, ebenfalls vum selwechten Auteur.

#### Vote

Den Amendement ass ofgelehnt mat 42 Nee-Stëmmen, bei 18 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui:* MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles

Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

*Ont voté non:* Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Hauptert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

#### Amendement 5

Da komme mer zum Amendement 5 vum honorablen Hâr Bettel.

#### Vote

Den Amendement ass ofgelehnt mat 42 Nee-Stëmmen, bei 18 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui:* MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

*Ont voté non:* Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Hauptert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

#### Amendement 6

Den Amendement 6, och vum Hâr Bettel.

#### Vote

Den Amendement ass ofgelehnt mat 42 Nee-Stëmmen, bei 18 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui:* MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

*Ont voté non:* Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Fernand Diederich), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

#### Amendement 7

Da komme mer un den Amendement 7, deen den honorablen Hâr Braz déposéiert huet.

#### (Interruptions)

Jo, e gehéiert zu där ganzer Serie. Ech hu gemengt, Dir hätt en déposéiert gehat.

#### (Interruptions et hilarité)

Et ass also eng Kooperatioun tëschent dem Hâr Braz an dem Hâr Bettel, deen Amendement hei.

#### (Hilarité)

**M. Xavier Bettel (DP).** - Mir si gepacst fir d'Amendementen.

#### (Hilarité)

**M. le Président.** - Eng Koproduktioun. Esou, mir kommen elo zum Vote iwwert deen Amendement. Et ass den Amendement 7.

#### Vote

Den Amendement ass ofgelehnt mat 42 Nee-Stëmmen, bei 18 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui:* MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

*Ont voté non:* Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis,

Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Hauptert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Mir stëmmen dann of am zweete Vote constitutionnel iwwert de ganze Projet de loi, deen am Document parlementaire 5437<sup>13</sup> steet.

#### Second vote constitutionnel

De Projet de loi ass am zweete Vote constitutionnel mat 41 Jo-Stëmme géint 8 Nee-Stëmmen, bei 11 Abstentiounen uegell ginn.

*Ont voté oui:* Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Hauptert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

*Ont voté non:* MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner.

Da komme mer zu de Motiounen, déi déposéiert gi sinn.

#### Motion 1

Fir d'éischt zu där, déi den honorablen Hâr Fayot déposéiert huet.

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

#### (Assentiment)

Jo.

#### Vote

Wien ass d'accord mat där Motioun?

Wien ass dergéint?

Ech gesinn, dass déi Motioun mat enger ganz grousser Majoritéit uegell ass.

#### Motion 2

Da kennt d'Motioun, déi den honorablen Hâr Braz déposéiert huet. Den Hâr Minister huet gesot, hie kennt déi Motioun unhuellen.

#### (Interruption)

D'Motioun 2. Pardon?

#### (Interruptions)



D'Motioun 2.

Kënne mer da bei där Motioun par main levée ofstëmmen?

**(Assentiment)**

**Vote**

Voilà, d'Unanimité ass fir d'Motioun.

Da komme mer zur Motioun 3.

**Motion 3**

Ass de Vote électronique verlaangt?

**(Assentiment)**

Da stëmme mer elektronesch of.

**(Interruption)**

Jo, Här Braz?

**M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).**- Den delegéierte Minister ass a sengen Ausféierung verdrun op déi Grënn, firwat dass hien déi hei Motioun net wëilt unhuelen, net agaangen. Ech wär frou, wann ech awer kéint ee Wuert Erklärung kréien.

**Une voix.**- Awer just eent.

**M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.**- Vu datt den Débat sech e bëssen erhëtzt hat, hunn ech vergiess drop anzegoen.

Ech mengen, wa mer de Prinzip an e Reglement schreien, datt eng Formatioun d'office all Décisioun, fir ee vum Territoire ze éloignéieren, aussetzt, dann ass d'Gefor natierlech grouss, datt - an ech verstinn dat, dat ass kee Jugement, dat ass och keng Condamnatioun - probéiert gëtt d'Formatioun als eng Garantie ze hunn, fir emol net ausgewisen ze ginn, och wann een déboutéiert ass.

Mä et ass ganz evident, an Dir hutt et jo selwer gesot, datt kee Mënsch drun denkt een, dee virum Enn vu senger Formatioun steet oder eventuell och nach ee Joer Formatioun ze maachen hätt a bewisen huet, datt hien déi Formatioun seriö suivéiert huet, fir deen dann ze empéchéieren déi Formatioun fäerdeg ze maachen an dann eventuell heemzegoen, an esou mat engem Bagage heemzegoen, deen him eigentlech soll hëllefen, sech besser erëm a sengem Land ze insérieren.

Mä et ass ganz schwierig esou eng Dispositioun an d'Reglement ze setzen, an Dir hutt selwer vu Pratique administrative geschwat. Ech soen lech ganz kloer, datt esou eng Pratique administrative, wéi ech se elo grad beschriwwen hunn, wäert applizéiert ginn.

**(Interruption)**

**M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).**- ...grad mat deenen Ausféierungen, déi Der do ginn hutt, mengen ech, wär et näischt ze vill - ech wäert dat hei elo net an d'Längt zéien, Dir hutt Äre Standpunkt kloergemaach -, mä, ech mengen, et wär awer näischt ze vill, wann dat do souwisou dat wäert sinn, wat mer applizéieren, da géing et kengem wéidoen och an d'Reglement ze schreien, dass een ënner bestëmmtene Konditiounen kéint d'Assiduitéit, wéi se déi Coursë besichen an esou weider, zum Prinzip derogéieren.

Dass de Prinzip esou festgehale gëtt aus enger Rei vu Grënn, dat ass jo net contestéiert ginn. Wat contestéiert ginn ass, dat ass, dass mer eng Formulatioun am Projet de règlement grand-ducal hunn, déi ultimativ ass. Eise Virschlag ass dranzeschreien, dass een dat ka par dérogation zum allgemenge Prinzip trotzdem ënner bestëmmte Konditiounen dann awer handhaben. Dann hätte mer zumindest dat, wat Dir elo als Pratique administrative ukënnegt a wat mer hei och duerch Äre Ausso festgehalten hunn, doduerch dass mer dat och einfach géingen op eng seriö reglementaresch Basis setzen, dass mer et esou géife schreien, wéi Der et wäert maachen.

**(Interruption)**

**M. le Président.**- Ech denke schon, Här Braz, dass den Här Minister dat esou verstanen hat, an ech ginn dovun aus, dass mer elo kënnen zum Vote kommen iwwert déi Motioun?

**(Assentiment)**

Voilà. De Vote fänkt un.

**Vote**

D'Motioun ass ofgelehnt mat 41 Nee-Stëmme, 18 Jo-Stëmme an enger Abstentiuon.

*Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*M. Aly Jaerling.*

*Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Patrick Santer), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Schank, Jean-Paul Schaaf, Marco Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Laurent Mosar), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).*

*S'est abstenue: Mme Vera Spautz.*

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, wou mer eis ëm d'Partnerschaftsofkommen mam Tadschikistan bekëmmere. D'Riedezeit ass nom Basismodell festgeluecht, ech wëll dat ënnersträchen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorablen Här Marc Angel. Här Angel.

## 8. 5531 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 11 octobre 2004

**Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration**

**M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann et de Basismodell ass, wäert ech net zur Procédure accélérée iwwergräifen a wäert versichen lech kuerz, awer mat e puer Detailer, dese Projet ze erklären.

**Plusieurs voix.**- Très bien.

**M. Xavier Bettel (DP).**- Merci, Här Angel.

**M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Et geet ëm den Accord de partenariat et de coopération zwëschen de Communautés européennes an hire Memberstaten op där enger Säit an der Republik Tadschikistan op där anerer Säit, wou iwwregens den Acte final hei zu Lëtzebuerg den 11. Oktober am Joer 2004 ënnerschriwwen ginn ass.

Wéi et zu esou engem Accord de partenariat komm ass, ass vläicht interessant. 1989 hunn d'Communautés européennes en Accord iwwert de Commerce an d'Coopération commerciale et économique mat der Sowjetunion ënnerschriwwen. No der Desintegratioun vun der Sowjetunion sinn d'Effete vun deenen Accorden prolongéiert gi mat deene Staten, déi dunn onofhängeg gi sinn, an am Mäerz '92 huet dunn de Conseil des Affaires générales der Europäescher Kommissioun den Uerder ginn nei Accorden auszeschaffen. Dës nei Accorden sinn eben déi APC, déi Accorden de partenariat et de coopération, wat eng nei Form ass zwëschen deene klassischen Accorden de commerce et de coopération an den Accorden d'association, déi mat osteuropäeschen an zentraleuropäesche Länner ofgeschloss gi sinn.

Dës Accorden d'association beinhalten och eng Clause de libre échange a mentionnéieren d'Possibilitéit, fir der Unioun ze adhéréieren. D'APCen hunn dat net. Dat ass e groussen Ënnerschied. Déi APCen, dat sinn och Accordmixten. Dat heescht, se couvréieren Domänen, déi d'Europäesch Unioun uginn, an et sinn awer och Domänen, déi ënner national Kompetenz falen. Duerfir muss mir haut och hei deen Accord approuvéieren, nodeem natierlech de Conseil no Avis conforme vum Europaparlament en och schonn approuvéiert huet.

Et si schonn där APCen mat néng Länner ënnerschriwwen ginn: Russland, Ukraine, Armenien, Aserbaidschan, Georgien, Kasachstan, Kirgisistan, Usbekistan a Moldavien. Dat hei ass also elo deen zénkten. An ech hoffen, dass mer an Zukunft och en eelefte kënnen ënnerschreien, an dat mat Wäissrussland, wann do eng Kéier demokratéisch Verhältnissen herrschen. An ech hoffen, dass den internationalen Drock op déi Diktatur do weider unhält, an dass déi demokratesch Kräfte do ënnerstëtzt ginn, fir dass mer deen heiten Exercice eng eelefte Kéier kënnen maachen.

Tadschikistan ass e Land, dat 56-mol méi grouss ass wéi Lëtzebuerg a 6,7 Milliounen Awunner huet. Et huet Grenze mat Usbekistan, Kirgisistan, China, Pakistan, Afghanistan, an et huet eng interessant ethnisch Mixitéit: 62% sinn Tadschiken, 24% Usbeken, 8% Russen, 1% Kirgisen an 1% Tartaren.

**(Coups de cloche de la Présidence)**

An Tadschikistan ënnerscheet sech vun deene meeschte Länner an Zentralasien doranner, dass et keen Turkvollek ass, mä et ass e Vollek, wat eng Origine indo-iranienne huet. Wéi dat Land dunn onofhängeg ginn ass, war et guer net preparéiert dorobber. Du kum et zu enger Résurgence vum Islamismus, dee jo vun der Sowjetunion ënnerdréckt ginn ass. An du kum et zu engem Biergerkrich. Deen huet laang ugedauert. 1994 huet d'UNO du vermëttelt, an et huet nach bis 1997 gedauert, bis et zum Fridde komm ass.

Tadschikistan ass doduerch nach ëmmer dat ärmste Land an där Regioun. D'wirtschaftlech Schied vun deem Biergerkrich waren enorm: 7 Milliarden US-Dollar. Haut liewen nach 83% vun der Bevëlgerung vun Tadschikistan ënner dem Seuil de pauvreté, esou wéi

d'Banque mondiale deen definiert.

Grad duerch dese Biergerkrich war et net méiglech an den 90er Jore zäitgläich mat deenen aneren néng Länner esou en Accord ze ënnerschreien. Duerfir ass dee méi spët komm. Do dertëscht waren dunn d'Attentat vum 11. September, an dunn ass sech iwwerluecht ginn, deen Accord nach e bësse méi wäit ze fächeren, an och Clausen, déi den Terrorismus an d'Massevernichtung ubetrëffen, dra festzeschreien.

Ech kierzen elo, an ech soen lech ...

**Plusieurs voix.**- Aaahhh!

**Une voix.**- Très bien.

**M. Marc Angel (LSAP) rapporteur.**- Ech wollt lech awer nach soen, dass fir d'Mise en œuvre vun deem APC ze iwwerwaachen, zwou Institutiounen agesat ginn:

Eng op der exekutiver Säit, dat ass de Conseil de Coopération. Deen ass zesummegeesat duerch Memberen vum Conseil vun der Unioun a vun der Europäescher Kommissioun, an natierlech vu Membere vun der tadschikescher Regierung.

An dann ass eng zweet d'Commission parlementaire de la Coopération, déi aus Membere vum Europaparlament an aus Membere vum tadschikesche Parlament zesummegeesat ginn.

Voilà! De Statsrot erënnert a sengem Avis, dass mir als Europäer all Intérêt hunn, eis Presenz am Häerz vun Zentralasien ze renforcéieren. Et sinn och e puer Artikelen, wou et och ëm den Drogenhandel geet. An Dir wësst, dass Tadschikistan en Nopeschland vun Afghanistan ass, an dass dat déi Voie ass, wou ganz vill Heroin aus dem Afghanistan transitéiert. Duerfir, dee Punkt ass och wichteg.

**Une voix.**- Gitt nach d'Zoustëmmung vun Ärer Fraktion.

**M. Marc Angel (LSAP) rapporteur.**- Voilà! Ech wollt soen, genau wéi de Statsrot lech et recommandéiert, dese Projet ze approuvéieren. Ech wollt dann och den Accord gi vun der LSAP-Bänk. An ech soen lech Merci fir Äert Nolauschteren.

**Plusieurs voix.**- Très bien!

**M. le Président.**- Ech wëll dem Här Rapporteur Merci soe fir deen exzellente Rapport. Ech hunn op alle Säite vun alle Fraktiounen vill Zoustëmmung dofir gesinn. A wann ech dervun ausginn, datt d'Regierung näischt Wiesentleches méi bäizefügen huet, da kënnen mer direkt ...

**(Hilarité)**

... kënnen mer direkt zum Vote ...

**M. Nicolas Schmit, Ministre**

*délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ausser fir dem Här Rapporteur Merci ze soe fir dee ganz gudden Rapport!

**(Hilarité)**

**Une voix.**- Très bien.

**M. le Président.**- Voilà, da komme mer zum Vote.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmme ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Patrick Santer), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Schank, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. François Maroldt), MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Weiler), Lucien Thiel (par M. Marc Spautz), Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Norbert Haupt);*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Fernand Diederich) et Mme Vera Spautz;*

*MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

**M. le Président.**- Voilà! Et ass esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut. Nächste Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 19.18 heures)**

## «Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose tous les vendredis à 19.00 heures un résumé de l'activité parlementaire de la semaine.

L'émission est rediffusée le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures



## Ordre du jour

1. Communication
2. Débat de consultation sur l'extension du réseau ferré léger dans la ville de Luxembourg et du réseau ferré en général  
(Exposés des Ministres - Débat - Motions)
3. 5542 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2004  
(Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes - Résolution - Vote)
4. Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes concernant les comptes de l'exercice 2004 de la Cour des Comptes  
(Vote)
5. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

**M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Merci, Här Minister.

### 1. Communication

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, a déposé au Greffe de la Chambre, en date de ce jour, le projet de loi N°5565 portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen.

Op Ufro vun der Regierung féiert d'Chamber haut de Mëtten eng Konsultatiounsdebatt iwwert den Tram an der Stad Lëtzebuerg an d'Schinnennetz am grouse Ganzen. Bei dëser Debatt ass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Spautz, den Här Helminger, den Här Schreiner, den Här Bausch, den Här Henckes, den Här Angel, den Här Mehlen an den Här Negri. Mir fänken d'Debatt u mat engem Exposé vum Här Transportminister Lucien Lux. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

### 2. Débat de consultation sur l'extension du réseau ferré léger dans la ville de Luxembourg et du réseau ferré en général

Exposés des Ministres

**M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, d'Mobilitéitskonzept vun der Zukunft, dat en „modal split“ vu 25% fir den öffentliche Transport méiglech mécht, sech an d'Entwécklungskonzept IVL integréiert, den Ëmwelterausfuerrung Rechnung dréit, finanziell tragbar an technesch méiglech ass, ass d'Realisierung vun engem lichten Tram an der Stad, verbonne mat der absoluter Noutwendegkeet vun de Gares périphériques, der intelligenter Vernetzung mat dem Bus an dem Ausbau vum nationale Schinnennetz duerch ënner anerem nei Strecke vun Lëtzebuerg op Esch a vu Lëtzebuerg op Beetebuerg.

Domat hunn ech d'Einleitung widerholl, déi ech anlässlich vun der Presentatioun vun den Aarbechte vum Aarbechtsgrupp tëschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg gemaach hunn.

Ech hunn an deene leschte Wochen, no där Presentatioun, d'Iwwerzeegung gewonnen, dass souwuel an der Bevëlkerung wéi och am politesche Raum d'Gedold zu

Enn geet an d'Zäit vun den definitiven Décisiounen komm ass. Am „Lëtzebuerger Wort“ huet de Leitartikel den 21. März ënnert dem Titel „Handeln, nicht diskutieren“ a mam Verweis op d'Inaktioun an deene leschte 15 Joer, dat folgendermoosse kommentéiert: „Das ist einfach zu viel Zeit und beweist, dass die Entscheidungswege ausgerechnet im Land der kurzen Wege beunruhigend lang geworden sind! Diesen Luxus wird sich das Großherzogtum in wirtschaftlich und finanziell schwierigen Zeiten kaum noch leisten können.“

Ech hoffen also, dass d'Debatt vun de Mëtten an d'Décisiounen, déi mer huelen, dësen Androck a virun allem dës Energie ginn, fir endlech zu Décisiounen an zu Realisatiounen ze kommen.

Meng zwee Virgänger am Amt vum Transportminister hu gutt Viraarbecht an deene jeeweilege Konzepter, déi se virgeluecht hunn, gelescht. De richtige Duerchbroch muss mer allerdéngs elo packen.

Neel mat Käpp sinn an deene leschte Méint an enger Rei vun Décisiounen geholl ginn:

- endlech konnte mer d'lescht Joer am Démarrage vum Projet vun der Verduebelung vun der Streck Lëtzebuerg-Péiteng nei Schinne leen;

- endlech ass den Ufank vum Bau vum neie Centre de Remisage et de Maintenance vun der CFL ugefaange ginn;

- endlech, géing ech soen, sinn d'Viraarbechte vun dem Bau vun enger neier Gare op Esch/Belval ofgeschloss, a konnt mat enger provisorischer Léisung erreecht ginn, dass d'Eisebunn déi Éischt um Site vun de Friché war;

- mat neiem Fuermaterial op der Eisebunn ass eng nei Attraktivitéit an, ech mengen, an an den Zuele konnten nei Clienten erreecht ginn;

- endlech hu mer, wann och nëmmen um Modèle de base, e konkreten Accord mat der Belsch zur Realisierung vum Projet Eurocap-Rail;

- mir hunn e prinzipiellen Accord virun zwou Wochen erreecht fir d'Erëmopmaache vun der Streck vu Virton op Lëtzebuerg;

- e Freide konnt mam Accord „Sibelit“, dem Korridor vun Antwerpen op Mailand, tëschent Lëtzebuerg, de Fransousen, de Belsch an de Schwäizer, e wichtege Projet op d'Streck bruecht ginn;

- a schlussendlech e Méinden hu mer mam Démarrage zu Beetebuerg vum intermodale Projet vun der Autoroute ferroviaire tëschent Beetebuerg a Perpignan, e wichtege Projet souwuel fir d'Eisebunn wéi, mengen ech, och fir d'Ëmwelt, op d'Schinn bruecht;

- an ech dierf soen, fir et net ze vergiessen, dass mer mat der

Schafung vun der CFL-Cargo nei dynamesch Perspektiven och an de Frachtberäich vun der Eisebunn bruecht hunn.

D'Speisung vum Pluriannuel am Fonds du rail, souwuel wat den Entretien constructif wéi och wat d'Investitiounen ubelaangt, weisen dës och positiv Bewegungen aus a mussen dat och an deenen nächste Joren ausweisen.

Mir hunn elo d'Chance aus den Trémp vun de Konzepter BTB an dem Strategiepabeier mobilitéit.lu awer och aus der Chance vum Konsens tëschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg dat Konzept ze strécken, wat eis endlech konkret weiderbréngt, an ech géing bal soen, wat eis endlech an d'21. Johonnert, wat d'Mobilitéitskonzepter ubelaangt, bréngt. D'Regierung wëllt dës Chance onbedéngt notzen.

Firwat déi Kurskorrektur vun deene leschte Wochen?

Éischtens den Accord am Juni 2005 fir e gemeinsamen Aarbechtsgrupp tëschent dem Stat, vertrauden duerch d'Ministère vum Transport, dem Aménagement du Territoire an dem Bauteministère op där enger, an der Stad Lëtzebuerg, op där anerer Säit, huet schnell gewisen, dass et méiglech wär eng Eenegung iwwer e gemeinsamt Konzept fir d'Zukunft ze kréien. Ouni Tabuen, ouni vu viran den Experten ze soen, wat geet a wat net geet, war et mat där Method méiglech, fir en eestémegt Resultat ze kréien, an no Analys vun allen - ech betounen allen - Alternativen, déi säit Wochen, Méint a Joren um Dësch leien, d'Alternativ zugonschte vum lichten Tram ze decidéieren.

En zweete Grond fir déi Kurskorrektur waren déi zum Deel oniwierwielech Problemer beim Train-Tram-s-Konzept, wat souwuel à la base war vum BTB-Konzept wéi och vun deem vu mobilitéit.lu an de Gesetzer, déi zum Beispill am Dezember 2003 decidéiert ginn.

Dat huet ënner anerem dermat ze dinn, mat der Noutwendegkeet vun engem neie Sécherheetskonzep, dem ETCS-System, deen awer eréischt ab 2017 fäerdeg kënnt sinn; awer virun allem och ze dinn, mat de klengen, ze klengen Capacitéiten, déi den Train-Tram-s-Konzept virun allem op de Spëttestonnen um Réseau géif mat sech bréngen, wat licht och zu engem Stau op der Schinn kënnt féieren; huet ze di mat engem enorme Käschtenopwand vun deem Konzept, an huet och ze di mat der Beschränkung op zwou Afädelunge vun dem Train-Tram-s-Konzept op de Réseau, wat d'Gefor vu virprogramméierter Retarden och um Réseau mat sech bruecht hätt.

D'Fro vum Konzept, d'Fro vum System, d'Fro vun den Tracen, souguer à la rigueur och d'Fro vun de Prioritéiten ass, war a wäert och ni fir mech eng ideologesch, keng parteipolitesch, jo souguer knapps eng politesch Fro sinn. Mä ech mengen et ass d'Fro, déi ze beäntwerten ass: Wéi kënnen, jo, wéi muss mer schnell, pragmatesch, effikass eng richtig Zäsur hin zur Prioritéit hei zu Lëtzebuerg zugonschte vum öffentlichen Transport errechen?

An d'Äntwert oder d'Äntwerten op déi Fro kënnen nëmmen heeschen: Mir brauchen en intelligente Mix vun Zuch, Tram, Bus, Vëlo, Foussgänger an natierlech och dem Individualverkéier. Mir brauchen eng gerecht Verdeelung vum öffentliche Raum zugonschten, mat Prioritéit vum öffentlichen Transport. Mir brauche Konzepter, déi an anere Länner, an anere Stied säit Jore fonctionnéieren. Zum Beispill, dass Tram a Bus

sech op enger Trace de Raum deelen, oder dass den Tram Prioritéit huet par rapport zu den Autoen. Konzepter, déi soss iwwerall ginn, ausser scheinbar zu Lëtzebuerg onméiglech wäeren.

Mir brauchen eng Äntwert op déi ekologesch Erausfuerrungen, déi ëmmer méi brisant ginn. Mir brauchen e Konzept, eng Revitalisierung, och vun der Uewerstad hei an der Stad, awer och am Süden an an der Nordstad. Mir brauchen e besser Konzept an e bessert Angebot fir d'Pendler. D'Regierung gleeft an ass iwwerzeegt, dass dat virleidend Konzept op sengen dräi Niveauen: Tram, de Gare-périphériques an deenen neie Strecken op Beetebuerg an op Esch, de richtige Wee duerfir ass.

Mir hunn dräi Erausfuerrungen ze erfüllen:

1) Mir verschreien eis an all eise Konzepter a Rieden der nohalteger Entwécklung. Wat heescht dat an dësem Zesammenhang konkret? De Piliere vun der Economie erwaart vun eis, dass mer eng zousätzlech, eng besser Attraktivitéit, besonnesch och fir d'Geschäftswelt an de Stied, hei an der Stad, mä och an de Stied vum Norden a vum Süden errechen.

De Piliere économique verlaangt awer och vun eis, dass mer derfir suergen eng besser Mobilitéit ze kréien, déi et erlaabt, dass mer net Kompetitivitéitsverloschter hunn, doduerch dass d'Camionnetten an d'Camionen an de Stae stinn an onnëtz Zäit verléieren.

Am soziale Piliere vun Développement durable ass et evident, dass fir den Usager den öffentlichen Transport méi bëlleg, méi gönschteg ass, wéi den Individualverkéier, an dat praktesch an engem Facteur eent zu zéng. Awer virun allem wäerten déi Investitiounen, déi mer hei decidéieren, fir déi nächst Joren och Aarbechtsplaze créieren, déi an dëser ugespaantener Situation um Aarbechtsmaart enorm wichteg wäerte sinn.

A schlussendlech am Piliere vun dem Environnement ass et an deene leschte Wochen a Méint evident ginn an deene Workshopen, déi vum Ëmweltministère organiséiert ginn, en vue vun der Strategie fir d'Reduktioun vun den CO<sub>2</sub>-Emissiounen, dass virun allem eng däitlech, eng evident Trendwend hin zu méi öffentlichem Verkéier par rapport zum Individualverkéier vläicht déi eenzeg Léisung ass, fir eis Engagement vum enger Reduktioun vu minus 28% par rapport zu den Emissiounen vun 1990 ze errechen.

Op där anerer Säit soen eis d'Analyse vun de Resultater vu rengem Stébs a Stéckoxiden, dass och déi Problematik virun allem an der Stad, mä muer och an aneren Agglomeratiounen eng ëmmer méi eeschthaff Problematik gétt. Virun allem an deem Beräich muss et Schluss si mat der Theorie an ass d'Handelen enorm néideg.

2) Den IVL als dat endlech duerchduechtent Entwécklungskonzept vun eisem Land. Dat IVL-Konzept wäert déi Prinzipien, déi hei à la base dovunner sinn, an dësem Konzept iwwerhuelen:

- Virfahrt fir den öffentlichen Transport;

- „modal split“ vu 25/75;

- awer virun allem och déi Harmonie ze errechen tëschent: der Schafung vum Réckgrat vum Norden a vum Süden; der Äntwert op d'Pendler, virun allem d'Gare-périphériques; engem vill méi héijen „modal split“, dee wäit iwwer 25% muss goen an de Stied an an de Ballungsgebidd; a virun allem och dem Respekt vum Stadentwécklungskonzept vun der Stad Lëtzebuerg.

3) Déi drëtt Erausfuerrung, an ech hu se schon erwähnt, ass déi

vun der Verschmutzung vun der Loft, vun der Verpeschtung vun der Atmosphär; en eeschten, en dréngende Problem. A loosse mer eierlech sinn: Mir hunn an deene leschten 20 Joer vill Geld investéiert a Gebaier an an d'Stroossenetz. Déi Investitiounen an nei Schinnennetze, an en neit Mobilitéitszäitalter, dat awer och virun allem déi liewenswäert Grondlage fir d'Zukunft schaaft, sinn dobäi ze kuerz komm. Wa mer eisen zukünfte Generationen eng tant soit peu uerdentlech Liewensqualität wëllen erhalen, muss den öffentlichen Transport, muss d'Schinn - ob dat dann Zuch oder Tram ass - endlech elo Prioritéit kréien.

Mir hunn dräi Aktiounsniveauen ausgemaach, déi elo parallel effikass, ech géing bal soen, brutal musse virugedriwwen ginn:

Deen éischten ass deen - an den Aarbechtsgrupp schléit e vir, an d'Regierung an de Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg schléisse sech deem prinzipiell un - vun engem Konzept vum lichten Tram hei an der Stad Lëtzebuerg.

Ech stelle mat Satisfaktioun fest, dass fir d'éischte Kéier säit laange Joren domadder e kloren Accord tëschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg um Dësch läit. Ech stellen och fest, dass d'Akzeptanz an der Stad, virun allem och an der Geschäftswelt, duerchwees méi positiv ass, wéi dat an deene leschte Jore festzestelle war.

D'Äntwert op d'Staue vun de Bussen: Do ass et evident, dass de Bus weider eng grouss Roll wäert spillen, souwuel an der Stad wéi och am RGTR vum ländleche Raum an d'Stad eran, mä dass et evident ass, dass, virun allem och wéinst deene schlechte Wäerter am Loftberäich, eng Alternativ op de groussen Achse par rapport zum Bus nëmmen den Tram ka sinn.

Ech stellen och fest, dass déi Variant, déi um Dësch läit, eng vill méi bëlleg an technesch méi einfach Solutioun ass, wéi déi, déi ugeduecht war mat der Variant vun Dummeldeng erop d'„Schëttermarial“ a vu do op d'Avenue Kennedy.

An ech stelle virun allem och fest, dass mer heimadder en ausbaufäeg Konzept hunn, wou sech weider Modulen, au fur et à mesure vun der Akzeptanz, der Noutwendegkeet an de finanzielle Méiglechkeeten, herno kënnen ugeduecht ginn, mat all Kéier pro Module och e reelle konkrete Gain fir d'Usageren direkt ze errechen.

Noutwendeg ass:

- an ech mengen, dat ass evident, an dat weess jiddereen, dass mer heirunner müssen eng Upassung, eng Revisioun vun de Buskonzepter souwuel beim AVL wéi beim RGTR op dat neit Tramskonzept realisieren;

- dass mer eng definitiv Beschlussfassung iwwert d'Tracéierung solle kréien, ouni dass och hei ierdgwellechen ideologeschen oder politesche Ballast soll drunhänken, mä objektiv soll gekuckt ginn: Wat si bei den Tracen, de Fluxen, déi mer do hunn, déi Äntwerten, déi mer do brauchen?

- Äntwerte fir den Individualverkéier, virun allem an der Noutwendegkeet vun der Neier Avenue an der Neier Bréck, déi zesumme mam Bauteminister müssen diskutiert an erreecht ginn;

- mat deemselwechte Minister de Phasage mat den Aarbechte vun der Renovierung vun der Neier Bréck ze kucken an auszeschaffen;

- och d'Asetze vun enger Gesellschaft mat kommerziell effikassem Charakter zum Bau an zu der Exploitatioun vun deem Tram;

- an natierlech och, dass de Stat, d'Stad Lëtzebuerg an all privat méiglech Investore sech iwwert



d'Opdeeling vun de Käschtchen mussen eens ginn.

Zu deem leschte Punkt sief gesot, dass et fir d'Regierung kloer ass, dass d'Stad Lëtzebuerg, well et sech ënner anerem - fir Einzelner souguer virun allem - ëm en innerstädesche Projet handelt, an deem Konzept op allen Niveauë hir Plaz, also och hir Verantwortung muss iwwerhuelen. Grad esou kloer ass awer och, dass d'Roll vun der Hauptstadt iwwer hir eigentlech Grenzen erausgeet, an dass och fir d'Erreche vun engem „modal split“ vu 25/75 op nationaler Ebene dat nëmme duerch Investitiounen an der Stad, muer am Süden an an der Nordstad méiglech ass, an dass duerfir d'Veantwortung heifir natierlech och beim Stat läit.

Déi öffentlech Hand muss - an dat ass meng Iwwerzeegung - bei esou engem Projet vum Tram d'Mainmise behalen. Den Apport vu privaten Träger ass aus villen Ursaachen awer onëmgängelech. Dorunner d'äerf et keen Zweifel ginn.

Dëst Konzept kënn och am Süden an an der Nordstad e gangbare Wee sinn. Mir hu mam Schäfferot vun der Stad Esch d'Asetze vun engem ähnlech gelagerten Aarbechtsgrupp, wéi deen, deen elo hei an der Stad geschaff huet, mat d'äerwechter Method ab Hierscht vun deem Joer virgesinn an déciéiert.

Mir wäerten de 24. Abrëll den Nordstadgemenge verschidden Alternativen zu enger besserer Mobilitéit téschent de Gemenge vun der Nordstad presentéieren. Doraus soll sech en offenen an transparenten Dialog erginn, wou natierlech och d'Méiglechkeet vun engem lichten Tram eng vun de méiglechen Optiounen ass, déi diskutéiert gi kann.

Den Tram - an dat soll den Ofschluss vu menge Kommentaren dozou sinn - huet a ville Stied vun Europa eng net méi ewechzedend Plaz eruewert. Meng Iwwerzeegung ass: Dat wäert och an der Stad Lëtzebuerg an doriwwer eraus esou sinn.

Den zweeten Niveau ass déi schnell Realiséierung vun de Gares périphériques. Mir hunn zwee grouss Problemer:

- wäit iwwer 100.000 Pendler all Dag, an nëmme e „modal split“ an dem Beräich vum Transfrontalier vu 4% öffentlechem Trafik par rapport zu 96% Individualverkéier;

- mir riskéiere mëttel- a laangfristeg eng iwwerfuert Gare centrale ze errechen, wou mer Léisunge mussen sichen.

D'Iddi vun de Gares périphériques, esou wéi ugeduecht am Konzept mobilitéit.lu, um Houwald, zu Zéisseng, um Kierchbiereg an an engem gewëssene Mooss och zu Dummeldeng, ass also eng Äntwert op den direkten Uschluss vun de jee-weilegen Zones d'activités vun der Cloche d'Or, muer vum Ban de Gasperich, vun der Porte de Hollerich an natierlech och vum Kierchbiereg. Et ass dat d'Äntwert op den Désenclavement vun der Gare centrale an de Quartiere vun der Énnerstad an och der Uewerstad. Et wäert eng besser Attractivitéit fir d'Pendler mat sech bréngen, awer, mengen ech, och eng Äntwert si fir vill Résidenten, déi aus dem Süden an aus dem Norden an d'Stad kommen.

Och wann, wéi scho gesot, mobilitéit.lu - wat e Strategiepabeier war - déi Projeten enthält, esou ass et net esou, wéi d'Leit et heiansdo mengen, dass een dann déi nächst Woche mat de Baggere ka kommen, fir dermat unzefänken. D'Planungsphas ass vis-à-vis vun deenen eenzelne Projeten eng ganz ongläich. A virun allem ass se bei eenzelne bei wäitem net wäit genuch fortgeschritt.

Wat d'Gare Houwald ubelaangt, si mer zurzäit deelweis op engem Niveau APS, Avant-Projet Sommaire. Et wäert ee Joer bis annerhalleft

Joer dauere bis mer den APD, d'detailléiert Planung, fäerdeg hunn. De Projet de loi kënn da bis Enn vun der Legislaturperiode hei deponéiert ginn.

D'Zéissenger Gare, do si mer an der Planung nach méi wäit hannendran, well et hei emol nach keen APS gëtt. Noutwendeg awer ass, en concordance mat den Aarbechten, am Rahme vum Eurocap-Rails-Projet, wou d'Belsch virgesinn hunn hir Streck ze renovéieren bis 2014, duerfir ze suergen, dass mer déiselwecht Planungsphas errechen, fir dass de Projet och an dëser Legislaturperiode ka gestëmmt ginn an d'Aarbechte kënnen ugoen, fir dass se am selwechten Zäitraum wéi déi vun der Belsch kënnen ofgeschloss ginn.

En drëttes Projet ass deen, dass mer - trotz dem Gesetz vum Dezember 2003, an deem mer eng Streck um klassesche Réseau déciéiert hunn iwwer Sandweiler erop laanscht de Findel op de Kierchbiereg - zwar do eng Streck déciéiert hunn, mä nach keng Gare hunn, well hei bis elo ausser e schwaarze Fleck soss näischt existéiert. Et ass also noutwendeg, dass mer do wou haut d'Foireschale sinn emol duerfir Suerg droen, éischtens eng Alternativ fir d'Foire ze fannen an zweetens dann och dee Projet iwwerhaupt emol auszeschaffen an en hei an d'Chamber ze bréngen, fir dass dee Projet och ka Realitéit ginn.

An Dummeldeng, wat natierlech duerch den Abandon vum Train-Tram-s-Konzept eng aner Nues kritt, mä wou virun allem en noutwendeg Buskonzept sech muss als Alternativ fir déi Leit, déi vun der Nordstreck aus an d'Stad kommen, erginn. Mir d'äerfen eis op allen Niveauen, bei der CFL, awer och an alle Ministèreen, keng Zäitverloschter méi erlaben. Ech sinn zum Beispill ganz prezis der Meenung, dass bei de Gare-périphériques laangwierig Études d'impact comparatives net néideg sinn, fir dass mer och hei an de Prozedure weiderkommen.

An ech mengen och doriwwer eraus, dass fir déi Projeten, déi mer elo auszeschaffen hunn, net ëmmer déi beschten Architekten aus Europa mussen heihinner kommen, fir eis do Prunkbauten opzeriichten, mä dass funktionell Bauten och méiglech sinn,...

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - ...fir dass mer an de Finanzéierungscapacités och besser dostinn.

Déi drëttes Ebene betrëfft déi zwou nei Strecken vu Lëtzebuerg op Esch a vu Lëtzebuerg op Beetebuerg. Si sinn d'Réckgrat vun deem ganze Konzept, keng Fro. Si sinn awer och keng Virbedingung fir d'Realiséierung vun aneren Deeler vum Konzept elo ze demarréieren an unzegoen. Den aktuelle Stand vun der Planung ass deen, dass op der Streck Lëtzebuerg-Esch den APS fäerdeg ass a souguer deelweis den APD op verschiddene schwierere Plaze konnt realiséiert ginn. Sait Ufank 2004 läit de Projet am Ministère vum Aménagement du Territoire fir d'Étude d'impact comparative ze maachen. Wann déi Prozeduren ofgeschloss sinn, kann de Projet de loi hei deponéiert ginn an esou schnell wéi méiglech och déciéiert ginn.

Wat d'Streck vu Lëtzebuerg op Beetebuerg ubelaangt, si mer an der Planungsphas net esou wäit. Mir sinn amgaangen, den APS fäerdeg ze stellen, duerno dann den APD ze maachen, d'Étude d'impact comparative esou schnell wéi méiglech an dem Landesplanungsministère iwwer d'Bühn ze kréien, fir derfir ze suergen, dass se vläicht parallel och hei an der Chamber mat der Escher Streck kann déciéiert ginn. Ech wäert mer jiddefalls fir virhuelen, fir déi zwee Gesetzesprojeten zu béiden Investitiounen esou schnell wéi

méiglech virunzebréngen, a si sollte wann nëmme méiglech an dëser Legislaturperiode dann och gestëmmt ginn.

Ech hunn déi dräi Niveauen - Tram, Gares périphériques, nei Strecken op Lëtzebuerg, op Beetebuerg an op Esch - skizzéiert. Ech betounen nach eng Kéier: Et geet also haut an dëser Debatt net ëm d'Prioriséierung vun de konkreten Aarbechten, wéini dass mer déi kënnen ufänken. Dat ass leider Gottes, géif ech soen, verfréit. Et geet drëm, d'Planung, d'Prozeduren, de gesetzgeberesche Prozess zu Enn ze bréngen. Munches ass muer parallel méiglech, munches léisst sech och duerch intelligent Finanzéierungsmodeller méi fréi attackéieren. Kuerzfristeg allerdingss muss Tacheles geriet ginn, fir dass mer ouni Zäitverloscht op allen Niveauen wierklech weiderkommen.

Dat bréngt mech zu menger leschter Bemierkung. Ech wäert an deenen nächste Méint keng Schwéierfällgekeen a Retarden, déi onnëtz sinn, do akzeptéieren. Jiddefree muss effikass a schnell schaffen, jiddefree muss all onnëtz bürokratesch Hürden esou schnell wéi méiglech huelen. Mir brauche fir all eenzelne Projet e prezisen Timing, deen dann och, wéi scho viru gesot, brutal muss agehale ginn. An all Partner, öffentlech a privat - a privater hu sech virun allem beim Tramskonzept haut schonn ugemellt fir an deem Projet matzemaachen a matzeschaffen -, sinn dobäi wëllkomm. A virun allem mussen och Diskussiounen, vläicht souguer Négociatiounen téschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg an och deenen anere Gemenge schnell ugaange ginn, duerchgefouert ginn an zu Enn bruecht ginn.

Meng Konkusioun, an ech widderhuele mech, ass, dass d'Regierung no intensive Berodungen iwwerzeegt ass, dass déi gläichzäiteg Realiséierung vum Tram an der Stad, d'Ausschaffung vu Konzepter fir de Süden an och d'Nordstad, déi intelligent Vernetzung mat dem Bus an den Ausbau vun den nationale Schinneréseauen, virun allem deen vun de Gare-périphériques, dee richtege Konzept ass, dee mer elo unzegoen hunn.

Schéi wär et wann den Transportminister no der Debatt vun haut kënn déciéieren, ob hien e Méindeg mat den Aarbechten a mat de Baggere éischer bei deem engen oder bei deem aneren ufänkt. D'Mandat vun haut ass déi Kursännerung, déi Kurskorrektur, déi mer maachen am Konzept hin zum lichten Tram, d'Mandat zur intensiver Émsetzung vun der Planung respektiv de gesetzgeberesche Prozess op allen dräi genannten Ebene weiderzéieren.

De Konsens fir dëst Konzept ass derbäi sech ze maachen, souwuel dobaussen an der Bevölkerung wéi och am politesche Raum. Doraus sollte mer déi Energie an déi Motivatioun huelen, fir endlech an en neit Mobilitéitszäitalter eranzekommen.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister Lux. Dann huet de Minister zoustänneg fir den Aménagement du Territoire nach d'Wuert gefrot, den Här Jean-Marie Halsdorf.

■ **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Landesplanungsminister ass an deem Dossier och gefuert, an duerfir wollt ech kuerz op d'Problematik Tram am Kontext IVL agoen, nodeems d'Propose vum Aarbechtsgrupp generell bei der Regierung a bei der Stad Lëtzebuerg, dat kann ee roueg soen, gutt

ukomm sinn, mat engem Préjugé favorabel beduecht goufen, wou iwwer ee sech freeë soll, well elo no annerhallwem Jorzéngt Studéieren an Diskutéieren endlech eppes Konkretes, eppes Décisives fir den öffentlechen Transport ka passéieren. Ech wëll mech do gären deene Wieder vu mengem Kollege aus der Regierung, dem Lucien Lux, ralliéieren. Hien huet lech dat jo och elo erkläert.

Et muss awer elo nach gekuckt ginn, awéifern dësen Tram kompatibel ass mam IVL. Strukturell besteet heirunner am grouse Ganze keen Zweifel. Am Detail mussen awer nach eng Partie Elementer gepréift ginn, esou zum Beispill d'Desserte vum Uelzechtdall nördlech vun der Stad Lëtzebuerg an awer och d'Desserte ënnerhalb vun der Südstad. Dëst wäert och an deenen nächste Méint am Kader vum interministeriellen Aarbechtsgrupp vum Plan sectoriel „Transports“ geschéien. An da muss den IVL am Kader vu sengem Monitoring deementsprechend am Respekt vu sengem inhärente raimleche Modell fortgeschriwwen ginn.

Ënner inhärentem raimleche Modell verstinn ech Lëtzebuerg als eng polizentresch Stadregioun am Landschaftsraum mat nees eng Kéier der Zentralachs, déi mer alleguerte kennen, Süden, Hauptstadt, Nordstad, an och seng raimleche-strukturell Eckwäerter mussen iwwerpréift ginn. Dat ass den „modal split“ 25/75, den Awunnerzeenario an dann natierlech och déi raimleche Awunner an Aarbechtsplazzeenarien: Wou gi mer wunnen? Wou gi mer schaffen? Dëst alles muss nach gekuckt ginn.

Wat awer kloer ass, dat ass, dass déi modern Garen, esou wéi se laut IVL och gebraucht ginn, déi sou genannte Plates-formes multimodales, mussen explizit, fir net ze soe prioritär an de Plang, dee mer fir eist Land maachen, integréiert ginn. Et handelt sech heibäi ëm déi sou genannte Gare-périphériques: Zéisseng, Houwald, Kierchbiereg, awer och d'Gare centrale vun der Stad Lëtzebuerg oder d'Garé vun Esch, vu Belval/West an och natierlech d'Gare vun Ettelbréck fir d'Nordstad. D'Iwwerleeunge ronderëm den Tram hu kloer gewisen, dass dës Garen eng entscheidend Roll beim Fonctionnéiere vun engem Gesamtkonzept fir den öffentlechen Transport spillen. Si sinn och e wichtege Garant fir d'Kompatibilitéit vum Tram mam IVL-Konzept a si mussen als alleréischte Prioritéit realiséiert ginn. Si sinn am Fong geholl den A an O vun deem Ganzen, an ech géif bal soen, keen Tram ouni Gare-périphériques.

Duerch de Plan sectoriel „Transports“ sollen da landeswäit déi integrativ richteg Weichen a puncto nohaltig Transportentwécklung gestallt ginn, mat dem Zil, wat mer alleguer kennen, 2020 25% vun de motoriséierte Persounentransporter am öffentlechen Transport ze bewältigen an awer och de Prozentsatz vum net motoriséierten Transport, där sou genannter Mobilitéit douce, staark an d'Luucht ze drécken.

A wann een d'Entwécklung um Frontaliersmarkt elo kuckt - a mir sinn amgang dat ze kucken -, da gesäit een, dass mer eis am Pendlerzeenario bewegen an dass mer schonn zwee Joer Avance hunn. Dat heescht, mir hu scho méi Leit am Land, déi eriwirwer schaffen kommen, wéi mer dat geduecht hunn am Joer 2002. An da weess een also, dass et net einfach gëtt, fir d'Prioritéiten ze setzen, a si mussen dann och deementsprechend konsequent a richteg gestallt ginn.

An deem Kontext, menge mir, ass den Tram an der Stad e wichteg Element an deem ganz komplexe Puzzle. Den Tram an der Stad ass net alles, mä hie bréngt der Stad an hirer Agglomeratioun munches à terme, well wat elo vum Aarbechtsgrupp proposéiert gëtt, och wat de Réseau ugeet, ass jo nëmme en Ufank. An Zukunft kann a

muss een, wann ee sech konsequent ass, den Tramsréseau jo och weider an d'Agglomeratioun ausbauen, an d'Agglomeratioun vun der Hauptstadt. Do wunnen ëmmerhin, wëll ech nach eng Kéier hei rappeléieren, 145.000 Awunner an et sinn 175.000 Aarbechtsplazen hei. Et muss een also ganz kloer soen, den Tram huet also méi wéi eng lokal Bedeutung.

Den Tram kann technesch a muss an eisen Aen och landesplaneresch mëttelfristeg an déi zwou aner urban Ballungs- an Entwécklungszentren exportéiert ginn - den Transportminister huet dat och schonn annoncéiert -, an d'Nordstad an och an d'Südregioun. Do mussen Iwwerleeunge gefouert ginn. Landesplaneresch gesi kann een awer nëmme eppes Substantielles an engem Gesamtkonzept bréngen mam Zuch iwwer d'Gare-périphériques gekoppelt, an och nëmme esou ass landeswäit den Tram als IVL-kompatibel erweisen.

An der Stad ass den Tram IVL-kompatibel, dat ass kloer. E bréngt méi Urbanitéit, e bréngt méi Attractivitéit, e bréngt méi Liewensqualitéit, och fir ze wunnen, e bréngt och méi Mixitéit, an ech mengen och, dass deen „modal split“, dee mer innerstädesch gär hätten, 50/50, och doduerch an d'Luucht geet, à condition awer, an dat ass wichtege, dass een eng gesamt Opération urbaine hei an der Stad mécht, dass een dat Ganzt also als eng Opération urbaine apäkt a sech net scheid eventuell nei Weeër ze goen, fir d'Tramspur esou wäit wéi méiglech vum reschtliche Verkéier ofzeschiermen. Dat ass ganz wichtig.

Den Transportminister huet deen Aspekt och schonn ugeschwat. Hei muss d'Stad Lëtzebuerg also konsequent, besonnesch och an hirem zentrale Beräich, eng nei a couragéiert integrativ Stadentwécklung ustriewen. Mam Leeë vu Schinnen also geet et nach laang net duer.

Esou eng Démarche kann da sécherlech a wäert och sécherlech zur Attractivitéit vun eiser Hauptstadt bäidroen, wat natierlech och international eng Plus-value gëtt. An iwwerhaupt wëll ech deen Aspekt ervirstrichen, dee vun engem psychologesche Méiwäert a puncto öffentlechen Transport, deen een duerch den Tram ka kréien. Well duerch hien, mengen ech, kann net nëmme qualitativ, mä och duerch seng Akzeptanz an de Käpp vun eise Bierger, vun de Leit, do kann, mengen ech, e ganz wichtege Schrott gemaach ginn um Wee op den „modal split“ 25/75, dee mer eis als Zil gesat hunn.

D'Landesplanung an d'Politik kënnen sech also net an engem Land domat offannen, dass d'Stad géint d'Land oder d'Land géint d'Stad géifen an eng Diskussioun geféiert ginn; dat mécht landesplaneresch kee Sënn. Mä et ass awer och kloer, dass op kee Fall d'Haaptentwécklungsachs - laut IVL, ech widderhuelen et nach eng Kéier, Esch, Hauptstadt, Nordstad - wéinst dem Tram ka vernoléisst ginn. Duerfir wëll ech an deem Kontext nach e puer Wieder och iwwer déi direkt Schinneverbindung téschent Esch an der Stad Lëtzebuerg soen.

Fir d'alleréischte ass et esou, dass fir de Moment déi raimlech Impaktstudie vum Aménagement du Territoire gemaach gëtt, an och hei ass e Variantevergläich a puncto Émweltimpakt duerchgefouert ginn. Well mer elo awer nees nei Elementer op den Dësch kritt hunn, nei Kaderemement, verléiere mer natierlech Zäit, mer kréien eng zäitlech Verzögerung bis mer déi Resultater elo kréien. Däers soll ee sech bewusst sinn.

De Gewënn vun dëser Verbindung, déi een téschent der Stad Esch a Lëtzebuerg mécht, dee kann een zäitlech an a Capacitéit ausdrécken oder och an deenen zwou Saachen. Wann een zäitlech wëllt eppes gewanne bei enger Neibaustreck, kann dat awer nëmme



substanziell géintwenger enger moderniséierter bestehender Verbindung ausfallen. Dat ass fir eis kloer, wann een eng direkt Schnellverbindung téschent Belval/Ouest an Zéisseng baut. Hei gétt et awer gréisser technesch an och finanziell Hürde fir dësen Direktuschloss op de Site Belval hinzekréien.

Et muss een also eng Detailanalyse maachen, wat dat genau bedeit. Déi muss gemaach ginn, an da muss och gekuckt ginn, ob dës Optioun finanziell drobar ass, an da muss d'Politik eng Entscheedung huelen, ob esou eng nei S-Bahn-ähnlech Direktverbindung téschent Zéisseng an Esch/Belval et bréngt oder ob eng Modernisierung vun der bestehender Streck besser ass. Déi Fro muss beäntwert ginn.

Wann ech elo kucke wat d'Capacitésvergréisserung ugeet, do weess ech, dës Fro, déi stellt sech à terme. Et ass zwar keng Urgence, mä am Fall vun enger Neibaustreck via Esch-Gare, wann dat méi sennvoll wär a méi prioritär misst sinn, da muss een do kucken, wéi ee moderniséiert oder net moderniséiert, ob een do via Beetebuerg, dee Wee geet. Déi Fro muss beäntwert ginn an dat si Froen, déi sinn an eisen Aen deemnächst ze stellen.

Schlussendlech, wann een déi ganz Problematik Lëtzebuerg-Esch mécht, muss een awer och wëssen, dass déi Streck Esch-Lëtzebuerg duerch e Grénggürtel geet, déi sou genannte Zone verte interurbaine, déi téschent der Stad an der Südreion läit. An hei ass et also am Hibleck op eng nohalteger raimlech Entwécklung net ubrecht, vill Haltestellen an deem Deel do ze maachen, well soss géif een eng weider Zersiedelung kréien, an dat wier net gutt an esou enger wichtiger grénger Zon. Dat soll een also net encouragéieren. An anere Wieder huet een hei also och Limitatiounen, wat d'Passagéierpotenzial op dëser Streck ugeet.

An dësem Kontext muss ee sech dann och froen, wat dat dann heescht an Zukunft, wa mer wëllen eng Kéier en Train-Tram maachen, well bei dëser Problematik vill Froen sech do stellen. Fir eis ass et kloer: Hei ass e klengen, awer richteg Schrëtt an déi richteg Richtung, deen hei gemaach gétt. Et sinn nach vill Iwwerleeungen ze féieren - ech mengen, ech hunn déi elo hei gemaach -, mä et heescht elo handelen, an dat gétt jo haut gemaach.

Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Minister. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

**M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut steet den öffentliche Transport am Méttelpunkt. Fir d'CSV huet den öffentliche Transport eng grouss Wichtigkeet, an esou ass et och evident an noutwendeg, dass mir eis iwwert d'Entwécklung vun der Lëtzebuurger Eisebunn als ee vun deenen Haaptacturen am öffentlichen Transport mat Bléck an d'Zukunft asetzen an dat och tatkräfteg ënnerstëtzen.

Am Regierungsprogramm huet d'CSV-LSAP-Regierung sech kloer fir eng verbessert Mobilitéit ausgeswat. Souwuel de Persounenwéi och de Gidderverkéier wäerten an deene kommende Joren ëmmer méi eng wichteg Roll spillen an eng vun eisen Haaptprioritéiten am öffentlichen Transport duerstellen. Vill ze laang huet de Schinneverkéier politesch eng Nieweroll gespillt. D'Fakte vun haut beleeeën, dass an deene leschte Joren d'Prioritéiten anescht gesat goufen, andeems héich Investissementen an de Stroosseverkéier gefloss sinn, woubäi d'Entwécklung

vum Schinrenttransport vill ze kuerz koom.

Haut wësse mer, dass dat vläicht net grad dee richteg Wee war. D'Ëmweltproblemer, Kyoto, Stauen op eise Stroossen, d'Accidenter op der Strooss an esou weider, alles dat sinn d'Beweiser. Mir als CSV entdecken d'Transportmittel vun der Eisebunn zwar net nei, mä mir wäerten d'Eisebunn op, andeems mer en Entwécklungskonzept vun engem regionalen an nationale verbesserte Schinrentnetz propagéieren.

Fir der Schinn allerdéngs eng reell Chance ze ginn, mussen d'Viraussetzung vu faire Wettbewerbsbedingungen geschaf ginn, wat en Ausbau vun eiser Schinrentinfrastruktur un déi neisten technologesch Ufuerderunge beinhalt. Dëst war och ee vun deene Grënn, firwat d'CSV den Transportminister Lucien Lux ënnerstëtzt huet, fir d'Grënnung vun der CFL-Cargo am Fretberäich op d'Pist ze kréien; och wéi mer nach dës Woch gesinn hunn, dass déi Streck Beetebuerg-Perpignan, de Camion op den Zuch, dass dat och weider positiv Akzenter sinn, fir dat kënnen ze realisieren.

Och am Persounverkéier ass et wichtig, elo déi richteg Décisiounen fir d'Zukunft ze huelen. Den IVL huet kloer ënnermauert, dass d'Schinn d'Réckgrat vun öffentlichen Transport duerstellt. Dräi verschidde Piliere sinn am Entwécklungskonzept ze betruechten: den internationalen, den nationalen, dee regionale respektiv lokalen.

Beim internationalen, deen eis zwar zu dësem Moment manner beschäftegt, ass et awer gutt, dass déi belsch Regierung elo endlech eng Entscheedung betreffend den Eurocap-Rail geholl huet. Allerdéngs bedauere mir, dass se sech fir déi méi kleng, déi méi kuerz Variant entscheet huet. Déi belsch Sait propagéiert en Timing vun 2007 op 2014. Dat bedeit konkret fir eis, dass d'Lëtzebuurger Eisebunnnetz spéitstens muss 2011 mat den Aarbechten ufänken, fir dass eist Netz och 2014 fäerdeg ass, net dass eis belsch Kolleegen nach op eemol virun eis fäerdeg sinn, well dat wier net esou gutt. Niewent deenen Aarbechten um Réseau bedeit dat awer och, dass an deem gläichen Otemzuch muss eppes gemaach gi wat de Bau vun der Gare Zéisseng ubelaangt.

D'Ubanne vun Réseau Waasserbëlleg un d'Stad Lëtzebuerg klappert relativ gutt. Wichtig wier et allerdéngs do, wa vun däitscher Sait aus onbedéngt déi néideg Modernisierung schnellstens géing an d'Wee geleet ginn. Obschonn dat net an eisen Hänne läit, fuerdere mer d'Regierung op, duerfir ze suergen, mat deenen däitsche Kolleegen Kontakt opzehuelen, well nëmmen esou mécht et Sënn, am Kader vun der Groussregion och e gudden öffentliche Transport ze garantéieren, an dat am Zesammenhang mat eisen däitschen Noperen.

**Une voix.** - Très bien!

**M. Marc Spautz (CSV).** - Wat de Grenzverkéier ubelaangt, esou konnt d'Ubanne u Frankräich a leschter Zäit zwar verbessert ginn, obschonn dëst eng ganz Rei vun negative Répercussiounen am Anhaler vun den Horeiren an nationale Persounentransport mat sech bruecht huet. Ganz besonnesch concernéiert ass hei déi Escher an déi Diddelenger Streck, wou elo ëmmer méi oft Retarden opkommen an den Zuch méi spät an der Stad ukënnt, wat drop zréckzeféieren ass, dass déi franséisch Zich Prioritéit hunn. Mä dat dréit awer net onbedéngt eppes Positives dozou bäi, fir d'Leit vu Beetebuerg, Diddeleng an Esch op den öffentlichen Transport, dat heescht op den Zuch, ze kréien.

Dagdeeglech kommen 140.000 Frontalieren an eist Land schaffen. Déi schwierig Situatioun vun öffentlichen Grenzverkéier schwätzt

allerdéngs - an ech hunn et jo elo just erkläert - net grad fir den öffentlichen Transport fir d'Frontalieren. Hei wier et un der Zäit, eng ganz Rei Efforten ze maachen, andeems mer de Service Schinn fir déi vill potenziell Clienten, fir déi vill Frontalieren, déi mer do hunn, an och Résidenten, an alle Facetten däitlech maachen an duerfir suergen, dass d'Schinn un Attraktivitéit gewënnt. Mir mussen de Leit Argumenten ginn, fir op de Service vun öffentlichen Transport zréckzegräifen.

Am nationale Beräich setzt d'CSV sech fir d'Realisatioun vu gréisseren Opfangparkingen an. An dat heescht op deene verschidde CFL-Knuetpunkter, wou grouss Garé sinn, dass do och déi néideg Parkinge musse bestoen. Mir stelle jo fest, a verschidde Gemengen, déi erliewen dat Dag fir Dag, dass hir Leit keng Parkplaze méi an hirer Uertschaft fannen, well déi de ganzen Dag besat sinn, well d'Leit do op den Zuch ginn. Do geet et net duer, dass mer d'Garen do hunn, mä mer musse gläichzäiteg och Opfangstrukture fir d'Leit schafen, well wa se alleguerten d'Flemm hunn, wa se wéi laang no enger Parkplaz gesicht hunn a se fanne keng, da fuere se léiwer direkt mam Auto an d'Stad. Duerfir wier et wichtig Opfangparkingen op deene Knuetpunkter ze maachen. Eng weider Méiglechkeet wier et déi lokal Garen op verschidde Plazen am Land auszebauen, an domadden och déi eenzel Regiounen ze valoriséieren.

Fir en effikassen öffentlichen Transport suggéiert d'CSV also d'Schafung vu lokale Sammelpunkte respektiv, wéi am IVL virgesinn, grouss Opfangparkinge laanscht den Eisebunnréseau. Hei mussen den RGTR-Transport mat der CFL, de Privatbussen, an och den aneren öffentlichen Ubidder aneneegräifen. Wéi en Zännrad an enger Auer muss dat klappen. Well nëmmen esou kënnen mer en optimale Service um Client garantéieren.

Erlaabt mer e ganz cocasset Beispill vun engem Trajet do virzebréngen, dat ass Réimech-Lëtzebuerg Gare. Do si Leit, déi schafen a verschidde Industriézonen a si fuere fir d'éischt mam RGTR bis an d'Stad op d'Gare eran, mussen dann ëmklammen an e Bus vun der AVL, fir dann erëm zréck op Hamm gefouert ze ginn, wou se scho 35 Minutte virdu laanschtgefueert sinn.

Dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dréit net zu der Attraktivitéit bäi, an an all deene Saache musse mer d'fir suergen, dass dat Ganzt, dee ganze Konzept mat deene verschiddeenen Träger, also wéi scho virdu gesot, mat den Zännrieder aneneegräift.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Dat ass ze schéin, fir wouer ze sinn.

**M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här Mehlen.

E weidert Argument fir den öffentlichen Transport sinn déi ugekënnegte Taxen, déi jo elo lues awer sécher wäerte kommen op Diesel a Bensin, wéinst Kyoto. Wéi de Minister Lucien Lux et jo och schonn annoncéiert hat am Virfeld vum Autofestival, dass mer och eng nei Besteuerung wäerte kréien op den Autoen, wat och vläicht dann an deem ganze Konzept den öffentlichen Transport nach méi interessant wäert maachen. Et ass awer d'fir et wichtig, dass an en zukunftsorientéiert CFL-Konzept investéiert gétt an dass mer e schnellen, pünktlechen, komfortablen a moderne Persounentransport iwwert d'Schinn kréien.

Vun deenen zentral geleeeenen Achse wéi Waasserbëlleg, Nordstad, Stengefort, Péiteng, Diddeleng an Esch, muss den Transfert

an d'Stad méi séier goen. Et ass och wichtig, dass déi Achsen eng mat där anerer verbonne ginn. Erlaabt mer och an deem Kontext - et huet zwar elo net direkt eppes mat deenen Achsen ze dinn - nach op de Problem vun Ëlwen hinzewiesen, wou een och vläicht laangfristeg - ech weess, dass dat e bésse méi schwierig gétt - och muss iwwert d'Léisung nodenken, fir Nordstad-Ëlwen zweegleiseg ze maachen. Do ass de Problem bedéngt duerch de Bierdener Tunnel. Mä et wier awer och do wichtig, dass ee laangfristeg iwwer Léisungen nodenkt.

Loosst eis also keng Zäit verléieren, andeems mer folgend Projekte konstruktiv ënnerstëtzen: d'Realisatioun vum Réseau Lëtzebuerg-Kierchbiereg vun der Nordstreck hier, mat der Ubannung un d'Gare Lëtzebuerg an un de Findel; den Ausbau vun der Streck Lëtzebuerg-Péiteng; den Ausbau vum Fentenger Dräieck; de Bau vum neie Viaduc Polvermillen; an d'Realisatioun vun enger neier Streck Esch-Lëtzebuerg, déi wichtig ass, éischtens, fir d'Leit vun Esch, awer och nach gläichzäiteg wichtig ass fir d'Rekonversioun vun den Industriebrachen Esch/Belval, déi jo och eng ganz grouss Prioritéit spillen. De Minister vun Aménagement du Territoire huet et virdu gesot, dass de Projet bei hinne läit. Mä si sinn och amgang déi néideg Adaptatiounen ze maachen, dass mer dann och endlech deen Avis kënnen kréien.

Déi lescht Woche stoung den Tram duerch d'Stad an der Aktualitéit. No der Virstellung vum Projet vun Aarbechtsgrupp „Mam Tram duerch d'Stad“, ass et wichtig och op déi eenzel Punkten hei anzegeen.

Wat fir en Tram wëlle mir? En Tram nom Wiener Modell, mat der Gefor, dass den Tram am Stau steet? Oder wëlle mir e Modell vun engem Tram mat enger eegener ofgetrennter Spur, deen awer gewësse Plaznodeeler beinhalt? Vill Froen, wou jiddfer Modell säi Pro a Kontra huet.

Ech wëll mech hei och elo net op de genauen Tracé vum Tram duerch d'Stad festleeën, well am Projet ware jo verschidde Varianten opgezielt, mä et stelle sech nach eng Rei Froen am Zesammenhang vun dem Techneschen, wéi och vum Finanziellen. Just e puer erausgegraff:

Wat geschitt mam Pont Adolphe, wann do elo zwou vu véier Pisté fir den Tram ofgespaart ginn? Drängt sech do net d'Fro op vun enger neier Bréck? An ech hunn haut an der Zeitung gelies, dass de Schäferot vun der Stad Lëtzebuerg sech och do scho Gedanke gemaach huet. Wéi steet et ëm d'Stabilitéit vun dem Pont Grande-Duchesse Charlotte, besser bekannt ënnert dem Numm „Rout Bréck“? Wéi séier ginn déi nei Garen Houwald, Kierchbiereg an Zéisseng gebaut? D'Zéissenger Gare huet jo och eng wichteg Roll am Zesammenhang mam Eurocap-Rail. Wann d'Planung vun deenen Aktivitéitszonen Houwald an Zéisseng akut gétt, missten dann net och déi geplangte Garé prioritär behandelt ginn, fir en nationalen „modal split“ vu 25/75 an en „modal split“ vu 50/50 an der Stad Lëtzebuerg kënnen ze realisieren? Mir mussen déi richteg Prioritéite setzen, ouni de finanziellen Aspekt vum Land aus den Aen ze verléieren.

Ech hu mer do erlaabt emol nach eng Kéier verschidde Chifferen zesummedroen. Den Eurocap-Rail war emol eng Kéier mat 215 Milliounen beanschlagt. Den Tram léier an der éischter Phas mat 122 Milliounen. Da kommen do nach dobäi: den Train classique Gare centrale-Cents-Aérogare-Kirchberg, déi nei Eisebunnslinn Lëtzebuerg-Esch, d'Gare vun Esch, d'Streck Péiteng-Lëtzebuerg, d'Garen an de Park & Ride, den Arrêt Belval-Mairie mat den Antenne ronderëm. Wann een dat zesummerechent, da kënn een op e Chif-

fer vun 1.525 Milliounen! A wa mer jo wëssen 1.525 Milliounen, a wann ee jo weess, dass mer...

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Wat soll dat da par rapport zur Nordstreck sinn?

**Une voix.** - Jo. Voilà!

**M. Marc Spautz (CSV).** - D'Nordstreck? Et muss ee just am Kader vun där Finanzsituatioun iwwert déi mer elo am Land schwätzen, do d'äerf een awer och déi Finanzen net aus den Ae verléieren, Här Gira.

**(Interruption)**

Här Gira, bei der Nordstreck war ech nach deemools net derbäi. Du konnt ech d'Fro net stellen.

**(Interruption)**

An der Partei si mer am Moment mam öffentlichen Transport amgang. Mir schwätzen elo net iwwert d'Strooss. Wa mer dann eng Kéier iwwert d'Strooss schwätzen, schwätze mer och do am Detail driwwer.

**M. Charles Goerens (DP).** - Sâi Papp war d'accord domadder.

**(Hilarité)**

**M. Marc Spautz (CSV).** - Ma et ass och gutt, dass d'Nordstreck gebaut gétt. Oder gesäit een dat aneschtens, Här Goerens?

**(Interruption)**

Mä wann Dir awer géint d'Nordstreck sidd, mir kënnen dat awer aktéieren.

Ech wëll awer och nach drop hiweisen, wann ech dat elo gesot hu vun deem Chiffer, da feelen do nach wéi gesot: Wat kascht dat fir de Pont Adolphe tramkonform ze maache respektiv eng nei Bréck do ze bauen?

**(Interruption)**

Wat kascht d'Ubannung mam Tram Houwald-Zéisseng? Wat kascht d'Fuermaterial fir deen Tram? Wat kascht d'Streck Lëtzebuerg-Beetebuerg? Do lounen nach keng Chiffere vir. Op alle Fall, ech hu weder an der Note vun Här Minister Lux nach a soss engem Budget do e Chiffer fonnt. Wat kascht déi Instanzsetzung vun all deene Garen, déi de Stat jo iwwerholl huet am Kader vun Tosch bei der Grënnung vun der CFL-Cargo? Wéi vill muss doran investéiert ginn?

Wann een dat dann alles zesummerechent - erlaabt mer, bei deem leschte Chiffer hunn ech dann esou de Pi mol Daume geholl -, da wäert een do op wäit iwwer zwou Milliarden kommen, déi net an engem Budgetjoer - ganz kloer, dat géife mer jo nimmools packen -, mä iwwer eng laang Streck, missten investéiert ginn, fir en attraktiven, komfortablen öffentlichen Transport ze kréien. Do géllt et awer dann déi richteg Prioritéiten ze setzen, well mer wësse jo alleguerten, dass mer d'Suen net méi esou um Koup leien hunn.

**(Interruption)**

Här Jaerling, wann Dir dat net wësst, da kuckt an de Budget.

**(Interruption et hilarité)**

**(Coups de cloche de la Présidence)**

**M. le Président.** - Här Spautz, fuert weider.

**M. Marc Spautz (CSV).** - Fir d'CSV ass et wichtig, dass déi Haaptaccésen: Nordstad, Lëtzebuerg, Esch, eng grouss Prioritéit kréien, an dat zesumme mat der Realisatioun vun de Gare-périphériques: Kierchbiereg, Houwald, Zéisseng, fir dass mer en attraktiven öffentlichen Transport kréien. Ouni déi Realisatiounen erreche mer ni deen „modal split“, dee mer virgesinn hunn.

Des Weideren ass et fir d'CSV wichtig, dass de Stat, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, schnellstméiglech eng detailléiert Analys virleet betreffend dem Bau,



der Tracéféierung, den Alternativen an dem Finanzement vun engem Tram duerch d'Stad. Gläichzäitig mussen d'Eisebunnstrecken Esch-Lëtzebuerg a Lëtzebuerg-Beetebuerg op den Dësch kommen, wou fir Esch-Lëtzebuerg jo en Avant-Projet do ass, mä den Avant-Projet fir Lëtzebuerg-Beetebuerg muss nach op den Dësch kommen. An dat och am Zesammenhang mat de Projeten: Gare, Houwald, Zéisseng a Kierchbiere Foire. Do huet de Minister vum Transport och scho virdu d'wuer geschwat, dass dat och muss an Ugrëff geholl ginn, fir dass mer do nëmme keng Zäit verléieren.

Den öffentliche Transport funktionnéiert awer och net ouni Personal, funktionnéiert net ouni eis Eisebunner. Bei allen technesche Moderniséierung muss de Mënsch a seng Aarbechtsplaz och do am Vierdergrond stoen. Dëst setzt allerdéngs viraus, dass d'CFL och an Zukunft weiderhi genuch motivéiert a qualifizéiert Personal huet.

E weideren Aspekt ass den Accueil an den Encadrement vum Client. D'Faktore Sécherheet vum Client an och vum Personal mussen eng absolut Prioritéit kréien. Leider ass et net seelen, dass Leit an eisen öffentliche Gefierer ëmmer erëm an ëmmer erëm agresséiert a bedroht ginn. Vu dass den Effectif vun eiser Police dëser Entwécklung net ka Rechnung droen, ass et awer wichtig deem entgéintzewierken, do-duerch dass méi Leit, méi Personal an deenen eenzelnen öffentliche Linne present ass, fir domadder d'Sécherheet an de Schutz vum Client, wéi och vun deem anere Personal, ze garantéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen., dëst waren nëmme eng Rei vun de Problemer, déi eisen nationalen Eisebunnréseau betreffen. Den Dossier vun der Schinn ass ze thematiséieren, ze diskutéieren an et ass em schnellstméiglech Léisungen zuzeféieren. De Minister Lucien Lux an d'Regierung mussen hir Prioritéiten opsetzen, fir am öffentliche Transport déi néideg Akzenter ze setzen. Mir sinn dervun iwwerzeugt, dass si dat maachen an dass et och ganz wichtig ass, dass mer en attraktiven a sécheren öffentliche Transport kréien, am Intérêt vum Land an am Intérêt vun sengen Usageren.

Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Här Spautz. Nächste Riedner ass den honorablen Här Paul Helminger. Här Helminger!

**M. Paul Helminger (DP).** - Här President, léif Kolleegen, ech géing gären ugangs e puer Wuert soen. Erlaabt mer, dass ech dat da vläicht haaptsächlech mat menger Kap och als Buergermeeschter vun der Stad, ëm déi et jo hei largement geet, soen, wou mer elo hei an der Prozedur eigentlech dru sinn, ëm wat et haut geet.

Den Transportminister, de Lucien Lux, huet eis virdu mat enger ganzer Rei ofgekierzte Begrëffer APS, APD bal dronke gemaach. Glécklecherweis si mer nach net grad just an deem Film. Et geet also haut net drëm, fir engem Projet zoustëmmen oder net zoustëmmen.

Et geet am Fong drëm fir aus där Rangéiergare, wou mer waren a wou och ganz vill där Abréviatione waren - ugefaange mat BTB, Train-Tram, BB, eng Kombinatioun vun all deem AVL, RGTR -, erauszekommen an ze kucken, ob mer et haut fäerdeg bréngen, fir och hei an der Chamber, dat heescht um nationale Plang, dee Wee ze goen, dee mer de Méinde virun nacht Deeg an der Stad schonn age-schloen hunn, fir ze soen, dass mer, wéi gesot, aus där Rangéiergare vu Projeten op ee Gleis elo probéiere virunzekommen. An dat ass dat Gleis, wat eis à l'unanimité recommandéiert ginn ass vun deem

Aarbeitsgrupp, deen zesummen an op Initiativ vum Transportminister, mat deenen zoustënnge staatléche Ministèren a Service an och mat der Stad Lëtzebuerg agesat ginn ass am Juni 2005, fir eben ze kucken, ob et do aus all deem, wat iwwert déi lescht 15 Joer studéiert ginn ass, en Auswee géing ginn an eng Direktioun, déi dann elo soll weider am Detail gekuckt ginn. Et geet ëm net méi an net manner wéi dat.

Et geet net drëm fir elo festzustellen, dass elo all Froe geléist sinn. Au contraire, et sinn der nach e ganze Koup, déi musse geléist ginn. Mä et geet drëm a wat fir enger Perspektiv, a wat fir enger Visioun, a wat fir enger Hisiicht mer elo Äntwerten op déi Froe sichen. Deen Ausbléck, dat ass ganz kloer d'Konklusioun vum Groupe de travail, mat dem Tram léger an der Stad als Complémentaritéit zu deem, wat um nationale Plang muss an dem klasscheschen Zuchverkéier gemaach ginn; zu deem, wat och um lokale Plang am Busverkéier muss gemaach ginn; zu deem, wat parallel dozou muss gemaach ginn an deenen anere Forme vu Mobilitéit.

Ob dat elo den Individualverkéier ass oder ob et och déi Mobilitéit douce ass, déi jo grad just an urbanen Agglomeratiounen, wéi nun eben d'Stad Lëtzebuerg an d'Nopeschgemengen eng sinn, och hir Roll ze spillen huet, fir dass mer an engem Gesamtkonzept vun zukunftssträhteger Mobilitéit dohinner kommen, dass mer déi Zilvirgaben, déi mer eis national ginn hu vun „modal split“, errechen an domadder och d'Accessibilitéit an d'Mobilitéit an deem Land kënnen garantéieren.

An ech géing déi Konklusiounen gäre mat véier Konzepter eng kéier kuerz beliichten, déi komescherweis alleguere mat „Co“ an dann nach engem Buschtaf ufänken. Wat awer elo net soll eng Opfuerderung sinn, dass een déi Debatte hei als eppes aneschters wéi eng seriö Debatte charakteriséiert. Mä, dat ass: Continuité, Conformité, Compatibilité a Comptabilité - well ech keen anert hunn. D'Tentation war ze vill grouss fir bis zum Schluss mat „Co“ an dann nach engem Buschtaf ze fueren, esou dass et do net Finanzen gesot hunn, mä Comptabilité.

**(Interruption)**

Mä Spaass bäi Säit, Continuitéit: Ech mengen, dee Problem, mat deem mer haut beschäftigt sinn, deen huet schonn, bien entendu, eng laang Geschicht. Et geet ëm d'Accessibilitéit vun der Stad a vun der Agglomeratioun ronderëm d'Stad haaptsächlech an deene Stousszäiten, wou mer et also mam Berufsverkéier ze dinn hunn. Dat ass eng Situatioun, déi huet zënter Luxtraffic net geännert. Luxtraffic war schonn zur Konklusioun komm, dass eigentlech ënner dem Dag de Verkéier an der Stad ganz anständig funktionnéiert, mä dass mer eben en décke Problem hunn zu deenen Zäiten, wou déi vill Leit, déi an d'Stad schaffe kommen, wou déi sech alleguere matenee bewegen.

Et ass also eng Continuitéit vum Problem, mat deem mer befaasst sinn. Et gétt oft gesot, mir hunn Zäit verdrängt, mä et gétt eng Continuitéit vun Efforten, souwuel um Niveau vun der Stad wéi um Niveau vum Stat, fir ze probéieren deem Problem Meeschter ze ginn. Déi Efforten, déi um Niveau vum Stat gemaach gi sinn, hu sech zum Deel an Investitiounen néiergeschloen, déi mam Individualverkéier ze dinn hunn.

Et ware bal lauter Saachen d'ailleurs, déi dans leur temps ganz staark contestéiert waren, mä wou mer haut frou sinn, dass mer se hunn, well ouni déi Verkéier scho laang zesummegebrach war. Dat ass de Contournement, dat ass d'Pénétrante, zu där d'Stad dann d'Fortsetzung mat der Rodeo bruecht huet, dat sinn awer och déi Investitiounen, déi schonn an der

Vergaangenheet gemaach gi sinn um Niveau vum Tram, um Niveau vum RGTR. An ech behapten och nach haut, dass dat och déi Diskussioun waren, déi op Grond vu Luxtraffic gefouert gi sinn an déi zu de Konklusioun BTB, dunn herno Train-Tram, gefouert hunn, well jiddferee vun deene Projeten hat finalement seng Avantagen, hat och seng Désavantages, ass hei oder do op Widderstänn gestouss.

Wann ech ee Moment ka beim BTB oder bei sengem Successeur, beim Train-Tram, bleiwen, ass et jo eigentlech schued - an et ass an där Debatte hei praktesch dat Eenzegt, wat mer wierklech Leed deet -, dass et esou laang gedauert huet bis d'Eisebunn endlech déi Froen, déi eng ganz Rei Leit, och d'Stad, sech gestallt hunn iwwert d'Realiséierbarkeet vun deem BTB, oder vun deem Train-Tram, dass do eng ganz Rei successiv Transportministere an och mir ëmmer erëm am Glaf gelooss gi sinn, dass dat e Projet wier, deen hätt kënnen realiséiert ginn.

Mir wëssen haut, dass en aus Considératiounen, aus techneschen Iwwerleeungen, déi mat der Sécherheet ze dinn hunn, souwéi sou virun 2017 net hätt kënnen funktionnéieren, an dass en och duerno nëmme nach hätt kënnen funktionnéieren a Konditiounen, déi wierklech de Confort an d'Attraktivitéit vun deem System an d'Opérationnalitéit vun dem klasscheschen Tram, dass dat alles nëmme ganz schwéier matenee ze vereinbare gewiescht war.

Mä ëmmerhin, et ass investéiert ginn an Iddien, et ass investéiert ginn an Infrastrukturen. D'Stad Lëtzebuerg huet op hirer Säit niewent deem Investissement an d'Rodeo - ech hunn dee scho genannt - och ganz vill an deene leschte Joren - ech kommen herno nach eng kéier dorobber zrëck - an den Autobus-System an der Stad investéiert. Mir hu ganz staark an d'Reglementatioun vun der Circulatioun a vum Parking investéiert; alles am Sënn fir den öffentliche Transport ze privilegéieren par rapport zum Individualverkéier. Continuitéit also.

Mat deene Recommandatiounen, déi mer hei um Dësch hunn, stelle mer awer och elo eng grouss Konformitéit fest mat deene grouse Strategiepabeieren, déi - dat muss een awer och soen - eigentlech eréischt an deene leschten dräi, véier Joer dévéléppéiert gi sinn. Dat ass un alleréischer Stell den IVL; dat ass de Konzept vu mobilitéit.lu, deen eise Kolleeg Henri Grethen, wéi en Transportminister war, dévéléppéiert huet; an dat ass dee Stadentwécklungskonzept, dee mir an der Stad iwwert déi lescht zwee, dräi Joer an enker Zesummenaarbecht mat de Bierger vun der Stad ausgeschafft hunn. Mir stelle fest, dass déi Recommandatiounen vun deem Aarbechtsgrupp, déi Konklusiounen, zu deenen den Aarbechtsgrupp komm ass, dass déi effektiv parfaitement konform si mat deenen dräi Strategiepabeieren.

Wat gesäit grosso modo den IVL vir? Den IVL, deen am Fong déi éischt, géing ech soen - op jidde Fall, dass ech mech kann erënneren -, wierklech kohärent Approche zu der Landesplanung ass, gesäit eigentlech vir, dass anstatt, dass mer hott an har an deem Land Dévéléppement bedreiwen, dass mer den Dévéléppement sollen op eng Manéier maachen, dass e kohärent ass mat deene Méiglechkeeten, déi mer hunn, fir och d'Mobilitéit an deem Land ze organiséieren; wat jo dann erëm ganz staark och zesummenhänkt mat der Disponibilitéit haut a mat der Disponibilitéit muer vun öffentliche Transport.

E gesäit och nach vir, dass mer solle bei allem beduecht sinn op eng gewësse Mixitéit, awer och kucken, dass mer déi Dévéléppementer op

eng Manéier konzentréieren, dass mer net lues a lues dat heite Land ganz zersiedelen, mä dass mer an deene verschiddene Géigende vum Land Clustere schafen, déi jiddferee seng eege Séil, seng eege Bedeitung, seng eegen Dynamik huet, an dass also déi Clustere och erëm sech sollen do erëmfannen, wou entweder d'Ubannung haut un den öffentliche Transport scho garantéiert ass, quitte dass se nach muss verbessert ginn, oder wou se jiddefalls muer ka realiséiert ginn. Aus deem, wat mer elo haut hei leien hunn, kënnen mer nëmme als Konklusioun feststellen, dass dat total konform ass mat den Iddien, mat de Grondiddie vum IVL.

Déi Konklusiounen sinn och nach konform mat dem Konzept vu mobilitéit.lu. Et ass jo bal wéi wann den Henri Grethen, wéi hien Transportminister war, scho geahnt hätt, dass déi nei Strukturdonnéeën, déi elo an de Konklusiounen ganz kloer an eendeiteg op den Dësch komm sinn, och fundamental Donnéeën par rapport zum BTB an Train-Tram geännert hätten.

Wa mer haut feststellen, dass iwwert déi lescht 15 Joer net 9.000 zousätzlech Aarbechtsplazen hei geschafte gi sinn, mä 118.000; wa mer feststellen, dass d'Bevölkerung net op 415.000 ugewuess ass, mä op 465.000 eropgewuess ass; wa mer feststellen, dass virun allem déi Leit, déi déi Aarbechtsplaze besetzen, net wéi virgesi war nëmme zu 3.000 aus der Grenzregion kommen, mä au contraire zu iwwer 80.000 aus der Grenzregion kommen, da géllt net nëmme dat Spréchwuert „Et ass nëmme deen en Dömmen, dee seng Meenung ni ännert“, mä dann hu mer et ganz einfach hei mat esou fundamental neien Donnéeën ze dinn, dass et wierklech derwäert war, dass een deen Exercice gemaach huet an dass ee sech do nei Léisungen dorobberhi wëllt afale loosse.

Mä ëmmerhin, et war schonn déi Regierung wou den Henri Grethen Transportminister war, déi dat gemaach huet mat deem Konzept vu mobilitéit.lu, dee jo virgesäit, dass een déi Navetteuren esou no wéi méiglech zu do wou se doheem sinn opfänkt - dat geet jo u mat Park&Riden, déi entweder an eise Land un der Grenz leien oder souguer wouméiglech nach déi aner Säit vun der Grenz wäeren -, fir se op den Zuch ze kréien, dass se sollen esou no wéi méiglech mam klasscheschen Zuch un déi Ballungsgebiddere, un déi Entwécklungsgebiddere ronderëm d'Stad erugefouert ginn - mir schwätze jo hei vun der Stad, mä dat géllt bien entendu och fir déi aner Ballungsgebiddere, déi uechtert d'Land sinn.

D'ou de Konzept vun de Gare-périphériques, an dass, fir déi Mouvements ze bewältegen, déi do géingen ufalen, et net géing mat Klenggekeeten, net mat engem Train-Tram, mat engem BTB duergoen, mä dass een do en fait grouss Capacitéitszich géing kréien, an dat si jo dann déi nei duebelstäcke Ramen, mat deene mer haut glécklecherweis scho kënnen ronderëm fueren.

Dat Ganzt wëll ech awer direkt och derzou benotzen, fir ze ënnersträichen, dass déi ganz Diskussioun, déi mer haut féieren - quitte dass et elo haut drëm geet als éischt Prioritéit fir ze kucken, ob mer do e Feu vert kréien, fir weider déi Hypothesen vun engem Tram an der Stad ze studéieren -, sech awer wuel aschreift an en nationalen, voire souguer iwwerregionale Kontext, an dass et - de Jean-Marie Halsdorf huet et virdu gesot - keen Tram ouni Gare-périphérique gétt. Dat ass wuel richtig. Ech géing awer zwar bal soen, wa mer sengerliewen, aus welleche Grënn och ëmmer, déi Gare-périphériques net géinge kréien, da géinge mer jo alles op d'Gare kréien, da bräichte mer eréischt richtig en aneren Héichcapacitéitsmoyen, fir dee Verkéier, deen do ufällt, lasszeginn.

Mä ëmmerhin, mir hunn et hei wierklech mat engem Problem ze dinn, dee wéi gesot national, regional Bedeitung huet, an et geet also net fir dann elo op eemol - wéi, ech mengen, de Statsminister et ier-gendwou an engem Interview uge-deit huet - ze soen, mir hätten et dann elo hei mat engem lokalen, mat engem urbanen Tram ze dinn. Ech sinn an deem Zesammenhang frou, dass de Jean-Marie Halsdorf och gesot huet, deen Tram hätt méi wéi eng lokal Bedeitung. Ech ënnerschreien dat mat béiden Hänn, an och dat wat de Minister Lux virdu gesot huet, an ech sinn iwwerzeugt, dass mer eis op där Basis och eens ginn.

**(Interruption)**

Deen drëtte Strategiepabeier ass jo eisen eegene Stadentwécklungsplang, wou mer eis vill Méi ginn hu fir ze kucken, dass mer deen esou ausschaffen, dass et hie konform wär, dat heescht, dass mer den Dévéléppement vun der Stad géinge gesinn an der Konformitéit mat deenen nationale Pabeieren, mat IVL, mat mobilitéit.lu.

Wou mer awer och festgestallt hunn, dass déi Stad an eng ganz aner Direktioun sech dévéléppéiert huet, wéi een dat nach vläicht an deem Ausmooss, jiddefalls viru 15 Joer, sech konnt denken, nämlech en Dévéléppement ewech vun enger Stad, déi ganz zentréiert wär op hir Uewerstad an accessoirement nach op d'Gare mat engem Quartier, deen am Fong e bëssen extra muros läit, de Kierchbiere, mä dass au contraire déi Stad e ganz staarke polizentreschen Dévéléppement kennt mat, wéi gesot, nach ëmmer hirem ganz attraktive Stadkär - d'Uewerstad an d'Gare -, mä awer och mat neien Entwécklungszentren, déi da sinn de Kierchbiere, mä awer och d'Porte de Hollerich an de Ban de Gasperich, mat deene Prolongementen, déi déi Zonen dann hunn, mat deenen Nopeschgemengen.

Dat explizéiert jo och, woufir dass mer op de Wee gaange sinn, fir zesumme mam Landesplanungsmistère eng Konventioun mat de Gemenge Stroossen, Bartreng, Leideleng an Hesper ze ënnerschreien, fir ze kucke wéi mer gemeinsam kënnen eisen Dévéléppement besser an de Grëff kréien, wéi mer dat eenzel kënnen fäerdeg bréngen.

A mir hu virun allem och festgestallt, dass mer an der Stad en neien Equilibre brauchen téschent wunnen a schaffen, an dass och an deem Zesammenhang, wa mer vun der Stad vun de kuerzen, confortabele Weeër schwätzen, mer eis do och mussen an der interner Organisatioun vun eise öffentliche Transport an der Stad op nei Dimensionen an op nei Weeër astellen.

En drëtte Konzept: Kompatibilitéit. Konformitéit hunn ech gesot mat IVL, mat mobilitéit.lu, mat eise Stadentwécklungsplang. Kompatibilitéit, dat ass vläicht vun all deenen Erausforderungen, déi sech fir eis an de Stat stellen, déi, déi am delikaatsten ass. Mir hunn an der Stad en extrem performanten öffentliche Transportssystem, dat sinn eis städtesch Bussen. Wann ech dat soen, wëll ech dann awer dorunner erënneren, dass mir de Moment schonn an der Stad en „modal split“ hunn. Also vun alle motoriséierte Mouvementen, déi an der Stad gemaach ginn, wa mer de Kierchbiere mat abezéien, leie mer net wäit ewech vu 25%; a wa mer ouni de Kierchbiere rechnen, da leie mer iwwer, wäit iwwer 25%.

Wann ech dat soen, woufir de Kierchbiere? Dat ass well mer um Kierchbiere de Moment nach en desaströsen „modal split“ hunn, deen emol nach net op 8% kënnt. Wann dat, wéi gesot, jo dann och iwwert déi nei Investitiounen hei soll wesentlech verbessert ginn, dann ass et kloer, dass eleng schonn do e Schub wäert kommen, deen eis deem Zil, wat och elo hei an der Motioun nach eng kéier ugeschwat ginn ass, fir an der Stad



op fifty-fifty ze kommen, wäert méi no bréngen.

Dat ass keen onrealistescht Zil, wa mer eng kohärent Reorganisatioun fäerdeg bréngen vu all deenen neien Aktivitéitszonen, zesumme mat eisem Busservice an all deem, wat mer wëllen investéieren, an de sou genannten doucè Moyenen, fir sech ze déplacéieren. Dat ass op jidde Fall en Zil, wat mer bejoe sollen.

Mir hunn allerdéngs, wann ech just och nach déi Zuele ka soen, wéi vill Leit mir an der Stad transportéieren, nëmmen um Territoire vun der Stad: Do leie mer 2005 op iwwer 25 Milliounen Passagéier, déi mer am ënnerstädeschen Transport mat eise Bussen transportéieren. A wa mer déi puer Linnen nach derbäihuelen, déi regional Linne sinn, mä déi och um Territoire vun der Stad Leit mathuelen - also ech schwätzen elo net vun deenen, déi vu baussen an d'Stad erakommen, mä Départ an der Stad an erëm Arrivée an der Stad, mä och iwwert déi RGTR-Linnen, do ass zum Beispill den Eurobus, deen och den Transportminister Grethen agefouert huet -, da si mer op iwwer 27 Milliounen Leit, déi mer op déi Manéier schonn am Joer transportéieren.

D'Qualitéit vum Service ass sécher wichteg. Ech ginn dovun aus, dass herno de François Bausch, dee jo och nach d'Wuert wäert an dëser Debatt huelen, vläicht e bësse méi am Detail op déi Reorganisatioun vum Bus ageet.

Ech wëll just hei soen, dass et fir eis an der Stad extrem wichteg ass, dass déi Verbesserung, déi mer do duerch wëllen errechen, dass mer um Réckstrank duerch d'Stad vum Kierchbierg op fir d'éischt elo emol d'Gare centrale an an enger zweeter Etapp weider an déi zwou aner Aktivitéitszone Porte de Hollerich a Ban de Gasperich fueren, dass eis ganz staark um Häerz läit, dass déi Qualitéit, déi mer do haut kënnen ubidden, net verschlechtert gëtt. Do solle jo och déi Etüden, déi mer elo schonn an Opdrag ginn hunn, eis zur Zäit soen, wéi mer eis do sollen organiséieren, fir dass dat net de Fall ass.

E véiert a lescht Konzept, dat ass déi berühmt Fro vun de Finanzen. Ech muss éierlech soen, dass ass eng Fro, déi sech bien entdund stellt, a si gëtt ëmmer erëm gestallt, an et ass och a jiddferenge sengen Ae kloer: Wa mer d'Suen net hunn, da maache mer dat hei net! Et hântk also alles dovun of, wéi mer déi Fro hei stellen.

Stelle mer d'Fro fir ze soen: Dat hei ass eppes wat sënnavoll ass, wat vläicht noutwendeg ass, an da schwätze mer iwwert d'Prioritéiten, an da kucke mer wéi mer et finanzéiert kréien. Oder stelle mer d'Fro am Sënn fir ze soen: Dat do ass ze deier, dat do maache mer net. Well och d'Näischtmaachen, och dat wat mer haut hunn, huet e Käschtepunkt, an da muss een dat eent géint dat aner stellen.

An ech muss éierlech soen, wéi gesot ech hu scho gesot, de Minister huet virdu vun Avant-projet sommaire geschwat. Déi Zifferen, déi am Rapport stinn, dee mer virleien hunn, sinn emol nach net um Niveau vum Avant-projet sommaire. Et sinn Estimatiounen. Mä kommt mir gi vun eppes aus. Kommt mir soen awer dräi Saachen:

Éischtens, dat Gesetz, wat dës Chamber scho gestëmmt huet iwwert déi Investitiounen, déi solle gemaach ginn am Zesummenhang mat dem Ubanne vum Kierchbierg, vum Findel an där zweeter Bréck - do huet, mengen ech, de Jacques-Yves Henckes jo eng kéier gesot, déi Drahtzahnbahn aus dem Pafendall erop op de Kierchbierg -, dat ass jo e Käschtepunkt, zu deem huet dës Chamber schonn eng kéier Jo gesot! Wat sécher ass, dat ass, wa mer nëmmen deen Deel vum Gesamtkonzept huelen, dass deen op alle Fall méi bëlleg gëtt. Ob en elo esou vill méi

bëlleg gëtt oder anescht méi bëlleg gëtt, mä e gëtt op alle Fall méi bëlleg wéi dat. Esou dass also deen Deel iwwert de Finanzement, à moins dass mer total zrëckginn op Saachen, déi mer am Fong schonn decidéiert hunn, eigentlech bal net méi dierft zur Diskussioun stoen.

Nach wëllt ech soen, dass mer eis mat deem wat mer maachen nach ëmmer bewosst mussen sinn, dass et e Ganz ass an dass mer effektiv déi Gare-périphérique brauchen, dass mer déi Investitiounen an de klaseschen Zuch brauchen uechtert d'Land, dass also do effektiv d'Fro vun de Prioritéiten sech stellt. Ech sinn och an deem Zesummenhang frou, dass de Minister Halsdorf déi ganz kloer esou ugesprach huet, well et schéngt jo aus deem Aarbechtspabeier ervirzegoen, dass do awer fir um Wee an d'Stad eng Streck ganz besonnesch prioritär ass, an dat ass eben déi Streck, déi iwwer Beetebuerg vun Zouffingen aus an d'Stad féiert, net nëmmen am Hibleck op den TGV, mä virun allem och well de groussen Deel vun den Navetteuren, déi an d'Stad zoustréimen, éischer iwwert déi Streck komme wéi iwwert déi Escher Streck. Mä, wéi gesot, dat soll eng Diskussioun sinn, déi um nationale Plang gefouert gëtt; et ass awer eppes, wat ee sécherlech muss an de Käpp behalen.

Wann een elo dann de Problem uschwätzt: Wat soll dann elo den Undeel vun der Stad sinn? Do wëllt ech jo elo bewosst - an ech mengen mir alleguerten net, well mer op e Konsens hischaffen - hei net polemiséieren, mä ech kommen awer net derlaanscht, hei am Fong zwou Saache géintwuerzstellen. An deem Televisiounsinterview, dat de Statsminister virun enger Zäitche ginn huet, do war hie jo kloer der Meenung, dass dat hei elo eng intra-urban Geschicht wär an dass hien och duerfir - ech hu bal gemengt en esou ze verstoen - der Meenung wär, dass d'Stad Lëtzebuerg dat dann elo och misst bezuelen.

Ech hat ëmmer gemengt, den Här Statsminister wär an der CSV,...

■ **Une voix.** - D'CSV ass dach de Statsminister.

(*Hilarité et interruptions*)

■ **M. Paul Helminger (DP).** - ...an da liesen ech awer hei aus engem Pabeier, deen déi Partei agereecht huet an den Diskussiounen vun där Spezialkommissioun, wou et ëm d'Repartitioun vun de Kompetenzen téschent dem Stat an de Gemenge geet, déi jo och vun engem eminente Vertreter vun der CSV presidéiert gëtt, ënnert dem Kapitel „Transports en commun“: «Les communes n'ont pas a priori de compétences en matière de transports en commun. L'organisation d'une ligne de transport par autobus sur le territoire d'une commune donnée relève des compétences très facultatives de communes pouvant financer un tel service.»

Bon, dat geet jo nun awer net, dass een einfach seet, well déi d'Suen hunn, solle se bezuelen, gell. Ech mengen, entweder hu mer et hei mat engem Projet ze dinn, deen derwäert ass realiséiert ze ginn, oder net. Mir sinn och der Meenung, dass mir et als Stad bis elo net dru feele gelooss hunn, fir eise Käschtebeitrag do ze leeschten. Ech ginn lech d'Zifferen vun 2004 a vun 2005, an ech schwätzen do nach ënnert der Kontroll vu menge fréiere Kolleegen am Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg.

■ **Une voix.** - Ouh? A wouhier! (*Interruption*)

■ **M. Paul Helminger (DP).** - 2004 huet d'Stad Lëtzebuerg 46 an eng hallef Milliounen Euro ausgi fir eise städteschen Autobusservice fonctionnéieren ze doen, a mir hunn en contrepartie 14,2 Milliounen Recetté gehat, woubäi ech gären zouginn, dass vun deene 14,2 der 8 Milliounen, par rapport zu 46 Mil-

liounen Dépenses, der 8 Milliounen Zouschëss waren, déi mer an där enger Form oder an enger aner vum Stat kritt hunn. An dat huet sech 2005 nach verschäerft. Mir hunn 2005 50,6 Milliounen Euro ausginn. Wann ech bedenken, dass elo gesot gëtt, den Tram kascht am Invest 120 Milliounen, dann hu mir also an dräi Joer wäit méi ausgi fir de Fonctionnement vum Busservice wéi dee ganzen Invest an den Tram kascht.

Also 2005 hu mer 50,6 Milliounen Dépensé gehat, géintwuerz 15,3 Milliounen Recetten, an dovun erëm eng kéier 8,9, also kommt mer soen 9 Milliounen Euro, déi do vum Stat als Kompensatioun gefloss sinn. Dir gesitt also, dass mer eis an der Vergaangenheet net gescheit hunn, fir eisen Deel dozou bäize droen, fir dass d'Mobilitéit an der Stad fonctionnéiert, an dat wäert och an Zukunft net de Fall sinn. Mä et muss rasonnabel sinn an et muss och seriö kënnen doriwwer geschwat ginn.

Ech sinn och frou, dass hei schonn esou kloer d'Modalitéiten ugedeit gi sinn, jiddefalls emol d'Richtung vun de Modalitéiten. De Minister Lux huet vun enger kommerzieller Gesellschaft geschwat. Hie ka sécher sinn, dass mir gäre bereet sinn, konstruktiv op deem Wee matzedanken, fir déi ganz Saach hei dann och definitiv op d'Schinnen ze kréien.

Ech kommen zu menger Konklusioun, Här President. Ech stelle fest, dass mer fir d'éischte kéier zënter ganz laangem, wann iwwerhaapt schonn eng kéier an deem Dossier, dee ganz staark Emotiounen jo ëmmer mat sech bréngt, kënnen vun engem Konsens téschent deene grouse politesche Formatiounen an deem Land schwätzen. Ech maachen drop opmierksam, dass mer, wéi gesot, e Méindeg virun aacht Deeg à l'unanimité, mat enger Géigestëmm an enger Abstentioun, eng Resolution verofschieht hunn, déi jo also och vun alle grouse Fraktiounen am Gemengerot gedroe gouf, fir weider op deem Wee hei ze goen.

Ech maache gären e Rapport, awer ganz kuerz, iwwert déi Diskussiounen, déi mer mat Leit hatten, vun deenen ëmmer an der Vergaangenheet gesot ginn ass, si wäer géint den Tram an der Stad. Mir hatten net nëmmen eng, mä mir hatten eng Rei Réuniounen mat de Commerçanten. Ech muss éierlech soen, wann do an deene Milieue soll en Tsunami vun Entrüstung iwwert déi Richtung entfacht gi sinn, déi mer elo hei wëlles hunn anzeschloen, dann hätt ech mer erwaart, dass der e bësse méi zu Bouneweg gewiescht wäer wéi déi 40, déi do am Sall waren an déi am Fong och konstruktiv Froen iwwert de Projet gestallt hunn a jiddefalls net do d'Rebellioun ugekënnegt hunn.

An net méi spéit wéi gëschter Owend hate mer d'Union des Syndicats d'Intérêts locaux vun der Stad mat alle Syndikaten aus de Quartieren zu Bouneweg zesummegeeruff. Eng gutt besichte Veranstaltung, wou wierklech, also wann do e Vote geholl gi wär, dee wär mat enger écrasante Majoritéit ausgaangen an engem Encouragement fir de Schäfferot, fir op deem Wee, dee mer proposéieren anzeschloen, weiderzefueren.

Dat alles wëllt net soen, dass sech an deem Dossier hei, wat e komplexen Dossier ass, net eng ganz Rei Froe stellen, déi nach muss gekläert ginn. De genauen Tracé duerch d'Uewerstad ass nach net gekläert, gradso wéi déi Froen iwwer enger wat fir enger Form dann elo hei soll dee Projet weidergedriwwen ginn, wéi e soll finanzéiert ginn, wéi en herno soll exploitéiert ginn nach net definitiv gekläert sinn. Mä wéi gesot, dass si Froen, déi sech bei all Projet géinge stellen.

Dat wat fir eis haut wichteg ass, dass ass, dass mer och hei an dëser Chamber kënnen feststellen, dass mer Äntwerten op dës Froen am Kontext vun deem sichen, wat d'Recommandatiounen vun deem Aarbechtsgrupp sinn. An dat ass ganz kloer fir op de Wee ze goen, fir déi gewaltig Investitiounen, déi um nationale Plang ustinn am klaseschen Eisebunnsverkéier, do duerch ze komplementéieren um Territoire vun der Stad, dass eng éischt Etapp mat engem lichten Tram soll probéiert ginn.

Ech wëll hei ganz kloer dat confirméieren, dass mer éischtens als Stad prett si fir op deem Wee matzegoen an d'Hoffnung ausdrécken, dass eng Motioun, déi mir jo och mat ënnerschriwwen hunn, och vun der Chamber aus un d'Regierung dann déiselwech Opfuerderung riicht.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - Très bien!

■ **Une autre voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Helminger. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Roland Schreiner (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no den Interventiounen vu mengen zwee Virriedner ass et natierlech elo schwéier, d'Argumenter nach ze toppen, déi fir d'Realisatioun vun deem Projet virbruecht goufen. Déi Aussoe bestätegen awer dat, wat och de Paul Helminger scho gesot huet a wat och d'Virriedner scho gesot hunn, dass ass, dass et e breede politesche Konsens schéngt ze gi fir d'Realisatioun vun deemem Projet.

Dat ass gutt esou, an ech mengen ze soen, dass et och effektiv héich Zäit derfir gëtt. Esou e Projet, och vun esou enger Envergure, mengen ech, brauch awer och e grouse politesche Konsens, fir dass e ka realiséiert ginn. Dee Konsens, wann en emol vun der Politik gedroe gëtt - an dat spiert ee jo och -, geet och an aner Kreeser vun eiser Gesellschaft iwwer. Dat deet der ganzer Entwécklung jo effektiv gutt.

Als LSAP si mer an der Vergaangenheet ëmmer ageetratt fir esou e Verkéierssystem. Duerfir ënnerstëtze mer natierlech och bedingungslos dese Projet, och wann en nach eng ganz Rei vu Froen opléisst, déi an deenen nächste Wochen, Méint, vläicht Jore muss beäwert ginn. Ech wëll just haut de Mëtteg hei op e puer Aspekter agoen. Meng Kolleeg Marc Angel a Roger Negri wäerten déi Remarquen dann nach ergänzen; de Marc haaptsächlech wat de stater Volet ugeet an de Roger vläicht éischer wat d'Infrastrukturen ugeet.

(*M. Laurent Mosar prend la Présidence*)

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, et war 1992, wou de Professor Hermann Knoflacher am Stadtheater am Kader vun der Presentatioun vun der Etüd „E modernen Tram fir Lëtzebuerg“, déi deemools vum Mouvement écologique, vun der Stéftung Ökofonds an der Tram A.s.b.l. presentéiert gouf, d'Ausso gemaach huet: „Luxemburg ist stadtahnwürdig.“ Och dat war scho viru 14 Joer. An der Folleg sinn eng Rei vun zousätzlechen Etüde presentéiert ginn a gemaach ginn. An déi hu genau déi doten Ausso „Luxemburg ist stadtahnwürdig“ ëmmer erëm bestätegt.

Den Tram, en neit - fir eisereen zumindest en neit - Verkéiersmëttel, wat schinnegebonnen ass, dass seng Renaissance hei zu Lëtzebuerg sollt erliewen, an dat sech och an der Zwëschenzäit a villen europäesche Stied, ob grousser oder manner grouss, bewäert huet a sech als déi adequat Léi-

sung fir vill Mobilitéitsproblemer entpuppt huet.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg an all deene Joren et leider net fäerdeg bruecht eis Mobilitéitsproblemer ze léisen. Am Géigendeel, si hu sech vu Joer zu Joer nach verschäerft. Wuel lounge eng Rei vu Konzepter um Dësch. Mir hunn et just net fäerdeg bruecht se ëmzesetzen. Duerfir hu mer awer an all deene Jore vill, ganz vill, a vill ze vill Zäit verluer mat endlosen, onendlechen Diskussiounen, ëmmer neien Etüden, mam Netrealiséiere vu Projeten, a virun allem mam Zerriede vu Projeten a vun Iddien.

Et si wuel an deene leschte Joren eng ganz Rei vu punktuellen Verbesserungen am öffentlechen Transport geschitt, dass ass richtig. Ech denken un d'Verdichtung vun de Fahrpläng a ville Beräicher, d'Asetze vun neiem moderne Material. Och de Législateur huet, duerch de Vote vun enger Rei vu Projeten an deene leschte Joren am Infrastrukturbereich, déi richtig Akzenter gesat an d'Richtung ugin. Mä mir hunn et nach bis haut net fäerdeg bruecht, trotz allen Efforten, nach ëmmer un engem gesamte Verkéierskonzept, dat virun allem och ëmweltpolitesch a landesplaneresch Aspekter berücksichtegt, eis festzemaachen.

Mir brauchen awer, wa mer eis Mobilitéitsproblemer wëlle léisen, e Quantesprung am öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg, deen noutwendeg ass fir och an der Zukunft déi Mobilitéitsbedürfnisser, déi d'Leit, déi hei wunnen a schaffen, hunn, ze befriedegen.

Här President, mir sinn als Chamber haut opgeruff eisen Avis ofzeginn iwwert de Projet vun der Extenssioun vum Schinnennetz um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg an doriwwer eraus, a vun der gläichzäiteger Aféierung vun engem lichten Tram um Gebitt vun eiser Hauptstadt. E Projet, deen de Minister eis erkläert a kommentéiert huet, an deen och d'Transportkommissioun de Privileg hat de 7. Mäerz virgestallt ze kréien. Endlech, kann ee soen, si mer haut befaasst mat engem Projet, dee sech sécher op enger Rei vu Punkten ënnerscheet vun deene Projeten, déi emol an der Vergaangenheet an der Diskussioun waren.

E Projet, deen awer - an dat ass schonn hei gesot ginn - de Privileg huet, dass en technesch machbar ass, dass e finanziell gedroe ka ginn, dass e politesch konsensfäeg ass an den Usproch roueg dierf erhiewen, fir Äntwerten ze liwweren op Mobilitéitsproblemer, déi mer zënter Joren hei am Land kennen, an déi sech an deenen nächste Joren - an d'Zuelen, déi mer matgedeelt kruten an déi och am Aarbechtsgrupp festgehal goufen, bestätegen dat - nach weider wäerte verstärken.

Ech wëll duerfir hei emol vun dëser Plaz aus dem Transportminister an och deene Responsabele vun der Stad Lëtzebuerg félicitéieren, zesumme mat deene Leit, déi am Aarbechtsgrupp geschaff hunn, dass se et fäerdeg bruecht hunn e Pak hei ze ficeléieren, dee sécher net all eis Problemer wäert léisen, deen awer e bedeitende Schritt an déi richteg Richtung duerstellt, an d'Dieren opmécht, fir eng nei an eng modern Philosophie an eis Transportpolitik eranzubringen.

Et ass scho gesot ginn, am Koalitionsprogramm hu sech d'Regierungsparteien zu engem leeschtungsfaegen öffentlechen Transport mam Schinnennetz als Réckgrat bekannt. An deen ass och noutwendeg, wa mer deen affichéierten „modal split“ vu 25% öffentlechem Transport bis d'Joer 2020 erreche wëllen. En „modal split“, ech erënnere dodrun, deen haut nach nëmme bei 12% oder 13% läit, an de Paul Helminger huet et gesot, jee nodeem wéi een et kuckt, bei 25% oder 29% an der Stad Lëtzebuerg; do wou en eigentlech awer op 50% an der Finalitéit herno misst kommen. A wa



mer d'Zuele vum Awunnerzeenario vum IVL zugronn leeën am Joer 2020: 561.000 Awunner, dat ass e Plus vu 25%, an 395.000 Aarbechtsplazen, e Plus vun 32% am Grand-Duché, da verstärkt sech déi Noutwendegkeet vun engem Quantessprung, vun deem ech éinescht geschwat hunn, nach zousätzlech.

Ech mengen, mir sinn eis allegueren eens, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass an deene leschte Joren enorm vill an de Stroossebau investéiert ginn ass an eigentlech guer net vill an d'Schinnennetz. An de Kolleeg Marc Spautz huet eng Rei vu Chifferen éinescht genannt. Ech géif souguer nach méi wäit goen, dat wat hei geplangt ass, ouni dass mer all d'Chiffere bis zum Schluss kennen, ech mengen, bei deem, do leie mer locker bei 2 Milliarden Euro fir déi nächst 20 Joer. Vlächicht geet et och nach e bëssen driwwer. Kommt mer rechnen emol eng Kéier zréck a mer kucken eis an d'Gesicht, wéi vill Milliarde mer an deene leschte Joren an de Stroossebau investéiert hunn.

#### (Interruption)

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wie war dat dann?

**Une voix.** - A 14 Kilometer.

**M. Roland Schreiner (LSAP).** - Net nëmmen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wie war do derbäi?

**M. Roland Schreiner (LSAP).** - Ech net, Här Gibéryen.

#### (Interruption)

Ech stelle just hei fest, wat ass.

**M. Charles Goerens (DP).** - Dem Här Spautz seng Partei war och ëmmer derbäi.

**M. Roland Schreiner (LSAP).** - Ech stelle just fest, wat ass.

**M. le Président.** - Den Här Schreiner huet ganz eleng d'Wuert.

**M. Roland Schreiner (LSAP).** - Merci, Här President.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mä hien huet eis provoziert.

#### (Hilarité)

**M. Roland Schreiner (LSAP).** - Egal wéi Der mech provoziert, et ass nach ëmmer richtig, wat ech gesot hunn. Et ass immens vill an de Stroossebau investéiert ginn an deene leschte Joren. An et gétt héich Zäit, wa mer wëllen eppes bewegen, wa mer e Quantessprung am öffentliche Transport hei zu Lëtzebuerg wëlle kréien, dass mer müssen an den öffentliche Transport mat aller Konsequenz investéieren, an net nëmmen an d'Infrastrukturen, mä och an aner Beräicher.

Mir hunn an de Stroossebau investéiert, mat deem Resultat, dat mer kennen! Mer brauche jo nëmmen op eis Stroossen ze kucken, wat haut do lass ass. A wa mer kuerzfristeg keng Konzepter realiséieren, da geet dat do jo nach weider. An ech mengen, dat ass och op ville Plazen entre-temps erkannt ginn. Mir müssen et awer elo endlech upaken.

Ech mengen, dës Regierung huet sech och bereit erkläert an d'Schinneninfrastruktur ze investéieren an dokumentéiert dat jo och am Budget duerch déi Zuelen, déi do drastinn. Ech erënneren drun, dass et d'lescht Joer fir d'éischt war, dass am Fonds du rail méi Sue virgesi ware wéi am Fonds des routes. An dëst Joer huet d'Regierung deen Exercice nach eng Kéier widderholl. An dat ass och gutt esou, och aus ëmweltpolitischen Iwwerleeungen.

Wann een vun de Beispill weess, dass de Stroosseverkéier fir 62% vun de Kuelemonoxid-Emissiounen, 50% vun de Stickoxid-Emissiounen, 33% vun de Kuelewaasser-

stoff-Emissiounen a 17% vun de Kuelendioxid-Emissiounen verantwortlech ass, da gesäit een, dass et sech lount an d'Schinnen ze investéieren. An der Ökobilanz schneit den öffentliche Transport souwéissou besser of wéi den Auto. E konsuméiert manner fossil Brennstoffen an e verursaacht vill manner extern Käschte wéi de motoriséierten Individualverkéier.

Den öffentliche Transport huet awer nëmmen dann eng Chance, wa seng Roll innerhalb vum Verkéierssystem och méi effizient gestalt gëtt. E brauch déi noutwendeg Rahmbedingunge fir dee Qualitätssprung, deen noutwendeg ass. Dëse Projet, iwwert dee mer eis haut hei ausschwätzen, bitt déi eemoleg Chance dëse Qualitätssprung ze gewährleeschten. Duerch d'Vernetzung vun deem klassesche Schinnennetz mam neien Tramnetz an der Stad, mat wuel eemolegem Émklammen, bréngt mer et fäerdeg d'Fördercapacités ze erhéijen a virun allem, an dat ass wichtig, d'Quell- an d'Zilgebiddere vun de Bewegunge schnell, sécher a virun allem bequem mateneen ze verbannen. Et gétt net vill aner Verkéierssystemer, déi dësen Ufuerderunge gerecht ginn.

Et mécht elo hei kee Sënn, dëse Konzept mat aneren ze vergläichen, déi schon emol eng Kéier vlächicht um Dësch lounge, an déi och gutt waren, a vlächicht souguer an einzelne Punkten nach besser waren, an doriwwer ze lamentéieren, dass se net realiséiert goufen. Sécher kënne mer bedauern, dass de BTB-Konzept kee politesche Konsens fonnt huet, mer kënnen och bedauern, dass dee vun den CFL elo op eemol ugefuerte Sécherheetsproblem eréischt 2017 fréistens geléist kéint ginn. Sécher ass et och komesch, dass elo eréischt erausfonnt ginn ass, dass Verspéidunge beim Train-Tram sech forcément géifen op dat traditionellt Schinnennetz iwwerdroen an do fir Problemer suergen, an esou weider.

Fakt ass, dass all System seng Stärkten a seng Schwächen huet, an dass et verschidde Realitéite gëtt, déi een net ka verkennen, wéi zum Beispill d'Entwécklung vun der Populatioun an d'Entwécklung um Niveau vun de Migrationen bei de Frontalieren an déi domat verbonne Capacitésproblemer. Alles dat hëlleft awer näischt. Mir musse weiderkommen a mat aller Konsequenz d'Mobilitéitsproblemer ugoen, an eng Léisung zouféieren. Wichtig ass, dass mer elo esou séier wéi méiglech, wéi de Minister ëmmer seet, Neel mat Käpp maachen an endlech eng Verkéierspolitik aleeeden, déi op engem Mobilitéitskonzept opbaut, dat konsequent, awer wirklech konsequent, den öffentliche Transport an de Mëttelpunkt stellt.

Mat dësem Projet, dee mer haut presentéiert kritt hunn, féiere mer en neit schinnegebonnt Verkéiersmëttel an, den Tram. Den Tram an der Stad, och wann e isoléiert ouni Gare-périphériques - an dat ass richtig, wat hei gesot ginn ass vum Paul Helminger - ka funktionéieren, den Tram an der Stad ass awer net alles; wann och e ganz wesentlech Element an deem ganze Konzept.

Den Tram liwwert Capacitéitsméiglechkeeten, déi d'Bussen ni erreche kënnen, speziell net op der Achs Gare/Uewerstad. De Bus behält awer, an dat ass och scho gesot ginn, seng Wichtigkeet an deenen nächste Joren, och an dësem Konzept. Seng Roll gétt vlächicht souguer nach vill méi bedeiend wéi dat bis elo de Fall war, souwuel an der Stad wéi och an der Region. Se muss just nei definéiert an adaptéiert ginn an d'Situatioun. De Marc Angel wäert herno eenzel Aspekter dovun och nach, wat d' Stad ugeet, beliichten.

Den Tram kann natierlech net isoléiert duerch d' Stad fuere, och wann en et op där Linn, déi elo virgesinn ass, duerchaus kéint maa-

chen. Mä wa mer et am Gesamtkonzept kucken, dann ass eng In-selléierung net wünschenswäert. An duerfir dierft dat och keng In-selléierung bleiwen.

Den Tram muss ugebonne ginn un dat klassesch Schinnennetz; fir d'éischt op der Gare an dann op de Gares périphériques Houwald, Zéisseng a Kierchbierg. Dat ass scho gesot ginn, an dat ass wichtig. Dëse Garé fällt eng ganz wesentlech Bedeitung zou. Si wäerten eng Schlësselroll - an dat ass richtig, wat de Jean-Marie Halsdorf och gesot huet - ze spille kréien, well do dann déi verschidde Systemer openee wäerte stoussen, fir dass et Sënn mécht; Systemer, déi sech jo am Endeffekt herno ergänze sollen. Hei ass et wichtig, dass déi Garen awer esou ausgeriicht ginn, dass d'Émsteige vum Zuch op den Tram esou attraktiv an esou bequem wéi méiglech kann duerchgefouert ginn.

Et muss ee wëssen, dass d'Leit akzeptéieren eemol émezesteige während hirem Trajet, wann dat ouni gréisser Problemer a puncto Schnelllegkeet, Bequemlechkeet an och Wiederconstranten iwwert d'Bühn goe kann. D'Gares périphériques sinn natierlech och ze gesinn am Kader vun anere Projeten a Richtung Süden, oder och am Kader vum Projet Eurocap-Rail, dee lues a lues och schéngt op d'Schinnen ze kommen.

Déi Projekte musse gradesou séier virugedriwwer gi wéi de Bau vun der neier Tramslinn an der Stad. Et ass einfach am Konzept e Ganzt. Natierlech kënnen net all Projekte gläichzäitig realiséiert ginn. Et mussen also Prioritéite gesat ginn. An zu dëse Prioritéite gehéieren evidentement déi nei Linn vu Lëtzebuerg op Esch, wou mer mat Schmäerzen op d'Resultater vun der Impaktstudéi waarde respektiv och vu Lëtzebuerg op Beetebuerg, well mer haut hei scho wirklech un eis Capacitéitsgrenzen op der Eisebunn stoussen.

D'Zuelen, déi mer presentéiert kruten, weisen awer och, dass mer en Haaptakzent op d'Frontalieré mussen leeën. Hei muss een aner Strategien entwéckelen, wéi vlächicht bis elo. Strategie fir déi Leit, déi Frontalieren, esou séier wéi méiglech op den öffentliche Transport verlagert ze kréien, mat der Zurverfügungstellung vun ausräichende Capacitéiten.

Ech sinn duerfir och der Meenung, dass, niewent deenen do Linnen, déi nei klassesch Schinneverbindung vun der Gare iwwert den Zens, bei de Findel, bei d'Ausstellungshalen, eng weider Prioritéit muss kréien, well si d'Méiglechkeet schafft d'Haaptgare ze entlaaschten an d'Zuchbenotzer a kuerzer Zäit op de Findel an op de Kierchbierg ze bréngen. Dat géllt natierlech och an éischer Linn fir déi däitsch Grenzpendler, déi a grousser Zuel um Kierchbierg schaffen, awer och vill aner Berufspendler, déi hei eng confortabel an zäitspuerend Verbindung zur Verfügung gestallt kréien. De Roger Negri wäert op aner Aspekter, wat d'Infrastrukturen ugeet, nach agoen.

Här President, de Projet, dee mer hei virleien hunn, mécht Abstraktioun vun enger Tramverbindung vun der Nordstreck ab Dummeldeng op de Kierchbierg. E Projet, dee jo schonn hei vun der Chamber votéiert ginn ass. Mir spueren domadder wuel, a Milliounen ausgedréckt, 264,5 Milliounen Euro, mä mer spueren awer och eng attraktiv Zoubréngerverbindung aus Richtung Norden. Mer dierfen awer net vergiessen och de Verkéier aus der Nordregioun méi attraktiv ze gestalten. Duerfir ass et wichtig och d'Gare Dummeldeng ze revaloriséieren an do Efforten ze maachen, fir d'Émsteigen vum Zuch op de Bus, oder émgedréint,

op dëser Gare ze favoriséieren.

Här President, et ass ganz kloer, dass wann dëst Mobilitéitskonzept ee vun der Zukunft soll sinn, da muss e sech och an d'Entwécklungskonzept IVL integréieren. Déi integrativ Dimensioun vun dësem Projet am Kader vun der Landesplanung ass duerfir immens, immens wichtig. Dëse Projet fokusséiert sech zu engem groussen Deel de Moment op d' Stad Lëtzebuerg, op d' Verbesserung vun de Capacitéiten, fir d'Leit an d' Stad eranzebréngt respektiv téschent der Gare an der Uewerstad.

Mir müssen awer wëssen, dass mer haut schonn, an an der Zukunft nach méi, niewent der Hauptstadt nach aner Aktivitéitszone wäerte kréien, och am Sënn vun IVL an am Kader vun enger dezentraler Approche vun eise wirtschaftlechen Aktivitéiten. D'Nordstad ronderëm Ettelbréck an Dikrech an och d'Südregioun ronderëm Esch an d'Frichen um Belval sinn déi zwee Haaptpolen, déi hei viséiert sinn a fir déi och an den nächste Jore musse Léisunge fonnt ginn.

Et ass och gutt, dass de Minister zesumme mat de Responsabele vun der Stad Esch en Aarbechtsgrupp agesat huet, fir och an deem Beräich déi Problematik do ze diskutéieren. Ech hoffe just, dass et sech net op d' Stad Esch eleng beschränkt. Et ginn och nach aner Gemenge ronderëm d' Stad Esch, déi gradesou vun der Entwécklung betraff si wéi d' Stad Esch selwer, an dass och déi dann do hir Meenung kënnen afléisse loosse.

An dann ass et effektiv eng Erausforderung ze préieren, ob dee Modell hei, dee fir eis Hauptstadt zréckbehale ginn ass, och kann op déi aner Regiounen am Land iwwerdreie ginn, fir dann och do eng Verbesserung vun der Offer vun öffentliche Transport ze realiséieren. Ech erënneren drun, dass mer eng Universitit an de Süden, bei Esch solle kréien an dass mer och e Projet hunn, dee sech Friche Belval nennt, dee ganz effizient muss un den öffentliche Transport ugebonne ginn, wou et ustriewenswäert ass en „modal split“ ze kréie vu 40% öffentliche Transport. Duerfir, mengen ech, ass et derwärt driwwer nozedenken och dee System, dee mer elo hei haaptsächlech fir d' Stad Lëtzebuerg konzepéiert hunn, op déi aner Regiounen an da speziell och an dësem Fall op de Süden, mä och op den Norden ze iwwerdroen.

Ech wollt dann awer nach zwou Froen dem Minister stellen; vlächicht huet hie se a senger Introdution évoquéiert, ech hu se awer net richtig matkrit. Déi éischt betrëfft d'Wartung vum Tramsmaterial: Ass et esou - an hie ka mer dat da vlächicht soen -, dass den Entretien vum Tramsmaterial am neien Zentralatelier vun der Eisebunn soll gemaach ginn? A wa Jo: Misst dann net direkt och en Uschloss un d'Schinnennetz do mat ageplangt ginn?

Déi zweet Fro betrëfft d'Eisebunnsgesellschaft an hirer Gesamtheit. An do wollt ech de Minister froen, wéi hien d'Roll vun der CFL-Gesellschaft an dësem Projet, haaptsächlech wat de Bau an och d'Exploitation vun Tramssystem ugeet, gesäit. Ech erënneren drun, dass jo beim BTB-Projet d'CFL soll d'Realisatioun iwwerhuelen an dass och de Bau vun der Train-Tram-Trace vun der Gare a vun Dummeldeng op de Kierchbierg erop eigentlech vun der Eisebunn sollt realiséiert ginn.

Et geet elo vun öffentliche-private Partnerschaften a kommerzielle Gesellschaft Rieds. Ass et dann net esou, dass d'Eisebunn déi eenzeg Gesellschaft hei am Land ass, déi iwwert den noutwendegen Know-how verfügt fir Schinnennetzer ze bauen an ze exploitéieren? Ech stellen dat einfach emol esou an de Raum. Misst se och duerfir net, niewent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg, vun Ufank un an de Projet mat agebonne ginn?

Här President, dëse Projet wäert eis an der Léisung vun eise Mobilitéitsproblemer sécher e gutt Stéck weiderbréngen. Et ass duerfir wichtig, dass e séier ka realiséiert ginn, och wann en net onbedéngt „der Weisheit letzter Schluss“ muss sinn. An duerfir ass et gutt, dass en esou konzepéiert gëtt, dass et och spéider méiglech ass op en anere System, voire Train-Tram-System, émezwiesselen, wa sech dat da géif als noutwendeg eraustellen.

Ech mengen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir allegueren, Politiker a Gesellschaft, müssen erkennen, dass mer elo u Grenze stoussen, wou e weidert Usteige vum Verkéiersopkommes eeschtaft Schued fir den ekologeschen, den ekonomeschen an och de sozialen Equilibre an eiser Gesellschaft wäert hannerloossen.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dëse Projet hëlleft eis dat ze verhënnere, well en op eng ëmweltverträglech a volkswirtschaftlech sénnvoll Aart a Weis d'Mobilitéit vun de Leit och an Zukunft kann assuréieren. Eist Land an eis Stad brauchen dëse Projet. Et ass e Konzept mat enger neier Dimensioun, dat den öffentliche Transport hei zu Lëtzebuerg endlech an en neit Zäitalter wäert eraféieren.

Ech hu scho gesot, d'LSAP gétt dësem Projet seng Zoustëmmung, an am Numm vu menger Fraktioun an och vun der CSV, der DP an deene Grénge wëll ech heimat och eng Motioun deponéieren, an där mer d'Regierung an hirer Démarche ënnerstëtzen a si invitéieren, dës Pläng ze konkretiséieren am Sënn vun IVL, am Sënn vun „modal split“ 25/75, am Sënn och vun enger anerer, enger neier, enger moderner Transportpolitik, an dann och esou séier wéi méiglech d'Froer ronderëm d'Modalitéite vum Bau, vun der Exploitation a vun der Finanzierung vum Tram léger ze klären téschent deene verschidde Acteuren, déi implizéiert sinn. Kommt, wann ech gelift, mir verléiere keng weider Zäit méi a mir paken et un!

Merci.

#### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

*- considérant que l'accord de coalition annexé à la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 dispose que «En matière d'infrastructures de transports, la politique générale du Gouvernement s'inscrira dans le cadre de l'objectif général d'atteindre au niveau national et à l'horizon 2020 un doublement de la quote-part du transport en commun au volume global du trafic motorisé de manière à aboutir à une relation de 25:75. Dans ce contexte, les projets individuels d'infrastructure routière et ferroviaire seront arrêtés par le plan sectoriel „Transports“ défini sur base de l'IVL. (...) Conformément aux recommandations formulées par l'IVL, le Gouvernement (...) fera également analyser l'opportunité de compléter ce réseau par certains tronçons de tram classique de manière à améliorer la qualité de la desserte de la capitale tout en économisant des fonds publics.»;*

*- considérant que l'accord de coalition arrête par ailleurs que: «Afin d'adapter au mieux l'offre des transports publics aux besoins de mobilité, un effort particulier sera réservé au développement de l'infrastructure ferroviaire sur base de l'intersection des projets saillants tant du projet BTB issu de l'étude „Luxtraffic“ que du papier stratégique „mobilité.lu“. (...) Sur base de l'évolution des besoins de mobilité sur le territoire de la capitale et de sa périphérie, le Gouvernement fera étudier la faisabilité d'autres extensions du réseau ferré destinées en particulier à connecter les polycentres d'habitation et d'activités existants et projetés.»;*

*- considérant que divers projets infrastructurels résultant de la stratégie «mobilité.lu» et devant contri-*



buer à atteindre les objectifs définis en matière de transports en commun et notamment de partage modal par l'IVL sont d'ores et déjà votés par la Chambre ou en voie de l'être, voire en cours de réalisation, tandis que d'autres projets élaborés dans le même but font partie du programme des investissements publics à plus long terme, et que l'ensemble de ces projets doit être combiné de manière à permettre d'atteindre le partage modal prévu par l'IVL ainsi que les autres objectifs mis en perspective par cette étude;

- considérant qu'un groupe de travail dénommé «Extension du réseau ferré dans la Ville de Luxembourg» fut institué en juin 2005 sur initiative du Ministre des Transports et du Collège des Bourgmestres et Échevins de la Ville de Luxembourg, et que ce groupe a eu comme mission d'analyser l'évolution des indicateurs structurels et de mobilité, les différents concepts et tracés pour une éventuelle extension du réseau ferré dans la Ville de Luxembourg, d'examiner la faisabilité technique tant en ce qui concerne l'implantation dans le tissu urbain que pour ce qui est de son raccordement au réseau ferroviaire existant et aux gares périphériques projetées, d'établir une estimation des passagers en termes de modal split et de procéder à une évaluation financière sommaire des différents scénarios;

- considérant qu'il ressort du rapport de ce groupe que les concepts actuels au niveau de l'aménagement du territoire et du développement urbain, les concours d'idées internationaux d'urbanisme récents, les croissances extraordinaires, voire même inattendues des indicateurs structurels et de mobilité dont notamment l'afflux prépondérant des frontaliers, les exigences en matière de protection de l'environnement, l'implantation de nouveaux dispositifs de sécurité sur le réseau ferroviaire luxembourgeois et finalement les contraintes budgétaires actuelles demandent une adaptation des stratégies en matière d'organisation des transports publics;

- considérant que les concepts de l'aménagement du territoire, dont notamment l'IVL, vont de pair avec la réalisation au niveau national d'un système ferroviaire performant axé sur le train classique et peuvent s'accommoder de la création d'un système complémentaire de type léger en milieu urbain;

- considérant que la facilité d'intégration dans le tissu urbain, le maintien des capacités sur le réseau ferré classique, le gain d'attractivité du côté voyageurs à chaque étape de la réalisation et notamment le coût de construction raisonnable constituent des atouts majeurs du scénario «Tram léger»;

- considérant que l'implantation du système du «Tram léger» peut également contribuer à une amélioration de l'offre en matière de transports publics dans les autres centres de développement et d'attraction d'ordre supérieur que sont la Région Sud et la Nordstad et ainsi assurer le développement complémentaire et non concurrentiel des différents pôles d'attraction du Grand-Duché;

- considérant que le dossier de synthèse du groupe de travail souligne la nécessité que le scénario préconisé doit impérativement s'insérer dans une approche d'ensemble englobant la création des nouvelles lignes ferrées classiques Luxembourg-Esch et Luxembourg-Bettembourg, les gares périphériques Howald, Cessange et Kirchberg/FIL, et un réseau de transport par autobus cohérent sur les plans local, régional (e.a. desserte Nord-Centre), national et transfrontalier;

- considérant que la réalisation des objectifs de l'IVL ne pourra résulter que d'une conception d'ensemble, dans laquelle des éléments existants et actuellement en voie de mise en œuvre doivent encore recevoir les compléments qui s'impo-

sent, tant au niveau national qu'à celui de la Ville de Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à continuer de mener une politique des transports et des infrastructures qui sert l'objectif d'atteindre un partage modal de 25/75 en faveur des transports en commun au niveau national, ce qui requiert un partage modal de 50/50 sur le territoire de la Ville de Luxembourg;

- à concrétiser l'épine dorsale d'un réseau de transports en commun national, constituée par l'axe nord-sud (Nordstad-Luxembourg-Bettembourg/Esch-sur-Alzette), ensemble avec les gares périphériques de la Ville de Luxembourg au Kirchberg, à Howald, à Dommeldange et à Cessange, devant permettre un accès direct par chemin de fer classique aux principales zones d'activités situées dans la périphérie de la Ville de Luxembourg et de la site aéroportuaire;

- à préciser et approfondir, ensemble avec la Ville de Luxembourg, le projet de la mise en place d'un tram léger, en spécifiant notamment la manière dont il devrait cohabiter avec le réseau d'autobus AVL/RGTR existant, en tenant compte des besoins spécifiques des quartiers résidentiels et du transport scolaire, ainsi que le tracé du tram sur l'axe central à travers la capitale et les besoins de réorganisation des flux de la circulation routière;

- à clarifier, dans ce contexte et dans les meilleurs délais, les modalités de construction, d'exploitation et de financement du projet d'un tram léger dans la Ville de Luxembourg, en tablant sur un partenariat notamment entre l'État, la Ville de Luxembourg et le secteur privé;

- à intégrer la solution retenue au niveau de la capitale dans le plan directeur sectoriel «Transports» et d'en tenir compte dans le cadre du monitoring de l'IVL en vue de garantir une cohérence de l'ensemble des démarches prospectives au niveau des transports et du développement spatial et afin que le projet «Tram léger» puisse constituer un élément majeur d'un concept national d'ensemble qui fournit des réponses bien au-delà des besoins de la Ville de Luxembourg en matière de mobilité;

- à tenir la Commission des Transports régulièrement informé sur l'état d'avancement du dossier.

(s.) Roland Schreiner, Marc Angel, François Bausch, Paul Helminger, Marc Spautz.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Hâr Schreiner. Den nächste Riedner ass den honorablen Hâr François Bausch. Hâr Bausch!

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt néng Punkten opwerfen am Kader vun der Debatt haut de Mëtteg, déi, géing ech e bësse soen, eigentlech wäit iwwert dat erausgeet, wat deen e bësse verfälschten Titel oder Intitulé ubelaangt, dee mer der Debatt hei de Mëtteg ginn hunn, wou eigentlech e bësselchen dra suggeréiert ass wéi wann et just géing drëm goen, iwwert den Ausbau vum Réseau ferré zu Lëtzebuerg ze schwätzen.

Et geet hei sécherlech ëm vill méi, an ech mengen - esou wéi een dat och scho konnt souwuel beim Transportminister wéi och beim Landesplanungsminister eraushéieren wéi och bei verschiddeenen anere Riedner -, et hätt ee sech eigentlech missen en aneren Titel hei afale loossen, nämlech éischer an d'Richtung ze goen, fir eng Debatt ze féieren de Mëtteg iwwer e generale Wandel an der Mobilitéitspolitik hei am Land. Eng Mobilitéitspolitik, wéi den Transportminister a senger Konkusioun zu Recht gesot huet, déi dem 21. Jorhonnert eigentlech gerecht gëtt.

Néng Punkten, wéi gesot, wollt ech opwerfen. Deen éischen, deen ass emol deen, dee mat eisem Wirtschaftsstanduert selwer ze dinn huet. Mir féieren jo de Moment eng ganz intensiv Debatt hei zu Lëtzebuerg iwwer Reforme vun de Statsfinanzen, iwwer Bekämpfung vun Aarbechtslosegkeet, iwwer Schafung vun neien Aarbechtsplazen, an an deem Kontext gi jo eng ganz Rei sou genannte Standuertfacteuren opgezielt, déi mer missten halen, wou mer haut am positive Sënn dostinn oder wou mer am negative Sënn dostinn, déi mer misste verbesseren, an et ass ganz sécher esou - dovu sinn ech der fester Iwwerzeugung -, datt d'Mobilitéit e ganz haarde Standuertfacteur ass an enger Gesellschaft haut an engem industrialiséierte Land.

Si gëtt ëmmer méi zu engem Facteur, deen déeterminant ass, ob e Betrib sech iergendwou nidderléisst oder net, a wann een nëmmen eleng kuckt, wat sech um nationalen Niveau de Moment ofspillt vu Betriber, déi op eemol vun enger Region an eng aner oder vun enger Gemeng an eng aner plëneren, da stellt een oft fest, datt d'Plënnere ganz staark mat Mobilitéitsfacteuren ze dinn huet.

E rezent Beispill hate mer oder konnte mer héieren an deene leschten Deeg. Ech wëll d'Firma elo, oder den Déngschtleeschungsbetrieb, net onbedéngt nennen, mä jiddferree kennt en, deen an d'Industriezon Leideleng geplënnert ass mam Argument, well an deenen anere gréissere Gemengen - ënner anerem d'Stad Lëtzebuerg, mä net nëmme méi d'Stad Lëtzebuerg, och ëmmer méi aner Gemenge ginn op dee Wee - de Parkraummanagement esou gestallt wär, datt mer an d'Richtung gi vu Reduktioun vu Parkraum fir Navetteuren zum Beispill.

Doduerjer ass deen dote Betrib mat de ganzen Aarbechtsplazen an d'Industriezon Leideleng geplënnert, mam Argument, well an der Industriezon Leideleng bis op weideres... Obschonn och do deen neie Buergermeeschter eis scho méi wéi eng Kéier a leschter Zäit no baussen och matgedeelt huet, datt seng Gemeng ufänkt ze stöhnen ënnert deem Facteur, och elo a senger Gemeng, mä et ass e Fait gewiescht, datt do dat en déeterminante Facteur war, ënner anerem, firwat dee Betrib dohinner gezunn ass. Dat ass awer nëmmen een Aspekt.

Dat do ass elo de Parkraum. Et kënn een dat nämlech kucke generell bei der Accessibilitéit vum Betrib. Et kënn een dat nämlech kucken och wat den Zoubrenger ubelaangt, den öffentlechen Transport generell, wéi een iwwerhaupt dohinner kënn an e Betrib haut an esou weider. Dat heescht, d'Mobilitéit ass ganz däitlech zu engem ganz, ganz wichtege Standuertfacteur ginn.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg enorm strukturell Defiziter an deem dote Beräich, an duerfir, wa mer an Zukunft gâr hätten, datt dat Land sech nach soll weiterentwickelen, datt mer Betriber och vu baussen, haaptsächlech Betriber och a méi engem Hightech-Secteur, wou d'Mobilitéit eng ganz grouss Roll spillt, wëllen op Lëtzebuerg unzéien, da musse mer an der Mobilitéit ëmdenken, da musse mer déi strukturell Defiziter, déi mer haut an der Mobilitéit hunn, iwwerdenken.

Zweete Punkt, Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass: D'Mobilitéit zu Lëtzebuerg kënn mer nëmme kucken, andeem mer se am nationale Kader kucken. Et mécht glat a guer kee Sënn ze mengen, et kéint een d'Mobilitéitsproblemer an déi strukturell Defiziter, vun deenen ech geschwat hunn elo virdrun, léisen, andeem mer géingen op eng reng lokal, re-

gional Léisung setzen. Mir hunn hei en nationale Problem. Mir hunn e Wirtschaftsstanduert, deen - ech kommen nach dorobber ze schwätzen - sech op dräi Deeler am Land, dräi Regionen am Land focaliséiert, mä déi awer enk ëmmer méi mateneen och verzahnt sinn. Duerfir ass et absolut sënnslos ze mengen, et kënn een an iergendengem Sënn de Mobilitéitsproblem léisen eleng um lokalen oder eleng um regionale Feld.

Duerfir ass et och richtig, fir déi Diskussioun haut esou ze féieren, datt mer een Element, wat jo nei ass an der Diskussioun de Moment elo, kucken an diskutéieren haut an engem gesamten nationale Kontext, et an der gesamter nationaler Mobilitéit zesummenhängend gesinn.

Drëtte Punkt, Hâr President, ass, datt mer mussen an der Mobilitéit Prioritéite setzen, aus zwee Grënn. Deen éischen, dat ass en Effizienzgrond. Mir hunn, géing ech gâr soen, an deene leschten 30 Joer hei am Land voursicht, d'Mobilitéit zu ganz groussen Deeler menge kënnen ze léisen, andeem mer ausschliesslech op den Ausbau vum Individualverkéier gesat hunn. Mir hunn enorm Zommen an de Stroossebau investéiert. Mir hunn enorm Facilitéite geschafte fir den Individualverkéier. Mir mussen awer haut e Bilan dovunner zéien a feststellen, datt dat Spréchwuert, wat déi Gréng an den 80er an den 90er Joren oft hei virgedroen hunn, nämlech „Wie Stroosse baut, dee wäert Verkéier ernten“, absolut agezerrt ass....

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - ...an datt mer sécherlech plazeweis Verbesserung kritt hunn, mä generell gesinn d'Mobilitéitsproblematik sech sécherlech mat där dote Strategie net verbessert huet. Duerfir musse mer elo Prioritéite setzen an eng aner Richtung. Mir mussen einfach dee Constat haut maachen a soen: Dat eleng geet net duer! Duerfir muss d'Prioritéit an deenen nächste Joren a Jorzéngten um öffentleche Verkéier leien.

Sécherlech kënn dann där Prioritéitesetzung, wann een aus engem finanzpolitesche Bléckwéinkel kuckt, nach méi eng grouss Bedeutung zou, well wa mer wëssen, datt d'budgetär Mëttelen net méi esou si wéi um Enn den 90er Joren, Ufank dem 21. Jorhonnert, da musse mer jo Prioritéiten an alle Beräicher setze vun der Politik, mä awer ganz besonnesch an deem heiten, well soss renne mer mat Sécherheet, wéi schonn e renommierte Premierminister eng Kéier gesot huet, mat 100 à l'heure an eng Mauer. Dëst gëtt zwar da keng Rentemauer, mä an eng Verkéiersmauer.

Véierte Punkt, Hâr President: Mir brauchen e globaalt Konzept. Et ass absolut sënnslos ze mengen, et kéint ee mat engem eenzegem Element vun der Mobilitéit Problemer léisen. Globaalt Konzept heescht, datt mer all déi eenzel Verkéiersträger ëmmer zesumme mussen analyséieren. Dat heescht, de Bus, den Zuch, den Tram, de Vélo, de Foussgänger an och den Auto mussen zesumme gekuckt ginn, awer si mussen do agesat ginn, wou se als eenzel Elementer am effizientste si fir déi spezifesch Verkéiersproblemer dann ze léisen, a si musse sech abetten an e gesamt, globaalt Konzept.

Dat ass eppes wou ech emol, wann ech d'Rieden de Mëtteg héieren hunn, frou si feststellen, datt mer endlech, wéi et schéngt, zu Lëtzebuerg och op deem Niveau ukomm sinn, datt mer dat an deem Sënn esou gesinn, an datt mer net méi mengen, mir kënnen déi eenzel Acteure lassgeléist vunenee behandelen an och da versiche Léisungsvirschléi auszeschaffen, andeem mer eenzel Elementer lassgeléist favoriséieren oder defavoriséieren.

Fënnefte Punkt, Hâr President: D'Landesplanung spillt eng enorm wichtige Roll. Grad e Land wéi Lëtzebuerg mat nëmme 2.586 km<sup>2</sup> Fläch a mat engem wirtschaftleche Potenzial, wann een am europäesche Kontext kuckt, wat jo awer enorm ass, ass nach vill méi drop ugewise wéi iergenden aner Land, e grousst Land zum Beispill, fir eng intelligent Nutzung vum Raum endlech an d'Wee ze leeden. Mobilitéit a Landesplanung, dat si wierklech zwou Säite vun där nämlecher Medail, dat gehéiert extrem enk zesummen. Duerfir spillen natierlech déi ganz Mobilitéitsiwwerleeunge ganz, ganz staark an och eng nei Approche eran, déi mer jo iwwert den IVL kritt hunn, fir méi eng intelligent Nutzung vun eisem Raum ze kréien, dat heescht fir d'Landesplanung endlech méi eescht ze huelen.

Dat ass zu Lëtzebuerg ganz nei, well et gëtt aner Länner wou op alle Fall d'Landesplanung am Verkéiersberäich scho laang vill méi contraignant konnt agräieren. Mir hunn zu Lëtzebuerg do relativ vill Jore Retard, a mir hoffen als Gréng, datt dat sech och dann elo mam IVL - an et gesäit jo och esou aus, well de Landesplanungsministère huet jo eng wichtige an aktiv Roll gespillt bei der Ausschaffung vun deem Konzept - soll definitiv zum Gudde wenden.

Sechste Punkt, Hâr President, dat ass d'Ëmweltproblematik. Ech mengen, ech wëll net nach eng Kéier all déi Detailler widerhuelen, déi hei schonn ugeschwat gi sinn, mä d'Ëmweltproblematik op zwee Niveauen, dat eent ass natierlech d'Klimaproblematik an dat anert ass awer och d'Loftbelaaschtung insgesamt.

Mir wäerte souwiso gezwonge ginn, bis 2010 am Beräich vun der Loftbelaaschtung gréisser Efforten ze maachen, fir eng besser Loftqualität haaptsächlech an de Stied ze kréien. Wa mer och d'Zilsetzungen aus der betreffender europäescher Direktiv, déi mer jo alleguete kennen, déi ab 2010 contraignanté Charakter kritt, nach net erreche kënnen bis dohinner, da musse mer mindestens fäeg sinn, 2010 virzeweisen, datt mer eng Strategie hunn, wéi mer dohinner wëlle kommen, fir déi Qualitéit vun der Loft kënnen iergendwann eng Kéier dann och ze garantéieren. Sollte mer dat net hunn, da wäert dat eis och deier kaschten, emol onofhängeg vum Fait, datt et jo emol souwiso en direkten Impakt huet op d'Gesondheet vun de Leit, an datt duerfir och eigentlech e gesondheetspoliteschen Aspekt sech nach hannendrunner verstoppt.

Siwente Punkt, Hâr President, dat ass, datt mer zu Lëtzebuerg eng ganz spezifesch Verkéierssituatioun hunn, wahrscheinlech eng wéi en eegestänneg Land se an deem Mooss net huet. Bon, well mer nëmmen e klengt Land sinn, kann een ons éischer vergläiche mat verschiddeene Ballungszentren am Ausland, mä mir sinn awer en eegestänneg Land a mir hunn duerfir eng ganz spezifesch Verkéierssituatioun. Aus dem IVL geet jo och ganz däitlech ervir, datt mer am Fong entre-temps dräi wirtschaftlech Zentren hei zu Lëtzebuerg hunn, déi ëmmer méi enk awer mateneen och zesummenhänken.

Dat eent ass d'Stad Lëtzebuerg an alles dat wat ronderëm d'Stad Lëtzebuerg ass, déi Gemenge Bartreng, Stroossen, Leideleng, Hesper an esou weider. An dann dat Zweet ass de Süde mat virun allem dem Beräich Esch/Belval, an dat Drëtt ass d'Nordstad mat Ettelbréck/Dikrech. A wat dann awer nach derbäikënn, dat ass, datt déi dräi wirtschaftlech Zentren, déi iwwer 300.000 Aarbechtsplazen, déi do ugedeldelt ginn, zu engem enorm héijen Undeel besat si mat Leit, déi vun ausserhalb vun eisen nationale Grenze kommen, dat heescht, déi emol guer net hei am Land wunnen, wat natierlech an der Verkéierssituatioun zu ganz



komplizierten a komplexe Situatoune féiert.

Da kënnst derbäi, datt mer, wann ech d'Stad Lëtzebuerg eraushuelen, och eng Situatoune hunn, déi mer och kaum an deem Mooss am Ausland fannen, nämlech datt mer eng Hauptstad hei hunn, déi 83.000 Awunner huet, wou am Dag awer 200.000 Leit an där Stad sinn, dat heescht sech 120.000 Leit zousätzlech zu deenen 80.000 Awunner vu méindes bis freides an der Woch hei an der Stad ophalen, déi natierlech da vu baussen erakommen, wat natierlech eng immens Inzidenz huet op d'Organisatioun vun der Stad a virun allem och op de Verkéier an der Stad.

An et muss een och soen, datt, wann ee kuckt wat dat an deene leschte Joren a Jorzéngte schonn d'Stad Lëtzebuerg kascht huet am finanziellen Beräich, wou jo awer ëmmerhin e ganz Package vu Mesurë geholl gi sinn, virun allem am Beräich vum Parkraummanagement, wou déi fréier Schäfferéit eng ganz Rei wichteg Initiative geholl hunn, déi mat héijem Käschtpunkt verbonne waren, mä awer och am Busdéngscht d'nämlech - ech wëll déi Zuelen net méi opzielen, well déi hei scho gesot gi sinn -, da muss een awer gesinn, um Beispill awer duerch dee finanziellen Effort, deen do gemaach ginn ass, datt een och dann e Resultat ka kréien.

Well dat Resultat, wat virun den Här Helminge hei opgezielt huet vun engem „modal split“ um Gebitt vun der Hauptstadt vun 28%, dat ass jo nëmme komm well do deen Effort gemaach ginn ass. Dat ass awer menger Meinung no och gradso gutt de Beweis, datt een, wann een de politesche Courage huet, nei Weeër ze goen, dann och Resultater kann hunn en faveur vun öffentlechen Transport.

Mir sinn awer um nationalen Niveau eréischt bei engem „modal split“ vun 13%, wëllen awer do op 25% kommen. Wa mer wëssen, datt eleng um Gebitt vun der Hauptstadt ronn 40% vun den Aarbechtsplaz konzentriert sinn, da wësse mer ganz genau, wa mer da wëllen op en nationalen „modal split“ komme vu 25%, da muss mer mat grousser Wahrscheinlechkeet an der Stad Lëtzebuerg en „modal split“ kréien, deen net bei 28% läit, mä deen éischter tëschent 35 a 40% leie muss an Zukunft, well soss erreche mer dat nationaalt Zil vu 25/75 mat Sécherheet ni.

Wann een dann nach derbäi kuckt, datt och nach en enormen Undeel un Aarbechtsplazen op deem Territoire vun de Randgemengen vun der Hauptstadt ass, nämlech Hesper, Bartreng, Stroossen, och entre-temps Südrandgemenge wéi zum Beispill Leideleng, an datt déi dausenden Aarbechtsplazen, déi haut schonn do sinn, datt deen Trend och do nach weidergeet mat den Aarbechtsplazen, a souguer wa mer nach esou vill Effort vun Zentralisierung maachen an Zukunft, wat mer jo all hoffen, solle mer ons keng Illusiounen maachen:

Et bleift ëmmer nach en Entwécklungspotenzial och sécherlech do fir déi Gemenge respektiv déi Region. Da wësse mer, datt mer do en Aarbechtsplazpotenzial haut schonn hunn, wat mat Sécherheet nach steige wäert. Ech hunn dat net genau chiffriert, well ech déi Zuelen net kennen, mä ech ginn awer fest dovun aus, datt et iwwer 50% vun den Aarbechtsplazen am Land ass, wéi gesot mat Tendenz steigend.

Duerfir ass et och kloer, datt dat wat mer haut hei proposéieren, wat jo ëmmer erëm e bëssen an der Öffentlechkeet an deene leschte Wochen duergestallt ginn ass wéi wann et ausschliesslech wär fir iergenden zousätzleche neie System anzuféieren, deen nëmme fir d'Stad Lëtzebuerg wär, net stëmmt, mä datt eigentlech dee System do och muss d'Fäegkeet hunn, eng Kéier iwwert d'Gebitt vun der Hauptstadt erauszefueren, nämlech vum Zentrum och an aner

Géigenden, an d'Randgemengen.

Ech hoffen och ganz staark, datt am Kader vun där wichtigerer a gudder Konvention, déi déi dote Gemengen alleguere mat der Stad Lëtzebuerg zesumme mam Ministère de l'Intérieur ofgeschloss hunn, wou sech jo an der Agglouss entre-temps wierklech eng gutt Zesummenaarbecht ofzeechent, datt mer dat ganz Konzept hei an déi ganz Iddien hei och do erafléisse loosse, fir relativ séier ze kucken, wéi mer d'Randgemenge vun der Stad Lëtzebuerg mat abezu kréien an déi ganz Iwwerleeungen hei, en vue vun engem spéideren Ausbau vun deem Ganzen.

Et gesäit een also entre-temps och schonn, zemoos wann ech hei soe Randgemengen an un eng Gemeng wéi Leideleng denken, wat jo eigentlech eng Südgemeng ass, wéi no datt déi eenzel Aktivitéitszentren am Land uneneegeweess sinn a wat fir eng Problematik sech do stellen. Duerfir, wéi gesot, et geet hei wierklech net dorëms ze diskutieren ëm eng Uertschaft oder ëm eng Region. D'Problemer hänken entre-temps hei zu Lëtzebuerg ganz enk zesummen.

Aachte Punkt, Här President, dat ass d'Strategie, déi mer eis dann elo ginn. Ech mengen, ech hu gesot d'Strategie an der Mobilitéit muss sech op verschiddenen Niveaueen erëmspigelen. Fir „öffentlechen Transport“ soen ech ëmmer léiwer öffentleche Verkéier. Bei „öffentlechen Transport“ denkt ee klasescherweis ëmmer nëmme an der Regel un de Bus oder den Zuch oder och nach un den Tram, mä zum Beispill Vélo oder Foussgänger, dat ass och öffentleche Verkéier, also d'Mobilitéit douce gétt zum Beispill gär do vergiess. Duerfir soen ech léiwer den öffentleche Verkéier.

Beim öffentleche Verkéier, ugefaangen natierlech beim klaseschen CFL-Netz, ech mengen et ass schonn hei e puermol de Mëtteg opgezielt ginn: Déi Gare-périphérique si wichteg an der Strategie. Genauso wichteg ass awer och den Ausbau vum Rescht vum klaseschen Eisebunnsnetz. Ech wëll déi Projeten elo net méi allegueren opzielen, déi hei genannt gi sinn. Dann zousätzlech Neischaafung vun engem neien Transportsystem mat héije Capacitéiten, op alle Fall méi héije Capacitéite fir op grouse Sträng ze fuere wéi de Bus dat ka bréngen, wat eben den Tram ass, an dat natierlech net nëmme ze limitéieren op eng Region, elo den Zentrum, mä an der Iddi eraus, datt een duerno op Esch/Belval an an der Nordstad dat nämlech ka maachen.

Ech sinn och frou, also meng Fraktioun ass och frou ze héieren, datt do och scho bis de Summer ganz konkret Initiative geholl ginn a Form vu Schafung vun engem ähnlechen Aarbechtsgrupp mat de betraffene Südgemenge respektiv och dann duerno oder am gläichen Zäitraum mat der Nordstad. Ech mengen, dat ass extrem wichteg, datt dat alles parallell analyséiert a gekuckt gétt.

Dann natierlech den RGTR, de Busdéngscht landeswäit, deen - an dat kann ee wierklech net oft genuch betounen, well jo och ëmmer gemengt gétt, wa mer dat hei elo géingen aféieren, da géing generell de Busdéngscht méi kleng ginn. Dat ass net wouer! Dee spillt just eng komplett aner Roll wéi haut.

Mä ech mengen, et ass evident: Éischters, mir kënnen net duerch d'ganz Land Schinne leeën. Dat wëlle mer och net. Et muss sécherlech nach ëmmer massiv Capacitéiten opbruecht gi vum Busdéngscht, fir do ze fuere, wou kee schinnegebundene Verkéier ass. Dann natierlech spillt de Busdéngscht als Zoubringer zum Zuch oder zum Tram eng enorm wichteg Roll, och an Zukunft. Duerfir ass et relativ kloer, datt de Busdéngscht iwwer Land genauou eng grouss Bedeitung wäert behalen, wéi e se haut huet, wann net

souguer nach méi eng grouss muss kréien oder kritt.

Lokal Businitiativen: d'nämlech; ob dat den TICE zu Esch ass oder souguer och esou Citybus-Initiativen, och dat wäert weider mussen bestoe bleiwen. An och der Stad Lëtzebuerg hire Bus, dee relativ staark ausgebaut ginn ass an deene leschte Joren, wäert sécherlech net méi kleng gi wéi en haut ass. E wäert anescht vläicht fuere.

E gétt och - an do wëll ech eng kleng Klammer opmaachen - an deem Sënn reforméiert, ebe well d'Stad Lëtzebuerg sech anescht entwéckelt huet déi lescht 15 Joer. Dee Busdéngscht vun haut, deen zwar ganz performant ass, baséiert op enger Studie, déi sech awer op d'Enn vun den 80er Jore baséiert. Mat all deem, wat duerno ëmgesat ginn ass, muss een dat reforméieren, och well ee sech souwéiso all 15 bis 20 Joer eng Kéier muss grondleeënd iwwerleeën, ob een net sáin öffentlechen Transport muss reorganisieren.

Mat Sécherheet steet et haut och un, datt de städtesche Busdéngscht, also de Busdéngscht vun der Stad Lëtzebuerg, iwwerschaaft gétt. Duerfir hu mer och an der Stad Lëtzebuerg dem IVV-Büro en Optrag erausginn, fir dat ze maachen, an zwar an zwou Etappen: eng éischt Etapp, déi reng mam innerstädesche Beräich ze dinn huet de Moment vun der Stad Lëtzebuerg, esou wéi d'Situatioun sech haut presentéiert; an eng zweet Etapp dann en vue vun der Realisatioun vun engem Tram-System 2012, mat dem kloeren Optrag natierlech, datt de Bus nëmme esou kann oder muss ëmorganiéiert ginn, datt et net zu engem Qualitätsverloscht kënn an der Offer par rapport zu deem, wat mer haut hunn.

Dann d'Mobilitéit douce: Ech mengen, um nationalen Niveau mussen do Saache passéieren. Mir haten eng interessant Interpellatioun hei am Januar zu deem Thema, wou een och konnt feststellen, datt bei der Regierung - muss ee luewenswäerterweis soen - de Wëlle besteet, fir an der Mobilitéit douce wierklech e Schratt weiderzukommen. Do muss och den nationalen Niveau natierlech mam regionalen a lokalen Niveau zesummeschaffen. Jiddereen huet do seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen.

Da muss gekuckt ginn, wéi mer dat alles matenee verknäppt kréien, dat heescht, wéi mer déi national Konzepter mat de regionalen a lokale verknäppt kréien. Mir sollen haaptsächlech bei dem innerstädesche Verkéier bei wäitem net ënerschätzen, wat do fir e Potenzial drastéicht, och fir de motoriséierte Verkéier évitéiert ze kréien, respektiv wat fir e Potenzial drastéicht fir d'Mobilitéit douce. Dat ass entre-temps am Ausland bei anere Stied vill berechent ginn. Dat läit ongeféier bei Strecken tëschent 0 a 5 km bei 10%, wat wierklech, wéi gesot, net näischt ass.

An dann natierlech schlussendlech och den Auto. Den Auto wäert weider och eng Roll spillen. An deem Sënn mussen mer kucken, wéi mer intelligent Park&Ride-Systemer opbauen am Land. Ech géing soen, méi intelligenter vläicht wéi mer der och an deene leschten zéng, 20 Joer opgebaut hunn, déi oft méi aus enger Nout eraus gebuer gi sinn, fir iwwerhaupt nach der Verkéierssituatioun Meeschter ze ginn. Et miisst ee se éischter hei nach da ganz däitlech an der Kombinatioun gesi mam öffentleche Verkéier oder anere Verkéiersträger; et kënnen och souguer dann d'Mobilités douces sinn. Ech mengen, an deem Sënn ass och do nach sécherlech Nachholbedarf.

Néngte Punkt, Här President, a leschten, dat sinn d'Finanzen. Et ass schonn de Mëtteg hei oft iw-

wert d'finanziell Envergure geschwat ginn. Jo, d'Mobilitéitswend, déi kascht eppes. A si kascht och vill. Dat ass ganz evident. Mä et muss ee se awer och am Verhältnis emol kucken zu deem, wat mer am Stroossebau an deene leschte Jorzéngten investéiert hunn.

Ech wëll hei nëmme d'Nordstrooss eraushuelen. An zwar nëmme dat Stéck vun der Nordstrooss vu Miersch bis op de Kierchberg, wou, wann et fäerdeg ass, mer op engem Chiffer wäerte leien tëschent 500 a 600 Milliounen Euro. Dat heescht, bal, also eppes Klenges iwwer eng hallef Milliard Euro, fir eng Strooss vun ëm déi 16 km. Den Här Spautz huet virun hei...

#### (Interruption)

Dat hânt dovun of, wou een elo ufängt hei ze rechnen. Kommt mir ginn eis och nach eens op 15 km. Et ass och nach egal. Et kënnst do net op 1 km un. Mä wann een do dann dee ganze Pak rechent, deen Der virun hei zu Recht opgezielt hutt, wat de Käschtpunkt dovun ass, an dat a Relatioun stellt nëmme mat deene 16 km, da gesäit een, datt eigentlech de Käschtpunkt vum Stroossebau a kengem Verhältnis steet zu deem, wat de Käschtpunkt ass vum öffentleche Verkéier.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - ...dat gétt ze deier.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Wat mengt Der, Här Mehlen?

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Wann een eng Autobunn bal nëmme mat Tunnelen a Brécke baut, da gétt se deier. Do ass iwwerhaupt keen Zweifel.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Oh, Här Mehlen, ech kann lech soen, ech hunn elo natierlech, fir, loosse mer soen, e bësse provokativ ze sinn, déi deierste Variant erausgeholl. Mä ech kann lech awer soen, wann Der de Kilometerpräis vun der Saaraubunn rechent, oder aner Autobunnen, dat gétt och net bëlle.

#### (Interruption)

Mengt net, datt Der do bei der Halschent vum Präis géingt leie par rapport zu deene 16 km Nordstrooss. Et ass relativ kloer: De Stroossebau ass en héije Käschtefaktor. An dobäi rechne mer jo dann nach nëmme de Bau. Mir rechne jo net wat den Ënnerhalt herno also kascht. Dat rechne mer do och net alles mat dran, well hei si jo awer och virun schonn am öffentlechen Transport eenzel Elementer mat agefloss, wat ganz typesch gemaach gétt, wa mer iwwert den öffentlechen Transport schwätzen, déi da schonn herno mat der Exploitatioun a mam Ënnerhalt ze dinn hunn, wat hei net dran ass.

Mä bon, ech wëll awer elo guer net emol do eng Polemik entfachen: dat eent géint dat anert. Ech mengen, mir sollen eis awer bewusst sinn, datt mer dat Verhältnis do sollen am Kapp behalen, an datt sech deemspriechend, wat mer herno derfir kréien, effektiv dann de Käschtpunkt ganz staark relativéiert.

Da muss ee souwéiso wëssen, datt, wa mer deen doten Effort net maachen an d'Mobilitéitswend net kréien, et eis duerno vill, vill méi deier kascht. Well da kascht et eis um Niveau vun der Liewensqualitéit en héije Präis. Et kascht eis um Niveau vun der Ëmwelt en héije Präis. Et kascht eis bei Kyoto en ëmmer méi héije Präis, wou guer net méi ofzegesinn ass, wéi héich en eng Kéier wäert ginn, wann een déi lescht Zeenarioe kuckt vun de Klimamodeller, déi entre-temps berechent gi sinn.

Et kascht eis eppes am Beräich vun der Energiepolitik/Energieverbrauch. Et ass awer relativ kloer, datt, wann ech 350 Leit an en Zuch setzen an déi kollektiv mat engem

Gefier féieren, wa mer emol d'Energieeffizienz kucke vun esou engem Transportmëttel par rapport dozou, datt déi 350 Leit alleguer eenzel mat hirem eegenen Auto kommen, mer do an e Verhältnis kommen, wat wierklech exorbitant ass en défaveur zum Individualverkéier. Dat heescht, och an dem Beräich Energiepolitik/Energieproblematik kascht et eis en héije Präis.

A schlussendlech kascht et eis och en héije soziale Präis. Well mir dierfen net vergiessen - an dat gétt awer leider vill ze vill oft vergiess -, datt 20%, laut Zuele vun Statec, zu Lëtzebuerg iwwerhaupt keen Auto hunn. Dat heescht, 20% vun der Bevölkerung - dat sinn der net wéineg - sinn total ugewise op d'öffentleche Verkéiersträger.

#### (Interruption)

Gelift?

**M. le Président.** - Wollt Der dem Här Bausch eng Fro stellen?

**Une voix.** - Dir schwätzt vun 20% vun der Bevölkerung, mä et sinn 20% vun de Familljen, wat e bësse manner ass.

**Une autre voix.** - Vun de Stéit.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Oh, jo. Da schrauwe mer et e bëssen erof. Mä et sinn awer nach, egal wéi, vill vun de Stéit.

#### (Interruptions)

Et sinn 20% vun de Stéit, jo.

**M. le Président.** - Maacht lech eens an Ärer Fraktioun.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Ech mengen, mir maachen eng gréng Interfractionnel nächstens. Da gi mer ons eens iwwert d'Zuelen.

#### (Hilarité)

Mä ech mengen, 20% da vun de Familljen hei zu Lëtzebuerg hu keen Auto. Da weess een och, datt dat e soziale Käschtpunkt ass.

Duerfir, Här President, d'Fro, wie wat elo soll finanzéieren, ass sécherlech eng wichteg Fro, mä déi wichtegst Fro ass awer emol, datt ee fir d'éischt seet, datt ee bereet ass, generell als Kollektivitéit dee finanziellen Effort ze maachen, fir déi Mobilitéitswend do ze kréien. An eréischt da kucke mer deen zweete Volet: Wie bezilt wat? An do ass et och relativ kloer: All Acteuren hei am Lëtzeburger Land, dat heescht, de Stat an all d'Gemengen - wëll ech betounen, all d'Gemengen - müssen hiren Effort dozou bäidroen, fir datt mer déi Mobilitéitswend do finanzéiert kréien.

Sécherlech ass et och esou, datt an der Stad Lëtzebuerg - den Här Helminge huet et virun opgezielt - bis elo vill Effort gemaach gi sinn. An och d'Stad Lëtzebuerg wäert bereet sinn, am Kader vun deem neie Verkéierskonzept hei hir finanziell Responsabilitéiten ze droen.

Als Konklusioun, Här President: Ech wëll soen, datt mer als gréng Fraktioun eigentlech immens frou sinn, well mer zumindest déi éischte Kéier an deem Parlament d'Impressioun hunn, datt mer um Ufank sti vun der Ëmsetzung vun engem neie Verkéierspuzzle, vun engem Mobilitéitswend vum 21. Jorhonnert; datt mer endlech et fäerdeg bréngen hei, zumindest véier Parteien an deem Parlament, fir ze versichen zesummen en Auswee ze fannen aus der Mobilitéitskris, an där mer eis hei zu Lëtzebuerg entre-temps befannen.

Ech hu virun e bësselchen am Laachen zu menge Fraktiounskollege gesot, datt mer eigentlech wat d'Mobilitéitswend dann ubelaangt, wa mer dat heiten op deem konstruktive Wee weider fäerdeg bréngen an deenen nächste Méint a Joren, e bëssen an engem Schwäizer Modell sinn. Dat heescht, wou effektiv véier Parteien



zesumme versichen dee Problem do ze léisen.

An ech mengen, déi Chance kréie mer vläicht soubal net méi, an duerfir soe mir als Gréng ganz daitlech: Mir wäerten hei an deem Dossier konstruktiv matschaffen an alles druzsetzen, datt déi dote Chance dës Kéier genotzt gëtt, datt déi nämlech Feeler net nach eng Kéier geschéien, wéi se an den 90er Jore geschitt sinn, datt mer endlech dat Ganzt op déi richteg Schinn bréngen. Et ass am Intérêt vun eiser Economie. Et ass am Intérêt vun der Liewensqualität zu Lëtzebuerg. Et ass am Intérêt vun der Émwelt. Et ass am Intérêt vun eis all.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Bausch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Ech mengen, mir sinn ons op engem Punkt wéinstens alleguer hei an der Chamber eens, datt heescht, datt mer e kohärente Plang brauche fir den öffentliche Transport a fir deen uvisierten „modal split“ vu 25% zu 75% ze erreechen. Nach muss ech awer soen, datt ech iwwert d'Aart a Weis an iwwert déi Choixen, déi hei debattéiert gi sinn, datt ech do awer e puer Problemer hunn, fir déi mat novollzëien ze kënnen.

Déi meescht Intervenanten, déi viru mir geschwat hunn, hu geschwat vun engem lichten Tram. De Rapport vum Groupe d'experts schwätzt, ech zitieren: vun engem Tram «léger, agile, silencieux et d'un esthétique certain». Déi grouss Lyrik wëllt domadder ënnersträichen, datt een en fait op enger Wollek schwieft an datt ee vergiess huet, wéi dat an deene Rapports d'experts meeschtens de Fall ass, fir d'Realitäten ze kucken.

Fir d'éischt iwwert déi Aarbechte vun deem Groupe de travail: E Groupe de travail, dee schonn e puermol ënnert deeneselwechte Komponenten institutioneller Natur - vläicht net personeller Natur, mä institutioneller Natur - zesumme-komm ass a ganz brillant Rapporten der Chamber an dem Land virgeluecht huet. Déi éischte Kéier war et mat der Etüd Luxtraffic 1993. Haut seet deeselwechte Groupe de travail: Alles wat déi do virgesinn haten um Niveau vum Awunnerzenario, alles war falsch, an d'Konklusioun ware falsch.

Du kouw d'Etüd BTB. Do seet och elo de Groupe de travail: Alles wat do geschriwwen ginn ass war falsch, konnt net realiséiert ginn! Deeselwechte Groupe de travail huet fir dee Projet vun der mobilitéit.lu op eng Kéier erausfonnt, datt dat net kéint realiséiert ginn. Woufir? Well fir déi Verbindung vun Dummeldeng op de Kierchberg, do brauch een eng Zahnradbahn, déi awer nach kee geplangt hat. D'Sécherheetskonzepter waren net do. Mat dem Matériel roulant hate mer Problemer.

Bref, et gesäit een, datt do de Groupe de travail deemools och eng schlecht Aarbecht schéngt gelescht ze hunn. A wann een haut dat kuckt, wat elo de Groupe de travail virgeluecht huet, da gesäit een, datt en d'Problemer erkannt huet a gesot huet e géing se studéieren. All d'Problemer, déi ech elo wäert e bëssen am Detail ugoen, déi gi studéiert. Dat nennen ech op Lëtzebuergesch: d'Miischer ënnert den Teppich gekiert, fir d'Problemer net ze gesinn.

Wa mer wëllen effektiv et derzou féieren, datt déi 4% Frontalieren, déi elo den öffentliche Transport huelen, wann een déi wëllt op 25% oder nach méi Prozenter erophien, da muss een eng Kéier kucken, wéi vill Leit dat da sinn, an ob d'Zich oder den Tram oder d'Bussen dat kënnen elo scho packen. Da muss een déi Pendler nach derbärechnen, déi och nach sollen

op den öffentliche Transport kommen. Wann ech d'Motioun hei kucken, déi vun e puer Parteien ënnerschriwwen ginn ass, da gëtt souguer virgesinn, datt iwwert de Wee vum Tram a vum öffentliche Transport d'une façon générale 50% sollte vun de Leit op den öffentliche Transport bruecht ginn.

An da kucke mer emol en éischte Problem un: Dat ass d'Capacitéit vun deenen eenzelnen öffentliche Transportmëttelen, déi mer hei an der Diskussioun hunn. An do muss ee feststellen, datt am Ablack, am Joer 2005, an der Stad eng ronn 155 Bussen duerch d'Nei Avenue an de Spëttestonne fueren. E Bus huet am Prinzip 70 Leit, Gelenkbussen 105 als Maximalcapacitéit: Total 10.800 Leit kënnen am Ablack Maximum pro Stonn gefouert ginn; dat ouni Gelenkbussen.

En Tram mat Duebelgarnituren, wéi dat genannt gëtt, an am Dräi-Minuten-Takt ka pro Tram maximal 250 Persounen transportéieren an de Spëttestonnen; en Total vun 10.800 Leit. An anere Wieder: Dee Mini-Tram, dee Bonsai-Trämchen, wéi e sozialistesche Conseiller am Gemengerot e genannt huet,...

(**Interruption**)

Et war den Här Kollwelter.

...dee bréngt näischt. Datt mer en fait just nuren eng Alternativ, de Bus, ersetzen duerch en Tram, mä datt d'Maximalcapacités net méi grouss ginn. Firwat also esou vill Suen - 1 Milliard bis 1,5 Milliarden - an e Projet investéieren, deen net méi bréngt, deen net méi Leit kann transportéieren, wéi den ablackleche Bus-System?

■ **Une voix.** - Wéini sidd Der fir d'lescht Tram gefuert?

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech sot... Ech froen lech dat och gär, Här...

■ **Une voix.** - Virun dräi Wochen.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Et muss een also kucken, ob et net eng Alternativ gëtt. Wann ee wëllt d'Frontalieren, wann ee wëllt d'Pendler aus dem Land op den öffentliche Transport bréngen, da muss et eng Alternativ ginn. An do schéngt et mir den eenzege Wee: Dat ass den Zuch. Do kënnen 22.000 Leit pro Stonn befördert ginn. Dat sinn der 11.200 méi wéi mam Tram oder mam Bus. An do gesäit een also, datt déi Zuchvariant eng besser Léisung duerstelt.

Wéi kënnst een am séiersten duerch d'Stad? Garantéiert net mat engem Bus. Garantéiert net mat engem Bonsai-Trämchen, well dee kënnst jo net duerch de Verkéier. En ass u ganz vill Arrêt gebonnen. D'Vitesse ass ongeféier d'Halschecht vun engem ënnerierdeschen Zuch, dee mat 40 km bis 80 km d'Stonn duerch ka fueren.

Wat ass also méi attraktiv fir den öffentliche Transport: eng ënnerierdesch Variant, wou ee séier op seng Aarbechtsplaz kënnst, ouni brauchen ëmzesteigen? Oder eng lues Variant, wou ee muss ëmsteigen a ganz vill Zäit brauch?

Wa mer en Tram duerch d'Stad fuere loosse an iwwert d'Nei Bréck oder iwwert d'Rout Bréck goe loosse, an esou datt do zwou Bunne reservéiert gi fir déi Installatioun, wou fueren dann d'Bussen, d'Autoen, d'Veloen op der Neier an der Rouder Bréck? Wat muss do vun Infrastrukture gebaut ginn?

(**Interruption**)

Op alles dat gëtt et an deem Groupe d'experts keng Äntwert. Et gëtt just nure gesot: Mir kucken, mir studéieren.

An da muss ee sech d'Fro stellen: Wann déi öffentliche Sue méi knapp gëtt, gëtt et dann net eng Alternativ? Kann een net eng aner Léisung sichen?

Fir ons ass et kloer, datt déi ablackleche Situatioun awer muss gekläert ginn, an et muss ee kucken, wat

déi Infrastrukturen da kaschten. Da muss een och kucken, wat déi Gestéioun kascht vun engem Tram, vun de Bussen, vun engem Zuch. Wat d'Infrastrukturen ugeet, do ass et ganz kloer; ech mengen, do si mer eis op alle Bänken, hunn ech dat wéinstens esou héieren, eens: Et weess keen een, wat et kascht. Et soll studéiert ginn. D'Präisser, de Montant total vum Invest, vun deem geschwat gëtt, läit tëschent 1 Milliard an annerhalfe Milliard Euro.

Dat ass awer e gehéiregen Invest. Wann een do als Contrepartie dat hält, wat d'Basler Etüd gesot huet fir en ënnerierdeschen Zuch, fir eng ënnerierdesch Léisung, da gesäit een, datt déi och ongeféier an darselwechter Intensitéit, an darselwechter Héicht läit, déi och tëschent 1 an 1,2 Milliarden Euro läit. Mä mat enger Nutzung, mat enger vill méi grousser Attraktivitéit wéi dee Mini-Trämchen hei.

Da muss een och kucken, wat d'Sätzplaz kascht. Do gesäit een, datt den Zuch bei 15.000 Euro läit, den Tram bei 25.000 Euro an den Train-Tram bei 45.000.

An allen Hisiichte kann een also just nuren eppes festhalen, dat ass, datt d'Léisung vum Tram duerch d'Stad eng etlech Käschte mat sech bréngt, wou keen ee weess wéi héich se sinn, méi déi awer ongeféier oder mat Sécherheet an darselwechter Héicht leie wäerte wéi d'Léisung vun engem ënnerierdeschen Zuch, vun engem RER, vun enger S-Bahn, wéi dat och genannt gëtt, an datt mer also do ons mussen d'Fro stellen, ob een net sollt dat eent an dat anert studéieren an dann eng Décisioun huelen, wat ee soll maachen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Well dat ass nämlech d'Schwieregkeet, déi mer hunn.

Am Ablack wëllt d'Regierung a wëllen och déi aner Parteien alleguer just nuren eng Léisung ustriewen a si verschléisse sech enger alternativer Léisung, déi eventuell kënn besser sinn, méi rentabel sinn a méi eng grouss Attraktivitéit bréngen. Dat ass dat wou ech bedauern, datt sech do op alle Bänke rebelléiert gëtt dergint.

An ech kann lech soen, Här Minister, datt an der Stad Lëtzebuerg, wat ee méi iwwert de Problem diskutéiert, wat d'Leit sech méi Froe stellen, wat se méi kritesch gi vis-à-vis vun deem Projet do.

(**Interruption**)

Well et heescht jo, datt beim Invest net nure mussen nei Garé gebaut ginn, datt musse Waasser, Gas, Elektresch, Tëlefon verluecht ginn, datt musse grouss Garen nach, déi elo bestinn, ausgebaut ginn, fir deen „modal split“, fir déi multimodal Garen do ze bauen. Alles dat steet am Vagen, d'Leit kréien hei op hir Froe keng Äntwert an et gëtt hei an enger Aart Euphorie ouni Realismus einfach gesot: Kommt, mir studéieren den Tram; an net herno iergendeng Alternativ gekückt.

Do läit an onsen Aen eng vun den Haaptschwieregkeeten, ee vun den Haaptierthemen an deem Dossier, dee mer amgaange sinn ze kucken, an ech kann lech soen, Här Buergermeeschter, Här...

(**Interruption**)

Ech soen datselwecht, well ech dem Här Buergermeeschter et och scho gesot hunn, mä ech wëll och dem Här Minister et soen, datt ass, datt d'Situatioun an der Stad wäert héchstwahrscheinlech zu ganz vill Opposition féieren, net nure politesch gesinn,...

(**Interruption**)

...mä och juristesche gesinn, och juristesche gesinn! Well Dir wësst, datt, wann Der esou e groussen In-

vest musst duerchmaachen, Der op Basis vun deenen Direktiven, déi mer nach net ëmgemat hunn, awer eng Prozedur vu Kommodo an Inkommodo duerchgoe musst, wou ech kann elo schonn nees soen, datt et ganz vill juristesche Interventione virun de Geriichter wäerte ginn.

Ech wollt also d'Regierung opfuere, fir nientend deem Projet vun dem Tram - deen ee soll studéieren, do soll et net feelen -, mä et soll een awer och eng Alternativ dozou hunn, fir ze kucken, ob een net fir déiselwecht Suen oder souguer fir manner Sue méi effikass de Problem léise kann, dee mer alleguer wëllen zesumme léisen.

Duerfir wëll ech och eng Motioun déposéieren, datt ee soll parallel zu dem Problem an dem Finanzement vun engem Tram duerch d'Stad och d'Léisung soll duerch kucken vun engem ënnerierdeschen Zuch, vun engem RER, enger S-Bahn ënnert der Stad erduerch, wat garantéiert dem Land an der Problematik, déi mer wëlle léisen, méi wäert bréngen, wéi dee Mini-, dee Bonsai-Trämchen, vun deem elo esou vill geschwat gëtt.

**Motion 2**

*La Chambre des Députés,*

*- considérant qu'il est nécessaire de tenir compte de la dimension nationale et transfrontalière de la problématique du transport public se présentant à la capitale et à sa périphérie;*

*- considérant que le problème du transport est constitué pour l'essentiel par les navetteurs et qu'il s'agit d'encourager ceux-ci à utiliser les transports publics en augmentant l'attractivité du transport public par rapport au transport par voiture privée;*

*- considérant que la construction d'une ligne de tram à travers la ville de Luxembourg va poser de graves problèmes au niveau des infrastructures à réaliser, que tant les coûts d'infrastructure et de gestion que les modalités de financement d'un tram constituent des inconnues importantes qu'il s'agit de clarifier avant de prendre une quelconque décision;*

*- considérant la résolution du conseil communal de la Ville de Luxembourg du 27 mars 2006 sur le projet «Extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg»;*

*- considérant que le conseil communal de la Ville de Luxembourg souhaite uniquement que le groupe de travail ad hoc «Extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg» établisse «le coût réel des infrastructures à mettre en place en prenant en compte aussi les frais connexes (p.ex. construction d'un centre de remisage et de maintenance)» relatif à un système de tram léger sur la ligne gare centrale - centre-ville - Kirchberg et ne désire prendre en compte aucune alternative;*

*- considérant que tant pour les frontaliers venant travailler au Grand-Duché que pour les navetteurs résidents un train leur permettant de rallier leur lieu de travail en un minimum de temps et sans itératifs changements de mode de transport constituerait une incitation à l'utilisation du transport public;*

*- considérant qu'il serait dès lors sage d'étudier parallèlement une alternative à un système de tram, à savoir une ligne souterraine de train express régional (RER) reliant la gare centrale, le centre-ville, les quartiers Nord de la capitale et le Kirchberg, afin de rationaliser les choix budgétaires à opérer;*

*invite le Gouvernement*

*- à faire étudier la faisabilité et les coûts d'infrastructure et de gestion d'une ligne souterraine d'un train express régional (RER) reliant la gare centrale, le centre-ville, les quartiers Nord de la capitale et le Kirchberg;*

*- à procéder à une étude comparative tant qualitative que chiffrée des alternatives étudiées.*

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf, Robert Mehlen.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn e puermol gesot ginn, dass mer jorelaang an der Politik diskutéieren iwwer en neit Transportmëttel am öffentliche Verkéier.

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Mir sinn och nach net fäerdeg.

■ **M. Marc Angel (LSAP).** - Mir sinn nach net fäerdeg, et sinn nach vill Froen op, do hutt Der Recht, mä mir zéien awer elo all un engem Strang, hunn ech d'Gefill. An ech si frou,...

(**Interruptions diverses**)

Schwätzt Der vun der Bonsai-Fraktioun oder...?

(**Interruption**)

■ **M. le Président.** - Kommt, loosst elo emol den Här Angel seng Ausféierungen ufänken, ier Der hei intervenéiert!

(**Interruption**)

Här Gibéryen!

■ **M. Marc Angel (LSAP).** - Ech wäert mech ganz kuerz halen a konzentréieren op deen Deel, dee sech op d'Stad bezitt. Besonnesch do ass deen Accord politique, vun deem ech elo grad geschwat hunn, ganz wichtig.

(**M. Laurent Mosar prend la Présidence**)

Ech stelle fest - et ass scho gesot ginn, mä et soll een et ëmmer erëm widderhuelen -, dass déi Parteien, do wou se Verantwortung hunn, hiren Accord zu deemem Projet ginn hunn. Dat ass d'CSV- an d'LSAP-Regierung, dat hu mer den 10. Mäerz am Ministerrot héieren, dat ass den DP-Gréng-Schäfferot, dee sech och voll hannert dee Projet stellt, an et sinn och déi Leit am Gemengerot vun der Stad, déi zu enger grousser Majoritéit dee Projet ënnerstëtzen. Ech mengen, wa mer déi Motioun stëmme, dann hu mir och haut eis Aarbecht gemaach. Wéi gesot, vill Virriedner hunn dat ënnerstrach, an datt muss ee wierklech ëmmer erëm widderhuelen.

Dëst beweist och, dass d'Mobilitéitspolitik hei am Land net ouni d'Stad als Partner geet, an och ëmgekéiert, dass eng gutt Mobilitéitspolitik an der Stad net ouni d'Partnerschaft vun Stat respektiv vum Transportministère méiglech ass. An datselwecht gëllt natierlech dann och fir aner Ballungsgebieder wéi am Süden Esch an och d'Nordstad.

Ech si frou, dass den Transportminister Lux, wéi hie knapps am Amt war, am September 2004 direkt Pourparlere mam stater Schäfferot opgeholl huet. An deemools huet sech schonn erausgestallt, dass, fir de Problem vun de Bussen an der Stad ze léisen, do muss aner Weeër gaange ginn an dass een do net laanscht d'Schinn kënnst. An dunn ass jo och deen Aarbechtsgrupp ageruff ginn, wou den Titel jo ass «Extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg».

Mech huet besonnesch gefreet deen «dans» an dass et net «autour de la ville» ass, mä dass et och an der Stad ass. An duerfir wëll ech och all deene Leit Merci soen, déi do matgeschafft hunn, well ech mengen, dee Grupp ass senger Missioun gerecht ginn, well en eben déi eenzel Elementer aus deene viregte Projekte BTB a mobilitéit.lu erausgeschicht huet an zu engem ganz neie Pak gemaach huet.

Deen Deel «Tram léger», dat soll een och ëmmer erëm ënnersträichen, muss een als Deel vun engem ganze Projet gesinn. Dee soll een an deen däerf een net isoléiert



gesinn. Fir eis Stater ass dee besonnesch wichteg, den Tram léger, awer och d'Gare-périphérique ronderëm; dat hunn de Minister an och vill Virriedner jo schonn ënnerstrach.

Ech wëll lech haut net mat villen Zuele ploen, mä fir mech ass déi wichtigst Zuel déi, dass, wann am Joer 2020 op der Achs Gare-Uewerstad 8.300 bis 12.000 Passagéier sollen an de Spëttestonne befördert ginn, de Bus der nëmme 4.000 bis 6.000 packt an den Tram der 8.500 bis 16.000. Dat seet lech alles. An ofgesi vum deenen Zuele gesitt Der jo haut schonn, wéi d'Bussen do am Stau stinn, an ech wëll de Buergermeeschter Paul Helminger zitieren, deem an Gemengerot gesot huet: Wa mer näischt maachen, da wësse mer, dass mer an e puer Joer iwwerhaapt op där Achs net méi vir an net méi hannerzeg kommen.

Fir mech huet an deem Groupe de travail deen Zeenario 8A, deem huet mech iwwerzeegt, well e sech ebe liicht an de Réseau urbain integréiere léisst, well seng Realisatioun kuerz- a méttelfristeg méiglech ass, well och de Phasage interessant ass, a bei all Etapp vum deene verschiddene Phasé gëtt d'Attraktivitéit vum Voyageur verbessert.

De Couët, do ass driwwer geschwat ginn, ass méi bëlleeg wéi bei anere Varianten, déi mer haten. An dee wichtigste Punkt, dee mech iwwerzeegt huet, ass, dass dee Projet hei den Equiliber zwëschen deene verschiddene Centre-périphériques, déi mer ronderëm d'Stad hunn, hierstellt, an awer och déi wichteg an déi noutwendeg Redynamiséierung vum Stadzentrum - an domadder mengen ech net nëmmen d'Uewerstad, mä och d'Gare - méiglech mécht.

A fir mech ass och eppes wichteg: Mat deem Projet hei, deem Deel Tram léger, verbaue mer näischt, well déi Schinnen, hunn ech mer soe gelooss, an och d'Quaien, do gëtt alles esou installéiert, dass, wann no 2017, wa mer spéiderhi gesinn, dass mer nach e Schratt méi wäit musse goen, mer eis do näischt verbaut hunn.

Eng aner Remarque, déi fir mech ganz wichteg ass, dass dat heiten e Konzept ass, deen uewerierdesch ass. Well ech sinn dergéint, dass d'Leit am öffentleche Verkéier musse ënnert de Buedem goen an dass d'Autoen uewe fueren, schonn eleng vun der Sécherheet hier. Dat ass fir mech e ganz wichtigen Aspekt an dee soll een och ënnersträchen.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Schwätzt emol mam Buergermeeschter vu Paräis doriwwer...

**M. Marc Angel (LSAP).** - Jo, Här..., wa mir eng Milliounestad wäeren, géing déi Diskussioun hei och ganz anescht gelagert ginn, an da kéint een iwwer aner Saache schwätzen. Mä mir sinn hei zu Lëtzebuerg.

Deen Tram léger, déi Linn, dat ass och fir mech am Moment en Hauptstrang, dat gëtt d'Réckgrat vum innerstädesche Verkéier selbstverständlech, mä ech sinn iwwerzeegt, dass deen och nach ausbaufäeg ass, wann den Tram emol bis rullt.

De Problem vun de Brécken ass ugeschwat ginn, an do weess ech, dass de Minister Lux an de Minister Wiseler stänneg a Kommunikatioun matenee sinn, fir un deem Projet ze schaffen. An do hoffen ech, dass mer och geschwënn Informatiounen kréien, wéi et mat deene Brécken ass. Ech si keen Ingenieur, mä ech erënnere mech drun, wann ech al Fotoe vun der Aler Bréck gesinn, wéi déi nach ganz schmel war, an déi ass virun 30, 40 Joer schonn esou breet gemaach ginn, wéi se haut ass. Dat war deemools méiglech, duerfir maachen ech mer keng Suergen, dass mer am Joer 2010 un deene Brécken och nach kënne Verbesserung maachen.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Dir wäert Äert blot Wonner nach erliewen!

**M. Marc Angel (LSAP).** - En Aspekt, dee fir mech och ganz wichteg ass, ass deen ëmweltpoliteschen Aspekt. Mir wëssen alleguer, dass d'Transportpolitik fir 40% vun den CO<sub>2</sub>-Emissiounen zoustänneg ass an dass, wa mer näischt maachen, mer dann do keng Verbesserung kréien. Duerfir ass d'Zil vum „modal split“ 25/75 ganz wichteg, an ech wëll un d'Feinstaub-Direktiv erënnere, déi am Joer 2010 op eis duerkënnt, wou Grenzwärter gesat gi fir d'PM10-Partikelen. Mir hunn elo schonn, wéi mer bei verschiddene Moossungen op verschiddene Plaze vun der Stad gesinn, déi Wärter iwwerschratt. Nom Joer 2010 musse mer da Strofe bezuelen als Stad Lëtzebuerg oder mir musse de Verkéier deelweis späere loosse, fir dass mer ënnert déi Grenzwärter kommen.

Mir wëssen alleguer, an et ass och gesot ginn, dass nach vill Aarbecht um Dësch ass, souwuel fir de Stat wéi fir d'Gemeng, an ech hoffen och, dass, wéi de Minister gesot huet, een oder deen anere Projet, dee jo en Deel vun deem ganze Konzept hei ass, nach an deser Legislatur ka gestëmmt ginn.

Ech hu weider keng Froen un de Minister. Ech wollt him Merci soe fir dat gutt Dokument vun zwielef Säiten, wat mer nach zougeschéckt kritt hu vun him a vu senger Servicer, wou eng ganz Rei ganz konkret Froen opgestallt gi sinn, besonnesch déi, déi d'Stad Lëtzebuerg betreffen, a wou och ganz konkret Äntwerte gemaach gi sinn.

Ech wëll nach op eppes agoen, wat den Här Spautz ugeschwat huet, wéi hien am Kader vum IVL-Konzept iwwert d'Park&Ridë gschwät huet. Den Här Bausch huet déi jo och ugeschwat, dass mer do nei Weeër musse goen, an ech hunn ëmmer bei deene ganze Park&Ridë gesinn: Déi Leit huele jo all den öffentleche Verkéier, mä si huelen en herno fir ee Kilometer. Ech hunn dat ëmmer ganz pervers fonnt, an ech mengen, wa mer deen heite System, dat ganz Konzept mat dem Ausbau vun den Eisenbahnsschinnen, mat neie Garen an och mat neie Parkingen ëmsetzen, dass dann d'Leit éischter déi kuerz Streck mam Auto maachen an da séier déi grouss Streck mam öffentleche Verkéier.

Ech hunn och nach ee Wonsch, dat ass elo erëm fir den Tram an der Stad. Ech hoffen, dass dat och e schéinen Tram gëtt. Dat kënnt jo herno eréischt zur Ried...

**M. Robert Mehlen (ADR).** - E rouden...

**M. Marc Angel (LSAP).** - ...mä et ass och deen Aspekt vum Design wichteg, well och dat ass wichteg fir d'Stadbild am Allgemengen.

#### (Interruption)

Dat ass am Fong alles wat ech wollt soen.

Als Konklusioun sinn ech och frou, dass mer haut net ze vill no hanne gekuckt hunn an net gestriden hunn iwwert d'verschidde Varianten, wie wou Recht hat, dass mer all no vir kucken an dass mer all un engem Strang zéien, a wéi gesot, ech si ganz zouversichtlech well ech weess, dass déi Leit, do wou se Verantwortung hunn, voll hanert deem Projet stinn. Dat ass d'Regierung, den Transportminister, an dat ass de Schafferot vun der Stad Lëtzebuerg, an duerfir sinn ech ganz zouversichtlech.

Merci.

**Une voix.** - Merci.

**M. le Président.** - Ech soen dem Här Angel Merci, an als nächste Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn als ADR ni en Hehl draus gemaach, dass dat ganz Gespills mat deem Tram fir eis e Projet ass, deen zwar vill Geld kascht, mä de Verkéiersproblem hei zu Lëtzebuerg am Fong net léise wäert. Ech gi ganz kuerz op dat an, wat mäi Virriedner elo zum Schluss gesot huet.

Et ass schéin a gutt, déi schéinste Gare-périphérique mat deene schéinste Parkingen hëllef näischt, wann deen, dee wëllt hei an d'Stad schaffe kommen oder an d'Schoul kommen, net d'Méiglechkeet huet, wann e bis an d'Stad erakënnt, fir relativ einfach, bequemer a séier dohinner ze kommen, wou e gär wëllt hikommen. An dee Problem ass fundamental mam Tram net geléist, well den Tram wäert et net fäerdeg bréngen - an de Kolleg Henckes huet et gesot -, fir deen Afflux vu Leit, dee moies an d'Stad eran an owes aus der Stad eraus wëllt, kënnen an deem Mooss opzefänken an ze verdeelen, wéi dat vun de Leit erwaart gëtt, déi den öffentlechen Transport wëlle benotzen.

Dat ass eigentlech d'Grondiwweleung, déi hanner eisen Iwwerleeung steet, a se stoung vun Ufank un hannendrun, woufir dat mir de Projet fir mam Zuch ënnert der Stad erduerchzueren, mat enger Partie Arréten, wou den Zuch d'Leit direkt zu engem groussen Deel dohinner bréngt, wou se wëllen hikommen, ouni dass se musse ëmklammen, ouni dass se musse op en aner Verkéiersmëttel klammen, wat net déi Capacitéit huet...

**Une voix.** - En ass méi bëlleeg.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - ...an duerfir e Fläschchen, en Enkpass entsteet, vun Ufank un ënnerstëtzt hunn.

Eng aner Iwwerleeung ass déi - an d'Regierungsmembere si jo och schonn heidrop gaangen -, dass d'Geld net méi esou völeg do ass wéi et virun do war, an dass mer net nëmme spuersam musse bauen - dat ass eppes, dat hätt een an der Vergaangenheet heiansdo och scho gär gesinn -, mä dass ee muss selektiv virgoen a virun allem d'Reiefolg richtig plangen. A wann et richtig ass, dass de Schinneverkéier - den Zuch, d'klassesch Eisenbahnmateriel - d'Épine dorsale, dat heescht den Haaptträger vum Transport soll sinn, vun Norden no Süden a vun Osten no Westen - do si mer eis, mengen ech, eens -, a mer d'Geld nëmme beschränkt zur Verfügung hunn, da muss een och an der Reiefolg richtig virgoen.

Dat heescht, virun allem den Haaptträger vum öffentleche Verkéier fir d'éischt ausbauen, an da kann een - an do wiere mir eis och net dergéint - au fur et à mesure wéi een d'Kreditter huet a méi ee gesäit, dass dat dem öffentlechen Transport an der Verdeelung um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg hëllef, da Bussen, déi deen Trafic kënne maachen, lues a lues duerch Trammen ersetzen.

Mä et war en total falschen Usaz fir de Modul K fir d'éischt ze stëmen. Mir hunn e Problem fir d'Leit an d'Stad eranzekréien a fir se esou séier wéi méiglech an der Stad op hir Aarbechtsplaz respektiv an hir Schoulen ze kréien. An dann decidéiere mer en Trajet ze bauen, fir en Heedegeld - 780 Milliounen, mengen ech, 718 deemools, jo, da si mer haut scho mam Index bei 780 -, vun Hamm erop bei de Findel, maachen d'Kéier, fueren dann erëm eng Kéier duerch e Gebitt wou iwwerhaapt kee Mënsch wunnt bis op de Kierchberg, fir dann d'Leit ëm-

klammen ze loosse op en anere Verkéiersträger, deen eleng duerch, well et en anere Verkéiersträger ass, och nach wesentlech méi deier gëtt.

Do muss ee sech awer wierklech froen, wat vun esou Etüde vun esou Experten ze halen ass! Wann ee wëllt probéieren, stäreförmeg d'Leit an d'Stad eranzebriengen, da baut een eng Binnchen oder Bunn ronderëm fir en Heedegeld an dann huet ee kee Geld méi fir dee Problem ze léisen, deen engem wierklech um Mo läit. Dat ass eng Denkweis, déi een einfach net ka verstoen!

Här President, mir gesinn déi Problematik hei net isoléiert - an ech mengen, déi Sichtweis ass deelweis déiselwech wéi vun anere Fraktiounen heibannen -, net als en isoléierte Problem vun der Stad Lëtzebuerg oder um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg. Mir gesinn dat hei als eng global Verkéiersproblematik vum Lëtzebuerger Land, dat heescht vum Lëtzebuerger Stat. Lëtzebuerg ass net esou grouss, dass een et net kënnt a senger Gesamtheit wéi eng grouss Stad betrachten an duerfir och an darselwechter Optik un déi Problematik do eruegoen.

Duerfir soe mir och dättelech, dass de Modul K, dee jo elo nach a wesentlechen Deeler besteet, iwwerhaapt kee Sënn ergëtt, besonnesch nodeem dass elo e wesentlech Element, Dummeldeng-Kierchberg, einfach eliminéiert ginn ass, an duerfir wär et néideg, dass een dat Gesetz erëm eng Kéier frësch géing op de Leescht huelen, Här Minister.

Mir hunn eis op eng Prozedur geeenegt: Wann e Projet, dee gestëmmt ass, a wesentlechen Elementer verännert gëtt, da misst d'Chamber erëm nei domat befaasst ginn. Ech hoffen, och wann dat nach net definitiv arrétiert ass, dass sech an Zukunft un déi Sichtweis gehale gëtt. Hei ass e wesentlech Element, nämlech d'Ubanung un d'Nordstreck, amputéiert ginn, einfach esou. Dann ass et och noutwendeg, dass d'Chamber erëm eng Kéier mat där Saach do befaasst gëtt.

Här President, d'strategesch Aspekter vun enger Léisung, déi mir nenne Bunn-Metro; den Här Schummer, deen déi Iddi eigentlech entwéckelt huet, seet Bus-Bunn.

Mir wëllen emol fir d'alleréisch, wéi ech gesot hunn, iwwert den Zuch schwätzen. Wéi een herno vun deene Garen, déi an der Stad Lëtzebuerg leien oder ënnendrenner, wéi Der wëllt, wéi ee vun do aus d'Verdeelung vum Verkéier mécht, dat ass eng aner Diskussioun, wéi gesot. Do verspärt och kee sech géint eng Tram-Léisung, do wou se da sënnvoll ass. Mä et kann een an deser Diskussioun net Äppel mat Bire vergläichen. An dat ass eppes wat een net haart an dättelech genuuch ka soen. Et sinn einfach zweeërlee Puer Schong an Huesen.

Den Zuch ënnert der Stad erduerch, mat enger Partie Garen, ass einfach eppes anescht, well e bréngt eng enorm Plus-value par rapport zu engem Tram, deen d'Leit gréisstendeels op der Gare ewehëhlt a se dann anerwärts dohier féiert. Dat gesäit een, wann een e puer Beispiller hëlt. Et ass jo näischt besser wéi wann ee konkret schwätzt.

E Student zum Beispill, dee vu Kautebaach kënnt a wëllt um Lampertsberg an d'Schoul goen, dee bleift am Zuch sëtze bis dass den Zuch, deen aus dem Norde kënnt, ënnert dem Lampertsberg stallhält, klëmmt do eraus, hëlt de Lift an ass schonn direkt op der Plaz.

**Une voix.** - Deen hëlt de Lift bis an de Kllassesall.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Vu mir aus kënnt Der de Lift och nach bis an de Kllassesall goe loosse, ech weess awer net ob dat...

#### (Interruption)

Op jidde Fall bei deem, wat Dir de Leit offrëiert, braucht Dir lech net ze wonnere, wa se déi Solutioun net unhuelen.

Fir en anert Beispill ze huelen: En Deputéierten, dee vun Ettelbréck kënnt, dee kann och am Zuch sëtze bleiwen an zum Beispill um Centre Aldringen erausklammen an déi puer Meter ze Fouss goen. Datselwech betrëfft och deen een oder aneren Deputéierten aus dem Osten. Ech hunn effektiv d'Gare relativ nobäi. Ech géing mech freeën, wann ech iwwer esou eng Aart a Weis kënnt bis heihinner kommen.

Huele mer de Beamten, dee vu Péiteng kënnt an deen op de Kierchberg wëllt schaffe goen, dee bleift am Zuch sëtze bis dass en do kann erausklammen, wou seng Schaff ass. Oder een, deen aus dem Oste kënnt an op de Lampertsberg wëllt - do baue mer dann eng Solutioun, déi onheemlech Geld kascht -, dee kënnt dann à la rigueur zu Hamm erausklammen, dann iwwert de Findel fueren, iwwert de Kierchberg, wann den Tram dann iwwert d'Rout Bréck geet, wat nach kee weess, an da kënnt hien dann iergendwann eng Kéier um Lampertsberg un.

Beim Bunn-Metro-Konzept muss e vläicht an der Haaptgare eng Kéier ëmklammen, hëlt deen Zuch, deen an déi aner Richtung fiert, kann um Lampertsberg erausklammen oder hie fiert virun op de Kierchberg, wann en dann dohinner wëllt.

Här President, déi finanziell Aspekter vun där ganzer Diskussioun dierf ee jo net aus den Ae verléieren. Ech hunn et scho gesot. Mir sinn derfir, well dat hei eng ganz laangfristeg orientéiert Investitioun ass, déi vill Geld kascht, dass een op jidde Fall déi bescht Solutioun muss wielen, net onbedéngt déi bëlleegst. D'Fro ass allerdéngs, ob den Zuch ënnert der Stad erduerch da méi deier gëtt wéi déi aner Solutioun.

Wann ee gesäit, de Modul K eleng, an dee léist de Problem jo net, dee soll Minimum 750 Milliounen kaschten. Den Tram léger - déi éischt Phas, an de Minister huet jo gesot, mir sinn emol nach net approximativ beim Chiffer - gëtt elo mat 1 Milliard 225 Milliounen Euro veranschlagt. D'Etüd Basler, déi gesot huet, de Projet vun Här Schummer, dee wär net machbar, huet awer eng Berechnung gemaach vun 1 Milliard 160 Milliounen. Dat heescht, dee géing insgesamt scho bëlleger gi wéi den Tram, deen elo geplangt ass. Mä, wéi gesot, e bréngt eis awer eng ganz aner Solutioun. Dat heescht, déi bëlleegst Léisung muss emol net onbedéngt eng manner gutt sinn. Et kann ee souguer hei de finanziellen Aspekt mat enger Plus-value an der Leeschtung verbannen.

Et sinn eng ganz Partie aner finanziell Aspekter, déi hei matspillen, notament déi vun de Brécken. Et ass jo awer wierklech e Witz, dass mer en Tramstracé plangen, wou mer net wëssen, wéi mer déi Problematik besonnesch vun der Neier Bréck an der Rouder Bréck iwwerhaapt an de Grëff kréien oder ob mer se iwwerhaapt an de Grëff kréien, wat et u Supplémenté kascht, wou am anere Fall den Zuch ënnen an der Péitrus eng Kéier kuerz géing un d'Dageslicht kommen, wat wahrhaftig net vill géif kaschten.

Wann een dat alles mat an d'finanziell Rechnung abezitt, da gesäit een, dass déi Solutioun vum Zuch ënnert der Stad - déi iwwregens méi eng ideologesch Diskussioun ass wéi eng praxisorientéiert Diskussioun - virausichtlech och nach finanziell méi eng gënschteng Léisung wär.

Eppes anescht ass, dass een en eenheetlech Transportmaterial huet. Ech hat et schonn ugesprach. Dat bedeit jo awer, dass ee wesentlech bëlleger an de Käschten auskënnt, well een nëmmen ee



Material huet, wat d'Uschafung, d'Wartung ubelaangt, an et huet ee méi eng héich Transportcapacitéit. Doraus ergëtt sech, datt och spéiderhin d'Bedreiwkäscht méi niddreg sinn, well ee jo och mat weiniger Personal vill méi Leit kann transportéieren.

Mir sinn och der Meenung, datt méi eng héich Akzeptanz bei de Passagéier ass. A wat méi eng héich Akzeptanz, wat och d'Rentabilitéit herno am Bedreiw vum deem Verkéiersmëttel éier erreecht gëtt. De Kollege Henckes huet schonn drop higewisen, datt och d'Uschafungskäscht pro Sätzplaz méi niddreg sinn.

Dann awer, wat een da muss amüésieren, dat ass, datt heidriwwer diskutéiert gëtt tëscht dem Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg oder dem Schafferot vun der Stad Lëtzebuerg an der Regierung, wien dann den Tram soll bezuelen.

**Une voix.** - Ah! Da sot eis et.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Ech géif soen, d'Stad Lëtzebuerg hätt all Intérêt fir emol a priori der Zuchsolitioun ënnert der Stad erduerch zouzestëmme, well dat jo nu wierklech eng national Infrastruktur ass, déi all Mënsch zegutt kënnt a relativ weineng mat der Stad Lëtzebuerg stelle quelle ze doen huet. Wann d'Stad da géif d'Litte finanzéieren,...

**(Hilarité)**

...fir datt d'Leit kënnen eropfuere, da géinge se sech vläicht op deem Niveau eens ginn. Mä et ass awer trotz allem scho bal net méi fir ze laache wann ee gesäit, datt hei einfach an d'Welt era geplangt gëtt, d'Saache bis an den Himmel gelueft ginn, an et weess awer nach kee Mënsch, wie se soll bezuelen oder wéi se solle bezuelt ginn.

Här President, och d'topografesch Gegebenheete schwätze ganz däitlech fir eng Tracéierung ënnert der Stad erduerch. D'Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg - an dat gesäit ee jo, wéi d'Eisebunn fréier hei gebaut ginn ass, dat ass jo dee rengste Chef-d'oeuvre, wéi déi verschidden Dénivellementer iwwerwonnen gi sinn -, mécht et wierklech net lüch, an et ass wesentlech méi einfach, ënnert der Stad erduerch zefuere, d'autant plus wou de Sandsteen sech ganz gutt prêtéiert fir en Tunnel ze gruewen.

Och déi ideologesch Diskussioun fir ze soen, d'Leit ginn net gär ënnert de Buedem! Selbstverständlech bleift jiddferree gären un der frëscher Loft. Mä déi kuerz Zäit, déi ee brauch! Dann därer ee jo och op anere Plazen net méi duerch en Tunnel fuere. Ech wunnen zoufälleg op enger Plaz wou den Zuch och muss an de Buedem goen, well dat scho virun 140 Joer esou geplangt gi war; d'Leit fuere awer ouni Problem do derduerch.

**(Interruption)**

Also ech mengen, et soll een awer net aus ideologesche Grënn hei eppes héichspillen, wat nu wierklech net akzeptabel ass.

An dann déi lëschteng Diskussioun, wou da gesot gëtt: Jorelaang huet d'Eisebunn déi politesch Décideuren am Onklonen driwwer gelooss, datt dee System, dee geplangt war, duerch de Sécherheitssystem vun der CFL den Tram op dem Streckennetz vun der CFL net géing zooloossen. Dat eleng weist jo schonn, wéi onseriö datt déi ganz Planung iwwert déi ganz Zäit war.

**(Interruption)**

Här President, Schlussfolgerung vun eiser Säit: Déi bishereg Aart a Weis, fir un de Problem erunzegoen, ass total onseriö gewiescht. De Modul K an den Tram kënnen den zentrale Pendlertransportproblem net léisen. Si sinn aus där Perspektiv gekuckt eng héichgradeg Geldverschwendung, a mir wäerten och alles drusetzen, fir dës Geldverschwendung ze verhënneren.

Wann een objektív ofweit, da kënnt een zum Resultat, datt bal all Argumenter fir d'Bunn-Metro-Léisung schwätzen. A wann ee kuckt op wat fir eng laang Zäit déi héich Investitiounen hei ugeluecht ginn, da muss ee jiddfalls déi beschtméiglech Léisung wielen.

Här President, mir sinn och net eleng mat där Meenung. Ech hunn hei zwee Zitater, déi ech zum Ofschloss nach wollt gebrauchen. Eent staamt vum CSV-Fraktiounschef Michel Wolter. Ech zitieren hei aus enger Zeitung, déi warscheinlech dat richteg erëmgëtt: „Dessen Wunsch (dem Här Staatsminister Juncker säin), die Tram durch die Hauptstadt fahren zu lassen, stößt bei Wolter auf energischen Widerstand. Im Rahmen des IVL sei ein solches Projekt nicht als prioritär anzusehen. Andere Zugverbindungen seien da schon wichtiger.“

De Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, den Här Helming, liese mer an engem Artikel vum „Wort“, op dem 24.9.2005: „Davon abhängig dränge sich die Frage auf, ob es nicht sinnvoller wäre, mit klassischen Zügen unter der Stadt hindurchzufahren, wie es das BB-Projekt von Ingenieur Schummer vorsieht. Es sollen alle Alternativen und ihre Kosten genau geprüft werden.“

Här President, et ass dat wat mir och hei ënnersträichen a wat mer verlaangen. Mir wëllen net, datt an d'Blann erageschafft gëtt, mä mir verlaangen awer, datt eng sënnavoll Alternativ, eng Solutioun, déi méi sënnavoll ass, och seriö mat a Considératioun gezu gëtt, näischt méi an näischt manner.

**(Interruption)**

Ech soen lech Merci.

**M. le Président.** - Ech soen dem Här Mehlen Merci. Als leschte Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

**M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Damen an Dir Hären, et gëtt zwee Faits nouveaux, déi am Endeffekt ausschlaggebend sinn, fir d'Diskussioun iwwer en neit schinnegebondend Transportmëttel zu Lëtzebuerg erëm nei ze definéieren:

Éischtens, déi nei Majoritéit vun DP an Déi Gréng an der Stad hunn deklaréiert, an dozou wëll ech hinne félicitéieren, dass en Tram duerch den Zentrum vun der Stad duerch d'Nei Avenue op de Glacis, iwwert d'Rout Bréck op de Kierchbiurg gebaut ka ginn. Dëst war bis elo jo net méiglech, duerch déi politesch Ëmstänn, déi mer all kennen.

Zweetens, den Zeenario vun Awunner an der Stad, Aarbechtsplazen a Grenzpendler hei am Land, deen d'Luxtraffic-Etüd am Joer 1990 bis 2005 estiméiert hat, huet sech als grondfalsch erweisen.

E puer Zuele fir dat Ganzt ze verdäitlechen: Bei dem Awunnerzouwuess war plus 39.000 virgesinn, déi reell Croissance ass bei plus 76.000; beim Aarbechtsplaz-zouwuess plus 7.000, d'reell Croissance ass plus 118.000; a bei de Frontaliere ware plus 3.000 estiméiert ginn, woubäi déi reell Croissance plus 81.000 ass.

Opgrond vun dësen Tatsaachen, déi een net kann niieren an déi ee muss unerkennen, huet eng nei Orientéierung a Saache schinnegebondenen öffentlechen Transport stattfonnt an och stattfanne kënnen aus deem wat ech virdu gesot hunn. Fir elo endlech virunzoukommen, solle mir elo déi Léisung vum Bau vum Tram duerch den Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg och als Kompromésléisung begrëissen. Woubäi ech hoffen, dass elo déi aktuell Responsabel an der Stad dës Léisung och kënnen duerschetzen.

Här President, wa mir awer hei am Land fir am Joer 2020 en „modal split“ vu 25/75 erreche wëllen, dat

heescht, dass all véiert Bewegung mam öffentlechen Transport stattfënt, da bewege sech nach ëmmerhi 75% mam Privatauto. Wann ee weess, dass den „modal split“ de Moment bei ronn 12% läit, da muss also nach vill am Beräich vum öffentlechen Transport an deenen nächste Joren investéiert ginn.

Do sinn dräi zousätzlech Pisten, niewent dem Tram duerch d'Stad, déi mer konsequent an deenen nächste Jore mussen ëmsetzen:

Éischtens, den Ausbau vum klaseschen Eisebunnréseau; zweetens, d'Upassung vum Bustransport op den Zuch an dann op den neien Tram; an drëtts d'Aménagéiere vu Park&Ride-Parkgaren, wou mer hei am Land och vläicht nei Weeër musse goen.

Wa mer dat am Detail kucken: Ënner Punkt 1 musse mer op dem klaseschen Eisebunnréseau eng ganz Partie vum zousätzlechen Infrastruktur schafen. Mir brauchen, wéi scho gesot ginn ass, d'Gare-périphérique um Houwald, zu Gaasperech an um Kierchbiurg bei der Luxexpo. Dës Gare um Kierchbiurg, déi jo als Terminusgare oder Kopfbahnhof, wéi dat am Däitschen heescht, gebaut muss ginn a bis elo a kengem Projet de loi virgesinn ass, kann eréischt realiséiert ginn, wann déi bestehend Foreshalen op enger anerer Plaz nei gebaut sinn.

D'Fro, déi ech mer stellen, wou ech awer vläicht haut net onbedéngt eng Äntwert wëll, ass emol fir ze iwwerleeën, ob et net méi sënnavoll wier, den TGV-Est, dee jo ab dem nächste Joer an zwou Stonnen a 15 Minuten op Lëtzebuerg kënnt, den TGV-Est also iwwert d'Gare centrale, mat kuerzen Arréten op der aktueller Gare centrale an um Flughafen, an da bis op de Kierchbiurg an den Zentrum vun eisen europäeschen Institutiounen fuere ze loossen.

Dëst hätt den Avantage, éischtens, dass déi staark iwwerlaaschte Gare hei an der Stad Lëtzebuerg kéint direkt dégageiert ginn an net vu garéierten Zich blockéiert bleift; an zweetens, dass een an deem Cadre d'esprit déi Zich vum Projet vum Eurocap-Rail, déi jo déi dräi europäesch Hauptstied Stroosbuerg, Lëtzebuerg a Bréissel méi effikass matene verbanne sollen, ebe just aus deem Grund dann och op de Kierchbiurg bei déi europäesch Institutiounen fuere loosse soll, wou een niewebäi och nach e gudden Échange, zum Beispill op deemselwechte Quai, zwëscht dem TGV an dem Eurocap-Zuch maache kéint, a wou béid Zich och ëmmer nach zousätzlech en Interface mam Lëtzebuurger Flughafen hätten, well all Zuch iwwert déi nei Streck vun Hamm via Findel op de Kierchbiurg fiert. Dëst kéint souwuel eiseuropäeschen Zentrum um Kierchbiurg wéi och dem Flughafen en neie kommerziellen Intensive ginn, fir Clienten aus dem noen Ausland.

Dëst soll ee sech vläicht nach eng Keier duerch de Kapp goe loossen an dorauer dann déi nei Périphérie-Gare zu Gaasperech och entsprechend orientéieren. Do ass e Choix ze maachen, ob d'Zich vu Stroosbuerg oder Bréissel direkt op déi nei Gaasperecher Gare fuere, ouni an d'Gare centrale ze fuere, mat engem Zäitgewënn, dat ass kloer, vu ronn 15 Minuten, awer mat deem Problem, dass een awer och da muss kucke fir d'Leit op d'stater Gare an an den Zentrum ze kréien duerch d'Ëmklammen an den Tram. Dëst Konzept soll nach gepréift ginn éier een do definitiv Décisiounen hëlt.

Am Kader vum Projet vum Eurocap-Rail, wou eisen Transportminister jo den Accord fonnt huet mat sengem belschen Homologue, wouzou ech em félicitéieren, fir den

Ausbau vum der Streck vun Arel op Namur, misste mir als Lëtzebuurger onbedéngt duerschetzen, dass dës Streck vum elektrescher Spannung hier gesinn a 25.000 Volt Wiesselstrom respektiv Dual-a Gläichstrom vun 3.000 Volt befahrbar gëtt, fir dass mer endlech zu Lëtzebuerg manner verschidenen Zorte vu Stroumaarten hunn, wat d'Exploitatioun vum Zuchbetrib an d'Asetze vun Zuchmaterial erheblech géif vereinfachen.

Hei musse mir op der Streck vu Lëtzebuerg op Arel awer och um Lëtzebuurger Terrain eis Hausaufgab maachen, dat heescht e Projet de loi stëmme am Kader vum diesem Eurocap-Projet an d'Streck vu Lëtzebuerg op Klengbetten komplett erneieren, an och do Kurvebegradegungen, wei dat heescht, maachen, fir d'Vitesse kënnen an d'Luucht ze setzen an do och effektiv Zäit an där Gesamtstreck vu Lëtzebuerg op Bréissel mathëllefen ze spueren. Hei misst virun allem déi grouss Kurv op der Grenz zwësche Klengbetten an Arel begradegt ginn, well dësse Projet bitt sech grad u fir europäesch Subsiden ze kréien, wann esou e Projet genau op der Grenz zwëscht zwee Länner ka realiséiert ginn, a wou d'Vitesse notabement an d'Luucht ka gesat ginn.

Här President, dann ass d'Eisebunn jo och amgang, d'Streck vu Péiteng op Lëtzebuerg vun engem op zwee Gleiser ze erweideren. Dat Ganzt geschitt ënnert dem permanente Betrib vun deenen normalen Zich, wou vill Sécherheitsmesuren ze huele sinn, sou dass dës schwierig a geféierlech Aarbechten och entsprechend laang daueren. Mä dës Zweegleisegkeet vu Péiteng an d'Stad ass absolut néideg, well déi bestehend Eegleisegkeet wéi e Fläschenhals wierkt an d'Zuchverspéidungen iwwert de ganzen Eisebunnréseau generéiert.

**(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)**

Deeselwechte Fläschenhals hu mer an der Sortie vum Nordausgang vun der Gare Lëtzebuerg. Do muss onbedéngt nach eng zweet Bréck niewent dem bestehende Viaduc vun der Polvermille gebaut ginn, virun allem wann déi nei Streck ab Hamm op de Kierchbiurg nach derbäikënt. Dësen zweete Viaduc dréit och zur aktiverer infrastruktureller Sécherheet vum Eisebunnbetrib bái a sollt prioritär gebaut ginn. An deem Sënn hunn ech och d'lescht Woch eng parlamentaresch Fro un den Transportminister gestallt.

Da wëll ech och nach déi nei Streck vun Esch op Lëtzebuerg ernimmen, déi jo eminent wichtig ass am Kontext vun deenen neien Aménagementen um Belval, net zulescht am Kader vun der Uni Lëtzebuerg. Hei soll déi entsprechend funktionell Gare schnellstméiglech realiséiert ginn, net dass deen aktuelle Provisoire fir an d'Rockhal zu enger definitiver Léisung gëtt, wat géint d'Attraktivitéit vum öffentlechen Transport op diesem formidablen Site vum Belval wier.

An och déi nei Streck vu Beetebuerg op Lëtzebuerg muss elo op den Instanzewee kommen, well mer jo aus deene virdu genannten Zuele gesinn, dass virun allem eis franséisch Frontalieren aus dem Sillon mosellan am massivsten op Lëtzebuerg kommen, an do musse mer d'Capacités vum den Eisebunninfrastrukture substanzuell verbessern.

Eng nei Streck vu Beetebuerg op Lëtzebuerg ass och néideg, fir dass endlech direkt Zich vun Diddeleng, där véiertgréisster Stad am Land, an d'Stad Lëtzebuerg fuere kënnen, ouni dat komplizéiert Ëmklammen zu Beetebuerg.

**(Interruption)**

Merci. Wann dës prioritär Projeten um Eisebunnréseau am Süde vum Land realiséiert sinn, muss och nach d'Nordstreck an hirer Fluiditéit vum Trafic verbessert ginn.

Fir d'Effikasitéit vum Entretien vum Zuchmaterial ze verbessern, muss de Bau vum komplette Centre de Maintenance et de Remiseage zu Bouneweg esou séier wéi méiglech realiséiert ginn.

All dës Projete wäerten, an et ass hei scho gesot ginn, vill Geld kaschten an och hir Zäit brauchen, an duerfir soll d'Eisebunn sech elo voll a ganz op dës Aarbechte konzentrieren, an da sinn ech iwwerzeegt, dass dës eminent wichtig Eisebunnprojete sech bis d'Joren 2015-2017, also ëm den Horizont 2020 realiséiere loosse, wou mer jo dann deen ugestrieften „modal split“ vu 25/75 erreche wëllen, wat jo dann och am Sënn vum Kyoto-Protokoll ass, wat de Klimaschutz ugeet.

Här President, als zweete Punkt, fir den öffentlechen Transport weiderzibréngen, muss e globaalt Buskonzept mat optimalen Interfacen op Zuch a Bus geschafe ginn, dat gehéiert dozou.

En drëtten a leschte Punkt niewent dem Tram an der Stad, fir den „modal split“ méi héich ze kréien, ass d'Schafe vun effikasse Park&Ride-Parkgaren, an net nëmme op deenen neie Périphérie-Garë ronnderëm d'Stad. Et muss e Konzept ausgeschafft gi vum zousätzleche Park&Riden, wéi se als Usaz schonn am IVL stinn, déi bei wäitem awer nach net duergi fir dësen „modal split“ vu 25/75 ze errechen. Hei muss och un zousätzleche Zucharrété geduecht gi mat Park&Riden, wou gutt Accèsen zwëschen Autobunnen an Hauptstroosse parallel zur Schinn bestinn.

Da muss och vläicht emol dru geduecht ginn, wéi dat am Ausland schonn de Fall ass, fir niewent de Garen e Parkhaus opzerichten anstatt wäertvollen Terrain niewent de Garë mat Autoe voll ze beleen. Hei dierf een nämlech net vergiesse, dass, wann den Autofuere - ech huelen zum Beispill Garë wéi Péiteng oder Ettelbréck, an et gëtt der nach vill hei am Land - also moies bis zu 700 m ënner Ëmstänn duerch de Ree goe muss, dann d'Tendenz huet, an dat ass ze verstoen, léiwer am Auto emol weiderzefuere.

Ofgesinn dovunner kéinten dës wäertvoll Terrainen niewent eng konzentrierter Form vu Parkhaiser méi ekonomesch an och am optimale Sënn vum öffentlechen Transport genotzt ginn, well se jo do derbäi leien. Hei kéinte Gebaier fir Büroen a souguer Schoule gebaut ginn - dës Terraine gehéiere jo dem Stat -, zemoos wa mer soss anerwärts keng Terrainen zu räsonnabele Präisser ze kafe kréien.

Här President, an deem Sënn gesinn ech grouss Méiglechkeeten, fir eis Mobilitéit hei am Land ze erhalen an ze verbessern an dobäi zur Kompetitivitéit vun eiser Economie e wichtige Bäitrag ze leeschten. Ech wënschen eis all, dass mir geschwënn déi éischt Schinnen an der Neier Avenue kënnen bewonneren, an ech soen lech Merci fir d'Nolaschteren.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Merci, Här Negri. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Kuerz kritt nach eng Keier den...

**Une voix.** - Kuerz!

**M. le Président.** - ...Transportminister, den Här Lucien Lux, d'Wuert.

**M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Här President, léif Kolleege an Kolleege, ech wëll sécherlech net de Versuch elo maachen, op all déi Bemierkungen, op all déi Nuancen, op all déi Froen, op all déi Suggestiounen, déi gemaach gi sinn, anzegoen. Ech mengen, dass an deenen nächste Wochen a Méint an der Transportkommissioun, mä sécherlech och erëm hei am Plenum Geleeënheet genuch wäert si fir de Suivi vun deem, wat mer de Mëtteg



hei diskutéiert hunn. Ech wëll trotzdeem, am Numm vu mengen zwee Kolléeg Claude Wiseler a Jean-Marie Halsdorf, eis Satisfaktioun soen iwwert deen Débat, deen de Mëtteg e ganz konstruktiven Débat war.

Wéi de Kolléeg Paul Helminger zu Recht gesot huet, komme mer mat deem Débat a mat deem Konsens, deen haut scelléiert gëtt engersäits tëschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg, mä och der Tatsaach, dass véier vun de fënnf Fraktiounen hei am Parlament de Mëtteg hiren prinzipiellen Accord zu deem Wee ginn hunn, an deenen Interventiounen, déi mer héieren hunn, fir an déi Richtung ze goen, aus der Rangéiergare eraus, wéi hien et gemengt huet, fir wierklech d'Geleeënheet elo ze kréien, am Volltempo an d'Ëmsetzung vun deenen eenzelne Projeten ze goen an dann iergendwou sécherlech och eng Kéier op de Punkt ze kommen, fir eng Prioriséierung an de Realisatiounen ze maachen.

Mä ech mengen, wéi ech virdu gesot hunn, ass dat sécherlech haut ze fréi. De Moment wäert awer kommen, wou mer par rapport zu dem gesamten Investitiounsvolumen, deen dat hei bedeit, eng Rei vu klore Prioritéite mussen setzen, an ech mengen, déi Zäit wäerte mer eis dann huelen.

Ech wëll soen, dass mer op zwou Froen nach wëllen agoen. Engersäits op dat wat de Kolléeg Roland Schreiner gefrot huet am Zusammenhang mat dem Rôle vun der CFL an deem wat den neien Trampojet soll bedeiten. Ech mengen, do gëtt et zwou Äntwerten.

Engersäits ass et kloer, dass de Rôle vun der CFL an deem heite Konzept net méi déiselwecht Bedeutung huet, wéi en en nach beim Train-Trams-Konzept hätt kënnen hunn. Ech mengen, dat schéngt mer evident ze sinn an op der Hand ze leien.

Ech mengen trotzdeem, dass d'CFL hei bei engem dach schinengebonnene Konzept, wat mer hei hunn, eng Roll ka matspillen an där Sociéitéit, déi ze schafe wäert sinn, an ech mengen och, dass eleng de Fait, dass et och eng Joint Venture um Niveau vun der Maintenance muss ginn, dass ee sollt versichen, de Centre de Maintenance, dee mer amgaang sinn ze bauen, esou ze konzipéieren, dass och muer déi Tramsrammen, déi do mussen enger Revisioun ënnerzu ginn oder soss enger Maintenance, kënnen profitéieren vun deem Know-how, wéi Der zu Recht gesot hutt, an deenen Infrastrukturen, déi do sinn.

Ech mengen, eleng déi Tatsaach mécht, dass d'CFL eng Roll ze spille wäert hunn, mä sécherlech e Rôle moindré grand wéi deen, deen natierlech an engem Train-Trams-Konzept noutwendeg gewiescht wär.

Ech mengen och, dass ech dobäi bleiwen, dass mer e Konzept mussen strécken, wat en öffentlech-privat Konzept ass. Ech mengen, mir hunn echt eng Rei vun Investoren, déi interesséiert sinn, fir sech hei un deem Konzept ze bedeelegen, an déi Chance sollte mer onbedéngt och notzen.

Ech wëll also soen, dass déi Motioun, déi deponéiert ginn ass vun den Deputéierte vun deene véier Fraktiounen, eng ass, déi den Aval vun der Regierung fënn, an där mer eis erëmfannen an déi eis dee Mandat an och déi Chancë gëtt, fir elo, wéi gesot, mat Volldamp weider un der Ëmsetzung vun deem Projet ze schaffen an eis iwwert deen Konsens ze erfreen, dee mer an deene leschte Wochen a Méint duerch déi Method, déi mer gewielt hunn, och fäerdeg bruecht hunn.

Ech wëll dann zweetens a leschtens kuerz och iwwert d'Motioun vum ADR an iwwert déi puer Bemerkungen, déi hei gemaach gi sinn, e puer Wuert soen, net nëmme fir déi Formulatioun zréckzeweisen, déi dach awer de Mëtteg déi eenzeg polemisch Formu-

latioun war, fir ze soen, dass dat, wat hei geschaff ginn ass an deene leschte Wochen a Méint, als total onseriö ze betitele wär.

Ech mengen, dass ech mech net géif heihinner stellen, fir zum Beispill de Projet Schummer als en total onseriöen duerzestellen. Ech respektéieren alles wat jiddferen, deen hei e gewëssene Know-how, eng gewësse Kompetenz huet, an deene leschte Méint a Joren hei duergeluecht huet, an ech géif am Dram net drun denken, fir déi Aarbechten an déi Méi, déi sech déi Leit gemaach hunn, als total onseriö ze betiteln. Duerfir weisen ech och zréck, dass een d'Aarbecht vun deenen Experten, déi am Numm vum Stat, vun der Stad Lëtzebuerg, vun der Eisenbahn, vun der Ponts et Chaussées, vum Fonds du Kirchberg an esou viru mat de Bureau-d'étudë geschaff hunn, als total onseriö dohinnerstellt.

An da wëll ech doriwwer eraus soen, dass de Projet, loosse mer einfach bei der Betitelung Schummer bleiwen, dass deen och net nëmme duerch eng Etüd vu mengem Virgänger schonn en long et en large analyséiert ginn ass an ze lichte befont ginn ass, mä dass en och an dem Aarbechtsgrupp en long et en large mat sengen Avantage an Désavantages analyséiert ginn ass, an och do sécherlech eng Rei vun Avantage - an dat steet jo och prezis an transparent an éierlech an dem Projet vun dem Aarbechtsgrupp dran - dra sinn an esou virun, mä dass insgesamt gesinn de Projet vill méi No-deeler huet.

Ech mengen, dass hei gemaach ginn ass, wéi wann dat den Dramprojet wär. Och dee Projet kascht enorm vill Geld. Et kascht 1,2 Milliarden Euro, fir dat ze maachen.

Niewent deem wëll ech lech soen, dass dat jo net gëllt, wann een iwwert den Tram schwätzt an der Stad Lëtzebuerg, dass dat natierlech an der Bauphas eng Rei vun Nuisancë wäert mat sech bréngen, mä et ass jo awer net esou, dass, wa mer muer en Tunnel duerch d'Stad maachen an esou virun, dat esou iwwert d'Bühn geet, dass kee Mënsch un der Uewerfläch mierkt, dass mer do mat engem Chantier amgaang sinn. Dat ass dach de Leit wierklech Dommheete verzielt, fir esou ze maache wéi wann dat géif iwwert d'Bühn goen, ouni dass iergendeen eng Kéier knaschteg Feiss géif an der Stad kréien, an de Rescht wär nëmme konfrontéiert mat Problemer.

Da muss ech soen, wann een dann och op eng despektéierlech Aart a Weis vum „Trämchen“ schwätzt an esou virun, dass den Här Schummer virun dräi Joer, en sachant bien, dass ebe just säi Projet vum ënnerierdeschen Zuch keng Äntwert wär op all déi Froen, nach en Tram dropgesat huet vun 300 Milliounen. Wann een also hei de Coût vun 1,2 Milliarde seet, da muss ee soen, dass och nach eng Kéier 300 Milliounen derbäikomme fir en Tram, well och hie gemierkt huet, dass d'Tatsaach, dass hie vun der Gare bis an d'Uewerstad nëmme een Arrêt huet, net onbedéngt den Usageren entgéintkënn, esou dass hien och nach eng Kéier en Tram dropgesat huet fir aner Plazen an esou virun, deen nach eng Kéier 300 Milliounen kascht.

An et muss ee wëssen, mat deenen Erfahrungen, déi mer am Moment maachen, an déi virun allem de Bauteminister mat Tunnelle mécht, dass, wa mer dat muer maachen, dat och nach net esou sécher ass, dass déi 1,2 Milliarden Euro och definitiv dat sinn, wat dat dann herno kascht.

#### (Interruption)

An da muss ech och soen, wa mer iwwert d'Attraktivitéit schwätzen, da kann ee soen, hei déi Fro, ob den öffentlechen Transport soll an de Buedem goen an den Individualverkéier um Niveau vun der Uewerfläch bleiwen, dass dat eng ideologesch ass.

#### (Interruption)

Op där anerer Säit muss ech awer soen, dass d'Tatsaach, dass mer de Leit och géifen zoumudden - wann ech dat dann esou dierf soen -, fir muer op 60 Meter erofzuegoe mat Liften an esou virun, ob dat onbedéngt dat Verkéiersinstrument wär, wat d'Leit géifen ophuelen als eng Äntwert op d'Mobilitéitsproblemer an der Stad an esou virun, dat ass och nach ze gesinn. Deen dote Problem ass also ganz eescht analyséiert ginn. Ech hunn den Här Schummer mat senger Protagoniste selwer empfaangen, fir déi Argumenter do de vive voix mateneen ze diskutéieren.

Iwwregens ass et net richtig, wann Der hei gesot hutt, dass d'Capacitéite vum Tram an der Stad bei 10.000 leien op der Stonn. Déi leie bei 16.000, esou wéi et genau nogerechert ginn ass. Dat ass also scho par rapport zum Bus op den Hauptachsen e ganz groussen Ënnerschied.

An da muss ech lech och soen, Här Mehlen, dass ech d'Gefill hat zu engem gewëssene Moment, dass Der an de Chifferen awer Vergläicher gemaach hutt mat dem Train-Trams-Konzept, dat Konzept, wat mer am Prinzip jo haut awer ad acta geluecht hunn, esou dass een déi Chiffere muss vergläiche mat deem Konzept vun de Gare-périphériques, vum Tram a vun den neie Linnen op Esch an op Beetebuerg, an net mat engem Train-Trams-Konzept, wou mer haut zur Konkusioun kommen, dass dat net de richtige Wee ass.

Ech mengen also, dass ee muss oppassen, wann een heihinner kënn an et mécht ee wéi wann déi aner lauter Toperte wäeren an een deen Eenzeger wär, deen dat Richteg, deen d'Wourecht gepacht hätt an esou virun, dass mer do ganz seriö doriwwer diskutéiert hunn. Duerfir géif ech och d'Chamber bidden, fir déi Motioun vum ADR ofzelehnen.

Merci.

Plusieurs voix - Très bien.

M. le Président - Merci, Här Minister.

M. Gast Gibéryen (ADR) - Parole après ministre.

M. le Président - Jo. Här Mehlen!

M. Robert Mehlen (ADR) - Här President, Dir wësst, datt ech net dovunner abuséieren, mä zwee Wuert.

Den Här Minister huet gesot, säi Virgänger hätt dee Projet vun Här Schummer en long et en large analyséiere gelooss. Déi Analys ass gemaach gi vum selwechte Bureau d'études Basler, deen de Modul K entwéckelt huet, wat scho vum Choix hier net seriö ass.

Da kënn déi Etüd zum Resultat - global, ech ginn net op Detailler an -, datt de Projet net ze realiséiere wär. Den Här Schummer bréngt a sengem Dokument, wou hien de ganze Projet développéiert, den Avis vum Här Professor Zumkeller, dem Chef vum Institut fir Verkéierswiese vun der Uni vu Karlsruhe, deen him schwaarz op wäiss bescheinegt, datt säi Projet ohne weiteres ze realiséiere wär.

Här Minister, do leie Welten dertëscht. Dofir, wa mer hei iwwer eng Analys vun deem engen an deem anere Projet schwätzen a wierklech net Äppel mat Bire wëlle vergläichen, mä och tatsächlech kucken, wat kascht dat eent, wat kascht dat anert, wat bréngt dat eent a wat bréngt dat anert, dann, wann ech gelift, muss dat eng seriö Etüd sinn an net eng Etüd vun enger Firma, déi iwwerhaupt keen Intérêt drun huet, fir dat ze realiséieren, well si leschten Enns dee Projet entwéckelt huet, deen...

#### (Interruption)

...als Konkurrenz dergéint stoung.

M. le Président - Jo, kommt, den Här Henckes nach.

#### (Interruptions diverses)

M. Jacques-Yves Henckes (ADR) - Ech wëll drop hiweisen, Här Minister, datt an deem Rapport, dee mer hei hunn, vun dem Groupe d'experts gesot gëtt, datt an engem Tram duebel Garnitur 250 Leit kéinten zirkuléieren, an dat am Dräi-Minuten-Takt, dat heescht also 20 Trame mol 250. Ech weess net wéi Dir do op 12.000 kommt. Ech wollt dat just nuren ugin. Entweder sinn d'Donnéen hei falsch oder Är Rechemaschinn huet e Problem.

Merci.

Plusieurs voix - Ah!

M. le Président - Gutt, da kuckt den Här Minister dat no.

#### Motion 1

Mir kommen dann zur éischer Motioun, déi vum Här Schreiner déposéiert ginn ass.

Kënn mer déi par main levée ofstëmmen?

#### (Négation)

De Vote électronique ass verlaangt, da maache mer dat.

#### (Interruption)

Wie freet de Vote électronique?

#### (Interruption)

Jo. De Vote fänkt un.

#### Vote

D'Motioun ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Nancy Arendt), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Stein-Mergen), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Hauptert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Marc Angel), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur (par M. Henri Grethen), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

#### Motion 2

Da komme mer zur Motioun vum Här Henckes. Ech denken, dass och do de Vote électronique gefrot ass.

#### (Interruptions diverses)

M. Henri Grethen (DP) - Jo neen, Dir kënn jo net fir fënnf schwätzen.

M. le Président - Entschëllegt, Här Jaerling!

M. Aly Jaerling (ADR) - Ech wëll dat dann direkt kloerstellen, dass ech hei all Motioun mat ënnerstëtzt weinst dem Dépôt, net onbedéngt weinst dem Inhalt, well ech einfach vum demokratesche Prinzip hier nach ëmmer der Meinung sinn, egal wat hei geschitt, dass all Deputéierte muss d'Recht hunn, hei eng Initiativ ze ergräfen. Där Meinung war ech vun Ufank un an ech wäert och bei där Meinung bleiwen.

M. le Président - Gutt, dat huele mer zur Kenntnis. Elo kommen...

#### (Interruption)

M. Ben Fayot (LSAP) - Dann ass ee gewéinlech domat d'accord.

M. Gast Gibéryen (ADR) - Här President, ech wollt dann och direkt kloerstellen, dass dat selbstverständlech vun eiser Säit och esou ass.

M. le Président - Dat ass jo großer Friede-Freude...

#### (Brouhaha général)

Grouss Eenegkeet an der Fraktioun vum ADR. Da komme mer elo zum Vote.

#### (Interruption et hilarité)

M. Charles Goerens (DP) - Firwat si si sech net eens ginn, Här President?

#### (Hilarité)

M. le Président - Här Goerens, dat kënn Der mech net froen, dat musst Der si froen.

#### Vote

D'Motioun ass ofgelehnt mat 55 Nee-Stëmmen, bei 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marcel Oberweis), Jean-Paul Schaaf (par Mme Sylvie Andrigh-Duval), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Hauptert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Fernand Diederich), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat sinn d'Konte vum Service intérieur vun der Chamber. De Rapporteur huet d'Wuert, den honorabelen Här Castegnaro.

### 3. 5542 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2004



### Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

**M. John Castegnaro** (LSAP), rapporteur.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech weess net wéi et lech geet, mä ech fille mech no deene Stonne wéi geredert, mä et war jo fir de gudden Zweck. Ech entschëllege mech elo schonn duerfir, dass ech nëmmen iwwer Milliounen an net iwwer Milliarde schwätze wäert, an dass deen Thema natierlech méi dréchen, awer duerfir méi konkret ass, méi real ass, well et d'Konte vun eise Haus sinn, déi Joer fir Joer op den Dësch kommen an domat eigentlech e kloer Fall duerstellen oder duerstelle sollen.

Mir beschléissen also haut iwwer eis eege Konten, iwwert d'Geld, wat mer vun der Allgemengheet zur Verfügung gestallt kréien, fir eis Aufgab hei am Interesse vum Land a vu senger Bierger kënnen ze erfüllen. Mir wëssen an och aner wëssen: D'Demokratie, och déi, kascht Geld, mä wann een d'Konte vun der Chamber kuckt, dann ass dee Käschtepunkt am Verglach zu villem aneren nach e relativ geréngen.

Dir wësst, dass d'Einnahmen oder d'Dotatioun vun eiser Chamber 26.929.000 Euro bedroen, dass d'Chargen oder d'Ausgabe 26.352.000 an eppes méi waren, wat dozou féiert, dass mer dann awer en Iwwerschoss hunn oder e Benefiss, géng ee soen, vu 577.304,58 Euro. Dat ass déi global Iwwersiicht. Dat ganzt Zuelematerial fannt Der am Rapport iwwert den Exercice 2004 erëm; dat konnt Der och noliesen.

Ech wëll net op all dat agoen, mä op e puer interessant Zuelen an awer och e puer Iwwerleeungen ustellen.

Virun allem wëll ech éischtens ënnersträichen, dass d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes hei fungéiert an hirer Roll an Aufgab vu Kontroll- a Kontekommissioun, fir eis eege Konten ze préieren a Rechenschaft ofzeleeën an entsprechend entweder ze proposéieren, déi Konten unzuehuelen oder ofzelehnen. Haut proposéiere mer se unzuehuelen.

Zweetens, d'Kontekommissioun huet domat eng kloer Missioun, mä si erfëllt se zesumme mat engem onofhängege Réviseur d'entreprises an dësem Fall, déi vun eis bestëmmte Revisiungsgesellschaft KPMG Audit s.à r.l.

Drëttens, eis Aarbecht ass awer nëmme méiglech dank enger präziser, propperer an transparenter Aarbecht, déi eise Service de comptabilité leescht; duerfir deenen all a stellvertriedend der Madame Biasini Ginette en décke Merci, mä och allen anere Mataarbechter vum Greffe an natierlech de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun.

E puer kritesch Bemierkungen. D'Chamber soll a muss ëmmer mam gudden Beispill virgoen. Dat heescht, mir hätten an dësem Fall eigentlech d'Konte vum Joer 2004 scho missen am leschte Joer hei verabschieden. Dës Verspéidung, déi agetratt ass, ass net op eis Service zréckzeféieren, och net op eis Kommissioun, mä op eng Verspéidung vun eise Rechnungspräifer. Dat huet och dozou gefouert, dass d'Kommissioun den ausdréckleche Wunsch geäussert huet, dass d'Auditfirma eis nach an dësem Joer alles dat liwwert, wat mer brauche fir d'Konten 2005 virum Enn vum Joer ofzeschlëssen.

Zu deene gudden Beispill ge- héiere weiderhin d'Transparenz vun eisen Zuelen, fir dass eise eegent Finanzgebahren iwwerschaubar ass. Ech géng soen déi Viraussetzungen erfëlle mer. Wa Virschléi diesbezüglech ze maache sinn, da si se natierlech ëmmer wëllkomm.

Konsequent muss mer op si fir Problemer, déi optrieden an der

Verwaltung a Verwendung vun öffentleche Gelder, vun Deniers publics fir déi mir hei d'Responsabilitéit droen, dass esou Problemer schnell a rücksichtslos am Interesse vun dësem Haus, der Glaubwürdigkeet vun dësem Haus gekläert ginn. A wa mer iwwert d'Realisierung vun der Partefinanzierung eeschtaft wëlle schwätzen, dann ass dat och eng Fro vun effikasse Kontrollmechanismen an ebe vun totaler Transparenz.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Konte vum Joer 2004 ënnerscheede sech an der Héicht vun der Dotatioun a vun den Ausgabe vun anere Jore ganz einfach dowéinst, well 2004 e Wahljoer war an dat Méiausgabe generéiert huet. Dir wësst, dass eise Budget d'Parteiwahlcampagné matfinanziert. Dat waren 1.624.500 Euro. Dir wësst, dass, wann eng Sessioun op d'Enn geet an eng nei ufänkt, eng Iwwerlappung stattfënn fir déi Deputéierten, déi net méi erëmgewielt gi sinn oder déi net méi dobäi waren, wat och eng Méiausgabe ausmécht. Entsprechend ass et och schwéier eben d'Joer 2004 mat deene puer Joer virun absolut kënnen ze vergläichen.

Ech hu gesot, ech wëll net op honnerten Zuelen hei agoen. Et kann een iwwert de Bilan natierlech eppes soen. De Bilan huet mat engem Actif vun 10.500.000 ofgeschloss. D'Avoirs en banques et en caisse sinn 9,7 Milliounen - ech rënnen all Kéiers of -, an dat ass e Plus vun 2,2 Milliounen par rapport zu deem Joer virun.

Déi Haaptposten op der Passif-Säit, dat sinn d'Excédents budgétaires cumulés vu ronn 7,1 Milliounen, mä dann och nach vu Scholden, déi mussen am Laf vum Joer bezuelt ginn, dat waren 2,5 Milliounen. Ech hu scho gesot mir hunn e Benefiss gemaach vu ronn 577.000 Euro. Dat sinn 1,3 Milliounen manner wéi 2003. D'Erklärung hunn ech lech geliiwert, dat ass haaptsächlech wéinst der Bedeelegung un de Campagnes électorales.

Wat e bësse méi spannend feststellen ass, dat ass éischtens de Verglach tëschent dem Budget alloué an de Frais réellement encourus, zweetens d'Evolution vun de Fraisé par rapport zum viregte Joer. Do gesäit een, dass mer bei den tatsächlechen Ausgaben ëm 10% ënnert dem Budget leien, dat si 26,3 Milliounen vis-à-vis vun 29 Milliounen vun deem Joer virun. Wat de Verglach mat dem viregten Exercice betrëfft, ergëtt sech eng Croissance vun Dépenses vun 10,43%, allerdéngs erëm eng Kéier duerch d'Wahlcampagne, esou dass déi allgemeng Dépenses, déi regelméisseg sinn, ëm 3,62% gestiege sinn.

Et sollt een och hei rappeléieren, dass et dräi wichteg Posté bei eis gëtt: d'Deputéierten, d'Personal an d'Groupes politiques, déi Charges fixes hunn, déi och gewëssenen Automatismen ënnerleien, wéi dem Punktwäert, wéi dem Index an aneren.

Dann nëmmen ervirzesträiche personalméisseg: Et schaffen an der Chamber 51 Fonctionnaires, sechs Employéén an een Aarbechter. Dat sinn 58 Leit. Dat sinn der zwee méi wéi dat Joer virun. An Dir wësst, dass mer selwer hei konstant zu 60 sinn an och entsprechend op der Fraisésäit erëmzefanne sinn.

Ech wëllt ervirsträichen, dass d'Regierung méi oft ënnersträicht, dass bei där villen Aarbecht, där Méiaarbecht, déi duerch Bréisseler Direktiven an aner Obligationen op si zoukomm ass, se vill Problemer huet, fir déi ze bewältegen.

Dat stëmmt jo och a vläicht nach vill méi fir dëst Haus. Mir si vill manner gutt équipéiert wéi de gesamte Regierungsapparat a mir ënnersträichen awer selwer ëmmer an ëmmer méi, dass mer eis mussen och dorop astellen. Mir wëlle méi maachen, mir wëllen eis méi fréi, méi schnell a méi effikass an deen

europäesche Prozess aschalten, fir dee kënne mat ze gestalten oder mat ze beaflossen. An ech sinn do eens mat mengem Kolleeg, dem honorabele Ben Fayot, deen ëmmer erëm bei ville Geleeënheeten ënnersträicht, dass mer net derlaanscht komme wäerten, fir méi an entsprechend qualifizéiert Personal anzustellen, wat natierlech dann och méi héich Personalkäschten heescht, mä fir eng besser a méi schnell Aarbecht.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir nach eng Kéier op d'Zuelen zréckzecommen, wollt ech mentionnéieren, dass 2004 d'Frais d'administration mat 7,5 Milliounen Euro praktesch onverändert bliwwen sinn, souguer liicht méi déif waren, an dass d'Fraisé vum Analyteschen, vum Compte rendu vun 1,2 Milliounen op 955.000 Euro gefall sinn.

Et muss een awer - an dat war an der Zäit jo ëmmer en Thema - fairerweis an dee Betrag do d'Chamber TV mat arechnen, déi bal eng hallef Millioun Euro kascht an och eisen Internet mat 233.000 Euro, wat dann en Total vun 1.679.470 Euro ausmécht. An ech wëll dat an de Verglach setze mat deem leschten Analyteschen, deen an all Haushalt geliiwert ginn ass, dee mat der Chamber TV zesummen 1.916.000 Euro kascht huet. Et gesäit een, dass mer also do zréckgaange sinn an de Fraisén; natierlech eisen Analyteschen och net an all Haushalt méi geliiwert gëtt.

Bevir ech ofschléissen, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wollt ech eng Iwwerleeung un de Büro hei riichten an un lech natierlech, Här President. Den 12. Oktober d'lescht Joer huet de Statsminister eis hei mat schlechten Notiichten net iwwerrascht, mä konfrontéiert, a méi spéit och de Budgetminister an eng ganz Rei Riedner a Spriecher vun den einzelne Fraktiounen. Den Tenor war dee vum Spueren, a mir sinn eigentlech alleguer drop higewisen an ermahnt ginn, dass ee méi spuere misst an dass een d'Ausgaben drosselle sollt.

An do stellen ech mer d'Fro, Här President, ob d'Parlament do abseits stoe kann, oder ob mir déi sinn, déi mam Fanger op déi aner weise respektiv d'Regierung an hirer Efforten ënnerstëtzen a selwer net iwwert den eegene Spuerpotenzial bei eis selwer nodenken oder en op d'mannst iwwerpräieren. Dat wier och eng Fro vum gudden Beispill a géng och zu der Glaubwürdigkeet vun deem Haus hei zousätzlech bäidroen; ech weess zwar och net wou dat geschéie kënn.

A menger Fantasie hat ech mer virgestallt, dass ee bei deene villen Auslandsreese vläicht d'Zuel vun de Reesende kéint reduzéieren. Da sot Der mer, ech géng selwer net reesen, dat wier e gudder Virschlag vu menger Säit - mä vläicht hu mer Fantasie genuch. Mä virun allem, mengen ech, beispillhaft, wéi mer sollte sinn, fanne mer och bei eis wou ee spuere kann, an dat wier menger Meinung no e flott Beispill wat een awer am richtege Moment och géng ginn.

Ech wier um Schluss a géng nach eng Kéier bidden, dass déi Konten, déi vun eiser Kommissioun gekuckt an approvéiert gi sinn an déi och de Réviseur d'entreprises indépendant bestätegt huet, konform si mat de gesetzlechen Dispositionen. An der Konklusioun géng ech proposéieren, déi folgend Resolutioun ze stëmmen, déi Der op der Säit 18 vum Rapport vun der Comexbu kënn noliesen:

#### Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport de sa Commission de l'exécution budgétaire et des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2004 et

prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.

(s.) François Bausch, Lucien Clement, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Henri Grethen.

Merci, Här President. Merci, Kolleeginnen a Kolleegen.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Sou, Dir Dammen an Dir Hären, wa kee méi zu dem Rapport vum honorabele Här Castegnaro nach eppes wëllt bäifügen, da komme mer zum Vote vun der Resolutioun, sou wéi hie se elo just virgelies huet.

#### Vote

D'Konte sinn unanime mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marc Spautz), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Norbert Hauptert), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);*

*MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.*

Da komme mer zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour.

### 4. Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes concernant les comptes de l'exercice 2004 de la Cour des Comptes

Am Numm vun der Kontekommissioun huet den Här Henri Grethen eng Resolutioun déposéiert iwwert d'Gestioun vun de Konten aus dem Joer 2004 bei der Cour des Comptes.

#### (Interruption)

Hien déposéiert se elo an da kënne mer direkt driwwer ofstëmmen.

#### Résolution

La Chambre des Députés,

- vu que le réviseur des comptes de la Cour des Comptes estime dans son rapport que «les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2004 ainsi que des résultats de l'exercice terminant à cette date»;

- vu que la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes a marqué au cours de sa réunion du 19 septembre 2005 son accord avec le rapport du réviseur des comptes

approuve

les comptes de l'exercice 2004 de la Cour des Comptes.

(s.) Henri Grethen, François Bausch, Alex Bodry, Ben Fayot, Michel Wolter.

Kënne mer doriwwer par main levée ofstëmmen?

**(Assentiment)**

#### Vote

Voilà. Wien ass d'accord mat der Resolutioun?

Ech gesinn, dat ass d'Unanimité. D'Resolutioun ass deementsprechend ugeholl.

### 5. Demandes en naturalisation

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eise Ordre du jour vun haut, dat sinn d'Naturalisatiounen. Dofir muss ech de Huis clos aussprechen.

**(Le huis clos est prononcé à 18.08 heures et levé à 18.16 heures.)**

De Huis clos ass opgehuewen an déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 61 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl.

#### Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 6 avril 2006

- ADROVIĆ Sadrja, né le 2 janvier 1967 à Donja Vrbica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Schwebsingen
- BABACIĆ Munirka, née le 20 juin 1969 à Tucanje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Schwebsingen
- AVDIJA Avni, né le 8 février 1965 à Vushtrri (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bettembourg
- SINANI Fatime, née le 18 juillet 1969 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bettembourg
- AYNETCHI Ali, né le 11 juillet 1952 à Téhéran (Iran), demeurant à Bereldange
- SEPEHRDAD Guita, née le 20 juin 1958 à Téhéran (Iran), demeurant à Bereldange
- BELLA ABANDA Marie-Laure, née le 19 janvier 1978 à Emaná/ Monatéle (Cameroun), demeurant à Bereldange
- CANIFA PINTO Margarida, née le 30 décembre 1968 à São João Baptista/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Mersch
- CHARRUE Dominique, née le 8 décembre 1975 à Mont-Saint-Martin (France), demeurant à Luxembourg
- DELGADO ALVES Ornélia, née le 6 juillet 1984 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Bettembourg
- DJUKANOVIĆ Aleksandar, né le 27 juillet 1972 à Smederevska Palanka (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg
- EICHIN Otmar Wolfgang, né le 15 juillet 1958 à Hasel (Allemagne), demeurant à Dorscheid
- ELMQUIST Kirsten, née le 29 décembre 1945 à Copenhague (Danemark), demeurant à Niederanven
- EMANUEL Adolf, né le 29 septembre 1938 à Trier (Allemagne), demeurant à Differdange
- FERREIRA DE SOUSA DIAS Manuel, né le 14 novembre 1962 à Capô/Valongo (Portugal), demeurant à Differdange
- GAO Jingsi, née le 2 janvier 1941 à Zhejiang (Chine), demeurant à Beringen
- GILIS Cédric Claude Michel, né le 8 mars 1977 à Uccle (Belgique), demeurant à Hobscheid



18. GENARD Christian François Ghislain Mutien Eugène, né le 21 avril 1957 à Bertrix (Belgique), demeurant à Luxembourg

19. GONCHARENKO Marina, née le 5 février 1974 à Staro-Severskaya (Russie), demeurant à Ettelbruck

20. GOOSSE Laurence Josette Andrée Marie, née le 20 juillet 1967 à Bastogne (Belgique), demeurant à Weidingen

21. GORQAJ Sait, né le 5 novembre 1953 à Studenica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Dudelange

22. GORQAJ Shkelzen, né le 16 décembre 1978 à Istog (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Dudelange

23. HANG Huifeng, né le 9 octobre 1977 à Zhejiang (Chine), demeurant à Remich

24. HERRADOR ROLDAN Yvan, né le 24 février 1977 à San Sebastián (Espagne), demeurant à Luxembourg

25. HOFFMANN Karl-Josef, né le 28 août 1950 à Jünkerath (Allemagne), demeurant à Wellenstein

26. HONSIĆ Zekrija, née le 27 mars 1975 à Honsice (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Colmar-Berg

27. IBISI Sulja, né le 15 mai 1948 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bettange-sur-Mess

28. BROJA Myzafer, née le 20 mars 1948 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bettange-sur-Mess

29. JACOBS Thomas, né le 11 août 1967 à Trier (Allemagne), demeurant à Howald

30. JAHIC Adisa, née le 2 octobre 1982 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

31. KAZAZIĆ Sijana, née le 1<sup>er</sup> janvier 1961 à Mostar (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

32. KOURDLASSI Mina, née le 28 décembre 1970 à Verviers (Belgique), demeurant à Luxembourg

33. LANGE François Christian Jean-Marie, né le 19 avril 1967 à Verviers (Belgique), demeurant à Stadtbredimus

34. ARTE Sonia Georges Solange Ghislaine, née le 17 décembre 1968 à Dinant (Belgique), demeurant à Stadtbredimus

35. LIU Haiquin, née le 1<sup>er</sup> mai 1981 à Qingtian/Zhejiang (Chine), demeurant à Dudelange

36. LIU Hong Hua, née le 16 mars 1963 à Zhejiang (Chine), demeurant à Bigonville

37. LOOSVELDT Marc Jean André Ghislain, né le 22 mai 1960 à Bastogne (Belgique), demeurant à Huldange

38. LORAND Anne Françoise Frédérique, née le 12 juillet 1972 à Braine-l'Alleud (Belgique), demeurant à Olingen

39. LOTOLL Eroll, né le 28 mai 1970 à Priština (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

40. MAUSS Delphine Marie Anne, née le 18 août 1977 à Metz (France), demeurant à Grevenmacher

41. MEHOVIĆ Edis, né le 13 juillet 1985 à Podgorica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Heinerscheid

## Sommaire des séances publiques

Hommage à la mémoire de Monsieur Nic Birtz, député honoraire page 319

Communications pages 319-320

Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe page 320

5553 - Proposition de loi portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale page 320

Ordre du jour page 320

Dépôt d'une motion par Monsieur Jean Huss page 320

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°86 du 3 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative aux recrutements à l'Administration des Ponts et Chaussées, adressée au Ministre des Travaux publics pages 320-321

- Question N°87 du 4 avril 2006 de Monsieur Niki Bettendorf relative aux dispositions d'engagement de travailleurs handicapés, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 321

- Question N°93 du 4 avril 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à la restructuration de la flotte de la compagnie aérienne luxembourgeoise et réductions des effectifs, adressée au Ministre des Transports pages 321-322

- Question N°88 du 4 avril 2006 de Monsieur John Castegnaro relative à la future affectation des terrains et dépôts de la WSA entre Bettembourg et Dudelange, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 322

- Question N°89 du 3 avril 2006 de Monsieur Félix Braz relative à l'article 7 (2) de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 322-323

- Question N°90 du 3 avril 2006 de Monsieur Lucien Clement relative à la procédure concernant les soumissions relatives à la construction du Musée d'Art moderne, adressée au Ministre des Travaux publics page 323

- Question N°91 du 4 avril 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à l'aide financière de l'État pour études supérieures, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 323

- Question N°92 du 4 avril 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à l'évolution des finances publiques, adressée au Ministre des Finances pages 323-324

- Question N°94 du 3 avril 2006 de Monsieur Marco Schank relative à l'application de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement au niveau des communes, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 324-325

- Question N°95 du 3 avril 2006 de Monsieur Claude Adam relative à la construction d'un nouveau Centre d'accueil pour réfugiés sur le site de Marienthal dans la commune de Tuntange, adressée à la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 325

Ordre du jour (suite) page 325

Heure de questions au Gouvernement (suite)

- Question N°96 du 4 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'accès des étudiants luxembourgeois aux universités belges, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

et

- Question N°98 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la homologation des diplômes de fin d'études secondaires luxembourgeois par les autorités de la Communauté française de Belgique, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 325-326

- Question N°97 du 3 avril 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la création d'emplois, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 326

- Question N°99 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative au plan quadriennal de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 326

42. MIN Young-Jin, née le 7 novembre 1960 à Incheon City (Corée du Sud), demeurant à Luxembourg

43. MONTEIRO MELO Antonio Manuel, né le 20 octobre 1984 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira

Grande (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

44. NEU Marie-Ange Katty, née le 2 juillet 1969 à Arlon (Belgique), demeurant à Mondercange

45. NEVES Vera Lucia, née le 5 novembre 1965 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Differdange

46. NIKQI Avni, né le 12 décembre 1972 à Peje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Dudelange

47. OSVILLE David Alexandre Samuel, né le 28 janvier 1982 à Evreux (France), demeurant à Luxembourg

48. PECIREP Dario, né le 18 juillet 1983 à Fojnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Dudelange

49. PEREIRA LOPES Luisa Maria, née le 13 novembre 1965 à Montalvão/Nisa (Portugal), demeurant à Differdange

- Question N°100 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la présentation de l'étude-évaluation de l'OCDE du système luxembourgeois de la recherche et de l'innovation, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur pages 326-327

Interpellation de Monsieur Emile Calmes sur la gestion de l'eau pages 327-334

5415 - Projet de loi relative aux abus de marché, portant transposition de - la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché), - la directive 2003/124/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la définition et la publication des informations privilégiées et la définition des manipulations de marché, - la directive 2003/125/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la présentation équitable des recommandations d'investissement et la mention des conflits d'intérêts, - la directive 2004/72/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les pratiques de marché admises, la définition de l'information privilégiée pour les instruments dérivés sur produits de base, l'établissement de listes d'initiés, la déclaration des opérations effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes et la notification des transactions suspectes pages 334-335

Communications page 336

Composition des commissions parlementaires page 336

5386 - Projet de loi

1) transposant la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail;

2) modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;

3) modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;

4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail;

5) modifiant la loi du 20 décembre 2002 portant

- transposition de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services;

- réglementation du contrôle de l'application du droit du travail pages 336-344

Motion de M. Jean Huss relative à la demande d'asile politique de la ressortissante turque Zubeyde Ersöz pages 344-345

5474 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye, le 25 février 2005 pages 345-346

5509 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie pages 346-348

5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection - Second vote constitutionnel pages 348-354

5531 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 11 octobre 2004 page 354

Communication page 355

Débat de consultation sur l'extension du réseau ferré léger dans la ville de Luxembourg et du réseau ferré en général pages 355-367

5542 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2004 page 367

Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes concernant les comptes de l'exercice 2004 de la Cour des Comptes page 367

Demandes en naturalisation pages 367-368

50. QUISPE PUMALLOCLA Fiorella Roxana, née le 30 mars 1978 à Cusco (Pérou), demeurant à Prettingen

51. ROCHA PIRES Mateus, né le 21 septembre 1975 à Santo Antonio das Pombas/Paul (Cap-Vert), demeurant à Heisdorf

52. SHABANI Agron, né le 3 avril 1965 à Vushtrri (Serbie-et-Monténégro), demeurant au Luxembourg

53. SHAHRBAN Ameneh, née le 23 décembre 1978 à Isfahan (Iran), demeurant à Tarchamps

54. SHATROLLI Agim, né le 30 avril 1982 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Kayl

55. SHATROLLI Xhuljeta, née le 3 mai 1983 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Kayl

56. SIBONJIĆ Damir, né le 28 février 1985 à Derventa (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

57. SOLNY Sylvie Marie, née le 9 août 1967 à Bouar (République

Centrafricaine), demeurant à Dillingen

58. SUCESKA Amila, née le 24 août 1964 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

59. TAHIRI Fatime, née le 6 octobre 1960 à Vllahi (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Dudelange

60. WEBER Suzanne Sigrid Jeanne Ghislaine, née le 1<sup>er</sup> juin 1976 à Ougrée/Seraing (Belgique), demeurant à Leudelange

61. Xerxa Ardian, né le 24 août 1971 à Gjakove (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si programmiert fir den 2., 3. a 4. Mee. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss, obschonn Der e schonn zum Deel kennt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 18.17 heures)**

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

**Supplément commun aux quotidiens:**  
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 10 / 2005-2006

## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0853	M. Camille Gira	Trafic de camions en direction de la zone industrielle Lentzweiler
0860	M. Claude Adam	Gestion des biens appartenant à l'État et loués à des particuliers
0862	M. Robert Mehlen	Patrimoine rural
0892	M. Patrick Santer	Étude belge sur la toxicologie des composés chlorés dans les piscines
0905	M. Jacques-Yves Henckes	Publication des lois et règlements au Mémorial
0908	M. John Castegnaro	Création d'emplois
0918	M. Jean Huss	Inscription de huit pesticides dangereux dans l'annexe I de la directive qui régit les pesticides (91/414/CEE)
0926	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
0928	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
0933	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
0934	Mme Colette Flesch	Transposition des directives européennes
0941	M. Carlo Wagner	Revendication des médecins d'utiliser des gyrophares et des sirènes lors de déplacements en voiture en cas d'urgence
0942	M. Robert Mehlen	État des bâtiments «La petite Marquise» à Echternach
0947	MM. Marcel Oberweis et Marco Schank	Travaux de renaturation de l'Alzette entre Lorentzweiler et Lintgen
0948	M. Aly Jaerling	2006 - Année européenne de la mobilité des travailleurs
0949	M. Marc Spautz	Païement des salaires aux ouvriers
0950	Mme Lydia Mutsch	Individualisation des droits à pension
0951	M. Carlo Wagner	Laboratoire de Médecine vétérinaire
0952	M. Aly Jaerling	Transport public des étudiants
0953	M. Camille Gira	Régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables
0956	M. Jean-Pierre Koepf	Observatoire Régional Nord (ORENO)
0957	M. Jean-Pierre Koepf	État de Palestine
0958	M. Henri Kox	Grippe aviaire
0959	M. Carlo Wagner	Baisse du taux légal d'alcoolémie
0962	M. Carlo Wagner	Situation du secteur de l'Horesca
0963	M. Ben Fayot	Transfert d'un certain montant d'un article du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 2005 à un autre
0966	M. Jean-Pierre Koepf	Piscines dans la région «Nordstad» et au canton de Vianden
0967	M. Claude Meisch	Hausse des prix des titres de transport
0969	M. François Bausch	Visite d'un membre du parlement du Luxembourg dans les territoires d'Azerbaïdjan occupés par les forces armées arméniennes
0970	M. Claude Meisch	Fermeture des pistes de l'Aéroport de Luxembourg suite à l'enneigement de celui-ci
0971	M. Claude Meisch	Lutte antitabac
0973	M. Félix Braz	Répartition des logements pour demandeurs d'asile

### Question 0853 (18.1.2006) de M. Camille Gira (DÉI GRÉNG) concernant le trafic de camions en direction de la zone industrielle de Lentzweiler:

Afin d'éviter le trafic de transit des camions sur la N18 qui traverse Clervaux et la N12 qui traverse Troisvierges, le CR338 et une partie du CR335 ont été spécialement aménagés pour accueillir les camions à destination de la zone industrielle de Lentzweiler. Toutefois il s'avère que ce trajet officiel via les CR338 et CR335 n'est guère utilisé par les camionneurs.

- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faudrait envisager une interdiction de transit pour les camions dépassant un certain tonnage sur la N12 entre Wämperhaart et Antoniushaff, ainsi que sur la N18 entre Marnach et Clervaux?

**Réponse commune** (13.4.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports et de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

La législation en matière de transit de poids lourds poursuit l'objectif que la circulation de camions transitant à travers le territoire luxembourgeois se fasse, soit par le réseau autoroutier, soit par les chemins repris et les routes nationales qui guident ce trafic vers les autoroutes. Les routes nationales (N) et les chemins repris (CR), qui constituent pour la plupart des traversées d'agglomération, ne disposent pas d'un gabarit suffisamment important pour permettre une utilisation fréquente d'engins lourds.

La législation ne comporte cependant pas de dispositions spécifiques relatives à la partie Nord du Grand-Duché, alors que le réseau autoroutier n'y est pas développé. En appliquant le principe de la législation, il est préférable d'organiser le trafic des poids lourds via les routes nationales qui sont généralement dotées d'un gabarit plus important et d'une géométrie plus favorable que les chemins repris. Les chemins repris traversent par ailleurs souvent des agglomérations, ce qui entraîne des répercussions directes sur la qualité de vie et, surtout, sur la sécurité des riverains.

À l'heure actuelle il n'est pas prévu d'interdire aux camionneurs en

transit l'accès à la N12 entre Wämperhaart et Antoniushaff. L'Administration des Ponts et Chaussées a procédé à la mise en place d'une signalisation directionnelle qui indique aux camionneurs l'itinéraire à suivre. La signalisation directionnelle n'a cependant aucun effet obligatoire qui interdirait l'accès à certains tronçons de route.

La signalisation directionnelle en question indique aux camionneurs qui empruntent la N7, soit en direction de Wämperhaart, soit en direction de Fridhaff de rejoindre la zone industrielle Lentzweiler par les CR335 et CR339 via Rossmillen et Maulusmillen.

Afin de compléter la réponse, il convient de noter que l'itinéraire de rechange, qui est spécialement conçu pour une utilisation fréquente de camions et qui se trouve à l'écart de toute agglomération, a le désavantage de représenter un détour considérable, surtout pour le trafic venant de Fridhaff.

Il est par ailleurs recommandable que les entreprises implantées dans la zone industrielle Lentzwei-

ler lancent une campagne de sensibilisation tout en incitant les camionneurs à suivre l'itinéraire indiqué - une campagne qui contribuerait sans doute à rendre la signalisation directionnelle plus efficace.

### Question 0860 (20.1.2006) de M. Claude Adam (DÉI GRÉNG) concernant la gestion des biens appartenant à l'État et loués à des particuliers:

Depuis plus de dix ans un certain nombre de maisons d'habitation, propriétés de l'État et situés à Colmar-Berg (rue Poutty Stein, rue Emile Reding, an der Saang, rue Mertzig), sont inoccupées et se trouvent actuellement dans un état pitoyable. Des travaux de rénovation, qui y avaient été entamés il y a quelques années, ont effectivement été interrompus.

- Pour quelles raisons ces maisons ne sont-elles pas habitées?
- Pourquoi les travaux de rénovation ont été interrompus?

Dans ce contexte Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur la politique générale du Gouvernement en matière de gestion des biens appartenant à l'État et qui sont loués à des particuliers:

- La gestion et l'entretien du patrimoine de l'État étant revendus à la fois - dans les organigrammes respectifs - par l'Administration des Bâtiments publics et par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, Messieurs les Ministres peuvent-ils me préciser la répartition exacte des compétences pour la gérance de cet ensemble immobilier ainsi que les critères de gestion?
- Le Gouvernement dispose-t-il d'un programme de rénovation pluriannuel pour ces logements?
- Qui peut bénéficier d'un logement étatique et qui décide de l'attribution de ces logements?
- Quel est le nombre de ces habitations actuellement occupées respectivement inoccupées?
- Enfin, combien de ces habitations sont utilisées à des fins administratives?

**Réponse commune** (30.3.2006) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget et de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

L'État est propriétaire de différentes propriétés situées dans les rues «Poutty Stein», «Emile Reding», «an der Saang» et «rue de Mertzig» dans la localité de Colmar-Berg. Il s'agit d'immeubles acquis en 1934 de SAR la Grande-Duchesse Charlotte.

Certains des immeubles, en l'occurrence ceux sis 1, 2, 3, 4 et 5, an der Saang et 1 et 3, rue Emile Reding, servent comme logements de service pour la police, dont cinq sont occupés et quatre encore libres. Sur les quatre logements non occupés, deux ont été achevés en décembre 2005 et des demandes d'attribution afférentes sont en cours. Les deux logements restant feront l'objet de travaux de rénovation en 2006 (crédits afférents prévus au budget).

En ce qui concerne les maisons d'habitation situées à Colmar-Berg, il ressort d'une convention entre l'État et la Cour grand-ducale du 14 avril 1934 que la remise en état des immeubles abritant les logements de service du Château de Berg tombe sous la responsabilité de l'État. Par contre, la jouissance de ces immeubles reste attachée à

la Maison Souveraine, de sorte que l'État ne dispose d'aucun pouvoir de décision en ce qui concerne l'occupation de ces immeubles.

À propos de l'état des logements en question, il y a lieu de noter que seuls les immeubles situés 7-9 et 13-15, rue Poutty Stein se trouvent dans un état de dégradation avancé, sans toutefois constituer un quelconque danger pour autrui. Leur démolition peut être envisagée d'autant plus que la Cour n'a manifesté aucun intérêt à une remise en état éventuelle de ces bâtisses.

Les autres immeubles, situés 2, 4, 6 et 8, rue Emile Reding, 8, an der Saang et 2, 15 et 17, rue de Mertzig, se trouvent tous dans un très bon état. Seule la ferme Ries, située 19-21, rue de Mertzig, n'a pas encore été rénovée.

De façon générale, en ce qui concerne la gestion et l'entretien des immeubles loués à des particuliers, l'Administration des Bâtiments publics est chargée de l'entretien incombant au propriétaire ainsi que de la remise en état de ces immeubles. Les travaux de rénovation ou de modernisation sont effectués au fur et à mesure des besoins qui se présentent. À cet effet, l'Administration des Bâtiments publics travaille en étroite collaboration avec les services de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines qui s'occupe en particulier de la mise en location des immeubles domaniaux à des particuliers ainsi que de la gestion administrative des logements (confection des contrats de bail, encaissement des loyers, résiliations, mises en demeure en cas de non-paiement des loyers, etc.).

Les articles budgétaires 22.4.12.080 (entretien), 52.3.72.010 (rénovation) et 52.4.72.031 (modernisation) inscrits au budget de l'Administration des Bâtiments publics prévoient chaque année des crédits pour l'exécution de ces travaux.

L'Administration des Bâtiments publics assure de même l'entretien incombant au propriétaire, la rénovation ou la modernisation des logements de service. Le financement y afférent est assuré par des crédits spécifiques prévus par département ministériel et inscrits au budget de l'Administration des Bâtiments publics.

En ce qui concerne les critères de gestion, il se fait que tous les logements appartenant à l'État ont été acquis dans un but précis et de ce fait sont affectés à un Ministère/une administration précise. En cas de changement d'affectation ou de retardement dans l'exécution de certains projets, il se fait que les immeubles peuvent être loués à des particuliers afin d'éviter la dégradation du patrimoine de l'État ou pour pourvoir à un besoin temporaire.

L'État a deux critères d'attribution d'un logement:

- les logements de service attribués sur avis des administrations afférentes; la Commission des loyers est chargée de fixer les loyers et charges locatives des quelque 600 logements de service appartenant à l'État et qui sont attribués entre autre à la Police grand-ducale, à l'Armée et à l'Administration des Douanes et Accises;
- les logements locatifs dont la gérance incombe à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et qui sont attribués en tant que logement social en référence au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de su-



perficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (Mémorial A, N°97 du 25 novembre 1998). La fixation du loyer se fait en exécution du règlement ci-dessus ainsi qu'en exécution de la loi du 20 avril 1998 modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines fait la gestion de quelque 200 unités habitables louées (maison, maison-place, chalet, bâtiment, bâtiment-place, etc.). Actuellement il n'y a aucune disponibilité d'unités habitables qui resteraient à louer, les unités non louées se trouvant dans un état inhabitable ou réservées à d'autres fins.

**Question 0862** (23.1.2006) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant le **patrimoine rural**:

E wäertvolle Bestanddeel vun eisem „Patrimoine architectural“ sinn eis iwwert d'ganz Land verdeelt Baurenhäff, sief et als isoléiert Gebaier, sief et als Elementer vun eisem Dierfer. Vill Positives ass an der Vergaangenheet gelescht ginn, fir dës Gebailechkeete stilgerecht ze erhalen, ze renovéieren respektiv an Evidenz ze setzen. Dat am Interessé vun der Kultur, awer och vum Tourismus.

Duerch de Konzentrationsprozess an der Landwirtschaft verléieren ëmmer méi vun dësen Gebailechkeeten hir fréier Bestëmmung a si ginn da fréier oder spéider ëmgebaut, meeschtens fir als Wunnenge genotzt ze ginn. Leider geschéien dobäi ëmmer erëm schlëmm „Bausënnen“ duerch déi eis Dierfer verschampeléiert ginn an hiren Duerfcharakter am architektoneschen Sënn verléieren. Dat geschitt ganz dacks am Bestreiwung fir de Maximum u Wunnraum aus engem Objet erauszehuelen.

Well d'Gemengeverwaltung bei sou Décisiounen ganz dacks iwwerfuert oder grouss perséinleche Pressiounen ausgesat sinn, géif ech lech gären dës Fro stellen:

- 1) Wat ass generell d'Approche vun der Regierung an dëser Fro, a gesitt Dir d'Noutwendegkeet, fir op dësem Plang eppes ze ënnerhuelen?
- 2) Wa jo, mat wat fir Mëttele wär dëser Problematik um nationale Plang bäizekommen?
- 3) Missten net all gréisser Bauprojeten an den alen Zentren vun eisem Uertschaften vum enger nationaler Instanz op hir Kompatibilitéit mat dem architektoneschen Ëmfeld iwwerprüft an autoriséiert ginn?
- 4) Ass vu Säite vun der Regierung mat enger Initiativ an dësem Sënn ze rechnen?

**Réponse** (7.4.2006) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

De Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) huet um Enn vun de 70er Jore vum 20. Jorhonnert eng grouss Sensibilisatiounscampagne gestart, fir souwuel d'Gemengeverantwortlech wéi och d'Privatleit op de Wäert vun eisem Patrimoine, virun allem um Land, opmierksam ze machen. Déi Campagne war eng grouss Réussite, well besonnesch Ausgangs vun den 80er an Ugangs vun den 90er Jore sinn immens vill Gebaier restauréiert ginn.

Ongeféier 12.000 Privathaiser goufe bis haut subsidiéiert; méi wéi 100 öffentlech Gebaier goufen an d'Rei gesat a kruten eng nei Affektioun.

All déi Leit goufe vum Service des Sites et Monuments Nationaux och mat Rot an Dot versuergt, sou datt

graff Feeler an der Restauratioun dacks konnte vermidde ginn, ob-schonn et awer eng Rei Plaze gétt, wou sech net un déi Recommendation gehale ginn ass an esou geet en Deel vun aler Bausubstanz verluer.

- 1) Et ass also wichteg, datt all Verantwortlech un engem Strang zéie fir d'Erscheinungsbild vun eisem Dierfer ze erhalen. Den Denkmalschutz ass gäre bereet, do wou e gefrot gétt, mat tatkräfteger Hëllef zur Sait ze stoen. Dat géllt och zum Beispill fir den IVL (Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept Luxemburg).
- 2) Ee Mëtzel fir deem Verfall entgéintzewierken wär e «Service de l'Inventaire» ze schafen, deem seng Aufgab et wier en Inventaire vu sämtlechen interessanten Gebaier, Ensembles a Siten opzestellen, a regelméisseg ze aktualiséieren. Sou eng „Denkmaltopographie“ kéint d'Protectioun vum Patrimoine erliichteren. Dat géif och de Gemengen erlabe méi einfach, méi streng a méi prezis Bautereglementer ze verfaassen, déi och verlaange kéinten, datt nei Konstruktiounen deene bestehende missten ugepasst ginn.
- 3) Eng vun de Missiounen vum Service des Sites et Monuments Nationaux ass et fir Gemengen ze beroden. A verschiddene Bautekommissiounen si Vertrieeder vum SSMN. Eenzel Gemenge froen och an hirem Bautereglement en Avis vum Service. Dat ass eng Zesummenaarbecht, déi mir gär bereet sinn auszebauen.
- 4) Et gétt deemno genuch Initiative vun der Regierung an Erfahrungswärter, déi déi verschidden, vum honorablen Deputéierte viséiert, Persounen a Verantwortlech derzou misste bréngen, datt se verantwortungsvoll mat eisem Patrimoine ëmginn.

**Question 0892** (2.2.2006) de **M. Patrick Santer** (CSV) concernant l'**étude belge sur la toxicologie des composés chlorés dans les piscines**:

En date du 18 janvier 2006 le journal «La Libre Belgique» a publié une interview avec le Professeur Alfred Bernard sur une étude réalisée entre 2002 et 2006 sur l'utilisation du chlore dans les piscines publiques. Cette étude révèle que le chlore est dangereux pour la santé des enfants et plus particulièrement celle des bébés nageurs. La fréquentation de piscines chlorées augmenterait le risque de développer de l'asthme et des inflammations pulmonaires. Ces dégâts seraient causés par la concentration de trichloramine, un gaz toxique qui est formé par la réaction du chlore avec la matière azotée (sueur, cellules, etc.) apportée par les baigneurs.

Selon Alfred Bernard, le risque est surtout important avant l'âge de six ou sept ans, période où le poumon arrive à maturation. Or, les enfants fréquentent les piscines de plus en plus jeunes. Comme ils ne savent pas encore nager, ils se retrouvent dans des petits bassins chauds, donc fort pollués au niveau organique, raison pour laquelle le taux de trichloramine y est toujours plus élevé.

Sur base de ces constatations, le Professeur Bernard a observé que, dix ans après avoir été «bébés nageurs», les enfants présentent des troubles du tissu pulmonaire irréparables, comparables aux complications survenues chez des fumeurs de longue durée. Et Alfred Bernard de conclure que «on ne peut pas dire que la pratique des

bébés nageurs est saine». Et de déconseiller cette pratique.

Dans un article paru en 2004 dans le renommé «New England Journal of Medicine» des chercheurs suédois auraient également relevé que le trichloramine serait une cause d'asthme parmi les maîtres nageurs.

Selon mes informations il existe uniquement des recommandations quant au taux de chlore dans l'eau des piscines publiques.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a-t-il connaissance de l'étude susmentionnée?
- Le Gouvernement envisage-t-il de prendre des mesures pour instaurer un seuil limite pour le taux de composés de chlore dans l'eau de piscine?
- Dans l'affirmative, ces mesures tiendront-elles compte des observations en question?
- Entre-temps, le Gouvernement prévoit-il éventuellement des mesures d'information pour les parents des enfants «bébés nageurs»?

**Réponse** (3.4.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Mes services sont au courant de l'étude du Professeur Alfred Bernard, réalisée entre 2002 et 2006, à laquelle se réfère l'honorable Parlementaire. En fait ils suivent les travaux du Professeur Bernard depuis 2001, année de publication d'une première étude consacrée à la relation entre les piscines chlorées et l'apparition de phénomènes de santé auprès des enfants bruxellois.

Au Luxembourg il n'y a pas de dispositions légales ou réglementaires qui imposeraient des prescriptions techniques pour le traitement des eaux de piscine. Cependant, sur base de la législation relative aux établissements classés, le Ministre du Travail, lorsqu'il délivre une autorisation pour l'exploitation d'une piscine, en détermine les conditions, ayant trait notamment à la sécurité et à l'hygiène, et cela en s'inspirant de normes allemandes (DIN 19643).

La Division de l'Inspection sanitaire fait régulièrement des contrôles sanitaires dans les piscines. Ainsi, en 2005, plus de 100 piscines ont été contrôlées. Lors de ces contrôles des échantillons d'eau sont prélevés et soumis au Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement de l'Administration de la Gestion de l'Eau.

Chaque fois qu'un dépassement du seuil est constaté, mes services informent l'exploitant de la piscine. Ils ne disposent cependant pas des instruments réglementaires requis pour imposer des mesures plus incisives.

J'estime tant la situation sur le terrain que le cadre réglementaire insatisfaisant. J'ai demandé à mes services de me faire parvenir un relevé des établissements qui ne satisfont pas aux normes. Je compte passer cette liste en revue avec mes collaborateurs et décider de cas en cas des mesures à prendre.

Quant au cadre réglementaire, je constate que pas moins de trois administrations ou services ont compétence pour l'un ou l'autre aspect de la question, à savoir l'Administration de l'Environnement pour les aspects de voisinage et des eaux usées, l'Inspection du Travail et des Mines pour la sécurité et pour la santé des travailleurs (maîtres nageurs, le Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement de l'Administration de la Gestion de l'Eau pour les analyses et l'Inspection sanitaire pour la protection de la santé des usagers). Si l'exercice

dont question ci-dessus devait révéler que le cadre réglementaire est inapproprié, je ne manquerais pas de me concerter avec les autres ministres concernés pour le renforcer.

**Question 0905** (6.2.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant la **publication des lois et règlements au Mémorial**:

L'article 112 de la Constitution dispose qu'«aucune loi, aucun arrêté ou règlement d'administration générale ou communale n'est obligatoire qu'après avoir été publié dans la forme déterminée par la loi».

Plusieurs arrêts du Conseil d'État ont décidé que la preuve de la régularité formelle d'une loi ou d'un règlement est fournie par la publication au Mémorial.

Or, certains textes de loi qui sont toujours d'application voire même certaines parties du Code civil et du Code pénal ou certains traités ou accords internationaux n'ont jamais été publiés au Mémorial. Il se pose dès lors la question de savoir si, à défaut de publication, ces textes ont une valeur juridique et s'ils ne devraient pas être publiés.

Ainsi, la fiscalité luxembourgeoise est en partie fondée sur des textes allemands introduits par l'occupant pendant la deuxième guerre mondiale, notamment la loi générale des impôts (dite Abgabenordnung) du 22 mai 1931 ou encore la loi sur l'impôt commercial communal du 1<sup>er</sup> décembre 1936. Ces textes, parmi d'autres, ont été maintenus temporairement en vigueur à la fin de la guerre par un arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944 dit arrêté de validation qui a déclaré à son article 1<sup>er</sup> que «...toutes les mesures prises par l'ennemi avant le 10 septembre 1944 et relatives aux impôts, taxes et cotisations mentionnés à l'article 2 sont tenues pour valables et continuent à être appliquées à partir du 10 septembre 1944 jusqu'à disposition ultérieure». C'était une fiction dite légale très contestable en droit qui n'a pas été remise en cause par la suite. Or, le fait que notre pays se soit doté d'une Cour Constitutionnelle risque de remettre le problème à l'ordre du jour, ceci d'autant plus que par exemple dans le recueil des lois fiscales publié par un éditeur privé, certaines erreurs semblent s'être glissées.

La sécurité juridique nécessaire dans un état de droit quant à la légalité des lois toujours en application dans notre pays, me semble devoir inciter le Gouvernement à ordonner un inventaire visant à établir quels sont les textes de loi non publiés au Mémorial et toujours en vigueur et à ordonner une publication générale au Mémorial soit de ces lois soit des codes entiers soit de lois consolidées. Ceci me semble d'autant plus vrai eu égard à la règle «nemo censetur ignorare legem» (nul n'est censé ignorer la loi).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Gouvernement:

- 1) Quelle est la validité juridique des lois non publiées au Mémorial au regard de l'article 112 de la Constitution?
- 2) Ne conviendrait-il pas de faire l'inventaire des textes non publiés mais toujours en vigueur et de les publier conformément à la loi constitutionnelle et à la loi d'exécution?

**Réponse commune** (7.4.2006) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre*, **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice* et **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement*:

L'honorable Député s'interroge sur la validité juridique des textes non publiés in extenso au Journal offi-

ciel. Il cite les exemples de la loi générale des impôts (dite «Abgabenordnung») du 22 mai 1931 et de la loi sur l'impôt commercial communal du 1<sup>er</sup> décembre 1936. Ces textes ont été maintenus en vigueur par l'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944 concernant les impôts, taxes, cotisations et droits, publié au Mémorial de 1944 à la page 80.

D'une manière générale, la publication des lois, arrêtés ou règlements d'administration générale ou communale doit se faire conformément à l'article 112 de la Constitution. Cet article 112 figure dans notre Loi fondamentale dès sa mise en vigueur, le 17 octobre 1868. Le texte constitutionnel de 1848 préfigurant notre Constitution actuelle de 1868 contenait d'ailleurs déjà un article 116 ayant le même libellé que l'actuel article 112, de même que la Constitution de 1856.

Entre 1822 et 1848, la loi du 2 août 1822 relativement à la promulgation des lois ainsi qu'à l'époque où elles commencent à être obligatoires (publiée au Journal officiel des Pays-Bas, 17<sup>e</sup> tome, numéro 33) et l'arrêté royal du 9 mars 1832 créant le Mémorial législatif et administratif et concernant la publication des lois et arrêtés du souverain dans le Grand-Duché de Luxembourg (publié au Mémorial Administratif et Législatif, numéro 1 du 3 avril 1832, p. 1) réglaient la publication des textes législatifs et leur entrée en vigueur.

Avant 1822, la publication, les effets et l'application des lois étaient définis exclusivement par le Code civil qui dispose dans son article 1<sup>er</sup>: «Les lois sont exécutoires dans tout le territoire luxembourgeois, en vertu de la promulgation qui en est faite par le Grand-Duc. Elles seront exécutées dans chaque partie du Grand-Duché, du moment où la promulgation en pourra être connue.»

Aussi les lois entrées en vigueur avant 1822 n'exigeaient-elles pas d'être publiées dans le Journal officiel de l'époque, leur promulgation suffisant à les rendre exécutoires.

Pour ce qui est plus particulièrement des deux lois fiscales citées à titre d'exemple par Monsieur le Député, il existe une jurisprudence constante selon laquelle ni la Constitution, ni la loi ordinaire n'imposent l'obligation de reproduire formellement dans le texte de loi les termes d'une «loi étrangère ou autres dispositions ou mesures, déclarées obligatoires par voie de référence» (arrêt du Conseil d'État du 8 décembre 1948).

Dans son jugement du 17 novembre 1997, le Tribunal administratif a confirmé que l'applicabilité de principe de ces textes allemands résulte de l'arrêté du 26 octobre 1944 précité, qui a maintenu provisoirement en vigueur ces textes d'origine allemande et qui les «purge des vices éventuels liés au défaut de publication effective au Luxembourg. L'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944 a été maintenu en vigueur par la loi du 27 février 1946 concernant l'abrogation des lois de compétence de 1938 et 1939 et l'octroi de nouveaux pouvoirs spéciaux au Gouvernement» dont «l'article 3 est à considérer comme une ratification législative implicite dudit arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944 lui conférant la nature d'une véritable loi». «Faute de disposition expresse en sens contraire, le maintien ainsi opéré vaut à la fois pour la période antérieure à l'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944, voire à la loi du 27 février 1946 précités et pour l'avenir, en attendant le remplacement des textes allemands ainsi visés par des dispositions nouvelles».

L'honorable Député se demande également s'il ne convient pas de faire l'inventaire des textes non publiés mais toujours en vigueur et de les publier conformément à la loi constitutionnelle et à la loi d'exécution.



Dans le cadre des travaux de mise à jour et d'extension du portail juridique ([www.legilux.lu](http://www.legilux.lu)) mis en place par le Gouvernement et offert gratuitement aux usagers, il est prévu de revoir entièrement le «Relevé général de la Législation» présentant de la manière la plus exhaustive possible tous les textes en vigueur au Grand-Duché et de le compléter par les textes qui y font éventuellement défaut. Dans une première phase, qui a débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et qui prendra fin le 31 décembre 2008, sera couverte la période de 1839 à nos jours. Lors d'une deuxième phase (de 2009 à 2012), le Relevé général de la Législation sera complété par la période d'avant 1839.

**Question 0908** (7.2.2006) de **M. John Castegnaro** (LSAP) concernant la **création d'emplois**:

Pour les neuf premiers mois de 2005 le bulletin Statnews N°6/2006 du Statec fait état d'une croissance de la moyenne de l'emploi salarié intérieur de 3,2% par rapport à la même période de référence de l'année précédente. Une analyse des chiffres révèle que près des deux tiers (8.249) des 12.500 emplois créés entre le 31 décembre 2004 et le 30 septembre 2005 ont été occupés par des salariés non résidents.

Parallèlement, on se doit de constater que parmi les résidents le taux de chômage continue à progresser pour atteindre un taux de 5%: fin décembre de l'année écoulée, le nombre des personnes sans emploi enregistrées auprès des services de placement de l'Administration de l'Emploi et non affectées à une mesure pour l'emploi était de 10.653.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Messieurs les Ministres les questions suivantes:

- Est-ce qu'il existe des informations plus précises concernant les emplois créés lors des neuf premiers mois de 2005? Est-il possible de les analyser selon les domaines d'activités, selon les qualifications requises? Parmi les emplois créés quelle est la proportion des emplois à temps plein respectivement à temps partiel? Peut-on les convertir en unités d'emploi temps plein? Est-il possible de savoir combien de ces emplois sont des emplois virtuels?
- Est-il possible de disposer d'informations en ce qui concerne les salariés engagés, leur niveau de formation et leur âge?
- Dispose-t-on de données concernant le nombre de nouveaux emplois qui ont, respectivement n'ont pas été déclarés par l'employeur à l'Administration de l'Emploi?
- Ne serait-il pas utile de mener une enquête parmi les employeurs afin de connaître les critères selon lesquels ils décident d'engager un salarié non résident ou un salarié résident?
- Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle et de la loi du 12 septembre 2003 concernant le revenu des personnes handicapées, les personnes handicapées et les personnes présentant une capacité de travail réduite ne trouvant pas d'emploi sont inscrites auprès de l'Administration de l'Emploi. Ces personnes sont-elles comptées parmi les chômeurs et demandeurs d'emploi?
- Afin de permettre une analyse plus précise de l'évolution du chômage, est-il possible de

connaître l'évolution de la proportion des travailleurs à capacité de travail réduite et des travailleurs handicapés parmi les chômeurs et demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM?

- Est-il possible de connaître l'évolution du nombre des demandeurs d'emploi et chômeurs inscrits à l'ADEM ne présentant pas de capacité de travail réduite et n'ayant pas la qualité de travailleur handicapé?
- Quelle est l'évolution de ces chiffres par rapport aux chiffres antérieurs à l'entrée en vigueur des lois en question?
- Est-ce que l'analyse plus précise des données concernant le marché de l'emploi et le chômage risque de poser des problèmes au niveau de la protection des données? Dans l'affirmative, et considérant qu'un examen détaillé du marché de l'emploi et du chômage constitue la base pour l'élaboration d'une politique efficace dans le domaine, de quelle façon Messieurs les Ministres comptent-ils résoudre ces problèmes?

**Réponse** (19.4.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

1. Remarques préliminaires

Le retard pris dans l'élaboration de la réponse aux questions soulevées par l'honorable Député s'explique par le fait que plusieurs administrations publiques interviennent dans l'établissement de statistiques sur l'évolution de l'emploi et du chômage au Luxembourg. Ainsi la présente réponse regroupe notamment des éléments de réponse fournis par le Service central de la Statistique et des Études économiques (Statec), l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS) et l'Administration de l'Emploi (ADEM).

En matière d'emploi, la plupart des travaux d'analyse et de recherche se basent sur les fichiers d'affiliation de la sécurité sociale. Dans ce contexte il faut rappeler quelques remarques méthodologiques publiées dans le rapport au Comité de coordination tripartite du 19 mars 2003 concernant les emplois «virtuels»:

- Les fichiers de l'affiliation à la sécurité sociale ne recensent pas les postes de travail, mais les contrats de travail.
- Dans les statistiques de l'IGSS, chaque personne n'est comptée qu'une seule fois, même si elle a des contrats auprès de plusieurs employeurs.
- Lorsqu'une entreprise a plusieurs activités économiques, elle est classée dans les tableaux de l'IGSS sous la branche économique de son activité principale.
- Dans le cas d'un changement de l'activité principale d'une entreprise, celle-ci est reclassée dans les tableaux de l'IGSS sous la nouvelle branche économique. Cela peut amener à des fluctuations importantes de l'emploi recensé dans l'ancienne et la nouvelle branche économique.

Par ailleurs, l'affiliation à la sécurité sociale se fait au regard des règles du droit national et du droit communautaire. Les critères juridiques prévalent en l'occurrence sur les appréciations d'ordre économique.

Ainsi le terme de «création d'emploi», utilisé dans les tableaux statistiques, ne désigne rien d'autre qu'un solde entre deux situations. À partir de ce solde du nombre d'emplois entre deux moments différents, il n'est pas possible de conclure qu'il s'agit d'autant de créations d'emplois.

2. En ce qui concerne la création d'emplois par secteur d'activité, une analyse détaillée est difficile à établir, notamment en raison des remarques qui précèdent sur le changement d'activité.

Une analyse de la création nette d'emplois sur les neuf premiers mois de l'année 2005 apparaît la répartition suivante par secteur d'activité (*annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*).

Le total de 8.873 personnes s'explique par le fait que la variation a été mesurée par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2004.

3. Les qualifications requises ne sont pas répertoriées dans les fichiers de la sécurité sociale. Il est vrai qu'à partir du 1<sup>er</sup> mai 2005, de nouvelles données ont été intégrées à la déclaration d'entrée des salariés. Il s'agit notamment du code CITP-88 (COM) correspondant à la classification internationale des professions et du lieu de travail habituel du salarié. Jusqu'à présent, les nouvelles données ne sont disponibles que pour les déclarations faites après le 30 avril 2005. 20% (66.207 cas) des 322.342 occupations salariées en cours au 31 janvier 2006 sont des affiliations déclarées à partir du 1<sup>er</sup> mai 2005. Pour le moment le Centre d'affiliation de la Sécurité sociale n'a pas encore de calendrier concernant la mise à jour du stock des occupations, opération indispensable pour tirer profit des informations supplémentaires recueillies. En plus, les tests effectués par l'IGSS sur le code CITP des nouvelles déclarations d'entrée ont montré que le système nécessite encore un certain temps de mise au point avant qu'on puisse utiliser les nouvelles informations à des fins statistiques.

Même l'utilisation d'informations incluses depuis longtemps dans les fichiers de la sécurité sociale comporte un certain risque. Ainsi la subdivision des statistiques en occupations à temps plein respectivement à mi-temps est assez délicate. Bien qu'il existe deux variables dans les fichiers de la sécurité concernant le temps de travail, ces informations sont à utiliser avec prudence puisque des réponses incorrectes de la part des employeurs n'entraînent aucune sanction.

Au Luxembourg, comme dans d'autres pays, la part des salariés travaillant à temps partiel est en augmentation. Sont statistiquement considérés comme travailleurs à temps partiel, les personnes travaillant moins de 130 heures par mois (3/4\*173 heures), soit 30 heures/semaine environ.

Selon les données de l'IGSS, 13,9% des salariés (40.093 personnes) se retrouvent dans cette situation en 2005 (neuf mois), contre 13,3% en 2004 et 12,6% il y a trois ans. Il y a pourtant de fortes disparités par branches. Dans les services domestiques presque 2/3 des salariés travaillent à temps partiel, contre même pas 5% dans l'industrie (cf. encadré «Le travail à temps partiel au Luxembourg» dans la note de conjoncture N°2-05 pages 56 et 57). Sur la première moitié de 2005, le travail à temps partiel note une progression de 7% (contre 4,3% en 2004 et 5,8% en 2002).

4. Pour ce qui est de la question sur les emplois virtuels, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire N°0677 de Messieurs les députés Ali Kaes, Marcel Oberweis et Marc Spautz, réponse dont copie est annexée à la présente (cf. *compte rendu N°8/2005-2006*).

5. L'Administration de l'Emploi dispose d'informations détaillées concernant les profils des postes vacants déclarés par les employeurs à ses services. La qualité et la pertinence de ces informations sont fonction des déclarations faites par les entreprises. Les indications fournies ne permettent pas de différencier entre postes nou-

veaux créés et postes devenus vacants suite au départ d'un salarié.

En plus, l'ADEM ne gère pas de données sur l'ensemble des postes nouveaux créés au Luxembourg: il est dès lors difficile d'estimer la «part de marché» de l'administration en termes de captage de postes nouveaux créés par l'économie.

L'analyse détaillée de la totalité des embauches réalisées sur le territoire national par les entreprises aiderait sans doute l'ADEM à détecter des solutions potentielles dans l'intérêt des demandeurs d'emploi.

6. L'idée d'une exploration des comportements des employeurs en matière de recrutement est évidemment intéressante. Une possibilité est la réalisation d'une enquête par sondage auprès des entreprises, telle que proposée. Cependant, en vue d'éviter des charges administratives supplémentaires aux entreprises, des études de cas bien choisies devraient être possibles grâce à un consultant spécialisé et sur base d'un échantillon d'entreprises à tirer par le Statec.

Une deuxième piste est l'analyse des profils des postes occupés par des travailleurs frontaliers à partir des données transmises par les employeurs au Centre commun de la Sécurité sociale.

7. Conformément aux dispositions de la loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle respectivement de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, les personnes handicapées de même que les travailleurs à capacité de travail réduite sont comptés parmi les demandeurs d'emploi.

Le tableau qui suit retrace l'évolution de ces deux catégories particulières de demandeurs d'emploi par rapport à l'évolution de la population totale des demandeurs d'emploi.

Demandeurs d'emploi (DE) - Moyennes				
Années	DE (1)	STH (2)	CTR (3)	(1)-((2)+(3))
2001	4.549	269	0	4.280
2002	5.209	326	0	4.883
2003	7.064	378	189	6.497
2004	8.220	408	660	7.152
2005	9.368	477	1.148	7.743

Demandeur d'emploi (DE): personne sans emploi, disponible pour le marché du travail, à la recherche d'un emploi approprié, non affectée à une mesure (d'activation) pour l'emploi, indemnisée ou non indemnisée et ayant respecté les obligations de suivi de l'ADEM.

Travailleur handicapé (STH): demandeur d'emploi présentant une diminution de sa capacité de travail de 30% au moins et qui est reconnu apte à exercer un emploi salarié sur le marché du travail ordinaire ou dans un atelier protégé.

Travailleur à capacité de travail réduite (CTR): personne bénéficiaire d'une décision de reclassement externe prise par la commission mixte de reclassement des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail en application de la loi modifiée du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle.

La hausse du nombre de chômeurs des dernières années s'explique en partie par l'augmentation des travailleurs handicapés et des travailleurs à capacité de travail réduite (à raison de 50% en 2005). Hors ces deux catégories de chômeurs, la croissance du nombre de chômeurs aurait été de 27,7% en 2003, de 8,8% en 2004 et de 7,5% en 2005 (contre 31%, 15% et 13% si on les inclut). Notons encore que la nouvelle série de demandes d'emplois non satisfaites (depuis janvier 2006), source ADEM, ne comporte plus les travailleurs fron-

taliers à capacité de travail réduite (*schéma à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*).

8. Les trois administrations consultées dans le cadre de la préparation de la présente réponse s'accordent à dire que la protection des données n'est pas un obstacle pour l'analyse scientifique des données individuelles et sont par ailleurs d'accord pour mener des réflexions en vue d'une amélioration de l'analyse des emplois créés au Luxembourg.

**Question 0918** (15.2.2006) de **M. Jean Huss** (DÉI GRÉNG) concernant l'**inscription de huit pesticides dangereux dans l'annexe 1 de la directive qui régit les pesticides (91/414/CEE)**:

L'Union européenne compte inscrire huit pesticides dangereux (Azinphos-méthyl, Carbendazim, Dinocap, Fenarimol, Flusilazole, Methamidophos, Procymidone, Vinclozolin) dans l'annexe 1 de la directive qui régit les pesticides (91/414/CEE). Considérant que ces substances étaient trop dangereuses, la Commission européenne avait émis un avis défavorable au mois d'août, mais vient de changer sa position récemment. Le vote au sein du Comité permanent sur la chaîne alimentaire et la santé des animaux, initialement prévu pour fin janvier, a été reporté à une date ultérieure.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- À quelle date la prise de décision a-t-elle été reportée?
- Est-ce toujours le même comité qui prendra la décision?
- Quelle est la position du Gouvernement dans ce dossier?

- Est-ce qu'un représentant luxembourgeois sera présent dans le comité en question? Dans la négative, par quelle voie la position du Gouvernement sera-t-elle transmise au sein du comité?

**Réponse** (3.4.2006) de **M. Ferdinand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

La question parlementaire relative à l'inscription de huit nouvelles substances actives à l'annexe 1 de la directive n°91/414/CEE concernant les produits phytopharmaceutiques appelle les réponses suivantes:

1. Le vote sur l'inscription des substances concernées a eu lieu le 3 mars 2006.
2. Les décisions sont prises par le Comité permanent sur la chaîne alimentaire et la santé des animaux. Ce comité est composé de plusieurs groupes de travail spécialisés. Normalement les discussions et les décisions concernant la directive 91/414/CEE se déroulent au sein du groupe de travail «Produits phytopharmaceutiques». Ce groupe s'est réuni le 3 mars 2006 pour procéder au vote sur les propositions en question.
3. La délégation luxembourgeoise a voté contre l'inclusion de ces huit substances à l'annexe 1 de la directive 91/414/CEE au motif que ces substances constituent un risque



inacceptable pour la santé humaine et pour l'environnement et devraient être retirées du marché.

À noter que la proposition de la Commission a été rejetée par une majorité des représentants des États membres de sorte qu'elle devra être soumise au Conseil des Ministres.

4. Le Luxembourg a été représenté par un expert du Laboratoire national de Santé.

**Question 0926** (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch** (DP) concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte que la transposition de 13 directives relevant de la compétence du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration est en souffrance. Pour trois d'entre elles un projet de loi a été déposé et voté en première lecture et un deuxième vote constitutionnel est nécessaire.

Pour dix directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

**Réponse** (27.3.2006) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

A. En réponse à votre question parlementaire N°0926, j'ai l'honneur de vous informer que le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration est compétent pour 14 directives non encore transposées en droit luxembourgeois. Dans l'ordre chronologique de leur adoption par le Conseil de l'Union européenne, ces directives sont les suivantes:

1. Directive 2001/40/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers (date limite de transposition, le 2 décembre 2002);
2. Directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil (date limite de transposition, le 31 décembre 2002);
3. Directive 2001/51/CE du Conseil du 28 juin 2001 visant à compléter les dispositions de l'article 26 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 (date limite de transposition, le 11 février 2003);
4. Directive 2002/90/CE du Conseil du 28 novembre 2002 définissant l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers (date limite de transposition, le 5 décembre 2004);
5. Directive 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres (date limite de transposition, le 6 février 2005);
6. Directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 re-

lative au droit au regroupement familial (date limite de transposition, le 3 octobre 2005);

7. Directive 2003/110/CE du Conseil du 25 novembre 2003 concernant l'assistance au transit dans le cadre de mesures d'éloignement par voie aérienne (date limite de transposition, le 6 décembre 2005);
8. Directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée (date limite de transposition, le 23 janvier 2006);
9. Directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) n°1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE (date limite de transposition, le 30 avril 2006);
10. Directive 2004/81/CE du Conseil du 29 avril 2004 relative au titre de séjour délivré aux ressortissants de pays tiers qui sont victimes de la traite des êtres humains ou ont fait l'objet d'une aide à l'immigration clandestine et qui coopèrent avec les autorités compétentes (date limite de transposition, le 6 août 2006);
11. Directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts (date limite de transposition, le 25 août 2006);
12. Directive 2004/114/CE du Conseil du 13 décembre 2004 relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, d'échange d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat (date limite de transposition, le 12 janvier 2007);
13. Directive 2005/71/CE du Conseil du 12 octobre 2005 relative à une procédure d'admission spécifique des ressortissants de pays tiers aux fins de recherche scientifique (date limite de transposition, le 12 octobre 2007);
14. Directive 2005/85/CE du Conseil du 1<sup>er</sup> décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres (date limite de transposition, le 1<sup>er</sup> décembre 2007).

B. Concernant les directives 2001/55/CE, 2003/9/CE, 2004/83/CE et 2005/85/CE (n°2, 5, 11 et 14 de la liste ci-dessus), elles seront transposées en droit national moyennant le projet de loi n°5437 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, projet soumis à un premier vote de la Chambre des Députés en date du 20 décembre 2005. Alors que le Conseil d'État a refusé la dispense du deuxième vote, le projet de loi est réinscrit à l'ordre du jour de la Chambre des Députés début avril 2006.

C. Pour ce qui est des directives 2001/40/CE, 2001/51/CE et 2002/90/CE (n°1, 3 et 4 de la liste ci-dessus), elles font l'objet d'un projet de loi qui a été adopté par le Conseil de Gouvernement lors de sa séance du 10 mars 2006 et qui est engagé maintenant dans la procédure législative.

D. Le projet de règlement grand-ducal portant transposition de la directive 2003/110/CE (n°7 de la liste ci-dessus) a été adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 17 mars 2006 et est dorénavant engagé dans la procédure d'approbation.

E. Retenons en ce qui concerne la directive 2005/71/CE (n°13 de la liste ci-dessus), qu'un projet de règlement grand-ducal adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 17 mars 2006 dispense d'ores et déjà les chercheurs, quelle que soit leur nationalité, et dont le séjour au Luxembourg n'excédera pas une période de trois mois, de l'obligation du permis de travail. D'autre part, un groupe de travail composé de représentants des Ministères de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de l'Économie et du Commerce extérieur, du Travail et de l'Emploi, de la Sécurité sociale, ainsi que des Affaires étrangères et de l'Immigration est chargé, d'ici le 15 novembre 2006, de l'élaboration d'un projet de règlement grand-ducal, voire d'un projet de loi devant permettre de transposer cette directive dans les meilleurs délais.

F. Concernant les directives 2003/86/CE, 2003/109/CE, 2004/38/CE, 2004/81/CE et 2004/114/CE (n°6, 8, 9, 10 et 12 de la liste ci-dessus), il est de l'intention du Gouvernement de les transposer dans le cadre de la nouvelle loi sur l'immigration qui est en train d'être élaborée par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, et dont un avant-projet de loi devrait être disponible vers la fin de l'année.

G. Concernant les raisons du retard de transposition de différentes directives sous rubrique, elles sont certainement de différents ordres, tenant en partie aux ressources humaines limitées engagées largement dans le traitement des dossiers de demandeurs d'asile. Plusieurs directives dont le délai de transposition avait déjà expiré vont être transposées par la nouvelle loi sur l'asile déposée le 27 janvier 2005 et qui sera vraisemblablement en vigueur en avril 2006.

**Question 0928** (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch** (DP) concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte que la transposition de 21 directives relevant de la compétence du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur est en souffrance. Pour la transposition de l'une d'entre elles, un projet de loi a été déposé. La transposition d'une d'entre elles doit faire l'objet d'un règlement grand-ducal qui, toutefois, n'a pas encore été adopté.

Pour 19 directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

**Réponse** (3.4.2006) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Dans l'ordre chronologique de leur adoption, les directives qui concernent le Ministère de l'Économie

et du Commerce extérieur figurant au tableau synoptique du 27 janvier 2006, auquel se réfère l'honorable Députée, sont les suivantes:

1. Directive 1998/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 1998 relative à la protection des inventions biotechnologiques (échéance de transposition: 30/07/2000);
2. Directive 2001/84/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une œuvre d'art originale (échéance de transposition: 01/01/2006);
3. Directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 décembre 2001 relative à la sécurité générale des produits (échéance de transposition: 15/01/2004);
4. Directive 2002/31/CE de la Commission du 22 mars 2002 portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des climatiseurs à usage domestique (échéance de transposition: 01/01/2003);
5. Directive 2002/40/CE de la Commission du 8 mai 2002 portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des fours électriques à usage domestique (échéance de transposition: 31/12/2002);
6. Directive 2002/91/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments (échéance de transposition: 04/01/2006);
7. Directive 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE (échéance de transposition: 01/07/2004);
8. Directive 2003/55/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la directive 98/30/CE (échéance de transposition: 01/07/2004);
9. Directive 2003/66/CE de la Commission du 3 juillet 2003 modifiant la directive 94/2/CE portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des réfrigérateurs, des congélateurs et des appareils combinés électriques (échéance de transposition: 30/06/2004);
10. Directive 2004/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 concernant la promotion de la cogénération sur la base de la demande de chaleur utile dans le marché intérieur de l'énergie et modifiant la directive 92/42/CEE (échéance de transposition: 21/02/2006);
11. Directive 2004/34/CE de la Commission du 23 mars 2004 modifiant, aux fins d'adaptation au progrès technique, les annexes I et II de la directive 96/74/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux dénominations textiles (échéance de transposition: 01/03/2005);
12. Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle (échéance de transposition: 29/04/2006);
13. Directive 2004/67/CE du Conseil du 26 avril 2004 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvi-

sionnement en gaz naturel (échéance de transposition: 19/05/2006);

14. Directive 2004/108/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 relative au rapprochement des législations des États membres concernant la compatibilité électromagnétique et abrogeant la directive 89/336/CEE (échéance de transposition: 20/01/2007);
15. Directive 2005/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2005 relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur et modifiant la directive 84/450/CEE du Conseil et les directives 97/7/CE, 98/27/CE et 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE) n°2006/2004 du Parlement européen et du Conseil (échéance de transposition: 12/06/2007);
16. Directive 2005/32/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2005 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie et modifiant la directive 92/42/CEE du Conseil et les directives 96/57/CE et 2000/55/CE du Parlement européen et du Conseil (échéance de transposition: 11/08/2007);
17. Directive 2005/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions (échéance de transposition: 01/03/2007);
18. Directive 2005/45/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 concernant la reconnaissance mutuelle des brevets des gens de mer délivrés par les États membres et modifiant la directive 2001/25/CE (échéance de transposition: 20/10/2007);
19. Directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises (échéance de transposition: 19/12/2006).

Depuis janvier 2006, la procédure de transposition de quatre des directives susmentionnées a pu être finalisée:

- les règlements grand-ducaux transposant en droit interne les directives 2002/31/CE et 2002/40/CE ont fait l'objet d'une publication au Mémorial A N°37 du 3 mars 2006;
- le règlement grand-ducal transposant la directive 2004/34/CE a été publié au Mémorial A N°50 du 16 mars 2006;
- la loi transposant la directive 1998/44/CE a été approuvée en séance plénière de la Chambre des Députés le 15 février 2006. Suite à la dispense du second vote constitutionnel, elle entrera en vigueur les semaines qui suivent.

Notons encore que trois nouvelles directives récemment adoptées par la Commission ont entre-temps été ajoutées à la liste des textes à transposer et le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, à savoir les directives:

- 2005/89/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en électricité et les investissements dans les infrastruc-



tures (échéance de transposition: 24/02/2008). Le projet de loi transposant cette directive devrait être prêt en mi-2007;

- 2006/2/CE du 6 janvier 2006 portant modification, aux fins de l'adaptation au progrès technique, de l'annexe II de la directive 96/73/CE du Parlement et du Conseil relative à certaines méthodes d'analyse quantitative de mélanges binaires de fibres textiles (échéance de transposition: 06/01/2007);
- 2006/3/CE de la Commission du 9 janvier 2006 modifiant, aux fins de l'adaptation au progrès technique, les annexes I et II de la directive 96/74/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux dénominations textiles (échéance de transposition: 10/01/2007).

Les projets de règlement grand-ducal portant transposition des deux dernières directives devraient être soumis au Conseil de Gouvernement courant avril 2006.

Ce qui fait que 18 directives restent actuellement à transposer par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.

Le projet de loi portant transposition de la directive 2001/95/CE a été déposé à la Chambre des Députés le 9 mars 2004. L'avis du Conseil d'État date du 22 février 2005. La lettre d'amendements de la commission parlementaire a été transmise au Conseil d'État le 20 décembre 2005. Nous nous trouvons actuellement dans l'attente de l'avis complémentaire du Conseil d'État sur ces amendements.

Concernant la directive 2001/84/CE, un projet de règlement a été transmis au Conseil d'État en mars 2005.

En ce qui concerne les directives 2003/66/CE, 2004/108/CE, un avant-projet de règlement grand-ducal respectivement un avant-projet de loi se trouvent en voie de finalisation et seront soumis peu au Conseil de Gouvernement.

L'avant-projet de loi transposant la directive 2005/81/CE sera soumis au Conseil de Gouvernement dans les semaines qui suivent.

Pour ce qui est de la directive 2004/48/CE, le Gouvernement entend attendre de voir les projets de loi belges et français avant de déposer son propre projet. Retenons que ces pays ont de la jurisprudence, peu nombreuse au Luxembourg, dans ce domaine et indispensable pour les autorités judiciaires luxembourgeoises. De ce fait, une transposition similaire est nécessaire pour pouvoir continuer à appliquer les jurisprudences belges et françaises. Néanmoins, les travaux de préparation ont été lancés au Luxembourg en mai 2005 dans le cadre d'un groupe de travail d'experts. Il est prévu de soumettre un avant-projet de loi au Conseil de Gouvernement en juin 2006.

Il est l'intention du Gouvernement de transposer la directive 2005/29/CE dans le cadre du Code de la Consommation qui codifiera la législation existante en matière de protection des consommateurs. Sa finalisation est prévue pour novembre 2006.

Concernant la directive 2002/91/CE, la préparation de deux avant-projets de règlement grand-ducal est en cours, ceci en étroite collaboration avec les acteurs concernés et avec le concours de plusieurs consultants luxembourgeois et étrangers. L'avant-projet de règlement grand-ducal concernant les bâtiments d'habitation est sur le point d'être finalisé et sera soumis au Conseil de Gouvernement sous peu. Vu la complexité de la matière et la récente publication de nouvelles normes concernant notamment les aspects climatisation et ventilation dans des bâtiments non destinés à des fins d'habitation, la

finalisation de l'avant-projet de règlement grand-ducal concernant les bâtiments fonctionnels est prévue pour la deuxième moitié de l'année 2006. Quant aux dispositions relatives au contrôle périodique des chaudières telles que formulées par la directive 2002/91/CE, elles ont déjà été transposées par le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1987 relatif aux installations de combustion alimentées en combustible liquide ainsi que par le règlement grand-ducal du 14 août 2000 relatif aux installations de combustion alimentées en gaz.

Pour la transposition des directives 2003/54/CE, 2003/55/CE et 2004/67/CE, trois avant-projets de loi actuellement en finalisation seront soumis au Conseil de Gouvernement avant fin juin 2006.

L'avant-projet de règlement grand-ducal transposant la directive 2004/8/CE est en cours d'élaboration et devrait être disponible au cours du mois de juin 2006. L'avant-projet de loi transposant la directive 2005/32/CE devrait à son tour être disponible en janvier 2007, sept mois avant l'expiration du délai de transposition.

Enfin, l'avant-projet de règlement grand-ducal portant transposition de la directive 2005/45/CE sera soumis au Conseil de Gouvernement dans les semaines qui suivent. La soumission au Conseil de Gouvernement de l'avant-projet de loi transposant la directive 2005/35 est prévue pour septembre 2006.

En ce qui concerne les raisons des retards accumulés en matière de transposition par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, il convient de mentionner d'abord deux arguments valables de manière horizontale pour l'ensemble de l'administration luxembourgeoise: le manque chronique de ressources humaines par rapport à une charge législative croissante ainsi que la Présidence luxembourgeoise du Conseil du premier semestre 2005, qui a ralenti pendant six mois les travaux au niveau national. Au sein du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, l'insuffisance de ressources humaines se fait particulièrement sentir en ce qui concerne la politique énergétique, domaine dans lequel un nombre très restreint d'agents doit faire face à la transposition de neuf directives. Afin de remédier à cette situation insatisfaisante, des recrutements de renforcement ont déjà été demandés.

Ensuite, il convient de rappeler que l'ensemble des directives pour lesquelles nous nous trouvons actuellement en retard a été adopté longtemps avant ma prise de fonction. Dans la grande majorité des cas, les travaux législatifs n'ont commencé qu'au cours du deuxième semestre 2004, moment où nous nous trouvons déjà en dépassement du délai de transposition de sept directives. Cette situation difficile aurait pu être évitée par le lancement de travaux préparatoires adéquats dès l'adoption des directives en question.

Comme mentionné ci dessus, la transposition de quatre des directives pour lesquelles nous nous trouvons en infraction a entre-temps pu être finalisée. D'autres suivront sous peu.

**Question 0933** (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch** (DP) concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte que la transposition de 20 directives relevant de la compétence du Ministère du Travail et de l'Emploi est en souffrance. Pour la transposition de cinq d'entre elles, des

projets de loi ont été déposés. La transposition de l'une d'entre elles doit faire l'objet d'un règlement grand-ducal qui, toutefois, n'a pas encore été adopté.

Pour 14 directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

**Réponse** (27.3.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Le volume et la technicité des directives notamment en matière de santé et de sécurité au travail (dont les travaux de transposition sont assumés par l'Inspection du Travail et des Mines) entraînent une charge de travail considérable qui doit être assumée en parallèle aux travaux quotidiens. Liés aux délais de transposition courts en la matière, ce fait explique certains retards. J'ai néanmoins mis en place un système de suivi, basé sur un support informatique, qui devrait redresser la situation.

Pour les directives touchant au droit du travail (plusieurs directives en matière de temps de travail, information-consultation des travailleurs, lutte contre les discriminations, implication des travailleurs dans la société européenne, protection des travailleurs contre l'insolvabilité de l'employeur), je tiens à souligner qu'elles touchent au coeur même du droit du travail luxembourgeois. Il m'importait donc d'associer les partenaires sociaux aux travaux préparatoires, alors que les directives touchent parfois des textes de toute façon sujets à modification, et qu'il me tient à coeur d'assurer le plus grand consensus avant de déposer des projets qui sont relatifs à certains principes fondamentaux de notre Droit du Travail.

D'autres fois, une consultation interministérielle s'avère indispensable. L'ensemble de ces démarches prend évidemment du temps.

Le calendrier des transpositions a été revu et soumis au Ministère des Affaires étrangères.

La Commission parlementaire de l'Emploi et du Travail examinera à son tour la situation le 28 mars prochain.

**Question 0934** (17.2.2006) de **Mme Colette Flesch** (DP) concernant la **transposition des directives européennes:**

Le Secrétariat général de la Chambre des Députés nous a transmis un tableau synoptique relatif à la transposition des directives européennes. Il en résulte que la transposition de six directives relevant de la compétence du Ministère des Travaux publics est en souffrance. Pour la transposition de l'une d'entre elles, un projet de loi a été déposé.

Pour cinq directives aucun instrument de transposition n'a été déposé bien que le délai de transposition soit dépassé ou proche de son expiration.

- Le Ministre peut-il indiquer quelles sont les raisons de cet état de choses?
- Peut-il préciser selon quel calendrier il entend déposer les différents projets de loi portant transposition?

**Réponse** (27.3.2006) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Madame Colette Flesch je puis fournir les précisions suivantes:

1. Directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 87/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement:

Cette directive fait l'objet d'un projet de loi N°5198 au sujet duquel le Conseil d'État a rendu son avis en date du 18 janvier 2005. Le groupe de travail interministériel (départements de l'Intérieur, de l'Environnement, du Transport et des Travaux publics) en a tiré les conclusions et a saisi le Conseil de Gouvernement de quelques amendements gouvernementaux. Le Conseil de Gouvernement du 3 février 2006 approuva le texte lui soumis, qui pourra être soumis à la Chambre des Députés.

2. Paquet «marchés publics» trois directives

- directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services

- directive 2004/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 portant coordination des procédures de passation des marchés de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux

- directive 2004/75/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 rectifiant la directive 2004/18/CE relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services

Les directives relatives aux procédures des marchés publics seront transposées en modifiant la législation actuelle sur les marchés publics (loi du 30 juin 2003 et règlement grand-ducal du 7 juillet 2003) qui est d'application depuis le 30 septembre 2003.

Par cette transposition, les livres II et III de la loi et du règlement précités seront intégralement modifiés. À l'occasion de la transposition des directives, il est prévu d'améliorer ponctuellement des dispositions purement nationales des livres I de la loi et du règlement précités, sans pour autant changer la structure globale du texte à laquelle les opérateurs économiques et fonctionnaires sont en train de s'habituer.

La législation actuelle datant d'une période dans laquelle les grands principes des nouvelles directives étaient déjà connus, il convient de noter que notamment la pondération des critères d'attribution a déjà été implantée dans les textes actuellement applicables, ainsi que l'importance de l'environnement.

À part la pure transposition, il convient de remarquer que les nouvelles directives mettent l'accent sur l'informatisation des procédures des marchés publics.

Le portail électronique des marchés publics institué auprès du département des Travaux publics, qui a pour but de devenir le portail électronique des marchés publics au niveau national est opérationnel depuis février 2006, de sorte que d'éventuelles dispositions légales ou réglementaires nécessaires seront également à intégrer dans la législation, ce en sus des dispositions y afférentes des directives.

Comme les directives comprennent un certain nombre de dispositions dont la transposition est laissée à l'appréciation des États membres, le département des Travaux publics a décidé de saisir les Chambres professionnelles avant

de présenter un avant-projet de loi et avant-projet de règlement grand-ducal au Gouvernement.

3. Directive 2004/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les exigences de sécurité minimales applicables aux tunnels du réseau routier transeuropéen.

Il s'agit d'une directive pour laquelle, parallèlement à la transposition proprement dite, son application sur le terrain est à étudier de manière concomitante avec les projets de construction de tunnels actuellement en cours et avec les tunnels existants.

Un groupe de travail interministériel, composé de représentants du département des Travaux publics, du département des Transports, du Travail et de l'Emploi, de la Justice (Police grand-ducale) et de l'Intérieur (services d'intervention) est institué afin de pouvoir définir des structures claires et de formuler précisément les procédures exigées par la directive.

Par cette démarche, la transposition de la directive proprement dite pourra se faire en connaissance de cause des solutions qui sont mises en place sur le terrain.

4. Directive 2004/52/CE concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier dans la Communauté.

Il s'agit d'une directive concernant le télépéage que le département des Travaux publics se déclare prêt, après concertation avec le département des Transports, à transposer dans les tous meilleurs délais. À noter que, pour l'instant, cette directive ne trouvera aucune application concrète au Luxembourg.

**Question 0941** (21.2.2006) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant la **revendication des médecins d'utiliser des gyrophares et des sirènes lors de déplacements en voiture en cas d'urgence:**

Une revendication de longue date des médecins et plus particulièrement des médecins urgentistes, est celle de la possibilité d'utiliser des gyrophares et des sirènes lors de déplacements en voiture en cas d'urgence. Cette revendication s'est jusqu'à présent heurtée au souhait des autorités d'éviter une prolifération par trop poussée des signes distinctifs à mettre en place sur les voitures.

L'article 39 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, modifié par la suite, stipule que: «Les véhicules de l'armée, de la protection civile, des services d'incendie et du service d'aide médicale urgente ainsi que les ambulances, les véhicules destinés au transport de sang et les véhicules conduits en mission officielle par les membres de l'effectif du garage du Gouvernement peuvent être munis d'un avertisseur sonore spécial, lorsque ces véhicules sont utilisés en service urgent.»

Selon l'article 104 du même arrêté grand-ducal: «L'accès aux parties de la voie publique réservées à la circulation ou à l'utilisation de certaines catégories d'usagers, est interdit aux autres catégories d'usagers. Toutefois, les conducteurs des véhicules utilisés en service urgent et énumérés à l'article 39 peuvent emprunter les parties de la voie publique réservées à la circulation de catégories déterminées d'usagers, pour autant que le service l'exige et à condition qu'ils tiennent compte en toute circonstance des exigences de la sécurité de la circulation.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:



- Quelle est leur position respective quant à donner aux médecins en service la possibilité d'utiliser des gyrophares et des sirènes lors de déplacements en voiture en cas d'urgence?

- Quelle est leur position respective quant à donner aux médecins en service la possibilité d'avoir accès aux parties de la voie publique réservées à la circulation ou à l'utilisation de certaines catégories d'usagers, notamment les couloirs de bus, lors de déplacements en voiture en cas d'urgence?

**Réponse commune** (4.4.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Les voitures du service d'aide médicale urgente, qui interviennent dans la prise en charge et le transport des urgences au sens de la loi du 27 février 1986 concernant l'aide médicale urgente, sont équipées de gyrophares et de sirènes, et autorisées à emprunter les parties de la voie publique réservées à la circulation de catégories déterminées d'usagers.

Il n'y a pas d'autres véhicules intervenant en urgence médicale.

S'agissant plus particulièrement des voitures utilisées dans le cadre du service de nuit en médecine générale, il faut savoir que ce service ne fait que prolonger pendant une partie des heures de fermeture des cabinets l'activité normale des médecins généralistes. Il n'a pas pour vocation la prise en charge d'urgences médicales.

D'une façon générale une prolifération des gyrophares et sirènes ne se recommande pas, alors qu'elle aboutit à une banalisation préjudiciable à l'objectif poursuivi.

**Question 0942** (21.2.2006) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant **«La petite Marquise» à Echternach**:

Zënter Jore sinn d'Gebäilechkeete vun der «La petite Marquise» am historeschen an touristesche Kär vun lechternach an engem lamen-tablen Zoustand. Mengen Informatiounen no huet d'Inspection sanitaire an hire Rapport vum 22. Februar 2000 respektiv 4. März 2004 dës Zoustand ënner anerem kloer an däitlech mat dëse Wierder kritisiert: «Les alentours de la construction sont dans un état indescriptible du point de vue hygiénique et constituent un danger notable pour les enfants du quartier (...) incommodant les habitants du quartier (...)».

Dës bedauerlech Zoustand schueden net nëmmen der touristescher Attraktivitéit vun der Stad lechternach, mä kënnen aus hygiénischen a sécherheetspolitesche Grënn net toleréiert ginn; awer anscheinend ass och keng Autoritéit amstand, fir dëser bedauerlecher Situatioun en Enn ze maachen.

Well esou eng Situatioun sech jidderzäit och op anere Plaze widderhuele kann, wollt ech lech virum Hannergrond vun der aktueller Léglatioun - notamment dem Dekret vum 14. Dezember 1789 iwwert d'Schafung vun de Gemengen, dem Gesetz vum 27. Juni 1906 iwwert d'öffentlech Gesondheet an dem Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 - generell folgend Froe stellen:

1. Wat fir staatlech respektiv kommunal Autoritéite sinn an esou engem Fall verantwortlech fir d'öffentlech Sécherheet an Hygiène?
2. Wat sinn am Besonneschen déi wierksam an direkt Interventiounsméiglechkeete vun de Gemengen, fir an esou Fäll kënnen dofir ze suergen, datt

d'öffentlech Sécherheet an Hygiène garantéiert si respektiv erëm hiergestallt ginn?

**Réponse** (30.3.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

ler ech op déi generell Froe vum Här Deputéierte Robert Mehlen aginn, schéngt et mer wichtig ze informéieren, dass d'Gemeng lechternach schonn den 2. August 2005 eng Uklo géint d'Propriétaire vun der „Petite Marquise“ age-reecht huet. Dës Affär ass nach ëmmer amgang instruéiert ze ginn, esou dass ech zu dësem spezifeschen Dossier am Moment keng Stellung huele kann.

D'Sécherheet an d'Hygiène op öffentleche Plazen an an öffentleche Gebaier sinn an der Kompetenz vun Buergermeeschter. De Buergermeeschter ass zoustänneg fir déi Gesetzter a Reglementer auszuféieren, déi polizeilech Bestëmmungen enthalten. Wann zum Beispill an engem Gemeng e privat Gebai an engem schlechten Zoustand ass an eng Gefor fir d'Öffentlechkeet duerstellt, dann ass et dem Buergermeeschter seng Aufgab fir hei déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir d'Sécherheet vun de Leit, déi sech op deenen öffentlechen Terrainen a Plaze ronderëm deem Haus ophalen, ze garantéieren. Normalerweis fuerdert de Buergermeeschter fir d'ëischt de Propriétaire op säin Haus an d'Rei ze setzen an d'Gefor fir d'Öffentlechkeet aus der Welt ze schafen. Wann de Propriétaire trotzdem näischt mécht a wann awer Urgence besteet, da kann de Buergermeeschter déi néideg Aarbechten ausféiere loossen op Käschte vun Propriétaire. Wann d'Gebai riskéiert zesummenzefalen, da kann de Buergermeeschter et esouguer ofrappe loossen. Iwwergens huet den Distriktkommissär am Beräich vun der öffentlecher Sécherheet an Hygiène dëselwecht Pouvoire wéi de Buergermeeschter an hie kann intervenéieren, wann de Buergermeeschter dëst ënnerléisst.

**Question 0947** (22.2.2006) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** (CSV) concernant **les travaux de renaturation de l'Alzette entre Lorentzweiler et Lintgen**:

Le règlement grand-ducal du 27 août 1997 déterminant les conditions à respecter et les mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels dans le cadre de la construction de la route reliant Luxembourg à Ettelbruck prévoit la renaturation de la vallée de l'Alzette par l'aménagement de zones amphibienues et de zones humides de quelque 64 hectares entre les villages de Lorentzweiler et de Lintgen.

Selon l'étude complémentaire d'évaluation des impacts sur l'agriculture du projet de renaturation de l'Alzette, la renaturation telle que prévue engendrerait la perte de terres agricoles et aurait pour conséquence une aggravation du risque d'inondation dans la région de Lintgen. Selon les conclusions de l'étude, les problèmes d'humidité risquent de devenir récurrents et de s'amplifier à l'avenir pour les habitants des villages limitrophes affectant de la sorte l'usage agricole.

Alors que le règlement grand-ducal créant cette zone de 64 hectares y exclut toute activité agricole, le Ministre de l'Environnement s'est cependant dit ouvert à l'organisation d'une agriculture douce sur le site, ce qui impliquerait une modification dudit règlement.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer la réalisation de la renaturation de la vallée de l'Alzette selon les dispositions du règlement grand-ducal du 27 août 1997?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il modifier le règlement en question et le cas échéant, quelles seraient alors les alternatives envisagées par rapport aux plans de renaturation élaborés par l'Administration des Eaux et Forêts?

**Réponse** (22.3.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

1. Conformément à l'article 5 de la loi du 27 juillet 1997 autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck, il sera procédé à l'aménagement d'une zone humide dans la vallée de l'Alzette.

Le règlement grand-ducal du 27 août 1997 prévoit pour la zone située au nord du viaduc de l'autoroute la création d'une zone humide de 64 ha, où pourrait s'installer une forêt alluviale par succession naturelle, c'est-à-dire où l'agriculture devrait être cessée, et pour la zone située au sud du viaduc la mise en œuvre d'une agriculture extensive.

Le projet de renaturation tel que proposé par l'Administration des Eaux et Forêts prévoit par contre que l'exploitation agricole soit maintenue sur l'ensemble de la surface, à condition que ce soit une agriculture adaptée au caractère humide du site tel qu'il sera restauré par la renaturation. En comparaison avec la solution préconisée dans le règlement grand-ducal en vigueur le projet de renaturation serait donc avantageux pour l'agriculture.

Un bureau d'études allemand, spécialisé en agronomie et notamment en extensification agricole, a été chargé d'élaborer une étude agricole, dans laquelle seront déterminées:

- les modalités d'exécution pratiques de l'exploitation extensive,
- la composition du revenu pour chaque entreprise agricole sur les terrains incorporés au projet, revenu qui sera constitué en principe de trois éléments:
- réduction des dépenses au niveau du travail, des machines et des produits;
- octroi du subside de biodiversité;
- augmentation du prix de vente dans le cadre d'une commercialisation basée sur les systèmes didactiques de la conservation de la nature;
- les répercussions économiques de l'extensification sur le bilan de chaque exploitation agricole concernée.

D'après le chapitre VIII du règlement grand-ducal, «la zone humide est réalisée par le rehaussement de la nappe phréatique et par la libre évolution de la dynamique naturelle de l'Alzette renaturée et des autres cours d'eau mineurs traversant la zone». Ce but ne peut être atteint que par un rehaussement du fond du ruisseau dans la mesure du possible jusqu'au niveau du terrain naturel.

La réalisation de la renaturation est donc conforme aux principes énoncés au chapitre VIII, sauf en ce qui concerne les deux points suivants:

- la répartition spatiale de la zone humide: les 64 hectares de zone humide ne se situeraient plus exclusivement au nord du viaduc, mais s'étendraient sous forme d'une

bande plus ou moins large au nord et au sud du viaduc, dans la partie la plus basse de la vallée,

- l'exploitation agricole des 64 hectares de zone humide resterait dans l'exploitation agricole qui sera cependant adaptée aux conditions stationnelles telles qu'elles seront restaurées par la renaturation.

2. Les plans de renaturation élaborés par l'Administration des Eaux et Forêts constituent une ouverture envers l'agriculture par rapport à la solution préconisée au règlement grand-ducal.

Si cette solution moins contraignante que celle du règlement grand-ducal ne trouve pas d'accord, il faudra revenir à une interprétation stricte du texte et exécuter le projet tel qu'il y est prévu.

Si par contre, après achèvement de l'étude agricole, qui sera élaborée en concertation avec les propriétaires et les exploitants agricoles, les différents services du Ministère de l'Agriculture et tous les autres concernés, et après achèvement de l'étude hydrogéologique destinée à clarifier les effets d'un rehaussement de la nappe phréatique, il y a moyen de trouver un accord, le règlement grand-ducal pourrait être modifié. La modification resterait cependant limitée à la prise en compte de la nouvelle répartition spatiale de la zone humide et du maintien de l'agriculture sur l'ensemble de la surface. En aucun cas une modification du règlement grand-ducal ne peut-elle envisager un abandon complet ou partiel des buts et principes prévus au chapitre VIII du texte actuel.

**Question 0948** (22.2.2006) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant **2006 - Année européenne de la mobilité des travailleurs**:

Aus engem Pressecommiqué vun der EU-Kommissioun, den 20. am Spierkel 2006, war gewuer ze ginn, datt am Kader vun europäesche Joer vun der Mobilitéit vun de schaffende Leit, zéng Milliounen Euro agesat gi fir Manifestatiounen vu grousser Envergure am Zesummenhang mat der Mobilitéit vun de schaffende Leit ze organisieren.

Esou ass zum Beispill am Hierschtmount 2006 eng Initiativ „Job Fair Europe“ virgesinn, déi et 50 europäesche Stied soll erméiglechen „Salons de l'emploi“ ze organisieren.

Des Weidere sinn och „Soirées de la mobilité“ virgesinn.

Dofir folgend Froen:

1. Ass der Regierung déi genannt Initiativ bekannt?
2. Wa jo, gedenkt d'Regierung dës Aktioun aktiv ze ënnerstëtzen oder bleift et den eenzelne Stied iwwerlooss, fir eng Bedeelegung ze kandidéieren?
3. Ass schonn déi eng oder aner Stad hei am Land „virgesinn“, fir e „Salon de l'emploi“ oder eng Mobilitéitssoirée ze organisieren?
4. Falls et eleng de Stied iwwerlooss bleift, fir sech un esou Aktiounen ze bedeelegen, op wéi eng Aart a Weis solle se dann, wa se Intérêt hunn, virgoen?

**Réponse** (11.4.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Selbstverständlech ass d'Lëtzebuerger Regierung doriwwer am Bild, datt d'Europäesch Kommissioun 2006 zum Joer vun der beruflecher Mobilitéit ausgeruff huet.

Et handelt sech allerdéngs heibäi ëm e komplexe Sujet, deen ënnert den Zoustandegeetsberäich vu ganz ville Ministèreen a Verwaltunge

fält: Aussen- an Immigrationsministère, Sozialministère, Finanzministère, Schoulministère an Transportministère, fir nëmmen déi ze nennen.

Anerersäits huet eng rezent Etüd vun der Fondatioun vun Dublin (Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail) gewisen, datt Lëtzebuerg mat 28% iwwert der europäescher Moyenne läit (21%), wat d'Mobilitéit vun deene schaffende Leit ueget.

Ënner anerem aus där Ursach eraus gesäit d'Regierung fir de Moment net d'Noutwendegkeet eppes ze ënnerhuelen, fir déi Mobilitéit an d'Luucht ze setzen, zumools well se an der Groussregioun haapt-sächlech en sens unique spillt.

Wat elo méi konkret déi Evénementer ubelaangt, déi den honorabelen Deputéierten a senger Fro uschwätzt, esou spillt d'Lëtzebuerger Regierung keng aktiv Roll an deem Kontext: Et steet all Stad respektiv all Gemeng hei am Land fräi sech un deene Manifestatiounen ze bedeelegen oder selwer eppes Ähnlechtes ze organisieren.

**Question 0949** (22.2.2006) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant **le paiement des salaires aux ouvriers**:

Le paiement des salaires des ouvriers est encore régi par la loi du 12 juillet 1895 telle que modifiée en 1906 et 1998.

Cette loi témoigne d'un certain archaïsme. Ainsi prévoit-elle à charge de l'employeur l'obligation de verser le salaire de ses ouvriers deux fois par mois à 16 jours d'intervalle au plus. Pour les ouvriers à façon, à la pièce ou par entreprise, le règlement partiel ou définitif sera effectué au moins une fois chaque mois. Ce mode de paiement obligé ne correspond plus du tout aux usages et coutumes de notre époque, de même qu'il est suranné d'interdire le paiement des salaires dans les cabarets, les débits de boisson ou autres locaux du même style ou encore de prévoir que les patrons puissent imputer sur les salaires le prix des instruments de travail et des matériaux nécessaires au travail qui ont pu être fournis aux ouvriers.

L'article 6 de la loi de 1895 constitue un autre exemple du caractère dépassé de cette législation. Celui-ci énumère les différentes hypothèses dans lesquelles l'employeur peut effectuer une retenue sur le salaire de l'ouvrier. Outre le fait que certaines hypothèses sont désuètes, il échet de remarquer que les saisies et les cessions de rémunérations sont actuellement régies par une loi plus récente, à savoir la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et les saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes.

Il résulte de ce qui précède que la loi sous rubrique n'est plus adaptée à notre temps.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Si le Gouvernement entend abroger la loi du 12 juillet 1895 telle que modifiée en intégrant, le cas échéant, la ou les dispositions qui demeurent utiles dans les textes actuellement en vigueur, adaptées au besoin, voire en rédigeant un nouveau texte?

**Réponse** (27.3.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Suite à la question parlementaire de l'honorable Député relative à la loi modifiée du 12 juillet 1895 concernant le paiement des salaires des ouvriers, mes services ont procédé à l'analyse des dispositions de cette loi, tout en tenant compte également de la loi modi-



fiée du 11 novembre 1970 sur les cessations et saisies des rémunérations de travail et des pensions et rentes.

Cette lecture a permis de constater qu'il s'agit en l'occurrence d'un texte suranné ne correspondant plus aux réalités du monde du travail d'aujourd'hui.

Comme par ailleurs la loi modifiée du 11 novembre 1970 précitée procure à l'ouvrier la même protection que celle accordée aux employés privés, la loi modifiée du 12 juillet 1895 pourra être abrogée dans sa totalité, sans incidence négative pour les salariés concernés.

Partant, je profiterais de la prochaine possibilité qui se présentera pour procéder à son abrogation.

**Question 0950** (23.2.2006) de **Mme Lydia Mutsch (LSAP)** concernant l'**individualisation des droits à pension:**

Dans son accord de coalition l'actuel Gouvernement s'est engagé à «retenir les solutions appropriées en vue d'améliorer la compensation des interruptions de carrières d'assurance» et à «remettre sur le chantier le projet visant à introduire le „splitting“ en cas de divorce, quitte à revoir les différentes solutions possibles en l'occurrence».

En effet, suite aux conclusions du «Rentendesch» un groupe de travail avait été chargé de procéder à des analyses supplémentaires dans le domaine de l'individualisation des droits à pension. Lors de la présentation du rapport de ce groupe de travail en juin 2005, Monsieur le Ministre avait précisé qu'un comité interministériel (Égalité des chances, Fonction publique et Sécurité sociale) serait mis en place pour en dégager les conclusions de façon coordonnée et cohérente entre les différents départements concernés.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Est-ce que le comité interministériel a été mis en place tel que prévu?
- Dans quel délai pourra-t-on s'attendre aux conclusions de ce comité interministériel?
- De quelle façon Monsieur le Ministre compte-t-il procéder par la suite dans ce dossier?

**Réponse** (27.3.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Lors du Conseil de Gouvernement du 15 avril 2005 il a été décidé d'instituer un comité interministériel composé des Ministres de l'Égalité des chances, de la Fonction publique et de la Réforme administrative et de la Sécurité sociale afin de dégager les conclusions du rapport établi par le groupe de travail «individualisation des droits» mis en place sur base des conclusions du «Rentendesch».

À la suite du premier échange de vue du comité de travail interministériel en date du 30 mai 2005, il a été retenu que le modèle à élaborer doit permettre de pallier les lacunes ou les réductions dans la carrière d'assurance pension dues à un abandon ou une réduction de l'activité professionnelle.

Les situations requérant l'intervention du législateur à première urgence sont celles du divorce. Le problème du divorce est lié à celui de la fragilité du droit dérivé. En effet, en cas de dissolution de la vie commune, la personne ne bénéficiant pas d'une assurance personnelle risque d'être sans couverture.

Afin d'y remédier, il y a lieu de mettre en place un modèle de partage obligatoire lié au prononcé du divorce, tout en laissant subsister

la possibilité de compenser des pertes de cotisations par des solutions d'assurance volontaire et de rachat rétroactif. La solution limitée du divorce pourrait constituer une première étape d'une réforme d'ensemble. Cependant elle devrait être cohérente avec des propositions futures d'individualisation générale.

Actuellement le comité interministériel fait analyser l'impact financier de la solution d'un partage obligatoire des droits et les difficultés d'application liées à une interférence des différents régimes de pension. Afin de pouvoir aboutir à des conclusions, il y a en effet lieu de procéder à des simulations de carrières tenant compte de tous les niveaux de revenus et de toutes les interférences de carrières de pension possibles. Sur base de ces travaux, le comité interministériel se réunira pour dégager les conclusions finales.

**Question 0951** (23.2.2006) de **M. Carlo Wagner (DP)** concernant le **Laboratoire de Médecine vétérinaire:**

En 1922, la section vétérinaire du Laboratoire de bactériologie fut créée à Luxembourg. Aujourd'hui, le Laboratoire de Médecine vétérinaire cumule plusieurs fonctions dont le dépistage des maladies contagieuses des animaux de rente par des examens parasitologiques, bactériologiques, virologiques et sérologiques, le dépistage d'anthropozoonoses, affections animales transmissibles à l'homme ou encore le diagnostic de toute autre maladie des animaux de rente et du gibier et accessoirement des animaux de compagnie.

Face à la progression de l'épizootie de la grippe aviaire en Europe, la population luxembourgeoise a été exhortée à signaler la présence suspecte de cadavres d'oiseaux ou de volailles qui sont transférés vers le Laboratoire de Médecine vétérinaire afin d'analyser s'ils sont porteurs du virus H5N1. Il s'avère que le Laboratoire de Médecine vétérinaire ne serait pas en mesure d'effectuer ce type d'analyse sur les cadavres en question qui devraient être envoyés vers un laboratoire à Bruxelles.

L'exposé des motifs du projet de loi relative à la construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange (LNS), devenu entre-temps la loi du 19 décembre 2003, précise notamment que «la construction des laboratoires a été scindée en 2 phases: la phase 1 concerne le LNS qui est décrite dans ce projet de loi et la phase 2 le Laboratoire de Médecine vétérinaire et le Laboratoire de l'Eau et de l'Environnement dont les travaux préparatoires sont en cours».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'information selon laquelle le Laboratoire de Médecine vétérinaire ne serait pas à même de procéder aux analyses sur les cadavres d'oiseaux ou de volailles pour la détection éventuelle du virus H5N1? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons exactes? Comment s'effectue le cas échéant le transfert des cadavres vers Bruxelles?
- Est-ce que, selon Monsieur le Ministre, le Laboratoire de Médecine vétérinaire est en ce moment à même d'assumer de façon adéquate ses missions actuelles?
- Les infrastructures actuelles donnent-elles toutes les garanties de sécurité?
- La construction du nouveau Laboratoire de Médecine vétérinaire à Dudelange revêt-il se-

lon Monsieur le Ministre un caractère urgent? Où en sont les travaux préparatoires? Quelles sont les raisons du retard considérable de ce projet de construction?

**Réponse** (20.3.2006) de **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:**

L'honorable Député se réfère aux tâches reconnues au Laboratoire de Médecine vétérinaire en 1922 pour s'enquérir ensuite sur les procédures appliquées dans cet institut en matière du monitoring relatif à la peste aviaire dans notre pays.

L'honorable Parlementaire n'est certainement pas sans savoir qu'entre-temps les procédures analytiques des diagnostics ont fortement évolué en fonction des nouvelles connaissances scientifiques et en fonction d'une sophistication améliorée de l'équipement technique. Actuellement la plupart des laboratoires se spécialisent dans le diagnostic de certaines maladies bien précises tout en travaillant en sous-traitance et en étroite synergie avec d'autres laboratoires dans l'objectif d'une utilisation rationnelle du personnel et des installations techniques. C'est la raison pour laquelle le Laboratoire «CERVA» à Bruxelles a été désigné auprès de la Commission européenne comme laboratoire de référence pour notre pays en matière de peste aviaire.

La technique d'analyse du virus responsable de la peste aviaire est bien maîtrisée par le personnel formé du Laboratoire de Médecine vétérinaire, mais l'absence d'un tract de biosécurité renforcé empêche la mise en évidence de ce germe hautement pathogène. C'est la raison pour laquelle les examens des oiseaux à risques, tels les oiseaux aquatiques et les rapaces, sont effectués au laboratoire de référence à Bruxelles alors que les prélèvements trachéaux et cloacaux des autres oiseaux sont transférés au Laboratoire National de Santé pour y être soumis à un diagnostic selon la procédure P.C.R.

Dans l'objectif de disposer dans des délais courts des résultats des analyses, c'est-à-dire endéans les 48 heures, le transfert des échantillons à destination du «CERVA» se fait, en accord avec les règles valables en matière de biosécurité, soit avec la voiture de service du Laboratoire de Médecine vétérinaire, soit par les soins de firmes de transport spécialisées dans les envois rapides.

Une réaffectation récente des tâches du personnel ainsi qu'un équipement protecteur amélioré vont permettre au Laboratoire de Médecine vétérinaire d'être à la hauteur des interventions lui attribuées dans la démarche de diagnostic de la peste aviaire.

Dans l'objectif d'une amélioration des performances du Laboratoire de Médecine vétérinaire, le Ministère de tutelle a créé en 2001 le poste d'un responsable de qualité. Suite à cette initiative, le Laboratoire de Médecine vétérinaire a été accrédité en 2005 pour certaines procédures de diagnostic à la fois dans la Division des Denrées alimentaires que dans la Division de la Santé animale. D'autres procédures de diagnostic sont en préparation d'accréditation pour 2006, alors que le diagnostic des germes hautement pathogènes tels la fièvre aphteuse, la peste porcine classique et la peste aviaire est censé être traité en synergie avec le laboratoire «CERVA» à Bruxelles jusqu'à la réalisation d'un nouveau Laboratoire de Médecine vétérinaire doté des infrastructures adéquates.

Quant au nouveau Laboratoire de Médecine vétérinaire, le Ministère

de tutelle, toujours dans l'objectif d'une amélioration de la qualité de travail du personnel et de ses performances scientifiques, est intervenu itérativement auprès du Gouvernement et auprès des ministères concernés aux fins d'intégrer un nouveau Laboratoire de Médecine vétérinaire sur le site du projet du nouveau Laboratoire National de Santé. Dès la décision gouvernementale de l'implantation du Laboratoire National de Santé sur le site de Dudelange, les Services vétérinaires ont réajusté les plans du projet du nouveau Laboratoire de Médecine vétérinaire aux fins de permettre sa réalisation dans la même phase de construction que le Laboratoire National de Santé. À l'heure actuelle, des experts extérieurs ont été chargés par le Ministère des Travaux publics d'une étude sur les possibilités des synergies à envisager entre le Laboratoire National de Santé et le Laboratoire de Médecine vétérinaire alors qu'en parallèle la Commission d'analyse critique, comprenant des experts du Ministère des Bâtiments publics et du Ministère des Finances, est en train d'examiner le projet de construction.

**Question 0952** (23.2.2006) de **M. Aly Jaerling (ADR)** concernant le **transport public des étudiants:**

Regelméisseg gött et Problemer an de Linniebussen am Zesammenhang mat de Schülerkaarten. Mat enger Jumbokaart kann een all Linniebuser an den Zuch benotzen, mat de Schülerkaarten awer anscheinend nëmme mat de spezielle Schoulbuser fueren.

Schüler behaupten, si hätten nogefrot bei der TICE-Direktioun, an do hätte se matgedeelt kritt, och kënnen mat de Linniebussen ze fueren.

D'Chauffere vum TICE behaupten, datt hir Direktioun hinne verbueden hätt, Schüler mat Schülerkaarten an de Linniebusse matfueren ze loossen.

Kann den Här Transportminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Hu Schüler, déi am Besëtzt vu Schülerkaarte sinn, d'Recht mat de Linniebusse matzufueren?
2. Wa jo, gedenkt den Här Minister dann, bei de Busbedreiwer Kloerheet doriwwer ze schaffen, fir datt et net méi zu Konflikter tëschent Buschaufferen a Schüler kënn?

**Réponse** (24.3.2006) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

D'Schüler aus dem postprimären Unterrecht hunn d'Urecht op eng Gratiskaart, fir mam öffentlechen Transport vun doheim an hir Schoul ze fueren.

Dës Bestëmmung gött et hei zu Lëtzebuerg säit 1973. Si göllt fir all Schüler bis 21 Joer; a souguer bis 27 Joer, wa si bis dohi Kannergeld bezéien.

D'Schüler däerfen deemno all öffentlecht Transportmëttel um direkte Wee tëschent hirem Heemechtsuert an der Uertschaft vun hirem Schoulgebäi benotzen, an dat während de Schouldeeg an och an deene klenge Vakanzen. Ausgeholl ass de Mount August, wou dës Kaarten net gültig sinn.

Dës Regele stinn am Tarifreglement a si souwuel dem Transportpersonal wéi och de Responsable vun de Schoulen an de Schüler bekannt.

Sollt et e konkrete Problem tëschent engem Buschauffeur a Schüler an deem Sënn ginn, da sollen d'Schüler sech direkt un d'Direktioun vum betreffenen Transportsbetrieb wenden.

**Question 0953** (23.2.2006) de **M. Camille Gira (DÉI GRENG)** concernant le **régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelable:**

Conformément à l'article 75 de notre règlement, je souhaite poser à Monsieur le Ministre de l'Environnement une série de questions parlementaires au sujet du nouveau régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelable, introduit par le règlement grand-ducal du 3 août 2005:

Chapitre 2 du règlement: «Utilisation rationnelle de l'énergie»

1. Quel est le nombre de demandes et le coût total des aides financières pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, octroyées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2005?
2. Quelle est la ventilation des demandes et des coûts pour chacun des cinq types d'investissements éligibles?

Chapitre 3 du règlement: «Mise en valeur des sources d'énergie renouvelable»

3. Quel est le nombre de demandes et le coût total des aides financières pour la mise en valeur des sources d'énergie renouvelable, octroyées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2005?
4. Quelle est la ventilation des demandes et des coûts pour les quatre types d'investissements éligibles, en distinguant également entre énergie solaire thermique et photovoltaïque?

Chapitre 4 du règlement: «Conseils techniques»

5. Quel est le nombre de demandes et le coût total des aides financières concernant les activités de conseils techniques, octroyées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2005?
6. Combien de ces activités de conseils techniques furent réalisées par l'Agence de l'Énergie, et combien par des établissements d'utilité publique?
7. Quels sont les établissements d'utilité publique concernés?

**Réponse** (27.3.2006) de **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:**

D'une manière générale la situation se présentait début janvier 2006 comme suit:

478 demandes ont été introduites, plus précisément:

- 424 demandes pour chaudières à condensation;
- 15 demandes pour chaudières à bois, et
- 29 demandes pour installations solaires thermiques.

359 demandes ont été finalisées, c'est-à-dire les aides ont été versées sur les comptes en banque des requérants.

Un dossier a été refusé.

118 demandes restaient à traiter (en majeure partie des dossiers incomplets où des données supplémentaires ont été demandées).

Concernant le chapitre 2 «Utilisation rationnelle de l'énergie»

424 demandes relatives aux chaudières à condensation ont été finalisées, ce qui représente une dépense de 37.500 €.

Concernant le chapitre 3 «Mise en valeur des énergies renouvelables»



Quatre demandes relatives aux installations solaires thermiques ont été finalisées, ce qui représente une dépense de 11.235 €.

En outre, 347 maisons individuelles à performance énergétique élevée ont été enregistrées, plus précisément:

- 282 appartements;
- 42 assainissements énergétiques;
- 29 installations photovoltaïques.

Les investissements exacts de ces inscriptions ne peuvent être déterminés pour l'instant, étant donné que les projets se trouvent actuellement dans la phase de planification. Les demandes relatives à l'obtention des aides proprement dites ne nous sont pas encore parvenues.

Concernant le chapitre 4 «Conseils techniques»

Aucune demande relative à un conseil technique ne nous est parvenue pendant l'exercice 2005.

**Question 0956** (28.2.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** (ADR) concernant l'**Observatoire Régional Nord (ORENO)**:

Vun 1996 bis 2001 hat de Ministère vun der Raumplanung iwwert de Veräin „Stad a Land“ als „Porteur de Projet“ vum ORENO (Observatoire Régional Nord) e Büro fir eng regional Opstellung vun enger Datebank am Norden an d'Liewe geruff. Dës Datebank war sengerzäit e ganz nätzlecht a sënnavollt Aarbechtsinstrument fir d'Gemengen, Vereenegungen, Etüdebüroen, Entreprises a Ministèreen.

Dëse Büro ass am Dezember 2001 leider zougemaach ginn. Zënter dëser Zäit feelen eng Rei vu wichtege objektiven Donnéeën mat deenen ee kënn an der Regioun ganz wäertvoll Aarbecht maache fir d'Zukunft.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi ass der Regierung hir Meenung fir esou eng regional Datebank erëm an d'Liewen ze ruffen?
2. Falls d'Regierung esou enger Initiativ negativ géintwuerstet: Wat sinn déi genee Grënn fir dës Entscheedung?

Falls d'Regierung eng favorabel Stellung dozou huet: Fir wéini ass mat esou engem Projet ze rechnen?

**Réponse** (4.4.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

1. Fir d'éischt ass et eng kéier wichtege an Erënnerung ze ruffen, firwat den ORENO am Dezember 2001 zougemaach gouf.

Den ORENO ass opgebaut gi vun 1995 un, vum deemollege Landesplanungsministère iwwer eng Konvention mat der a.s.b.l. „Stad & Land“ a gouf finanziéiert zu 75% vum Stat an zu 25% iwwert de FEDER. D'Grondiddi war iwwert d'EU-Kofinanzéierung de Projet an enger Pilot-Phas ze lancéieren, fir en da spéider, dat heescht nom Auslaf vum den EU-Gelder (1999), mat enger regionaler Struktur an där d'Gemenge vertruede sinn (zum Beispill e bestehende Gemengesyndikat) an enger finanzieller Bedeelegung vun de Gemengen ze organiséieren.

Trotz enger Rei vun Initiative vum Ministère an de Joren 2000 an 2001 fir den ORENO ëmzeorganiséieren an d'Gemengen aus dem Distrikt Dikrech fir eng Weiderféierung ze gewinnen, huet misse festgestallt ginn, datt den Interessi dofir relativ geréng war. De Ministère huet du missen décidéieren, den ORENO als Struktur opzeléisen an d'Personal vum ORENO a seng Servicer ze integréieren.

Am Moment gëtt dowéinst net der geduecht, esou eng regional Datebank erëm an d'Liewen ze ruffen.

2. D'Regierung wollt den ORENO erhalen, wat aus de genannte Grënn net gelongen ass.

Den Opbau vun engem neien ORENO ass keen Thema am Innen- a Landesplanungsministère, ënner anerem och well et bis haut keng Signaler ginn, an an der Vergaangenheet och net goufen, dass sech bei den uewe genannte Problemer eng wesentlech Weiderentwécklung erginn hätt.

Am Kontext vun der Sammlung vu regionalen Donnéeën soll awer och drop higewise ginn, datt den Innen- a Landesplanungsministère am Kader vum Naturpark Our beispillsweis den Opbau vun engem regionale Geographeschen Informatiounssystem (GIS) ënnerstëtzt.

**Question 0957** (28.2.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** (ADR) concernant l'**État de Palestine**:

D'Hamis huet a Palästina d'Wahle gewonnen a krut vum President Mahmud Abbas den Auftrag fir eng Regierung ze bilden. Der Hamas hire Wahlprogramm gesäit d'Zerstéierung vun Israel vir. Dës Astellung féiert zu engem internationale Boykott vu Palästina an och zu engem Stopp vun Hëllefsgelder op déi dës Stat ugewisen ass.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Bezilt Lëtzebuerg och Hëllefsgelder u Palästina?
2. Wa jo,
  - a) wéi héich ass dës Chiffer pro Joer, an
  - b) ënnerstëtzt Lëtzebuerg och déi nei palästinensesch, vun Hamas dominiéiert Regierung oder schléisst eis Regierung sech dem internationale Boykott un?

**Réponse** (3.4.2006) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Lëtzebuerg huet seng Kontributione fir d'UNRWA (United Nations Relief and Work Agency for Palestine Refugees in the Near East) bäibehalen a wäert dat och an Zukunft maachen. Dës Ënnerstëtzung ass geduecht fir d'Liewensbedünnung vun de palästinensesche Flüchtlingen op direkt Aart a Weis ze verbessern. Wann et néideg ass, ënnerstëtzt Lëtzebuerg och weiderhin der UNRWA an aneren internationalen Organisatiounen hir Nouthëllefprogrammer. Déi bilatéral Hëllef wäert fir hiren Deel drop beschränkt sinn, Projeten, déi amgaange sinn, fäerdeg ze maachen. Et ass fir de Moment net virgesinn, nei bilatéral Projeten unzegoen.

A folgendem Tableau sinn d'Hëllefsgelder vun der Lëtzebuerger Regierung fir Entwécklungs- an humanitär Hëllef an de besatene palästinensesche Gebidder fir déi lescht dräi Joer opgefouert:

(an €)	2003	2004	2005
Bilatéral Kooperatioun	367.913	305.298	490.000
Multilatéral Kooperatioun	2.366.400	2.018.606	1.700.000
Nouthëllef	635.537	1.288.515	754.695
Kofinanzement vun ONGen	16.198	173.907	19.656
Total	3.386.048	3.786.326	2.964.351

Nom Opruff vum Quartett, eege Moosnamen ze huele fir d'Aarbecht vun der palästinensescher Iwwergangsregierung méi einfach ze maachen, huet Lëtzebuerg der Europäescher Kommissioun hir Décisioun ënnerstëtzt, de Palästinenser zousätzlech Nouthëllef ze leeschten an d'Deblockéiere vun engem Deel vun de Ressourcen aus dem Fonds d'affectation spécial vun der Weltbank ze autoriséieren.

Wat en eventuelle Boykott vun där zukünftiger palästinensescher Regierung duerch d'international Gemeinschaft ugeet, deen den honoreblen Deputéierten ernimmt, sou verfollegt Lëtzebuerg, zesumme mat senger Partner an der EU, d'Regierungsbildung vun no a passt virun allem op der palästinensescher Regierung hiren Attachement un d'Prinzipiën vun der Gewaltlosegkeet, der Unerkennung vum Stat Israel an der Akzeptatioun vu bestehenden Accorden an Arrangementen, dorënner d'Feuille de route, op.

Allerdéngs si mir der Meenung, dass d'Aktivitéiten am reng humanitäre Beräich net sollte betraff sinn. An deem Sënn dierft den Untrëtt vun der neier palästinensescher Regierung sech och net nidderschloen op d'Lëtzebuerger humanitär Hëllef an d'Ëmsetze vun deene bilatérale Projeten, déi fir de Moment lafen, Projeten, déi nëmme duerch ONGen ausgefouert ginn.

**Question 0958** (1.3.2006) de **M. Henri Kox** (DÉI GRÉNG) concernant la **grippe aviaire**:

Le 28 février, la commune de Remich a interdit l'alimentation des oiseaux aquatiques de la Moselle par les passants. De son côté, l'Agence française de sécurité et de surveillance alimentaire recommande l'interdiction de nourrir les pigeons et les oiseaux dans tous les parcs et espaces publics. En outre, elle conseille d'assurer une surveillance accrue de ces sites.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Ne serait-il pas opportun de publier au niveau national une directive interdisant d'approcher et de nourrir les oiseaux au lieu de laisser chaque commune décider selon son bon gré?
- La surveillance des parcs et lieux publics hébergeant des oiseaux est-elle assurée en ce moment par des services spécialisés de l'État?

**Réponse** (7.4.2006) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural*:

Bien qu'aucun cas de peste aviaire ne soit survenu au Luxembourg, le Gouvernement est évidemment pleinement conscient de la progression de la peste aviaire des oiseaux sauvages sur le continent européen et est préoccupé de ses retombées éventuelles sur la faune sauvage sur notre territoire et de la possibilité d'une transmission de l'épidémie aux volailles domestiques. S'y ajoute la connotation humaine éventuelle avec un risque extrêmement minime mais théoriquement possible d'une contamination de l'homme.

Encore faut-il préciser à nouveau que:

- pour le moment le Luxembourg n'est pas atteint de la peste aviaire;
- à une exception près, seuls les oiseaux sauvages sont atteints sur le continent européen;

- des dispositions sanitaires et hygiéniques adéquates ont été mises en place pour réagir d'une manière concertée et efficace contre une éventuelle introduction du virus de la peste aviaire au Luxembourg.

Depuis le 15 février, date de la détection de cas de peste aviaire sur l'île de Rügen en Allemagne, des recommandations de mesures de prévention à l'égard du virus H5N1 ont été communiquées par les autorités luxembourgeoises aux détenteurs des volailles et à toute la population. Ces recommandations ont été réitérées à maintes reprises et ont été adaptées en fonction de l'évolution de l'épidémie à l'étranger et en fonction des avis fiables et validés, émis par des organismes scientifiques reconnus. Car n'oublions pas que nous avons à faire à une maladie émergente, ce qui implique des données inconnues, et qu'il faut éviter, par des informations hasardeuses, de susciter chez la population un sentiment de psychose respectivement de panique non justifiée à l'égard de la peste aviaire.

C'est la raison pour laquelle une cellule de communication, composée de différentes administrations concernées en matière de peste aviaire, a été mise en place pour communiquer au public l'évolution de la situation sanitaire y compris des recommandations sur les différents aspects de la maladie et le comportement éventuellement à adopter. Ces informations se font à la fois par les médias et par le site Internet du Gouvernement.

Il y a à l'heure actuelle toujours avantage à communiquer directement avec le public plutôt que par l'intermédiaire d'autres institutions telles les communes alors qu'une communication directe sur des notions techniques comporte des avantages indéniables.

Même si tout particulier est appelé à prendre des précautions en s'approchant des oiseaux, recommandations d'ailleurs répétées d'une manière itérative par les services concernés, ceci n'empêche pas qu'il faut soigneusement évaluer les avantages et désavantages d'une interdiction de tout nourrissage des oiseaux pour les raisons suivantes:

- les oiseaux affamés vont à la recherche de la nourriture dans d'autres régions et pourraient, en se dispersant, le cas échéant disséminer le virus H5N1 s'ils en sont porteurs;
- les oiseaux mal nourris, donc faibles, sont plus réceptifs par rapport à tout germe pathogène, donc également au virus H5N1.

Il est, dès lors, recommandé de nourrir les oiseaux pendant les périodes de froid intense, mais de les nourrir modérément sans contact direct, ce qui signifie de distribuer la nourriture pour les oiseaux aquatiques dans l'eau pour éviter ainsi tout contact direct avec les oiseaux et prévenir l'encrassement des rives d'eau par les fientes des oiseaux aquatiques.

Les parcs et lieux publics, hébergeant des oiseaux, sont sous surveillance des forces publiques, c'est-à-dire des agents de la Police, des agents de l'Administration des Douanes et Accises ainsi que par endroits des agents communaux. Instruction est donnée de communiquer tout comportement anormal des oiseaux ainsi que la détection d'oiseaux morts à l'Administration des Services de Secours qui assure le ramassage des oiseaux morts et leur transfert au laboratoire pour les examens adéquats. Comme précisé à maintes fois dans les communiqués du Gouvernement et sur le site Internet consacré à la grippe aviaire, rappelons que les oiseaux à risques sont les oiseaux aquatiques, les rapaces et d'autres oiseaux trouvés morts en nombre important dans un rayon limité.

**Question 0959** (1.3.2006) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant la **baisse du taux légal d'alcoolémie**:

Lors d'une récente entrevue avec les responsables de la Sécurité routière, Monsieur le Ministre a annoncé des mesures répressives dont notamment la baisse du taux légal d'alcoolémie de 0,8‰ à 0,5‰.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle est l'argumentation à la base des réflexions de Monsieur le Ministre? Quel est selon Monsieur le Ministre l'impact escompté de l'abaissement du seuil d'alcoolémie légal de 0,8‰ à 0,5‰?
- S'il est vrai que l'abus d'alcool est souvent à la base d'accidents de la circulation, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le pourcentage d'accidents survenus entre les années 2000 et 2005 dont le conducteur présentait un taux d'alcoolémie compris entre 0,5‰ et 0,8‰? Quel en est le pourcentage respectif d'accidents mortels, d'accidents faisant des blessés et d'accidents entraînant uniquement des dégâts matériels?

**Réponse** (24.3.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Dans sa question, l'honorable Député demande des éclaircissements en relation avec l'abaissement envisagé du seuil légal d'alcoolémie au volant de 0,8 g d'alcool par litre de sang à 0,5 g d'alcool par litre de sang. Ainsi aimerait-il bien connaître les réflexions qui sont à la base de l'introduction d'une telle mesure de même que le pourcentage, par rapport au nombre total des accidents routiers recensés entre 2000 et 2005, d'accidents impliquant des conducteurs présentant un taux d'alcoolémie compris entre 0,5 g et 0,8 g d'alcool par litre de sang.

Tout en se basant sur les résultats de nombreuses études ayant démontré sans équivoque l'effet négatif de la consommation de boissons éthyliques sur les facultés du conducteur ainsi que la corrélation directe entre le taux d'alcool et le risque d'accident, la Commission européenne a pris des initiatives visant à introduire un seuil maximal d'alcoolémie autorisé de 0,5 g d'alcool par litre de sang dans l'ensemble de la Communauté. Il s'agit en l'occurrence d'une proposition de directive datant de 1998 qui n'a pas abouti ainsi que de sa recommandation afférente du 17 janvier 2001.

Dans son troisième programme d'action européen pour la sécurité routière du 2 juin 2003 intitulé «Réduire de moitié le nombre de victimes de la route dans l'Union européenne d'ici 2010: une responsabilité partagée», la Commission européenne a identifié les trois causes principales des accidents à savoir, la vitesse excessive, l'alcool au volant et le non-port de la ceinture de sécurité. Elle estime par ailleurs à dix mille le nombre de décès imputables chaque année à la conduite en état d'ébriété.

Entre-temps, la majorité des États membres de l'Union européenne ont introduit le taux légal d'alcoolémie préconisé de 0,5 g d'alcool par litre de sang. Certains États membres ont même opté pour le seuil de 0,2 g d'alcool par litre de sang. D'autres encore ont introduit en sus des seuils plus bas (0,1/0,2 g d'alcool par litre de sang) pour certaines catégories d'usagers. À ce stade, seul le Royaume-Uni, l'Irlande et le Luxembourg maintiennent le seuil de 0,8 g d'alcool par litre de sang dans leurs législations nationales.



C'est sur cette toile de fond qu'il est envisagé d'abaisser le seuil légal d'alcoolémie à 0,5 g d'alcool par litre de sang et de suivre en sorte la tendance communautaire tout en espérant que cette mesure contribuera à réduire le nombre de victimes sur nos routes.

Pour ce qui est des données statistiques sur les accidents routiers impliquant des conducteurs présentant une alcoolémie comprise entre 0,5 g et 0,8 g d'alcool par litre de sang, ces chiffres ne sont pas disponibles du fait qu'en présence du taux d'alcool prohibé actuel de 0,8 g d'alcool par litre de sang, les conducteurs concernés ne se trouvent pas en infraction et ne sont pas recensés.

**Question 0962** (2.3.2006) de **M. Carlo Wagner (DP)** concernant la **situation du secteur de l'Horesca:**

Le secteur de l'Horesca passe actuellement par une phase difficile du point de vue financier, due non seulement à la conjoncture actuelle, mais aussi et surtout à la nouvelle réglementation de la durée du travail s'appliquant aux ouvriers, apprentis et stagiaires occupés dans les entreprises hôtelières, les entreprises de restauration, les débits de boissons et les établissements similaires.

Deux ministres, à savoir le Ministre des Transports et le Ministre de la Santé, ont dernièrement annoncé des mesures répressives qui auront un impact non négligeable sur le secteur de l'Horesca. Il s'agit d'un côté de la volonté d'abaisser le taux légal d'alcoolémie de 0,8‰ à 0,5‰ des conducteurs de véhicules, de l'autre côté du projet de loi N°5533 relatif à la lutte antitabac introduisant une interdiction de fumer dans les établissements de restauration et des salons de consommation des pâtisseries et des boulangeries ainsi que, pendant tout le temps que des plats y sont servis, dans les autres débits de boissons. Fumer ne serait désormais toléré dans les restaurants que dans des fumoirs spécialement aménagés à cette fin par l'exploitant des lieux.

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°0298 du 10 février 2005 concernant l'interdiction de fumer dans les restaurants (cf. *compte rendu N°7/2004-2005*), Monsieur le Ministre a indiqué qu'«il est évident que le Ministère du Tourisme suit de très près l'évolution de ce dossier et est prêt à coopérer dans la recherche de solutions évitant d'affecter trop le secteur de la restauration tout en respectant le droit de ceux qui ne désirent pas être gênés par la fumée ou l'odeur de cigarettes, cigares ou pipes dans les restaurants».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les mesures répressives évoquées ci-dessus et risquant d'affecter considérablement le secteur Horesca?
- Monsieur le Ministre partage-t-il la crainte de nombre d'établissements du secteur Horesca de se voir poussés au bord de la faillite?
- Quelles mesures compensatoires Monsieur le Ministre envisage-t-il afin de pallier le manque à gagner prévisible de la part des professionnels du secteur Horesca?

**Réponse** (11.4.2006) de **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:**

Le Ministère du Tourisme, bien que n'ayant pas de compétence immédiate en la matière, a toujours fait valoir les préoccupations du secteur Horesca, dont le but déclaré

est de défendre les intérêts des restaurateurs et cafetiers.

Il a suivi de très près l'évolution du dossier concernant l'interdiction de fumer dans les établissements de restauration et il a appuyé toutes les démarches entreprises pour trouver une solution acceptable également pour le secteur Horesca.

Le projet de loi actuel est le fruit de nombreuses réunions entre l'Horesca et les autorités compétentes et semble constituer le meilleur compromis possible.

Il serait de toute évidence prématuré de préjuger d'ores et déjà des effets négatifs que pourrait avoir cette interdiction sur les établissements concernés. Il en va d'ailleurs de même pour une mesure éventuelle concernant la réduction du taux légal d'alcoolémie des conducteurs de véhicules. Passé un délai raisonnable à partir de l'entrée en vigueur de la loi, il conviendra de dresser, avec le secteur, un premier bilan, d'en tirer les conclusions et de prendre, le cas échéant, les mesures qui s'imposent.

Tout comme par le passé, le Ministère du Tourisme est disposé à participer également à l'avenir à la recherche de solutions et la prise de mesures acceptables et valables.

**Question 0963** (2.3.2006) de **M. Ben Fayot (LSAP)** concernant le **transfert d'un certain montant d'un article du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 2005 à un autre:**

En date du 10 février 2006 Madame la Ministre a informé par écrit le Ministère des Finances, la Direction du Contrôle financier, la Chambre des Députés et la Cour des Comptes du transfert d'un montant de 350.000 € d'un article du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 2005 à un autre.

Selon ce courrier les dépenses à imputer à l'article 12.1.12.301 pour frais liés à la location de chaises par l'État dans des structures d'accueil de jour non conventionnées pour enfants seraient inférieures aux prévisions (1.640.944 € inscrits au budget 2005) tandis que le crédit inscrit à l'article 12.1.33.013 pour participation de l'État aux frais d'infrastructures de structures d'accueil de jour pour enfants serait insuffisant (50.000 € inscrits au budget 2005).

Dans ce contexte j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Madame la Ministre peut-elle m'expliquer les raisons pour cette surestimation des dépenses à imputer à l'article 12.1.12.301 respectivement les raisons de la sous-estimation des dépenses liées à l'article 12.1.33.013 du budget des dépenses et des recettes pour l'exercice 2005?
- Il ressort du budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 que le crédit pour frais liés à la location de chaises par l'État dans des structures d'accueil de jour non conventionnées pour enfants (article 12.1.12.301) a pratiquement doublé en deux ans: il est passé de 920.941 € selon le compte provisoire 2004 à 1.800.000 € inscrits dans le budget 2006. Madame la Ministre peut-elle m'expliquer les raisons de cette augmentation? Étant donné qu'en 2005 les dépenses à imputer à cet article ont été inférieures aux prévisions, Madame la Ministre pense-t-elle que les projections pour l'exercice 2006 sont réalistes?

- Suite au transfert annoncé le crédit inscrit à l'article 12.1.33.013 pour participation de l'État aux frais d'infrastructures de structures d'accueil de jour pour enfants passe de 24.790 € en 2004 à 400.000 € en 2005. Quelles sont les raisons pour cette explosion des dépenses? Madame la Ministre peut-elle me fournir plus de précisions quant à la nature des frais d'infrastructures concernés?
- Le crédit inscrit à l'article 12.1.33.013 pour l'exercice 2006 s'élève à 50.000 €. Étant donné qu'en 2005 les dépenses à imputer à cet article ont été supérieures aux prévisions (400.000 € contre 50.000 € prévus), Madame la Ministre pense-t-elle que les projections pour l'exercice 2006 sont réalistes?

**Réponse** (24.3.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

En matière d'accueil de jour d'enfants l'État poursuit les objectifs suivants:

1. encourager la mise en place de crèches par les communes, compte tenu de la répartition géographique de la population;
2. encourager la mise en place de crèches par des particuliers, des personnes morales sans but lucratif et des sociétés commerciales;
3. rendre accessibles les places existantes aux familles à revenus modestes;
4. assurer que l'accueil des enfants dans les crèches du pays correspond aux standards légaux de qualité.

Ces objectifs sont poursuivis par les méthodes suivantes:

1. En fonction de la demande locale existante, l'État propose aux communes un partenariat financier matérialisé par une convention signée entre l'État et l'organisme sans but lucratif auquel la commune confie la gestion de la crèche. Dans le cadre de cette convention, l'État subventionne les frais d'équipement en mobilier et couvre le déficit des frais de fonctionnement éligibles et des recettes.
2. À l'aide des crédits inscrits à l'article budgétaire 12.1.33.013 «Participation de l'État aux frais d'infrastructure de structures d'accueil de jour non conventionnées pour enfants», l'État accorde aux gestionnaires de crèches non conventionnées un subside correspondant à 15% des frais d'infrastructure déclarés, pièces originales à l'appui.
3. Dans le cadre des crèches conventionnées la participation financière des parents est calculée à l'aide d'un barème qui établit le rapport entre le prix coûtant et la situation financière et familiale des parents. À l'aide des crédits inscrits à l'article budgétaire 12.1.12.301 «Frais liés à la location de chaises par l'État dans les structures d'accueil de jour non conventionnées pour enfants», l'État loue des places dans les crèches non conventionnées et les sous-loue à des familles qui sont sur les listes d'attente des crèches conventionnées et qui financièrement ne peuvent pas payer le prix demandé par la crèche non conventionnée.
4. Suite à la mise en vigueur de la loi du 8 septembre 1998, l'État a mis en place des procédures d'agrément préalables à l'ouverture des

crèches et conféré à certains fonctionnaires des pouvoirs d'inspection sur place des crèches agréées.

Lors de l'établissement des propositions budgétaires, les crédits nécessaires au financement de ces mesures sont estimés sur base des données chiffrées des exercices précédents et de l'évolution prévisible des dépenses et recettes. Or, pour certaines mesures, la dépense de l'État est fixée en fonction de la participation financière barémique des usagers. Il va de soi que l'estimation des crédits qui concernent ces mesures ne peut être qu'approximative.

En matière de location de chaises, l'État verse aux crèches contractantes le complément de la participation financière barémique des parents par rapport au prix normal. Lors de l'établissement des propositions budgétaires, il s'agit dès lors d'estimer à l'avance trois éléments:

1. le nombre de chaises louées, qui est le résultat d'une négociation et non une décision unilatérale de l'État;
2. le prix de location, qui varie d'une crèche à l'autre;
3. les revenus des parents dont l'enfant sera admis sur les chaises louées.

En 2005, les crédits nécessaires au financement de cette mesure ont été inférieurs aux estimations.

Étant donné que le coût total de cette mesure est connu en décembre, alors que les demandes en vue de l'obtention d'un subside aux frais d'infrastructure de crèches non conventionnées sont introduites après la fin de l'exercice c'est-à-dire en janvier, les crédits non utilisés en matière de location de chaises ont été transférés vers l'article 12.1.12.301.

Ce transfert s'est finalement avéré comme superflu, puisque les crédits inscrits ont été suffisants pour pouvoir honorer les demandes de subside introduites.

**Question 0966** (2.3.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp (ADR)** concernant les **piscines dans la région «Nordstad» et au canton de Vianden:**

Et ass schonns jorelaang gewosst, dass am Raum vun der Nordstad a vum Kanton Veianen déi momentan Infrastruktur u Schwemme bei wäitem net genügend ass. D'Finanzsituatioun vun de betraffene Gemenge léisst awer de Bau vu Schwemmen net zou.

Dofir drängt sech, menger Meinung no, eng regional Léisung op. Ech denken hei zum Beispill un eng Erlefnisschwemm am Raum vun der Nordstad an zu Housen, dést am Interessi vun eise Schoulkanner, eise Veräiner, Privatleit an och den Touristen.

Eng Schwemm respektiv eng Erlefnisschwemm wier vu regionaler Bedeutung. Ech erënnere drun, dass déi viereg Regierung sech positiv ausgeschwat hat zu esou enger Infrastruktur am Park Housen - nozeliesen zum Beispill an engem Schréfstéck vum November 2001: „Nun will also auch die Regierung ein 50-Meter-Becken im Raum ‚Nordstad‘ bauen. Zudem befürworten sowohl Innenminister Michel Wolter als auch Sportministerin Anne Brasseur ein Erlebnisbad im Park Hosingen.“ (A. Kaes). Den Auteur vun dësen Zeilen huet och gefuerdert, dass dës Infrastrukturen nach virun de Wahlen 2004 misste realiséiert ginn.

Esou Erlefnisschwemme géife ganz sécher positiv zur touristescher Indoor-Attraktivitéit vum Norde bäidroen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un déi Häre Ministeren:

1. Wéi ass der aktueller Regierung hir Meinung zum Bau vun esou regionale Schwemmen?
2. Falls d'Regierung esou enger Initiativ negativ géintwuersteet, wat sinn dann déi genee Grënn fir dëse Changeement?
3. Falls d'Regierung weiderhi favorabel zu dëse Pläng steet: Fir wéini ass mat engem konkrete Projet ze rechnen?

**Réponse commune** (7.4.2006) de **M. Jeannot Krecké, Ministre des Sports** et de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:**

Et ass richtig, dass an der Nordregioun eng Noutwendegkeet besteet, fir déi eng oder aner regional firminfrastruktur ze schafen. Verstärkt gétt dës Noutwendegkeet nach doduerch, dass eenzel bestehend Schwemmen net méi de geltenden Normen entspriechen an engersäits net méi a Betrib kënnen bleiwen, an anerersäits misste vergréissert ginn, fir de Be-laanger nozekommen.

Fir dëser Karenz Rechnung ze droen, war geplangt, am Kader vum sou genannten Plan sectoriel „Lycées“ eng grouss Schwemm am Raum Ettelbréck/Dikrech virzugesinn, fir besonnesch all postprimaire Bedürfnisser ofzedecken an dem Kompetitiounssport zur Verfügung ze stoen.

Säitens dem Gemengesyndikat SISPOLO vun Housen besteet och eng Demande, fir eng Schwemm ze realiséieren, well kuerzfristeg siwe bis néng Gemenge kee Schwammunterrecht méi ofgesécht hunn. Déi Schwemm kéint dann zugläich esou ausgeluecht ginn, dass se en zousätzlechen Attrait fir den Tourismus géing duerstellen.

Déi Karenze sinn emol erkannt a wäerte sech och net vun eleng léisen. Et gétt also kee Changeement bei den Usiichte vun der Regierung, mä et gétt e Changeement bei der Ausféierung vun de Programmen. De budgetären Enkpass, vun deem jo méttlerweil jiddferee weess, bedéngt, dass muss gespuert ginn, an, well ee jo all Euro nëmmen eemol kann ewechginn, dass déi bestehend Investitiounsprogrammer muss gestreckt ginn. Fir elo vun enger Dauer vun deene Mesuren ze schwätzen, wier onvirsichteg.

De Gemengesyndikat SISPOLO weess Beschéed iwwert d'budgetär Contrainité vun der Regierung. Trotz de Spuermoosname muss esou e Projet awer net stoe bleiwen, mä e ka roueg weidergefuert ginn.

D'Regierung wäert decidéieren, wéi si hir Investitiounsprogrammer kuerz-, méttel- a laangfristeg realiséiert.

**Question 0967** (3.3.2006) de **M. Claude Meisch (DP)** concernant la **hausse des prix des titres de transport:**

Les prix des titres de transport ont changé depuis le 1<sup>er</sup> mars 2006. En effet, les nouveaux tarifs de la plupart des billets et abonnements ont connu une hausse non négligeable.

Lors de la campagne électorale pour les élections législatives de 2004, la gratuité des transports en commun figurait en bonne et due place dans le programme électoral du LSAP („...werden die Sozialisten den öffentlichen Transport durch (...) die Einführung des Nulltarifs attraktiver gestalten“).

Il est vrai que la gratuité des transports publics n'a pas été retenue par l'accord de coalition de 2004.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:



- Quelles sont les raisons exactes pour cette hausse des prix des titres de transport?
- L'introduction à terme d'une gratuité des transports en commun reste-t-elle envisageable?
- Quelles seraient les conditions préalables à l'introduction d'une gratuité générale des transports en commun?

**Réponse** (29.3.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Plusieurs raisons ont amené le Gouvernement à décider une hausse des tarifs appliqués dans les transports publics nationaux, dont notamment les investissements importants à charge de l'État, réalisés au niveau de l'offre du transport public par route ces dernières années.

En effet, huit lignes d'autobus régulières (à horaires cadencés) et six lignes scolaires ont été introduites entre 2004 et début 2006, afin de compléter le réseau déjà performant en matière de l'offre horaire et de son confort.

Au réseau du syndicat des TICE, l'offre a pratiquement doublé depuis septembre 2005.

Au niveau des CFL, la mise en service du nouveau matériel roulant à deux étages a permis d'augmenter de façon considérable la qualité de l'offre.

En plus, les éléments composant les prix des prestations de transport ont subi des hausses considérables ces derniers temps. Il s'agit entre autres des prix du gasoil, des prix d'acquisition du matériel roulant et des salaires du personnel.

Dans le souci de garder les propositions des prix du transport public par rapport aux tarifs des voyageurs, des adaptations tarifaires ont dû avoir lieu au moins tous les trois ans depuis 1990.

Il y a lieu enfin de remarquer que, malgré une hausse substantielle des prix des billets à partir du 1<sup>er</sup> mars 2002, les tarifs en vigueur dans les transports publics au Grand-Duché de Luxembourg restent parmi les plus bas sur tout le territoire de l'Europe.

**Question 0969** (6.3.2006) de **M. François Bausch** (*DÉI GRÉNG*) concernant la **visite d'un membre du Parlement du Luxembourg dans les territoires d'Azerbaïdjan occupés par les forces armées arméniennes**:

D'après une dépêche d'une agence de presse un «membre du Parlement du Luxembourg a visité les territoires d'Azerbaïdjan occupés par les forces armées arméniennes sans autorisation préalable du Gouvernement azerbaïdjanais, ce qui a provoqué la colère des officiels». Cet événement aurait provoqué un incident diplomatique.

- Est-ce que le «parlementaire» en question était en mission officielle dans ce pays?
- Est-ce que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a du intervenir auprès des autorités de l'Azerbaïdjan pour clarifier cet incident diplomatique?

**Réponse** (3.4.2006) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Ayant appris par voie de presse qu'une délégation du Parlement luxembourgeois aurait effectué une visite au Nagorno-Karabakh, j'ai demandé à mes services de vérifier le bien-fondé de ces informations. Il s'est avéré qu'il s'agissait non pas d'un déplacement d'une délégation de la Chambre des Députés, mais d'une visite privée de Monsieur Frank Engel, Secrétaire

général du Groupe parlementaire chrétien-social et Consul honoraire de l'Arménie au Luxembourg, qui s'est déplacé le 1<sup>er</sup> mars 2006 au Nagorno-Karabakh.

Les autorités azéries ayant également appris la rumeur d'un déplacement de parlementaires luxembourgeois au Nagorno-Karabakh, le Ministère des Affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan a effectivement envisagé de faire une démarche auprès de mon Département par le biais de son Ambassade à Bruxelles, coaccréditée au Luxembourg. L'Ambassade d'Azerbaïdjan a cependant pris la précaution de vérifier d'abord le bien-fondé de cette rumeur.

Au cours d'un entretien téléphonique informel, mes services ont apporté les clarifications relatives ci-dessus. Ayant été convaincue que la visite au Nagorno-Karabakh n'a pas été effectuée par un membre du Parlement luxembourgeois et n'était nullement sanctionnée par les autorités luxembourgeoises, l'Ambassade de la République d'Azerbaïdjan a fini par renoncer à faire une démarche.

**Question 0970** (6.3.2006) de **M. Claude Meisch** (*DP*) concernant la **fermeture des pistes de l'Aéroport de Luxembourg suite à l'enneigement de celui-ci**:

Suite à l'enneigement en ce 3 mars de l'Aéroport de Luxembourg, les pistes de celui-ci ont dû être fermées pour une durée de cinq heures. Les vols à destination de Luxembourg ont dû être déviés vers les aéroports de Paris ou Londres. Un certain nombre de vols en partance de Luxembourg ont été annulés. Fin décembre 2004 on a déjà assisté à une fermeture des pistes de l'Aéroport de Luxembourg suite à l'enneigement de celui-ci.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que l'Aéroport de Luxembourg soit bien préparé aux intempéries de ce genre?
- Une meilleure préparation des pistes en vue de l'arrivée prévisible de la neige n'aurait-elle pas pu être obtenue?
- Le temps nécessaire au déblayement des pistes est-il jugé approprié?

**Réponse** (13.4.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

L'honorable Député s'enquiert sur l'enneigement de l'Aéroport de Luxembourg en date du 3 mars et les conséquences que cet enneigement eut sur le trafic aérien.

La journée du 3 mars 2006 a été caractérisée par des chutes de neige d'une violence et d'une durée inouïe, puisque endéans une très courte période environ 20 cm de neige mouillée sont tombés cette journée, ce qui arrive une fois par décennie dans nos régions.

Ni le Service de Dégelage de l'Aéroport de Luxembourg, ni celui d'un autre aéroport de la région ne dispose d'un matériel d'intervention spécifique pour faire face à un tel événement météorologique exceptionnel.

L'honorable Député demande si une meilleure préparation des pistes aurait pu être assurée vu que les prévisions météorologiques annonçaient la neige. Or, une préparation préventive de la piste est envisageable seulement lorsque la piste est mouillée et que des gelées sont prévisibles. Dans ce cas, un liquide déverglaçant est appliqué à titre préventif. Par contre, pour les chutes de neige aucun traitement n'est disponible sur le marché afin d'atténuer pré-

ventivement l'impact de la neige sur les opérations aéroportuaires. Le seul remède est alors l'enlèvement mécanique par des balayeuses équipées de chasse-neige et éventuellement par une fraise à neige, lorsque soit le volume de la neige est important, soit la neige est trop lourde.

Le temps nécessaire pour le déblayement est fonction et de la hauteur de neige tombée et de la qualité de la neige qui, en l'espèce, était à la fois volumineuse et mouillée. Pour des chutes de neige de quelques centimètres il faut compter environ une heure pour dégager la piste avec les balayeuses. Cependant, en raison de l'accumulation de la neige par les chasse-neiges en bord de piste, d'abord la neige a dû y être enlevée par la fraise, machine ayant un rythme de travail moins rapide que les balayeuses, et ensuite être évacuée de la piste par une pelleteuse et des camions. Puis, pour des raisons évidentes de sécurité aéroportuaire, il a encore été procédé à un déblayement à main des feux de bord de piste. Il faut remarquer que la durée des travaux s'est davantage allongée puisque l'intensité des chutes de neige a rendu nécessaire l'interruption des travaux de nettoyage entre 12.45 et 14.50 heures à cause d'un manque de visibilité. Finalement, à 16.15 heures la piste a pu être remise en service.

Il convient encore de relever qu'après que la piste a été remise en service, le nettoyage des voies de circulation et des aires de stationnement a continué par les services compétents jusqu'à 00.30 heures du lendemain.

Au vu de ce qui précède, j'estime que les Services de l'Aéroport de Luxembourg disposent d'un matériel d'intervention adéquat et d'un personnel qualifié et motivé pour maîtriser, tant que faire se peut, les intempéries pouvant avoir une influence sur le trafic aérien national. Reste à souligner que dans ces cas d'intempéries exceptionnelles la sécurité aéroportuaire est la priorité absolue dans le déroulement des opérations de nettoyage afférentes.

**Question 0971** (7.3.2006) de **M. Claude Meisch** (*DP*) concernant la **lutte antitabac**:

L'article 11 du projet de loi N°5533 relatif à la lutte antitabac prévoit que les infractions aux dispositions de l'article 7 (notamment interdiction de fumer dans les restaurants) seront punies d'une amende de 25 à 250 euros. Or, le projet de loi reste muet sur la nature des contrôles (contrôles réguliers ou plutôt contrôles coup de poing), ainsi que sur les autorités responsables de ces contrôles. Aussi n'est-il pas clair si les amendes prévues en cas d'infraction touchent uniquement le consommateur ou également le propriétaire, respectivement le gérant de l'établissement en question.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quelle est la nature envisagée de ces contrôles?
- Qui se chargerait de ces contrôles? La Police grand-ducale, les agents municipaux, l'ITM, l'Administration des Douanes et Accises ou encore l'Inspection sanitaire? Quelle est l'opinion des ministres de tutelle respectifs?
- Est-ce que les amendes prévues en cas d'infraction touchent uniquement le consommateur ou également le propriétaire respectivement le gé-

rant de l'établissement en question?

**Réponse** (3.4.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'honorable Parlementaire questionne le Gouvernement sur les contrôles et poursuites auxquels donneront lieu les infractions prévues au projet de loi relatif à la lutte antitabac.

Le procédé me semble assez inhabituel. Le projet de loi visé par l'honorable Parlementaire est en effet en cours d'examen au Conseil d'État et à la Chambre. Au cours d'une première réunion de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre, tenue le 9 février et consacrée à la présentation et à l'examen général de ce projet, les questions soulevées par l'honorable Parlementaire ont déjà été abordées et certaines suggestions ont été faites. J'estime qu'à ce stade cette Commission est le lieu de rencontre le plus approprié pour le dialogue entre la Chambre et le Gouvernement. Je n'ai, en ce qui me concerne, absolument pas l'intention de me dérober à ce dialogue et je compte bien au contraire y participer activement.

Ceci étant dit, et sous réserve d'éventuelles modifications à apporter au projet par la Chambre, je me bornerai à répondre à l'honorable Parlementaire, pour ce qui est des contrôles de l'interdiction de fumer dans les restaurants, que ceux-ci pourront être de trois ordres. D'un côté il peut y avoir des interventions ponctuelles, sur demande, en cas d'infraction signalée par un restaurateur ou un consommateur. D'un autre côté il peut y avoir des contrôles concertés menés par exemple à l'heure du déjeuner ou du dîner dans plusieurs restaurants d'une ville ou d'une région. Finalement mes services pourront, mais sans avoir la prétention ni le droit de verbaliser, se présenter dans les restaurants pour me faire rapport sur l'application de la loi et pour agir par persuasion sur les contrevenants. De toute manière je suis d'avis, et de récents sondages me confortent dans cette opinion, que l'existence même du projet et les discussions qu'il provoque vont dans le sens d'une prise de conscience du public, et que la loi sera finalement bien acceptée tant par les restaurateurs que par les consommateurs, y compris les fumeurs, de sorte que la répression proprement dite ne sera que très peu mise à contribution.

S'agissant de la question de savoir qui, du restaurateur ou du consommateur, s'expose aux sanctions en cas d'infraction à l'interdiction de fumer dans les restaurants, la réponse est claire dans la version actuelle du projet. Étant donné que l'article afférent interdit de fumer, mais pas de laisser fumer, le contrevenant ne peut être que le fumeur, à l'exclusion donc du restaurateur. Mais cette question est justement une de celles abordées par la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre lors de sa précédente réunion. L'un ou l'autre membre de la Commission a marqué ses préférences pour une extension de l'interdiction au restaurateur. Je n'entends pas m'opposer à un amendement parlementaire en ce sens de la Chambre, qui est de toute manière souveraine.

**Question 0973** (7.3.2006) de **M. Félix Braz** (*DÉI GRÉNG*) concernant la **répartition des logements pour demandeurs d'asile**:

À la suite d'une visite à Zurich le 26 janvier 2006, les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ont pu constater qu'en Suisse, la répartition des loge-

ments pour demandeurs d'asile est calculée au prorata du nombre d'habitants des communes, garantissant ainsi une répartition équitable de l'effort national.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes:

- Quelle est actuellement la répartition des demandeurs d'asile par commune au Luxembourg?
- Le Gouvernement ne pourrait-il pas s'inspirer de cette procédure suisse pour l'appliquer également au Luxembourg?

**Réponse** (19.4.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Eu égard à votre question parlementaire, je me permets de vous transmettre ci-joint, Monsieur le Député Félix Braz, à titre d'information, la répartition actuelle des demandeurs d'asile par rapport à la population par commune au Grand-Duché de Luxembourg (*annexe à consulter au greffe de la Chambre des Députés*).

Je concède que la répartition des logements sociaux au Grand-Duché de Luxembourg n'est absolument pas satisfaisante telle qu'elle existe à l'état actuel.

Il est un fait que cette répartition est disproportionnée tant au niveau communal que cantonal. En effet, si certains cantons logent un nombre considérable de demandeurs d'asile (p.ex.: canton Wiltz), d'autres ne procurent qu'un nombre très restreint de logements aux demandeurs d'asile (p.ex.: canton Capellen).

Dès lors, une réflexion sur une répartition plus équitable des logements s'impose.

Il échet de relever que les modalités de l'accueil des demandeurs d'asile en Suisse respectivement dans le canton de Zurich s'appliquent différemment.

En effet, l'accompagnement ainsi que l'hébergement des demandeurs d'asile se déroule en deux phases: une première phase qui prévoit l'accueil dans des Centres provisoires (Durchgangszentren) et une deuxième phase où les offices sociaux des communes concernées assignent les requérants dans des structures d'hébergement plus définitives.

Le contingent d'accueil par commune est fixé à 0,7% par rapport à la population totale.

Le modèle suisse ne saurait être transposé tel quel aux procédures luxembourgeoises, à moins que les communes se déclarent toutes d'accord à participer à l'effort d'hébergement des personnes en procédure d'asile et de garantir ainsi une répartition nationale plus équitable.

Dans le cas contraire, le Gouvernement se verrait obligé d'abandonner sa politique volontariste et d'imposer aux Communes un quota à définir par les autorités nationales.

«Chamber aktuell»

Chamber TV  
vous propose  
tous les vendredis  
à 19.00 heures  
un résumé  
de l'activité  
parlementaire  
de la semaine.

L'émission  
est rediffusée  
le même soir  
à 20.00, 21.00,  
22.00 et 23.00 heures